



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

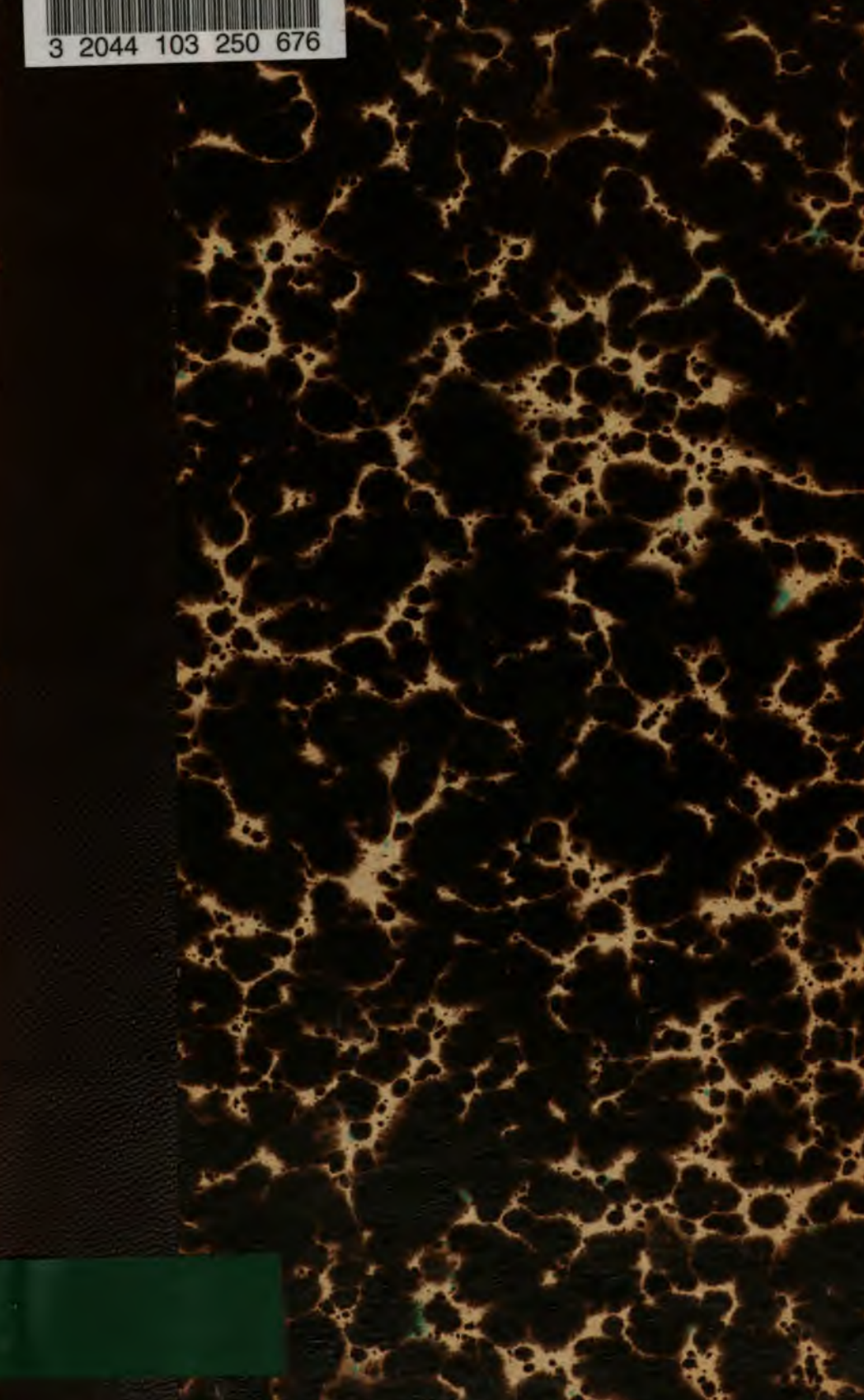
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

3 2044 103 250 676





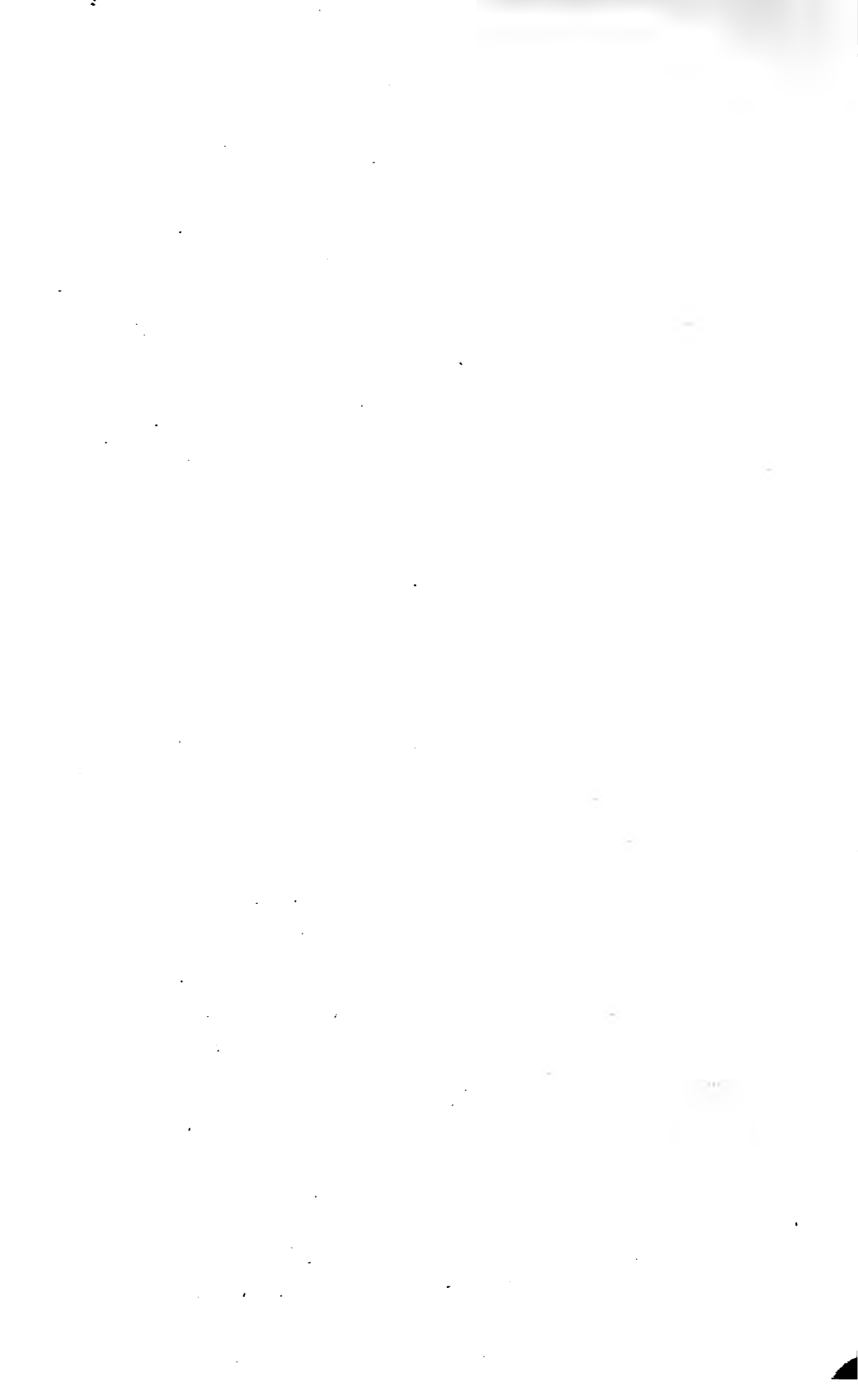
HARVARD LAW LIBRARY

Received

JUL 11 1932









BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

Paris. — Typographie A. HENNUYER, rue du Boulevard, 7.

× BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ET DES

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE

RECUEIL MENSUEL

PAR

M. AL. BEAUME

ET

M. CH. MILLION

Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement
de Paris.

Avocat, auteur de divers ouvrages de droit,
Suppléant du juge de paix du 6^e arrondissement
de Paris.

ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES

Ce Recueil paraît, chaque mois, par cahier de deux feuilles grand in-8°.

Prix, par an : SIX FRANCS, *franco*.

TOME QUATORZIÈME.

PARIS

BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD, 27

—
1872

1

7/11(32)

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ARTICLE 403.

Justice de paix du canton de Lescar
(Basses-Pyrénées).

Président : M. BORDENAVE, juge de paix.

17 novembre 1870.

Action possessoire. — Fait de possession.

— *Titres ou présomptions. — Propriété.*

— *Possession. — Preuve. — Annalité.*

— *Venelle. — Possession exclusive. —*

Mitoyenneté. — Présomption. — Dé-

pens. — Matière civile. — Condamna-

tion solidaire. — Dommages-intérêts.

I. En matière de complainte, le demandeur doit établir son action sur des faits de possession, et non pas seulement sur des titres ou des présomptions de propriété. Cependant il est du droit et du devoir du juge au possessoire de consulter, en tant que de besoin, les titres ou les présomptions, pour apprécier et déterminer les caractères de la possession, objet du litige.

II. Le jugement qui déclare une demande en complainte mal fondée, faite par le demandeur d'avoir justifié la possession annale par lui alléguée, n'implique point la reconnaissance et le maintien d'une possession contraire en faveur du défendeur. Celui-ci n'en demeure pas moins tenu de justifier légalement sa demande reconventionnelle.

III. Celui qui invoque la possession et veut la conserver doit, sans doute, la prouver; mais il n'est pas obligé de justifier d'actes faits dans l'année du trouble: il lui suffit d'établir qu'il a une possession d'un an au moins, paisible et non à titre précaire.

IV. Un acte de possession, à quelque époque qu'il remonte, suffit pour autoriser l'action en complainte possessoire, toutes

les fois que, dans le temps intermédiaire, il ne s'est fait aucun acte possessoire contraire au premier.

V. La possession s'exerce suivant la nature de l'objet auquel elle s'applique. La possession qui ne peut se manifester qu'à de certains intervalles par des faits distincts plus ou moins séparés n'en est pas moins continue, par cela seul qu'elle a été exercée dans toutes les occasions et à tous les moments où elle devait l'être, et qu'elle n'a point été interrompue, soit par la cessation absolue des actes, soit par des actes contraires ou émanés de tiers. Ainsi, par exemple, le demandeur en complainte justifie sa possession annale d'un fonds en nature de bois, en prouvant qu'il a fait la dernière coupe d'une baie, qu'il a fait le dernier élagage quoique ces faits remontent à plus d'une année avant le trouble.

VI. Lorsque deux propriétaires voisins se disputent la possession exclusive d'une *venelle* séparative de leurs héritages, si l'un n'a joui que de l'égout de ses eaux pluviales sur le terrain litigieux (ce qui peut se rattacher à l'exercice d'une simple servitude de stillicide), tandis que l'autre a non-seulement joui de même dudit terrain pour l'égout de ses eaux pluviales, mais encore qu'il a fait sans trouble des actes caractéristiques d'une possession à titre de maître exclusif, la maintenue possessoire doit être prononcée en faveur de celui-ci.

VII. La présomption de mitoyenneté d'une *venelle* peut être victorieusement combattue, soit par l'origine du terrain litigieux, soit par ses transformations successives à la suite des diverses constructions respectivement faites, soit par les actes de possession anciens et nouveaux des riverains, soit enfin par les inductions à tirer de l'état matériel des eaux.

VIII. Si la condamnation aux dépens, en matière civile, ne doit pas être prononcée

solidairement, même dans les cas de dol et de fraude, cette règle cesse d'être applicable lorsque la condamnation aux dépens est prononcée pour tenir lieu de dommages-intérêts ou comme complément des dommages-intérêts accordés.

Ainsi jugé,

Le 17 novembre 1870, par un jugement de M. le juge de paix du canton de Lescar, rendu dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En ce qui touche la demande principale en complainte possessoire des cohéritiers Navarre : — Attendu qu'aux termes de l'exploit introductif d'instance en date du 1^{er} juillet 1870, les deux enclos appartenant aux parties litigantes et situés au centre du village d'Arbus seraient séparés par une *venelle* qui serait la propriété desdits cohéritiers Navarre; que le sieur Beller aurait, depuis moins d'un an et jour avant ledit exploit, fait construire, sur ladite venelle, des lieux d'aisances en maçonnerie adossés au mur de la maison; que ces lieux d'aisances toucheraient presque au mur de la grange desdits cohéritiers Navarre; qu'à la même époque, le sieur Beller aurait placé à sa maison un canal jetant l'égout des eaux pluviales dans ladite venelle; qu'en faisant ces ouvrages, ledit sieur Beller aurait troublé les demandeurs principaux dans la possession et jouissance de ladite venelle; qu'il importait donc à ces derniers de se faire maintenir dans la possession et jouissance de ladite venelle, conformément à l'usage qu'ils en auraient fait de tout temps et notamment l'an et le jour avant le trouble; — Qu'en conséquence de leurs prétentions ainsi formulées, les

cohéritiers Navarre ont fait citer devant nous le sieur Beller, aux fins suivantes : « Les maintenir dans la possession et jouissance de la venelle dont il s'agit, exempté de toute servitude; quoi faisant, condamner ledit Beller à détruire lesdits travaux qu'il a exécutés, dans le jour de la signification du jugement à intervenir; faute de ce, autoriser les demandeurs à faire cette destruction de travaux et ce rétablissement des lieux aux frais, risques et périls dudit Beller, à l'assistance de l'huissier premier requis, frais dont il sera accordé exécutoire; et en raison de l'entreprise commise et du dommage causé, condamner ledit Beller en 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens; ordonner l'exécution provisoire; » — Attendu que, soit avant, soit depuis le jugement préparatoire et interlocutoire par nous rendu, les cohéritiers Navarre, par l'organe de leur mandataire, ont déclaré persister purement et simplement dans leurs conclusions ci-dessus relatées; — Attendu qu'à l'appui de leur demande en maintenue possessoire, ils n'ont aucunement rapporté la preuve, qui leur incombait, d'une possession caractérisée, selon le vœu de l'article 2229 du Code civil et des articles 23 et 24 du Code de procédure civile; — Qu'ils n'ont pas même essayé de prouver par témoins, soit leur possession exclusive de la venelle dont ils se disent propriétaires, soit les faits de trouble qu'ils reprochent au sieur Beller; — Qu'ils se sont bornés à exciper de l'état matériel des lieux par nous constaté sur la demande des parties; — Mais que si cet état des lieux montre bien

que les toits des bâtiments Navarre faisant saillie sur la venelle ou prétendue venelle dont il s'agit ont nécessairement dû y déverser les eaux pluviales, on ne saurait induire de ce seul fait la preuve que les cohéritiers Navarre auraient eu la possession exclusive de ladite venelle ; — Attendu qu'en matière de complainte, le demandeur doit établir son action sur des faits de possession, et non pas seulement sur des titres ou des présomptions de propriété ; — Que cependant il est du droit et du devoir du juge du possessoire de consulter, en tant que de besoin, les titres ou les présomptions, pour apprécier et déterminer les caractères de la possession objet du litige ; — Que, dans l'espèce, les parties n'ont produit aucun titre relatif à la propriété, ni même à la copropriété du terrain litigieux ; — Que si la venelle actuelle pouvait, eu égard aux conditions particulières de son origine et de sa formation successive, être légitimement considérée comme ayant toujours constitué une venelle proprement dite, les cohéritiers Navarre, à défaut d'autres titres, ne pourraient, ce semble, invoquer tout au plus en leur faveur qu'une simple présomption de mitoyenneté, laquelle présomption serait en désaccord avec la possession exclusive revendiquée par lesdits cohéritiers ; — Attendu qu'il suit de ce qui précède que la demande principale doit être rejetée faute de justification ;

« En ce qui touche la demande reconventionnelle en complainte possessoire du sieur Beller : — Attendu que, cette demande ayant été reconnue recevable par notre précédent jugement, c'est le cas d'y sta-

tuer au fond, en appréciant si le sieur Beller a prouvé qu'il a eu, pendant la période utile, la possession exclusive et caractérisée du terrain ou de la venelle dont il s'agit ; — Qu'en effet, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation (arrêt du 21 mars 1854, rapporté dans Sirey, 1854, I, 621, et dans Dalloz, 1854, I, 278), le jugement qui déclare une demande en complainte mal fondée, faite par le demandeur d'avoir justifié la possession annale par lui alléguée, n'implique point la reconnaissance et le maintien d'une possession contraire en faveur du défendeur, celui-ci demeurant toujours tenu de justifier légalement ses prétentions ; — Attendu qu'il est de jurisprudence : 1° que celui qui invoque la possession et veut la conserver doit, sans doute, la prouver, mais n'est pas obligé de justifier d'actes faits dans l'année du trouble ; il lui suffit d'établir qu'il a une possession d'un an au moins, paisible et non à titre précaire (arrêt de la Cour de cassation du 4 juillet 1838, rapporté dans Sirey, 1838, I, 882, et dans Dalloz, 1838, I, 314) ; 2° qu'un acte de possession, à quelque époque qu'il remonte, suffit pour autoriser l'action en complainte possessoire toutes les fois que, dans le temps intermédiaire, il ne s'est fait aucun acte possessoire contraire au premier (arrêt de la Cour de cassation du 5 décembre 1816, rapporté dans la nouvelle édition du *Répertoire* de Dalloz, au mot ACTION POSSESSOIRE, n° 256) ; 3° que la possession s'exerce suivant la nature de l'objet auquel elle s'applique ; que la possession qui ne peut se manifester qu'à de certains intervalles par des faits distincts plus ou moins

séparés n'en est pas moins continue, par cela seul qu'elle a été exercée dans toutes les occasions et à tous les moments où elle devait l'être, et qu'elle n'a point été interrompue soit par la cessation absolue des actes, soit par des actes contraires ou émanés de tiers (arrêt de la Cour de cassation du 5 juin 1839, rapporté dans Sirey, 1839, I, 621, et dans Dalloz, 1839, I, 237); — Qu'ainsi, par exemple, il est de pratique constante, basée sur ces principes, que le demandeur en complainte justifie sa possession annale d'un fonds en nature de bois en prouvant qu'il a fait la dernière coupe, d'une haie, dont il a fait le dernier élagage, quoique ces faits remontent à plus d'une année avant le trouble; — Attendu qu'en fait, dans l'espèce, il s'agit d'un terrain qui actuellement présente les apparences d'une venelle, recevant l'égout des toits des bâtiments plus ou moins anciens qui bordent des deux côtés ledit terrain; — Que, toutefois, il convient de remarquer que cette venelle n'est point ouverte aux deux bouts, et que, du côté de la voie publique, dont elle est séparée par la petite maison Navarre adossée à la maison Beller, elle se trouve sans issue; — Qu'il résulte, d'ailleurs, tant de l'état matériel des lieux par nous constaté que de la preuve testimoniale faite par le sieur Beller, que la prétendue venelle n'était point à l'origine ce qu'elle est aujourd'hui, à la suite des diverses constructions que les parties ont successivement faites sur leurs fonds respectifs; — Qu'ainsi, en premier lieu, sur l'emplacement où se trouvait le puits mitoyen qui a été comblé, le fonds Navarre n'était point fermé par un mur, ce-

lui qui existe actuellement étant de construction récente; qu'en second lieu, la grange Navarre, qui se trouve à la suite du bâtiment dernier construit, n'aurait été construite qu'en l'année 1843, d'après le sieur Beller et les sieurs Courrégés et Berducq, septième et huitième témoin de l'enquête, tandis qu'il a été allégué, sans justification, par les cohéritiers Navarre que cette grange, dont le toit déborde et déverse les eaux pluviales sur le terrain litigieux, aurait plus de trente années d'existence; qu'en troisième lieu, l'autre grange Navarre, l'appentis y contigu, qui ont été incendiés depuis l'introduction de l'instance et dont les murs seuls sont encore debout, remontent au contraire à bien plus de trente ans, et que leur toiture faisait également saillie sur le terrain litigieux et y déversait les eaux pluviales; — Que, d'un autre côté, il est incontestable et incontesté que les constructions qui sur le fonds Beller bordent le contentieux ont été faites à diverses époques; qu'ainsi la maison d'habitation confrontant à la voie publique a d'abord été agrandie en 1848 ou 1849; qu'ensuite, et en l'année 1843, le sieur Beller a construit le bâtiment servant de grange et de chai, qui se trouve vis-à-vis de la grange et de l'appentis Navarre qui ont été incendiés; qu'enfin, en 1869, le sieur Beller a édifié le bâtiment intermédiaire où ont été pratiqués les lieux d'aisances dont la construction a été prise par les cohéritiers Navarre comme un trouble de fait apporté à leur prétendue possession; — Attendu, d'une part, que s'il est certain que, pendant une année au moins avant le prétendu trouble

dont se plaignent les demandeurs principaux, ceux-ci ont joui paisiblement et publiquement de l'égout des eaux pluviales dans la venelle qu'ils disent être leur propriété, cet unique fait de jouissance, qui peut se rattacher aussi bien à l'exercice d'une simple servitude de stillicide, ne saurait, à lui seul, justifier que les cohéritiers Navarre auraient eu la possession *animo domini* de ladite venelle, et cela avec d'autant plus de raison qu'ils n'ont pas même cherché à prouver, en leur faveur, une possession exclusive : toutes circonstances qui nous ont déterminé à rejeter, faute de justification, la demande principale ; — Attendu, d'autre part, qu'au contraire, la possession que le sieur Beller revendique est par lui justifiée conformément à la loi ; — Qu'en effet, après l'examen des lieux et le rapport de l'enquête, il faut reconnaître que non-seulement le sieur Beller a eu la jouissance paisible de l'égout de ses eaux pluviales sur le terrain litigieux, mais qu'encore il a fait sans trouble sur ce terrain des actes caractéristiques d'une possession à titre de maître, et cela durant la période utile pour la complainte possessoire ; — Qu'à cet égard, le cinquième témoin, le sieur Prieu-Cazenave, a déclaré qu'en avril 1869 il avait construit, sur l'ordre de Beller et dans le but par lui indiqué, les deux massifs de maçonnerie qui se trouvent dans la venelle litigieuse ; — Qu'en outre, le sieur Picard, sixième témoin, a déposé que, peu de jours avant la construction de ces deux petits murs, il avait vu le sieur Beller curer ladite venelle et qu'il l'avait même aidé à faire ce travail ; — Attendu que ces faits de posses-

sion les plus récents doivent être rapprochés des faits antérieurs attestés par d'autres témoins ; — Qu'ainsi le sieur Berdale, quatrième témoin, a déposé qu'il y a environ dix-neuf ans, alors qu'il était domestique chez le sieur Beller, celui-ci lui fit curer le terrain en litige formant la venelle actuelle et que les curaisons furent déposées sur le terrain où le sieur Beller a depuis lors construit son chai ; — Que les deuxième et troisième témoins, les sieurs Gassion et Songès, ont rappelé un fait remontant à une quinzaine d'années, savoir : que, feu Navarre ayant voulu faire exécuter par ses ouvriers des travaux de curage sur le terrain aujourd'hui en litige, contre la grange récemment incendiée, le sieur Beller requit le transport dudit sieur Gassion, alors maire d'Arbus ; ce magistrat se transporta sur les lieux et les ouvriers du sieur Navarre cessèrent les travaux, dès qu'ils en furent requis par le sieur Beller ; il n'y eut pas lieu, en conséquence, de dresser procès-verbal ; — Attendu que le premier témoin, le sieur Réchon, dont le père était propriétaire de l'enclos acheté depuis par ledit feu Navarre, a fait connaître l'état matériel des fonds respectifs lorsqu'il quitta sa maison paternelle, il y a quarante-trois ans ; qu'entre autres choses, il a précisé que contre le mur du hangar incendié, sur l'emplacement d'une partie de la venelle actuelle existaient un figuier et un pied de vigne lesquels appartenaient au sieur Beller, qui seul en récoltait les fruits ; — Attendu qu'il n'y a pas jusqu'aux deux prétendus faits de trouble relevés par les cohéritiers Navarre dans la citation introductive d'instance du

1^{er} juillet 1870 qui, loin d'être contraires au sieur Beller, ne militent en sa faveur, car ils doivent être considérés comme des actes de maître et de maître exclusif du terrain litigieux, à l'égal des autres faits de possession dont il vient d'être parlé; — Attendu que si, en présence de ces faits de possession successifs et gémînés, il était besoin, pour éclairer la solution du possessoire, de consulter, à défaut de titres, les présomptions plus particulièrement propres à la décision du pétitoire, il nous semblerait difficile de reconnaître, pour le plus favorable, autre chose qu'une simple présomption de mitoyenneté au profit des cohéritiers Navarre; — Mais que cette présomption nous paraîtrait victorieusement combattue, soit par l'origine du terrain litigieux, par ses transformations successives à la suite des diverses constructions respectivement faites, soit par les actes de possession anciens et nouveaux du sieur Beller sur le terrain litigieux, soit enfin par les inductions à tirer de l'état matériel des lieux; — Attendu qu'en définitive, et toujours au seul point de vue du possessoire, il nous paraît résulter de tout ce qui précède que la possession exclusive revendiquée par le sieur Beller est légalement établie et que, par conséquent, sa demande reconventionnelle en complainte possessoire doit être reconnue bien fondée;

« En ce qui touche la demande des cohéritiers Navarre relative à la destruction des travaux effectués par le sieur Beller : — Attendu que cette demande doit être rejetée, car lesdits cohéritiers succombent dans leur action principale en complainte, tandis que le sieur Beller triomphe

dans sa demande reconventionnelle;

« En ce qui touche les demandes de 100 francs de dommages-intérêts respectivement formulées : — Attendu que les parties ne justifient à cet égard d'aucun préjudice appréciable;

« En ce qui touche les dépens : — Attendu que les cohéritiers Navarre, succombant tant dans leur demande principale que sur la demande reconventionnelle du sieur Beller, doivent supporter tous les dépens, par application de l'article 130 du Code de procédure civile; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que si, en droit, la condamnation aux dépens ne doit pas être prononcée solidairement, même dans les cas de dol et de fraude, cette règle cesse d'être applicable lorsque la condamnation aux dépens est prononcée pour tenir lieu de dommages-intérêts ou comme complément des dommages-intérêts accordés; — Attendu qu'en fait, si, dans l'espèce, nous n'avons pas cru devoir accorder au sieur Beller les 100 francs de dommages-intérêts par lui demandés, il est juste de lui assurer le paiement solidaire des dépens qu'il a dû exposer pour faire constater son droit à tort méconnu par les cohéritiers Navarre;

« Sur l'exécution provisoire : — Attendu que ce n'est point le cas de l'ordonner, aux termes des articles 11 et 12 de la loi du 25 mai 1838;

« Par ces motifs, vidant le préparatoire et l'interlocutoire ordonnés par notre précédent jugement, prenant droit tant des constatations faites dans notre procès-verbal de visite des lieux contentieux que des témoignages produits dans l'enquête; — Déboutons, faute de justification,

les cohéritiers Navarre de leur demande principale, relative à la possession exclusive et à titre de maître de la venelle ou prétendue venelle dont il s'agit; en conséquence, disons n'y avoir lieu, d'ordonner la destruction des ouvrages exécutés par le sieur Beller et signalés par les demandeurs principaux comme constituant des faits de trouble à leur prétendue possession; — Déclarons, au contraire, bien fondée la demande reconventionnelle dudit Beller; ce faisant, maintenons ce dernier dans la possession exclusive et à titre de maître du terrain litigieux, sauf les droits de servitude ou de propriété pouvant compéter auxdits cohéritiers Navarre et sur lesquels nous n'avons point à statuer; — Rejetons, comme non justifiées, les demandes en dommages-intérêts respectivement formulées par les parties; — Condamnons les cohéritiers Navarre conjointement et solidairement à tous les dépens, à titre de dommages-intérêts envers le sieur Beller; — Disons n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement.»

Observations. — La double demande principale et reconventionnelle en complainte, jugée par la décision qui précède, avait pour objet la possession exclusive d'une venelle située entre des propriétés bâties, dans un village de l'arrondissement de Pau.

Qu'est-ce qu'une venelle, soit d'après la signification la plus générale de ce mot; soit selon l'usage particulier de certaines localités du midi de la France, entre autres du département des Basses-Pyrénées? — Existe-t-il, d'après cet usage local,

quelque différence entre les venelles et les ruelles proprement dites? — Quels sont les caractères et les effets juridiques de la propriété d'une venelle?

Quoique ces questions semblent n'avoir qu'une portée d'application assez restreinte, il ne sera peut-être pas sans intérêt ni sans utilité de les examiner ici.

I. Et d'abord le mot *venelle* a-t-il, dans la langue française, un sens général et usuel?

L'Académie française, dans la 5^e édition de son *Dictionnaire*, publiée en 1813, s'exprimait ainsi : « *Venelle*, s. f. Petite rue. Il est vieux et n'est plus guère d'usage que dans cette phrase figurée, mais proverbiale et populaire : *Enfiler la venelle, pour prendre la fuite.* » — Le *Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française* (7^e édition, 1858), par M. Bescherelle aîné, donne la définition suivante : « *Venelle*, s. f. (du latin *venella*, diminutif de *vena*, qui s'est dit pour *via*, chemin). Chemin étroit, petite rue. Vieux et inusité. »

Dans les livres de jurisprudence, le mot *venelle* paraît être passé inaperçu. Les répertoires de Merlin, de Favard de Langlade, de Dalloz et du *Journal du Palais* sont muets à son égard. Il en est de même des ouvrages spéciaux de Desgodets, de Lepuge, de Fournel, de Perrin et autres.

Nous avons trouvé ce mot employé comme synonyme de *petite rue*, de *ruelle*, dans quelques arrêts; notamment dans un arrêt de la Cour de cassation du 31 mars 1851, rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Poitiers, du 30 mai 1850, ainsi que dans ce dernier ar-

rêt, dans l'espèce duquel il s'agissait d'une venelle ou ruelle, d'une largeur de 2^m,70, séparant des propriétés bâties et servant de passage (aff. Puichaud c. Baty, Sirey, 1831, I, 404; Dalloz, 1831, I, 256; *Journal du Palais*, t. II, 1831, p. 157).

— Le mot *venelle* se trouve encore, avec le même sens, dans un autre arrêt de la Cour de Poitiers, du 10 février 1853, lequel décide, en droit, « que les principes qui régissent les différents chemins, ruelles et sentiers de desserte et d'exploitation rurale, et en vertu desquels ces sortes de voies d'accession sont, à moins de titres ou d'indices probants à ce contraires, réputés appartenir en commun aux propriétaires riverains, dont ils traversent ou bordent les héritages, sont applicables aux venelles ou ruelles séparatives d'habitations destinées à la culture rurale, encore bien que ces bâtiments et leurs dépendances, situés à l'extrémité des bourgs et villages dont ils font partie, se trouvent compris dans les limites d'enceinte de ces centres de population » (aff. Boutin c. Servant, Dalloz, 1853, II, 152).

II. Aujourd'hui, dans quelques pays du midi de la France, et en particulier dans la plupart des localités des anciennes provinces de Béarn, de Navarre et de Soule, qui ressortissaient au ci-devant Parlement de Pau, le mot *venelle* était et est encore le seul usité, mais dans un sens tout autre que celui du mot *ruelle*. En effet, dans ces pays, dont la langue vulgaire et le sol ont conservé de nombreuses traces de l'antique domination des Romains, une venelle n'est point, tant s'en faut, une ruelle, c'est-à-dire une petite rue servant principalement au pas-

sage : c'est une lisière de terrain beaucoup plus étroite, dont la véritable destination est de recevoir non-seulement les eaux pluviales et ménagères, mais aussi les matières des latrines ou lieux d'aisances.

A cet égard, un arrêté municipal de la ville de Pau, en date du 3 février 1810, dispose : « Art. 1^{er}. Il est enjoint à tous propriétaires des maisons dont les venelles se trouvent ouvertes sur les rues et places publiques, de les faire murer jusqu'à la hauteur du toit, comme aussi de donner auxdites venelles la pente nécessaire pour procurer un libre et facile écoulement aux eaux et aux immondices vers les canaux publics souterrains. — Art. 3. Les pierres ou lavasses qui seront placées pour fermer l'ouverture des venelles donnant sur les rues et places publiques seront assujetties de manière à ce que les immondices ne puissent dégorger sur la voie publique, et qu'elles empêchent tout aspect désagréable. »

Depuis plusieurs années le nombre des anciennes venelles a beaucoup diminué, surtout à Pau, où l'administration municipale, dans un but de salubrité publique, a cru devoir prendre, le 13 mars 1857, un arrêté dans lequel on lit : « Art. 13. A l'avenir, il est expressément défendu de laisser entre les maisons un espace quelconque destiné à recevoir les eaux pluviales venant des toits, les eaux ménagères et les immondices. — Art. 14. Les maisons devront être pourvues de fosses faites selon les règles de l'art, de manière à ne causer ni dommage ni préjudice quelconques. — Art. 16. Les venelles actuellement existantes et destinées à recevoir les eaux mé-

nagères, les immondices, devront être, dans un an pour tout délai, hermétiquement fermées à la hauteur de 1^m,80 contre le radier et le plafond dans toute leur largeur et longueur par des dalles parfaitement jointes et cimentées. Les tuyaux des cabinets devront être prolongés jusqu'au-dessous du plafond et à 30 centimètres au-dessus du radier. Il est permis de placer des tuyaux d'évent, pourvu que le tuyau s'élève au-dessus de la maison contiguë la plus élevée. »

III. Après ces observations de pure terminologie, passons à l'examen juridique du sujet.

Aucune difficulté sérieuse ne paraît devoir s'élever, soit sur la présomption de mitoyenneté des venelles, soit sur le caractère d'indivision forcée qui se trouve imprimé, par sa destination même, à une propriété de cette espèce.

Ainsi, d'une part, doivent être présumées mitoyennes, s'il n'y a titre ou marque du contraire, ou possession exclusive suffisante pour opérer la prescription, les venelles ou ruelles étroites existant, en certaines localités du midi de la France, entre les habitations, et destinées à recevoir les eaux pluviales et ménagères, soit les immondices et les matières des latrines ou lieux d'aisances des maisons contiguës.

D'autre part, les principes relatifs à la copropriété tant des venelles que des ruelles et autres objets analogues ont été très-bien formulés par MM. Aubry et Rau dans la 4^e édition de leur excellent *Cours de droit civil français*, d'après la méthode de Zachariæ (t. II [1869], p. 411 et suiv., § 221 *ter*) : « Lorsque la copropriété, enseignent ces auteurs, porte

sur des choses affectées, comme accessoires indispensables, à l'usage commun de deux ou de plusieurs héritages appartenant à des propriétaires différents, la destination même de ces choses leur imprime un caractère d'indivision forcée, qui s'oppose à ce qu'on puisse en provoquer le partage (situation qualifiée d'ordinaire, mais inexactement, de servitude d'indivision). C'est ce qui a lieu notamment pour les allées, ruelles, cours, fosses d'aisances ou puits, destinés au service de plusieurs maisons, et pour les avenues, sentiers, chemins ou abreuvoirs, affectés à l'exploitation de divers fonds ou domaines. — Le droit qui compète à chacun des communistes s'exerce non à titre de servitude, mais à titre de copropriété. — Les droits qui appartiennent aux différents communistes sont, dans le cas d'indivision forcée, plus étendus qu'au cas de propriété. Chacun d'eux peut user de la totalité de la chose commune et de ses diverses parties, comme d'une chose à lui appartenant, sous la condition toutefois de ne pas la faire servir à des usages autres que ceux auxquels elle est destinée, et de ne porter aucune atteinte au droit égal et réciproque de ses consorts. — La destination de la chose commune se détermine, à défaut de convention, par sa nature même et par l'usage auquel elle a été de fait affectée. » (Voir, dans l'ouvrage cité, les diverses applications auxquelles conduisent ces principes.) — « A défaut de titres, enseigne en outre Pardessus (*Traité des servitudes*, 6^e édit., n° 193), les usages locaux doivent être observés pour déterminer les droits et obligations respectifs des copropriétaires d'une chose frappée d'indivision forcée. »

IV. La jurisprudence de la Cour de Pau est constante en ce qui touche la présomption de mitoyenneté des *venelles*.

Les recueils généraux ont publié un arrêt de la deuxième Chambre, en date du 29 mars 1867, lequel décide, *in terminis* : « que la loi réputé mitoyens les murs, haies ou fossés qui séparent les héritages, s'il n'y a, dit-elle, titre ou marque du contraire; que les motifs qui l'ont déterminée à présumer cette mitoyenneté s'appliquent également aux « venelles ou ruelles étroites existant en « certaines localités entre les habitations; » que l'usage de ces ruelles est à peu près général dans l'ancienne province de Béarn, où les maisons ne sont pas séparées par des murs mitoyens, et forment par leur état complet d'isolement ce que les Romains appelaient des îles (*insulae*); que, « ces venelles ayant pour destination de recevoir le stillicide des « maisons, de servir à l'écoulement « des eaux ménagères et à l'établissement des lieux d'aisances des « maisons contiguës, leur existence « seule fait présumer qu'elles ont été « établies dans l'intérêt commun « des deux habitations limitrophes, « à moins que le propriétaire de « l'une d'elles ne produise un titre, « ou ne justifie, par la possession, « son droit à la propriété exclusive « de la venelle. » (Aff. Périffé c. veuve Althabé; arrêt confirmatif d'un jugement du Tribunal civil de Saint-Blais, en date du 20 août 1866, Sirrey, 1867, II, 356; Dalloz, 1867, II, 444; *Journal du Palais*, 1867, p. 1270; *Revue judiciaire du Midi*, 1867, I, 313.)

La Cour de Pau, 1^{re} Ch., par un arrêt du 16 avril 1866, avait déjà

reconnu et consacré la présomption de mitoyenneté des venelles comme un principe en vigueur aussi bien sous le Code civil que sous l'ancienne jurisprudence. — Cet arrêt, encore inédit, confirme, avec adoption pure et simple des motifs, deux jugements du Tribunal civil de Pau, rendus dans la même affaire (Cavaré c. mariés Pommès), et dont il est bon de rapporter les termes.

Le premier jugement, en date du 16 août 1853 (M. Julien, président), porte : « Attendu que du procès-verbal de l'état des lieux et du plan dressés conformément au jugement du 18 mars dernier, il résulte qu'il a toujours existé une venelle entre la maison Cavaré et le terrain vendu aux mariés Pommès, lequel faisait autrefois partie de l'ancienne église des pénitents bleus; — Mais que l'état ancien de cette venelle n'a pu être constaté à l'aide d'aucun indice, d'aucun titre et d'aucun renseignement; — Qu'actuellement sa largeur métrique, au point K du plan, est de 1^m,27; que de ce point elle se rétrécit insensiblement jusqu'au point F, où sa largeur n'est plus que de 90 centimètres, et qu'à l'endroit marqué Z elle est réduite à 40 centimètres, où elle est fermée par un mur; — Attendu que, « d'après les anciens « comme d'après les nouveaux principes, toute venelle entre deux héritages est censée mitoyenne, s'il « n'y a titre ou preuve du contraire; » — Attendu qu'aucune des parties ne produit des titres suffisant à l'appui de sa propriété; — Mais qu'à défaut de titres, la partie de Toullet offre de prouver qu'elle possède ladite venelle à titre de maître, paisiblement, publiquement, exclusivement, sans trouble et sans interrup-

tion, depuis plus de trente ans avant l'instance ; qu'elle offre également la preuve de certains faits tendant à établir que l'état ancien de la venelle était le même que l'état actuel, tel qu'il est décrit par le procès-verbal plus haut mentionné, et que cette venelle ne se continuait pas entre l'ancienne maison Meuilh-Loy et le jardin des pénitents bleus ; que les parties de Langlois soutiennent, au contraire, que la venelle a été rétrécie par le fait du sieur Cavaré, qui avait profité de l'absence et de l'abandon des anciens propriétaires pour y commettre insensiblement des empiétements considérables ; qu'à partir du point F du plan cette venelle se continuait vers le midi entre diverses propriétés, et avait une largeur de 90 centimètres ; — Que, dans cet état de choses, il y a lieu, avant dire droit, et tous droits, moyens et exceptions des parties leur demeurant réservés, à admettre la partie de Toulet à la preuve des faits par elle articulés, et de réserver aux parties de Langlois la preuve contraire, en les admettant, même à ce titre, en tant que de besoin, à la preuve subsidiaire par elles offerte ; — Attendu que, s'agissant de faits dont la preuve pourrait déperir, l'exécution provisoire du jugement doit être ordonnée nonobstant l'appel et sans y préjudicier, etc. »

Le second jugement, en date du 19 décembre 1854 (M. Borie, juge, faisant fonction de président), est ainsi conçu :

« Attendu qu'il s'agit entre les parties de la propriété ou copropriété de la venelle qui sépare la maison de Cavaré de celle des époux Pommes, dans toute la longueur que présente l'état actuel de ces bâti-

ments, à partir de la rue des Arts au nord jusqu'à la rue Latapie au sud ; — Que, par suite, et bien que née incidemment à une action en bornage, la question en litige est une question de propriété dont la solution devra être subordonnée aux règles de la matière ; — Attendu que le sieur Cavaré invoque, comme preuve de son droit exclusif à la venelle litigieuse, les titres de ses adversaires, qui sont quatre actes de vente des 19 thermidor an VII, 11 juillet 1845, 27 décembre 1849 et 28 août 1852, publiés et enregistrés (suivent les considérations relatives à la portée de ces titres...) ; — Attendu que ni l'une ni l'autre des parties litigantes n'a un titre de propriété exclusive sur la venelle litigieuse ; — Attendu, par suite et en droit, que « la venelle est présumée mitoyenne, s'il n'y a titre ou marque du contraire ; — Que cette présomption, vraie sous le Code Napoléon, ne l'est pas moins sous l'ancien droit, » puisque les anciens auteurs enseignent que c'est le jugement qu'il faut porter de tout terrain laissé vacant entre deux héritages, lorsqu'il n'apparaît point quel est celui des deux voisins qui, en élevant des constructions, l'a laissé en dehors d'icelles ; — Qu'ici il n'apparaît rien quant à ce, et que d'ailleurs « aucune circonstance de fait ne combat la présomption de mitoyenneté » qui se tire de l'état des lieux ; — Qu'en effet, si la venelle était utile et nécessaire à la maison Cavaré pour l'écoulement des eaux pluviales et ménagères, elle ne l'était pas moins à l'ancienne église des pénitents bleus, soit pour donner du jour à l'église, ainsi que le prouvent les fenêtres qui se trou-

vaient (au mur de ladite église et dont les vestiges existaient encore lors du transport du juge-commissaire sur les lieux ; — Qu'il y aura donc lieu de déclarer mitoyenne la venelle dont s'agit, sauf tous droits que le sieur Cavaré pourrait avoir acquis par prescription sur tout ou partie de ladite venelle ; — Qu'il en devra être de même du fossé qui, au dire de tous les témoins de l'enquête qui ont déposé de ce fait, existait entre l'ancienne maison Meuilh-Loy et le jardin des pénitents, puisque toutes les raisons ci-dessus s'appliquent au fossé comme à la venelle ; — Attendu, quant aux ouvrages existant dans la venelle, au côté de Cavaré, entre le point K et le point L, tous ouvrages marqués dans le plan géométral de l'expert, que l'ensemble de l'enquête a prouvé, selon la prétention de la partie de Toulet, qu'ils avaient une existence plus que trentenaire ; que partant, et en vertu de la maxime : « *Tantum præscriptum quantum possessum*, » ladite partie a le droit d'en conserver dans l'état la possession et l'usage ; — Que, par suite, il n'y a pas lieu, ainsi que le demandent les sieur et dame Pommès, de déterminer la largeur primitive de la venelle, puisque, demeurant les droits par prescription au sieur Cavaré, « elle doit être utilisée indivisément par les copropriétaires, selon sa destination, » et telle qu'elle se comporte aujourd'hui, etc. »

Entre autres, un troisième jugement du même Tribunal civil de Pau, en date du 20 mars 1862 (M. Ferrer, juge, faisant fonction de président ; aff. Fort c. Lafourcade), a également reconnu et sanctionné le principe que toute venelle entre

deux héritages « est réputée mitoyenne et indivisible de sa nature. »

Ces indications jurisprudentielles sont évidemment plus que suffisantes pour mettre à l'abri de toute contestation sérieuse le principe de la présomption de mitoyenneté et d'indivisibilité des venelles, d'après l'usage des lieux, notamment dans la plupart des localités du département des Basses-Pyrénées.

En ce qui touche les venelles établies depuis la promulgation du Code civil, la présomption dont il s'agit ne saurait être considérée, à défaut d'un texte formel, comme une présomption légale proprement dite (art. 1350). Elle ne constitue qu'une simple présomption de fait, semblable à celle qui est admise, par la doctrine et la jurisprudence, pour les canaux et les francs-bords d'une usine, pour les chemins ou sentiers d'exploitation, etc.

La présomption de mitoyenneté édictée par les articles 653, 666 et 670, pour les murs, les fossés et les haies entre deux héritages, ne peut être juridiquement étendue, par voie d'analogie, à des propriétés de même nature, aux venelles, par exemple. Les règles d'une saine application de la loi s'y opposent.

D'un autre côté, la persistance des anciens usages locaux, malgré l'abrogation des lois romaines, des ordonnances, des coutumes générales ou locales, des statuts et des règlements prononcée, comme sanction du Code civil, par l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII, cette persistance, disons-nous, ne saurait avoir sans doute pour effet juridique de créer, pour l'empire des lois nouvelles, une présomption légale, laquelle ne peut être attachée que « par une loi

spéciale, à certains faits. » Mais il faut reconnaître, sans conteste, que la simple présomption de fait basée sur un usage local persistant doit avoir encore aujourd'hui la force probante d'une présomption de cette nature.

J.-E. LASSERRE,
Avocat à la Cour d'appel de Pau.

ARTICLE 404.

Tribunal de simple police de St-Dizier
(Haute-Marne).

Président : M. CHASSY, juge de paix.

14 juin 1870, 3 mars et 24 novembre 1871.

*Voirie urbaine. — Contravention. —
Marchepied des rivières. — Clôture. —
Question préjudicielle. — Sursis. —
Grande voirie. — Incompétence du
Tribunal de simple police.*

Lorsque le prévenu d'une contravention de voirie, consistant à avoir établi sans autorisation des clôtures entre les propriétés leur appartenant et un chemin communal, contrairement à un règlement de police émanant de l'autorité compétente, soutient n'avoir pas commis la contravention parce qu'il aurait la propriété du terrain par lui clos et que ce terrain ne toucherait pas un terrain communal, une telle exception préjudicielle, si elle est sérieuse et appuyée sur des titres, échappe à la compétence du Tribunal de simple police, qui doit surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par les juges qui doivent en connaître.

Si des événements graves, tels que la guerre ou l'interruption des communications, ont mis les prévenus dans l'impossibilité de faire valoir, dans le délai qui leur était imparti, l'exception préjudicielle par eux soulevée, il y a lieu pour le Tribunal de police de leur accorder un nouveau sursis.

Le marchepied d'une rivière navigable, alors même qu'il aurait été élargi et converti en quai ou boulevard dans sa traversée d'une ville, n'en fait pas moins partie de la grande voirie; il ne saurait appartenir au commissaire de police, en qualifiant, dans ses procès-verbaux, ce quai ou boulevard de chemin communal, de le faire passer par

cela seul dans la voirie rurale ou urbaine.

En conséquence, une contravention commise sur ce quai ou boulevard échappe à la compétence du Tribunal de simple police; les contraventions de grande voirie, et notamment les anticipations ou détériorations de toutes natures commises sur les fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs-bords, etc., étant par les décrets des 29 floréal an X, 16 décembre 1811 et 10 avril 1812, dévolues à la connaissance des Tribunaux administratifs.

La compétence des Tribunaux de répression est d'ordre public; le Tribunal de police, saisi à tort d'une contravention de grande voirie, doit se déclarer, même d'office, incompétent, et renvoyer les prévenus devant le conseil de préfecture.

Les sieurs Adam Viciot, Nolot-Favret, Godard-Devanton, Olivier-Chaudel, Fabing-Fabing, et Chaudel-Chaudel, propriétaires à Saint-Dizier, sont prévenus d'avoir clos leurs propriétés aboutissant sur un chemin communal, qui borde la rivière de Marne, par des palissades en bois, sans au préalable en avoir obtenu l'autorisation, conformément aux dispositions de l'article 331 du règlement de la ville de Saint-Dizier, lesdites propriétés situées sur le territoire de ladite ville.

M^e Poullain, avocat des prévenus, de concert avec le ministère public, demanda à ce que les six procès-verbaux dressés par M. le commissaire de police contre ses clients ne fissent qu'une seule et même affaire, attendu qu'il y avait connexité, ce qui fut consenti.

En conséquence, M^e Poullain, au nom des six prévenus susnommés, prit les conclusions suivantes :

« Plaise à M. le juge de paix : —
Attendu que les concluants sont poursuivis devant le Tribunal de simple police, à raison d'une contra-

vention qu'ils auraient commise, en fermant par des clôtures, et sans l'autorisation exigée par l'article 331 du règlement de la ville de Saint-Dizier, les propriétés leur appartenant et qui aboutiraient, suivant la plainte, à un chemin communal qui longe la rivière, et dit *Boulevard de Marne*; — Attendu que la ville de Saint-Dizier ne possède aucun chemin dans l'endroit désigné, et que dès lors les concluants n'avaient aucune autorisation à réclamer à la municipalité pour l'établissement des clôtures dont s'agit; — Qu'au contraire, les concluants justifient qu'ils sont propriétaires des terrains dont il s'agit jusqu'à la rivière de Marne, savoir: le sieur Olivier Chaudel, aux termes de l'acte du 2 février 1857, reçu M^e Boullevaux, alors notaire à Saint-Dizier; le sieur Adam Viciot, aux termes d'un autre acte, reçu M^e Héraux, alors notaire à Saint-Dizier, le 7 avril 1832; le sieur Nolot-Favret, aussi aux termes d'un acte reçu M^e Lescurre, notaire à Saint-Dizier, le 3 janvier 1861; le sieur Godard-Devanton, également aux termes d'un acte reçu M^e Devilliers, notaire à Saint-Dizier; le sieur Fabing-Fabing, encore aux termes d'un acte reçu M^e Lescurre, notaire à Saint-Dizier, le 7 avril 1869; et le sieur Chaudel-Chaudel, toujours aux termes d'un acte reçu M^e Devilliers, notaire à Saint-Dizier, le 20 octobre 1863; — Que seulement ces terrains dont ils sont les propriétaires sont grevés d'une servitude de halage à l'exercice de laquelle les concluants ne se sont jamais opposés; — Qu'aux termes de l'article 538 du Code civil la rivière de Marne, comme toutes autres portions du territoire non susceptibles de propriété privée, est

une dépendance du domaine public; d'où la conséquence que si les concluants avaient l'intention de se clore ou de se délimiter avec le domaine public, ce ne serait pas à la ville de Saint-Dizier, mais à l'autorité préfectorale et aux agents des ponts et chaussées et du service hydraulique, et de la navigation qu'ils devaient s'adresser pour obtenir les autorisations et alignements nécessaires; — Que si la ville de Saint-Dizier s'est emparée d'une partie du lit de la rivière de Marne au préjudice du domaine public, c'est là une véritable usurpation qu'elle a commise, sur laquelle elle ne peut s'appuyer pour faire échec aux droits incontestables des concluants; — Qu'il résulte de ce qu'il précède qu'il n'y a pas de contravention reprochable aux concluants. — Par ces motifs; — Renvoyer lesdits concluants de la contravention sans dépens.»

Ces conclusions développées, le ministère public prit la parole et exposa au Tribunal que le chemin dit *Boulevard de Marne*, longeant ladite rivière et les propriétés desdits prévenus, a été établi par la ville de Saint-Dizier sans que ces derniers s'y fussent opposés; qu'ainsi, c'est à juste titre que la ville de Saint-Dizier se dit propriétaire de ce chemin, et en conséquence il requit contre lesdits prévenus l'application des dispositions de l'article 471, § 15, du Code pénal, pour contravention aux dispositions de l'article 331 du règlement de police de Saint-Dizier.

Le 24 juin 1870, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les

prévenus en leurs dire, moyens et conclusions ; — Oui le ministère public en ses réquisitions ; — Attendu qu'il résulte des procès-verbaux réguliers dressés par M. le commissaire de police de Saint-Dizier, en date du 27 mars 1870, enregistrés, que les prévenus ont contrevenu à l'article 331 du règlement de police de la ville de Saint-Dizier, en établissant sans autorisation des clôtures entre leurs propriétés leur appartenant et un chemin communal ; — Attendu que la foi due à ces procès-verbaux n'a pas été détruite par la preuve contraire ; — Attendu que les prévenus soutiennent n'avoir pas commis la contravention qui leur est reprochée, parce qu'ils auraient la propriété et la jouissance des terrains par eux clos, et parce que ces terrains ne toucheraient pas à un terrain communal, et que, par suite, ils n'avaient pas d'autorisation à demander ; — Attendu qu'un tel moyen de défense forme une exception préjudicielle touchant un droit réel dont la solution n'est pas de la compétence du Tribunal de police (Cassation 27 sept. 1855; 12 janv. 1856; 25 janv. 1868 et 7 mai 1869) ; que le principe établi par l'article 182 du Code forestier est général et absolu ; qu'il régit et limite la compétence de tous les Tribunaux de répression ; — Attendu qu'un sursis doit être accordé toutes les fois que l'exception paraît être sérieuse ; que les prévenus produisent à l'appui de leurs allégations des actes de ventes reçus par les notaires désignés en leurs conclusions ci-dessus relatées ; qu'un sursis leur a déjà été accordé, conformément aux dispositions de l'article 182 du Code forestier, mais qu'ils ne paraissent pas avoir com-

pris le but de ce sursis, et que rien ne s'oppose à ce qu'il leur en soit accordé un second ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement, accordons auxdits prévenus un sursis de deux mois pour faire statuer sur leurs prétentions soit au possessoire, soit au pétitoire, soit par voie administrative, tous droits, moyens et dépens réservés. »

Le 3 mars 1871, à l'appel de la cause, les prévenus, par leur conseil, exposent qu'en raison des circonstances exceptionnelles dans lesquelles le pays vient de se trouver, ils n'ont pu faire les diligences nécessaires, et sollicitent un nouveau délai. — Le ministère public déclare ne point s'opposer à ce qu'il soit fait droit à la demande des prévenus. — Jugement.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il y a lieu de tenir compte des événements qui ont mis les prévenus dans l'impossibilité de faire les diligences nécessaires pour faire vider l'exception préjudicielle par eux soulevée ; qu'il est de toute justice qu'un sursis nouveau leur soit accordé ; — Par ces motifs, accordons un nouveau sursis de trois mois aux prévenus ; continuons l'instance à l'audience du 2 juin, à laquelle les prévenus devront justifier le bien fondé de leurs prétentions. Tous droits, moyens et dépens réservés. »

Enfin, le 24 novembre 1871, dernier jugement de M. le juge de paix de Saint-Dizier, qui se déclare incompétent en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui la lecture donnée par le commis greffier tant de six procès-verbaux dres-

sés par M. Canac, alors commissaire de police de la ville de Saint-Dizier, le 27 mars 1870, enregistrés le lendemain, que de deux jugements accordant des sursis des 24 juin 1870 et 3 mars 1871; — Oui encore les prévenus, par l'organe de M^e Poulain, avocat et leur conseil, en leurs explications conclusions, moyens de défense et observations, le ministre public en son résumé et ses réquisitions;—Statuant en premier ressort;—Vu les articles 7, tit. XXVIII, de l'édit du mois d'août 1669; 3, chap. I, de l'édit du mois de décembre 1672; les décrets des 29 floreal an X, 22 janvier 1808, 16 décembre 1811, 10 avril 1812; l'arrêté ministériel du 21 février 1842, et encore les articles 137 et 138 du Code d'instruction criminelle; — Attendu que les sieurs Adam Viciot, Nolot-Favret, Godard-Devanton, Olivier Chaudel, Fabing-Fabing et Chaudel-Chaudel sont poursuivis pour avoir sur le territoire de Saint-Dizier, le 27 mars 1870, au moyen de palissades en bois, et sans l'autorisation prescrite par l'article 331 du règlement de police de la ville de Saint-Dizier, du 25 avril 1850, approuvé et publié, clos les propriétés leur appartenant et aboutissant sur le chemin qui longe la Marne, appelé *Boulevard de Marne*, et que les procès-verbaux ci-devant énoncés qualifient de *chemin communal*; que les prévenus, tout en soutenant n'avoir commis aucune contravention, ont subsidiairement demandé leur renvoi devant le conseil de préfecture; — Attendu que la rivière de Marne a été régulièrement déclarée navigable à partir d'un point fixé à 100 mètres au-dessus du pont qui dessert la route conduisant à Join-

ville, et par conséquent dans la partie de son cours qui longe le chemin ou quai dit *Boulevard de Marne*, situé en aval dudit point; qu'en réglementant la police de la navigation de la Marne entre Saint-Dizier et Vitry-le-Français, M. le ministre des travaux publics a fixé, à la rive opposée dudit boulevard le côté du halage proprement dit, et classé comme marchepied la partie où se trouve aujourd'hui ce boulevard;—Attendu qu'il est certain que l'emplacement affecté à ce marchepied n'a été établi en son état actuel qu'en l'année 1865; qu'il résulte des faits de la cause, que c'est au moyen de terres et de déblais provenant de l'élusure du canal dite d'*Entrée en Marne*, et amenés soit sur le sol du marchepied, soit sur une partie du lit de la rivière que le sol a été nivelé et remblayé pour, en un mot, créer le quai ou boulevard dont il est question; que les travaux ont été exécutés sous la direction et la surveillance des agents du service de la navigation avec le concours donné seulement d'une subvention en argent, de l'administration municipale de la ville de Saint-Dizier; — Que les travaux effectués dans ces conditions n'ont pu modifier l'affectation spéciale donnée à cette rive de la rivière par l'arrêté ministériel du 21 février 1842; qu'ils n'ont pu qu'étendre par des empiètements commis sur la rivière, peut-être même sur les riverains, l'emplacement servant actuellement au marchepied; que le quai ou boulevard établi comme il vient d'être dit, est, il est vrai, coté avec une largeur de 10 mètres au plan général d'alignement de la ville de Saint-Dizier, approuvé le 1^{er} mars 1870, mais que ce fait n'a

pu suffire à lui seul pour faire sortir cette voie de la grande voirie ; que lors même qu'il en serait autrement, l'administration supérieure aurait seule compétence pour apprécier la situation faite à l'emplacement du marchepied par les travaux dont il a été ci-devant parlé, qualifier, classer et déterminer la largeur de la voie nouvelle ; qu'ainsi M. le commissaire de police, en qualifiant dans ses procès-verbaux le quai ou boulevard en question, de *chemin communal*, n'a pu le faire passer dans la voirie rurale ou urbaine ; — Attendu que les décrets des 29 floral an X, 16 décembre 1811 et 10 avril 1812, en disposant que les contraventions de grande voirie, notamment les anticipations et détériorations de toutes espèces commises sur les fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs-bords, fossés et ouvrages d'art seront réprimées et poursuivies par voie administrative, et qu'il sera statué définitivement à leur égard par les conseils de préfecture, placent ces contraventions dans les attributions de ces conseils ; que les faits de clôture articulés contre les six prévenus pouvant constituer ou un empiétement sur le marchepied, tel que l'ont fait les travaux exécutés en 1865, ou une entrave à la libre circulation sur une communication de grande voirie, ne peuvent être appréciés que par le conseil de préfecture, d'où il suit qu'ils échappent à la compétence du Tribunal de simple police ; — Attendu que la compétence des Tribunaux de répression est d'ordre public ; que leur incompétence doit être prononcée et même suppléée d'office, quel que soit l'état de la cause ; que l'exception pré-

judicielle proposée par les prévenus et admise par le jugement du 24 juin 1870, pas plus que le sursis accordé le 3 mars 1871, ne peuvent faire obstacle à leur renvoi devant le conseil de préfecture ; — Par ces motifs, nous déclarons incompétent ; — Renvoyons les prévenus devant le conseil de préfecture du département de la Haute-Marne ; — Disons qu'expédition des présentes, ainsi que les six procès-verbaux, seront transmis à ce conseil à la diligence du ministère public. »

Observations.—Sur la première question, la jurisprudence est désormais invariable. Le juge de police est incompétent pour décider la question de propriété du terrain sur lequel une contravention aurait été commise ; lorsque cette exception est soulevée par le prévenu, et qu'elle repose sur un titre apparent ou des faits de possession équivalents, le juge de police doit surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par les Tribunaux compétents (Cass., 29 juillet 1853 ; 22 nov. 1856 ; 16 mai 1857 ; 20 févr. 1862, etc. Voir notre TABLE GÉNÉRALE DES ANNALES, v^o *Question préjudicielle*). En principe, si le prévenu qui a élevé l'exception préjudicielle de propriété ne justifie pas avoir fait, dans le délai prescrit, les diligences nécessaires pour saisir le juge compétent sur la question de propriété, le juge de police doit passer outre au jugement de la prévention et refuser un nouveau délai. Mais il en est autrement si le prévenu justifie d'empêchements de force majeure qui l'aient mis dans l'impossibilité de faire statuer sur l'exception dans le délai qui lui était imparti. En ce cas, le juge de

police peut très - certainement accorder le nouveau délai qu'il estime être nécessaire.

Surla dernière question, M. le juge de paix de Saint-Dizier décide que la contravention prétendue ayant été commise sur le marchepied ou chemin de halage d'une rivière navigable, elle constitue une contravention de grande voirie dont la connaissance appartient aux Tribunaux administratifs. — Il a été jugé cependant, en ce qui concerne les chemins vicinaux de grande communication, que ces chemins, dans leur traversée des villes, se transforment en voies urbaines, et dès lors les contraventions, soit pour empiétement, soit pour dégradation de ces chemins, sont de la compétence des Tribunaux de police et non de celle des conseils de préfecture (Cass., 22 novembre 1860, ANNALES, 1861, p. 245). Peut-on appliquer la même doctrine au chemin de halage, marchepied, francs-bords des rivières navigables, dans la traversée des villes ? Cette question est controversée. M. Husson, dans son *Traité des travaux publics et de la voirie*, p. 608 et 609, pense, par analogie de ce qui a été décidé à l'égard des grandes routes dans la traverse des villes, que la partie du quai qui sert de chemin de halage est placée sous l'application du règlement de grande voirie; mais que les terrains qui sont en dehors de ces limites font partie de la petite voirie. Cette doctrine n'a pas été acceptée par le conseil général des ponts et chaussées, qui s'est prononcé en sens contraire, le 22 décembre 1842, par un avis relatif aux quais de l'Oise, à Pontoise. Un arrêt de la Cour de cassation du 31 janvier 1833 a jugé, dans le sens de la

présente décision, que les chemins de halage doivent être, en tout leur parcours, assimilés aux grandes routes, et que les contraventions qui y sont commises sont de grande voirie; et par suite de la compétence du conseil de préfecture. Au surplus, en admettant même la doctrine de M. Husson, il est certain qu'il n'appartiendrait qu'à l'autorité administrative de décider quelle doit être la largeur du chemin de halage, et si les terrains qui l'avoisinent sous forme de quais ou boulevards en font encore partie ou sont en dehors des limites du chemin (Cons. d'Etat, 17 août 1836). A ce point de vue encore, le juge de police devait donc nécessairement s'abstenir de statuer.

A. B.

ARTICLE 405.

Justice de paix du canton de Garlin
(Basses-Pyrénées).

Président : M. PARGADE, juge de paix.

5 mai 1869.

1° Possession. — Annuité. — Bois. — Dernière coupe. — 2° Moulin. — Canal. — Berges. — Possession promise. — Riverain. — Usinier. — 3° Francs-bords. — Propriété. — Présomption. — 4°, 5° Jet de pelle. — Curaison. — Dépôt. — Enlèvement. — Indemnité. — Juge de paix. — Incompétence. — Demande indéterminée.

1° Le demandeur en complainte justifie sa possession annale d'un fonds en nature de bois, en prouvant qu'il a fait la dernière coupe, bien qu'elle remonte à environ trois ans avant le trouble.

2° La possession annale des berges boisées d'un canal de moulin peut appartenir à la fois et au riverain et à l'usinier : au premier, pour la jouissance du bois; au second, pour l'exercice de la servitude de jet de pelle.

3° La présomption de propriété des francs-bords au profit du propriétaire du canal est une présomption simple et non légale : cette propriété peut être prescrite par le riverain.

4° Le propriétaire d'un canal a la servitude de jet de pelle sur le fonds du voisin. Les curaisons qu'il y dépose momentanément restent sa propriété, et il a le droit de les enlever.

5° Le juge de paix est incompétent pour statuer, au possessoire, sur l'indemnité qui peut être due par le propriétaire d'un canal à un riverain, soit pour le dépôt des curaisons, soit pour leur enlèvement. Il en est surtout ainsi lorsque ce riverain réclame, pour le jet de pelle, à titre d'indemnité, l'abandon des curaisons pendant la durée indéfinie de la servitude, s'agissant, en ce cas, d'une demande indéterminée.

Ainsi jugé,

Le 5 mai 1869, par jugement de M. le juge de paix du canton de Garlin, rendu dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par sa citation du 12 décembre dernier, le sieur Saint-Martin s'est plaint de ce que le sieur Viau-Ayma a coupé, depuis moins d'un an, à la date de cet acte, le bois qui excroissait sur la pièce de terre du requérant, et jusqu'au fil de l'eau du canal du moulin de son adversaire ; de ce que celui-ci s'est emparé de ce bois, et de ce que, par ce double fait, il a troublé le demandeur dans la possession annale du terrain sur lequel ces produits boisieux existaient ; — Attendu que le sieur Viau-Ayma entend se justifier de ces griefs en articulant qu'il n'a fait que couper et élaguer les branches qui l'empêchaient de curer le canal, et d'exercer surtout le *jet de pelle*, pour le dépôt des curaisons qu'il demande conventionnellement l'autorisation d'enlever, comme complément nécessaire et indispensable de la ser-

vitute du *jet de pelle* ; — Attendu que l'exposé ci-dessus nécessite un double examen, lequel consiste à rechercher : 1° si le demandeur a la possession annale du terrain ou du bois existant le long du canal, et s'il a été troublé dans cette possession ; 2° si le défendeur n'a fait, au contraire, qu'user de la servitude du *jet de pelle*, et s'il doit être autorisé à enlever les terres et les vases qu'il a déposées sur le terrain en litige ; — Qu'avant d'entrer dans l'examen de ces divers points, il n'est pas inutile de considérer que, dans la citation, le sieur Saint-Martin semble reconnaître, ou, pour mieux dire, reconnaît au défendeur le droit de *jet de pelle* pour le curage de son canal, comme aussi le sieur Viau-Ayma n'articule dans sa réponse aucun fait contraire à ceux allégués par le sieur Saint-Martin, relativement à l'exploitation du bois ;

« Sur le premier chef d'examen : — Attendu qu'il résulte de l'enquête que la famille Saint-Martin a coupé, à toutes les époques, et notamment il y a environ trois ans, le bois qui excroissait le long du canal du moulin, et que c'est là positivement le dernier acte de jouissance qui s'est produit avant celui du trouble ; — Que jamais le sieur Viau-Ayma, ni les anciens propriétaires de l'usine, ne se sont livrés à aucun acte de cette nature ; — Qu'ainsi il est hors de doute que, relativement à la possession du bois le demandeur se trouvait, lors de la citation, dans les conditions indiquées par l'article 23 du Code de procédure civile ; — Que, dès lors, en coupant le bois dont il s'agit et en en disposant, le défendeur a porté atteinte à la jouissance annale du sieur Saint-Martin ; — Qu'il est à

dire, à ce sujet, que la présomption de propriété des francs-bords, au profit du propriétaire du canal, est une présomption simple et non légale ; que cette propriété peut donc être incontestablement prescrite par les riverains, et qu'à cet égard, il n'y a plus de dissidence ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence ;

« Sur le deuxième chef d'examen :

— Attendu que le propriétaire du canal a évidemment la servitude de *jet de pelle* sur le fonds du voisin (Cour de cassation, arrêts des 21 mai 1860 et 10 avril 1865) ; — Que les terres ainsi déposées restent sa propriété, puisque rien, dans la loi, ne les attribue au riverain ; donc l'usinier doit nécessairement avoir le droit de les enlever ; — Que ces deux servitudes légales, sur les fonds riverains, dérivent l'une de l'autre ; et, de même que le *jet de pelle* émane de l'existence seule du canal, de même le dépôt produit celui d'enlèvement ; — Que telle est l'interprétation rationnelle et logique qui nous semble devoir être donnée aux articles 696 et 697 du Code Napoléon ; — Attendu que si le sieur Viau-Ayma et les anciens propriétaires du moulin n'ont pas usé par eux-mêmes des deux servitudes que nous venons d'indiquer ; ils les ont exercées par le sieur Saint-Martin, requérant, qui a réalisé, à leur profit, des actes de possession qui équivalent au dépôt et à l'enlèvement des terres et qui sont, pour le sieur Viau-Ayma, tout aussi efficaces que la perpétration, l'exécution de ces deux actes mêmes ; — Que pour les bien caractériser, il est nécessaire de bien préciser la contradiction qui existe entre les allégations du demandeur, dans la citation, et les résultats de l'enquête ;

— Qu'il a allégué que les curaisons lui avaient été abandonnées à titre d'indemnité, pour l'exercice de la servitude de *jet de pelle* et le préjudice des eaux ; — Que cette prétention pourrait être admise si le curage du canal avait été opéré par les propriétaires de l'usine ; mais il n'en est rien : c'est le sieur Saint-Martin lui-même qui a fait ce travail ; l'enquête l'établit ; c'est absolument dans les mêmes conditions que d'autres propriétaires non-riverains qu'il a recueilli les curaisons ; — Que l'abandon des terres jectisses peut donc être avec raison considéré comme la rémunération des travaux de curage ; — Que la position dans laquelle se place le demandeur est loin de lui être favorable ; les conséquences qu'il veut en tirer se retournent évidemment contre lui, et justifient pleinement, au contraire, la possession que nous venons de reconnaître au défendeur ; — Attendu qu'en résumant les faits on trouve, dans la cause, une possession promiscue sur le fonds en litige, mais néanmoins parfaitement déterminée et excluant toute confusion, savoir : pour le sieur Saint-Martin jouissance du bois ; pour le sieur Viau-Ayma, servitude de *jet de pelle* utilement exercée pour conserver la possession annale ;

« Attendu qu'il reste à décider si une indemnité est due au demandeur, soit pour le dépôt des terres et vases, soit pour leur enlèvement ; — Attendu, à cet égard, que le principe de l'indemnité peut être admis dans certains cas, surtout en ce qui concerne l'enlèvement des terres, car le droit de dédommagement peut exister indépendamment de la servitude de passage, à moins que l'in-

demnité ne soit frappée de prescription : ce qui pourrait bien ne pas être dans l'espèce, puisque l'indemnité ne se prescrit que par trente ans; — Que les règles applicables à l'enclave le sont au cas actuel, et que la loi nous refuse, en pareille matière, toute compétence pour décider si l'indemnité est due, et pour procéder, par suite, à son règlement; — Que nous devons donc nous borner à nous occuper de la possession et renvoyer les parties au pétitoire sur la question de dédommagement; — Que c'est d'autant plus ici le cas, que le demandeur réclame, pour le *jet de pelle*, seulement à titre d'indemnité, l'abandon des curaisons pendant la durée indéfinie de la servitude; — Que c'est là une demande indéterminée, de laquelle nous ne pouvons connaître sans violer les dispositions des articles 1 et 7 de la loi du 25 mai 1838 (Cour de cassation, arrêt du 30 mars 1834);

« Sur les dommages-intérêts : — Attendu qu'il résulte de l'enquête que le bois coupé par le sieur Viau-Ayma avait bien peu de valeur, et que nous possédons les éléments d'appréciation suffisants pour régler le chiffre de l'indemnité;

« Quant aux dépens : — Attendu que les conclusions de chacune des parties sont, pour la plupart, admises, et qu'ainsi il y a lieu de leur faire supporter les frais dans les proportions que nous allons indiquer;

« Par ces motifs, vidant l'interlocutoire ordonné par notre jugement du 8 avril dernier; défaut droit de preuves résultant de l'enquête, et statuant sur l'action du sieur Saint-Martin, le gardons et maintenons dans la possession et jouissance annales du bois existant le long du ca-

nal du moulin du sieur Viau-Ayma, et le long aussi de la pièce du demandeur; — Condamnons le défendeur à lui payer la somme de 2 francs, tant pour la valeur du bois qu'il a coupé et enlevé qu'à titre de dommages-intérêts; — Statuant sur la demande incidente et reconventionnelle du sieur Viau-Ayma, constatons qu'il a constamment exercé, notamment la dernière année, par les anciens propriétaires et la coopération du sieur Saint-Martin lui-même, la servitude de *jet de pelle*, et que l'usage de cette servitude, tel qu'il a eu lieu, rendait inutiles tous autres actes de jouissance pour conserver le droit momentané de dépôt des curaisons et de leur enlèvement, en tant que ce droit touche à la possession annale; — Autorisons, en conséquence, le sieur Viau-Ayma à enlever lesdites terres et vases, et renvoyons les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente pour toutes difficultés afférentes aux indemnités qui pourraient être dues relativement aux deux susdites servitudes; — Condamnons le sieur Viau-Ayma à supporter les deux tiers des frais; laissons à la charge du sieur Saint-Martin le tiers restant. »

Observations.— Sur la première question, nous avons toujours enseigné que la possession ou les actes qui la constituent doivent être, au point de vue de l'annalité et de la recevabilité de l'action en complainte, appréciées d'après la nature, le mode d'exploitation ou de culture du domaine auquel ils s'appliquent. Ainsi il est certain que si un domaine ne compte que des actes d'exploitation éloignés, on ne saurait exiger du possesseur qu'il justifie de faits di-

rects de possession remontant à moins d'une année. C'est en ce sens qu'il a été jugé que la possession annale d'un terrain en friche peut résulter d'actes remontant à plus d'une année, notamment de la plantation d'arbres sur ce terrain, ou du fait d'avoir abattu des arbres anciens, et de les avoir remplacés par d'autres. Si d'ailleurs ces faits ne sont contredits par aucun fait formel de possession contraire (justice de paix de Corbeil, 30 juin 1849, *ANNALES*, 1^{re} série, t. III, p. 222). Par la même raison, il est essentiellement exact de dire que, s'agissant d'un bois, dans lequel des coupes ne s'effectuent que tous les quinze ans, il suffira au complainant, pour justifier sa possession annale, d'établir qu'il a fait la dernière coupe, si cette preuve n'est pas infirmée par la preuve d'actes de possession contraires.

La question de savoir si le propriétaire d'un canal a la servitude de jet de pelle, et si une telle servitude, qui a un caractère discontinu, constitue une servitude légale susceptible, même en l'absence de titre, d'être réclamée par voie d'action possessoire, a été l'objet de controverses assez vives et de décisions très-contradictoires. C'est ainsi qu'il a été jugé que le riverain qui a la possession des berges ou francs-bords peut s'opposer au rejet sur ses francs-bords des terres provenant du curage du canal, s'il n'est pas justifié à cet égard de l'existence d'une servitude fondée en titre. Cette solution est évidemment contraire à la présomption de servitude légale (voir Cass., 21 mai 1853, *ANNALES*, 1853, p. 112). Mais, en sens contraire, un arrêt plus récent de la même Cour décide que la possession d'un

canal de main d'homme emporte le droit de dépôt sur les francs-bords des vases provenant du curage. En vain les riverains prétendraient-ils que ce n'est là qu'une servitude discontinue exclusive du possessoire (Cass., 21 mai 1860, *ANNALES*, 1860, p. 408). C'est la doctrine de cet arrêt que vise et que consacre à nouveau la sentence de M. le juge de paix de Garlin. Cette jurisprudence paraît prévaloir.

Sur la dernière question, nous approuvons complètement la décision du juge de paix. L'indemnité réclamée par le riverain, soit pour le dépôt des curaisons, soit pour leur enlèvement, avait un caractère essentiellement indéterminé; en outre, une telle demande rentrait dans le domaine du pétitoire; le juge du possessoire ne pouvait donc, à aucun titre, en connaître. C. M.

ARTICLE 406.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix
(Word).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

11 août 1871.

Conseil judiciaire. — Prodigue. — Achat de denrées. — Non-paiement. — Condamnation.

Le prodigue, pourvu d'un conseil judiciaire, peut valablement contracter une dette, pour l'administration de ses biens; et notamment il peut être personnellement condamné au paiement de denrées achetées par lui pour la nourriture de son bétail et l'entretien de sa culture.

Ainsi décidé,

Le 11 août 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui le

demandeur en ses dires, moyens et conclusions ; — Attendu que le défendeur, bien que régulièrement cité, n'est ni comparant ni légalement représenté ; — Donnons défaut contre lui : — Et pour le profit ; Attendu en fait que l'objet de la demande est la condamnation du sieur Seloisse, cultivateur à Roubaix, au paiement d'une somme de 174 fr. 76, savoir : 1^o 148 fr. 86 pour le prix à raison de 9 francs les 1000 kilogrammes de pulpe fournie en 1867 par le sieur Droulers-Prouvost, distillateur, au sieur Seloisse, cultivateur ; 2^o et 25 fr. 90 pour intérêts depuis la livraison ; — Attendu que le sieur Seloisse a contracté le principal de cette dette pour l'alimentation de son bétail et des besoins de sa culture, et que, par son silence, il doit être considéré comme reconnaissant le bien fondé de la demande et aussi comme n'ayant aucun moyen de défense ; — Attendu que Seloisse est pourvu d'un conseil judiciaire ; — Attendu cependant, en droit, que le pourvu conserve la faculté d'administrer ses biens, et, en fait, que l'achat de la pulpe dont il s'agit, non-seulement n'a aucun caractère de prodigalité, mais a profité à Seloisse, et était pour lui une dépense sinon absolument nécessaire, du moins certainement utile ; — Attendu que cette dette, qui ne constitue ni un emprunt ni une aliénation, a pu et dû être valablement faite par Seloisse sans l'assistance de son conseil judiciaire ; — Attendu d'ailleurs que Seloisse a été directement et personnellement condamné au paiement du prix d'une semblable fourniture de pulpe, par jugement du Tribunal civil de Lille, du 19 novembre 1870 ; — Attendu,

quant aux intérêts moratoires réclamés par lui, dans l'espèce, qu'ils ne peuvent courir de plein droit, et qu'ils ne sont dus qu'à partir du jour de la demande aux termes de l'article 1154 du Code civil ; — Par ces motifs, jugeant par défaut et en premier ressort ; — Condamnons le sieur Seloisse au principal à payer au sieur Droulers-Prouvost la somme de 148 fr. 86 pour les causes avant dites et expliquées ; et quant aux intérêts, disons qu'ils ne sont pas dus à partir du jour de la livraison, comme il a été conclu, mais seulement à compter du jour de la demande, et y condamnons Seloisse, dans ces limites ainsi qu'aux dépens. »

Observations. — Le majeur, pourvu d'un conseil judiciaire, conserve, pour tous les actes d'administration, sa capacité ordinaire. Ainsi il peut, sans assistance, gérer ses biens, aliéner ses meubles ; il peut par conséquent faire les achats nécessaires à sa gestion. Par suite, s'il a fait une acquisition utile, il est tenu de la dette contractée, et peut être personnellement condamné. Le vendeur n'est pas tenu de mettre en cause le conseil judiciaire, que d'ailleurs il peut ne pas connaître.

C. M.

ARTICLE 407.

Justice de paix du canton de la Jarrie
(Charente-Inférieure).

Président : M. DEMAILLASSON,
juge de paix (1).

17 décembre 1869.

Terrain commun. — Ouverture. — Passage. — Gène. — Mise en demeure. —

(1) Actuellement juge de paix à Saint-Georges-sur-Loire.

Soumission. — Action en justice. — Débouté.

Lorsque vis-à-vis d'un terrain commun et trop près d'un passage commun, l'un des communistes à fait pratiquer une ouverture, et qu'il a obtempéré à la sommation qui lui a été faite de la boucher, pour la faire dans un autre endroit, de manière à ne pas gêner le passage, celui qui l'actionne quand même doit être débouté de sa demande.

Ainsi décidé,

Par M. le juge de paix du canton de la Jarrie, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'à la date du 6 septembre 1869, Louis Turgné a sommé Turgné dit *Picard* d'avoir, à l'instant même et sans délai, à cesser des travaux d'ouverture par lui commencés, sauf à lui, s'il le désire, à faire faire cette ouverture dans un endroit plus rapproché de la porte de son chai, de manière à laisser entièrement libre l'entrée du passage dont il est question ; — Attendu que le défendeur s'est conformé à la sommation, et que c'est à tort que le demandeur l'a fait citer ; — Attendu, au surplus, que chacun des communistes peut jouir d'une propriété indivise et tirer de la chose commune tout l'usage qu'elle peut procurer, sous la seule condition que cet usage ne nuise pas aux droits des autres copropriétaires ; qu'ainsi le droit réciproque d'user et de jouir doit être réglé d'une manière utile et libérale, et qu'il ne saurait avoir pour limites

des prohibitions volontaires et vexatoires, mais seulement des obstacles sérieux et fondés sur un dommage certain qui résulterait pour l'un des communistes de l'acte abusif de l'autre ; — Attendu que, dans l'espèce, il n'y a aucun dommage certain ; que le demandeur n'invoque qu'une éventualité que rien ne justifie encore, et qu'ainsi la demande est sans intérêt actuel ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort ; — Déboutons Louis Turgné de sa demande, etc. »

Observations. — Lorsque le défendeur, antérieurement à toute action en justice, a volontairement acquiescé à la demande qui lui est faite, et a réparé le dommage qui lui est reproché, il est hors de doute que l'action judiciaire qui vient à être ultérieurement intentée devient sans objet, et ne saurait être accueillie. Elle ne pourrait tout au plus porter que sur le préjudice antérieur dont justifierait le demandeur pendant le temps qu'a duré le prétendu trouble. En fait, dans l'espèce, le demandeur n'établissait l'existence d'aucun dommage sérieux. Aussi est-ce à bon droit qu'il a été purement et simplement débouté. Le jugement qui précède a été frappé d'appel, et confirmé, par adoption des motifs du premier juge, devant le Tribunal civil de la Rochelle.

CH. MILLION.

ARTICLE 408.

Justice de paix de canton de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Présid. : M. GIRARDOT, juge de paix (1).

29 octobre 1870.

*Action possessoire. — Passage commun.
— Droit de délimitation. — Absence
de préjudice. — Mitoyenneté. — Ex-
tinction de servitude.*

Le propriétaire d'une cour joignant un passage commun entre plusieurs peut se clore du côté de cette cour, si d'ailleurs l'établissement de la clôture ne constitue pas un empiétement sur le fonds indivis. — L'action intentée par l'un des communistes pour obtenir la suppression de cette clôture manque de base juridique.

Le propriétaire dont le droit fondé en titre avait pour objet de traverser la cour du voisin pour accéder à sa grange, ne peut plus exercer ce droit de passage si le propriétaire du fonds servant devient acquéreur de l'immeuble au profit duquel avait été instituée la servitude. Le droit de passage se trouve dans ce cas éteint par confusion. (C. civ., art. 305.)

Le sieur Laval est propriétaire à Jouy d'une cour faisant suite à un passage commun. — Derrière ses bâtiments se trouve une grange pour le service de laquelle un droit de passage par sa cour avait été originellement créé. — Pour éteindre cette servitude gênante, Laval s'est rendu acquéreur de la grange et a fait ensuite fermer sa cour du côté du passage commun, ce qui empêchait en même temps l'accès de sa cour aux voitures pour gagner une ruelle également commune.

Le sieur Laval avait de plus fait un amas de pierres dans sa cour en l'appuyant sur un mur mitoyen.

C'est à raison de ces faits que le

sieur Bellay, l'un des communistes, intenta une action en répression du trouble apporté à sa jouissance du passage commun et de son droit de passage par la cour du sieur Laval.

Jugement du 29 octobre ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire du 27 août 1870; — Vu le procès-verbal de constat des lieux du 6 octobre; — Vu les articles 2229, 2232, 703 du Code civil, 23 du Code de procédure civile; — Ouï les parties en leurs observations; — Attendu en fait que Laval a établi au mois de juillet dernier une palissade suivie d'un petit mur en maçonnerie dans le but de clore sa cour et de la séparer d'un passage commun entre lui et les sieurs Bellay et Allain; que c'est à raison de cette entreprise que Bellay a intenté contre le défendeur une action en répression du trouble apporté à sa possession; — Qu'il y a lieu de rechercher, au point de vue possessoire, la nature et l'étendue des droits revendiqués par Bellay, tant en ce qui touche le passage commun proprement dit qu'en ce qui concerne la suppression d'accès à la ruelle Naudin *en traversant la cour de Laval*; — Sur le premier chef relatif au passage commun et à un dépôt de pierres: — Attendu que les propriétés des parties ont une commune origine et que l'acte de partage a institué en faveur des héritages actuellement détenus par les sieurs Bellay, Laval et Allain un passage commun aboutissant sur la route de Jouy; — Que ce passage, d'une largeur moyenne de 3^m,70, joint immédiatement à l'autre bout la cour de Laval; — Attendu qu'il résulte du

(1) Aujourd'hui juge de paix à Melun, canton sud.

constat des lieux que la clôture établie par Laval pour séparer sa cour du passage n'en diminue ni la largeur ni la longueur, qu'il est resté libre et d'aussi facile accès que par le passé, et que rien n'indique ni dans le fait ni dans l'intention qu'il ait voulu s'en approprier en tout ou en partie la jouissance exclusive et personnelle, condition essentielle pour fonder l'action en complainte entre communistes; — Attendu que la dépôt de pierres ne prouve pas davantage un empiétement sur l'assiette du passage commun; qu'il est adossé à la vérité contre un mur de clôture qui présente les signes apparents de la mitoyenneté, mais que ce fait, si abusif qu'il soit de la part d'un copropriétaire, ne saurait donner ouverture à complainte; — Qu'à ces deux points de vue, le premier chef manque de base juridique; — Sur le deuxième chef relatif à la copr de Laval faisant suite au passage commun; — Attendu qu'il ressort des titres constitutifs de la servitude consultés pour éclairer le possessoire, que le lot échu aux vendeurs de Bellay n'avait droit de passage par la cour du sieur Bocquillon, vendeur de Laval que pour aller à la grange située au-dessus de la rue Naudin, derrière les bâtiments de Laval, de même qu'à titre de servitude réciproque et conditionnelle les vendeurs de Laval avaient droit de puiser l'eau à un puits commun qui existait dans la cour de Nicolas Fouque, auteur de Bellay; — Qu'en ce qui concerne cette espèce de servitude il est souverainement décidé que si le droit de passage est établi en faveur d'un fonds par plusieurs personnes, ces personnes peuvent toutes en user quel que soit leur nombre, mais seu-

lement par la point, pendant l'espace de temps et pour l'objet que détermine le titre constitutif (Cass., 9 novembre 1824); — Attendu que la grange dont s'agit, acquise par Laval des veuve et héritiers Bocquillon les 8 août 1847 et 7 mai 1848, appartenait à leur auteur depuis le 25 mars 1810 suivant contrat passé ledit jour devant Lafèvre, notaire à Conflans, et par conséquent avait depuis soixante ans cessé de faire partie du lot dont Bellay s'est rendu acquéreur le 3 avril dernier; — Que depuis lors le droit de passage s'est trouvé éteint par confusion, l'immeuble au profit duquel il avait été institué étant réuni au fonds servant (art. 705 du Code civil), et par suite Bellay ou ses auteurs privés d'une possession qui ne pouvait plus avoir d'autre caractère que celui de la tolérance ou d'un acte de bon voisinage, possession inefficace pour conduire à la prescription; — Attendu d'ailleurs qu'il n'est ni justifié ni même allégué par Bellay qu'il ait depuis 1810 par lui ou par ses auteurs acquis par titre un nouveau droit de passage par la cour de Laval; que dès lors sa possession annale en la supposant établie serait entachée de précarité et ne pouvait servir de base à une action en complainte; — Par motifs, jugeant contradictoirement en premier ressort; — Déclarons Bellay non recevable, en tous cas mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence constante.

C. M.

ARTICLE 409.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement de Paris.

Président : M. CARRÉ, juge de paix.

22 décembre 1871.

Denier à Dieu. — Restitutions. — Louage. Propriétaire.

Le denier à Dieu doit être restitué quand la location en prévision de laquelle il avait été donné vient à être rompue par le fait du propriétaire.

Il est d'usage dans plusieurs localités, notamment à Paris, de donner au concierge une pièce de monnaie appelée *denier à Dieu*, lorsque les conditions d'une location ont été arrêtées entre les parties.

Si, par le fait de l'un des contractants, la location est résiliée, y a-t-il lieu à restitution du denier à Dieu ? Le Tribunal de paix du 1^{er} arrondissement de Paris a répondu affirmativement dans des circonstances que le jugement suivant fait suffisamment connaître :

« Nous, Juges de Paix : — Attendu que Frère a loué de Bonneau, propriétaire, par l'intermédiaire de la veuve Thiébaut, concierge, un logement, rue de la Ferronnerie, dont il devait prendre possession dans le courant du mois de novembre ; — Qu'au moment où les conditions de la location ont été réglées et acceptées, Frère, suivant l'usage de Paris, a remis à la concierge une somme de 5 francs, à titre de denier à Dieu ; — Que lorsque Frère a voulu entrer en jouissance des lieux, le propriétaire a refusé de ratifier l'engagement pris en son nom par sa concierge, la veuve Thiébaut ; — Que, dans ces circonstances, Frère,

forcé de prendre un autre logement, réclame à la concierge la restitution des 5 francs à elle donnés ; — Que la défenderesse prétend que le denier à Dieu lui appartient par cela seul qu'il lui a été remis ; que, d'ailleurs, la réclamation de Frère est inadmissible, comme n'ayant pas été produite dans les vingt-quatre heures ; — Attendu que le denier à Dieu ne constitue pas un droit pour les concierges ; que c'est une libéralité consentie en prévision d'une location qui doit s'effectuer, et une sorte de rémunération anticipée des services que les concierges sont tenus de rendre aux locataires ; — Attendu, dès lors, que si le contrat n'est pas exécuté, c'est sans cause que le concierge détient le denier à Dieu ; — Attendu que de ce que l'usage de Paris permet de se dédire d'une promesse de location en rendant ou retirant le denier à Dieu dans les vingt-quatre heures, il ne faut pas conclure que fatalement, passé ce délai, le denier à Dieu ne puisse être répété, alors surtout qu'un fait postérieur, imputable au propriétaire, vient à rompre l'engagement ; — Attendu, dans l'espèce, que Frère n'a pas pu prendre possession des lieux à lui loués par suite du refus du propriétaire de reconnaître les conditions faites par sa concierge ; qu'ainsi les causes qui, seules, ont déterminé la donation du denier à Dieu ont cessé d'exister ; — Par ces motifs, condamnons la veuve Thiébaut à restituer à Frère la somme de 5 francs par elle reçus à titre de denier à Dieu. »

Observations. — A Paris, la plupart des appartements se louent verbalement. La remise du denier à

Dieu au concierge est le signe de l'engagement. L'usage permet de se dédire dans les vingt-quatre heures, en reprenant ou en renvoyant le denier à Dieu. Mais après ce délai, ni l'une ni l'autre des parties ne doit se dédire. Toutefois il faut reconnaître que l'engagement ainsi contracté n'a aucune valeur légale et que si soit le locataire, soit le propriétaire se refusait à exécuter le bail, la remise du denier à Dieu ne pourrait servir de base à une action en justice afin d'exécution de la convention.

Le denier à Dieu, en effet, ne saurait être en aucune façon assimilé aux arrhes, ni soumis aux mêmes règles, puisque cette sorte de rétribution ne se donne pas à l'une des parties contractantes, comme cela a lieu en matière de vente ou pour l'engagement des domestiques, mais simplement à un salarié de l'une de ces parties, c'est-à-dire au concierge du propriétaire. La remise du denier à Dieu au concierge n'a donc aucun effet, ne constitue aucun lien de droit et n'entraîne pas, comme la remise des arrhes, la présomption que le contrat a été formé, non plus que l'obligation de les restituer au double, pour celui qui résilie le contrat avant qu'il ait commencé d'être exécuté. Mais il nous paraît certain que lorsque, comme dans l'espèce, le propriétaire n'a pas ratifié une location consentie par un concierge, la personne qui a donné une gratification en vue de la location et des services personnels que le concierge peut avoir à lui rendre ultérieurement, a le droit de se la faire restituer. En effet, cette libéralité devient sans objet, et la concierge n'a aucun droit de le retenir, puisqu'il a à s'imputer à faute d'avoir donné

une espérance de bail sans autorisation suffisante du propriétaire. — Nous approuvons donc pleinement la décision qui précède. A. B.

ARTICLE 410.

Justice de paix du canton de Macqueville (Seine-Inférieure).

Prés. : M. PAYENNEVILLE, juge de paix.

7 novembre 1871.

Action personnelle et mobilière. — Demande en paiement de reliquat d'enchères. — Paiement à valoir. — Imputation. — Preuve testimoniale. — Serment déferé d'office.

Les versements faits par un débiteur à valoir sur plusieurs créances de même nature, doivent s'imputer sur la plus ancienne à moins que le débiteur n'ait indiqué ou accepté une autre imputation. (C. civ., art. 1256.)

La prohibition de la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes, édictée par l'article 1341 du Code civil, reçoit exception au cas où il existe un commencement de preuve par écrit. (C. civ., art. 1341, 1347.)

Dans le cas où la demande et l'exception, sans être totalement justifiées, ne sont pas totalement dénuées de preuves, le juge peut déferer d'office le serment décisoire à l'une des parties. (C. civ., art. 1366.)

Le 19 octobre 1871, le sieur Sanson, ancien huissier à Totes, a fait citer le sieur Ducrocq, cafetier au Thil, pour obtenir paiement de 35 fr. 60 reliquats d'enchères de ventes mobilières faites par le sieur Sanson, requête d'un sieur Lemaitre en 1858 et 1860. A la première audience du 24 octobre, Ducrocq demande la remise à huitaine pour rechercher et produire les titres de sa libération. Sur le consentement du demandeur, renvoi de l'affaire au 31 octobre.

A cette nouvelle audience, Du-

crocq ne peut produire que quatre quittances dont la dernière est datée du 29 septembre 1839, le tout constatant le paiement de divers à-compte s'élevant à 209 francs. Malgré l'impossibilité dans laquelle il se trouve de produire toutes ses quittances, Ducrocq n'en persiste pas moins à soutenir qu'il s'est libéré depuis longtemps, et déclare que s'il n'a pas toutes ses quittances c'est que plusieurs se sont trouvées égarées lorsqu'il a voulu mettre en sûreté ses objets les plus précieux au moment de l'occupation prussienne; il réclame aussi en sa faveur le bénéfice des imputations constatées par les registres de M. Sanson.

M. Sanson présente des registres de recettes sur lesquels le compte de Ducrocq est établi comme suit :

Vente Lemaitre du 25 mars 1838..... 271 f. 25

A - compte versés le dernier à la date du 7 septembre 1839..... 249

Restent dus...	22	25
Affranchissement de lettre.....	0	20
	22 f.	45

Vente du 19 février 1860.

Enchères de Ducrocq..... 20 40

A-compte du 2 mai 1860..... 15

Solde du 23 janv. 1861..... 5 40

Total égal.. 20 40

3^e vente Lemaitre du 2 août 1860.

A reporter... 22 f. 45

Report.... 22 f. 45

Enchères de Ducrocq..... 60 80

A compte du 23 janvier 1861..... 48 80

Redus... 12 12

Deux lettres en conciliation, l'une en 1839, non suivie de comparution de la part de Ducrocq, et l'autre en sept. 1871, sur laquelle Ducrocq a aussi fait défaut.....

1 13

Total... 35 f. 60

Il prétend, sans nullement le prouver, que l'imputation des versements faits les 2 mai 1860 et 23 janvier 1861 a eu lieu sur la demande de Ducrocq ou a été le résultat d'une erreur; il demande la condamnation pure et simple de Ducrocq qui ne produit pas toutes ses quittances, et déclare s'opposer au serment supplétif si M. le juge de paix croyait devoir le déférer d'office à Ducrocq.

A cette audience le serment a été prêté par lui, et les parties ont été renvoyées à l'audience du 7 novembre pour entendre le prononcé du jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du 19 octobre dernier, les jugements préparatoire et interlocutoire du 31 du même mois, les articles 1256, 1341, 1317, 1353, 1366, 1367 du Code civil; — Vidant notre délibéré; — En droit : — Attendu qu'aux termes de l'article 1256 du Code civil les versements faits par un débiteur à valoir sur plusieurs créances de même nature, doivent

toujours s'imputer sur la plus ancienne, à moins que le débiteur n'ait indiqué ou accepté une autre imputation ; — Attendu que, d'après l'interprétation généralement faite par les auteurs et la jurisprudence, des termes de l'article 1341 du Code civil, la preuve testimoniale est admise pour tout intérêt du paiement inférieur à 100 francs, quand même la créance résulterait d'un acte authentique, surtout si cet acte n'est qu'unilatéral ; qu'en admettant, même dans ce dernier cas, l'opinion contraire, la prohibition de la preuve testimoniale devrait être écartée s'il existait déjà un commencement de preuve par écrit ; que selon l'article 1347 on appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée et qui rend vraisemblable le fait allégué ; — Attendu que l'article 1353 érige en preuves légales, pour tous les cas où le témoignage est admissible, les simples conjectures du magistrat, les simples probabilités que les diverses circonstances de la cause peuvent faire naître dans son esprit ; que les présomptions, d'après cet article, doivent, il est vrai, pour être admises, réunir un triple caractère de gravité, de précision et de concordance ; mais que, par la force même des choses, les trois qualités exigées pour les présomptions non légales, se résument dans la première et qu'une seule présomption suffit, si elle est assez grave ; — Attendu que l'article 1366 autorise le juge à déférer le serment d'office à l'une des parties pour en faire dépendre la décision de la cause ; que l'article suivant limite cette faculté au cas où la demande et l'exception, sans être totalement justifiées, ne

sont pas entièrement dénuées de preuves ; — En fait : — Attendu que, lors des versements faits par Ducrocq le 2 mai 1860 et le 23 janvier 1861, les 65 fr. 20 qu'il a payés à ces dates entre les mains de M^e Samson devaient être imputés par ce débiteur, d'après les dispositions de l'article 1286 susvisé, d'abord sur les 22 fr. 45 formant le reliquat des enchères du défendeur à la vente du 25 mars 1858, puis sur la seconde vente et subsidiairement sur la troisième ; que pour faire admettre l'autre mode d'imputation qu'il a adopté dans son compte, M^e Samson devait prouver que ce mode lui avait été indiqué par son débiteur, ce qu'il ne prouve pas, et avoir acquis ainsi la certitude que le défendeur n'était pas en mesure d'établir entièrement sa libération ; — Attendu qu'il est vrai que Ducrocq, qui se déclare libéré depuis longtemps envers le demandeur, ne peut en administrer la preuve évidente par toutes les quittances du sieur Samson ; qu'il explique la perte de quelques-unes de ses quittances par le désordre dans lequel se sont trouvés tous ses papiers au moment de l'occupation prussienne ; que cela peut paraître jusqu'à un certain point vraisemblable, que d'ailleurs il n'y aurait rien d'étonnant à ce que Ducrocq n'ait pas cru devoir conserver toutes ses quittances d'enchères pour des paiements remontant à plus de dix ans ; — Attendu que depuis l'interprétation donnée à l'article 1341, Ducrocq aurait pu, s'il eût eu un témoin pour invoquer la preuve testimoniale dans la cause, établir sa libération ; que d'ailleurs la comptabilité produite par le demandeur constituant un com-

commencement de preuve par écrit rendrait ce témoignage admissible ; — Attendu que ces diverses considérations, jointes aux explications verbales données par les parties, à notre audience du 31 octobre, étaient de nature à former les présomptions dont parle l'article 1353 ; qu'alors la prétention de Ducrocq n'était ni pleinement justifiée ni totalement dénuée de preuves, nous pouvions lui accorder d'office le serment supplétif pour en faire dépendre la décision de la cause ; — Attendu que Samson allègue encore, pour expliquer l'irrégularité de ses imputations, le système de comptabilité par registres annuels qu'il a toujours adopté, système qui offrait l'inconvénient de ne pas réduire sur la même feuille tous les comptes du même débiteur et pouvait favoriser le silence gardé par un débiteur obéissant ou malhonnête sur d'anciens reliquats de comptes ; — Attendu qu'en admettant la sincérité de cette explication, elle ne saurait prévaloir pour justifier des imputations illégales parce que M^e Samson, qui faisait de nombreuses ventes mobilières, ne doit s'en prendre qu'à lui de n'avoir pas eu un registre récapitulatif des comptes annuels de ses débiteurs, pour éviter des erreurs ou des oublis ; — Attendu qu'il est assez surprenant que le demandeur, qui avait l'habitude de s'occuper activement de ses remboursements, ait laissé le sieur Ducrocq sans lui faire de réclamations, du 23 janvier 1861 au 29 septembre 1869 ; qu'il est aussi surprenant que, s'étant décidé à l'appeler à cette date en contumace, il n'ait, par suite de son défaut de comparution, exercé aucune poursuite contre lui et qu'il ait at-

tendu encore deux ans pour le faire ; — Attendu que M^e Samson ne s'est enfin décidé à prendre ce parti qu'après avoir obtenu de Ducrocq la représentation des quittances restées entre ses mains ; — Attendu que Ducrocq a affirmé sur la foi du serment, à notre dernière audience, qu'il avait soldé depuis longtemps le reliquat d'enchères que réclame le demandeur ; — Attendu que la partie qui succombe doit seule supporter les frais ; — Par ces motifs ; — Statuant en dernier ressort, disons que le sieur Samson est mal fondé dans sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le juge ne peut, en principe, déférer d'office le serment que dans les matières où la preuve testimoniale est admissible. Ainsi les articles 1341 et 1347 du Code civil prohibent cette preuve, à moins qu'il n'existe un commencement de preuve par écrit ; cette circonstance peut seule, dans les cas prévus par ces articles, autoriser la délation du serment. Voir en ce sens Toullier, t. X, n° 49 ; Merlin, *Rep.* v° SERMENT, § 2, art. 2, n° 5. Le commencement de preuve par écrit doit émaner en ce cas de la partie contre laquelle le serment doit être prêté. En fait, dans l'espèce, le commencement de preuve par écrit résultait des imputations de paiements irrégulièrement faits par le demandeur sur son registre et à cette présomption se joignaient des circonstances de fait qui semblaient de nature à rendre fort vraisemblable la libération du défendeur. A. B.

ARTICLE 411.

Justice de paix du canton de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. GIRARDOT, juge de paix (1).

7 avril 1870.

Action possessoire. — Servitude. —
Ventouse. — Complainte négatoire.

De simples ventouses disposées de façon à ne pouvoir permettre ni le jet ni la vue ne constituent pas des jours et vues régis par les articles 676 et 677 du Code civil.

En conséquence, le voisin ne peut exiger au possessoire la suppression de ces ventouses, si d'ailleurs elles ne lui causent aucun préjudice.

Le sieur Ducerf a établi dans le pignon de sa maison contiguë à la cour du sieur Guéniot une ventouse pour activer le tirage d'une cheminée. Cette ventouse, établie à environ 3 mètres du sol de la cour de Guéniot, correspond à la cheminée du premier étage de la maison Ducerf. Elle est invisible dans l'intérieur de la chambre, et ne constitue ni jour ni vue sur l'héritage voisin.

Guéniot, prétendant que cette ouverture de 12 centimètres et garnie de barreaux de fonte établissait une servitude de vue sur sa cour, a formé contre Ducerf une action en trouble de possession, et a conclu à la suppression de l'ouverture.

Le 7 avril 1870, jugement qui statue en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX :—Vu le procès-verbal de constat du 18 de ce mois ; — Vu les articles 676, 677 du Code Napoléon, 23 du Code de procédure, et 2229 du Code civil ; — Oui

(1) Actuellement juge de paix à Melun, canton sud.

les parties en leurs conclusions ; — Attendu que Guéniot dénonce comme trouble apporté à sa possession d'une maison avec cour lui appartenant, sise à Pontoise, impasse aux Fèves, une ouverture de 20 centimètres environ pratiquée par Ducerf dans le pignon ouest de sa maison joignant immédiatement ladite cour ; — Que de son côté Ducerf, qui soutient avoir usé de son droit, ne conteste pas avoir exécuté ce travail depuis moins d'un an pour établir une ventouse propre à activer le tirage d'une cheminée de son habitation ; — Attendu qu'il s'agit d'un mur non mitoyen ainsi que les parties le reconnaissent, et qu'il résulte du procès-verbal de visite des lieux que l'ouverture dont s'agit est en effet une simple ventouse de 12 centimètres, située à plus de 3 mètres du sol de la cour du demandeur ; que cette prise d'air correspond avec l'âtre de la cheminée d'une chambre au premier étage, et ne constitue ni jour ni vue sur l'héritage voisin ; — Qu'il a été jugé que de simples ventouses disposées de façon à ne pouvoir permettre ni la vue ni le jet, ne constituent pas des jours ou vues régis par les articles 676 et 677 du Code Napoléon, et que ce voisin, qui n'annonce pas l'intention de rendre mitoyen le mur dans lequel ces ventouses sont pratiquées, ne peut exiger la suppression de ces ventouses, si d'ailleurs elles ne lui causent aucun préjudice, soit en lui apportant une odeur mauvaise ou malsaine, soit de toute autre manière (Trib. civ. de la Seine, 2 déc. 1860) ; — Que vainement le demandeur fonde sa complainte négatoire sur l'inobservation de l'article 676 du Code Napoléon, non applicable à l'espèce, puisqu'il ne s'agit point d'une ou-

verture dont le mode ait été réglé par une loi, et moins encore qu'elle ait prohibé ; — Attendu qu'en thèse générale, les servitudes restrictives du droit de propriété doivent être entendues dans le sens le plus libéral, de manière à gêner le moins possible l'exercice ou l'usage de ce droit ; — Qu'en appliquant ce principe à la cause, c'est le cas de décider qu'en pratiquant dans le mur de sa maison l'ouverture qui fait l'objet du procès, Ducerf n'a ni excédé la jouissance que le propriétaire peut faire de sa chose, ni troublé la possession du demandeur ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons Guéniot non recevable, en tout cas mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens ».

Observations. — Pour qu'il y ait lieu à l'exercice de l'action possessoire, il faut que l'acte incriminé constitue une entreprise sur le fond du plaingnant, et les services fonciers, qui y sont attachés ou si, comme dans l'espèce, il a été accompli sur la propriété même du défendeur, qu'il ait pour but ou pour résultat d'établir une servitude, ou de conduire à une prescription de nature à porter atteinte à la possession du demandeur. Or, l'établissement d'une simple ventouse dans le mur appartenant au défendeur pouvait-il être assimilé à une servitude de jour ou de vue ? Evidemment non. Il était constaté par le juge que cette ventouse ne permettait ni le jet ni la vue, qu'en outre elle ne causait aucun préjudice appréciable au demandeur. Il n'y avait donc pas, dans l'espèce, le trouble de fait ou de droit pouvant donner ouverture à la com-

plainte, et c'est avec raison que le juge saisi a déclaré l'action du demandeur non recevable ni fondée. Il faut remarquer, toutefois, que si le voisin n'était pas dans l'espèce fondé à demander au possesseur la suppression des ventouses, en revanche la conservation de ces mêmes ouvertures n'implique aucune servitude à sa charge, en ce sens que le défendeur au procès actuel ne saurait ultérieurement s'en prévaloir pour empêcher son voisin de bâtir ou de planter. V. Demolombe, *v° Servit.*, t. II, p. 48 et 49.

C. M.

ARTICLE 412.

Justice de paix du canton de Sospel
(Alpes-Maritimes).

29 septembre 1871.

Président : M. LOUIS ALBERTI, juge de paix.

Action possessoire. — Droit d'abreuvement.

— Possession. — Servitude discontinuée.

— Titre.

La possession d'un droit d'abreuvement ne peut point être établie par la preuve testimoniale ; dès lors, en l'absence de titre, une telle possession, quelle qu'en soit la durée, ne peut point servir de base à une action possessoire.

Ainsi jugé,

Le 29 septembre 1871, par M. le juge de paix du canton de Sospel, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande d'Amadé tend à ce que défense soit faite à Allain Joseph de le troubler dans la possession annuelle et immémoriale que le requérant a de faire abreuver son bétail dans le réservoir situé au quartier Saint-Antoine, territoire de Castillen,

existant dans la propriété du défendeur et offre d'administrer au cas de besoin la preuve de sa possession et du trouble qui lui a été apporté par le défendeur; — Attendu qu'Albit conteste la légitimité de la possession et le fond du droit et excipe d'inadmissibilité pour la preuve offerte; — Attendu que la possession du droit d'abreuvement ne peut être établie aux termes du droit par la preuve testimoniale; s'agissant d'une servitude pour laquelle la loi exige un titre (Cass., 13 avril 1845); que, quel que soit la nature de la possession invoquée par Amadé, elle ne peut servir de base à la prescription et autoriser l'action possessoire; — Que le demandeur ne conteste point d'ailleurs que le défendeur ait la propriété et la possession du réservoir en question, que toute contestation relative à la source des eaux jaillissantes au quartier Saint-Antoine et à la possession du sol dans lequel jaillissent les mêmes eaux est étrangère au procès actuel dans lequel il ne s'agit que des eaux réunies dans le réservoir; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, déboutons Amadé de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Les servitudes discontinuées ne peuvent faire l'objet d'actions possessoires que lorsqu'elles résultent de titres; or un droit d'abreuvement constitue une servitude discontinuée. Cass., 17 décembre 1862, ANNALES, 1863, p. 492. C. M.

ARTICLE 413.

Justice de paix du canton de Lescar
(Basses-Pyrénées).

Président : M. BORDENAVE, *juge de paix*.

9 novembre 1871.

Acte sous seing privé. — Signature. — Dénégation. — Vérification. — Renvoi de la cause. — Compétence. — Incident. — Fond. — Suris.

I. Celui qui produit en justice un acte sous seing privé dont la signature est déniée ou méconnue, doit prouver la vérité de cette signature, et à défaut de preuve, la pièce doit être rejetée. (C. civ., art. 1323 et 1324.)

II. Aux termes de l'article 14 du Code de procédure civile, lorsque, devant la justice de paix, l'une des parties dénie la signature d'un acte qu'on lui oppose et qu'elle prétend n'avoir point signé, le juge doit lui donner acte de cette déclaration, parafer la pièce arguée et renvoyer la cause devant les juges qui doivent en connaître.

En prononçant le renvoi mentionné par cet article, le juge de paix ne doit pas renvoyer la cause entière, tant l'incident en vérification d'écriture que le fond, et se dessaisir ainsi pour le tout de la connaissance du litige; il doit, au contraire, retenir la cause principale et surseoir à y statuer jusqu'après le jugement à rendre par le Tribunal civil sur l'incident rentrant exclusivement dans sa compétence.

Ainsi jugé;

Le 9 novembre 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton de Lescar, en ces termes :

« Nous, *juges de paix* : — Attendu que, par exploit introductif d'instance, en date du 31 octobre dernier, la compagnie d'assurance contre l'incendie l'*Urdaïne*, poursuites et diligences du sieur Bailleux, son agent général à Pau, a fait citer Jacques Daubid devant nous, pour se voir condamner à payer à ladite compagnie la somme de 42 francs,

dont il serait débiteur envers elle, pour quatre primes d'assurance échues le 16 mai dernier, selon police à la date du 16 mai 1868, dûment enregistrée, et ce avec les intérêts légitimes et les dépens ; — Attendu que le défendeur a formellement déclaré méconnaître et désavouer la signature apposée sur la police que le représentant de ladite compagnie lui oppose, comme un titre justifiant la demande ; — Attendu que de la vérité ou de la fausseté de la signature méconnue et déniée par Daubin doit dépendre la condamnation ou le relaxe du défendeur ; — Attendu qu'en présence de la dénégation de signature de ce dernier, la compagnie demanderesse ne justifie point d'ors et déjà sa demande (art 1315 du Code civil) ; — Qu'au demeurant, celui qui produit une pièce dont la signature est déniée ou méconnue, doit prouver la vérité de la signature, et qu'à défaut de cette preuve, la pièce doit être rejetée (art. 1323 et 1324 du Code civil) ; — Attendu que, suivant l'article 14 du Code de procédure civile, lorsque, devant la justice de paix, l'une des parties dénie la signature d'un acte qu'on lui oppose, et qu'elle prétend n'avoir point signé, le juge doit lui donner acte de cette déclaration, parafer la pièce arguée, et renvoyer la cause devant les juges qui doivent en connaître : — Attendu que, dans la cause, il y a lieu d'appliquer cet article ; — Mais que, pour en faire une juste application, il importe de savoir si, en prononçant le renvoi ordonné par ledit article, nous devons, de deux choses l'une : ou bien renvoyer la cause entière, l'incident et le fond, et nous dessaisir ainsi, pour le tout,

de la connaissance du litige, ou bien retenir la cause principale et surseoir à y statuer jusqu'après le jugement que rendra le Tribunal civil sur l'incident rentrant dans sa compétence ; — Or, attendu que les expressions de l'article 14 précité paraissent indiquer clairement que la cause qui doit être renvoyée devant le Tribunal civil, c'est l'incident de la vérification d'écriture, et non la cause principale pour le jugement de laquelle le juge de paix est seul compétent ; — Que si un doute sérieux pouvait exister sur ce point d'interprétation, il serait levé par le rapprochement des articles 427 et 1015 du Code de procédure civile qui, tout en ordonnant un semblable renvoi, lorsque l'incident se produit, soit devant la juridiction consulaire, soit devant la juridiction arbitrale, disposent néanmoins que ces juridictions doivent demeurer saisies du fond du litige ; — Que l'esprit de la loi ne paraît pas s'opposer (tout au contraire) à ce que le texte dudit article 14 soit complété, au besoin, par les dispositions plus explicites des articles 427 et 1015, ces trois articles étant d'ailleurs relatifs à trois Tribunaux d'exception ; — Qu'enfin, ad point de vue des principes, l'incident de vérification d'écriture n'étant qu'un accessoire accidentel de la cause principale, il serait étrange de subordonner la compétence sur le fond même du litige, à celle sur l'incident, lequel ne soulève qu'une question de forme ou de procédure qui, à cause de sa complication, est du ressort exclusif de la juridiction ordinaire ; — Attendu que cette interprétation de la loi a prévalu dans la doctrine, et qu'elle paraît devoir être consacrée par les Tribunaux ; —

Attendu que le sursis par nous prononcé, dans les circonstances de la cause, doit entraîner la réserve de tous les droits, moyens et exceptions des parties au fond, ainsi que celle des dépens; — Par ces motifs, vu l'article 14 du Code de procédure civile, nous donnons acte à Daubin de sa déclaration qu'il méconnaît et dénie formellement, comme émanée de lui, la signature *Daubin* dont est revêtue la police d'assurance du 16 mai 1868 qui lui est opposée et sur laquelle se fonde la demande principale en condamnation dont il s'agit; — Ce faisant, et après avoir parafé ladite police, nous renvoyons la cause devant les juges qui doivent connaître de l'incident; — Moyennant quoi, retenant la cause principale, nous déclarons sursecir à y statuer jusqu'après le jugement qui sera rendu sur l'incident par le Tribunal compétent; — Nous réservons, d'ailleurs, tous les droits, moyens et exceptions des parties, quant au fond du litige, ainsi que les dépens.»

Observations. — Voir, sur les principes de cette solution, les observations de notre collaborateur M. Beauvois-Devaux, avocat au conseil et à la Cour de cassation, à la suite de l'arrêt de cassation du 13 janvier 1869, publié dans nos ANNALES de 1869, p. 150. C. M.

ARTICLE 414.

Tribunal de police de la Seyne-sur-Mer
(Var).

Président : M. MAZIAU, juge de paix.

7 novembre 1871.

Bacs et bateaux. — Péage. — Arrêté préfectoral. — Refus de paiement par

un passager. — Abonnement faussement allégué. — Contravention.

Celui qui, pour se soustraire au paiement du prix de sa place sur un bateau, conformément au tarif réglé par arrêté municipal, a à tort allégué qu'il était abonné, alors qu'il est constant qu'il n'a pris son abonnement que le lendemain, commet une contravention à la loi du 6 frimaire an VII, relativement à la police et à l'administration des bacs et bateaux, et est passible, outre la restitution des droits, d'une amende qui ne peut être moindre de la valeur d'une journée de travail.

Les contraventions aux règlements de l'autorité compétente qui assurent la perception des droits, doivent être portées devant les Tribunaux de simple police. (Loi du 6 frimaire an VII, art. 56.)

Ainsi décidé,

Le 7 novembre 1871, par jugement du Tribunal de simple police du canton de la Seyne-sur-Mer, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le 1^{er} novembre, présent mois, jour de mercredi, le sieur Vial a pris passage sur le bateau Navette, n° 3, partant de la Seyne à neuf heures du matin pour se rendre à Toulon; Que le capitaine Gay, commandant ce navire et chargé d'opérer la recette, ayant réclamé audit sieur Vial le prix de la place qu'il occupait comme voyageur de première classe, celui-ci refusa tout paiement, en ajoutant: *Vous devez savoir que je suis abonné*, et sur l'objection de dire à quel patron il avait demandé le renouvellement de son abonnement, le sieur Vial répondit : *Cela ne vous regarde pas*; — Attendu que cette assertion est contraire à la vérité; — Que dans ce moment le sieur Vial n'était pas abonné; — Attendu que ce n'est que le lendemain, jeudi 2 novembre, que le capitaine Comte,

auquel il en avait fait la demande la veille, lui a remis, contre paiement, une carte d'abonnement pour le mois de novembre courant; — Attendu que le prix du transport des voyageurs par la compagnie des bateaux à vapeur de la Seyne à Toulon est tarifé par arrêté de M. le maire de la Seyne en date du 13 avril 1864; — Attendu que cet arrêté porte le visa et l'approbation de M. le préfet du Var et que, par suite, il est régulier dans sa forme intrinsèque; — Attendu que, sans apprécier le fond des arrêtés, il appartient aux Tribunaux de simple police d'en examiner la légalité et d'en réprimer les infractions; — Attendu que l'arrêté susvisé fixe à 25 centimes le prix des places de première classe, et qu'il dispose que le commissaire de police constatera les contraventions; — Attendu que les faits dont s'agit relèvent de la compétence du Tribunal de simple police, qu'ils constituent une contravention prévue par l'article 56 de la loi du 6 frimaire an VII, non-abrogée, maintenue par l'article 231 de celle sur les finances, du 28 avril 1816; — Que dès lors il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 471, n° 45, du Code pénal, appelé à réprimer, mais seulement en l'absence de toute pénalité déterminée par ladite loi; — Attendu que si cette loi dite : *Péage des bacs et bateaux*, ne parle que des *fleuves, rivières et canaux navigables*, il convient de donner un sens plus étendu à cette distinction, en lui faisant comprendre tous les cours d'eau qu'on ne peut traverser qu'à l'aide de navigation; — Il suffit que le passage soit public et que le service des transports soit établi à heures et lieux fixés, que le droit de péage soit

arrêté par des règlements d'administration pour que les personnes qui montent à bord et qui passent, soient tenues de payer les droits portés au tarif; — Attendu que la contravention est justifiée; — Attendu que ladite contravention est prévue et punie par la loi du 6 frimaire an VII, ainsi conçue : « Article 51. Il est enjoint aux adjudicataires, mariniers et autres personnes employées au service des bacs, de se conformer aux dispositions de police administrative et de sûreté contenues dans la présente loi, ou qui pourraient leur être imposées par le directoire et les administrations pour son exécution, à peine d'être responsables, en leur propre et privé nom, des suites de leur négligence et en outre être condamnés, pour chaque contravention, en une amende de la valeur de trois journées de travail, le tout à la diligence des commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales et municipales; — Article 52. Il est expressément défendu aux adjudicataires, mariniers et autres personnes employées au service des bacs et bateaux, d'exiger, dans aucun temps, autres et plus fortes sommes que celles portées au tarif, à peine d'être condamnés par le juge de paix du canton, soit sur la réquisition des parties plaignantes, soit sur celles des commissaires du directoire, à la restitution des sommes indûment perçues, et en outre, par forme de simple police, à une amende qui ne pourra être moindre de la valeur d'une journée de travail et d'un jour d'emprisonnement, ni excéder trois jours

« de travail et trois jours d'emprisonnement ; le jugement de condamnation sera imprimé et affiché aux frais du contrevenant ; en cas de récidive, la contravention sera prononcée par le Tribunal de police correctionnelle conformément à l'article 607 du Code des délits et des peines ; — Article 53. Si l'exécution est accompagnée d'injures, menaces, violences ou voies de fait, les prévenus seront traduits devant le Tribunal de police correctionnelle, et en cas de conviction, condamnés, outre les réparations civiles et dommages-intérêts, à une amende qui pourra être de 100 francs et un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois ; — Article 54. Les adjudicataires seront, pour tous les cas, civilement responsables des restitutions, dommages - intérêts, amendes et condamnations pécuniaires prononcées contre leurs préposés et mariniers ; — Article 55. Ils pourront même, dans le cas de récidive légalement prononcée par un jugement, être destitués par les administrations centrales, sur l'avis des administrations municipales ; et alors leurs baux demeureront résiliés sans indemnité ; — Article 56. Toute personne qui se soustrait au paiement des sommes portées auxdits tarifs sera condamnée par le juge de paix du canton, outre la restitution des droits, à une amende qui ne pourra être moindre de la valeur d'une journée de travail, ni excéder trois jours ; en cas de récidive, le juge de paix prononcera, outre l'amende, un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un jour, ni être de plus de trois ; et l'affiche du juge-

ment sera aux frais du contrevenant ; — Article 57. Si le refus de payer était accompagné d'injures, menaces, violences avec voies de fait, les coupables seront traduits devant le Tribunal de police correctionnelle et condamnés outre les réparations civiles et dommages-intérêts, en une amende qui pourra être de 100 francs et un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois ; — Article 58. Toute personne qui aura aidé ou favorisé la fraude ou concouru à des contraventions aux lois sur la police des bacs, sera condamnée aux mêmes peines que les auteurs des fraudes ou contraventions ; — Article 59. Toute personne qui aurait encouru quelques-unes des condamnations prononcées par les articles précédents, sera tenue d'en consigner le montant au greffe du juge de paix du canton, ou de donner caution solvable, laquelle sera reçue par le juge de paix ou l'un de ses assesseurs ; sinon, seront ses voitures et chevaux mis en fourrière, et les marchandises déposées à ses frais jusqu'au paiement, jusqu'à la consignation ou jusqu'à la réception de la caution ; — Article 60. Toute consignation ou dépôt sera restitué immédiatement après l'exécution du jugement qui aura prononcé sur le délit pour raison duquel les consignations ou dépôts auront été faits ; — Article 61. Les délits plus graves et non prévus par la présente, ou qui se compliqueraient avec ceux qui y sont énoncés, continueront d'être jugés suivant les dispositions des lois pénales existantes, auxquelles il n'est point dérogé ; » Vu les articles 467, 469 du Code pé-

nal et 162 du Code d'instruction criminelle ;

« Par ces motifs ; jugeant par défaut et en dernier ressort ; — Dit que le sieur Vial, le 1^{er} novembre présent mois, ayant pris passage, à neuf heures du matin, sur le bateau Navette, n° 3, pour se rendre de la Seyne à Toulon a refusé de payer la place de première, qu'il occupait, en alléguant qu'il était abonné, assertion contraire à la vérité ; que, par ce fait, il a voulu se soustraire au paiement, légitimement dû, de 25 centimes, somme due pour sa place suivant le tarif ; — Et par application de l'article 56 de la loi du 6 frimaire an VII ci-dessus transcrita, condamne ledit sieur Vial : 1° à la restitution des droits, soit la somme de 25 centimes ; 2° à 2 francs d'amende et aux dépenses liquidées à 12 fr. 90, le tout avec contrainte par corps. »

Observations. — En présence des termes formels de l'article 56 de la loi du 6 frimaire an VII, il n'est pas douteux que le fait par un passager de refuser le paiement du prix de son passage sur les bacs ou bateaux, alors que ce prix a été fixé par arrêté de l'autorité compétente, ne constitue une contravention rentrant dans la compétence des Tribunaux de simple police. La seule question du procès était celle de savoir si le prévenu, en fait, avait refusé à tort d'acquitter le prix par lui dû. Il semble, d'après l'exposé des faits relatés dans le jugement, que ce prévenu avait bien eu l'intention de prendre un abonnement qui le dispensait de payer le droit à chaque traversée qu'il effectuait ; mais il n'avait pas payé le prix de

son abonnement, et sa carte ne lui avait pas encore été délivrée ; le contrat n'était donc pas encore réalisé entre l'administration des bateaux et le prévenu ; en déclarant qu'il était abonné, il avait allégué un fait inexact, et son refus de payer le prix du passage constituait bien la contravention prévue et punie par l'article 56 précité. Voir, dans le sens de la présente décision, notre *Dictionn. crim.*, 3^{me} édit., v° *Bac*, n° 15 et suiv. Voir aussi cass., 4 décembre 1852, *ANNALES*, 1853, p. 218, et *Reimp.*, 261. C. M.

ARTICLE 415.

Tribunal de simple police de Cysoing (Nord).

Président : M. MANOUVRIER - GÉCHILLÉ, juge de paix.

27 octobre 1871.

Bruit et tapage nocturne. — Cris. Complicité.

Le fait de crier à tue-tête sur la voie publique, pendant la nuit, est passible de l'amende portée par l'article 479, n° 8, même lorsque ces cris ont été proférés un jour de fête et en milieu de rassemblement, s'il est prouvé que la tranquillité de certains habitants paisibles a été troublée.

Les individus qui font partie de ce rassemblement peuvent être déclarés complices dudit tapage sans que leurs voix aient été reconnues, si par leur présence et en accompagnant l'auteur des bruits, ils l'ont fortifié, encouragé, aidé et assisté dans la consommation de l'action.

Ainsi décidé,

Par jugement du Tribunal de simple police du canton de Cysoing, en date du 27 octobre 1871, ainsi conçu :

« LE TRIBUNAL : — Qu'il la lecture des pièces formant dossier et transmises le 29 septembre dernier, par

M. le procureur de la République au commissaire de police, ensemble le réquisitoire du ministère public et M^e D'Albertanson, avocat des prévenus en sa plaidoirie; en ce qui concerne le sieur Gaillet, poursuivi comme auteur de bruit ou tapage nocturne troublant la tranquillité des habitants; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins et des débats la preuve qu'à Cysoing, rue des Puyseaux, le jour de la kermesse, 25 septembre 1871, deux heures du matin, le sieur Gaillet, étant en état d'ivresse, au milieu d'un rassemblement ou attroupeement bruyant et à l'approche des gendarmes qui venaient le disperser, a, à plusieurs reprises et sur la voie publique, crié à tue-tête avec d'autres individus : « Vive la République ! Vive la liberté et l'égalité ! Pas d'Henri V ! » — Que s'il n'est pas prouvé que ces cris, qualifiés à tort de séditieux par les agents rédacteurs du procès-verbal, étaient proférés pour narguer la gendarmerie, il est constant qu'ils ont troublé la tranquillité des habitants paisibles, voisins du lieu de la scène : — A l'égard des sieurs Depons et Delvallée, prévenus de complicité; — Attendu qu'ils faisaient partie du rassemblement; que, si leurs voix n'ont pas été reconnues, il n'en est pas moins certain qu'en accompagnant le sieur Gaillet, ils fortifiaient et encourageaient l'auteur du bruit, l'aidant ainsi et l'assistant dans la consommation de l'action; qu'ils sont conséquemment ses complices dans le sens des articles 59 et 60 du Code pénal; — Que ces faits constituent la contravention prévue et punie par l'article 479, n^o 8 du Code pénal, portant, etc.;

« Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort, déclare le sieur Gaillet, convaincu de tapage nocturne troublant la tranquillité publique, et les sieurs Depons et Delvallée de complicité dudit tapage; admettant des circonstances atténuantes en faveur des deux derniers et en vertu des articles 463 et 483 combinés dudit Code ainsi conçus, etc...; — Vu les articles 161, 162 du Code d'instruction criminelle et 156 du décret du 18 juin 1811, dont la teneur suit, etc.; — Condamne par corps Gaillet en 11 francs d'amende, Depons et Delvallée, chacun en 5 francs de la même peine, et tous les trois solidairement aux frais et dépens liquidés à 4 fr. 70; — Fixe à trois jours pour chacun d'eux la durée de la contrainte, s'il y a lieu de l'exercer. »

Observations. — Pour que les bruits ou tapages tombent sous l'application de l'article 479, n^o 8, du Code pénal, il faut qu'ils soient injurieux ou nocturnes, et que, de plus, ils troublent la tranquillité des habitants. Il appartient au juge du fait de décider souverainement s'il y a eu trouble à la tranquillité des habitants (Cass., 29 juillet 1813, 7 novembre 1860, ANNALES, 1860, p. 281). Le fait de chanter ou crier à tue-tête sur la voie publique, pendant la nuit, est passible de l'amende portée par l'article 479, n^o 8, du Code pénal, nonobstant l'absence de règlement (Cass., 12 novembre 1829, 29 janvier 1842, 14 mars 1850, 8 juillet 1852; ANNALES, 1^{re} série, t. V, p. 129 et 130, vol. de 1851, p. 136 et 188, vol. de 1853, p. 99). Le juge doit déterminer en quoi consiste l'injure ou le tapage injurieux.

Sur la complicité, voir notre Dict. GÉN. 3^e édit., *Bruit et tapage* et *passim* nombre d'arrêts rapportés dans nos ANNALES, notamment Cass., 5 juillet 1822, Cass., 8 novembre 1855; 1856, p. 127. A. B.

ARTICLE 416.

Justice de paix du canton de Lescar
(Basses-Pyrénées).

Présid. : M. DE BORDENAVE, juge de paix.

16 juin 1871.

1^o *Domage*. — *Réparation*. — *Propos diffamatoires*. — 2^o *Prews*. — *Témoin unique*. — 3^o *Mari*. — *Responsabilité*. — *Femme*. — *Délit*. — *Quasi-délit*.

I. Tout domage, soit matériel, soit moral, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. En particulier, une réparation légitime est due à raison de toute allégation ou imputation d'un fait de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé.

II. La règle *testis unus, testis nullus* n'est pas en vigueur dans notre législation.

III. Le mari n'est responsable ni des délits, ni des quasi-délits commis par sa femme majeure ou mineure. Il ne pourrait être solidairement tenu avec elle que tout autant qu'il aurait pris personnellement une part plus ou moins directe et active aux propos diffamatoires ou aux faits dommageables qui seraient justement reprochés aux deux époux.

Ainsi jugé,

Le 16 juin 1871, suivant jugement de la justice de paix de Lescar (Basses-Pyrénées), en ces termes :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Attendu que dans la citation introductive d'instance, en date du 31 mai 1870, B***, demandeur, s'est plaint de ce qu'il avait été victime de propos diffamatoires et calomnieux, ainsi que

de faits dommageables dont il veut faire peser la responsabilité sur les mariés C***, défendeurs; qu'en conséquence, il a conclu à ce que ces derniers fussent solidairement condamnés à lui payer : 1^o la somme de 6 fr. 90 pour les frais d'une première action en dommages-intérêts, suivie d'arrangement; 2^o la somme de 190 francs, à titre de dommages-intérêts; le tout avec les intérêts légitimés et les dépens; — Attendu que, par notre jugement interlocutoire du 16 juin 1870, B*** a été admis à la preuve testimoniale des propos et des faits par lui articulés; — Attendu qu'en exécution de ce jugement il a été procédé contradictoirement, en audience publique, aux enquête et contre-enquête; — Attendu qu'après l'audition des témoins, B*** a déclaré persister dans les conclusions de la citation; — Que, de leur côté, les mariés C*** ont conclu reconventionnellement à ce que le demandeur principal fût condamné à leur payer 150 francs de dommages-intérêts, en réparation du préjudice matériel et moral à eux causé par son injuste demande; — Que, dans ces circonstances, vidant l'interlocutoire et prenant droit des faits et circonstances de la cause, nous devons statuer définitivement sur les conclusions respectives des parties;

« En ce qui touche le premier chef de la demande principale de B*** : — Attendu qu'il n'est point établi que C*** ait pris l'engagement de payer les frais d'une citation antérieure à celle du litige actuel, citation à laquelle B*** aurait renoncé à donner suite, sur la médiation d'une tierce personne et en dehors de l'audience;

« En ce qui touche le deuxième chef de la demande principale dudit B*** : — Attendu, en droit, que tout dommage, soit matériel, soit moral, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer; qu'en particulier une réparation légitime est due à raison de toute allégation ou imputation d'un fait de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé; — Que, d'ailleurs, la demande en dommages-intérêts, basée soit sur un quasi-délit (art. 1382, C. Nap.), soit sur une diffamation verbale (art. 13 de la loi du 17 mai 1819), rentre dans les termes de notre compétence, tels qu'ils sont fixés par les articles 1 et 5, n° 5, de la loi du 25 mai 1838; — Attendu, en fait, que de l'ensemble des témoignages produits par le demandeur il résulte que la femme C*** a raconté à Thérèse G***, qui plus tard en a parlé à Augustine G*** et à Anne G***, que B*** avait dit que S. P*** *était bien avec sa servante Marie T****; que ce propos diffamatoire aurait été tenu par B*** à C***, son beau-frère, qui l'aurait répété à I**, et celui-ci à ladite femme C***; — Attendu que ladite Thérèse G***, troisième témoin de l'enquête, a déposé que la femme C*** lui avait elle-même raconté le colportage du propos dont il s'agit, par elle formellement attribué à B***; qu'ainsi, après avoir dit au témoin : *Savez-vous que S. P*** est brouillé avec B*** ?* elle avait ajouté : *Ce n'est pas bien de la part de B*** de dire que S. P*** est bien avec sa servante...*; — Attendu, à la vérité, que Thérèse G*** est le seul témoin qui ait entendu directement la femme C*** tenir contre B*** ledit propos; — Mais

qu'en principe la règle *Testis unus, testis nullus* n'a point passé dans notre législation actuelle, qui n'exige ni en matière civile, ni même en matière criminelle, le concours de deux témoins pour la constatation régulière d'un fait admis en preuve; que, sous l'empire de nos lois, ennemies du formalisme, l'intime conviction du juge doit seule guider sa sentence, et que pour lui l'ancienne maxime se trouve remplacée par l'axiome que *les témoignages se pèsent et ne se comptent pas*; — Qu'en fait, dans l'espèce, la véracité de Thérèse G*** ne paraît pas devoir être suspectée, et que dès lors la déposition de ce témoin peut et doit servir de base à notre jugement; — Attendu que le propos attribué à B*** par la femme C*** n'a été, de la part de celle-ci, qu'une pure calomnie et qu'une malicieuse invention, dans le but de nuire à B***; — Qu'à cet égard, le témoin L*** a déclaré qu'il était inexact qu'il eût parlé à la femme C*** de la conversation qu'il aurait eue avec C***; — Qu'on ne peut pas admettre que ce dernier, qui n'a pas été entendu comme témoin, qui vit d'ailleurs en parfaite intelligence avec sa sœur, la femme B***, et avec B*** lui-même, ait rapporté au témoin L*** un propos des plus compromettants pour son beau-frère, propos que ce témoin n'a nullement déclaré lui avoir été rapporté par ledit C***; — Attendu, d'ailleurs, que les témoignages produits dans la contre-enquête ne contredisent et ne détruisent aucunement les faits révélés dans l'enquête directe; — Attendu qu'il est suffisamment établi que la femme C*** a attribué à B*** un propos diffamatoire des plus graves, puisqu'il pou-

vait amener la désunion dans le ménage de S.-P^{***}, dont la femme est en vie et qui est père d'une nombreuse famille; — Que ce propos est d'autant plus fâcheux qu'il a été prétendu, sans contradiction sérieuse, dans les plaidoiries, que l'imputation dont il s'agit s'était rapidement répandue dans le public et que l'on s'entretenait déjà d'un procès en diffamation dont B^{***} serait menacé de la part de S.-P^{***}; — Attendu que de tout ce qui précède, il ressort avec évidence la preuve que c'est à bon droit que B^{***} réclame la réparation du préjudice à lui causé par le propos diffamatoire émané de la femme C^{***};

« En ce qui touche la quotité des dommages-intérêts réclamés par B^{***}: — Attendu que, sans qu'il soit besoin d'invoquer la notoriété publique, il paraît constant qu'il existe une certaine inimitié entre les parties en cause qui habitent la même rue, presque en face l'une de l'autre; que les sentiments de haine et de jalousie dont elles paraissent réciproquement animées se sont déjà manifestés, dans plusieurs circonstances, devant notre Tribunal, au sujet de procès de même nature; — Qu'en tenant compte de ces circonstances, ainsi que de la qualité des parties et leur position de fortune, il nous paraît juste de fixer à 30 francs le chiffre des dommages-intérêts;

« En ce qui touche la demande reconventionnelle des mariés C^{***}; — Attendu que la demande principale de B^{***} étant reconnue fondée, il s'ensuit, comme une conséquence nécessaire, que la contre-demande des défendeurs doit être rejetée;

« En ce qui touche la condamnation solidaire demandée par B^{***}

tant contre la femme C^{***} que contre son mari: — Attendu qu'en principe, quel que soit le pouvoir marital que la loi confère au mari, celui-ci n'est responsable ni des délits, ni des quasi-délits commis par sa femme majeure ou mineure; qu'une telle responsabilité n'existe que dans certains cas exceptionnels limitativement prévus par des lois spéciales; — Que le mari ne pourrait être solidairement tenu avec sa femme que tout autant qu'il aurait pris personnellement une part plus ou moins directe et active aux propos diffamatoires ou aux faits dommageables qui seraient justement reprochés aux deux époux; — Mais que tel n'est point le cas de l'espèce; — Qu'en effet soit dans le libellé de l'exploit introductif de l'instance, soit dans les débats de l'audience, soit enfin dans les enquêtes, c'est la femme G^{***} qui seule a été accusée et convaincue d'avoir tenu le propos qui a motivé sa condamnation; — Que, par suite, nous ne saurions faire rejaillir sur le mari une responsabilité qui doit incomber tout entière à sa femme;

« En ce qui touche les dépens: — Attendu que D^{***} succombe, sans doute, sur le premier chef de sa demande; mais que ce chef est relativement insignifiant; qu'il paraît donc juste de mettre tous les dépens à la charge de la femme C^{***}, même à titre de dommages-intérêts;

« Par ces motifs, vidant l'interlocutoire et prenant droit des enquêtes, ainsi que des faits et circonstances de la cause; sans nous arrêter à la demande reconventionnelle formée par les mariés C^{***}, et la rejetant; déboutons B^{***} du premier chef de sa demande relatif à la somme de

6 fr. 90 ; statuant sur la deuxième chef de la demande de B^{***}, condamnons la femme C^{***}, personnellement, à payer à B^{***}, avec les intérêts légitimes, la somme principale de 30 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice moral et matériel causé audit B^{***} par le fait et la faute de ladite défenderesse ; — Disons n'y avoir lieu de prononcer contre C^{***}, mari, ni responsabilité, ni solidarité quelconque ; — Condamnons la femme C^{***} personnellement à tous les dépens, même à titre de dommages-intérêts. »

Observations. — La première solution qui résulte de cette décision est une application de l'article 1382 du Code civil en matière de diffamation. Il est certain que celui qui a causé un dommage par des paroles imprudentes ou téméraires qui ont porté atteinte à l'honneur ou à la considération d'un tiers doit être tenu de réparer le préjudice qu'il a causé. Voir, dans ce sens, Paris, 15 avril 1858 ; D. P., 60, t. II, p. 109.

Dans l'ancien droit, la déposition d'un seul témoin était insuffisante pour faire preuve. Il fallait au moins deux témoins, mais cette règle a été abandonnée sous notre législation. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour décider que dans notre droit les juges doivent statuer d'après leur conviction sans se préoccuper du nombre des témoins qui ont été appelés devant eux. Cass., 22 nov. 1815, Merlin, *Répert.*, t. IX, p. 655 ; Berriat Saint-Prix, *Cours de proc.*, p. 291, note 34 ; Boncenne, *Théorie de la proc.*, t. IV, p. 215 et suivantes ; Curasson, *Compét. des*

juges de paix, t. I, p. 106, n° 16.

Le mari ne peut être déclaré responsable des faits délictueux commis par sa femme ; néanmoins, voir sur cette question, Cass., 6 juin 1811 ; Cass., 18 nov. 1824 ; Cass., 20 janvier 1823, et Cass., 14 novembre 1840 ; et aussi Toullier, t. IX, n° 279 ; Duranton, t. XIII, n° 720 et Chauveau-Hélie, *Théorie du Code pénal*, 2^e édit., t. II, p. 296. A. B.

ARTICLE 417.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement de Paris.

Président : M. CARRE, juge de paix.

17 novembre 1871.

Location. — Destruction de la chose louée. Restitution des termes payés d'avance.

Lorsque la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le locataire a le droit de se faire restituer les sommes payées d'avance et imputables sur les derniers termes de la location.

Ainsi décidé,

Par jugement en date du 17 novembre conçu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Pottier était locataire de Vaffier d'une maison sise à Gentilly, moyennant un loyer annuel de . . . ; que Pottier a versé d'avance une somme de 200 francs imputable sur les termes de 1872, dernière année de jouissance ; — Attendu que le 9 septembre 1870 ladite maison, par suite des exigences du siège de Paris, a été complètement rasée et que Pottier réclame la restitution des 200 fr. par lui payés d'avance ; — Attendu que, lorsque la chose louée vient à être détruite en totalité, la location est résiliée de plein droit ; —

Attendu dès lors que la location de la maison dont s'agit étant résiliée depuis le 9 septembre 1870, c'est sans droit et sans cause que Vaffier retient la somme de 200 francs comme garantie des loyers à échoir en 1872 pour des lieux qui n'existent plus; — Par ces motifs, condamnons Vaffier à restituer à Pottier la somme de 200 francs. »

Observations. — Ce jugement fait une application exacte du principe posé dans l'article 1722 du Code civil. La chose louée venant à être détruite, et la location par suite résiliée de plein droit, il est certain que le propriétaire ne peut conserver les loyers payés d'avance et applicables aux derniers termes de jouissance du locataire. Celui-ci, en effet, ne les a payés qu'en vue de la jouissance qui lui était garantie par le bailleur, et il a droit d'en demander la restitution, si le bail est résilié par force majeure avant son expiration.

A. B.

ARTICLE 418.

Tribunal de simple police de Merville (Nord).

Président : M. ARNOULD, juge de paix.

20 septembre 1871.

Dépôt de matériaux. — Voie publique. — Voie rurale. — Embarras. — Contravention réitérée. — Cumul des amendes. — Enlèvements.

Le fait d'avoir déposé des arbres sur un chemin rural de manière à l'embarrasser, constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 4.

Le juge de police doit prononcer autant d'amendes qu'il y a eu de dépôts distincts effectués, et il doit en outre ordonner l'enlèvement des matériaux embarrassant la voie publique.

Ainsi décidé,

Le 20 septembre 1871, suivant jugement de M. le juge de paix du canton de Merville (Nord), président le Tribunal de simple police, en ces termes :

« **LE TRIBUNAL :** — Jugeant en premier ressort; — Attendu qu'il résulte de trois procès-verbaux et de la déposition du témoin que le défendeur a successivement fait trois dépôts d'arbres sur le chemin rural dit *rue de la Croix-Lingue*, à Merville, savoir, le 4 de ce mois, un dépôt de douze corps d'arbres; le 5, un dépôt de trois corps d'arbres, et le 6 un nouveau dépôt de huit corps d'arbres, ces dépôts, d'ensemble vingt-huit corps d'arbres, sur une longueur de 5 à 600 mètres, faits sans nécessité, diminuent la liberté et la sûreté du passage, surtout la nuit, le défendeur ayant négligé de les éclairer; — Attendu que les dépôts faits à trois jours différents constituent, à l'égard de chaque dépôt, une contravention ordinaire, séparée et distincte, commise le jour même du dépôt; — Attendu que le chemin rural dit *rue de la Croix-Lingue* est une voie publique, et que, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 9 juin 1854, la disposition du paragraphe 4 de l'article 471 du Code pénal qui punit l'embarras sur la voie publique est générale et s'applique à toutes les voies publiques sans distinction entre les voies publiques urbaines ou rurales. — Qu'il n'en est pas de même de la disposition qui punit le défaut d'éclairage, qui ne s'applique qu'aux rues et places ou voies publiques urbaines, et non aux voies publiques rurales (Dalloz, au mot *Contravention*, n° 147);

— Attendu que l'enlèvement des dépôts est requis à titre de réparation civile par le ministère public, représentant naturel et légal des intérêts de la sûreté publique ; — Attendu que le devoir des Tribunaux de simple police n'est pas moins de faire cesser les contraventions que d'en punir les auteurs, et qu'un jugement qui prononcerait une amende à raison d'un fait dont il laisserait subsister les traces, présenterait la contradiction de maintenir la contravention qu'il réprime ; — Attendu dès lors qu'il y a lieu d'ordonner, indépendamment des amendes encourues, l'enlèvement des dépôts (Cass., 9 août 1828) ; — Vu ledit article 471 du Code pénal portant, etc. ; — Vu aussi les articles 3 et 161 du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 162 ; — Condamne le sieur Bale, défendeur, pour le fait d'avoir embarrassé la voie publique par trois fois différentes, en trois amendes de 5 francs chacune, applicables au profit de la commune de Merville ; ordonne l'enlèvement, par ledit sieur Bale, dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement, des corps d'arbres dont il s'agit, et faute par lui de ce faire dans ledit délai, autorise le ministère public à faire procéder d'office à cet enlèvement aux frais dudit Bale ; le condamne en outre aux dépens ; fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — La question de savoir si l'article 471, n° 4, du Code pénal, qui punit le fait d'embarrasser sans nécessité la voie publique, s'applique à toutes les voies publiques, c'est-à-dire même

aux chemins ruraux, a été l'objet d'assez longues controverses. Chauveau-Hélie, *Th. du C. pén.*, 3^e édit., t. VI, p. 308, et Morin, *Rép. crim.*, v° EMBARRAS DE VOIRIE, n° 2, se sont prononcés pour la négative. Mais l'opinion contraire, consacrée par un arrêt de cassation du 9 juin 1854, est enseignée par la plupart des auteurs, notamment Foucart, *Dr. public*, t. II, p. 403 ; Henrion, *Comp. des juges de paix*, chap. XXII, § 3, p. 193 ; Garnier, *Des Chem.*, 3^e édit., p. 509 ; Dalloz, *Jur. gén.*, v° CONTRAVENTION, n° 139, etc., etc. C'est sur cette dernière doctrine que s'appuie, avec raison selon nous, la décision que nous rapportons ici. En ce sens, *Dict. Génér. des Just. de Paix*, 3^e édit., v° Voie publique, n° 10. — Sur la seconde question, jugé dans le même sens que le juge de police doit, à peine de nullité, ordonner que le prévenu sera tenu d'enlever les matériaux déposés par lui sur la voie publique, lorsqu'il le condamne pour ce dépôt. Cass., 17 juin 1858, *ANNALES*, 1858, p. 407. C. M.

ARTICLE 419.

Justice de paix du canton de Gysoing
(Word).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

5 juillet 1870.

Usufruit. — *Dommages-intérêts pour abatage d'un arbre.* — *Contestation sur les droits de l'usufruitier.* — *Action réelle.* — *Incompétence du juge de paix.*

L'usufruit des choses immobilières étant déclaré immeuble par l'article 526 du Code civil, il s'ensuit que le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts de minime

importance intentée pour abus de jouissance contre l'usufruitier d'une chose immobilière, si le droit de l'usufruitier est contesté par le nu-propiétaire.

Ainsi décidé,

Le 5 juillet 1870, par jugement du Tribunal de paix de Cysoing, conçu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Barbieux a laissé à sa veuve, défenderesse, l'usufruit d'une maison sise à Bourghelles et d'un terrain planté d'arbres situé dans la même commune, et a institué son frère nu-propiétaire de ces immeubles; que Defives, demandeur, a fait l'acquisition de la nue propriété du plant, à la date du 24 janvier 1864 ; — Attendu que, dans le courant de juin dernier, la veuve Barbieux a fait abattre, dans ce plant, un arbre encore vif pour faire des réparations à la maison; que le sieur Defives prétend que l'acte de vente de la nue propriété du terrain planté ne contenant aucune réserve il n'est pas soumis à l'obligation de fournir les arbres du plant pour les réparations d'une maison qui ne lui appartient pas et est séparée de l'habitation; qu'en conséquence, la veuve Barbieux doit lui payer le prix de l'orme qu'elle a fait abattre, soit, d'après estimation, 25 francs; — Attendu que de son côté la veuve Barbieux soutient n'avoir usé que du droit que lui confère l'article 592 du Code civil; que le litige comporte une question de droit d'usufruitier et de nu-propiétaire; — Attendu que l'usufruit portant sur une chose immobilière, l'action n'est pas simplement personnelle et mobilière, mais encore réelle; que les actions réelles ne sont pas de la compétence des juges

de paix; — Statuant à charge d'appel, renvoyons le demandeur à se pourvoir devant les juges qui doivent connaître de sa réclamation, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — L'usufruit des choses immobilières constitue un droit réel, *jus in re*, et l'article 526 du Code civil le déclare immeuble, par l'objet auquel il s'applique. Dans la cause soumise à M. le juge de paix de Cysoing, l'action en dommages-intérêts était fondée sur ce que l'usufruitière, pour faire des réparations à la maison, objet de l'usufruit, avait fait abattre un arbre dans un plant soumis également à sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader ne font partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement (art. 590). Quant aux arbres épars plantés pour l'ornement du fonds ou pour en recueillir quelques fruits, on les considère comme des réserves auxquelles il n'est pas permis à l'usufruitier de toucher. L'usufruitier profite encore, en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées (art. 591). Dans tous les autres cas, il ne peut toucher aux arbres de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut, même pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire. Cette nécessité est ordinairement constatée de la manière

suivante : l'usufruitier donne intimation au propriétaire à l'effet de se trouver, à jour et heure indiqués, au lieu de la situation des bâtiments où les réparations sont à faire, pour déterminer la nature et l'étendue de ces réparations, enfin, pour désigner les arbres à abattre. Si le propriétaire obéit à cette intimation, et s'il tombe d'accord avec l'usufruitier, leurs conventions sont rédigées par acte sous seing privé ou devant notaire ; s'ils ne s'accordent pas, l'usufruitier assigne le nu-propriétaire pour voir dire qu'un expert, nommé par le Tribunal de première instance, visitera les lieux et déterminera les réparations à faire ainsi que les arbres à abattre. Le rapport de l'expert est déposé et ensuite entériné ; puis l'usufruitier abat les arbres et fait les réparations.

Dans l'espèce, le nu-propriétaire primitif du plant avait cédé sa nue propriété à un tiers, et ce tiers prétendait que, n'ayant pas la nue propriété de la maison, il ne pouvait être soumis à l'obligation de fournir les arbres de son plant pour les réparations de cette maison. Il y avait donc là une question de droit d'usufruitier et de nu-propriétaire ; l'usufruit portait sur une chose immobilière : l'action n'était donc pas simplement personnelle et mobilière, et c'est avec raison que M. le juge de paix s'est déclaré incompétent.

S'il s'était agi de juger la question au fond, il y aurait eu lieu de rechercher si l'usufruitière avait fait constater la nécessité des réparations avec le nu-propriétaire primitif : il semble que si cette constatation avait été faite et si surtout la vente du plant au tiers acquéreur n'avait pas été régulièrement signifiée à l'usu-

fruitière, elle aurait eu le droit d'abattre l'arbre, objet de la contestation, et qu'elle n'aurait pu, par conséquent, être soumise à des dommages-intérêts. Si, dans ces conditions, le tiers acquéreur avait cru avoir à se plaindre, c'est à son vendeur seul qu'il aurait dû s'adresser. A. B.

ARTICLE 420.

Trib. de simple pol. des Saintes-Maries-de-la-Mer
(Bouches-du-Rhône).

Président : M. DAUMAS, juge de paix.

20 juillet 1871.

Bruit et tapage injurieux. — Allusion diffamatoire. — Provocation. — Trouble à la tranquillité des habitants.

Tout bruit, quelle que soit sa nature, qui a un caractère injurieux et qui est de nature à occasionner un scandale public et à troubler la tranquillité des habitants, tombe sous l'application de l'article 479, n° 8, du Code pénal.

Le juge de police est compétent pour apprécier l'intention injurieuse de l'auteur du tapage, et notamment pour déclarer que des cris ou interjections, que le prévenu attribue à une prétendue maladie, ont au contraire été proférés avec la volonté arrêtée d'outrager la partie plaignante.

Ainsi décidé,

Le 20 juillet 1871, par jugement du Tribunal de simple police du canton des Saintes-Maries, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ont la plaignante en ses explications, les témoins en leurs dépositions, le prévenu en ses dires et moyens de défense, ensemble le ministère public dans son résumé et ses conclusions ; — En fait : — Attendu qu'il est établi par les débats que depuis plus

d'un mois, toutes les fois qu'il passe devant ou près de la maison de la famille B^{***}, ou qu'il rencontre par les rues quelque membre de cette famille, le prévenu se racle bruyamment le gosier avec affectation, en poussant avec énergie l'interjection répétée *hum! hum!* et ce, avec la manifeste intention d'offenser cette famille, et d'attirer sur elle le mépris public; — Qu'il est, en effet, de notoriété aux Saintes-Maries que le prévenu vent ainsi faire allusion à des circonstances qu'il se plairait à divulguer lui-même ouvertement, et qui sont contraires aux bonnes mœurs; — Que par son obstination plus ou moins plaisante, si ce n'est ridicule, à se livrer chaque jour et maintes fois par jour à ce singulier moyen d'investive et d'outrage, il trouve naturellement un écho auprès des jeunes gens du pays, même des enfants, et provoque ainsi sur son passage un ensemble de sons gutturaux qui, par leur motif, sont un véritable scandale public; — Que, notamment dans la journée d'avant-hier, vers neuf heures du matin, et nonobstant les avertissements officieux qui lui avaient été donnés, le prévenu rencontrant dans la rue, près de sa maison, la veuve B^{***}, l'a insultée de la manière ci-dessus expliquée, sans égard pour son âge; et, quoiqu'il n'ait pas répliqué par des paroles à celles naturellement irritées de la plaignante, mais par un redoublement de son habituelle interjection, il a provoqué sur la voie publique une scène injurieuse qui a troublé la tranquillité des habitants; — Qu'en présence de ces diverses circonstances, l'excuse d'une prétendue maladie qu'il invoque pour expliquer ce qu'il appelle de *simples*

expectorations est inadmissible, contredite qu'elle est par la notoriété publique;

« En droit : — Attendu que la loi punit tous les bruits ou tapages en général, de quelque nature qu'ils soient, et de quelque manière qu'ils se produisent, tels que ceux causés par des instruments sonores et discordants, des coups frappés sur des portes, des huées, des cris, des sifflements, des hurlements sortant de voix humaines; qu'il suffit qu'ils soient injurieux et qu'ils troublent, le jour comme la nuit, la tranquillité des habitants; — Que le fait relevé à la charge du prévenu réunit incontestablement le double caractère d'injure et de trouble public, et tombe en conséquence sous l'application de l'article 479, n° 8, du Code pénal, ainsi conçu... — Attendu que la plaignante ne s'est pas constituée partie civile; — Par ces motifs, faisant droit aux conclusions du ministère public, etc., condamne C^{***} à 11 francs d'amende, etc. »

Observations. — Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 479, n° 8, du Code pénal, il faut que le tapage déferé au Tribunal de police ait le double caractère de bruit injurieux ou nocturne, et de trouble à la tranquillité des habitants. Par suite, lorsque le tapage n'a pas eu lieu de nuit, le juge est nécessairement tenu d'apprécier le caractère du bruit, et de décider s'il est ou non injurieux. A cet égard, il a un pouvoir souverain d'appréciation, et c'est par l'intention du prévenu, plus encore que par la nature même du bruit, qu'il peut le caractériser, et décider s'il y a eu ou non un tapage injurieux. Dans l'espèce actuelle, le

bruit signalé comme tombant sous l'application de la loi avait évidemment par lui-même un caractère inoffensif; mais le juge, instruit par l'audition des parties et des témoins, y a reconnu une intention outrageante, et le désir d'occasionner un scandale, qui s'est en effet produit. C'est donc avec raison qu'il a décidé que dans ces circonstances le prévenu était bien auteur d'un tapage injurieux, et comme à ce fait se joignait la circonstance de trouble à la tranquillité publique, il y avait bien lieu, dans l'espèce, à l'application de l'article 479 précité. V. notre DICT. GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Tapages injurieux ou nocturnes*, n^{os} 7 et suiv.

A. B.

ARTICLE 421.

Justice de paix du canton de Momény
(Meurthe-et-Moselle).

Président : M. GUIBAL, juge de paix.

29 juin 1871.

Demande réunie. — Absence de connexité.

— Compétence du juge de paix. — Demande non prouvée. — Serment déferé d'office. — Vente de chevaux. — Ville assiégée. — Mandataire.

La compétence du juge de paix ne se détermine pas d'après le total de deux ou de plusieurs demandes réunies dans un même exploit donné au nom de plusieurs demandeurs, mais bien par l'importance de chaque demande isolée des autres, lorsque d'ailleurs ces demandes n'ont entre elles aucune connexité ni solidarité.

Lorsque le demandeur ne fournit aucune preuve à l'appui de la demande, que d'autre part le défendeur ne peut non plus justifier les moyens de défense, il y a lieu de déferer à ce dernier le serment d'office.

Sur la fin du mois de juillet 1870, des voitures et des chevaux ont été requis à Morey pour le service de

l'armée française; Vassé père, propriétaire à Morey, a fourni une voiture et deux chevaux et les sieurs Poirol et Streff chacun un cheval. Le tout a été confié à Vassé fils, garde mobile, partant pour son compte comme tel, et il a suivi l'armée à Metz, où il a été bloqué et dont il n'est sorti qu'après la capitulation. De Metz, Vassé a envoyé à son père une somme de 180 francs. Les sieurs Poirol et Streff prétendent que c'était le montant de l'indemnité touchée de l'intendance française pour prix du travail qu'ont fait ou que devaient faire les quatre chevaux, et ils en demandent chacun le quart; Vassé fils le nie et soutient que cette somme de 180 francs était le reliquat de celle de 200 francs que son père, par sa mère, lui avait donnée, à son départ de Morey, pour acheter, si l'occasion s'en présentait, un cheval moins bon pour le substituer à un meilleur de son père, attelé à la voiture; mais que cette occasion lui ayant manqué il avait trouvé moyen de renvoyer à son père 180 francs.

Les demandeurs soutiennent aussi que Vassé fils ayant vendu leurs chevaux, il leur en doit la valeur, qu'ils fixent à 155 francs chacun; Vassé fils reconnaît qu'il les a vendus pour les abattre et les faire servir à la nourriture soit de la garnison soit de la population; qu'il y a été forcé, mais qu'il ne les a vendus que 52 francs les deux ensemble, et que ce prix lui a servi pour ses besoins personnels, jusqu'au moment où il est sorti de Metz.

Dans le cours des débats, Streff a avoué que son cheval valait bien 40 fr., c'est-à-dire ne valait pas plus. On ne peut pas expliquer favorable-

ment pour Streff cette énorme différence entre cette somme de 40 francs et celle de 155 francs qu'il réclame aujourd'hui. Poircl dit que son cheval n'avait coûté que 150 francs au mois de février 1870; il ne valait certainement plus cette somme quand Vassé fils l'a vendu, à cause du manque de fourrage dont il a dû nécessairement beaucoup souffrir, comme tous les chevaux enfermés à Metz. Enfin, quoique les demandeurs eussent annoncé dans leur citation qu'ils prouveraient, au besoin, le bien fondé de leur double réclamation, ils n'ont produit aucune preuve et même ils n'ont jamais demandé par aucune conclusion subsidiaire à la faire, soit par témoins, soit par aucune autre manière quelconque. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la compétence : — Attendu que les deux demandes des sieurs Poircl et Streff, quoique formées par un seul et même exploit, n'ont de rapport entre elles que parce qu'elles sont nées dans les mêmes circonstances; mais qu'elles n'ont aucune connexité ou solidarité entre elles; qu'elles pouvaient être introduites chacune par un exploit séparé, sans que l'autre en souffrit; que chacun des deux demandeurs pouvait, sans que ses moyens perdissent de leur force, et sans porter atteinte aux droits de l'autre, agir seul et sans consulter celui-ci; qu'une fois même l'affaire introduite comme elle l'est par un seul exploit, l'un d'eux pouvait, sans nuire à l'autre, retirer sa demande purement et simplement, ou après transaction séparée; que, d'après une jurisprudence aujourd'hui uniforme et constante, la compétence du juge ne se

régle pas d'après le total de deux ou plusieurs demandes réunies dans un même exploit, soit pour éviter les frais d'une double citation, soit dans l'espérance que chaque demandeur trouvera peut-être dans la déclaration de l'autre quelque chose dont il pourrait tirer parti dans son intérêt individuel, soit enfin pour en imposer davantage au juge; mais que la compétence se détermine par l'importance de chaque demande isolée des autres; que les demandeurs l'ont si bien eux-mêmes senti, que, quoique demandant ensemble une somme de 400 francs, c'est cependant le juge de paix qu'ils ont saisi de leurs deux demandes dont pas une n'excède 200 francs; que nous sommes donc compétent,

« Attendu, au fond, sur la demande de 45 francs que les demandeurs n'ont pas prouvé, comme c'était leur obligation, ni même demandé à prouver, que Vassé fils avait touché de l'intendance militaire de Metz, soit 180 francs, soit même une somme quelconque; que Vassé fils ne prouve pas non plus qu'il ait reçu de sa mère une somme quelconque; — Que c'est donc le cas de déférer à celui-ci le serment d'office, aux termes de l'article 1366 du Code civil, puisqu'on lui réclame sans titre et sans preuve quelconque; — Attendu, sur la réclamation de 155 francs pour chaque cheval vendu par Vassé fils, que les demandeurs étaient encore dans l'obligation de prouver que Vassé fils les a vendus cette somme et qu'il ne l'avait pas employée à ses besoins personnels; que, faute de cette preuve qui n'a été ni faite ni seulement proposée, nous devons encore déférer le serment d'office à Vassé fils, d'après les principes ci-dessus; — At-

tendu, sur la question de savoir si Vassé fils doit au moins rendre aux demandeurs la somme de 52 francs moyennant laquelle, dit-il, il a vendu les deux chevaux, que Vassé fils, à qui les demandeurs avaient confiés ces chevaux, était en vérité, leur préposé à Metz, pendant le blocus; qu'à ce titre, il leur doit compte de cette somme; or il déclare, sans être contredit par aucun fait ni preuve ni offre de preuves contraires, qu'il l'a employée à se nourrir personnellement comme les demandeurs y auraient été obligés eux-mêmes, si, au lieu de lui confier leurs chevaux, ils les avaient conduits eux-mêmes à Metz et y étaient restés; que Vassé fils soutient, comme cela est plus que probable, qu'il a été obligé de céder à la force des circonstances, à la force majeure qui en découlait, si ce n'est aux ordres de l'autorité militaire; — Attendu que la justice ne pouvant savoir, pas plus qu'au cas particulier les demandeurs ne le savent, ce qui s'est passé à Metz pendant les deux mois et demi que le blocus de cette place a duré, elle est forcée, en l'absence de toute autre espèce de renseignements, de s'en rapporter aux déclarations sous serment de celui qui y était renfermé; — Attendu que si, dans la cause, il y avait lieu d'invoquer les dispositions des articles 1917 et suivants du Code civil, il n'y aurait à répliquer par l'article 1729 dont la disposition est en faveur de Vassé fils; — Attendu que la partie qui succombe doit payer les frais; — Par ces motifs, nous nous déclarons compétent; — Au fond, nous déclarons les demandeurs non recevables dans leurs deux chefs de conclusions et les condamnons aux frais liquidés à 9 fr. 08, non compris le coût

du présent jugement, à charge par Vassé fils d'affirmer : 1° que les 180 francs qu'il a renvoyés de Metz à son père ne provenaient pas d'une indemnité qu'il aurait touchée à Metz, mais étaient le reliquat de celle de 200 francs que son père, par sa mère, lui aurait versée quand il a quitté Morey pour acheter un cheval; 2° que les deux chevaux des demandeurs n'ont été vendus par lui à Metz que pour le prix de 52 francs les deux; 3° et que cette somme lui a servi, faute d'autres ressources, à vivre à Metz, jusqu'à son retour à Morey dans sa famille; — Et le sieur Vassé fils, ayant à l'instant, en présence des demandeurs, prêté serment la main droite levée et en jurant qu'il disait la vérité, nous lui en avons donné acte. »

Observations. — Il est généralement reconnu que lorsque des demandes réunies dans un même exploit au nom de plusieurs demandeurs reposent sur un même titre, elles doivent être considérées comme connexes et comme ne formant qu'une seule demande dont le total réuni détermine la compétence du juge. En ce sens, Curasson, t. I, p. 149, Caron, t. I, p. 192, etc., etc. Mais il en est autrement lorsque les demandes ne reposent pas sur un même titre et que les différents demandeurs ont un intérêt séparé et distinct. En ce cas il n'y a point de connexité; par suite si aucune des demandes prises isolément n'excède pas 200 francs, bien que réunies elles dépassent ce taux, le juge de paix est compétent pour en connaître. En ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° Demandes réunies, n° 3 et suiv.

A. B.

ARTICLE 422.

Justice de paix de Montereau
(Seine-et-Marne).

Président : M. CHEVANNE, juge de paix.

23 octobre 1871.

Action possessoire. — Enclave. — Passage.
Servitude légale.

Il n'y a pas lieu à complainte pour fait de passage sur la propriété de son voisin, lorsque l'héritage exploité est enclavé et que cette exploitation est conforme à celle pratiquée depuis un grand nombre d'années et dans les termes de la loi.

Ce passage, pour tous les besoins de l'exploitation, constitue une servitude légale, dérivant des articles 651 et 682 du Code civil.

L'action en complainte formée contre le fermier, doit être dénoncée au propriétaire.

Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur les propositions de travaux pour faciliter le passage, de règlement de passage et d'indemnité due dans le sens de l'article 682, lorsque surtout aucun chiffre n'est produit.

Ainsi jugé,

Le 23 octobre 1871, par M. le juge de paix du canton de Montereau, dans les circonstances suivantes :

M. de Balloy, propriétaire à Marolles, est en possession depuis plus d'an et jour de plusieurs hectares de prés entourés de fossés, au lieu dit *Champ de la Seu*. Deux fermiers, ses voisins, les sieurs Popelin, se sont, paraît-il, permis de conduire à diverses reprises leurs vaches dans ses propriétés sur une longueur environ de 1 500 mètres ; des dégâts assez considérables ont été occasionnés à la prairie et aux meules qui s'y trouvaient ; de plus, les fossés qui l'entouraient ont été comblés et les berges de la vieille Seine contiguës à ladite prairie ont été grave-

ment détériorées. Voyant dans ces faits un trouble à sa possession, M. de Balloy a actionné devant M. le juge de paix de Montereau, les sieurs Popelin, au possessoire. La citation qu'il leur a fait signifier se termine ainsi :

« Voir dire que c'est à tort que les cités troublent le demandeur dans la possession et jouissance paisible de sa propriété susdésignée et que l'action possessoire est bien et dûment exercée contre eux ; s'entendre faire défense de les troubler à l'avenir et, pour l'avoir fait, s'entendre les cités condamner solidairement à payer au demandeur 200 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé et aux dépens. »

En réponse à cette citation, les frères Popelin ont fait signifier à M. Duguès, propriétaire du pré qu'ils exploitent aux mêmes lieux, copie de la citation ci-dessus énoncée et par le même exploit l'ont fait citer à comparaître en même temps qu'eux devant M. le juge de paix de Montereau, pour : — « Attendu que l'action de M. de Balloy a pour but de nier un droit de passage, par suite d'enclave, pour parvenir à une pièce de pré dont les frères Popelin sont locataires, du chef de M. Duguès ; que ce dernier, en sa qualité de propriétaire, est tenu de faire jouir ses fermiers ; — Que la prétention de M. de Balloy aurait pour effet, si elle était sanctionnée, de priver les frères Popelin de cette jouissance ; qu'en tout événement et en admettant, ce qui est contesté, que des fermiers aient qualité pour défendre à une action de cette nature, il est intéressant que ce ne soit que le propriétaire présent et le jugement

commun avec lui ; — Voir dire que M. Duguès sera tenu d'intervenir dans l'instance pendante devant ledit Tribunal de la justice de paix de Montereau, entre les demandeurs et le sieur de Balloy et de prendre le fait et cause des frères Popelin ; — S'entendre en conséquence Duguès condamner à garantir et indemniser les demandeurs Popelin frères, de toute condamnation qui pourrait être par impossible prononcée contre ces derniers, en principal et accessoires, et s'entendre en outre condamner aux dépens tant du principal que de la présente demande, sous toutes réserves de prendre toutes conclusions que besoin sera et de tous droits et action. »

La cause appelée à l'audience du 23 octobre 1871, M. de Balloy, par M^e Quesrus, son mandataire, a développé les conclusions de la citation et en a requis l'adjudication au nom des frères Popelin et de Duguès, leur propriétaire. M^e Poulard, agréé au Tribunal de commerce, leur défenseur, a expliqué les conclusions suivantes : — « Plaise à M. le juge de paix, attendu qu'il ne s'agit, dans l'espèce, d'aucun droit de propriété contesté, à la consécration duquel on essayerait de parvenir par une prétention de possession ; — Que Duguès et les frères Popelin, les fermiers, reconnaissent que M. de Balloy est seul propriétaire des parties de patrimoine énoncées en la citation ; que ni l'un ni les autres n'ont jamais émis l'ombre d'une prétention à la possession de ce patrimoine, que s'ils traversent les terrains de M. de Balloy pour parvenir à leur propriété, c'est en vertu du principe édicté en l'article 651 du Code civil, qui assujettit les propriétaires à dif-

férentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention ; — Que M. Duguès, et ses fermiers le représentant, ne peuvent user d'un pré lui appartenant, complètement enclavé, qu'en empruntant les fonds voisins pour y parvenir ; — Que si la propriété de M. de Balloy est par suite grevée de cette nécessité de passage, pour arriver à ce terrain enclavé, les causes tiennent à ce que la situation de M. de Balloy le veut ainsi, ou que la pratique actuelle du passage est consacrée par une pratique continue fort ancienne et qui a été acceptée de tout temps par M. de Balloy ; — Que si ce dernier se ravise aujourd'hui, essaye de modifier ce qui a existé anciennement se fondant sur une mauvaise application des dispositions des articles 683 et suivants du Code civil, M. Duguès et ses fermiers ne se refusent en aucune façon à l'examen des questions découlant des articles précités, mais, encore une fois, qu'une semblable action ne saurait donner ouverture à la voie de complainte ; — Attendu qu'aucun des caractères du trouble de possession n'existe dans l'espèce, qu'il s'agit d'un droit consacré par la loi ; qu'à la rigueur on aurait compris une action en règlement de la servitude de passage dans d'autres conditions que celles pratiquées, mais que vouloir esquiver cette servitude, sous le prétexte d'un trouble de possession, est impossible ; — Que M. de Balloy ne saurait sérieusement se soustraire au service de passage : 1^o parce que ses propriétés et celle de Duguès sont d'origine commune ; 2^o parce que le trajet doit être pris du côté le plus court, que la propriété de de

Balloy offre cet avantage, indépendamment de son origine qui l'oblige à subir le passage, à l'exclusion de tous autres propriétaires; — Par ces motifs, dire que c'est à tort que le sieur de Balloy a procédé par voie de plainte; — Qu'il n'y avait dans l'espèce aucun motif, pouvant donner lieu à cette action, entendue dans le véritable sens de la loi; qu'il s'agissait uniquement du droit de passage par suite d'enclavement; ce faisant, donne acte à Duguès et à ses fermiers Popelin de ce qu'ils offrent et sont tout prêts à procéder au règlement de ce passage dans le sens et dans les termes de la loi, en tenant compte de l'origine commune, aux offres faites par les frères Popelin seuls : 1° d'établir à leurs frais tous ponts ou passerelles devant leur faciliter le passage de la vieille Seine; 2° de payer les indemnités pour le dommage qu'ils pourront causer, le tout dans le sens de l'article 682 du Code civil et condamner de Balloy aux dépens. »

En cet état, le Tribunal a, le 23 octobre dernier, rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues, donnons acte à Duguès de son intervention; — Et statuant à l'égard de toutes les parties, par jugement contradictoire; — Attendu que Duguès est propriétaire d'une pièce de prairie et oseraie de 7 hectares 46 ares, sur le territoire de Marolles, lieu dit le *champ Laseu*, en vertu de contrat reçu Michon, notaire, à Montereau, le 18 avril 1845; — Que depuis cette époque Duguès a constamment pratiqué un passage sur les prés du demandeur ;

— Que le droit à ce passage dérive au profit de Duguès de ce que sa pièce de prairie est enclavée par la rivière la Seine, celle de la vieille Seine et les prés de de Balloy; qu'il est impossible de communiquer du pré de Duguès à une voie publique ou chemin quelconque, sans passer sur l'un des héritages qui l'entourent; — Attendu que l'enclave constitue une servitude légale et un droit au profit du propriétaire enclavé résultant des termes des articles 651, 652 et suivants du Code civil; — Que dès lors la demande excipe à tort d'un prétendu trouble annal, puisque depuis 1841 les fermiers de Duguès ont toujours passé sur les prés du demandeur, pour tous les besoins de leur exploitation; — Qu'en actionnant les frères Popelin, le demandeur s'est mépris, puisque ceux-ci ne sont que les représentants à titre précaire de celui à qui appartient le droit de passage; — Qu'enfin, si les frères Popelin, ont, comme le prétend de Balloy, passé sur les prés de ce dernier, ils ne l'ont fait que comme étant aux droits de Duguès; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort; — Déclarons de Balloy non recevable et mal fondé dans sa demande et l'en déboutons; — En ce qui touche les offres de Duguès et des frères Popelin : — Les renvoyons devant le Tribunal compétent, pour faire statuer ce que de droit; — Déclarons le jugement commun entre toutes les parties; — Et condamnons de Balloy aux dépens. »

Observations. — Le fait de passage sur terrain d'autrui, en cas d'enclave, n'autorise pas l'action en plainte de la part du proprié-

taire qui doit le passage surtout lorsqu'il n'y a pas excès ou abus dans l'exercice de ce droit.

Il est de jurisprudence que le fermier troublé dans une servitude nécessaire à son exploitation ne peut intenter seul l'action en complainte (Cass., 7 septembre 1808, *ANNALES*, 1^{re} série, t. II, p. 45). Il peut y défendre, parce qu'il représente activement et passivement le bailleur; mais en y défendant, il engage sa responsabilité et s'expose à des actions en dommages-intérêts s'il compromet les droits qui lui ont été confiés (Cass., 12 octobre 1814; Cass., 31 août 1842). D'ailleurs, l'article 1727 du Code civil lui impose l'obligation de mettre son bailleur en cause. Dans cette affaire, M. le juge de paix de Montereau a compris avec raison qu'il ne lui appartenait pas de statuer sur les offres subsidiaires des défendeurs à l'action. Ceux-ci avaient conclu dans des termes qui eussent naturellement entraîné un cumul du pétitoire et du possessoire; il y avait donc lieu de renvoyer fermiers et bailleur à se pourvoir pour le surplus de leur demande devant les juges compétents. Le Tribunal de Fontainebleau a au surplus, le 4 janvier dernier, confirmé absolument cette décision en en faisant, par ses motifs, ressortir le bien jugé.

C. M.

ARTICLE 423.

Justice de paix du canton de Piana
(Corse).

Président : M. COLOMBANI, juge de paix.

22 janvier 1872.

Action possessoire. — Abus du droit de propriété. — Jet d'immondices. —

Servitude discontinue non apparente.
— Absence de titre. — Imprescriptibilité. — Non-recevabilité.

Un propriétaire, quelque absolus que soient ses droits sur sa chose, ne peut en faire un usage nuisible au voisin.

Le droit de jet de liquides ou d'immondices ne pouvant constituer qu'une servitude discontinue non apparente n'est pas susceptible de s'acquérir par prescription ni d'être conservé par la possession.

En conséquence, un tel droit ne peut servir de base à une action possessoire lorsqu'il n'est pas établi par titre.

Ainsi jugé,

Le 22 janvier 1872, suivant jugement de M. le juge de paix du canton de Piana, rendu dans les circonstances suivantes :

Par assignation datée du 2 janvier courant et enregistrée, le sieur Villanova, propriétaire à Cargèse, a conclu en fait qu'il a la possession paisible, publique, non équivoque, à titre de propriétaire, d'une maison sise à Cargèse avec ses dépendances, sites et jardin; que cette maison, isolée du reste du village, ne donne sur aucune rue et échappe par cela même aux règlements de la voirie rurale; que cependant sa possession a été troublée par le sieur Servo, qui le faisait traduire et condamner naguère en simple police pour *jet d'immondices* et par application des articles 471 et 475 du Code pénal; qu'en droit il est fondé à réprimer ce trouble; qu'en conséquence il offre de prouver, en cas de désignation, qu'il a la libre jouissance des dépendances de la maison précitée, depuis plus de onze ans; qu'enfin, la possession plus qu'annale lui étant acquise, il soit fait défense au défendeur de l'y troubler à l'avenir et

qu'il nous plaise de condamner ce dernier, comme auteur du trouble dont est complainte, à 200 francs de dommages-intérêts au profit du demandeur;

A ces conclusions le sieur Servo, qui est propriétaire de deux pièces au premier étage de ladite maison, a répondu qu'il contestait au sieur Villanova la propriété et la possession d'une partie des dépendances de l'habitation; il a avoué néanmoins avoir parfois toléré le jet d'immondices ou liquides, qui a valu au demandeur une condamnation en simple police; mais, s'appuyant sur les procès-verbaux dressés à ce sujet par la gendarmerie locale, il a prétendu en être infecté et se croire le droit de poursuivre l'auteur des contraventions de cette nature; en conséquence, il a demandé à ce que le sieur Villanova fût débouté de son action et condamné aux frais.

Et le 22 janvier 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Jugeant à charge d'appel; — Attendu que le demandeur, quels que soient ses droits de possession et même de propriété, ne saurait en faire un usage nuisible au voisin, alors surtout qu'il s'agit de faits dans lesquels est intéressée la salubrité; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les actes préjudiciables aux propriétés limitrophes sont de nature à engager la responsabilité de leur auteur; — Attendu que le droit de jet des liquides ou immondices, dont se prévaut le demandeur, en admettant qu'il ait été toléré plus ou moins longtemps, constituerait une servitude non apparente et en tout cas

discontinue; que dès lors, aux termes de l'article 691 du Code civil, une telle servitude n'est pas susceptible de s'acquérir par la prescription ni d'être conservée par la possession; — Attendu que l'action du demandeur serait à peine recevable s'il justifiait, en l'espèce, d'un titre écrit et formel, et encore y aurait-il lieu à contester la solidité d'une pareille convention, nuisible à la santé du voisin; — Attendu donc que la possession invoquée par le demandeur est entachée de précarité; qu'elle est basée sur la simple tolérance et peut, par suite, servir de base à la complainte; — Par tous ces motifs; — Vu l'exploit introductif d'instance; vu l'article 130 du Code de procédure civile, par lequel la partie qui succombe en doit supporter les dépens; — Disons que l'action engagée par le sieur Villanova n'est ni recevable ni fondée; le déboutons des fins de sa demande et le condamnons aux frais, liquidés à 10 fr. 18. »

Observations. — Les solutions contenues dans ce jugement sont incontestables. Le propriétaire qui jouit de sa propriété d'une façon abusive et capable de préjudicier aux voisins, engage sa responsabilité et peut être contraint au respect qu'il doit à la chose d'autrui, et le voisin peut, dans ce cas, sans risquer de commettre un trouble donnant ouverture à l'action possessoire, s'opposer à l'exercice du droit qui lui préjudicie (Cass., 11 juin 1844, ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 118). Le fait de jeter des immondices par ses fenêtres, même sur son propre terrain, peut au regard du propriétaire de l'étage inférieur constituer un grave

abus. Ce dernier peut donc chercher à en obtenir la cessation sans que les moyens par lui employés pour arriver à ce résultat puissent être considérés comme un trouble par l'auteur de ces faits. Pour que l'exercice d'un tel droit puisse d'ailleurs être maintenu au profit de celui qui le revendique par voie d'action possessoire, il faudrait incontestablement qu'il résultât d'un titre formel et exprès, car il aurait certainement là une servitude discontinuée non apparente qui ne pourrait pas être susceptible de prescription. Dans ces conditions, nous approuvons donc sans réserve la décision de M. le juge de paix de Piana.

C. M.

ARTICLE 424:

Justice de paix du canton de Vervins
(Aisne).

Président : M. VUILLEMOT, juge de paix.

14 septembre 1867.

Eaux. — Servitude résultant de la nécessité. — Puits. — Habitants. — Exercice du droit de puisage. — Durée. — Tolérance.

Les habitants d'une commune, d'un village ou d'un hameau ne sont pas fondés à se prévaloir des dispositions de l'article 643 du Code civil, pour exiger l'usage des eaux d'un puits.

D'ailleurs le besoin d'eaux que pourraient avoir quelques habitants seulement ne serait pas suffisant pour faire consacrer une pareille servitude si elle pouvait être établie.

La servitude de puisage étant par sa nature discontinuée et non apparente, ne peut résulter que d'un titre; en l'absence de titre, des faits de puisage, quelles qu'en fussent la fréquence et la durée, ne sauraient constituer que des actes de tolérance impuissants à créer un droit susceptible de prescription.

Ainsi jugé,

Le 14 septembre 1867, par M. le juge de paix du canton de Vervins, dans les conditions suivantes :

Par exploit, en date du 28 août 1867, le sieur Duflot Natin, tisseur à Autreppe, a fait citer le sieur Seimpère, cultivateur, à comparaître devant M. le juge de paix du canton de Vervins, le 31 août, en son auditoire ordinaire, sis au palais de justice de ladite ville, pour : — « Attendu que Duflot est propriétaire d'une maison, sise à Autreppe, rue de la Croix; — Attendu qu'au-dessus de la maison de Seimpère et dans la même rue existe un puits percé depuis un temps immémorial sur la limite de la rue de la Croix en montant sur la gauche et vers le levant; que l'usage à ce puits est toujours resté commun entre Seimpère ou ses auteurs et les autres habitants, notamment le sieur Duflot, qui d'ailleurs a constamment payé sa part dans les frais d'entretien et de réparation; — Attendu que nonobstant ces droits bien acquis par une jouissance continue, le sieur Seimpère a clôturé tout récemment les abords de ce puits et l'a renfermé dans sa cour, ce qui en rend l'accès impossible aux ayants droit; que Duflot entend faire respecter sa possession; — Par ces motifs et tous autres, voir donner acte à ce dernier de ce qu'il prend pour trouble à sa possession du droit d'usage au puits dont il s'agit les travaux faits récemment par Seimpère; que par suite celui-ci sera tenu dans le jour du jugement à intervenir de faire démolir les constructions qui empêchent l'usage dudit puits, sinon que le demandeur sera autorisé à les faire disparaître aux frais dudit Seimpère, par tels ou

vriers qu'il jugera convenable d'employer; s'entendre aussi condamner à payer 10 francs à titre de dommages-intérêts et les dépens, sous toutes réserves. »

A l'audience indiquée, Seimpère a comparu et pour sa défense a dit qu'il était seul propriétaire du puits auquel Duflot prétend avoir le droit de puiser de l'eau; que ses auteurs et lui n'en ont laissé l'usage à divers habitants de la rue de la Croix que par simple tolérance et que ses convenances personnelles l'obligent à faire cesser aujourd'hui cet usage.

Le sieur Duflot a répondu que la nécessité lui avait conféré ainsi qu'aux autres habitants de la rue de la Croix le droit de puiser de l'eau à ce puits conformément à l'article 643 du Code Napoléon; qu'il ne contestait pas à Seimpère la propriété, mais qu'il offrait de prouver que cet usage existait de temps immémorial.

L'enquête demandée par Duflot ayant été autorisée, il y a été procédé à l'audience du 7 septembre 1867, et la cause a été renvoyée à huitaine pour être fait droit, dépens réservés.

Après l'enquête, il a été déposé au nom de Duflot les conclusions dont la teneur suit : « Il plaira à M. le juge de paix; — Attendu qu'il est établi par la déposition de tous les témoins de l'enquête que depuis un temps immémorial et en tous cas depuis plus d'un an et jour, les habitants de la rue de la Croix, section de la commune d'Autreppes, se sont fournis de l'eau qui leur est nécessaire, à un puits qui se trouve aujourd'hui enclavé dans les bâtiments du sieur Seimpère, et qu'ils ont ainsi prescrit par une possession suffisante le droit de puisage audit puits; que

c'est donc à tort que le sieur Seimpère au cours du mois d'août dernier a fermé l'ouverture qui donnait accès au puits, ouverture qu'il avait ménagée lorsqu'il a enclavé le puits dans ses bâtiments; — Attendu que le sieur Seimpère prétend en vain que c'est à titre de tolérance qu'il a laissé les habitants venir au puits; que d'un autre côté il n'articule aucun fait qui tendrait à faire croire que les habitants ont perdu leurs droits par le non-usage; — Attendu qu'il résulte bien des débats qu'à la date du 27 août 1866, jour où un incendie s'est déclaré à Autreppes, chez le sieur Meun, la chaîne qui servait à puiser de l'eau a été cassée sans être remplacée, mais que ce puisage de l'eau à l'aide d'une chaîne n'est pas le seul mode de puisage que l'on puisse employer; que l'on peut notamment tirer de l'eau à l'aide d'un crochet; — Attendu que si on considérait l'événement dont il est parlé comme suffisant pour faire partir le délai de l'interruption prévu par l'article 2243 du Code Napoléon, il faudrait encore décider que Seimpère ne pourrait profiter de cette interruption, puisque la chaîne étant cassée le 27 août 1866, ce n'est que du lendemain que commencerait à courir pour plus d'un an le délai interruptif, et que la citation ayant été délivrée, le 28 août, l'année ne se serait pas écoulée sans réclamation; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette circonstance de chaîne cassée et non remplacée; — Par ces motifs, adjuger à Duflot les conclusions de la citation introductive d'instance. »

Et le 14 septembre est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues, statuant par jugement en premier ressort ; — Considérant que la disposition de l'article 643 du Code Napoléon n'est évidemment applicable qu'aux sources qui forment un cours ; — Que cette servitude porte seulement sur l'usage du ruisseau que le propriétaire de la source ne peut détourner et non sur un puits, ainsi que le prétend à tort le sieur Duflot ; — Considérant que si contrairement aux termes précis de l'article 643, une semblable assimilation pouvait être admise, il n'y aurait pas encore lieu de faire dans la cause l'application de cet article ; — Qu'en droit, l'usage exceptionnel des eaux dont un tiers a la propriété, autorisé par l'article 643 précité, a pour condition d'existence, pour justification et pour limite, la nécessité ; — Que dès l'instant où cette nécessité se manifeste, le droit est acquis en faveur des habitants de la commune, du village ou du hameau, et que par conséquent la seule prescription qui soit possible, c'est celle qui a pour but de les libérer de l'action en indemnité ; — Qu'il faut donc que cette absolue nécessité et non pas seulement une utilité bien marquée, soit invoquée par la généralité des habitants ; — Qu'il résulte de l'enquête au contraire que deux ou trois individus seulement puisaient de l'eau au puits de Seimpère et qu'ils s'en soit même abstenus depuis le 27 août 1866 ; — Considérant d'ailleurs que cet usage des eaux appartenant à un tiers ne saurait être invoqué, s'il existe sur d'autres points de la commune des cours d'eaux accessibles à tous, bien que l'usage en soit, à raison de leur éloignement, beaucoup moins facile et

moins commode ; — Que dans ce cas les faits d'usage, quels qu'en soient d'ailleurs le nombre et l'ancienneté, ne peuvent être considérés que comme le résultat de la tolérance et restent impuissants à porter atteinte aux droits du propriétaire de l'eau ; — Que la commune d'Autreppes étant côtoyée par la rivière d'Oise, la nécessité absolue qu'exige l'article 643 n'existe donc pas ; — Considérant que toute action qui intéresse une communauté d'habitants, comme dans l'espèce, ne pouvant être intentée que par le maire, l'instance introduite par le sieur Duflot seul devrait à ce point de vue être déclarée non recevable ; — Considérant en outre que Duflot ne justifie d'aucun titre qui lui confère le droit de puiser de l'eau au puits dont Seimpère a la propriété incontestée ; — Qu'aux termes de l'article 691 du Code Napoléon, les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues ne peuvent s'établir que par titre ; que la possession, même celle immémoriale, ne suffit pas pour établir de semblables servitudes ; — Qu'on ne peut donc admettre qu'une possession pendant une année puisse donner quelque droit à une servitude qu'on n'aurait pu acquérir par une possession quelle qu'en ait été la durée ; — Considérant dès lors que les faits de puisage au puits de Seimpère, soit par Duflot soit par d'autres, ne sont que des actes de simple tolérance et que la possession dénuée de titre ne peut motiver une demande en complainte à l'égard d'une semblable servitude ; — Par tous ces motifs, déclarons le sieur Duflot non recevable et mal fondé dans sa demande, l'en déboutons et

le condamnons à tous les dépens de l'instance liquidés à 33 fr. 90, non compris le coût, la levée et la signification du présent jugement, en quoi il est également condamné. »

Observations. — La question de savoir si les dispositions de l'article 643 s'appliquent à d'autres eaux qu'à celles des sources ayant cours sur le sol, aux eaux des puits, des mares, des étangs, des fontaines stagnantes, par exemple, est controversée en jurisprudence et en doctrine. MM. Duranton, t. V, n° 191 ; Pardessus, n° 138 ; Delvincourt, t. I, p. 383 ; Favard, *Servitude*, sect. 2, n° 8, sont d'avis que l'article 643 est applicable à toutes espèces d'eaux dont l'usage est nécessaire aux habitants d'une commune, ou d'un village ou d'un hameau. En ce cas, voir Cass., 3 juillet 1822. Mais MM. Proudhon, n° 1391 ; Daviel, n° 825 ; Marcadé, article 643 et Demolombe, *Servitude*, p. 116, enseignent l'opinion contraire qu'avec MM. Dalloz, *RÉPERTOIRE*, *Servitude*, n° 187 ; nous trouvons plus exacte ; l'article 643, en effet, ne parle que des eaux courantes et on ne doit pas étendre les termes d'une loi qui crée une servitude. Voir dans ce sens, Poitiers, 26 janvier 1825.

M. Demolombe est également d'avis que l'article 643 n'est applicable qu'autant que l'eau qui coule sur le sol est nécessaire à une collection d'individus réclamant non pas *ut singuli* mais bien *ut universi*, une faveur que la loi n'accorde qu'au groupe d'habitants composant une commune, village ou hameau. Cette opinion est toutefois combattue par Proudhon dans son *Traité du domaine public*, t. IV, n° 1386.

Il n'est pas contestable que la servitude de puisage ne soit une servitude discontinue non apparente qui ne peut s'établir que par titre.

C. M.

ARTICLE 425.

Conseil des prud'hommes de Rouen
(Seine-Inférieure).

Président : M. N^o.

24 octobre 1871.

Grève des ouvriers tisseurs. — Contrat de louage d'industrie. — Refus d'exécution. — Dommages-intérêts. — Loi sur les coalitions.

Les modifications demandées aux conditions habituelles du travail ne peuvent dispenser l'ouvrier de continuer sa quinzaine commencée, sauf à se mettre en quinzaine de congé si le patron refuse d'accepter ces nouvelles conditions qui lui sont proposées.

La loi du 25 mai 1864 sur les coalitions, qui a pour objet de créer spécialement une matière criminelle, est sans influence sur les contrats civils et n'a apporté aucune modification aux engagements respectifs des patrons et des ouvriers, résultant soit des conventions, soit des usages locaux.

Ainsi décidé par le conseil des prud'hommes de Rouen par divers jugements dans l'affaire des grèves des ouvriers tisseurs, et dont les considérants et les dispositifs sont presque identiques aux suivants :

« LE CONSEIL : — Considérant qu'il résulte des explications données à cette audience que tous les défendeurs ont quitté spontanément, samedi dernier, l'établissement du sieur Noury, parce que celui-ci a refusé d'admettre leur demande, consistant en une réduction de deux heures de travail en moins par jour et une augmentation d'un demi-centime ; — Considérant que, depuis ce

jour, les défendeurs, sous ce prétexte, ont abandonné leur travail et ont ainsi causé un grave préjudice au sieur Noury, qui leur en demande aujourd'hui la réparation ; — Considérant que la demande en paiement de 3 francs par jour à titre d'indemnité par chaque ouvrier n'est pas exagérée et doit être accordée au demandeur ; que cette indemnité, d'ailleurs, ne pourra jamais le récompenser du préjudice qu'il a éprouvé par suite du mauvais vouloir des défendeurs ; — Considérant que ces derniers, s'ils ne voulaient plus continuer de travailler aux conditions précédemment acceptées par eux, n'avaient qu'un moyen pour ne pas sortir de la légalité, celui de se mettre en congé à la paye prochaine, mais non pas de bloquer l'établissement ; — Considérant que cette conduite de leur part est d'autant plus blâmable que non-seulement ils causent un préjudice réel à leur patron, mais qu'ils se mettent en outre en opposition formelle avec un usage constant, établi et suivi jusqu'à ce jour ; usage qui est d'ailleurs consacré par un arrêté préfectoral de 1832, lequel prescrit l'obligation de la mise en congé soit par le patron, soit par l'ouvrier, après le temps d'essai passé ; que cet arrêté, qui n'est jusqu'à présent abrogé par aucune disposition de loi, doit toujours être respecté ; que l'article 12 de cet arrêté porte que « les ouvriers ne pourront tous à la fois quitter leur atelier ; » — Considérant que les défendeurs, étant tous payés à la quinzaine, doivent évidemment une quinzaine de congé, s'ils veulent quitter l'établissement du demandeur, ce droit étant réciproque ; — Considérant que ce refus par les dé-

fendeurs de faire leur quinzaine de congé donne lieu de prononcer contre eux des dommages-intérêts ; que ce principe découle des dispositions de l'article 1142 du Code civil, portant que toute obligation de faire ou de ne pas faire une chose se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part de l'une des parties ; — Considérant que le demandeur, en ne consentant pas la réduction du temps de travail à dix heures par jour au lieu de douze, est complètement dans son droit, ainsi que cela résulte des dispositions de la loi des 9-14 septembre 1848 ; — Considérant que toutes modifications aux conditions habituelles du travail ne peuvent dispenser l'ouvrier de continuer la quinzaine commencée, sauf à se mettre en quinzaine de congé, si le patron refuse d'accepter les nouvelles conditions qui lui sont proposées ; — Considérant que les défendeurs ont préféré bloquer l'établissement du sieur Noury ; — Considérant que la loi sur les coalitions, en date du 25 mai 1864, dont les défendeurs paraissent vouloir invoquer les dispositions pour soutenir leur demande, n'est pas applicable dans l'espèce ; que cette loi ne fait que modifier seulement les pénalités édictées par les anciens articles 414-15-16 du Code pénal, mais ne dispense pas les ouvriers de remplir leurs engagements civils ; que, si les défendeurs s'étaient bien pénétrés de cette vérité, ils reconnaîtraient eux-mêmes qu'ils ne sont pas dans la légalité ; — Par ces motifs, jugeant en premier et dernier ressort, condamne tous les défendeurs, chacun pour leur part, à tenir compte de la valeur de trois jours de leur salaire au sieur Noury, et ce à titre

de dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'ils ont causé à ce dernier en refusant de travailler depuis samedi dernier ; — Les condamne aussi chacun, sous contrainte de 3 francs par jour, à rentrer immédiatement dans l'établissement du demandeur pour y reprendre leur travail, sauf à se mettre en quinzaine à la paye prochaine, s'ils ne veulent plus continuer à y travailler ; — Dit que cette mise en congé devra être faite par quart du nombre total des ouvriers employés dans chaque atelier ; — Dit aussi que, faute de paiement des dommages-intérêts dus au demandeur, celui-ci aura le droit de charger le livret de l'ouvrier, chacun en ce qui le concerne ; — Condamne tous les défendeurs aux dépens. »

Observations. — C'est par exception que nous faisons insérer dans le BULLETIN DES DÉCISIONS la sentence du conseil des prud'hommes de Rouen ; l'importance du procès et la nouveauté des questions résolues nous ont paru mériter tout particulièrement l'attention des lecteurs. On sait que, dans les localités où il n'existe pas de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis sont de la compétence des juges de paix ; par suite, des difficultés semblables à celles soulevées peuvent se présenter plus d'une fois devant les justices de paix. Aussi rappelons-nous ce qui a été dit dans les observations à la suite d'une décision du conseil des prud'hommes et d'un jugement commercial sur appel de Reims, rapportés dans les ANNALES de 1868, p. 376, 377 et suivantes. — La plus intéressante et la plus

grave des questions est celle de savoir si l'ouvrier, en état de coalition déclarée, peut cesser immédiatement son travail, ou s'il est tenu de donner congé dans les délais déterminés par l'usage ou par les règlements intérieurs de l'atelier auquel il appartient. A cet égard, et pour résoudre la question, il faut nécessairement se reporter à la loi de 1864 sur les coalitions et en interroger l'esprit. Cette loi, qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal, établit des pénalités contre ceux qui, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, auront amené ou tenté d'amener une cessation de travail dans le but de former la hausse et la baisse des salaires (art. 414 et 415 modifiés) ; et contre les patrons ou ouvriers qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail (art. 416 modifié). Comme on le voit, la loi de 1864 n'a pas pour objet d'établir ni le droit des ouvriers à cesser tout travail ni le droit des patrons à se coaliser pour diminuer les salaires ; elle est une loi de répression, qui punit les coalitions, lorsqu'elles sont accompagnées de certains faits de violences ou de manœuvres déclarées coupables. En fait, et par voie de conséquences, il résulte bien de cette loi de 1864 que les coalitions sont permises, en tant qu'elles ne sont pas accompagnées de ces circonstances qui leur donnent le caractère délictueux ; et cette liberté des coalitions résulte d'ailleurs surabondamment, tant de la discussion des Chambres que des longs exposés de motifs qui ont précédé cette discussion. Mais,

au point de vue légal, la loi de 1864 n'en reste pas moins une loi de répression modificative de quelques articles du Code pénal et par suite appartenant essentiellement et exclusivement au droit criminel. Caractériser ainsi la loi de 1864, c'est dire qu'elle est sans influence sur les contrats civils, et qu'elle ne peut avoir eu pour objet de modifier les engagements réciproques des patrons et des ouvriers. Si donc il convient à des ouvriers de se coaliser pour obtenir une augmentation de salaires, si la coalition s'est formée sans le concours de violences ou manœuvres qui sont déclarées seules coupables par cette loi, les ouvriers peuvent immédiatement cesser tout travail sans être pour cela passibles d'aucune peine. (Notons en passant que l'Assemblée nationale est saisie d'un projet pour l'abrogation de la loi de 1864 sur les coalitions.) Mais sont-ils en même temps, ces ouvriers, dégagés de toute responsabilité à raison du préjudice matériel qu'ils causent par cette interruption subite? peuvent-ils être considérés comme déliés des obligations qu'ils ont contractées envers leurs patrons et notamment de celle de lui donner le congé d'usage? Evidemment non; c'est là une clause de leur contrat que la loi de 1864 n'a pu avoir pour effet de résilier, qu'elle ne vise pas, et sur laquelle elle est sans application possible. Par suite, il faut dire que si l'ouvrier refuse de satisfaire à son engagement en ce qui concerne le congé, il doit au patron une indemnité proportionnée au nombre de jours de travail qu'il aurait dû fournir avant d'abandonner l'atelier. — C'est ce qu'avait déjà jugé le conseil

des prud'hommes de Reims, et ce que juge le conseil de Rouen, et nous croyons que les solutions qu'ils adoptent sont équitables en même temps qu'elles sont essentiellement juridiques. Voir au surplus, DICTIONNAIRE GÉNÉRAL ET RAISONNÉ, 3^e édit., p. 62 et 104 du deuxième volume; aux mots *Coalition* et *Contrat d'engagement*; et une sentence de M. le juge de paix du canton de Totes, rapportée dans le BULLETIN DES DÉCISIONS de 1870, p. 189.

MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
Juge de paix de Cysling (Nord).

ARTICLE 426.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement
de Paris.

Président : M. CARRÉ, juge de paix.

19 janvier 1873.

*Jugement par défaut. — Opposition.
Défaut de moyens.*

L'opposition à un jugement par défaut qui, originairement, ne contient pas sommairement les moyens de l'opposant ou qui, par suite du désistement de ces moyens, n'en contient plus, n'est pas frappée de nullité.

Cette question, sur laquelle nous ne connaissons aucun document de jurisprudence, a été résolue par M. le juge de paix du premier arrondissement de Paris, dans les circonstances suivantes :

Le sieur Trabaud assignait l'administration des postes en paiement de 100 francs représentant la valeur d'une lettre chargée et déclarée qui n'aurait pas été remise au destinataire, et de 50 francs à titre de dommages-intérêts.

Sur cette assignation, la poste fit défaut, et fut condamnée. Elle forma opposition, et, dans son acte

d'opposition, releva, comme moyen de défense, l'incompétence du juge saisi.

Au cours du débat, reconnaissant son exception mal fondée, la poste s'en désista et voulut plaider au fond. Trabaud s'y refusa; il prétendit que l'opposition ne contenait qu'un moyen — l'incompétence — que ce moyen étant abandonné, l'opposition n'était plus conforme aux prescriptions de l'article 20 du Code de procédure civile, qui exige que les moyens soient sommairement énoncés.

. Le jugement du 19 janvier 1872, répond ainsi à ces prétentions :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par citation du 11 octobre, Trabaud a demandé la condamnation du directeur général des postes au paiement d'une somme de 150 francs composée de celle de 100 francs, valeur déclarée d'une lettre chargée, et de celle de 50 francs pour dommages-intérêts; — Que le directeur général des postes n'ayant pas comparu sur cette citation, un jugement par défaut, sous la date du 27 octobre, l'a condamné au paiement de la somme réclamée par Trabaud; — Que le directeur général des postes, par exploit du 18 novembre, a formé opposition à ce jugement; que, dans cette opposition il se fonde sur l'incompétence du juge; qu'ainsi il attaque virtuellement au fond la condamnation prononcée; — Que l'opposant, à l'audience du 12 janvier, s'est verbalement désisté de l'exception d'incompétence présentée par lui; et que Trabaud a déclaré accepter ce désistement, mais qu'il prétend que le directeur gé-

ral des postes, n'ayant indiqué que le seul moyen d'incompétence au soutien de son opposition, est non recevable à invoquer aucun moyen nouveau de défense; que Trabaud conclut, en conséquence, au maintien pur et simple du jugement par défaut;

« Attendu que ce système consisterait en définitive à soutenir que l'opposant doit se renfermer strictement pour sa défense dans les seuls moyens relevés en son acte d'opposition; et que, dans la cause, l'opposant s'étant désisté du seul moyen produit, il est désormais non recevable à présenter sur le fond aucune espèce de défense, ce qui reviendrait à dire que l'opposition formée sans donner de moyens est frappée de nullité et ne peut, dès lors, produire aucun effet;

« Attendu qu'une telle rigueur de procédure contraire à tous les errements suivis dans les Tribunaux ordinaires, serait, devant la justice de paix, plus contraire encore à l'intention du législateur qui n'a prescrit devant cette juridiction que la procédure la plus simple et la plus à l'abri des arguties de la chicane; qu'elle serait encore contraire à l'esprit de la loi qui témoigne, spécialement dans l'article 21 du Code de procédure civile, de sa volonté de protéger la défense et de prévenir toute surprise en permettant au juge de proroger, même d'office, les délais indiqués pour l'opposition;

« Attendu, d'ailleurs, que les dispositions de l'article 20 du Code de procédure civile ne déclarent en aucune manière restreindre la défense de l'opposant aux seuls moyens énoncés par lui dans son acte d'opposition; qu'elles ne prononcent

contre lui aucune forclusion à cet égard ; que cet article est muet également sur les conséquences du défaut d'énunciation de moyens, et qu'il s'abstient de prononcer la nullité de l'opposition dans le cas où elle ne contiendrait pas, même sommairement, les moyens de la partie ;

« Attendu, en conséquence, qu'il n'y a lieu d'invalider l'effet de l'opposition, ni d'en prononcer la nullité, puisque aux termes de l'article 4030 du Code de procédure civile, aucun exploit ou acte de procédure ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi ;

« Par ces motifs, sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens présentés par Trabaud, lesquels sont rejetés, disons qu'il sera plaidé au fond. »

Observations. — L'article 20 du Code de procédure civile qui édicte que l'opposition doit contenir sommairement les moyens de sa partie, n'a pas cependant indiqué que l'omission de ces moyens entraînerait la nullité absolue de l'acte. Par suite on peut même douter que cette nullité doive être prononcée en pareil cas. A plus forte raison faut-il écarter toute exception de nullité, lorsque l'acte d'opposition a formellement indiqué un moyen, ce moyen fût-il ensuite abandonné. Par ce fait, l'opposant a satisfait aux prescriptions de l'article 20, et on ne saurait exiger de lui qu'il soit ultérieurement tenu, à peine de non-recevabilité de son opposition, de baser sa défense sur cet unique moyen, ni lui interdire d'en adopter d'autres qui lui paraîtraient plus fondés. La juridiction des juges de paix doit autant que possible écarter les subtilités de droit

et les moyens purement dilatoires qui n'auraient pour effet que d'augmenter les frais du litige. A. B.

ARTICLE 427.

Jugement de paix du canton de Saulxure (Vosges).

Président : M. GRANDURY, juge de paix.

5 janvier 1872.

Jugement interlocutoire. — Opposition. Non-recevabilité.

Lorsqu'à une première audience, les parties ont comparu devant les juges de paix et pris respectivement leurs conclusions, le jugement rendu après enquête, et même en l'absence de l'une des parties a le caractère contradictoire ; en conséquence cette partie n'est pas recevable ni fondée à attaquer ce jugement par la voie de l'opposition.

Ainsi décidé,

Le 5 janvier 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Saulxure, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 19, 20 et 21 du Code de procédure civile, ensemble tous les jugements rendus dans cette affaire ; — Attendu que par exploit de l'huissier Charnot, de Saulxure, du 15 novembre dernier, le sieur Claudel a fait citer le sieur Rouge à comparaître devant nous à l'audience du 17 même mois, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 40 francs pour logements militaires allemands, aux intérêts du jour de la demande et aux dépens ; — Attendu qu'à cette audience, les parties, présentes en personne, ont pris respectivement des conclusions ; que sur la dénégation par le sieur Rouge des faits allégués par le sieur Claudel,

celui-ci a conclu subsidiairement à être admis à en administrer la preuve par toutes les voies de droit, notamment par témoins; que le sieur Rouge a formé lui-même contre le sieur Claudel une demande reconventionnelle en paiement de 500 francs à titre de dommages-intérêts, pour s'être permis de le molester et de le déranger dans ses fonctions et occupations; — Attendu que par jugement du 24 novembre, rendu en l'absence des parties, nous avons admis le sieur Claudel, à faire à notre audience du 8 décembre suivant, la preuve par lui offerte, en réservant toutefois la preuve contraire au sieur Rouge, pour être faite à la même audience; — Attendu que ce jugement a été signifié à ce dernier, par exploit du même huissier, du 6 décembre 1871; — Attendu qu'à l'audience du 8 décembre, nous avons procédé, en présence du sieur Claudel, à l'audition des témoins par lui produits; que le sieur Rouge ne s'y est point présenté ni personne pour lui, et n'y a fait appeler aucun témoin au soutien de son exception en défense; que le sieur Claudel ayant fait suffisamment la preuve par lui offerte, nous avons condamné le sieur Rouge à lui payer la somme avant dite de 40 francs avec les intérêts du jour de la demande et aux dépens, puis nous l'avons débouté de sa demande reconventionnelle comme étant aussi absurde et ridicule que mal fondée; car, selon nous, elle n'avait été formée que pour nous rendre soit incompétent soit juge en premier ressort; — Attendu qu'aux termes de la loi, on ne peut former opposition à un jugement que lorsqu'il est par défaut; qu'il s'agit donc de déterminer si le jugement du 8 décembre 1871 est par défaut, et,

dans le cas de l'affirmative, si l'opposition est régulière et fondée; — Attendu qu'il est reconnu par tous les auteurs qui ont traité la question, notamment par M. Mourlon, qu'il suffit, pour qu'un jugement soit contradictoire, que les parties aient, à la première audience, respectivement pris des conclusions; que dès ce moment l'affaire étant en état, le jugement à intervenir ne peut plus être par défaut; — Attendu qu'à la première audience à laquelle la cause a été appelée, les parties, comme nous venons de le dire, ont comparu en personne et ont pris l'une et l'autre des conclusions; que le sieur Rouge a même formé la demande reconventionnelle dont il vient d'être parlé; que conséquemment notre jugement du 8 décembre 1871, rendu en premier ressort, après enquête et en l'absence du sieur Rouge a le caractère contradictoire; que ce dernier ne pouvait donc l'attaquer que par la voie de l'appel et non par la voie de l'opposition; que dès lors il y a lieu de le maintenir purement ou simplement; — Sur le point de savoir si l'opposition est régulière et fondée, point que nous avons cru devoir examiner parce que notre décision n'est qu'en premier ressort : — Attendu que le sieur Rouge n'a formé opposition qu'à une partie de notre jugement, ses conclusions à cet égard ne portant que sur la demande principale; qu'il n'est nullement question de la demande reconventionnelle; qu'ainsi son opposition n'est point régulière; qu'elle n'est pas davantage fondée; attendu que le sieur Rouge pouvait parfaitement se faire représenter à l'audience du 8 décembre dernier, comme il le fait aujourd'hui, et y appeler ses témoins, car à cette

époque il n'était pas plus malade et même moins que maintenant; que s'il ne l'a pas fait, c'est par esprit de contradiction et pour faire voir qu'il ne tenait aucun compte de notre sentence interlocutoire; que du reste, dans cette affaire, il a montré beaucoup de mauvaise volonté et a employé tous les moyens possibles pour la compliquer et en retarder la solution définitive dans le but sans doute de fatiguer le sieur Claudel et de l'amener à abandonner son procès;

« Par ces motifs, déboutons le sieur Rouge de son opposition, dans laquelle nous le déclarons non recevable et mal fondé; — En conséquence nous disons que notre jugement du 8 décembre dernier sera exécuté selon sa forme et teneur et condamnons le sieur Rouge aux dépens. »

Observations. — Il n'y a de jugement par défaut qu'au cas où l'une des parties ne comparait pas, ou ayant comparu déclare faire défaut et se retire sans poser conclusions. Mais dès que toutes les parties ont comparu et posé conclusions, l'instance est liée et le jugement à intervenir sera nécessairement contradictoire. Il ne peut dépendre du mauvais vouloir de l'une des parties de susciter des lenteurs, et d'entraver l'action de son adversaire en s'abstenant de paraître aux débats, alors qu'elle les a une première fois acceptés. — Il a été jugé en matière criminelle qu'on doit considérer comme contradictoire le jugement qui, après l'interrogatoire et la plaidoirie du prévenu, a été rendu à une autre audience, sans que le prévenu fût présent ni personne pour lui. Cass., 8 mars 1851 ANNALES, 1852 p. 141.

A. B.

ARTICLE 428.

Justice de paix de Pierrefontaine (Doubs).

Président : M. L'ABBÉ, juge de paix.

20 décembre 1871.

Diffamation. — *Imputation de vol. — Conversations privées. — Colportage. — Compétence du juge de paix.*

L'imputation d'avoir volé un rouleau de toile et une pièce de droguet dans un magasin est un fait assez précis, assez déterminé pour constituer une diffamation.

Le juge de paix est compétent pour apprécier les dommages-intérêts qui peuvent être dus pour réparation du préjudice causé par des imputations diffamatoires répandues non pas dans des lieux publics et par écrit, mais verbalement dans des conversations privées, et colportées aux domiciles de diverses personnes.

Dans le cas où la diffamation a été commise par une femme mariée, il y a lieu de prononcer solidairement contre le mari la condamnation aux dépens, s'il n'a pas empêché celle-ci de se livrer à la diffamation en sa présence et pendant l'exercice d'un négoce qu'il avait autorisé.

Ainsi jugé,

Le 20 décembre 1871, par jugement de M. le juge de paix de Pierrefontaine, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en leurs dires, moyens, conclusions et défense; — Vu notre jugement interlocutoire du 6 décembre courant, dûment enregistré; — Vu le procès-verbal d'enquête de ce jour; — Vu l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838; — Vu les articles 1382 et 1384 du Code civil; — Attendu que le 5 juin dernier, la femme du demandeur, accompagnée de la veuve Roy, se rendit chez les époux Goguillot, négociants à Flangebouche, pour y acheter quelques marchandises; qu'ayant quelques autres

commissions à faire au village, elles laissèrent leurs cabas contenant leurs emplettes chez les époux Goguillot, pour les faire; et, à leur retour, elles les reprirent pour s'en aller chez elles à Laroy; — Attendu que dans le courant de juillet ou à toutes autres époques après le 5 juin, les époux Goguillot ont répandu publiquement que la femme Girardet leur avait soustrait frauduleusement une pièce de droguet et un rouleau de toile de blouses; — Que ces faits diffamatoires ont été publiés, répétés par les époux Goguillot, la femme surtout; que cela résulte des dépositions des quatre témoins entendus à l'audience de ce jour; — Attendu qu'il ne s'agit pas ici d'injures, mais de propos diffamatoires; qu'en effet, toute allégation d'un *fait précis* qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne à laquelle le fait est imputé constitue la *diffamation*; c'est, du moins, la définition qu'en donne l'article 13 de la loi du 17 mai 1819; — Attendu que l'imputation d'avoir volé un rouleau de toile, une pièce de droguet, est un fait assez précis, assez déterminé; que les époux Goguillot, en répandant ces faits dans le village par paroles, ont commis la *diffamation verbale*, pour laquelle seule les juges de paix sont compétents jusqu'à 100 francs, sans appel, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever; — Attendu que la diffamation ci-dessus n'a point eu lieu *par écrit*; que seulement la femme Goguillot a dit et répété que la femme du demandeur lui avait volé des marchandises; qu'il n'est point établi non plus qu'elle aurait répété ces propos diffamatoires dans des lieux publics ou dans des réu-

nions publiques; qu'elle s'est contentée d'en parler à diverses personnes soit chez elle, soit à leurs domiciles respectifs; que dès lors nous sommes compétent et régulièrement saisi; — Attendu qu'en matière de diffamation verbale le juge doit mesurer la somme des dommages-intérêts et la gravité des circonstances à la gravité de la diffamation, au préjudice éprouvé par le plaignant et suivant la qualité des personnes; — Qu'il résulte des débats contradictoires des parties, que dans les villages de Laroy et de Flangebouche, on n'a pas cru généralement à l'imputation de vol portée contre la femme du demandeur; que dès lors elle a moins souffert dans son honneur et dans sa réputation; — Attendu qu'il s'agit dans l'espèce de deux femmes de la campagne ayant peu ou point d'instruction, que la somme de 4 000 francs de dommages-intérêts est grandement exagérée; qu'en la réduisant à 50 francs, on reste évidemment dans les limites de la justice et de l'équité; — Attendu, du reste, que ce n'est pas la quotité des dommages-intérêts qui peut rétablir l'honneur et la réputation de ceux qui ont souffert, mais le prononcé du jugement qui les alloue en audience publique; — Attendu en ce qui concerne la solidarité des défendeurs que s'il est des cas où le mari n'est pas civilement responsable des délits commis ou des dommages causés par sa femme, c'est généralement quand il a fait son possible pour les empêcher, ou qu'elle les a commis en dehors des fonctions auxquelles il l'avait employée; — Que dans le cas particulier, la diffamation a été commise par la femme dans les occupations

du négoce de son mari, comme cela ressort des débats et de l'enquête ; — Attendu que le quatrième témoin, Eugénie Pobellé, affirme que M. Goguillot était présent lorsque sa femme accusait Florine Guyon de voleuse, etc., et qu'il n'a rien dit pour empêcher la diffamation ; qu'il paraissait l'approuver et autoriser sa femme à parler ainsi ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement en premier ressort, condamnons *solidairement* les époux Goguillot à payer aux demandeurs la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts, pour réparations civiles et pour les causes avant d'être, les condamnons, de plus, aux intérêts de cette somme, dès le jour de la demande en justice et aux dépens, le tout sous la *même solidarité*. »

Observations. — Il y a évidemment diffamation dans l'imputation d'avoir volé des marchandises dans un magasin.

Sur la question de compétence, voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., *Injures, Diffamation*, n° 155 et suivants.

Quant à la solidarité, il est certain qu'elle peut être prononcée dans tous les cas où le mari s'est associé aux faits dommageables commis par sa femme ; il est alors tenu au même titre qu'elle à la réparation du préjudice causé. C. M.

ARTICLE 429.

Tribunal de simple police de Cysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ - CÉCILLE,
juge de paix.

23 février 1872.

Trésor. — *Découverte.* — *Ouvrier.* —

Propriétaire du fonds. — *Part de l'ouvrier.*

L'ouvrier, dans l'espèce un bûcheron, qui, en abattant un chêne, pour le compte du propriétaire du sol et de l'arbre, découvre par le seul effet du hasard un trésor, a droit à la moitié qui revient à l'auteur de la découverte.

Ainsi décidé,

Le 23 février 1872, par M. le juge de paix de Cysoing, suivant jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur B***, propriétaire d'une maison avec plant en dépendant, sise à Bachy, employait, le 12 janvier dernier, le demandeur à l'abatage d'un vieux chêne qui se trouvait dans ledit plant, quand, en voulant déraciner l'arbre, le bûcheron heurta et fit résonner d'un coup de pioche un petit vase en terre contenant cinq pièces d'or à l'effigie de François 1^{er}, et diverses pièces romaines anciennes, en argent et métal, formant ensemble une valeur de 150 francs ; que le sieur M***, bûcheron, ignorant dans le moment quels pouvaient être ses droits, remit lesdites pièces au sieur B***, qui le reconnaît avec bonne foi et déclare qu'elles ont été estimées 150 francs, valeur intrinsèque ; — Attendu que ledit sieur B***, défendeur, refuse de rendre au sieur M***, demandeur, moitié des pièces contenues dans le vase dont il s'agit, ou payer leur valeur, soit 75 francs, sous le prétexte que lesdites pièces ont été trouvées dans le fonds qui lui appartient ; que le bûcheron, pour déraciner l'arbre, fouillait la terre par son ordre, et que tout ce que faisait un ouvrier dans le fonds du propriétaire et avec son argent, était censé

fait par le propriétaire lui-même ; — Attendu que la découverte desdites pièces n'a pas été le résultat d'une recherche spéciale, positive, mais bien le seul effet du hasard ; — Que dans ce cas, l'article 716 du Code civil admet l'inventeur au partage du trésor avec le propriétaire du fonds, sans égard à la qualité ou à la condition de celui qui le découvre ; — Statuant en dernier ressort et faisant droit aux conclusions reprises dans l'exploit introductif d'instance, condamnons B***, à rendre la moitié du trésor à M***, ou à payer à ce dernier la somme de 75 francs ; le condamnons de plus aux dépens.»

Observations. — Lorsque le trésor était trouvé par le propriétaire dans son propre fonds, le droit romain en adjugeait la propriété absolue au maître du fonds ; le droit français et coutumier, au contraire, déférait le trésor par moitié au seigneur haut-justicier, et le maître du fonds n'avait que le surplus. Cette solution tenait aux principes du droit féodal, inconnu aux Romains.

Quand le trésor était trouvé par un étranger dans le fonds d'autrui, la propriété en était distribuée par tiers, d'après le même droit, entre le seigneur, le propriétaire du fonds et l'inventeur ; tandis que, d'après le droit romain, elle se divisait par moitié entre ces deux derniers, conformément à l'édit de l'empereur Adrien (Instr., § 39, *De rer. divis.* *Vide vinnium hic*, n° 3 et 9). Cette manière de voir a été adoptée par le Code civil, art. 716.

La question de savoir si ce partage par moitié avait lieu indistinctement entre toutes sortes de personnes, de façon que les ouvriers et domesti-

ques employés par le propriétaire du fonds qui recélait le trésor aient droit à cette moitié, était autrefois controversée. On disait que si, d'un côté, le silence du législateur autorisait ce partage sans aucune acception de personnes, il semblait qu'il était plus conforme aux principes d'en exclure ceux qui, étant aux gages du propriétaire du fonds, ou qui, étant payés pour l'ouvrage qui est la cause occasionnelle de la découverte, n'avaient pu acquérir pour eux-mêmes, mais bien pour ce propriétaire. Voir Ferrière, *Dictionn. de droit, Trésor*.

Ce sentiment était rejeté par Barbeyrac dans ses notes sur Puffendorf, sentiment fondé sur la loi 41, ff., *De acquirend rer. dom.*, et confirmé par Bynkershouck dans ses *Observations*, liv. II, chap. iv.

L'opinion de Barbeyrac fut préférée, et elle a été adoptée par de nombreux arrêts.

Le domestique ou l'ouvrier doit, en effet, avoir part au trésor, parce qu'indépendamment que cela est conforme à l'esprit du Code civil, qui n'exclut aucune classe de personnes, on excite, par ce moyen, leur industrie autant que leur fidélité. D'ailleurs, pourquoi leur refuser leur part dans un don purement accidentel de la fortune, qu'on n'eût peut-être point obtenu sans eux ? C'était la jurisprudence des anciennes Cours, même du pays du droit écrit. Il n'y avait qu'une exception d'équité : c'était lorsque l'ouvrier ou le domestique avait dissimulé la découverte, pour se l'approprier au préjudice du propriétaire du fonds. On considérait alors le fait comme un dol de leur part, que les magistrats punissaient par la privation de

leur droit, et même par la condamnation au double.

On retrouve un monument de cette jurisprudence dans un arrêt du parlement de Toulouse, rapporté par Boutaric, d'après lequel un maçon qui avait trouvé un trésor en travaillant à l'archevêché de Toulouse, fut déchu de sa portion parce qu'il l'avait dissimulé, et qu'il en avait même soustrait une partie. Une seconde exception fut cependant aussi introduite contre celui qui ne devait sa découverte qu'à une recherche positive, et non au seul effet du hasard (*Vis vinnium*, eod, p. 213, n° 9). Mais il fallait que la fouille fût faite par l'ordre du maître du fonds : *Is totum hunc domino loci, sive ad cujus curam, vel imperium, locus pertinet reddere, cogeretur*. Hors cette circonstance, on suivait la règle générale, et le trésor était acquis pour la moitié à celui qui l'avait trouvé.

A. B.

ARTICLE 430.

Trib. de simple police de Remiremont
(Voiges).

Président : M. DANIS, juge de paix.

8 novembre 1871.

Marché aux bestiaux. — Arrêté préfectoral. — Interdiction. — Typhus des bêtes à cornes. — Contravention. — Cumul des peines.

Le fait, par des marchands de bestiaux, de conduire des bêtes à cornes à une foire, alors qu'un arrêté préfectoral a interdit les foires et marchés aux bestiaux dans tout le département, constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal.

Le cumul des peines n'est pas interdit en matière de contravention ; en conséquence, le juge de police peut prononcer contre les contrevenants autant d'amendes qu'ils ont introduit de têtes de bétail à la foire.

Ainsi décidé,

Le 8 novembre 1871, par jugement du Tribunal de simple police de Remiremont, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 1871, portant que les foires et marchés aux bestiaux sont interdits dans toute l'étendue du département ; — Considérant que du rapport ci-dessus, il résulte que les inculpés ont contrevenu à cet arrêté en conduisant à la foire du Tholy, qui se tient dans la section du village, le 16 octobre dernier, des bestiaux leur appartenant et qu'ils voulaient certainement y vendre, car tous sont marchands de bestiaux ; — Qu'ils ont d'autant plus de tort, qu'ils ne pouvaient ignorer, eux qui habitent les arrondissements de Saint-Dié et de Remiremont, que ledit arrêté avait été rendu alors que le typhus contagieux des bêtes à cornes s'était propagé précisément dans plusieurs communes de ces arrondissements ; — Considérant qu'il est de jurisprudence qu'en matière de contravention le cumul des peines est de droit ; que notamment les arrêts de la Cour de cassation des 12 mai 1854, 23 novembre 1860, 8 janvier 1864 et 8 août 1869, confirment cette jurisprudence ; — Que dès lors les inculpés ont commis autant de contraventions qu'ils avaient de têtes de bétail à la foire du Tholy ; — Considérant que ces contraventions sont prévues et punies par l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — Vu aussi l'article 162 du Code d'instruction criminelle ; — Considérant que les dépens doivent être répartis entre les défendeurs au prorata des con-

traventions à leur charge; — Par ces motifs, condamne les inculpés, savoir : le sieur Lehmann, pour trois contraventions, en 15 francs d'amende; le sieur Weill, pour huit contraventions, en 40 francs d'amende; Clément Mayer, pour deux contraventions, en 10 francs d'amende; Wolff, pour cinq contraventions, en 25 francs d'amende; Kinsbourg, pour trois contraventions, en 15 francs d'amende; — Fixe au maximum la durée de la contrainte par corps; — Les condamne aux dépens au prorata desdites amendes, lesquelles ont été liquidées à 7 fr. 30. »

Observations. — Le principe invoqué par la sentence que le cumul des peines est de droit en matière de contraventions est aujourd'hui incontestable et établi par une jurisprudence constante. En l'espèce, la condamnation prononcée peut paraître sévère, mais le juge de police devait se montrer rigoureux, car il fallait à tout prix rendre impossible pour l'avenir un commerce préjudiciable à l'intérêt public; or, si le Tribunal n'avait prononcé qu'une amende simple, les marchands qui faisaient sciemment un trafic illicite auraient encore eu bénéfice à le continuer. A. B.

ARTICLE 431.

Tribunal de simple police du Puy
(Haute-Loire).

Président : M. BALME, juge de paix.

10 novembre 1871.

Pesage. — Marchandises. — Magasins
du prévenu.

L'individu qui fait peser, dans ses magasins et dans un enclos en dépendant, des

chars de paille qu'il a achetés sur le marché, par des personnes autres que les préposés de l'administration, ne commet aucune contravention.

Ainsi jugé,

Le 10 novembre 1871, par jugement de M. le juge de paix du Puy, statuant comme juge de police, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu l'article 4 de l'arrêté des consuls du 7 brumaire an IX; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 29 floréal an X; — Vu la circulaire de M. le préfet de la Haute-Loire, adressée à MM. les maires, en suite d'une décision de M. le ministre de l'intérieur, laquelle est relatée au Recueil des actes administratifs de ce département, n° 15, de 1859; — Vu l'article 4 de l'arrêté municipal du 1^{er} novembre 1843, le ministère public entendu; — En droit : — Attendu que l'article 4 de l'arrêté des consuls du 7 brumaire an IX, porte : « Aucune autre personne que lesdits employés ou préposés ne pourra exercer dans l'enceinte des marchés, halles et ports, la profession de peseur, mesureur, jaugeur, à peine de confiscation des instruments destinés au mesurage; » — Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 29 floréal an X dispose d'autre part : « Il sera établi dans les communes qui en seront jugées susceptibles par le gouvernement des bureaux de pesage, mesurage, jaugeage public; nul ne sera contraint à s'en servir, si ce n'est dans le cas de contestation; » — Attendu que des termes généraux de cette dernière loi, il semblerait résulter que l'arrêté de l'an IX a été abrogé; que cependant la Cour de cassation expliquant les

dispositions contradictoires de ces deux lois, a décidé que la loi de l'an X n'avait en rien modifié l'arrêté des consuls; que la première conserve son empire relativement aux bureaux de poids publics établis dans les halles et marchés, tandis que la loi de l'an X régit les lieux situés hors de leur enceinte; — Attendu que la Cour de cassation, faisant application de ces principes, a jugé d'une manière constante que les commerçants peuvent, en dehors des marchés, peser, mesurer leurs marchandises, et que le recours au poids public n'est obligatoire que lorsqu'il y a contestation entre l'acheteur et le vendeur; que comme conséquence des mêmes principes, elle a admis que les denrées et marchandises exposées en vente dans les foires et marchés peuvent être transportées hors du marché pour être pesées dans une maison particulière sans qu'il y ait contravention, bien qu'un arrêté municipal défendît indistinctement de peser et mesurer ailleurs que sur les foires et marchés les marchandises qu'on y a exposées en vente; l'autorité municipale ne pouvant restreindre l'exercice d'un droit reconnu par la loi (Arrêt du 29 août 1850); — Attendu qu'en autorisant l'établissement de poids publics dans les marchés le législateur a eu pour but non point de créer une source de revenus pour les communes, mais bien de faciliter les transactions commerciales, et d'assurer la sincérité des pesages et mesurages; — Attendu que, ces lois créant un monopole, on doit les appliquer dans le sens le plus restreint et le plus rigoureux de leurs termes; — Attendu que le préfet de la Haute-Loire, saisi de la question de savoir : 1° si, lorsqu'il

existe un poids public dans une commune, tout individu était libre de se servir sur l'emplacement du marché des poids dont il dispose, et qui sont conformes au système légal; 2° si les anciens arrêtés municipaux portant interdiction du pesage ainsi pratiqué devaient être considérés comme obligatoires, a consulté M. le ministre de l'intérieur qui lui a répondu à titre de décision, après avoir visé les textes des lois de l'an IX et de l'an X, que hors le cas de contestation le recours au pesage et mesurage public est purement facultatif, et que chacun, dans l'enceinte ou hors l'enceinte des marchés, halles ou ports, peut, pour les marchandises qu'il achète ou vend, se servir des poids ou mesures qui sont à sa disposition, et qui remplissent les conditions légales; — Que quant aux arrêtés municipaux qui auraient été pris pour interdire l'exercice de cette faculté, quelle que fût leur date, ils ne sauraient être obligatoires sous l'empire des lois précitées; que par une circulaire il invite MM. les maires à tenir compte de la décision du ministre, tant à l'égard de leurs nouveaux que de leurs anciens arrêtés; — Attendu que l'article 4 de l'arrêté municipal de 1843 est conçu en termes généraux, qu'il porte : « Il est défendu à tout particulier de faire peser ailleurs qu'au poids public les denrées et marchandises vendues au poids, et à toute personne de peser ou prêter ses poids pour cet objet; » que, par la généralité même de ses termes, il est contraire à la lettre et à l'esprit des lois précitées; qu'il ne saurait dès lors être considéré comme obligatoire que tout autant qu'il eût été approuvé par une loi spéciale; — En fait, attendu que Paulet a

acheté sur le marché du Puy plusieurs chars de paille qu'il a fait peser à une bascule qu'il possède sur un terrain privé qu'il détient à titre de locataire, lequel est attenant à ses magasins, et situé avenue de la Gare, lieu fort éloigné du marché ; — Attendu qu'il est donc constant que ledit Paulet n'a point pesé ces chars de paille sur le marché ni dans un lieu qui en soit une annexe, qu'il est également établi qu'il ne s'est élevé aucune contestation entre lui et les vendeurs ; — Que, par conséquent, il n'a contrevenu ni à la loi du 7 brumaire an IX, ni à celle du 29 floréal an X ; — Par ces motifs, le Tribunal relaxe le sieur Paulet de la plainte portée contre lui, le renvoie d'instance sans dépens. »

Observations. — Jugé de même que tout citoyen a le droit de faire peser et mesurer dans ses magasins les denrées par lui achetées sur les foires et marchés, et qu'il n'est tenu de recourir au bureau de pesage et mesurage public qu'en cas de contestation. Cass., 29 août 1853, ANNALES, 1854, p. 235 ; Cass., 4 février 1853, ANNALES, 1853, p. 311. Voir aussi dans le même sens Cass., 7 mars 1835, ANNALES, 1^{re} série, t. IV, *Poids public*, p. 162. C. M.

ARTICLE 432.

Tribunal de simple police de Vitré (Ille-et-Vilaine).

Président : M. DELAMBRE, juge de paix.

17 novembre 1871.

Voirie. — Alignement. — Mur. — Autorisation de blanchir à la chaux. — Réparations non autorisées. — Contreven-tion. — Démolition de la besogne mal plantée.

Le propriétaire qui, ayant été autorisé à blanchir et à peindre le mur de face de sa maison, y a fait en outre des travaux confortatifs, bien que le mur soit sujet à reculement, contrevient aux règlements de voirie, et est passible des peines de l'article 471, n° 5, du Code pénal. Le juge de police doit en ce cas condamner les contrevenants non-seulement à l'amende, mais encore à la démolition de la besogne mal plantée.

Mais la démolition qu'il a lieu d'ordonner ne doit s'entendre que des travaux confortatifs indûment faits, et non pas du mur lui-même auquel ces travaux s'appliquent.

A l'appel de la cause, lecture à été donnée, par le greffier, d'un procès-verbal en date du 26 octobre dernier, enregistré, dressé par M. le commissaire de police de Vitré, duquel il résulte que la dame veuve Lucas, autorisée seulement par l'autorité municipale à blanchir au lait de chaux la façade de la maison qui lui appartient, rue Notre-Dame, n° 20, à Vitré, et à faire peindre les menuiseries de cette même maison, a, de plus, fait faire des travaux confortatifs en enduisant, à mortier de chaux, plusieurs parties du mur de face de cette maison qui est frappée d'alignement, les enduits disséminés sur plusieurs points, tant au rez-de-chaussée qu'à l'étage supérieur, couvrant et reliant entre elles les pierres qui étaient descellées.

La prévenue a reconnu les faits relatés au procès-verbal ci-dessus, elle a dit qu'en effet la maison était frappée d'alignement, qu'elle avait fait enduire de mortier quelques endroits du mur de face, bien qu'autorisée seulement à faire blanchir au lait de chaux, mais qu'elle était prête à faire démolir tout ce qui dépassait l'autorisation.

Le ministère public a résumé l'affaire et pris ses conclusions tendant

à ce que la veuve Lucas soit condamnée à l'amende, conformément à la loi et de plus à démolir non-seulement l'enduit partiel qu'elle avait fait au mur de face de sa maison, mais ce mur en entier, attendu qu'il est frappé d'alignement.

« **LE TRIBUNAL :** — Après avoir entendu la lecture du procès-verbal, la prévenue dans sa défense et le ministère public dans ses conclusions ; — Attendu qu'il est constaté par le procès-verbal ci-dessus relaté et par l'aveu de la prévenue, que celle-ci, dépassant l'autorisation qu'elle avait obtenue de faire blanchir et peindre le mur de face de sa maison, rue Notre-Dame, n° 20, à Vitry, y a fait des travaux reconnus confortatifs, bien que le mur soit frappé d'alignement ; qu'elle s'est ainsi mise en contravention aux règlements sur la petite voirie, et a encouru les peines édictées par l'article 471, n° 5, du Code pénal ; — En ce qui concerne la démolition demandée par le ministère public non-seulement des travaux faits indûment, mais encore du mur en entier ; — Attendu qu'il résulte des termes des règlements et ordonnances sur la matière, qu'il y a lieu d'ordonner les démolitions de tous les travaux confortatifs faits sans autorisation aux bâtiments joignant la voie publique et frappés d'alignement, mais que cette démolition doit s'entendre des travaux mêmes faits sans autorisation, de la besogne mal plantée, non du mur auxquels s'appliquent les travaux (voir *Journ. du Palais*, **ALIGNEMENT**, n° 394-395 ; Conseil d'Etat, nov. 1816, juill. 1827, oct. 1828 ; — Dalloz, v° **VOIRIE**, n° 2300, 2302, 2303, et les arrêts de

cassation qui y sont indiqués) ; — Vu l'article 471, n° 5, du Code pénal, dont lecture a été donnée, etc., les articles 161 et 162 du Code d'instruction criminelle ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, condamne la veuve Lucas à 1 franc d'amende et à la démolition des travaux confortatifs qu'elle a faits au mur de sa maison contrairement à l'autorisation de la municipalité. »

Observations. — La démolition que doit ordonner le juge de police, en cas de travaux confortatifs non autorisés, doit s'appliquer seulement à ces travaux eux-mêmes, en ce sens que la construction doit être simplement remise dans son primitif état. Voir indépendamment des autorités citées dans la sentence ci-dessus, l'arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 1856, qui décide que le juge de police saisi d'une contravention pour exhaussement d'un mur sans autorisation, doit ordonner la démolition de la partie exhaussée et non celle de l'ancien mur ; *ANNALES*, 1857, p. 128.

A. B.

ARTICLE 433.

Justice de paix du VI^e arrondissement de Paris.

Président : M. BOULLENGER, juge de paix.

8 février 1872.

Logements militaires. — Dette d'habitation. — Compétence. — Maître d'hôtel. — Concierge. — Mandat.

Le logement militaire est une dette de l'habitation. En conséquence, celui à l'habitation duquel ont été adressés des militaires pour y loger, est valablement assigné, pour une créance relative au logement, devant le juge de la situation de l'habitation, alors

même qu'il justifierait qu'il a son principal domicile ailleurs.

N'est pas recevable ni fondée la demande intentée directement par un logeur contre un particulier, à raison de logements militaires fournis par le logeur pour le compte de ce particulier absent, s'il n'est pas établi que le défendeur ait donné mission au logeur de les fournir en son lieu et place et à ses frais, ou que celui-ci en ait été requis par l'autorité municipale.

« NOUS, JUGE DE PAIX : -- Attendu qu'à la demande, contre lui formée par Moulin, en paiement de la somme de 112 francs, pour logement de gardes mobiles, Flory oppose un double moyen d'incompétence tiré : 1° de ce qu'il aurait été à tort actionné devant un Tribunal autre que celui de son domicile ; 2° de ce que, en tous cas, le logement prétendu fourni pour son compte, par Moulin, l'ayant été sans son ordre et pendant son absence, et les frais dudit logement ne pouvant dès lors être recouvrés contre lui que par l'autorité municipale, le litige relatif à un tel recouvrement serait de la compétence exclusive de la justice administrative ; — Sur le premier de ces moyens : — Attendu que le logement militaire est une dette de l'habitation ; que la demande formée par Moulin repose sur ce qu'il aurait, pour le compte de Flory, ayant alors une habitation, rue Saint-Placide, n° 62, mais absent de cette habitation, fourni le logement à des gardes mobiles adressés à ce dernier par l'autorité municipale en sa qualité d'habitant ; — Que si Moulin pouvait, en raison de ces faits, justifier de son droit à une créance vis-à-vis de Flory, le Tribunal de paix du sixième arrondissement serait compétent pour connaître du litige, s'agissant d'une

créance se rattachant au fait de l'habitation et au sujet de laquelle Flory, qui occupe encore le logement sis rue Saint-Placide, n° 62, devrait être réputé avoir fait élection de domicile au lieu de la situation de cette habitation, du moins pendant toute sa durée ; que dès lors, et en admettant même qu'il fût établi, que Flory a réellement son principal domicile dans le département du Gard, ce premier moyen devrait être écarté ; — Sur le deuxième moyen : — Attendu que si Flory demande à être renvoyé devant la juridiction administrative, c'est parce qu'il soutient que Moulin est sans droit pour agir contre lui à raison du fait qui forme la base de sa demande et que ce droit ne pourrait appartenir qu'à l'autorité municipale ; — Que l'appréciation de ce moyen, tel qu'il est formulé, rend donc absolument nécessaire l'examen du point de savoir si Moulin a ou non une action contre Flory pour le paiement du prix du logement, qu'il prétend avoir, à son défaut, fourni aux gardes mobiles, porteurs de billets de logement à l'adresse de ce dernier ; — Attendu que Flory avait quitté Paris avant la guerre ; qu'il était absent lorsqu'à deux reprises différentes des gardes mobiles se sont présentés porteurs de billets de logement en son nom ; que son absence ne pouvait, à défaut d'ordre ou instructions par lui laissées, autoriser qu'un recours à l'autorité municipale, chargée de la distribution des logements militaires et des mesures à prendre pour le cas, où tels ou tels habitants ne seraient pas trouvés au lieu de leur habitation ; que telle n'a pas été la marche suivie ; que lesdits gardes mobiles se sont présentés chez Moulin ac-

compagnés, ainsi que celui-ci le déclare, du concierge de la maison rue Saint-Placide, 62, et que, sur la simple représentation des billets de logement portant le nom de Flory et sur l'un desquels il déclare que sa femme a mis pour ordre la mention : *2 francs par jour*, Moulin a donné asile à ces gardes ; — Attendu que Moulin reconnaît n'avoir reçu de Flory aucun ordre à l'effet de loger en son absence et à ses frais les militaires qui lui seraient adressés ; — Attendu que Flory déclare, sans que le contraire soit établi, n'avoir donné au concierge de la maison par lui habitée aucune instruction ni mandat au sujet des logements militaires qui pendant son absence pouvaient être mis à sa charge ; que Moulin ne justifie même pas d'une réquisition à lui faite directement par l'autorité municipale d'avoir à loger lesdits gardes mobiles, aux lieu et place et pour le compte de Flory ; — Qu'il n'existe donc aucun lien de droit entre Moulin et Flory à raison des causes de la demande ; — Qu'en réalité si Flory peut être tenu à un paiement quelconque, à raison de l'impossibilité, où il s'est trouvé d'accepter les billets de logement adressés, pendant son absence, à son habitation, ce n'est que vis-à-vis de l'administration municipale et sous la réserve des moyens qu'il prétend être en droit de faire valoir et non vis-à-vis du logeur, qui, spontanément, ou tout au moins sans ordre régulier, aurait cru pouvoir se substituer à lui et déléguer en son lieu et place, en se réservant de se constituer de ce chef son créancier, aux réquisitions, que son absence ne lui permettait ni d'accepter ni de repudier ; — Que Moulin est donc sans

droit pour agir contre Flory à raison des causes de la demande, sauf à lui à se pourvoir pour le paiement de la somme, dont il se prétend créancier, ainsi et contre qui il jugera convenable ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, rejetons la demande comme formée sans droit et condamnons Moulin aux dépens. »

Observations. — Il suffit de lire la loi des 8-10 juillet 1794, pour se convaincre que cette loi faisait du logement militaire une charge de l'habitation et non du domicile des particuliers auxquels elle l'imposait. C'est en effet l'habitant de la commune où les troupes sont de passage qui doit le logement, et c'est le maire de cette commune qui est seul juge des raisons qu'un habitant peut avoir pour se faire exonérer de l'obligation de loger des militaires de passage.

Jugé, dans le même sens, qu'en cas de refus de la part de l'habitant de recevoir les militaires qui se présentent chez lui avec un billet de logement, le maire peut, indépendamment de toutes poursuites ultérieures, envoyer les militaires à l'auberge et aux frais du récalcitrant, en faisant décerner contre lui exécutoire par le juge de paix. Cass., 25 avril 1842. C. M.

ARTICLE 434.

Tribunal de simple police de Carpentras (Vaucluse).

Président : M. PM. DE MONTRAVEL,
juge de paix.

31 janvier 1872.

Police des théâtres. — Jet d'une botte ou bouquet de foin aux acteurs. — Procès-verbal. — Renvoi du prévenu.

Le fait, par un spectateur, pendant une représentation théâtrale, de jeter sur la scène une botte ou bouquet de foin, ne constitue aucune contravention.

Le 28 janvier 1872, au théâtre de Carpentras (Vaucluse), au moment où les acteurs étaient en scène, l'agent de police Gimet a constaté que le sieur Isnard a lancé sur la scène une botte ou bouquet de foin. Le ministère public a pensé qu'il y avait dans ce fait matière à contravention et, à l'audience, a requis contre le prévenu qu'il soit, par le Tribunal, fait application de l'article 471, n° 15, du Code pénal, en vertu d'un arrêté de M. le maire de Carpentras relatif à la police des spectacles; — Mais le 31 janvier 1872, jugement du Tribunal de simple police de Carpentras, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que si le fait reproché au prévenu d'avoir, dans la soirée du 28 janvier dernier, au théâtre de cette ville, jeté sur la scène une botte ou bouquet de foin au moment où avait lieu la représentation, est un fait constant et avoué par le prévenu, ce fait n'a point troublé l'ordre public ni interrompu le spectacle; — Qu'il résulte du rapport même de l'agent de police Gimet que si un grand bruit s'est d'abord fait entendre au moment où la botte de foin a été lancée sur la scène, ce bruit n'a duré que quelques instants et que tout est ensuite rentré dans le silence; — Que par conséquent, il conste implicitement du fait énoncé au rapport de l'agent Gimet que le silence, bien plutôt que l'ordre, aurait été troublé par le fait incriminé et que le bruit qui a éclaté dans la salle n'a duré que quelques instants sans donner

lieu à aucun désordre; — Attendu que si le fait de jeter une botte ou bouquet de foin aux pieds des acteurs, est une façon peu ordinaire et fort peu bienséante et bienveillante de manifester son approbation ou improbation, il ne s'ensuit pas que le jet d'une botte ou bouquet de foin puisse être assimilé au jet d'un corps dur ou d'immondices, faits punissables en vertu des articles 475, n° 8, et 479, n° 8, du Code pénal; — Attendu qu'aucune loi, règlements et arrêtés, notamment ceux visés par le ministère public, n'interdisent le jet aux acteurs de bouquets de fleurs et légumes naturelles ou artificielles, fraîches ou fanées, et qu'en l'espèce il n'appartient point au Tribunal d'arbitrer de quelle catégorie de végétaux, il est séant de composer des bouquets ou bottes à la destination des acteurs; — Qu'il s'agit de constater simplement que la nature de l'objet lancé par le prévenu ne peut être considéré comme immondices, et qu'il n'est résulté dudit fait ni interruption du spectacle, ni trouble de la tranquillité publique, ni dommages pour personne; — Par ces motifs, le Tribunal, jugeant en dernier ressort, relaxe sans dépens le prévenu Isnard.»

Observations. — Il nous est assez difficile de formuler une opinion exacte sur le bien fondé de la sentence que nous rapportons ci-dessus. A première vue, il semble difficile de ne pas reconnaître, comme le juge de police d'ailleurs, que le prévenu avait agi dans une intention malveillante et avec le désir de causer une sorte de scandale public. Il est bien certain que les spectateurs n'entrent pas habituellement dans

un théâtre avec une botte de foin dans leurs poches. L'acte reproché avait donc été prémédité par le prévenu, qui s'était muni intentionnellement du singulier bouquet destiné à être jeté par lui sur la scène. Mais ce fait de malveillance incontestable constituait-il une contravention à l'un des articles visés dans le jugement? A cet égard, nous sommes d'accord avec M. le juge de paix de Carpentras au moins en ce qui concerne les articles 475, n° 8, et 479, n° 8, du Code pénal. Evidemment le fait de lancer un bouquet de foin ne pouvait être considéré comme jet de corps durs et immondices. Il n'y avait pas là non plus la contravention de tapage injurieux ayant troublé la tranquillité des habitants, puisque le jet de foin ne constituait pas par lui-même un tapage, et que le procès-verbal ne constatait pas que la tranquillité des spectateurs eût été sérieusement troublée par l'incident.

Mais n'y avait-il pas dans ce fait la contravention au règlement du maire sur la police des théâtres, contravention prévue par l'article 471, n° 15? Sur ce dernier point, nous ne pouvons contrôler la sentence ci-dessus, car il nous faudrait pouvoir discuter les termes exprès de l'arrêté municipal. Nous n'en connaissons, à cet égard, que ce qu'en dit le jugement, à savoir que le règlement invoqué par le ministère public n'interdit pas le jet aux

acteurs de bouquets de fleurs naturelles ou artificielles. Le juge de police en conclut qu'il n'a pas à arbitrer de quelle catégorie de végétaux il convient de composer ces bouquets. Sur ce point, il a incontestablement raison. Mais si le règlement, comme cela a lieu dans beaucoup de villes, dans l'intérêt du bon ordre, interdit les manifestations hostiles contre les acteurs, après les représentations de début et leur acception par le public, le fait relevé par le procès-verbal pourrait, bien que non expressément visé dans l'arrêté, constituer une contravention à une telle disposition.

Nous avons tout lieu de penser que l'arrêté ne contient pas cette défense ou telles autres analogues, puisque le juge de police a cru devoir acquitter le prévenu. Nous pensons surtout que le magistrat n'aurait pas manqué de le condamner, si le fait incriminé avait produit un scandale réel, interrompu la représentation, et enfin occasionné ce trouble que tout règlement de la police des théâtres a pour objet de prévenir et de réprimer. Le fait ayant passé, sans produire le tapage sur lequel son auteur avait peut-être compté, et étant admis que l'arrêté n'interdit ni directement ni indirectement les manifestations hostiles pendant la représentation, c'est avec raison que le Tribunal de police a refusé d'y voir une contravention punissable.

A. B.

ARTICLE 435.

Justice de paix du cant. de Draguignan
(Var).

Président : M. FAGUET, juge de paix.

22 août 1871.

Action possessoire. — Cours d'eau. — Possession. — Titres. — Sentence arbitrale. — Travaux. — Troubles. — Mainteneur.

En matière de cours d'eau, pour exercer l'action possessoire, il faut justifier d'une possession paisible et publique, et fondée sur un titre apparent. Le juge du possessoire a le droit et le devoir de consulter les titres pour caractériser la possession.

Une sentence arbitrale ancienne qui a réglé la jouissance des eaux entre les parties ou leurs auteurs, et qui a été suivie d'exécution, peut être considérée comme un titre suffisant pour donner à la possession le caractère utile.

Le fait par un propriétaire de déboucher et de rétablir en leur ancien état des canaux bouchés et obstrués depuis longtemps en vertu d'une sentence ancienne, et d'user de ces canaux pour prendre les eaux et les détourner de leurs cours naturel, constitue un nouvel œuvre et un trouble dont la répression peut être demandée devant le juge du possessoire, alors que ce nouvel œuvre n'a pas été accompli depuis plus d'un et jour.

Le propriétaire qui a sa possession annale et non précaire de ces eaux est en droit de réclamer, outre le rétablissement des eaux dans leur cours ordinaire, des dommages-intérêts proportionnés au préjudice dont il justifie.

La dame H*** possède à Flayosc une propriété arrosée par un cours d'eau passant dans le vallon de Pontillesse, séparant sur une certaine longueur son héritage de celui de la dame de F*** qui se trouve sur la rive droite de ce ruisseau. Cette dernière fit exécuter dans le courant de 1869 sur son propre fonds divers travaux qui eurent pour conséquence immédiate de faire tarir les eaux

du ruisseau dont s'agit. Privée de cette jouissance, la dame H*** cita les époux de F*** devant M. le juge de paix du canton de Draguignan. Elle demandait à être maintenue en la possession plus qu'annale où elle était de se servir des eaux de Pontillesse, terroir de Flayosc, possession dans laquelle elle était troublée depuis moins d'un an et un jour par les époux de F*** et à ce que ces derniers fussent condamnés à supprimer les œuvres indument établies, à rendre les eaux à leur cours ordinaire en rétablissant les lieux dans leur ancien état et en 1,000 francs de dommages-intérêts avec dépens. La demanderesse, pour justifier sa prétention, faisait valoir, entre autres arguments, une sentence arbitrale intervenue en 1774 entre le seigneur et la communauté de Flayosc, défendant au seigneur, représenté par les époux de F*** aujourd'hui, de faire aucuns ouvrages tendant à détourner les eaux du vallon de Pontillesse de leur cours ordinaire.

Les défendeurs soutenaient qu'ayant pratiqué des fouilles chez eux ils n'avaient fait qu'user du droit absolu que donne à tout propriétaire l'article 641 du Code civil ; que la sentence arbitrale de 1774 étant indivisible et la plupart des décisions qu'elle renferme se rapportant à des objets abolis avec la féodalité, cette sentence pouvait et devait être considérée comme caduque ; que, n'en serait-il pas ainsi, ladite sentence ne saurait apporter à leur préjudice une restriction aux droits que leur conférait l'article précité ; qu'un certain jugement rendu au possessoire par le Tribunal de paix de Draguignan en 1844, entre la dame H*** et consorts contre l'auteur de M^{me} de

F*** n'avait aucun rapport avec l'instance actuelle, puisqu'il s'agissait des eaux d'une autre source ; que rien ne disait du reste que ce jugement fût devenu définitif et passé en force de chose jugée ; qu'au surplus la dame H*** n'avait pas prouvé dans l'enquête que les eaux détournées par M** de F*** fussent réglées ; que cette dernière avait établi, au contraire, par la contre-enquête, comme elle avait demandé à le faire, que les travaux par elle exécutés avaient consisté uniquement dans le curage et la réparation des anciens canaux ; que, par ces motifs, la dame H*** devait être déboutée de sa demande, etc.

Sur ces conclusions respectives, M. Fagniet, juge de paix du canton de Draguignan, après enquête, a, le 22 août 1871, rendu le jugement suivant, dont nous extrayons la partie relative au point de droit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en matière de cours d'eau, et pour exercer l'action en complainte, il faut prouver que la possession invoquée a été exercée non-seulement *nec vi nec clam*, mais encore qu'elle est fondée sur un titre apparent, afin qu'elle puisse être considérée comme non équivoque et avoir été exercée *animo domini* et non pas à titre précaire. — Attendu que si, d'après les procès-verbaux d'enquête et de contre-enquête, il est hors de doute que la possession des eaux du ruisseau dont s'agit a été exercée *nec vi nec clam* depuis plus d'an et jour, il reste, pour savoir si elle n'a pas été exercée à titre précaire, à examiner le titre sur lequel s'appuie la demanderesse ; —

Attendu que dans une sentence arbitrale rendue le 30 avril 1774 entre le seigneur marquis de Flayosc, représenté aujourd'hui par M^{me} de F*** et la communauté de Flayosc, sentence réglant divers différends entre les parties, dûment contrôlée à Aix, le 25 avril 1774, aux droits de cinquante-six sols, il est dit : « Disons « qu'inhibition et défenses doivent « être faites au seigneur marquis de « Flayosc de se servir hors du temps « de son assignat des eaux tant de « la Combette que de Pontillesse et « de faire aucuns ouvrages tendant « à les détourner de leur cours ordinaire et qu'il doit lui être enjoint « de rétablir les lieux tels qu'ils « étaient avant les nouvelles œuvres « si aucunes y a qui puissent être « préjudiciables au cours desdites « eaux ; » — Attendu qu'au sujet de cette prohibition les défendeurs prétendent que la plupart des décisions renfermées dans la sentence arbitrale susvisée se rapportent à des objets frappés par les lois qui ont aboli la féodalité et la sentence étant indilible, elle doit être considérée comme caduque ; — Attendu que si le juge du possessoire a le droit et le devoir d'apprécier les titres, ce ne peut être que pour déterminer le caractère de la possession, sauf la réserve des droits qui, au pétitoire, pourront résulter de leur appréciation définitive (Cass., 17 juillet 1844) ; — Attendu qu'il résulte des termes mêmes de la sentence arbitrale et de la prohibition qu'elle contient, qu'en jouissant des eaux du vallon de Pontillesse, la dame H*** s'est crue en droit d'exercer cette jouissance *animo domini* ; que de plus l'état d'obstruction dans lequel se trouvent les

aqueducs nettoyés récemment par ordre de M^{me} de F*** donne à présumer aussi que c'est pour se soumettre à la sentence ci-dessus que ces canaux avaient été ainsi débouchés et obstrués, il y a longues années; — Attendu, en outre, que le fait suivant remontant à une époque toute moderne, semble corroborer cette appréciation : En 1844, dans un procès intervenu entre M. H*** et consorts et M. de V*** auteur de la défenderesse, les demandeurs se plaignaient de ce que M. de V***, par suite de travaux entrepris par lui, avait fait tarir une source dont ils avaient la jouissance depuis plus d'an et jour. Cette source se trouvait en amont des travaux qui nous occupent dans l'instance actuelle, mais toujours dans le vallon de Pontillesse, et servait à alimenter le ruisseau dont s'agit; par suite de fouilles exécutées en présence des parties et du magistrat qui s'était transporté sur les lieux comme aujourd'hui, un ancien canal souterrain fut retrouvé, comme aujourd'hui, bouché et obstrué; par jugement du 16 octobre 1844, rendu par le Tribunal de paix de céans, M. H*** et consorts furent maintenus pour l'irrigation de leurs propriétés en possession des eaux, objet du litige, coulant dans le vallon de Pontillesse; — Attendu que sans nous occuper de savoir si ce jugement de 1844 est passé en force de chose jugée, il n'en ressort pas moins que dès cette époque la sentence arbitrale de 1774 reçut une sanction juridique, puisque les défendeurs ne fournissent pas la preuve que ce jugement ait été réformé; que si, dans cette décision, il n'est pas question des eaux de la même

source qu'aujourd'hui, il est cependant hors de doute qu'il s'agissait de certaines eaux naissant dans le vallon de Pontillesse et que dès cette époque le droit de M. H*** et consorts sur ces eaux a été ainsi affirmé; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les époux de F*** paraissent n'avoir fait en 1869 que renouveler la tentative infructueuse faite par leurs auteurs sur un autre point en 1844, tentative qui ne saurait avoir aujourd'hui plus de succès qu'alors; — Attendu que la dame H*** ayant été autorisée à prouver que l'eau détournée par M^{me} de F*** était réglée par des titres, n'a pas pu ou voulu, il est vrai, faire cette preuve, mais que cette omission n'influe en rien sur la valeur de sa possession bien établie, bien caractérisée par un titre et réunissant les qualités voulues par la loi; qu'au surplus il ressort d'un ancien acte de 1535 et de la sentence de 1774, que les eaux du vallon de Pontillesse avaient été réglées entre le seigneur et la communauté de Flayosc sans faire de répartition entre chacun des ayants droit de cette communauté; — Attendu, enfin, que la jouissance provisoire doit toujours être donnée à celui qui a une possession annale ou précaire; — Sur la demande en dommages-intérêts : — Attendu que depuis deux années entières la dame H***, par suite des travaux entrepris par les époux de F***, est totalement privée des eaux du vallon de Pontillesse et que nous avons les éléments nécessaires pour apprécier la valeur du préjudice qu'elle a subi;

« Par ces motifs; — Disons que c'est à tort que la dame H*** a été troublée dans la possession des eaux

du vallon de Pontillesse ; — En conséquence, la maintenons en possession desdites eaux ; — Ordonnons que les travaux indûment exécutés par les époux de F*** soient détruits et les eaux rendues à leur cours ordinaire ; — Condamnons les époux de F*** à payer à la dame H*** la somme de 180 francs à titre de dommages-intérêts et de plus à tous les dépens, liquidés à 181 francs, en ce non compris le coût du présent et autres légitimes accessoires. »

Observations. — Les juges de paix ont plein pouvoir pour apprécier si la possession invoquée à l'appui d'une demande en complainte possessoire réunit les conditions déterminées par la loi, et si, dès lors, elle a été paisible, non équivoque et exercée à titre de propriétaire (Cass. 11 février 1857, ANNALES, 1857, p. 405). En l'espèce, il résultait très-certainement des faits de la cause, et particulièrement de la sentence arbitrale produite, que la demanderesse avait la possession publique et fondée en titre des eaux litigieuses. C'est donc avec raison que le juge de paix saisi a ordonné la suppression des travaux faits en vue de détourner ces eaux. Ce n'est pas là faire un règlement des eaux ni empiéter sur le domaine du pétitoire alors que le juge se borne à ordonner la maintenue de la possession annale, dont preuve a été faite devant lui. La sentence que nous rapportons ici avait d'abord été frappée d'appel ; mais les défendeurs, reconnaissant le mal fondé de leurs prétentions, s'en sont désistés et ont exécuté le jugement.

A. B.

ARTICLE 436.

Justice de paix du canton de Voiron (Isère).

Président : M. EYMARD, juge de paix.

24 août 1871.

Action personnelle et mobilière. — Demande en paiement d'une somme de 200 francs en capital. — Renoncialion du demandeur aux intérêts échus. — Compétence du juge de paix.

Le créancier est libre, sans que le débiteur soit fondé à s'en plaindre, de faire l'abandon des intérêts d'un capital qui lui est dû, pour faire rentrer sa demande dans les limites de la compétence du juge de paix.

En conséquence, doit être rejetée par le juge l'exception d'incompétence basée sur ce que les intérêts dus, quoique non réclamés, en s'ajoutant au capital, élèveraient le taux de la demande à un chiffre supérieur à 300 francs.

La demoiselle Gonon a cité les consorts Grillet devant M. le juge de paix du canton de Voiron, en paiement d'une somme de 200 francs. Les défendeurs reconnaissent devoir le capital de 200 francs pour reste de plus forte somme, mais ils ont dit que leur créancière leur avait promis de les prévenir trois mois à l'avance lorsqu'elle voudrait exiger son paiement. Ils ont dit en outre qu'au capital de 200 francs il fallait ajouter 1 fr. 25 pour les intérêts courus depuis le 27 juin dernier, de telle sorte qu'ils doivent réellement la somme de 201 fr. 25 et cette somme dépassant les limites de la compétence du juge de paix, ils ont conclu à ce que ce magistrat se déclare incompétent. — La demanderesse soutient n'avoir jamais rien promis à ses débiteurs. Le 24 août 1871, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu

qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix statuent sur les actions purement personnelles ou mobilières jusqu'à la somme de 200 francs ; — Attendu que le créancier est toujours libre, sans que son débiteur soit fondé de s'en plaindre, de faire l'abandon des intérêts d'un capital qui lui est dû, pour faire rentrer sa demande dans les limites de notre compétence ; — Attendu que c'est le chiffre de la demande qui fixe la compétence et que le juge ne pouvant adjuger plus qu'il est demandé nous avons été régulièrement saisi ; — Attendu que la dette est reconnue et qu'il n'est fait aucune objection sur le fonds et la cause ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Déboutons les consorts Grillet de leur exception d'incompétence ; — Condamnons conjointement Grillet père, Grillet fils et la femme Grillet à payer à Marie Gonon la somme de 200 francs pour les causes ci-dessus, etc. »

Observations. — La demande seule détermine la compétence, et c'est au demandeur à fixer, par ses conclusions, la valeur de la demande. Le juge ne pourrait lui-même en arbitrer la quotité ; il outrepasserait, en le faisant, ses pouvoirs ; à plus forte raison ne peut-il appartenir au défendeur de prétendre élever le taux de la demande, ni de venir soutenir que la créance est, en réalité, supérieure à la somme réclamée par le demandeur, et que par suite la demande excéderait le taux de la compétence du juge de paix. Un tel moyen formulé à l'état d'exception d'incompétence est absolument inadmissible.

A. B.

ARTICLE 437.

Justice de paix du canton sud de Melun
(Seine-et-Marne).

Présid. : M. GIRARDOT, juge de paix.

25 septembre 1871.

Gestion d'affaires. — *Obligations du negotiorum gestor.* — *Occupation étrangère.* — *Négligence.* — *Abus.* — *Responsabilité.* — *Demande reconventionnelle.*

Est soumis à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès, celui qui, volontairement, gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore. (Art. 1372, C. civ.)

Les négligences ou les fautes du gérant peuvent le rendre passible de dommages-intérêts. (Art. 1374, C. civ.)

Il en est ainsi surtout lorsque par abus ou par infidélité, tout ou partie de la chose gérée a été mis en péril par le fait du *negotiorum gestor*.

Le sieur Doat s'éloigna de son domicile au début de l'invasion. Avant son départ, il confia au sieur Dupuy la garde de sa propriété ; mais, parti un peu précipitamment, le temps lui manqua pour lui en remettre les clefs ; il trouva sur son chemin la femme du sieur Bonnot, aubergiste à Perthes, sa voisine, qu'il pria de les lui porter.

Au lieu de s'acquitter de cette commission, Bonnot conserva les clefs, introduisit dans la maison tantôt des Prussiens, tantôt des Français, disposa de la récolte du jardin et laissa disparaître une multitude d'objets ou effets mobiliers.

Au retour du propriétaire, il fit valoir les soins qu'avaient demandés la garde de la propriété et lui réclama une somme de 140 francs pour cet objet, ainsi que le remboursement d'une somme de 30 francs, avancée pour lui.

Le sieur Doat répondit à cette réclamation par un relevé des choses qui avaient disparu de sa maison et dont le chiffre s'élevait à 370 francs.

Bonnot prétendit n'être point responsable de ces objets, qui avaient disparu par force majeure à la suite de l'introduction des Prussiens dans la maison, et persista dans sa demande d'indemnité pour frais de garde.

Le 25 septembre 1871, jugement qui statue en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Ouï les parties en leurs conclusions et observations ; — Vu les articles 1234, 1289, 1348, 1372 et 1382 du Code civil ; — Sur la demande principale : — Attendu qu'il ressort des explications des parties et des débats que Bonnot n'a point été institué gardien de la maison Doat ; que la détention des clefs de cette maison entre ses mains, pendant la durée de la guerre, n'est que le résultat d'une infidélité et d'une désobéissance au mandat reçu de les transmettre à un tiers ; — que dès lors le principe d'une indemnité pour frais de garde doit être écarté de ce chef ; — Attendu qu'il est néanmoins constant en fait que Bonnot devenu, contre la volonté de Doat, son *negotiorum gestor*, a eu la garde et la gérance effectives de sa propriété pendant l'invasion et qu'il y a lieu de rechercher s'il a rempli les obligations et les devoirs que lui imposait cette qualité ; — Attendu qu'il ressort de l'enquête et des débats, que Bonnot, loin de gérer et administrer en bon père de famille, au mieux des intérêts du propriétaire absent, a abusé

du mandat qu'il avait usurpé ; qu'il n'a pris aucune des précautions commandées par la plus vulgaire prévoyance pour soustraire au regard et aux convoitises des soldats prussiens les objets se trouvant en évidence, comme il a su d'ailleurs le faire complaisamment pour des voisins, en cachant dans la maison Doat les objets mobiliers qu'on lui avait confiés ; qu'il a même disposé d'une partie des vins en les offrant à la consommation de sa clientèle ; qu'il introduisait facilement ses amis dans la propriété et a fait servir tout ou partie de la récolte du jardin à l'alimentation de sa maison ; — Qu'il ne saurait raisonnablement prétendre à un salaire pour une gérance qui recèle de telles fautes et de si nombreux abus ; — Attendu, quant au remboursement des contributions de guerre et au paiement de la vacation due au serrurier pour ouverture des portes au moment des perquisitions, qu'aucune contestation ne s'est élevée entre les parties et qu'il y a lieu d'admettre le chiffre de 30 francs, montant de la réclamation de Bonnot ;

« Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que l'enquête a préremptoirement établi que Bonnot a bénéficié de tout ou partie de la récolte du jardin de Doat, dont le chiffre minimum est évalué de 30 à 50 francs, et que pour faire admettre cette hypothèse que partie seulement de cette récolte en chasselas, poires et légumes aurait profité à Bonnot, c'est à lui qu'il incombait de le prouver, ce qu'il n'a pas fait ; — Attendu que Bonnot est en outre débiteur d'une somme à arbitrer pour la valeur des liquides dont on n'a pu retrouver l'emploi et qu'enfin il au-

rait à faire état de la valeur de plusieurs barriques vides à lui abandonnées par Doat ; — Attendu qu'en rapprochant le chiffre alloué à Bonnot sur la demande principale de celui que représentent, d'une part, la récolte du jardin, de l'autre, les liquides disparus et la valeur des barriques, Doat sortirait évidemment créancier de Bonnot ; — Mais attendu que Doat a déclaré itérativement à l'audience que sa demande reconventionnelle n'a eu pour objet que de repousser la prétention de Bonnot sans qu'il entende pour cela conclure par voie de reconvention au paiement du reliquat que les comptes balancés établiraient en sa faveur ;

« Par ces motifs ; — Statuant tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle ; — Condamnons Doat à payer à Bonnot la somme de 30 francs à laquelle est réduite la demande principale et pour les causes susénoncées ; — Condamnons Bonnot à payer à Doat la somme de 30 francs pour les causes de sa demande reconventionnelle ; — Donnons acte à Bonnot de l'abandon du surplus de ses revendications dont le chiffre était évalué par lui à 370 francs ; — En conséquence, déclarons les parties quittes et libérées par compensation de ce qui faisait l'objet du procès et condamnons Bonnot aux dépens. »

Observations. — Il est bien certain que dans l'espèce actuelle le demandeur s'était volontairement chargé de la gestion ou de la surveillance de la maison du défendeur ; il avait même accepté cette charge contrairement à la volonté du propriétaire qui avait entendu la confier à un au-

tre. Par suite, il était rigoureusement astreint à toutes les obligations résultant des articles 1372 et suivants du Code civil, et avait engagé sa responsabilité A raison de l'occupation étrangère, un mandataire régulier aurait pu exciper de la force majeure pour s'en exonérer au moins en partie. Mais aucune faveur n'était due au demandeur, en présence des faits d'abus ou d'infidélité relevés à sa charge. C. M.

ARTICLE 438.

Justice de paix du c. nord de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Président : M. HOUCKE, juge de paix.

16 juin 1871.

Gestion d'affaires. — Responsabilité. — Obligation indivisible. — Solidarité. — Recours. — Cogérants.

Celui qui volontairement a géré l'affaire d'autrui ne peut décliner sa responsabilité par le motif qu'il aurait agi en qualité de parent et pour obliger, et qu'il ne serait pas seul intervenu dans l'affaire ; si l'obligation est indivisible de sa nature, il demeure tenu pour le tout, sauf son recours contre sa cogérante.

Les décès successifs des époux Lefebvre-Maréchal et de leur enfant unique, ayant laissé le sieur Maréchal, père de la dame Lefebvre, leur seul héritier, celui-ci réclamait de la dame M*** Bl., tante maternelle de ladite dame Lefebvre, la restitution d'une certaine quantité de meubles meublants et objets mobiliers qui ne s'étaient pas retrouvés dans la succession ouverte à son profit, et à défaut de la représentation des objets il concluait à une demande en 200 francs de dommages. A l'appui de sa demande, il articulait en preuve : 1° que c'était la dame M*** Bl.

qui avait donné congé de l'appartement occupé par les époux Lefebvre-Maréchal ; 2° que c'était encore par son ordre et sous sa direction qu'avait été opéré le déménagement des effets et objets mobiliers appartenant aux susdits époux ; 3° que les articles formant l'objet de la demande avaient été compris dans le déménagement ; 4° que la dame Lefebvre-Maréchal était décédée sans qu'aucun compte de ces effets et objets lui ait été rendu.

Au nom de la dame M^{***} Bl., il était répondu, sur la demande d'articulé en preuve : que le taux de la demande s'opposait à l'admission de la preuve testimoniale ; que la preuve n'était ni pertinente ni admissible — un jugement d'avant faire droit ayant admis la preuve offerte, on opposait pour la défense de la dame M^{***} Bl. qu'elle avait agi comme parente, dans l'intérêt de la dame Lefebvre, mourante et incapable de s'occuper elle-même de ses affaires, sur la demande même de celle-ci, et de l'aveu de divers membres de la famille ; on ajoutait qu'aucun des objets dépendant de la succession n'avait à aucun moment été en la possession de la dame M^{***} Bl. ; qu'elle n'avait pas été seule à s'occuper de l'affaire ; que sa gestion s'était bornée aux services d'intervention nécessités par l'état de sa nièce, la dame Lefebvre.

Sur ces conclusions est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que de l'enquête et de la contre-enquête résulte la preuve que les époux Lefebvre-Maréchal étaient propriétaires d'une certaine quantité

de meubles meublants et d'effets mobiliers ; que ces meubles et effets ont été enlevés et ont disparu par suite d'un déménagement opéré quelques jours après le décès du sieur Lefebvre, survenu le 21 février dernier, et pendant la maladie de sa veuve, décédée le 5 mars suivant ; — Attendu, si le troisième témoin de l'enquête déclare que le déménagement a été décidé en famille, et ajoute : « Nous avons fait transporter les objets chez mon frère, ou « se trouvait M^{me} Lefebvre : c'est « par l'ordre de mon frère ou sans « celui de M^{me} Lefebvre que le déménagement a eu lieu ; » qu'il est établi par l'ensemble des dépositions reçues dans l'enquête et la contre-enquête que la dame M^{***} Bl. a pris à ce déménagement une part active, qu'elle paraît même en avoir eu l'initiative et la direction ; — Attendu, en effet, sur le fait du congé : si le troisième témoin déclare : « c'est « M^{me} Lefebvre qui a dit de donner « congé de la chambre », que le premier témoin dépose en ces termes : « M^{me} Lefebvre avec M^{me} M^{***} « Bl. m'ont donné congé de la chambre ; toutes les deux en ont parlé « ensemble. On n'a pas fixé le jour « du départ ; c'est M^{me} M^{***} Bl. qui, « le 23 février, chez Bodelle, est « venue me demander de reprendre « la chambre pour le 1^{er} mars » ; qu'à ces dépositions s'ajoutent celles du deuxième témoin qui déclare que c'est la femme M^{***} Bl. qui a remis la clef de l'appartement ; celle du sixième témoin : « M^{me} M^{***} Bl. m'a « dit que la maison était louée pour « le 1^{er} mars ; » — Attendu, sur le fait même du déménagement, que le quatrième témoin déclare : « c'est « M^{me} M^{***} Bl. qui m'a envoyé cher-

« cher le mobilier avec mon oncle
 « Jean-Baptiste Bl. et Dessaint ; »
 que le premier témoin de la contre-
 enquête dépose également : « J'ai
 « été avec M^{me} M^{***} Bl. pour démé-
 « nager ; c'est elle qui m'a priée de
 « l'aider au déménagement. J'ai été
 « avec elle chercher les clefs ; » —
 Attendu encore que de ces dépositions
 résulte la preuve que la dame
 M^{***} Bl., indépendamment de son
 initiative ou de sa direction, était
 présente au déménagement, et s'en
 occupait activement ; — Qu'en effet,
 le troisième témoin dépose : « M^{me}
 « M^{***} Bl. a pris part au déménage-
 « ment comme nous, ainsi qu'une
 « demoiselle de quinze ou seize ans,
 « (le premier témoin de la contre-
 « enquête). M^{me} M^{***} Bl. et moi-
 « même nous faisons des paquets ; »
 que le quatrième témoin dépose :
 « M^{me} M^{***} Pl. y était ; c'est elle qui
 « a ouvert la porte au moment où
 « j'amenais le cabrouet. Dessaint
 « et Jean-Baptiste Bl. m'accompa-
 « gnaient dans les voyages ; nous en
 « avons fait cinq ou six ; M^{me} M^{***}
 « Bl. ne venait pas avec nous ; » que
 le sixième témoin dépose : « J'ai
 « contribué au déménagement avec
 » Thomas, avec son oncle Jean-
 « Baptiste Bl., et M^{me} M^{***}. A notre
 « arrivée, la porte était ouverte, il y
 « avait des objets et des paquets
 « préparés dans le corridor : nous
 « avons fait plusieurs voyages ; nous
 « avons vu là M^{me} M^{***} Bl. ; » —
 Attendu que la preuve du troisième
 articulé, à savoir qu'un certain nom-
 bre des articles formant l'objet de la
 demande ont été compris dans le
 déménagement, résulte des dépositions
 des sixième, septième, huitième
 et neuvième témoins de l'enquête, et
 premier témoin de la contre-enquête ;

« En droit : — Attendu qu'en
 agissant ainsi la femme M^{***} Bl. se
 constituait la gérante d'affaires de sa
 nièce, la veuve Lefebvre, alors ma-
 lade et incapable de pourvoir elle-
 même à ses intérêts ; qu'elle con-
 tractait par ce fait l'obligation de
 rendre compte du mobilier et de la
 représenter à la veuve Lefebvre ou
 à ses héritiers, conformément aux
 dispositions des articles 1372 et 1373
 du Code civil ; — Attendu que la
 dame Lefebvre est décédée le 5 mars,
 quelques jours après le déménagement ;
 que la gravité de sa maladie
 démontre qu'elle n'a jamais pu re-
 prendre possession de son mobilier,
 et qu'ainsi se trouve vérifié le 4^e de
 l'articulé offert en preuve ; — At-
 tendu que sa fille mineure est décé-
 dée quelques jours plus tard, sans
 qu'elle ait été pourvue d'un tuteur ;
 — Attendu, dans ces circonstances,
 que le sieur Maréchal est fondé à
 demander compte du mobilier qui
 a été enlevé, ou à réclamer des dom-
 mages-intérêts à défaut de représen-
 tation de ce mobilier ; — Attendu
 que vainement la dame M^{***} Bl.
 excipe de ce qu'elle n'était pas seule
 pour opérer le déménagement ; que
 la présence ou l'intervention d'au-
 tres parents ou amis ne fait pas dis-
 paraître son obligation ; que cette
 obligation ayant pour objet la repré-
 sentation d'objets mobiliers est indi-
 visible de sa nature ; que par suite la
 dame M^{***} Bl. est tenue pour le tout,
 aux termes des articles 1222 et 1218
 du Code civil ; — Attendu que vaine-
 ment encore la défenderesse objecte
 qu'aucun des objets enlevés n'a été
 transporté chez elle ni trouvé à un
 instant quelconque en sa possession ;
 qu'en effet, l'obligation du gérant
 d'affaires n'est pas fondée sur l'inté-

rét ou le profit qu'il a pu personnellement trouver dans le fait de sa gestion, mais prend sa source dans le fait seul de cette gestion ; que par la volonté seule de la loi, dans un intérêt de protection pour ceux qui se trouvent absents ou empêchés, celui qui s'ingère dans les affaires d'un autre, même sans son consentement, doit rendre compte de ce qu'il a fait ; — Attendu que la consistance du mobilier enlevé ne peut être établie qu'approximativement, et seulement pour un certain nombre des objets revendiqués ; — Attendu dans ces circonstances et eu égard à l'esprit et aux dispositions de l'article 1374—2^e, qu'il y a lieu, pour reconnaître les intentions et les circonstances qui, malgré des agissements de nature à l'engager contre son gré, ont guidé la demanderesse, de réduire le chiffre des dommages-intérêts demandés à la somme de 50 francs, réparation équitable du préjudice éprouvé ; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — Ce jugement, parfaitement motivé, nous paraît avoir fait une saine et équitable application, dans l'espèce, des principes posés par les articles 1372 et suivants du Code civil. A. B.

ARTICLE 439.

*Justice de paix du c. de Mondoubleau
(Loir-et-Cher).*

Président : M. LEGUAY, juge de paix.

15 février 1873.

Cercle. — Secrétaire. — Société civile.

— Demande en paiement de cotisation et en dommages-intérêts. — Défaut de qualité. — Demande reconventionnelle.

Un cercle, littéraire ou municipal, même

autorisé, ne constitue pas une société civile, mais une simple communauté d'individus, incapable d'agir, comme être moral, par ses administrateurs.

En conséquence, le secrétaire d'un cercle n'a pas qualité pour actionner seul, en cette qualité, un des membres ou anciens membres de ce cercle en paiement de sa cotisation ou en dommages-intérêts ; une telle action ne pourrait être intentée que par tous les membres de la société agissant ensemble et nominativement.

La condamnation aux dépens peut être considérée comme une réparation suffisante du préjudice causé par une action téméraire.

M. Lhérideau, conducteur des ponts et chaussées, demeurant à Mondoubleau, agissant au nom et comme secrétaire-trésorier de la société de Mondoubleau, a fait citer M. Gohier, notaire à Mondoubleau, ancien président de ladite société, pour, attendu qu'une société civile a été formée verbalement entre plusieurs personnes pour la lecture des journaux et l'exercice des jeux d'usage ; — Attendu que cette société est représentée par une agence composée d'un président d'un secrétaire et d'un conseiller ; — Attendu que M. Gohier est membre de cette société et qu'il en a accepté les engagements ; — Attendu que la cotisation du 1^{er} semestre de 1872 a été fixée à 20 francs pour subvenir aux dépenses prévues par la société ; que M. Gohier a refusé d'acquitter cette somme entre les mains du trésorier ; — Attendu que les engagements pris par les sociétaires sont valables et obligatoires ; — S'entendre, le sieur Gohier, condamner à payer à la société de Mondoubleau, entre les mains du requérant, en sadite qualité de trésorier, la solde de 20 francs, pour le 1^{er} semestre 1872, et les dommages-intérêts que le re-

quérant se réserve de fixer par état, et aux dépens. — M. Lhérieau avait pour avoué M^e Martillière Bourgoigne de Vendôme.

M^e Sondée, avoué de M. Gohier, a posé, pour ce dernier, les conclusions suivantes :

« Attendu que celui qui réclame doit justifier à celui à qui il s'adresse, lorsqu'il n'agit pas en son propre nom, de la qualité qu'il s'attribue de représentant d'autrui ; — Que, sans avoir à rechercher, quant à présent, si Lhérieau pourrait exciper du titre qu'il invoque, son adversaire est fondé à lui demander la preuve du lien qui existerait, au point de vue de l'action, entre ses commettants et celui qu'il attaque, comme aussi la justification de la qualité par lui prise ; — Attendu que, si celui qui est attaqué est en droit d'exiger ces justifications, les Tribunaux, qui sont appelés à apprécier la situation des parties et leurs intérêts, doivent pouvoir émettre les mêmes exigences pour arriver à une exacte administration de la justice ; — Attendu que faute de pro-

ire les justifications qui lui sont réclamées, la demande de M. Lhérieau doit être déclarée non recevable ; — Attendu que le demandeur, voulût-il se targuer, pour appuyer la qualification de société civile, invoquée dans sa demande, de prétendus statuts rédigés en vue de l'organisation d'un cercle à Mondoubleau, ne parviendrait pas encore, fussent-ils reconnus définitifs et réguliers, à y puiser la qualité qu'il allègue dans cette demande ; — Attendu, en effet, que la réunion d'individus destinée à créer un cercle ne constitue pas une société dans le sens de l'article 1832 du

Code civil ; — Que la communauté spéciale, qui, tout au plus, en résulterait, ne donnerait pas à l'agglomération la qualification d'être moral, pouvant être représentée en justice nominativement par ceux qui en auraient été constitués les directeurs ; — Que, dans ce cas, une action individuelle serait seulement ouverte à chacun pour réclamer l'exécution des conditions de la réunion ; — Attendu que, dès lors, M. Lhérieau n'aurait pas, dans ce cas, plus que dans l'autre, qualité pour agir comme il l'a fait ; — Que sa demande, à ce point de vue, n'est pas davantage recevable ; — Attendu que, au surplus, les soi-disant statuts invoqués sont restés à l'état de projet pour un cercle qui n'a jamais été régulièrement et définitivement organisé ; — Attendu, en effet, qu'il n'y a jamais eu vingt membres résidents, cas dans lequel seulement la réunion devait être fondée ; — Qu'au contraire, on devait prendre une détermination définitive après avoir avisé, ce qui n'a jamais eu lieu ; — Attendu que, dans ces circonstances, chacun avait la liberté de déclarer, quand bon lui semblerait, ne pas vouloir faire partie d'une réunion qui n'était pas régulièrement organisée ; — Attendu que c'est ce qu'a fait M. Gohier le 19 juillet 1874, à la suite d'explications sur des faits graves d'infraction aux conditions insérées au projet de réunion ; — Qu'à partir de cette déclaration, qu'il a consignée sur un registre de la réunion, M. Gohier ne devait plus participer aux charges qu'elle pouvait engendrer ; — Attendu que, dût-on considérer comme parfaite (ce qui n'est pas) la constitution de la communauté, cette com-

munauté ne pouvait avoir la prétention d'obliger chaque membre à y rester attaché, qu'autant que chacun exécuterait vis-à-vis des autres les obligations sous lesquelles l'engagement aurait été pris (art. 1184, C. civ.); — Attendu qu'il avait été stipulé que toutes discussions politiques, administratives et religieuses seraient interdites au cercle; — Que le cercle fermerait à dix heures; — Attendu que, malgré ces prohibitions, il a été bien des fois émis et développé, au cercle, des principes politiques et des idées touchant la religion, de nature à froisser les sentiments intimes d'un grand nombre de membres; — Que fréquemment le cercle a été ouvert passé l'heure réglementaire; — Qu'au mois d'avril 1871, entre onze heures et minuit, des membres et des étrangers y étaient installés à boire, permettant ainsi au cafetier chez lequel se trouve le cercle d'enfreindre les règlements de la police municipale; — Qu'au mois de juillet 1871, un dimanche, après onze heures, le cercle était encore occupé par des membres et des étrangers, qui chantaient de façon à troubler la tranquillité publique; — Que les appartements avaient servi à faire des orgies avec des chanteuses; — Qu'un membre, d'accord avec le cafetier, invitait à dix heures des étrangers qui étaient au café, à monter au cercle où ils passaient la nuit à boire; — Que tous ces faits, d'une exactitude rigoureuse, sont articulés par le concluant et seraient prouvés par témoins, si besoin était; — Attendu que le concluant a dû essayer de réprimer des faits aussi scandaleux et que c'est après en avoir fait la tentative sans succès,

qu'il a déclaré, en réunion générale, qu'il se retirait; — Attendu que dans une telle occurrence, le pacte fût-il régulier, il y aurait lieu de détruire le lien existant entre gens qui ne se trouvent plus dans les conditions où une communauté convenable peut exister; — Par ces motifs, — Déclarer M. Lhérideau non recevable dans son action, tant qu'il n'aura pas justifié de sa qualité et du droit de ceux au nom desquels il agit; — Déclarer M. Lhérideau non recevable à agir au nom du cercle de Mondoubleau; — Subsidiairement, au fond, recevoir M. Gobier reconventionnellement demandeur, déclarer que l'association n'a jamais existé régulièrement; — Plus subsidiairement prononcer la nullité de la convention sur laquelle elle reposerait, pour inexécution des conditions auxquelles cette convention a été arrêtée; — Déclarer en conséquence M. Lhérideau mal fondé dans sa demande contre le concluant, l'en débouter, le condamner aux dépens; — Condamner M. Lhérideau, *dans tous les cas*, en 150 francs de dommages-intérêts et aux dépens; — Plus subsidiairement enfin donner acte au concluant de ce qu'il offre de prouver par témoins les faits par lui articulés ci-dessus et qui constituent des infractions aux conditions auxquelles la constitution de la réunion serait soumise; — Dépens réservés. »

A l'audience du 15 février 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'un cercle (littéraire ou musical), même autorisé, ne constitue pas une société civile, mais une simple communauté d'individus régie par le

règles générales du droit, incapable d'agir comme être moral par ses administrateurs, une telle communauté n'ayant pas en vue de partager des bénéfices appréciables à prix d'argent, caractère particulier de l'acte de société tel que le définit l'article 1832 du Code civil, mais ayant simplement pour objet des avantages moraux et d'agrément; qu'il y a, à cet égard, parfait accord entre la doctrine et la jurisprudence (Cass. rej. 29 juin 1847; Dalloz, v° SOCIÉTÉ, n° 94 et 96); — Attendu, dans l'hypothèse où un cercle constituerait ce genre de société, qu'encore bien que les sociétés civiles soient, comme les sociétés de commerce, des êtres moraux, dont les intérêts sont distincts de ceux de chacun des sociétaires, le paragraphe 6 de l'article 69 du Code de procédure civile, ayant trait aux sociétés de commerce ne peut être cependant étendu aux sociétés civiles, lesquelles, par conséquent, restent soumises au droit commun et aux dispositions impératives de l'article 61 du même code, conformément à la jurisprudence de la Cour suprême, qui a décidé que l'exploit introductif d'instance donné à la requête d'une société purement civile doit, à peine de nullité, désigner individuellement par ses noms, profession et domicile chacun des membres de la société, et qu'il ne suffit pas que l'exploit soit notifié par la société, en nom collectif, poursuites et diligences de son directeur (arrêts du 8 novembre 1836 et 26 mai 1841, ANNALES 1871, p. 84); — Attendu, d'ailleurs, que Lhérideau ne justifie pas de la qualité qu'il a prise dans l'exploit introductif d'instance; que nul ne peut exercer en justice les actions d'autrui sans y être auto-

risé par une procuration expresse ou implicite (*nemo alieno nomine agere potest*); et que, même dans le cas d'une procuration, il faut que le mandant soit en nom dans les qualités de l'instance et dans tous les actes de la procédure, suivant la maxime qu'en France, nul ne plaide par procureur (Rolland de Villargues, v° ACTION, n° 66 et 67); — Attendu enfin, en ce qui touche la demande reconventionnelle tendant à faire condamner Lhérideau, dans tous les cas, en 150 francs de dommages-intérêts, que des circonstances de la cause il n'apporte aucun fait, aucun abus, aucune tracasserie venant s'ajouter à la témérité de l'action, et que, dans ce cas, la condamnation aux dépens suffit comme réparation du dommage causé (Cass. 23 brumaire an V, 18 juillet 1811, 3 mai 1836, 11 janvier 1837; — Dalloz, v° RESPONSABILITÉ, n° 112); — Par ces motifs, statuant en premier ressort en vertu des articles 1 et 8 de la loi du 25 mai 1838, et faisant droit aux fins de non-recevoir et à la demande reconventionnelle, en dommages-intérêts du défendeur; — Déclarons Lhérideau non recevable à agir en la qualité qu'il a prise de secrétaire trésorier de la société ou cercle de Mondoubleau, et le condamnons aux coûts du jugement ordonnant le délibéré et du présent jugement pour tous dommages-intérêts. »

Observations. — S'il est vrai que, selon la jurisprudence de la Cour de cassation, l'exploit introductif d'instance, donné à la requête d'une société civile, doit désigner individuellement par leurs noms, profession, etc., chacun des membres

de la société, à plus forte raison doit-il en être ainsi, lorsqu'il s'agit d'une demande formée au nom d'un cercle littéraire artistique des autres, dont les membres ne forment pas même une société civile dans les termes de droit, mais seulement une réunion d'hommes associés dans un intérêt d'étude ou de plaisir. — Voir dans nos ANNALES 1871, p. 84, l'article publié, au sujet des sociétés de secours mutuels. — On remarquera que, dans l'espèce, le demandeur concluait à des dommages-intérêts qu'il se réservait de fixer par état. De ce chef, la demande était indéterminée, et par suite le juge de paix saisi, s'il n'avait eu à rejeter l'action comme mal intentée, aurait dû se déclarer incompétent. — D'autre part, le défenseur concluait à l'annulation de la convention, pour infractions graves aux règles ou conditions de l'association; par suite il paraît certain qu'alors même que l'action reviendrait devant le juge de paix, par un exploit régulier et délivré au nom de tous les membres du cercle, ce magistrat ne pourrait connaître de la contestation et devrait renvoyer les parties devant le Tribunal civil.

A. B.

. ARTICLE 440.

Justice de paix de Fontainebleau
(Seine-et-Marne).

Président : M. SILLAS RICHARD, juge de paix.

9 janvier 1872.

Logements militaires allemands. — Locataire absent. — Mandat non prouvé. — Dette d'habitation. — Logeur. — Mairie. — Condamnation.

Le logement militaire est une dette de l'habitation; en conséquence le locataire qui

a quitté son habitation est tenu à payer à l'aubergiste les frais de nourriture et de logement mis à sa charge par la ville.

Il ne saurait se soustraire à cette obligation sous le prétexte d'un mandat donné à son voisin de recevoir chez lui, pour son compte personnel, les soldats de passage, pendant la guerre.

Ainsi jugé,

Le 9 janvier 1872, par M. le juge de paix de Fontainebleau, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; — Vu les articles 11 et suivants des décret et règlement des 23 mai 1792 et 18 janvier 1793 sur les logements militaires : — Attendu que Val-Arnoux reconnaît qu'il a quitté Fontainebleau pendant la guerre, mais en ayant confié à son colocataire de recevoir, en son nom, les soldats de passage; — Attendu que cette allégation sans preuve ne peut délier le défendeur de ses obligations comme habitant de la commune, le maire n'ayant pu deviner l'existence du prétendu mandat qu'oppose Val-Arnoux à la réclamation de l'aubergiste Stumpf, qui, par ordre, en date du 23 février 1871, a nourri deux militaires pendant sept jours, à 3 francs par jour et par homme, soit. 42 fr.

« Par ordre, en date du 19 mars, a logé deux militaires pendant deux nuits, à 1 franc par homme et par nuit, soit. 4

« Et par ordre du 29 mars a logé et nourri un militaire pour une nuit et un jour, soit. 4

« Total. . . 50 fr.

« Attendu que le demandeur a eu le tort de réclamer 79 francs, quand il ne lui était dû que 50 francs, et que toute partie qui succombe est condamnée aux dépens (C. proc. civ.); — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Condamnons Val-Arnoux à payer 50 francs à Stumpf, avec les intérêts de droit, et met les frais de l'instance à la charge du demandeur, etc... »

Observations. — Voir, dans le sens de la première solution en droit, un jugement de la justice de paix du sixième arrondissement de Paris, en date du 8 février 1871, rapporté ci-dessus, p. 86, et nos observations à la suite.

On remarquera cependant qu'en fait la décision rendue paraît contraire, en ce sens que le jugement actuel a condamné le propriétaire à payer les logements militaires fournis par un aubergiste, sans qu'il en eût donné mandat à celui-ci, et alors même qu'il alléguait avoir confié ce soin à une personne déterminée. Mais dans la précédente espèce, l'aubergiste ou maître d'hôtel ne justifiait pas qu'il eût été régulièrement requis par l'administration compétente. Au contraire, au procès actuel, l'aubergiste n'avait reçu des militaires pour le compte du défendeur qu'en vertu d'un ordre régulier émané de la municipalité. Il avait donc droit à se faire rembourser par celui pour le compte duquel il avait fourni les logements.

A. B.

ARTICLE 441.

Justice de paix de Fontainebleau
(Seine-et-Marne).

Président : M. SILAS RICHARD,
juge de paix.

9 janvier 1872.

Logements militaires allemands. — Ancien locataire en garni. — Mairie. — Aubergiste.

L'aubergiste qui a logé et nourri, même par ordre de l'autorité municipale, des soldats allemands, ne peut intenter valablement aucune poursuite contre la personne dont la location en garni avait cessé avant l'invasion et qui n'avait dans la commune nulle espèce d'habitation, sauf le recours de l'hôtelier contre la ville.

Ainsi jugé,

Le 9 janvier 1872, par M. le juge de paix du canton de Fontainebleau, dans les circonstances suivantes :

Le sieur Stumpf, logeur, a fait citer le sieur Porgeron, photographe, à comparaître devant le Tribunal de paix pour s'entendre condamner à payer au demandeur la somme de 122 francs pour logements militaires et nourriture.

Le défendeur a déclaré qu'il était de nouveau locataire en garni, dans la même maison, rue des Bois, n° 8; mais qu'avant l'invasion des Prussiens il avait quitté son logement, et qu'ayant habité Paris, pendant toute la durée du siège et au delà, il ne pouvait pas être tenu de payer des frais de logements militaires, ni de nourriture à Fontainebleau, surtout après avoir supporté les souffrances de la guerre à Paris, etc. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires, moyens et

conclusions ; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, vu les articles 11 et suivants des décret et règlement des 23 mai 1792 et 18 janvier 1793 sur les logements militaires ; — Attendu que, par analogie de motifs avec les décret et règlement précités, et, en outre, par un sentiment d'équité envers ceux qui, placés sous la protection locale de la même commune, doivent en partager le sort, l'obligation de nourrir et loger les envahisseurs allemands a dû être et a été généralement imposée, par la mairie de Fontainebleau, non à la personne, mais à l'habitation (au feu, *ad focum*) quelle que fût la qualité de l'habitant, propriétaire, usufruitier ou locataire, électeur ou non, Français ou étranger, présent, non présent ou absent ; que la mairie n'a jamais pu avoir l'intention de faire supporter cette charge par celui qui avait cessé d'habiter la commune, à moins toutefois qu'il n'y eût encore la propriété ou l'usufruit d'une maison habitée par un autre, ou qu'il ne s'y fût réservé la jouissance d'une habitation ; que, dans l'espèce, il n'existe rien de semblable pouvant entraîner la responsabilité de Porgeron ; qu'il résulte, au contraire, des documents produits dans la cause (quittances, certificat avec signature légalisée, et procès-verbaux d'apposition et levée de scellés) que Porgeron était réellement logé en garni, qu'il avait quitté la ville avant l'invasion prussienne ; qu'il a supporté à Paris les charges de la guerre, pendant toute sa durée, et qu'à cette même époque il ne possédait, à aucun titre, une habitation quelconque dans la commune de Fontainebleau ; — Attendu que toute partie qui succombe est condamnée aux frais (ar-

ticle 130 du Code de procédure civile) ;

« Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déboutons le sieur Stumpf de ses conclusions comme non recevables et mal fondées, et le condamnons aux frais de l'instance, sauf son recours contre qui de droit, etc. »

Observations. — Nous avons déjà publié deux jugements qui décident, dans le même sens, que les logements militaires sont une charge de l'habitation. Voir en ce sens Paris, sixième arrondissement, 8 février 1872, ci-dessus, p. 80, et Fontainebleau, ci-dessus, p. 98. Une des conséquences de ce principe, c'est que cette charge ne saurait peser sur une personne qui, bien qu'ayant habité une ville envahie, a cessé absolument d'y avoir aucun domicile ou habitation, longtemps avant l'invasion. Et cela doit être vrai surtout de l'individu qui n'a logé qu'en garni, c'est-à-dire d'une façon essentiellement temporaire. A. B.

ARTICLE 442.

Justice de paix du canton de Venec (Alpes-Maritimes).

Président : M. MALIVER, juge de paix.

16 décembre 1868.

Témoins reprochés. — *Francs-bords. — Canal. — Présomption. — Preuve contraire. — Acte de possession.*

L'article 283 du Code de procédure est énonciatif et non limitatif. Les reproches non compris dans les énonciations sont laissés à l'appréciation du juge qui, selon les cas et leur gravité, peut les admettre ou les rejeter.

A défaut de titre qui établisse le contraire, les francs-bords d'un canal artificiel amenant les eaux nécessaires à l'alimenta-

tion d'usines sont présumés appartenir au propriétaire desdites usines. La possession des francs-bords peut néanmoins être prouvée, indépendamment de celle du canal ; la partie qui s'en prévaut à l'encontre du propriétaire de l'usine doit la justifier.

A défaut de cette preuve, la présomption simple l'attribue à ce dernier, alors surtout que des actes de possession ont été opérés par lui.

Les sieurs Astier et Raynaud sont propriétaires d'usines au terroir de Saint-Laurent, quartier du Puget. Ces usines sont mises en mouvement par les eaux dérivées du fleuve du Var et amenées dans un canal artificiel à travers de nombreuses propriétés.

Ils ont fait citer le sieur Cériani, camionneur, demeurant à Nice, à notre audience du 4 novembre, pour trouble à la possession des francs-bords de leur canal, motivé par les œuvres que ledit Cériani, propriétaire riverain dudit canal, a commises sur lesdits francs-bords et ont conclu contre lui à ce qu'étant fait droit aux fins de leur exploit de citation, il soit dit et ordonné que les demandeurs seront gardés et maintenus dans la possession de plus d'un et jour qu'ils ont du canal et des francs bords dudit canal alimentant leurs usines, ainsi que des arbres et arbustes qui naissent dans lesdits francs-bords, possession dans laquelle ils ont été troublés récemment par la construction de deux ponts en bois pour lier les deux rives du canal, et par la coupe et l'enlèvement des arbres et arbustes accrus dans lesdits francs-bords ; qu'en conséquence ledit Cériani soit condamné à détruire les ponts en bois et à rétablir les lieux dans leur état primitif, et à payer aux demandeurs la somme de 200 francs à titre de

dommages-intérêts, avec inhibitions et défenses de plus les troubler à l'avenir, le tout avec dépens.

Le sieur Cériani, défendeur, a conclu à ce que les demandeurs soient déclarés non recevables et au besoin mal fondés dans leur demande, avec dépens, et a fait valoir que les francs-bords dont il s'agit lui appartiennent ; qu'il en a la possession par lui ou ses auteurs ; que les ponts en bois ont été faits avec autorisation verbale d'un des demandeurs, et que s'il a coupé et enlevé des arbres dans les francs-bords, il s'est cru en droit de le faire.

Par jugement du 4 novembre, préparatoire et interlocutoire, il a été ordonné que les lieux seraient visités judiciairement, et que les demandeurs seraient tenus de faire la preuve de leur possession annale et légale du canal et de ses francs-bords, sauf la preuve contraire.

Les lieux ont été visités le 23 novembre, et il a été ce même jour procédé à l'enquête. La contre-enquête a eu lieu le 7 décembre suivant.

Les parties ont été renvoyées à l'audience du 16 décembre pour faire valoir leurs moyens.

A cette audience il a été rendu le jugement dont la teneur suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes, statuant sur l'incident ; — Attendu que le reproche formé contre le sieur Toësca, premier témoin de la contre-enquête, pour cause de rivalité d'usine similaire et de procès, n'est pas compris dans la nomenclature de l'article 283 du Code de procédure ; qu'à la vérité cet article est énonciatif et non limitatif, mais qu'il est laissé à la prudence du Tribunal

d'apprécier la cause et la gravité dudit reproche; — Attendu que l'honorabilité du sieur Toësca est notoire; que bien qu'il possède des usines rivales de celles des demandeurs, on ne saurait supposer et admettre que cette rivalité exerce une influence fâcheuse sur sa déposition; que, d'un autre côté, le procès qui a existé entre ledit témoin et les demandeurs a été éteint par une sentence arbitrale; — Par ces motifs, écartons ledit reproche et maintenons au procès la déposition de ce témoin; — Attendu que le reproche formé contre les deuxième, troisième, quatrième, sixième, septième, huitième et neuvième témoins de la contre-enquête est basé sur un intérêt personnel et direct que chacun d'eux, par la prétention qu'il élève sur les francs-bords du canal des usines des demandeurs, aurait au litige comme propriétaire riverain dudit canal; — Attendu que ce reproche, bien que non compris dans les énonciations de l'article 283, est soumis à l'appréciation du Tribunal qui, suivant les cas, peut l'admettre ou le rejeter; — Attendu que dans le cas actuel chacun desdits témoins reprochés, s'attribuant le long de sa propriété riveraine du canal les mêmes droits sur les francs-bords que le défendeur lui-même, il est de toute évidence que chacun d'eux a un véritable intérêt à la solution en faveur du défendeur de la question soumise au Tribunal; que le témoignage de ces témoins, s'il était admis, serait en quelque sorte un témoignage en leur propre cause, ce qui est repoussé par l'adage : *Nemo testis idoneus in re sua*; — Nous dit, juge de paix, accueillons ledit reproche et écartons, en consé-

quence, de la cause les dépositions desdits témoins; — Attendu que le reproche élevé contre le cinquième témoin de la contre-enquête, motivé sur sa qualité de fermier de la propriété du sieur Achardy, quatrième témoin de la contre-enquête, reproché et sous l'influence directe de celui-ci, est également soumis à l'appréciation du Tribunal; — Attendu que ledit témoin, bien qu'exploitant à moitié fruits la propriété traversée par le canal des usines, ne saurait avoir à la solution du litige le même intérêt que son maître; qu'à la vérité le motif qu'il peut subir plus ou moins son influence, n'est pas de nature à faire écarter d'une manière absolue sa déposition; — Nous dit, juge de paix, rejetons ledit reproche et maintenons la déposition dudit témoin, sauf à y avoir tel égard que de raison;

« Sur le fond : — Attendu qu'il est établi en fait que les sieurs Raynaud et Astier, demandeurs, possèdent sur la rive droite du Var, au terroir de Saint-Laurent, quartier du Puget, différentes usines alimentées par les eaux dérivées du fleuve et amenées dans un canal artificiel qui traverse du nord au midi sur un parcours de quatre à cinq kilomètres de nombreuses propriétés, parmi lesquelles se trouve celle du sieur Cériani, défendeur, en vertu d'un acte de vente à la date du 17 juillet 1862, reçu par feu M^e Michel, alors notaire à Cagnes, consenti en leur faveur par M. Blachier, acquéreur lui-même de MM. de Partouneaux, à qui lesdites usines appartenaient primitivement; — Attendu que ledit Cériani, acquéreur depuis le mois de septembre 1867 des parcelles traversées par ledit canal et appartenant précédemment au sieur Jean-Jacques

Euzière et dame Rebuffel, veuve Rancher, a établi en la présente année sur ledit canal trois ponceaux à demeure fixe et coupé des arbres, essence de saules radiqués, dans les francs-bords dudit canal; que ces œuvres ont été prises pour trouble à la possession des demandeurs et ont donné lieu à l'action introductive d'instance en maintenue possessoire; — Attendu que de l'enquête à laquelle il a été procédé, et notamment des dépositions des premier, deuxième, troisième et cinquième témoins de l'enquête, il est résulté la preuve que toutes les années antérieures, et en dernier lieu au mois de mars de la présente année, il a été fait pour le service des usines des demandeurs et les besoins du canal et de la prise d'eau à réparer, des coupes de broussailles et arbustes le long dudit canal, spécialement dans les parcelles du défendeur; qu'il est résulté aussi des dépositions des quatrième et sixième témoins de l'enquête, qu'à une époque récente, remontant seulement à un mois et demi avant l'enquête, il a été coupé en présence et par ordre du sieur Astier, un des demandeurs, le long de la propriété du défendeur et dans les francs-bords, une quantité considérable de branches de saule devant servir pour échalas, lesquelles ont été enlevées au moyen de charrettes, publiquement et ostensiblement; — Attendu que ces dépositions sont encore corroborées par celles du sieur Toësca, premier témoin de la contre-enquête, de laquelle il résulte que pendant les six années de la durée de sa ferme desdites usines, les arbustes et broussailles accrus dans le canal et les francs-bords ont été coupés par ses ouvriers toutes les fois

qu'il y a eu nécessité, sans opposition de la part des riverains; — Attendu qu'en présence de ce résultat de l'enquête il ne reste pour le combattre que la déposition du cinquième témoin de la contre-enquête, attestant avoir connaissance que le défendeur a fait couper depuis son acquisition les herbes, arbres et broussailles des francs-bords, et que les précédents propriétaires l'avaient toujours ainsi pratiqué; — Attendu que cette déposition qui, dans la circonstance actuelle, peut paraître suspecte de partialité, ne saurait prévaloir contre celles des six témoins de l'enquête; — Attendu que la possession desdits demandeurs apparaît avec tous les caractères que la loi exige pour qu'elle soit utile; — Attendu que dans les matières possessoires il n'est pas défendu au juge d'examiner les titres de propriété en vue de la possession et pour la caractériser; — Attendu que les demandeurs se prévalent des énonciations de l'acte de vente du 17 juillet 1862 précité, qui porte dans une de ses dispositions que les usines sont vendues avec les canaux, conduits et passages qui y amènent les eaux, mais que cet acte ne parle pas des francs-bords, qui peuvent être l'objet d'une possession indépendante du canal, et que d'ailleurs cet acte ne saurait être opposé au défendeur ou à ceux dont celui-ci tient la propriété et qui n'y ont pas été parties, cet acte étant pour eux *res inter alios acta*; — Attendu qu'en l'absence de tout titre, il est généralement admis comme une règle certaine que les canaux servant à l'alimentation des usines sont censés faire partie intégrante de ces mêmes usines; — Attendu, en ce qui concerne les francs-

bords desdits canaux et leur possession, que dans la doctrine et la jurisprudence deux systèmes sont en présence : l'un qui décide que la propriété d'un canal artificiel entraîne la propriété légale, *juris et de jure*, de la propriété des francs-bords, et que les faits de jouissance d'un tiers sur ces francs-bords ne doivent être considérés que comme de simple tolérance de la part du propriétaire du canal (Arr., Paris, 12 février 1830; Toulouse, 30 janvier 1833); et l'autre qui ne fait dériver de la propriété du canal qu'une simple présomption qui peut être combattue par des présomptions ou des preuves contraires dont l'appréciation est abandonnée aux Tribunaux; — Attendu que, dans l'espèce, il ne s'élève de la part du défendeur aucune preuve ou présomption devant laquelle la présomption du second système, le moins favorable aux demandeurs, doive tomber; — Attendu qu'en cet état de choses les demandeurs ayant fait la preuve de leur possession, et ayant en leur faveur la présomption de propriété que la doctrine et la jurisprudence attribuent, doivent être maintenus en possession des francs-bords litigieux; — Attendu que cette maintenue en possession doit avoir pour résultat de faire cesser le trouble causé et réparer le préjudice dont les demandeurs se sont justement plaints; — Attendu que l'établissement des ponceaux à demeure fixe au travers dudit canal est un trouble à la jouissance et possession des demandeurs, tant parce qu'ils empêchent la libre circulation dans le canal que parce qu'ils peuvent par leur insuffisance de hauteur sur le sol du canal mettre obstacle au libre écoulement des eaux; —

Attendu que le Tribunal a tous les éléments nécessaires pour apprécier équitablement le dommage causé par la coupe des arbres dans les francs-bords par le défendeur; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs, nous, juge de paix, statuant contradictoirement et définitivement en première instance, sans nous arrêter aux exceptions du défendeur, dans lesquelles nous le déclarons non recevable et au besoin mal fondé; — Faisant droit aux fins introductives d'instance; — Mainte-nons et sauvegardons, et au besoin réintégrons lesdits Astier et Raynaud dans la libre possession et jouissance du canal et des francs-bords dont s'agit au procès; — Faisons inhibitions et défenses audit Cériani de plus le troubler à l'avenir dans cette possession; — Ordonnons que ledit défendeur sera tenu de détruire et d'enlever dans le délai de huitaine, après la signification du présent, les trois ponceaux à demeure fixe par lui construits sur ledit canal, et de remettre les lieux dans leur état primitif; et faute par lui de ce faire, autorisons lesdits demandeurs à y faire procéder aux frais dudit défendeur; — Condamnons celui-ci à payer auxdits demandeurs la somme de 20 francs, à titre d'indemnité de dommages-intérêts, ainsi qu'aux dépens, liquidés à...»

Observations. — Sur la première solution, il a été déjà jugé, dans le même sens, que les causes de reproches mentionnés en l'article 283 du Code de procédure sont démonstratives et non limitatives; qu'en conséquence toutes autres causes qui peuvent altérer essentiellement l'im-

partialité des témoins peuvent être révoquées par la partie adverse et justifier le reproche qu'elle articule, just. de paix d'Héricourt, 19 mars 1868, BULLETIN, X, p. 187; Kayserberg, 27 mars 1867, *ibid.*, X, p. 15. Mais il est certain que le juge a un pouvoir discrétionnaire absolu pour apprécier la valeur du reproche non spécialement énoncé dans la loi. — Sur la seconde solution, la jurisprudence est constante. V. les nombreux arrêts cités dans notre TABLE GÉNÉRALE, v° *Francs-bords*. A. B.

ARTICLE 443.

Justice de paix de Montigny-sur-Aube
(Côte-d'Or.)

Président : M. PETIT, *juge de paix*.

2 janvier 1872.

Billet à ordre. — Cause commerciale. — Endossement. — Subrogation. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en paiement d'un billet à ordre, causé valeur en marchandises, qui a circulé entre les mains de plusieurs endosseurs commerçants.

Le demandeur, qui a payé de ses deniers le billet à ordre et qui n'est pas régulièrement subrogé par écrit, ne peut se prévaloir du paiement par lui fait pour actionner le souscripteur ou ses ayants cause, qu'en excitant des termes des articles 159 et 187 du Code de commerce, et par suite le juge de paix est incompétent pour attribuer au demandeur le bénéfice de la subrogation légale résultant de ces articles.

Le 15 mars 1871, le sieur Pierre Brunerat a souscrit à l'ordre de Chameroy, aubergiste à Boudeville, un billet de 125 francs payable au domicile de ce dernier, le 15 mai suivant, pour valeur reçue en marchandises. Le corps du billet, non plus que le bon ou approuvé, n'est

pas écrit de la main de Brunerat. Il a été passé par Chameroy à l'ordre de Jules Degrand, commerçant à Châtillon, par celui-ci à l'ordre de Métry, père, charpentier.

Il a été protesté faute de paiement à son échéance. Au dos du billet, à la suite des endossements, on lit, écrit de la main de l'huissier Bérillon, qui a fait le protêt, la mention suivante : « Pour acquit de la somme de 129 fr. 65 y compris les frais de protêt, des denrées de M. Boramé Bourliér, signé Bérillon. »

Par exploit des 14 et 29 décembre 1871, le sieur Bourliér a fait citer la veuve Brunerat, et la dame Maucleu, fille du souscripteur, devant M. le juge de paix du canton de Montigny-sur-Aube, pour s'entendre condamner à lui rembourser la somme de 129 fr. 65, montant en principal et frais, du billet par lui payé.

Les défenderesses répondent que Boramé n'a pas été subrogé contre elles dans les droits du porteur dudit billet, qu'elles ne connaissent d'ailleurs ni ce billet ni la signature qu'il porte. Boramé soutient que la subrogation n'était pas nécessaire dans le sens des articles 1249 et suivant du Code civil ; qu'il s'agit d'un billet à ordre auquel s'appliquent tous les principes de la lettre de change. Or, dit-il, il est de jurisprudence que la subrogation aux droits du porteur d'une lettre de change a lieu en faveur d'un tiers par le seul fait du paiement qu'il effectue, et cela au regard de toutes les parties qui ont opposé leur signature sur le billet.

Le 2 janvier 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Vu les

articles 1250 du Code civil, 459 et 187 du Code de commerce ; — Attendu que dans l'instance entre Boramé et la veuve Brunerat et Justine Brunerat, il s'agit d'un billet à ordre causé valeur en marchandises, et qui a, par suite, un caractère commercial ; — Que ce billet, qui a circulé entre les mains de plusieurs endosseurs commerçants, a été payé des deniers de Boramé Bourlier ; — Que celui-ci, qui demande actuellement, devant la juridiction civile, le remboursement de l'effet, n'est pas régulièrement subrogé par écrit aux termes de l'article 1250 du Code civil ; — Qu'il ne peut se prévaloir du paiement par lui fait pour actionner le souscripteur ou les ayants cause, qu'en excipant des termes des articles 459 et 187 du Code de commerce, que par suite l'action qu'il intente a, à tous les points de vue, un caractère commercial ; — Que Boramé l'a tenté lui-même puisqu'il le fonde pour obtenir l'adjudication de ses conclusions uniquement sur les articles précités du Code de commerce, dont l'application est de la compétence exclusive du juge consulaire ; — Attendu enfin que s'il est vrai que Boramé, par le seul fait du paiement qu'il a affectué, s'est trouvé subrogé légalement dans tous les droits du porteur du billet Brunerat, aux yeux de la loi commerciale, il n'est pas moins vrai qu'il est non recevable à demander le bénéfice de cette subrogation à la loi civile qui, pour le cas où se trouve Boramé, ne reconnaît, elle, que la subrogation expressément stipulée ; — Sans avoir à nous expliquer sur la validité du titre qui n'est pas écrit de la main du souscripteur ni sur la prescription de

l'article 189 du Code de commerce, qui pourrait être prononcée par les juges compétents ; — Nous déclarons incompetent pour connaître de la demande de Boramé, le déclarons non recevable, en tous cas mal fondé et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Un billet à ordre n'est pas nécessairement un acte de commerce, et le juge de paix peut être compétent pour statuer sur une demande en paiement d'une obligation libellée sous cette forme, alors que le billet est souscrit par un non-commerçant et n'a pas une cause commerciale. Mais le billet qui est causé valeur en marchandises et qui a circulé dans le commerce et porte la signature de plusieurs endosseurs commerçants prend évidemment le caractère commercial et échappe à la juridiction civile.

En l'espèce, le demandeur, par ses propres conclusions, avait signalé le caractère commercial de son action ; car il invoquait la subrogation légale résultant des articles 158, 459, et 167 du Code de commerce. Pourquoi donc s'était-il adressé à la juridiction civile ? C'est qu'évidemment il craignait de se voir opposer devant les juges consulaires la prescription de cinq ans, édictée par l'article 189 du Code de commerce.

Au civil on n'avait pas à lui opposer une aussi courte prescription ; mais là il ne pouvait plus exciper de la subrogation légale, et il ne justifiait pas de la subrogation écrite. A tous les points de vue, aussi bien devant le juge commercial que devant le juge civil, l'action du demandeur était donc ou mal fondée ou éteinte.

C. M.

ARTICLE 444.

Justice de paix du IV^e arrondissement de Paris.

Président : M. DAFFRY DE LA MONNOIE, juge de paix.

17 janvier 1872.

Indemnité pour non-jouissance. — Bail. — Réparations urgentes. — Dommages-intérêts. — Compétence du juge de paix.

L'article 4 de la loi du 25 mai 1838 qui étend la compétence du juge de paix jusqu'à 1500 francs, à l'égard des indemnités réclamées par le fermier ou locataire pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, n'est pas applicable au cas de réparations urgentes prévu par l'article 1724 du Code civil.

En conséquence, le juge de paix saisi d'une demande d'un locataire contre un propriétaire à raison de non-jouissance provenant de réparations urgentes, doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties devant le Tribunal, alors même que la demande au lieu de se produire sous la forme d'une action en diminution de loyer ou en résiliation de bail, prendrait celle d'une action en dommages-intérêts.

Ainsi décidé,

Le 17 janvier 1872, par jugement de M. le juge de paix du IV^e arrondissement de Paris, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la veuve Bonal a assigné le sieur Magdelein en paiement de la somme de 1 000 fr. à titre de dommages-intérêts de non-jouissance, résultant des travaux de consolidation exécutés par le sieur Magdelein en une maison à lui appartenant et dont la veuve Bonal occupe une partie en qualité de locataire ; — Attendu que le caractère urgent des réparations n'est pas contesté ; qu'en cette situation, la demande formée par la dame veuve Bonal ne saurait être considérée

comme constituant, dans les termes de l'article 4, 1^o, de la loi du 25 mai 1838, une indemnité réclamée par le locataire pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, et pour la connaissance de laquelle le taux de la compétence des Tribunaux de paix est exceptionnellement élevé par cet article jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance ; — Que l'extension de la compétence ordinaire des juges de paix, écrite en cette disposition de la loi, n'a eu pour objet que d'assurer, en l'absence de contestation sérieuse sur le fait de non-jouissance, sur le sens et l'inexécution de la convention, et sur le droit du locataire à une indemnité, le règlement prompt et économique de cette indemnité ; qu'on ne doit pas supposer que le législateur ait entendu par là tacitement étendre la compétence des Tribunaux de paix au cas de réparations urgentes prévu par l'article 1724 du Code civil ; — Que les règles ordinaires de la compétence doivent, lorsqu'il s'agit de réparations urgentes, s'appliquer encore bien que la demande du locataire, au lieu de se produire sous la forme d'une diminution de loyer ou d'une résiliation de bail, prendrait celle d'une demande en dommages-intérêts auxquels les réparations urgentes peuvent, en certains cas, donner lieu ; qu'elles se lient intimement avec les règles tracées en l'article 1724 du Code civil ; que la juridiction appelée à apprécier ces règles doit donc nécessairement connaître aussi des demandes en dommages intérêts ; — Par ces motifs, donnons défaut contre Magdelein ; — Nous déclarons incompétent pour statuer, etc. »

Observations. — Les réparations urgentes dont la nécessité surgit pendant la durée du bail ne proviennent pas du fait du propriétaire; par suite, il n'y a pas lieu à l'application, en cette matière, de l'article 4 de la loi de 1838. C'est ce qui est enseigné dans notre TRAITÉ DE COMPÉTENCE, n° 302 et suiv. — Voir aussi en ce sens Dalloz, *Rép.*, v° LOUAGE, n° 182. — Troplong, *Louage*, n° 252; Carrasson, *Comp. des juges de paix*, t. I, p. 336; Carou, t. I, n° 249, etc., etc. C. M.

ARTICLE 445.

Justice de paix du canton de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. GIRARDOT, juge de paix.

12 novembre 1870.

Veuve renonçante. — Communauté. — Dettes. — Mineur. — Créancier. — Nomination du tuteur.

La veuve renonçante ne peut être inquiétée pour les dettes de communauté. Il en est ainsi alors même que la renonciation ne résulte pas de la déclaration au greffe du tribunal civil et, par convention stipulée par acte authentique entre les parties, la renonciation à laquelle s'est obligée la veuve ne doit être réalisée au greffe que sur la réquisition des enfants du *de cuius*.

Mais à défaut de renonciation dans la forme prescrite par la loi, les tiers sont fondés à répéter contre la femme commune sa part contributoire dans les dettes de communauté, sauf à celle-ci à mettre en cause les enfants du *de cuius* pour se faire déclarer conformément aux stipulations de l'acte liquidatif qui a réglé leurs droits.

Et s'il existe un mineur parmi les héritiers du mari, c'est au créancier qu'il incombe de faire les diligences nécessaires pour la nomination d'un tuteur. (Art. 406, C. civ.)

Le sieur Turmeny est décédé laissant une veuve et des enfants d'un premier lit; les parties ayant liquidé la

communauté, la veuve déclara y renoncer et prit dans l'acte liquidatif l'engagement de régulariser sa renonciation à la première réquisition des enfants de son mari.

Le sieur Fontenay se prétendant créancier des communauté et succession Turmeny, pour travaux de maçonnerie faits à un immeuble commun, forma sa demande contre la veuve survivante, qui mit en cause les enfants majeurs; quant au mineur de dix-neuf ans, il restait à le pourvoir d'un tuteur pour régulariser la procédure.

Le jugement suivant, du 12 novembre 1870, statue sur ces divers incidents :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que suivant conventions intervenues entre la veuve et les héritiers Turmeny, constatées par acte reçu Léchard, notaire à Pontoise, le 28 février 1870, la veuve Turmeny a renoncé purement et simplement à la communauté de biens qui a existé entre elle et son défunt mari pour s'en tenir à ses reprises; — Attendu que la veuve Turmeny a de plus, aux termes du même acte, contracté l'obligation de réitérer sa renonciation en la forme prescrite par la loi sur la réquisition des enfants de son mari et qu'elle déclare à la barre être prête à régulariser cet acte, s'il est jugé nécessaire par ces derniers, qui d'ailleurs ne l'exigent point; — Attendu que les droits des parties ont été liquidés en prenant pour base la renonciation à communauté dont s'agit; que, par suite, les succession et communauté sont confondues et le passif demeuré à la charge exclusive des enfants Turmeny; — Attendu que

les travaux exécutés par Fontenay constituent une menue réparation d'entretien à la charge de la communauté;—Attendu que la demoiselle Turmeny n'est débitrice que de sa part et portion virile et non de la totalité de la dette, le surplus devant être supporté par l'héritier mineur nonreprésenté;

« Par ces motifs, donnons acte à la veuve Turmeny de l'appel en cause de la demoiselle Elise Turmeny; — Disons que cette dernière prendra fait et cause pour la veuve Turmeny sur la demande de Fontenay et se substituera à celle-ci pour le paiement de sa part et portion dans la créance Fontenay; — En conséquence, mettons la veuve Turmeny hors de cause pour cette portion; — Condamnons la demoiselle Turmeny à payer à Fontenay la somme de 90 francs formant moitié du mémoire des travaux susénoncés; — Disons qu'il sera sursis à statuer à l'égard du mineur Turmeny jusqu'à ce que son tuteur ait été cité en intervention; — A cet effet, continuons la cause à quinzaine; — Et pour le cas où il y aurait lieu de réunir le conseil de famille du mineur Turmeny, disons qu'il sera convoqué à la diligence de Fontenay, créancier de la succession, conformément à l'article 406 du Code civil; — Dépens réservés. »

Observations. — Nous ne pouvons qu'approuver ce jugement, qui fait une saine application de l'article 1494 du Code civil et de l'article 406 du même Code.

A. B.

ARTICLE 446.

Justice de paix del canton de Cysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

9 janvier 1873.

Immeuble indivis. — Occupation par un tiers. — Congé donné par un copropriétaire seul. — Refus de l'exécuter.

Le congé donné par un copropriétaire indivis d'un domaine sans la participation de l'autre copropriétaire, n'est pas valable s'il n'a pas l'assentiment de ce dernier.

Ainsi décidé,

Le 9 janvier 1872, par la sentence de M. le juge de paix de Cysoing, dont la teneur suit :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 2, de la loi du 25 mai 1838, et l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1855, — Attendu, en fait, que, suivant conventions verbales, le sieur Louis Dengremont, moyennant paiement par le preneur de 7 francs par mois, et le sieur Delobel, son beau-frère, pour le prix de 96 francs par année, l'un comme l'autre à compter du 1^{er} janvier 1867, ont loué la portion qui peut leur compéter dans une maison indivise, sise à Cysoing, rue Basse, au sieur Léopold Brienne, défendeur; — Attendu que, par exploit du 15 octobre 1871, ledit sieur Louis Dengremont, comme copropriétaire et à sa requête seule, a notifié, suivant l'usage des lieux, qui veut que le congé soit signifié six semaines avant l'échéance du terme, audit Brienne, qu'il ait à laisser libre pour le 1^{er} janvier 1872 la maison qu'il occupe; — Attendu que le locataire ayant refusé d'exécuter ledit congé, le sieur Louis Dengremont l'a assigné devant nous en dé-

guerpissement et en paiement de la somme de 21 francs à lui due par le défendeur, pour sa part dans les trois derniers mois écoulés de la location ; — Attendu que Brienne oppose la nullité du congé, se fondant sur ce que le bail verbal ayant été consenti par les deux propriétaires, il faut, pour le faire cesser, le consentement du sieur Delobel, qui le refuse ; — Attendu, en droit, qu'il est de principe que, de même qu'on ne peut louer, sans autorisation, le bien d'autrui, de même aussi, on ne peut, sans un mandat spécial exprès ou tacite, révoquer une obligation qui n'est point la nôtre seule ; que la jouissance de la maison n'étant possible pour Brienne qu'en réunissant la totalité des portions indivises il fallait, pour passer le bail verbal comme il faut pour le résilier, le concours des propriétaires intéressés ; — Attendu que le sieur Louis Dengremont, en donnant purement et simplement à sa requête congé au sieur Brienne, a agi comme s'il était seul propriétaire et sans l'assentiment du sieur Delobel, qui le désavoue ;

« Par ces motifs, statuant contradictoirement, déclarons ledit congé irrégulier et la demande en déguerpissement non recevable ; — Sur la réclamation des loyers dus à Louis Dengremont : — Considérant que Brienne reconnaît devoir la somme de 21 francs, et qu'il se borne à solliciter un délai qui lui est refusé par le demandeur et qu'il n'échet de lui accorder d'office ; — Condamnons Brienne à payer à Dengremont la somme de 21 francs, plus la moitié des frais de la citation et la totalité de ceux du présent jugement et de son exécution. »

Observations. — Le jugement qui précède nous paraît avoir fait une saine application de l'axiome de droit *Eodem modo dissolventur quo colliguntur obligationes*. Un simple bail, consenti par le copropriétaire d'un immeuble indivis à un tiers, est susceptible de critique, le tiers ne pouvant, dans ce cas, acquérir que des droits indivis et indéterminés, *totum in toto et in qualibet parte*. Mais il n'en est pas de même lorsque le copropriétaire transmet sa part à son associé, de manière à réunir en sa personne la totalité des portions indivises, ou quand, d'un commun accord, tous les copropriétaires louent à ce tiers les portions qui peuvent leur compéter. Saisi alors de l'immeuble dans toutes ses parties, la jouissance est désormais possible pour lui, et l'acte qui la consacre est valable.

Le bail, la jouissance, sont indivisibles *solutions* : la propriété étant commune, il faut, pour résilier l'un ou faire cesser l'autre, le concours des propriétaires intéressés. Cette maxime, attestée par Bourjon et Pothier, *Traité des obligations*, n° 315, admise par les parlements, est consacrée par la jurisprudence moderne.

Un copropriétaire ne peut donc agir valablement pour ses copropriétaires qu'autant qu'il a été institué mandataire exprès de ces derniers, ou que ceux-ci ratifient ce qu'il a fait. Voir Lebrun, I, 4, chap. 1, n° 51 ; Merlin, v° INDIVISION, arrêt de cassation du 15 pluviôse an XII ; *Journal du palais*, t. IV, 280, et arrêts de la Cour de Douai du 6 février 1828, *ibid.*, t. II, 1828, 198. C. M.

ARTICLE 447.

Tribunal de simple police de Barneville
(Manche).

Président : M. GOURNAY, juge de paix.

24 février 1872.

Lieux publics. — Aubergiste. — Heures de fermeture. — Arrêté préfectoral. — Marins. — Excuse inadmissible. — Contravention. — Circonstances atténuantes.

Lorsqu'un arrêté préfectoral prescrit la fermeture des cafés, cabarets et autres lieux publics à une heure déterminée, le juge de police ne peut acquitter un aubergiste et les personnes trouvées en contravention dans son auberge en admettant des excuses non autorisées par la loi, et notamment celle tirée de ce que ces personnes étaient des gens à ses ordres, qui avaient passé la journée avec lui à la mer, dans la barque dont il est le patron, pour récolter du varech, alors qu'il est constant que ces personnes n'habitaient pas l'auberge même.

Le juge de police peut toutefois, s'il le juge convenable, modérer la peine par l'admission des circonstances atténuantes.

Ainsi décidé,

Le 24 février 1872, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Barneville, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le procès-verbal de gendarmerie du 12 février présent mois est régulier ; qu'il constate que ledit jour, à neuf heures et demie du soir, les sieurs Mesnage Jules et Colace Alfred, marins, demeurant à Carteret, ont été trouvés dans l'établissement du sieur Baratte, aubergiste à Carteret, buvant du café dans des moques, en présence du sieur Baratte ; — Attendu qu'ils ont ainsi contrevenu à l'article 3 de l'arrêté de M. le préfet de la Manche, en date du 17 février 1853, portant : « Il est enjoint aux

« consommateurs ainsi qu'à toutes
« autres personnes de se retirer des
« cafés, cabarets, etc., aux heures
« fixées pour la fermeture de ces
« établissements, sans qu'il soit
« même besoin de les en avertir ; »
— Attendu que le sieur Baratte a contrevenu à l'article 1^{er} dudit arrêté, ainsi conçu : « Les cafés, cabarets et autres débits de boissons « ne pourront être ouverts avant le « jour ; leur clôture aura lieu dans « les villes, durant toute l'année, à « dix heures du soir. Dans les campagnes, ils devront être fermés du « 1^{er} avril au 30 septembre à dix « heures du soir, et du 1^{er} octobre « au 31 mars à neuf heures ; » — Attendu que l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est rédigé en termes formels : « Il est défendu à tout débitant de boissons de garder chez lui, « sous quelque prétexte que ce soit, « après les heures ci-dessus fixées, « des personnes étrangères à son habitation ; que cette règle absolue « ne comporte qu'une seule exception faite en faveur de la fête patronale ou assemblée qui ne se « présente qu'une fois par an dans « chaque commune, jour où les lieux « publics pourront être ouverts jusqu'à minuit ; » — Attendu que c'est donc en vain que le sieur Baratte allègue que les deux marins trouvés chez lui buvant dans des moques soit du cidre, soit du café, n'étaient pas des consommateurs ordinaires, mais bien des gens à ses ordres, qui avaient passé la journée avec lui à la mer, dans la barque dont il était le patron, pour récolter du varech, et qui finissaient de se sécher et de se reconforter avec du cidre chaud ; — Attendu qu'il n'est pas moins vrai que lui et ses invités auraient dû ne

pas enfreindre les règlements concernant la fermeture des lieux publics ; — Attendu que leur qualité d'aubergistes retire à ceux-ci le droit de faire ce que pourraient faire des particuliers, c'est-à-dire de donner à boire et à manger chez eux à toutes personnes autres que celles habitant l'auberge même, passé l'heure déterminée ; que la jurisprudence de la Cour de cassation est constante sur ce point (arr. 7 mai 1853, 10 octobre 1856, 9 juillet 1857 et 10 mars 1848) ; — Vu les conclusions du ministère public et attendu qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur du sieur Baratte ; — Vu l'article 471, § 15, du Code de procédure ; — Par ces motifs et par jugement en dernier ressort ; — Faisant application auxdits sieurs Baratte Achille, Mesnage Jules et Colace Alfred, des dispositions du texte de loi précité dont nous avons donné lecture et qui est ainsi conçu : « Seront punis, etc. » ; — Condamne le sieur Baratte en 5 francs d'amende et les sieurs Mesnage et Colace chacun à 1 franc d'amende, les condamne en outre tous les trois solidairement aux dépens. »

Observations. — Il est de jurisprudence aujourd'hui constante que les règlements sur l'heure de fermeture des lieux publics doivent être

appliqués rigoureusement, et que le juge de police ne peut admettre d'autres excuses que celles formellement prévues par la loi ou les arrêtés spéciaux. C'est ainsi qu'il a été jugé que le Tribunal de police ne saurait admettre l'excuse tirée de ce que les buveurs trouvés chez l'aubergiste étaient de ses parents ou amis qu'il avait invités (Cass., 7 mai 1853) ; — Ou de ce que les personnes trouvées dans l'auberge n'y étaient qu'en qualité d'amis et n'y consommaient pas (Cass., 7 février 1857) ; — Ou encore de ce que les buveurs étaient des ouvriers travaillant dans la maison et auxquels on offrait des rafraîchissements (Cass., 9 juillet 1857) ; etc.

Mais la prohibition cesse d'être applicable lorsqu'il s'agit de pensionnaires qui logent dans l'auberge, soit qu'ils se tiennent dans leur chambre, soit même qu'ils soient trouvés dans la salle commune ou café de l'auberge. Cass., 8 janvier 1857.

Dans l'espèce actuelle, il s'agissait de gens au service de l'aubergiste, mais ne résidant pas dans l'auberge ; il y avait donc lieu d'appliquer la peine de la contravention, aux termes de l'arrêt ci-dessus visé du 8 juillet 1857, qui a statué en ce sens dans des circonstances à peu près identiques.

C. M.

ARTICLE 448.

Justice de paix du canton de Draguignan
(Var).

Président : M. FAGUET, juge de paix.

5 septembre 1871.

Action possessoire. — Trouble. — Nou-
vel œuvre. — Travaux commencés. —
Délai annal.

En cas de trouble résultant de l'établis-
sement de certains travaux, l'action posses-
soire doit, comme toujours, être exercée
dans l'année du trouble.

Le délai annal court du jour où les travaux
ont été commencés, et non pas seulement
du jour où ils ont été terminés.

Le sieur Cartier avait construit sur
la rive gauche d'une rivière, la Nar-
tuby, et contre sa propriété, un mur
dont une partie, 30 mètres environ,
fait face à l'héritage Olivier. Du pro-
cès-verbal de visite des lieux, il ré-
sultait qu'à chaque extrémité du mur
se trouvait une estacade destinée à
protéger soit ledit mur, soit la terre
de Cartier. D'après l'appréciation de
l'expert, le mur dont s'agit ne pou-
vait pas nuire à la propriété du sieur
Olivier; mais, en revanche, les esta-
cades en refoulant les eaux pouvaient
lui causer du dommage, ce qui du
reste avait déjà eu lieu pour la partie
de la propriété Olivier sise au-des-
sous de l'estacade inférieure.

Une action en complainte ayant
été intentée à raison de ces faits par
le sieur Olivier contre son voisin, le
sieur Cartier, M. le juge de paix du
canton de Draguignan a rendu la
décision suivante :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — *En fait* :
— Attendu qu'il ressort de la déclá-
ration des parties que les estacades
étaient construites depuis plus d'un
an et un jour à l'époque de la de-

mande et que, quant au mur,
41 mètres sont établis depuis deux
ans environ et 30 mètres seulement
depuis moins d'un an ;

« *En droit* : — Attendu que la
demande faite par Olivier pour le
dommage par lui subi et à redouter
encore n'a pas été intentée en temps
utile, puisque de son aveu même, les
estacades, seuls travaux considérés
comme pouvant lui occasionner des
dommages, sont établies depuis plus
d'un an avant l'exploit introductif
d'instance ; — Attendu qu'en sup-
posant même que le mur construit
par Cartier pût aussi nuire à sa pro-
priété, ce que du reste l'expert n'ad-
met pas, son action ne serait pas
moins irrecevable ; car une partie de
la construction du mur remontait à
deux ans et Olivier se plaignant de la
construction du mur entier, il est de
règle qu'en pareil cas le délai annal
court du jour où le trouble résultant
des travaux a commencé et non pas
seulement du jour où les travaux
qui le constituent ont été terminés
(Curasson, Dalloz, *Action posses-
soire*) ; — Attendu enfin que, d'après
l'article 23 du Code de procédure
civile, celui qui a à se plaindre de
l'établissement de travaux comme
ceux qui nous occupent doit agir
dans l'année du trouble : — Par ces
motifs, déclarons, Olivier non rece-
vable dans sa demande, en tous cas
mal fondée ; en conséquence, l'en
déboutons et le condamnons aux dé-
pens. »

Observations. — Il est très-vrai
que l'action possessoire n'est rece-
vable qu'autant qu'il s'est écoulé
moins d'un an et jour depuis l'existence
du trouble qui la motive. Par suite le
délai court à dater du jour où les

travaux préjudiciables au complaignant ont été commencés et non pas de celui où ils ont été terminés.

Toutefois ce principe n'est pas absolu et il faut, pour qu'il reçoive son application, que dès le début les travaux exécutés aient constitué un trouble manifeste, et qu'il n'ait pu y avoir aucun doute sur l'intention de l'auteur de ces travaux. — C'est ainsi qu'il a été reconnu, en doctrine et en jurisprudence, qu'une action possessoire a pu être considérée comme formée en temps utile dans l'année à partir du jour où des travaux ont pris le caractère d'un véritable trouble, encore bien que ces travaux aient été commencés plus d'un an avant la demande, et sans révéler chez leur auteur l'intention de causer un préjudice au voisin.

A. B.

ARTICLE 449.

Justice de paix du c. de Pont-l'Évêque
(Calvados.)

Présid. : M. LEVASSEUR, juge de paix.

20 mai 1867.

Action possessoire. — Possession annale.
— *Servitude d'accès. — Baie de porte.*
— *Convention. — Preuve testimoniale.*

Lorsque le défendeur, tout en reconnaissant la possession plus qu'annale du demandeur, invoque et demande à prouver, par témoins, vu la reconnaissance de celui-ci, une convention aux termes de laquelle le demandeur lui aurait concédé un droit de servitude sur son terrain, le juge de paix doit repousser cette demande en preuve comme inadmissible, et maintenir le demandeur dans la possession qu'il réclame.

Le sieur Aubert est propriétaire, en la commune de Villerville, d'un jardin et de quelques bâtiments, auxquels on accède par une allée ouvrant sur une cour commune. Un

petit bâtiment appartenant au sieur Baron, jointe l'allée dont il s'agit.

Au commencement de l'année 1867, Baron a fait reconstruire à neuf ce bâtiment, qui n'avait aucune ouverture sur ladite allée, et a ouvert dans la muraille une porte sur cette allée.

Le 23 mars 1867, Aubert, qui prétend que l'allée qui conduit à ses bâtiments et jardin, est sa propriété exclusive, a cité le sieur Baron devant la justice de paix de Pont-l'Évêque « pour voir dire à bon droit intentée l'action possessoire qu'il entend diriger contre Baron ; en conséquence, s'entendre celui-ci, sous une contrainte de 150 francs, condamner à enlever la porte et à boucher la baie qu'il a fait établir, parce que faute de ce faire dans le délai de huitaine de la prononciation du jugement, la contrainte tournerait au profit du requérant, qui sera autorisé à faire les suppressions aux dépens d'icelui : s'entendre en outre condamner en 50 francs de dommages-intérêts et aux dépens. »

A l'audience du 3 mai suivant, où l'affaire fut appelée, le sieur Aubert persista dans les conclusions de sa citation, et le sieur Baron conclut ainsi : « en lui accordant acte de ce que le sieur Aubert reconnaît que la convention alléguée est vraie (1), et

(1) Aubert a déclaré qu'en effet il avait été dit, qu'au cas où Baron mettrait une gouttière pour recevoir les eaux de son bâtiment et obtiendrait des propriétaires de la cour commune l'autorisation d'y porter les eaux et d'y passer pour le service de son bâtiment ; lui Aubert céderait, moyennant 60 francs, à Baron le droit de passage sur son terrain ; mais que celui-ci ayant refusé de mettre une gouttière et d'obtenir l'autorisation des communistes de la cour, la convention n'existait plus.

qu'une somme de 60 francs devait être payée par le concluant, en ajoutant que celui-ci devait établir une gouttière, ce qui est méconnu, déclarer le sieur Aubert autant non recevable que mal fondé dans ses demandes avec dépens; subsidiairement, et en cas de méconnaissance, appointer le concluant à prouver par toutes voies de droit, notamment par témoins: 1^o que celui-ci aurait ce droit moyennant le paiement d'une somme de 60 francs, d'ouvrir une porte vitrée à l'endroit où elle se trouve actuellement sur l'allée servant de passage à Aubert; 2^o que c'est Aubert lui-même, qui a fait la maçonnerie du petit bâtiment du concluant, et établi la baie de ladite porte, conformément à la convention; que cette porte a été faite et posée par Pillon, charpentier; 3^o que c'est également le sieur Aubert qui a enlevé une barrière lui appartenant, qui se trouvait à l'entrée de ladite allée, pour la reporter en deçà de la ligne de séparation des propriétés respectives des parties, dépens en ce cas réservés. »

Le sieur Aubert a conclu à ce qu'il plaise au juge de paix, sans avoir égard à la preuve sollicitée par Baron, laquelle sera déclarée inadmissible, en l'espèce, et en accordant acte au sieur Aubert de ce qu'il méconnaît avoir cédé aucuns droits sur l'allée en question, au sieur Baron, adjuer au concluant le bénéfice des conclusions principales de son exploit introductif d'instance, auxquelles il persiste, sous toutes réserves de fait et de droit.

Le sieur Baron a conclu additionnellement : « subsidiairement, appointer le concluant à la preuve des faits articulés, soit d'une façon ab-

solue, soit à titre de preuve de trouble à la possession alléguée. »

Le 20 mai 1867, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation du 23 mars dernier, requête d'Aubert, contre Baron; — Parties ouïes dans leurs moyens et conclusions, à l'audience du 3 mai courant; — Attendu que le sieur Aubert, prétendant avoir été troublé dans sa possession plus qu'annale d'un terrain sis à Villerville, longeant une construction neuve faite par le sieur Baron, par suite de l'établissement d'une porte dans ce bâtiment, qui n'aurait aucun droit sur ce terrain, et par la prétention dudit Baron d'accéder à ce bâtiment en passant sur ce terrain, demande à être maintenu dans sa possession; qu'il conclut à ce que le sieur Baron soit en conséquence tenu, sans contrainte, à enlever la porte qu'il a fait établir, et à boucher la baie où elle est placée; qu'il soit en outre condamné en 50 francs de dommages-intérêts et aux dépens; — Attendu que c'est là une action possessoire, à raison de laquelle nous avons compétence, mais que nous ne pouvons statuer sur aucune question se rattachant au pétitoire, sur lequel le Tribunal civil a seul droit de prononcer; — Attendu qu'il est constant et reconnu par le sieur Baron, que le terrain sur lequel ouvre sa porte appartient à Aubert, qui en a la possession; mais qu'il soutient n'avoir placé cette porte que par suite d'une convention arrêtée avec ce dernier, qui, moyennant 60 francs, aurait consenti que cette porte fût ouverte, et que l'accès du bâtiment, où elle est placée,

s'exerçât sur le terrain dudit Aubert ; — Attendu que celui-ci, dans ses conclusions, méconnaît la convention ; que si, dans les explications verbales, il a reconnu qu'une convention avait eu lieu, il soutient qu'elle n'avait pas été faite et arrêtée dans les seuls termes ci-dessus ; qu'il y avait des conditions, telles que l'établissement d'une gouttière et la justification du consentement d'un sieur Longin à ce que les eaux soient portées sur une cour commune avec ce dernier, et à ce que le sieur Baron y exerce un passage ; qu'il a ajouté que, du moment où ces conditions n'ont point été acceptées par ledit sieur Baron, la convention a été annulée ; — Attendu que c'est en présence de cette méconnaissance que le sieur Baron a demandé à prouver, notamment, par témoins, les faits relatés dans ses conclusions ; — Attendu qu'il est évident que ces faits ne sont pas destinés à prouver qu'Aubert n'aurait pas eu la possession plus qu'annale de son terrain, mais bien qu'il aurait créé sur ce terrain, au profit de Baron, une servitude d'accès, que c'est là une action réelle qui sort de notre compétence, d'où suit que la demande en preuve est inadmissible, sans même avoir à nous préoccuper du point de savoir si elle le serait au point de vue de la prétendue cession ; — Attendu que du moment où la preuve par témoins ne peut être accueillie, Baron ne produit aucune justification ; qu'on ne peut, en effet, trouver une preuve dans ce fait, que la baie de porte a été faite par Aubert alors que, comme entrepreneur, il construisait le bâtiment de Baron, car il est constant qu'il l'avait bouchée après le travail fini et qu'il prétend ne l'avoir pri-

mitivement faite que pour la facilité de son travail ; que le changement de place de sa barrière n'a rien de plus concluant ; — Attendu qu'il faut dédaier de là que l'action possessoire d'Aubert est bien fondée, sauf au sieur Baron à faire valoir ses droits au pétitoire ; — Attendu, quant aux dommages-intérêts, qu'Aubert n'a justifié d'aucun préjudice ;

« Par ces motifs, sans avoir égard à la demande en preuve testimoniale formée par Baron, laquelle nous déclarons inadmissible, disons à bonne cause l'action possessoire d'Aubert, le maintenons en possession du terrain dont il s'agit, et faisons défense à Baron de le troubler ; et, par suite, condamnons celui-ci, sous contrainte de 100 francs, à enlever la porte qu'il a fait placer et à faire boucher la baie de cette porte étant dans la muraille de son bâtiment, et ce, dans la huitaine du présent ; et faute de ce faire, autorisons Aubert à enlever ladite porte et à boucher la baie aux dépens de ladite contrainte ; disons qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts envers le sieur Aubert et condamnons Baron aux dépens. »

Observations. — Solution exacte. Les conclusions du défendeur ne tendaient à rien moins qu'à faire reconnaître à son profit l'existence d'une servitude conventionnelle d'accès sur le fonds du demandeur. En présence de la dénégation de ce dernier, le juge du possessoire ne pouvait évidemment faire droit à de telles conclusions sans empiéter sur le domaine du pétitoire. A. B.

ARTICLE 430.

Justice de paix du cant. de Saint-Yrieix
(Haute-Vienne).

Président : M. IMBERT, juge de paix.

2 mars 1872.

Action possessoire. — Puits. — Mitoyenneté. — Servitude discontinue. — Preuve inadmissible. — Tolérance.

Une servitude discontinue ne peut servir de fondement à une action possessoire que lorsqu'elle est appuyée d'un titre, lequel seul fait disparaître la précarité des faits de jouissance allégués.

Par suite, un propriétaire demanderait vainement à prouver qu'il a depuis longtemps joui d'un puits se trouvant sur le terrain du voisin ou contribué aux travaux de réparation de ce puits, pour établir au possessoire le droit à la jouissance du puits, si ces faits ne sont appuyés ni par un titre ni par la destination du père famille.

Ainsi décidé,

Le 2 mars 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Saint-Yrieix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'action du demandeur a pour but de le faire maintenir dans la possession de la mitoyenneté d'un puits situé dans les dépendances du village de M..., dans laquelle il se dit troublé par le fait du défendeur résultant de ce que ce dernier se serait permis, tout récemment, d'interdire l'accès de ce puits à ses colons ; — Attendu que de l'explication des parties, il demeure acquis que ce puits se trouve situé au milieu des airages existants entre la maison d'habitation et les bâtiments d'exploitation appartenant au défendeur ; que notamment le demandeur ne possède aucun terrain limitrophe à ces immeubles ; que ces deux cir-

constances, livrées à elles seules, font ressortir une présomption de possession *exclusive* de ce puits au profit du défendeur ; — Attendu que dans cet état de la cause, il s'agit d'examiner quelle influence peuvent exercer, sur cette présomption de possession, les prétentions du demandeur ; — Attendu que pour établir sa possession à la mitoyenneté de ce puits, le demandeur ne représente aucun titre, qu'il ne fait pas connaître non plus que cette possession puisse résulter d'une destination antérieure du père de famille, qu'il se fonde uniquement sur les faits suivants qu'il offre de prouver en cas de déni, et résultant : 1° de ce qu'il aurait contribué par moitié aux réparations de ce puits, chaque fois que besoin était, que notamment à une certaine époque remontant à vingt ans environ, la partie du mur de ce puits, à partir du sol jusqu'à sa couverture, et cette couverture elle-même ont été construits à frais communs entre lui et le défendeur, et qu'il aurait payé aux ouvriers employés à cet effet la somme de 30 francs pour la part à sa charge ; 2° qu'il aurait contribué, par moitié, à l'acquisition des cordes de ce puits chaque fois que les circonstances l'exigeaient ; 3° enfin que depuis un temps immémorial, notamment depuis moins d'un an et jour, ses colons auraient puisé à ce puits l'eau qui leur était nécessaire pour le service de leur ménage et celui de leurs bestiaux, sans que jamais il se soit produit d'opposition de la part du défendeur ; — Attendu que si ces faits sont susceptibles d'appréciations quelconques, ce n'est pas dans la cause qu'on saurait en trouver de favorables, car ils auraient pour ré-

sultat inévitable d'imprimer à l'exercice d'une servitude discontinue, comme celle dont il s'agit dans l'espèce, un caractère de continuité que la loi n'a pas voulu admettre; qu'une pareille servitude, d'après l'article 694 du Code civil, ne peut s'acquérir que par titre et jamais par la possession même immémoriale; — Attendu qu'il est de principe qu'une servitude discontinue ne peut servir de fondement à une action en complainte que lorsqu'elle est appuyée d'un titre, lequel fait seul disparaître la précarité des faits de jouissance allégués; — Attendu que, par suite de ce qui précède, ces faits de jouissance, alors même qu'ils seraient établis, ne devraient être considérés, dans tous les cas, que comme étant l'effet d'une simple tolérance dont le défendeur a toujours le droit de se départir; — Par ces motifs, rejetons comme inconcluante et dès lors irrecevable l'offre de preuve des faits articulés par le demandeur, le déboutons de l'action en complainte par lui formée et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Il est certain que dans l'espèce le demandeur avait à tort qualifié mitoyen un puits qui à raison de sa situation au milieu de la propriété du défendeur, et non sur la limite des deux fonds, pouvait seulement être reconnu commun. En l'absence de titre ayant pour effet d'établir la copropriété du puits, le juge du possessoire ne devait évidemment considérer la possession alléguée par le plaignant que comme précaire et de pure tolérance. Les faits dont on demandait à faire preuve n'eussent tendu tout au plus qu'à établir l'existence d'une

sorte de servitude de puisage, servitude essentiellement discontinue et qui ne peut encore donner ouverture à la complainte qu'autant qu'elle est fondée en titre. Par suite, de tels faits, eussent-ils été établis, n'auraient pas justifié aux yeux du magistrat saisi la demande en maintenance possessoire; c'est donc avec raison que le juge a refusé d'en autoriser la preuve, qui n'eût produit aucun résultat utile. — Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Action possessoire*, n^{os} 60 et suiv. A. B.

ARTICLE 451.

Justice de paix du c. des Aix-d'Angillon
(Ober.)

Président : M. LÉONARD DES FOURNEAUX,
juge de paix.

28 octobre et 30 décembre 1867.

Action possessoire. — Enclave. — Passage.
— *Biens communaux. — Voie publique.*
— *Enquête. — Possession immémoriale.*

Des terrains communaux ne sauraient être assimilés à la voie publique; en conséquence un fonds entouré de tous côtés doit être considéré comme enclavé, alors même que l'un des terrains qui le bordent aurait appartenu ou appartiendrait encore à la commune.

La servitude de passage, en cas d'enclave, étant réputée fondée en titre, son caractère de non apparence et de discontinuité ne fait pas obstacle à ce qu'elle s'acquière par prescription; par suite la possession annale d'une telle servitude est utile et peut être invoquée devant le juge du possessoire, en cas de trouble.

Il importe peu que cette possession ait subi autrefois des interruptions, ou qu'à une époque ancienne il ait été payé des redevances pour l'existence du passage, cette dernière circonstance ne pouvant avoir d'influence qu'au point de vue de la question de savoir si l'indemnité du passage est

prescrite; il suffit, pour qu'il y ait lieu à maintenue possessoire, que le demandeur justifie d'une possession publique et paisible remontant à plus d'an et jour, au moment du trouble qui a donné lieu à la plainte.

Le fait qu'à une certaine époque le passage aurait été fermé par une barrière, ne saurait changer le caractère utile de la possession, s'il est constant qu'à cette époque le propriétaire du fonds servant ne refusait jamais la clef de la barrière afin de laisser passer les voitures du propriétaire du fonds enclavé, et si surtout depuis longtemps et notamment depuis plus d'an et jour la barrière n'existe plus.

Le fait par le défendeur d'avoir creusé un fossé de façon à rendre impraticable le passage avec voiture, et par suite d'entraver le desservissement du fonds enclavé, est un trouble essentiellement de nature à motiver la plainte, et il y a lieu, pour le juge du possessoire, d'ordonner le comblement du fossé.

Ainsi décidé, par deux sentences de M. le juge de paix du canton des Aix-d'Angillon. — Premier jugement du 28 octobre 1867 :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu le jugement préparatoire par nous rendu contradictoirement entre les parties le 7 octobre 1867, enregistré ; — Vu le procès-verbal de la visite des lieux faite en présence des parties intéressées ; — Statuant en premier ressort ; — Sur la première question : — Considérant qu'aux termes de l'article 682 du Code Napoléon le mot *enclave* sert à désigner l'état d'une propriété ou d'un fonds qui n'a aucune issue sur la voie publique ; — Considérant, en fait, que le pré des demandeurs se trouve dans les conditions déterminées par cet article, puisqu'il est entouré de tous côtés par des fonds appartenant à d'autres propriétaires ; — Considérant que la circonstance que les terrains qui le joignent à l'aspect du levant ont

été précédemment des communaux, n'empêche pas qu'il ne soit considéré comme enclave ; — Qu'en effet, en admettant même que ces terrains fussent encore aujourd'hui la propriété de la commune de Saint-Germain-du-Puits, on ne saurait les assimiler à une voie publique sur laquelle chacun des propriétaires riverains aurait droit de passer et repasser avec voiture pour le desservissement de son fonds contigu, puisque la commune aurait toujours la faculté de les affermer ou de les vendre, ou d'en disposer comme bon lui semblerait et par là même d'interdire le passage sur son fonds de la part des riverains, à moins que cette servitude de passage ne résultât d'un droit acquis ou de la loi ; — Que dans l'espèce ce serait au défendeur à prouver que les propriétaires du pré des Cardemoselles ont laissé prescrire ou éteindre la servitude de passage qu'ils auraient acquise ou exercée utilement sur ces communaux ; — Sur la deuxième question : — Considérant que les demandeurs soutiennent qu'ils sont en possession depuis un temps immémorial et notamment depuis plus d'an et jour avant le trouble, d'un passage s'exerçant avec voitures après avoir traversé un autre héritage, par l'avenue de peupliers du sieur Bell^{***} et de là par la cour du domaine de Fenestrelay, situé commune de Saint-Germain, lui appartenant également et qui joint immédiatement la voie publique, et ce pour le desservissement dudit pré enclavé ; — Qu'il est utile aussi bien que fondé en droit d'accueillir la preuve de cette possession invoquée par les demandeurs et contestée comme opérante par le défendeur pour re-

connaître si elle réunit les caractères que la loi exige pour la rendre efficace ; — En ce qui touche la demande en garantie : — Considérant qu'en matière possessoire la règle est qu'il n'y a pas lieu d'admettre la garantie, puisqu'il ne s'agit que d'un simple fait indépendant de ce qui pourra être jugé postérieurement sur le droit ; — Que cette règle souffre néanmoins exception pour le cas où l'acquéreur d'un immeuble le posséderait depuis moins d'un an, à partir du jour de son acquisition, parce qu'il est présumé avoir dû compter sur la possession de son vendeur ; — Considérant que, dans l'espèce, le sieur Bell*** ou son auteur, acquéreur des sieur et dame d'Har*** de Q*** par actes authentiques des 6 juillet 1861, 10 et 14 juin 1862, est par conséquent depuis plus d'un an en possession des immeubles à lui vendus ; — Par ces motifs, après avoir vérifié et constaté la nécessité du passage, déclarons la complainte possessoire recevable, admettons les consorts T*** et R*** à faire la preuve des faits par eux articulés, ordonnons que cette enquête sera faite sur les lieux le 27 novembre prochain, heure de neuf du matin, la preuve contraire réservée au défendeur pour, après les enquête et contre-enquête, être par nous statué ce qu'il appartiendra, dépens réservés ; — Mettons dès à présent les sieur et dame d'Har*** de Q*** hors de cause, et condamnons Bell*** aux frais de la demande en garantie. »

Les enquête et contre-enquête ont eu lieu au jour indiqué et jours suivants, les parties assistées de conseils ont plaidé sur l'enquête ; — Et le 30 décembre 1867, jugement définitif, ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire en date du 28 octobre dernier ; — Vu les enquête et contre-enquête, auxquelles il a été par nous procédé les 27 et 28 novembre, 4 et 5 décembre 1867 ; — Vu les dires et observations des parties ; — Considérant que si les témoins de l'enquête ont été en contradiction avec ceux de la contre-enquête sur les faits de passage antérieurs à l'établissement du canal de dessèchement du val d'Hyèvre, ils sont tous unanimes pour reconnaître et déclarer que depuis cette époque, c'est-à-dire depuis l'année 1832, où ce canal a été reçu, le passage s'est toujours opéré de la part des fermiers, métayers ou locataires du domaine des Quatre-Vents, appartenant aux consorts T*** et R***, par l'avenue de peupliers, sur le pont et la cour du domaine de Fenestrelay qui joint immédiatement la voie publique et appartient aujourd'hui au sieur Bell***, comme héritier de feu son père, aux droits des sieur et dame d'Har*** de Q***, et ce pour le desservissement du pré enclavé des Cardemoselles ; — Qu'ainsi il est constant que, si avant la création de ce canal le trajet, notamment par le gué Adras (trajet difficile et long pour arriver à la voie publique), a jamais été effectué selon le dire de certains témoins, par les gens du domaine des Quatre-Vents pour la sortie des foin du pré dont il s'agit, ce trajet a été complètement abandonné depuis et que pas un de ceux qui avaient part à la récolte des foin du pré des Cardemoselles, sans en excepter Ardonceau lui-même, ci-devant propriétaire par indivis d'une portion dudit pré, n'ont passé à partir de cette époque

ailleurs que par le pont et la cour du domaine de Fenestrelay ; — Considérant que le système du défendeur consiste à dire que, s'agissant dans l'espèce d'une servitude latente et discontinue et la possession des demandeurs en complainte n'étant pas appuyée sur des titres, le passage par eux exercé sur sa propriété ne l'a été qu'à titre de tolérance ; qu'il est entaché de précarité, puisqu'on a payé une redevance pour passer ; que la possession n'a pas été continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire ; — Considérant qu'il s'agit d'examiner la valeur des divers reproches faits à la possession des demandeurs ; — Considérant que s'il est vrai que les servitudes discontinues, au nombre desquelles le droit de passage est classé, ne peuvent s'acquérir que par titres, d'après les termes de l'article 691 du Code Napoléon, et qu'ainsi la possession est inefficace pour les faire acquérir, il faut reconnaître aussi que les articles 688, 691 et suivants du même Code ne peuvent s'appliquer qu'aux servitudes purement conventionnelles et non aux servitudes établies par la loi, telles que celles résultant du voisinage, indépendamment de toute stipulation ; que le droit du propriétaire dont le fonds se trouve enclavé est de cette nature et qu'il a toujours pu s'acquérir par la possession ; — Considérant d'ailleurs que le fait d'enclave donne naissance à un titre, puisqu'il est formellement consacré par la loi comme effet irrésistible de la nécessité ; car l'intérêt de l'agriculture qui a dicté l'article 662 du Code Napoléon exige impérieusement que le propriétaire d'un fonds réduit à l'état d'enclave

puisse faire sortir ses produits en passant sur le fonds voisin pour gagner la voie publique, et qu'il est de jurisprudence bien établie aujourd'hui que la servitude de passage pour cause d'enclave étant réputée fondée en titre et ne pouvant être confondue avec les servitudes purement conventionnelles, son caractère de non apparence et de discontinuité ne fait point obstacle à ce qu'elle s'acquière par la prescription ; — Considérant dès lors et par voie de conséquence que la possession d'une telle servitude est utile et peut être invoquée, et que s'il est établi ou reconnu que le propriétaire enclavé a passé pendant plus d'un an et jour pour le desservissement de son fonds sur le fonds d'un voisin, il a acquis par ce fait la possession légale de passage et doit être maintenu dans cette possession s'il vient à être troublé ; — Considérant que, de tous les témoins entendus, aucun n'a affirmé que le sieur T^{***} père ou ses ayants cause, les consorts T^{***} et R^{***}, aient payé à une époque quelconque au propriétaire du domaine de Fenestrelay une redevance pour le passage exercé sur son fonds ; — Que si Ardonceau, ancien propriétaire par indivis d'une portion équivalente à un sixième dans le pré des Cardemoselles, et qui a vendu cette portion aux consorts T^{***} et R^{***}, en l'année 1853, a déclaré dans l'enquête qu'il avait payé pour le passage de ses foins sur le pont de M. d'Har^{***} de Q^{***} une redevance ou indemnité proportionnée à l'étendue de sa portion dudit pré, il est certain qu'aucun droit n'a été perçu depuis ladite année 1853 pour la totalité du pré ; que d'ailleurs cette déclaration n'aurait

d'importance que pour décider la question de savoir si l'indemnité du passage est prescrite ou non, question qui touche essentiellement au pétitoire et dont nous n'avons point à nous occuper ici ; — Considérant que la possession des demandeurs n'a pas cessé d'être continue jusqu'à l'année 1867, époque où le trouble a eu lieu par le creusement du fossé ; — Que si, en 1863, et même selon le dire de certains témoins de la contre-enquête, en 1864 et 1865, quelques voituriers du domaine des Quatre-Vents ont passé avec leurs voitures plus souvent vides que chargées de foin sur le pont, alors nouvellement construit, du témoin Aladenise et ce, d'après le témoignage non suspect de ce propriétaire ; ces faits de passage isolés, accidentels, accomplis pour la commodité ou selon le caprice des conducteurs de voitures ne changent rien au caractère d'ancienneté et de continuité du passage par l'avenue de peupliers, sur le pont et la cour du domaine de Fenestrelay pour la sortie des foins du pré des Cardemoselles ; — Qu'il n'y avait point là d'équivoque dans la possession, car, d'après la doctrine du président Favre cité par Troplong dans son traité de la prescription, une certaine intermittence n'est pas incompatible avec la continuité de la possession ; — Considérant qu'on ne saurait admettre que le passage des consorts T^{...} et R^{...} sur le fonds de Bell^{...} a été exercé à l'aide de violence en 1866, par cela seul que leurs fermiers ou laboureurs auraient détaché ou coupé des liens d'osier qui retenant les perches d'un barrage placé à l'entrée de l'avenue de peupliers du sieur Bell^{...}

par le sieur Beauvais, son fermier, et jeté sur le côté les perches de ce barrage que celui-ci ne considérait que comme provisoire, afin de faire passer les premières voitures de foin venant du pré des Cardemoselles ; — Que ce léger obstacle ne pouvait guère être considéré comme un empêchement sérieux au passage habituel par cette avenue, les gens du domaine des Quatre-Vents étant fondés à croire qu'il n'était là que pour empêcher les bestiaux du domaine de Fenestrelay d'aller plus loin, comme le fait supposer la déclaration de Beauvais lui-même ; — Qu'il n'est pas même bien prouvé que ce barrage ait été enlevé par eux ; qu'en tous cas aucune signification extrajudiciaire, aucune action de la part du propriétaire de Fenestrelay, aucune protestation écrite émanée de lui n'a eu lieu contre les auteurs de cette prétendue violence ; que loin de là le barrage n'a pas même été rétabli le lendemain, ni les jours suivants, et que Beauvais déclare que cette année-là la sortie du reste des foins du pré des Cardemoselles s'est effectuée par le même endroit ; — Que, pour que le reproche de violence fait à cette possession fût mérité, il faudrait que dès son principe elle eût été conquise par la force, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce. « Celle, dit « M. Troplong, qui, paisible dans « son berceau, se conserve par la « force n'est pas violente dans le « sens de l'article 2233 du Code Na- « poléon. » On comprend, en effet, que le possesseur a le droit de repousser celui qui veut lui enlever la jouissance d'un droit ; — Il résulte de ces principes que les voituriers des Quatre-Vents qui passaient de-

puis longues années sur l'avenue de peupliers de M. d'Har*** de Q***, auteur de Bell***, ne commettaient pas un acte blâmable en enlevant un barrage qui gênait momentanément l'exercice de leur droit, dès lors qu'ils n'agissaient ainsi que pour se maintenir dans une position acquise ; — Considérant que cette possession a toujours été paisible jusqu'à l'année 1867 ; — Qu'il résulte bien des déclarations de trois témoins de la contre-enquête qu'à une certaine époque, qui n'est pas précisée mais qui remontait au moins à l'année 1853 (voir la déclaration d'Ardonceanu), il y avait à la tête du pont de M. d'Har*** de Q*** deux poteaux enfoncés en terre, percés de trous (poteaux dont notre procès-verbal de visite de lieux n'a constaté aucune trace), dans lesquels on faisait glisser une ou deux traverses en bois servant de barrage, fermant soit avec un cadenas, soit avec une serrure, dont on allait demander la clef au sieur Baraton, alors régisseur ou fermier de M. d'Har*** de Q***, qui ne la refusait jamais, pour laisser passer les voitures de foin venant du pré des Cardemoselles ; — Mais que ce n'était point là un empêchement ou un trouble à l'exercice du droit de passage, l'obligation de laisser passer n'étant point exclusive du droit de clore le fonds assujéti à la servitude de passage, autrement ce serait une aggravation de la servitude ; — Qu'ainsi les barrages établis sur l'avenue de peupliers et à la tête du pont, de même que les barrières de la cour, n'avaient vraisemblablement qu'un même but, celui d'empêcher les bestiaux du domaine de Fenestrelay de divaguer ; — Considérant que la possession des con-

sorts T*** et R*** n'a rien eu de clandestin, car le passage sur le fonds de Bell*** s'est exercé au grand jour, au vu et au su de tous ceux qui pouvaient être présents sur les lieux et notamment des habitants du domaine de Fenestrelay, ce qui exclut également tout reproche d'équivoque ; — Considérant que cette possession a eu lieu à titre de propriétaire *animo domini*, car c'est bien comme propriétaires et maîtres du fonds dominant que les sieurs T*** et R*** ont exercé la servitude de passage et non comme détenteurs à titre précaire. Ils ont joui pour eux-mêmes, *pro suo*, et non pour le compte d'autrui ; — Considérant dès lors que la possession invoquée est une possession légitime et qui réunit les conditions voulues par la loi ; — Considérant enfin que, quand bien même il y aurait eu interruption complète du passage sur le fonds Bell*** pendant les années 1863, 1864. et 1865, ce qui est loin d'être établi, les demandeurs ont suffisamment justifié qu'ils avaient la possession annale exigée par la loi au moment du creusement du fossé qui a donné lieu à la plainte ; — Par tous ces motifs, statuant en premier ressort, maintenons les consorts T*** et R*** dans la possession et jouissance où ils sont depuis un grand nombre d'années et notamment depuis an et jour de l'exercice du droit de passage à titre d'enclave par l'allée de peupliers, le pont et la cour du domaine de Fenestrelay, appartenant au sieur Bell***, pour la desserte du pré des Cardemoselles ; — Faisons défense à Bell*** de les y troubler à l'avenir, ordonnons que dans la quinzaine du présent jugement il sera tenu de combler le fossé qu'il a pratiqué à

l'entrée de son avenue de peupliers, sinon autorisons dès à présent les demandeurs à faire combler le fossé à ses frais, ce dont ils seront remboursés sur le vu de la quittance des ouvriers et pour tous dommages-intérêts, condamnons le sieur Bell*** en tous les dépens liquidés à 291 fr. 70, non compris le coût du présent jugement. »

Observations. — Il est certain qu'un fonds entouré de toutes parts et sans accès à la voie publique peut être considéré comme enclavé, alors même que l'un des fonds qui le bordent serait un terrain communal. En effet, les biens communaux ne sauraient être assimilés à la voie publique ; ils sont susceptibles d'être ensemencés, cultivés ou affermés comme toute propriété privée ; le propriétaire d'un fonds ne peut donc, à moins d'en avoir acquis le droit par possession, prescription ou autorisation spéciale, passer sur un terrain communal pour le desservissement de son fonds, s'il a une autre voie pour le desservir. Il ne pourrait vis-à-vis de la commune, propriétaire, qu'exciper de l'enclave pour acquérir le droit au passage, comme il en exciperait vis-à-vis de tout autre voisin. Il y a cependant lieu de remarquer qu'il en serait autrement si les communaux qui bordent un propriétaire étaient spécialement affectés aux aisances des habitants et étaient l'objet d'une jouissance commune à tous, et s'ils donnaient eux-mêmes accès à la voie publique proprement dite. Dans ce cas, évidemment le propriétaire du fonds situé de la sorte et qui aurait ainsi une issue libre, ne pourrait se dire enclavé, ni réclamer le passage sur

un fonds privé. — Sur les autres questions résolues par le jugement, la jurisprudence est constante en ce sens. Voir les arrêts cités dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Enclave*. C. M.

ARTICLE 452.

Justice de paix du canton de Cysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

16 avril 1872.

Bail. — *Tacite reconduction.* — *Congé.*
— *Usage des lieux.* — *Expulsion.* —
Délai.

Si, après l'expiration du terme fixé par le bail écrit, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère alors un nouveau bail, par tacite reconduction, et dont les effets sont les mêmes que ceux des baux faits sans écrit. Dans ce cas le bailleur ne peut expulser le preneur qu'en donnant congé suivant l'usage des lieux.

Il appartient au juge de modérer le préjudice qui peut résulter d'une expulsion trop soudaine, et d'accorder un délai au locataire pour déménager.

Ainsi décidé,

Le 16 avril 1872, par jugement du Tribunal de paix de Cysoing, ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'acte de notification de congé, en date du 23 décembre 1871, enregistré ; — Vu l'exploit introductif d'instance, les articles 3 de la loi du 25 mai 1838, 4^{er} de la loi du 2 mai 1855, et 1759 du Code civil ; — Attendu que, par acte authentique du 2 mai 1839, M. Jean-Baptiste Corman, brasseur à Lille, représenté aujourd'hui par M^{me} Elisa Honoré, sa veuve, consentit un bail au sieur Louis-Joseph

Bray, cabaretier à Cysoing, et à dame Virginie-Joseph Macaux, son épouse, pour trois, six ou neuf années consécutives, à partir du 15 mars de ladite année 1839, au choix respectif des parties, moyennant six mois d'avertissement préalable et un loyer annuel de 325 francs, augmenté de 47 francs valeur en argent du canon de 1 hectolitre 57 litres 7 millilitres, d'une maison à usage de cabaret, bâtie en briques, couverte en pannes, à étage, composée d'une cave spacieuse; au rez-de-chaussée, d'un vestibule, de deux grandes pièces, de deux petites chambres, de plusieurs chambres hautes surmontées d'un grenier, avec écurie et autres dépendances, ainsi que son fonds contenant 1 are 32 centiares 90 milliares, tenus en arrentement de la ville de Cysoing; — Attendu que ce bail étant expiré le 15 mars 1848, les preneurs ont été laissés en possession, et qu'il s'est opéré un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article 1759 du Code civil, qui est ainsi conçu : « Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance « après l'expiration du bail écrit, « sans opposition de la part du bailleur, il sera censé les occuper aux « mêmes conditions, pour le temps « fixé par l'usage des lieux, et ne « pourra plus en sortir ni en être « expulsé qu'après un congé donné « suivant le délai fixé par l'usage des « lieux. » — Attendu, en fait, que, dans le courant de l'année 1871, M. Turlu, comptable, mandataire verbal de la dame veuve Corman, régla les conditions d'un nouveau bail, qu'accepta le sieur Bray; que des réparations d'entretien, appropriations et changements utiles pour

l'exercice du commerce de cabaretier furent ordonnées en vue d'une nouvelle location écrite; — Attendu que M^{me} veuve Corman, trouvant que le prix des travaux exécutés dépassait les limites par elle fixées, refusa de rectifier la promesse faite en son nom par le comptable, M. Turlu; que, par acte, en date du 23 décembre 1871, elle fit signifier congé au sieur Bray, pour le 15 mars 1872; — Attendu que, par exploit du 22 mars dernier, elle assigna devant nous ce dernier en validité dudit congé; qu'à notre audience du 26 mars, le sieur Corman fils, mandataire de sa mère, renouvela la promesse de passation d'un nouveau bail authentique de neuf années au prix annuel de 425 francs, sauf toutefois l'approbation à donner par ladite dame, sa mère, à cet arrangement; que l'adhésion de M^{me} veuve Corman ne semblant pas alors douteuse, l'affaire fut, du consentement des parties, rayée du rôle; — Attendu que la demanderesse, refusant la ratification de l'espérance de bail ainsi donnée, a cité de nouveau, pour l'audience de ce jour, ledit sieur Bray, aux mêmes fins de validité de congé; — Attendu que le défendeur se borne aujourd'hui à solliciter un délai de six mois pour déménager, et que lui refuse M^{me} veuve Corman; — Attendu, en droit, que le bail fait par le sieur Corman était à l'année, qu'il s'est continué par tacite reconduction et devait expirer le 15 mars dernier; que le congé que M^{me} veuve Corman a fait notifier au preneur, le 23 décembre 1871, étant venu six semaines avant ledit jour 15 mars, conformément à l'usage des lieux et régulier en sa forme et teneur, doit être validé; — Attendu néanmoins

qu'il appartient au juge de modérer, suivant l'exigence des cas, le préjudice qui peut résulter pour le preneur d'une expulsion trop soudaine ; que la situation exceptionnelle du sieur Bray, la clause de l'ancien bail prescrivant un avertissement six mois à l'avance, la longue jouissance du preneur et les circonstances de la cause, qui méritent aussi d'être prises en sérieuse considération, justifient l'usage de cette faculté ; que d'ici le 1^{er} juin prochain, ledit sieur Bray aura les facilités de se caser dans une position et sur un point aussi favorables à son commerce de débitant de boissons, que ceux qu'il est forcé d'abandonner ; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel, disons que le congé a été donné suivant l'usage des lieux, qu'il est régulier en sa forme et teneur ; en conséquence, déclarons le congé bon et valable ; ordonnons que le défendeur sera tenu de quitter les lieux et de les vider de corps et de biens, à peine d'en être expulsé, et ses meubles et objets mobiliers mis sur le carreau par toutes les voies de droit ; sursoyons néanmoins à l'exécution du présent jugement jusqu'au 31 mai prochain, à la charge par le sieur Bray, qui y consent, de payer à la dame Corman, du 15 mars dernier audit jour 31 mai, le prix du nouveau bail promis à raison du prix fixé de 325 francs par année ; condamnons, dès à présent, ledit sieur Bray à payer à la demanderesse, la somme de 325 francs pour une année de location échue le 15 mars dernier, et les frais et dépens de l'instance liquidés à 9 fr. 90, en ce, non compris le coût du présent jugement, etc. »

Observations. — Sur la tacite ré-

conduction et le congé, voir, en ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., n^o 23 et suiv. Il peut être accordé un certain délai au locataire pour déménager (Nouv. Denizart, v^o *Congé*, § 3 ; Duvergier, t. II, n^o 63), et il appartient encore au juge de modérer, suivant l'exigence des cas, le préjudice qui peut résulter pour le preneur, d'une expulsion trop soudaine (Montpellier, 4 mars 1867, ANNALES, 1867, p. 278). C. M.

ARTICLE 453.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,
juge de paix.

9 février 1872.

Bail. — Louage. — Femme mariée. —
Acte d'administration. — Terme payé
d'avance. — Loi du 21 avril 1871.

Louer, pour l'enfant commun et pour un an, moyennant 100 francs par an, un cabinet, est un acte que la femme mariée peut faire comme rentrant dans ceux d'administration domestique, pour lesquels, tout en agissant seule et sans autorisation spéciale, elle oblige son mari.

Le terme d'octobre 1870, bien que stipulé payable d'avance le 1^{er} juillet 1870, n'en tombe pas moins sous l'application de l'article 4 de la loi du 21 avril 1871 sur les loyers, l'exigibilité de ce terme de loyer fixée conventionnellement au jour qu'il commence, ne changeant pas l'époque de son échéance comme durée.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré précédemment ordonné ; — Attendu que, eu égard à la modicité du loyer et à la nécessité de loger le jeune Duché, alors en apprentissage à Paris, la femme Duché a pu valablement louer un cabinet, rue de Turenne, n^o 62, pour un an, sans y

être autorisée spécialement par son mari ; — Que cet acte rentre évidemment dans ceux d'administration domestique, pour lesquels la femme agissant seule oblige cependant son mari ; — Attendu que le dernier des deux termes réclamés par le sieur Mombrun tombe sous l'application de l'article 4 de la loi du 21 avril 1871 sur les loyers ; — Que, bien que payable par avance le 1^{er} juillet 1870, le terme d'octobre 1870 ne s'en trouve pas moins compris dans la période de temps qui, à raison des calamités qui l'ont signalée, a motivé la loi dont s'agit, puisque, quoi que dise le sieur Mombrun, l'exigibilité du terme de loyer fixée conventionnellement au jour qu'il commence ne change pas l'époque de son échéance comme durée ; — Qu'il n'a plus aujourd'hui d'action directe possible contre les époux Duché pour ce terme, devant être réputé légalement, à raison du taux annuel du loyer, avoir accepté le règlement déterminé par les deux premiers paragraphes de l'article 8 de la loi précitée ; — Attendu que le terme exigible le 1^{er} avril 1870 et échu le 1^{er} juillet suivant semble dû, mais que le propriétaire, par son concierge, a trouvé moyen de s'assurer, à titre de garantie, lors du départ du jeune Duché, effectué le 8 février 1870, de deux objets mobiliers, un lit de sangle et un matelas, pour lesquels les défendeurs réclament reconventionnellement la somme de 20 francs, lesdits objets ne pouvant leur être restitués, d'après la déclaration même du sieur Mombrun par son mandataire ; — Attendu que cette demande reconventionnelle se trouve justifiée d'après les explications échangées entre les parties ; — Par ces motifs, statuant en dernier

ressort ; — Déclarons le sieur Mombrun non recevable, en tous cas mal fondé dans sa demande au paiement du terme d'octobre 1870, le déboutons de ce chef de ses conclusions ; condamnons les époux Duché à lui payer la somme de 25 francs pour le terme de juillet 1870, avec intérêts tels que de droit, et, les recevant reconventionnellement demandeurs, condamnons le sieur Mombrun à leur payer la somme de 20 francs pour la valeur des effets mobiliers dont s'agit, avec intérêts du 2 février 1872 ; — Enfin, faisons masse des dépens, y compris le coût et l'enregistrement du présent jugement, pour être supportés, trois quarts par le sieur Mombrun, et un quart par les époux Duché. »

Observations. — Les solutions contenues dans ce jugement sont exactes. La mère de famille avait qualité pour faire la location en question, et, en la faisant dans de telles conditions, elle n'excédait certainement pas ses pouvoirs d'administration domestique. Elle obligeait donc valablement son mari. — La question relative à l'interprétation de l'article 4 de la loi du 21 avril 1871 sur les loyers n'est pas non plus douteuse. Pareille application en a été faite en mainte occasion dans toutes les justices de paix de Paris. La Cour de cassation a même jugé récemment que le jury spécial avait pu obliger un propriétaire à restituer à son locataire des termes afférants à la période du siège de Paris. C'est, on le voit, aller beaucoup plus loin que M. le juge de paix d'Arpajon ; mais aussi nous devons reconnaître que cette jurisprudence de la Cour suprême n'a pas en général été sui-

vie, et que ce n'a été que dans des cas très-rares que les jurys spéciaux ont ordonné la restitution des sommes payées par anticipation par les locataires.

C. M.

ARTICLE 454.

Justice de paix du VI^e arrondissement de Paris.

Président: M. BOULANGER, juge de paix.

7 et 21 mars 1872.

Octroi de Paris. — Graines oléagineuses.
Graine de navet.

Le droit d'octroi, sur les matières déclarées imposables par un tarif régulier, est dû par cela seul que la matière introduite est susceptible d'être livrée à la consommation locale personnelle ou industrielle, abstraction faite de la destination déclarée par l'introducteur.

Il en est ainsi spécialement pour la graine de navet, laquelle est torréfiée comme graine oléagineuse, en proportion de la quantité d'huile qu'elle est réputée contenir.

L'introducteur de certaine quantité d'une telle graine ne pourrait, pour se soustraire au paiement du droit d'octroi, exciper de ce que, par la nature de son commerce, elle serait uniquement destinée à être vendue pour semences.

Ainsi jugé, sur les plaidoiries de M^e Lacoïn, avocat de la maison Vil-morin, Andrieux et C^e, et de M^e Ernest Boinvilliers, avocat de l'administration de l'octroi.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, dans le cours de 1870, et surtout en juillet 1871, les sieurs Vil-morin, Andrieux et C^e, ont fait entrer dans Paris une quantité notable de graines de navet; — Que la graine de navet rentrant, comme graine oléagineuse, dans la catégorie de celles que le tarif d'octroi de la ville de Paris, régulièrement approuvé, impose d'après la quantité d'huile

qu'elles sont présumées contenir, Vil-morin et C^e ont subi la perception provisoire des droits déterminés par ce tarif; — Que, pour conclure à la restitution des sommes par eux versées à ce titre, Vil-morin et C^e se fondent en droit sur ce que l'octroi étant un impôt municipal, ne peut, suivant l'article 148 de la loi du 28 avril 1816, frapper que les objets destinés à la consommation locale; — En fait, sur ce que les graines de navet par eux introduites dans Paris sont destinées, en raison de la spécialité de leur industrie, non à être consommées localement, au moyen de l'extraction de l'huile qu'elles peuvent renfermer (ce qui entraînerait d'ailleurs des frais dépassant le bénéfice possible à espérer d'une pareille opération), mais bien à devenir entre les mains de leurs acheteurs des agents de reproduction agricole; — Mais attendu que l'application des tarifs d'octroi ne saurait dépendre de la déclaration faite par l'introducteur au sujet de la destination et de l'emploi projeté de la matière introduite; — Qu'en principe, toute matière imposable en soi, doit, à moins d'évidence contraire, être présumée destinée à l'emploi que sa nature comporte; — Qu'il suffit dès lors que cette matière soit, par sa nature et l'importance des quantités introduites, susceptible d'entrer dans la consommation locale, personnelle ou industrielle, par le fait soit de l'introducteur, soit des tiers auxquels celui-ci pourrait la transmettre, pour que, abstraction faite de la déclaration produite quant à sa destination, elle doive, à raison de cette nature même, subir la charge du droit d'octroi; — Que le système contraire aurait pour résul-

tat de jeter un trouble incessant dans la perception des droits et d'ouvrir la porte aux déclarations frauduleuses ; — Qu'en outre il risquerait de devenir pour les citoyens une source inévitable d'embarras, puisque l'administration, sous peine de rester désarmée, se verrait dans la nécessité d'organiser une sorte d'exercice pour rechercher, suivre et arriver à constater entre les mains, non-seulement de l'introducteur, mais aussi de ses acheteurs successifs, l'emploi réel des objets qui auraient été déclarés comme devant recevoir telle ou telle destination ; — Que c'est précisément pour éviter ces difficultés et ces inconvénients que le droit d'octroi doit être perçu à l'entrée, ce qui implique qu'il est dû indépendamment de l'emploi futur, éventuel, que l'introducteur prétendrait vouloir faire ultérieurement de l'objet impossible, et uniquement à raison de la nature même de cet objet, si cette nature comporte la destination exigée par la loi du 28 avril 1816 ; — Attendu que la graine de navet est, de sa nature, oléagineuse, et que l'huile qu'elle contient est susceptible d'entrer dans la consommation locale ; — Que dès lors les droits perçus par l'administration de l'octroi sur les graines de navet introduites dans Paris par la maison Vilmorin, Andrieux et C^e, en proportion de la quantité d'huile que, d'après le tarif, elles sont réputées contenir, l'ont été à juste titre et qu'il n'y a lieu d'en ordonner la restitution ; — Déclarons Vilmorin, Andrieux et C^e mal fondés dans leur demande et les condamnons aux dépens. »

Observations. — Il n'est pas dou-

MAI 1872.

teux que la déclaration de l'introducteur, quelle qu'elle soit, ne saurait le soustraire à la perception du droit. Sont soumis à l'octroi les objets destinés à la consommation locale ; aucune déclaration ne peut affranchir les matières qui rentrent dans cette catégorie.

Mais la question est délicate lorsqu'il s'agit de savoir si les objets sur lesquels l'octroi prétend lever la taxe sont destinés à la consommation locale. C'est là un fait qu'il faut juger en lui-même, et la décision que nous rapportons nous paraît avoir tourné la difficulté en disant que l'objet était susceptible de consommation locale, personnelle ou industrielle.

Tout est susceptible de consommation, certaines choses seulement y sont destinées.

Il convient de rapprocher ce jugement des termes du règlement du 17 mai 1809, art. 11 ; de l'ordonnance du 9 décembre 1814, et de la loi du 28 avril 1816, dans ses articles 147 et 148, et des motifs de la Chambre civile dans les arrêts des 18 février 1852, 27 avril 1870 et 20 février 1872.

Il a été jugé à diverses reprises que des objets susceptibles de consommation locale n'y étaient pas, en fait, destinés, et ne devaient pas être soumis à la taxe (Moellons, Cass., Ch. réunies, 19 novembre 1847 ; pâtes alimentaires, Trib. Seine, 6 janvier 1872).

Depuis l'abolition des cinq catégories, l'administration est en droit de tout taxer ; il n'y a que la restriction que nous relevons ici qui subsiste encore ; n'est-elle pas bien menacée si la taxe peut atteindre tous les objets susceptibles de consommation locale, et ne serait-ce pas

aller bien loin que de les atteindre encore, s'il était prouvé que les objets introduits ne sont pas, en fait, destinés à cette consommation ?

A. B.

ARTICLE 455.

Trib. de simp. police d'Argelès-sur-Mer
(Hautes-Pyrénées).

Prés. : M. CHEVRESSON, juge de paix.

11 janvier 1879.

Etablissements incommodes ou dangereux. — Fabrique de dynamite. — Cartouches. — Autorisation préfectorale. — Retrait de l'autorisation. — Contravention.

Celui qui a été autorisé par arrêté préfectoral à ouvrir une usine pour la fabrication de la dynamite ou toute autre matière explosive, doit suspendre sa fabrication, si l'arrêté vient à être rapporté par arrêt du conseil de préfecture, jusqu'à ce qu'une nouvelle autorisation régulière lui ait été accordée par l'autorité supérieure compétente.

En conséquence, il y a lieu, pour le juge de police, de faire droit au procès-verbal dressé contre le propriétaire de l'usine ou son préposé qui, notwithstanding la notification à lui faite de l'arrêté du conseil de préfecture, a continué à fabriquer des cartouches ou de la dynamite, et de condamner le prévenu à l'amende, par application de l'article 471, n° 215 du Code pénal.

Pendant la guerre dernière, M. Barbe, ancien officier de l'artillerie ou du génie, a obtenu du gouvernement l'autorisation de fabriquer de la dynamite dans l'intérêt de la défense nationale, et, par conséquent, d'établir une usine à cet effet; il a même obtenu une subvention de 60 ou 65 000 francs. M. Barbe est venu dans le département des Pyrénées-Orientales et sur le bord de la mer, dans un terrain inculte, à l'anse des Polilles, près Port-Vendres, il trouva un propriétaire qui

consentit à lui céder le terrain nécessaire sans frais, dans une pensée patriotique, et mit M. Barbe en possession, par une vente à un prix minime. Le préfet autorisa la construction de l'usine sans se conformer complètement aux prescriptions du décret du 15 octobre 1810. Bientôt après, l'usine a produit, et comme les conventions avec le ministre portent que M. Barbe pourra livrer au commerce la dynamite que l'État ne lui prendra pas, il en est résulté que des voisins, jaloux peut-être des bénéfices et pensant peut-être aussi qu'on leur achèterait leur terrain, ont porté plainte au conseil de préfecture, ainsi que des habitants de Port-Vendres et de Collioure, demandant que l'arrêté préfectoral fût rapporté, et que défense fût faite à M. Barbe de continuer la fabrication de la dynamite; ils se basaient sur ce que l'enquête prescrite par les lois sur les établissements dangereux ou insalubres avait été mal faite et que l'usine était près d'eux et à moins de 5 kilomètres de Port-Vendres et de Collioure.

Le 9 août 1874, le conseil de préfecture a rapporté l'arrêté du préfet, en date du 27 janvier précédent, renvoyant Barbe à demander une nouvelle enquête; ce dernier en a appelé au conseil d'État, et a continué sa fabrication. Deux procès-verbaux constatant cette fabrication ou la manipulation de la dynamite ont été dressés par le commissaire de police de Port-Vendres.

L'affaire a été appelée, par le ministère public (le maire d'Argelès), au Tribunal de simple police.

M. Barbe, propriétaire et directeur de l'usine, avait pour sous-directeur M. Hoffer. C'est contre ce

dernier que les procès-verbaux ont été dressés, en l'absence de Barbe, civilement responsable.

M^e Saissset, du barreau de Perpignan, a plaidé pour les défendeurs et représenté Barbe. Il a posé des conclusions dont nous extrayons ce qui suit :

« Attendu qu'aux termes de la convention passée entre M. Barbe et l'État, le 31 octobre 1870, l'État a mis à la disposition de M. Barbe, et sans intérêt, une somme de 60 000 francs pour les approvisionnements de l'établissement, l'État se réservant de prendre toute la dynamite dont il pourrait avoir besoin, et autorisant l'usine de vendre le surplus au commerce; le remboursement de la somme avancée devant avoir lieu dès que la tranquillité serait rétablie, à raison d'un cinquième par année, et après le remboursement Barbe rester propriétaire de l'usine qu'il a fondée; — Que jusqu'à cette dernière époque l'usine de Polilles doit être considérée comme un établissement de l'État, créé en vertu d'un acte du gouvernement et de haute administration et non soumis aux règles édictées par le décret du 15 octobre 1810, qui ne sont applicables qu'aux particuliers; — Qu'informés des poursuites dirigées contre M. Barbe, MM. les ministres des finances et de l'intérieur, par dépêche adressée au préfet des Pyrénées-Orientales, ont ordonné de ne pas agir contre M. Barbe avant d'avoir reçu des instructions;

« Attendu que si M. Barbe a demandé l'autorisation prévue par le décret du 15 octobre, c'était une précaution surabondante qui ne peut fournir d'arguments contre lui; que, par suite, la révocation de cette au-

torisation prononcée par le conseil de préfecture par un arrêté déféré au conseil d'État et rendu, non pour un motif d'intérêt public, mais pour un motif de forme invoqué par des particuliers, ne saurait donner au fait de fabrication un caractère délicieux;

« Déclarer d'une manière générale que le fait de fabriquer, même en l'absence de l'autorisation voulue par le décret du 15 octobre 1810, ne constitue pas une contravention, s'agissant d'un établissement fondé aux frais de l'État, en outre d'une convention passée avec l'État et dont l'État s'est réservé les produits; — Déclarer, même au cas où les précédentes contraventions ou l'une d'elles seraient reconnues exister, qu'elles ne sont pas imputables à M. Hoffer, cité comme auteur de ces contraventions, et le renvoyer des fins de la poursuite sans dépens; — Très-subsidiairement, surseoir à statuer jusqu'à ce que, par le ministre compétent, il ait été décidé si jusqu'à l'époque fixée par le traité du 31 octobre 1870, pour qu'un droit définitif soit transféré à M. Barbe, pour la propriété de l'usine et de ses produits, une autorisation pouvait être exigée. »

Le 11 février 1872, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu la lecture des procès-verbaux dressés les 13 octobre, et 8 décembre 1871, par M. le commissaire spécial de police, à Port-Vendres; — Ouï le prévenu en ses dires, moyens de défense et observations; le sieur Barbe, appelé comme civilement responsable en ses conclusions; en-

semble le ministère public dans le résumé de l'affaire et son réquisitoire ; — Statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort ; — Attendu qu'il est établi par les procès-verbaux susénoncés produits par le ministère public que le sieur Hoffer a commis deux contraventions, d'abord le 13 octobre 1871, en manipulant et faisant manipuler des cartouches renfermant une substance dangereuse explosible, et le 8 décembre suivant, en fabriquant de la dynamite ; — Attendu que la citation est régulière et qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter, sur ce fait, aux conclusions de la partie responsable ; — Attendu que l'établissement fondé par le sieur Barbe, en la commune de Port-Vendres, au lieu dit *anse de Polilles*, pour la fabrication de la dynamite, est privé et non à l'État ; — Considérant que par arrêté préfectoral en date du 27 janvier 1874, le sieur Barbe a été autorisé à construire une usine pour la fabrication de la dynamite ; — Considérant que le conseil de préfecture des Pyrénées-Orientales a, par décision du 9 août de la même année, rapporté ledit arrêté ; — Attendu que l'arrêt du conseil de préfecture est un acte administratif et qu'en rapportant l'arrêté préfectoral, il défendait implicitement de continuer à fabriquer la dynamite jusqu'à ce qu'une autorisation régulière et conforme aux lois et règlements sur les établissements dangereux ou insalubres ait été accordée et que les contraventions constatées tombent sous la pénalité de l'article 4715, § 15, du Code pénal ; — Attendu que Hoffer, sous-directeur de l'usine, reconnaît que la notification de l'arrêt lui a été faite ; qu'il y a eu le 13 octobre ma-

nipulation de cartouches renfermant du fulminate de coton, substance dangereuse explosible, et le 8 décembre 1871, fabrication de dynamite, ce qui rend ses allégations non recevables ; — Et, attendu que les contraventions commises par Hoffer ont eu lieu dans les fonctions auxquelles il est préposé par Barbe ; — Considérant que les deux contraventions constatées par le même commissaire de police sont appelées à l'audience de ce jour ; qu'il y a lieu de statuer sur l'une et sur l'autre et que par ce fait il n'y a pas récidive, un seul jugement étant à intervenir ; — Vu les articles 471, § 15, du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçus, etc. ; — Condamne le sieur Hoffer, etc.... et en outre, solidairement avec le sieur Barbe, propriétaire et directeur de l'usine, etc.»

Observations. — La question très-intéressante et très-neuve que résout le jugement du Tribunal de police d'Argelès présente de graves difficultés.

Après la décision du conseil de préfecture, le prévenu avait-il le droit de continuer sa fabrication ? La décision du conseil peut-elle être considérée comme un acte administratif prenant rang dans le paragraphe 15 de l'article 471 du Code pénal ? Le pourvoi au conseil d'État ayant été signifié par l'usiner aux voisins intéressés, Barbe n'avait-il pas le droit de reprendre sa fabrication ? n'avait-il pas pour lui un arrêté préfectoral, encore valable, puisque la décision qui le rapportait était elle-même déférée à une juridiction supérieure ? Enfin le juge ne pouvait-il ou ne devait-il pas surseoir sur la répression de la contra-

vention, jusqu'à la décision du conseil d'État, afin de sauvegarder les intérêts de tous, sans préjuger la décision administrative ?

Le juge de police d'Argelès a dû examiner toutes ces questions, et, par sa sentence, d'ailleurs très-claire et très-juridiquement motivée, il les a résolues dans le sens de la répression immédiate des contraventions relevées par les procès-verbaux. Nous pensons qu'il a sainement appliqué les principes de la matière, à ce point de vue du moins que le pourvoi en conseil d'État n'est pas suspensif, et que, par suite, force devait rester à l'arrêt du conseil de préfecture. Mais nous conservons quelque doute sur le point de savoir si la décision de ce conseil constituait dans l'espèce un acte administratif dont la méconnaissance peut donner lieu à l'application de l'article 474, n° 15, ou si ce n'était pas plutôt une véritable décision contentieuse.

Au surplus, le présent jugement a été à son tour l'objet d'un pourvoi devant la Cour de cassation, qui sera appelée à donner son opinion sur ces difficultés et à les trancher souverainement. Nous aurons donc occasion d'y revenir dans notre recueil des ANNALES DES JUSTICES DE PAIX. A. B.

ARTICLE 456.

Justice de paix d'Amiens (Somme).

Président : M. NOUVEGLISE, juge de paix.

16 mars 1871.

Dépôt. — Aubergiste. — Voiture. — Occupation étrangers. — Force majeure. — Vol. — Responsabilité. — Faute légère.

L'aubergiste qui a reçu en dépôt une voi-

ture appartenant à autrui, n'est pas responsable de la perte de cette voiture, lorsqu'elle a été enlevée de vive force, sous l'apparence de réquisition, par des soldats étrangers, et qu'il n'a pu obtenir un reçu régulier, ni faire suivre la voiture.

On invoquerait en vain, pour le rendre responsable, le fait qu'il aurait négligé une précaution recommandée par le déposant pour mettre momentanément la voiture hors de service, si cette mesure ne devait pas nécessairement produire le résultat désiré et mettait d'ailleurs l'aubergiste en danger.

Ainsi jugé,

Le 16 mars 1871, par M. le juge de paix du canton d'Amiens, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Létocart déposait chez Bénard, depuis environ un an, une voiture à deux roues, suspendue, lui appartenant et servant à faire ses marchés ; que, pour indemniser Bénard du service qu'il lui rendait en remettant cette voiture, Létocart lui payait 10 francs par jour pour la location d'un cheval chaque fois qu'il en avait besoin, et l'autorisait, de plus, à se servir de sa voiture ; — Attendu que, le 24 novembre dernier, en prévision de l'entrée des Prussiens à Amiens et des détournements qu'ils pourraient commettre dans cette ville, Létocart, pour empêcher l'enlèvement de sa voiture, a recommandé à Bénard de retirer le chapeau des roues ; que celui-ci n'en a rien fait ; — Attendu que le 30 décembre suivant, entre sept et huit heures du matin, des Prussiens armés se sont présentés chez Bénard avec un cheval garni de harnais et, au moyen de ce cheval, ont enlevé la voiture de Létocart, en prétendant qu'ils en avaient besoin pour le transport d'un blessé, et sans se faire au-

trement connaître ; — Attendu qu'à ce moment, Bénard, fatigué ou malade, était encore dans son lit ; que son domestique avait été réquisitionné pour servir du café à trente Prussiens qui se trouvaient à la gare ; qu'il n'y avait dans son auberge que sa femme et une servante ; — Que, plusieurs heures après, il a été prévenir Létocart de l'enlèvement de sa voiture et lui a donné, à ce sujet, tous les renseignements qu'il avait recueillis lui-même ; — Attendu que, malgré les recherches auxquelles Létocart s'est livré, sa voiture ne lui a pas été rendue ; — Que, dans ces circonstances, il prétend que Bénard doit être responsable du préjudice qu'il éprouve et condamné à le réparer : 1° parce qu'il n'a pas enlevé le chapeau des roues de la voiture, comme il le lui avait prescrit ; 2° parce qu'il devait exiger la présentation d'une réquisition signée et régulière, comme cela était prescrit aux soldats par l'autorité prussienne ; et 3°, à supposer qu'il n'ait pu, en fait, s'opposer à l'enlèvement de la voiture, parce qu'il aurait encore commis une faute personnelle en ne l'accompagnant pas ou en ne la faisant pas accompagner ; — Attendu que Bénard décline toute responsabilité et invoque la force majeure ; — Attendu qu'avant d'examiner si les faits reprochés à Bénard le constituent en faute et si ledit Bénard a obéi à une force majeure, il convient de rechercher quelles sont les dispositions de la loi applicables à l'espèce, car la responsabilité du défendeur se trouvera plus ou moins facilement engagée suivant qu'il s'agira d'un délit ou d'un quasi-délit (art. 1382 et 1383 du Code civil), d'un contrat de louage (art. 1732) ou d'un contrat de dépôt

(art. 1927) ; — Attendu que les articles 1382 et 1383 du Code civil ne peuvent s'appliquer qu'au cas où il n'y a pas de convention ; que le titre qui les contient l'indique de la manière la plus claire, puisqu'il traite, comme le porte sa rubrique, des engagements qui se forment sans convention ; que leurs dispositions ne peuvent jamais recevoir d'application hors du cercle dans lequel elles sont circonscrites ; qu'il n'y a pas lieu, par conséquent, d'y soumettre le cas actuel, où il existe un contrat formel qui lie les parties ; — Attendu qu'on trouve dans l'espèce un véritable contrat ; qu'on y voit, en effet, le concours de la volonté des parties ; que la seule difficulté consiste à savoir s'ils agissent d'un contrat de louage, comme le prétend le demandeur, ou d'un contrat de dépôt, comme le soutient son adversaire ;

« Attendu que la voiture dont s'agit n'a pas été louée par Létocart à Bénard, et que le service que celui-ci en a tiré en s'en servant quelquefois, dans son intérêt personnel, ne peut être considéré comme le prix de la location, et ne doit pas changer la nature du contrat de dépôt intervenu entre les parties, du moment où la faculté de se servir de la voiture a été accordée (art. 1930 du Code civil) ; or le déposant, qui, le 15 décembre dernier, a prêté la bâche de sa voiture au dépositaire pour le transport d'un porc acheté à Flaugest, ne peut prétendre que c'est à son insu et contre sa volonté, c'est-à-dire en contravention à l'article 1930, que ce voyage a été entrepris ; la question d'ailleurs n'est-elle pas complètement tranchée en faveur du contrat de dépôt par la citation et par un document émanant

du demandeur ? « Ma voiture était « déposée chez le cité », dit l'exploit introductif d'instance ; « Des soldats « de l'armée prussienne se sont présentés chez Bénard et se sont emparés de ma voiture qui y était en « remise », porte la plainte déposée au sujet du détournement qui nous occupe ; l'aveu est formel, il est répété dans des termes différents, ce qui lui donne plus de force encore, et rend, sur ce point, toute discussion inutile : donc, il n'y a pas eu louage, mais dépôt ; — Et s'il y a eu dépôt, Bénard, qui n'avait d'autre intérêt au contrat que le profit qu'il tirait de la location de son cheval et de l'usage très-limité de la voiture, et dont les services, par conséquent, étaient presque gratuits, qui probablement ne s'est pas offert lui-même pour remiser cette voiture, qui n'a pas pris l'engagement de répondre de toute espèce de faute, ne devait à la garde de la chose que les soins d'un bon père de famille (art. 1927 et 1928) ; — Attendu que, le point de droit ainsi résolu, il reste à examiner le point de fait et à rechercher si les griefs formulés par Létocart contre Bénard constituent ce dernier en faute, et si la faute est assez grave pour engager sa responsabilité ; — Attendu qu'il est constant (Bénard en passe l'aveu avec une bonne foi qu'il faut reconnaître) que le chapeau des roues devait être retiré, afin d'empêcher la voiture de rouler dans le cas où les Prussiens voudraient s'en emparer, ce qui n'a pas eu lieu ; — Mais attendu que si le moyen indiqué avait été bon, il était si simple qu'il serait venu à l'esprit de tout le monde, et que les nombreux propriétaires de voitures réquisitionnées par les Allemands pour le transport

de leurs blessés et de leurs vivres l'auraient naturellement employé ; qu'ils n'en ont rien fait cependant, parce qu'ils ont pensé, comme Bénard sans doute, que nos ennemis sont trop avisés pour se laisser jouer de la sorte, et qu'il pourrait même y avoir du danger à se moquer d'eux aussi ouvertement ; qu'il est à remarquer que la voiture de Létocart n'était pas la seule qui se trouvait remise dans l'auberge de Bénard ; qu'il y en avait deux autres ; qu'en empêchant celle-là de rouler, il fallait, en bonne conscience, mettre également celles-ci hors d'état de service, car toutes ces voitures ayant été déposées au même titre chez Bénard, il leur devait les mêmes soins, et ne pouvait, à l'égard de l'une d'elles, prendre une précaution qui aurait tourné contre les autres ; or que serait-il arrivé si les Prussiens, passant d'une voiture à une seconde et d'une seconde à une troisième, les avaient toutes trouvées sans chapeau ? Que de cris ! que de coups ! peut-être ! ils les auraient au moins fait replacer ; — Qu'ainsi le premier grief n'est pas fondé ; — Attendu qu'il est certain que les soldats allemands ne doivent rien enlever sans remettre une réquisition signée et régulière, et que, par conséquent, ceux qui se sont présentés le 30 décembre dernier chez Bénard auraient dû donner un reçu de la voiture ; — Mais attendu que la question n'est pas de savoir ce que devaient faire ces soldats, mais ce que Bénard pouvait exiger d'eux, car la faute des premiers n'engage la responsabilité du second que si celui-ci est également en défaut ; ils ont pris la voiture sans en donner de reçu, contrairement aux prescriptions des

autorités prussiennes, aux lois de la guerre; ils ont eu tort; mais que pouvait y faire le défendeur? s'opposer de vive force à l'enlèvement de la chose déposée? Mais il aurait été repoussé, frappé, emprisonné; ils ont agi ici illégalement, comme d'autres soldats dans maintes occasions, par exemple en enfonçant une porte rue Saint-Denis, en brisant des scellés rue Saint-Fuscien, en volant du linge et d'autres objets mobiliers rue de Noyon, tous faits accomplis contre la volonté des chefs, nous n'en doutons pas, et dont il serait injuste de rendre responsable l'armée entière, mais qu'il faut souffrir et pour lesquels on n'obtient aucune réparation. « Ils n'ont pas voulu « donner de reçu », dit le défendeur, et on doit le croire, car, ayant l'intention de commettre un délit, ils devaient, pour le cas probable des recherches, éviter de laisser une trace de leur passage; on a fait tout ce que permettait la situation en protestant contre la violence de ces hommes et en prenant le numéro de leur régiment; — Donc, le second grief n'est pas non plus fondé; — Attendu que Bénard ne pouvait accompagner la voiture, par la raison bien simple que, malade ou fatigué, il était couché au moment où les Allemands s'en sont emparés; qu'il ne pouvait non plus la faire suivre, son domestique étant absent, et sa femme et sa servante, peu propres d'ailleurs à ce service, devant garder l'auberge; que les Prussiens qui réquisitionnent parfois des voitures attelées et des domestiques pour les accompagner, n'avaient pas besoin, ce jour-là, d'un conducteur, le cheval destiné à traîner la voiture étant leur propriété et tout témoin devant

être écarté par eux en raison du détournement qu'ils projetaient; qu'il n'a donc pas dépendu de Bénard de suivre ou faire suivre la voiture; — Attendu que le seul reproche qui peut être fait à ce dernier consiste dans le peu d'empressement qu'il a mis à prévenir Létocart du vol dont il était victime, ce qui a pu rendre les recherches plus difficiles; — Mais attendu que ce fait perd de sa gravité si l'on considère que les parties n'habitent pas le même quartier; que, le jour de l'enlèvement de la voiture, Bénard était souffrant et avait, ainsi que son personnel, à faire face, dans son auberge, à toutes les exigences de l'occupation prussienne;

« Attendu qu'il ne reste plus qu'à savoir si dans la cause il y a eu force majeure; — Attendu que poser cette question c'est la résoudre, car la force majeure se montre ici dans toute sa puissance; — En effet, Bénard ne pouvait résister à des soldats maîtres de la ville, à des soldats armés, venant avec un cheval tout garni de ses harnais prendre une voiture à leur convenance et qu'ils savaient être dans sa maison; — Depuis l'occupation d'Amiens par les Prussiens, depuis bientôt quatre mois, ses habitants n'ont pas cessé un instant d'être sous le coup de la force majeure; on leur a demandé une église catholique dont on a fait un temple protestant, le théâtre, la préfecture, le musée, leurs maisons; on leur a demandé des voitures, des chevaux, du vin, des chaussures, de l'argent, et ils ont tout livré ou laissé tout prendre; ils n'ont pas été lâches pour cela, car il n'y a pas de résistance possible contre la force, et la force chez nos ennemis est organisée

comme elle ne l'a jamais été dans aucun pays ; ils ont été les moins forts, voilà tout ; — Attendu que le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure ne doit restituer que ce qu'il a reçu en échange (art. 1934) ; que la voiture ayant été prise purement et simplement, Bénard n'a rien à restituer à Létocart ; — Attendu que si l'on veut considérer Bénard comme aubergiste (bien que nous le tenions pour simple dépositaire, car le fait de remiser une voiture dans une hôtellerie ne peut lui faire perdre cette qualité, du moment où le propriétaire de la voiture, habitant le même lieu, n'a ni couché ni mangé à l'hôtel), soumis, dans ce cas, à l'article 1953, il jouit encore du bénéfice de l'article 1954, qui porte que « les aubergistes ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure » ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'à aucun point de vue l'action en dommages-intérêts ne peut être accueillie ; — Par ces motifs, disons Létocart mal fondé en sa demande. »

Observations. — Dans l'espèce, si soigneusement examinée par le juge, il y avait évidemment force majeure. Sans doute le cas de vol ou de réquisition avait été prévu par le déposant, puisqu'il avait indiqué une précaution à prendre pour éviter la réquisition. Mais cette mesure était évidemment insuffisante ; en tous cas, elle présentait des dangers et des risques personnels que le dépositaire n'était pas tenu de courir, quand le déposant s'y était lui-même soustrait.

C. M.

ARTICLE 457.

Tribunal de simple police de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

30 novembre 1871.

Brocanteur. — Arrêté municipal.

Registre d'inscription. — Illégalité.

Dans les localités où il n'existe pas de règlements anciens imposant aux brocanteurs l'obligation d'inscrire sur un registre leurs achats et ventes, il n'appartient pas à l'autorité municipale de réglementer l'exercice de cette industrie.

Ainsi jugé,

Le 30 novembre 1871, suivant jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oui et le témoin en sa déposition, le prévenu en moyen de défense, et le ministère public en ses réquisitions ; — Attendu que le fait imputé au prévenu Loyer, fripiier à Roubaix, est celui d'avoir acheté des outils d'ouvriers fondeurs, sans inscrire cet achat ni aucun autre des achats et ventes de sa profession, et même de ne tenir aucun registre à cette fin, nonobstant les prescriptions d'un arrêté de police municipale du 29 janvier 1855, par lequel « il est ordonné à tous individus exerçant à domicile la profession de fripiers, brocanteurs, marchands de déchets, dans l'étendue de la ville de Roubaix, d'inscrire sur un registre coté et parafé par le maire tous leurs achats et ventes ; » — Attendu qu'en vertu de l'article 46 de la loi du 22 juillet 1791, une disposition de cette nature serait légale et obligatoire si elle était édictée par

un règlement ancien existant dans la localité et remis en vigueur par un arrêté nouveau, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation par un arrêt du 5 juillet 1860; — Attendu que, dans ce cas, les fripiers et brocanteurs ont, aux yeux de la loi et de la justice, en connaissance de cause et à leurs risques et périls, établi ou constitué leur industrie sous un régime restrictif de la liberté commerciale; — Attendu qu'il s'agit dans l'espèce, non pas d'un rappel de règlement ancien, mais d'un arrêté datant de 1855, exprès et direct; — Attendu qu'un règlement de cette nature imposant, par dérogation au principe de la liberté de l'industrie, l'obligation du registre et de l'inscription sur ce registre des achats et ventes, ne se rattache à aucun des objets confiés à la vigilance de l'autorité municipale par la loi du 24 août 1790 et n'est fait en exécution d'aucune autre loi; — Attendu donc que la justice ne peut, par une sanction pénale, donner force obligatoire à un règlement illégal et contraire à la liberté d'industriels qui se sont librement établis sous le régime du droit commun, ainsi que l'a jugé le Tribunal de céans par jugement du 20 décembre 1866, suivant une jurisprudence consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, notamment par les arrêts du 28 avril 1832, du 15 octobre 1842, 27 septembre 1851 et du 5 juillet 1860; — Attendu enfin et par conséquent que le fait ne présente ni délit ni contravention, vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle et jugeant contradictoirement et en dernier ressort, renvoie le prévenu des fins de la prévention, annule les citations et les suites, sans dépens.»

Observations. — Outre les nombreuses autorités visées par M. le juge de paix président du Tribunal de simple police, voir notre *Dictionnaire général*, 3^e édit., v^o *Brocanteurs*.
C. M.

ARTICLE 458.

Tribunal de police du cant. de Gamaches (Somme).

Président : M. GODEFROY, juge de paix.

24 février 1872.

Pêche. — Recherches autorisées en temps prohibé. — Refus de laisser visiter. — Procès-verbal. — Incompétence du Tribunal de police.

Le fait par un individu d'avoir refusé de se soumettre à la recherche du poisson en temps prohibé, recherche autorisée par la loi du 31 mai 1865, ne constitue pas la contravention prévue par l'article 471, n^o 15, du Code pénal.

Un tel fait, à supposer qu'il entraîne une pénalité, ne peut être justiciable que du Tribunal de police correctionnelle, seul compétent pour réprimer les délits commis en matière de pêche.

En conséquence, le juge de simple police, saisi du procès-verbal d'un garde-pêche, dressé dans de telles circonstances, doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties devant qui de droit.

Ainsi décidé,

Le 24 février 1872, par jugement du Tribunal de simple police de Gamaches, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dressé par le garde-pêche Maligorne, à la date du 19 février présent mois; — Vu les articles 7 et 44 de la loi du 31 mars 1865, l'article 48 de la loi du 15 avril 1829, et l'article 471, n^o 15, du Code pénal; — Attendu que le procès-verbal sus-visé constate le refus de Lambert Heurtevent de laisser procéder chez

lui à la recherche de poisson en temps prohibé, et que le ministère public soutient qu'à défaut de sanction pénale spécialement édictée par l'article 7 de la loi du 31 mai 1865, le fait reproché au prévenu tombe sous l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal; — Mais attendu que si le paragraphe final de l'article 7 de la loi du 31 mai 1865 n'édicte aucune peine contre celui qui aura refusé de se soumettre à la recherche permise par cet article, il ne s'ensuit pas que le fait reproché au prévenu constitue une contravention qui trouve sa sanction dans l'article 471, n° 15, du Code pénal; — Qu'en effet ce dernier article n'est applicable qu'à la désobéissance aux règlements administratifs et municipaux; — Attendu que dans le cas où le fait reproché à Lambert Heurtevent entraînerait une pénalité, nonobstant le défaut de sanction de l'article 7 de la loi du 31 mai 1865, l'appréciation, et la répression s'il y a lieu, seraient du domaine du Tribunal correctionnel, en vertu de l'article 11 de ladite loi et de l'article 48 de la loi du 15 avril 1829; — Par ces motifs, le Tribunal se déclare incompetent et renvoie les parties devant qui de droit. »

Observations. — C'est manifestement à tort que le ministère public a cru pouvoir requérir, dans l'espèce, l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal. Cet article ne vise que les contraventions aux arrêtés et règlements pris par l'autorité administrative ou municipale. Il est donc manifestement inapplicable au cas d'infraction aux dispositions d'une loi. La loi du 31 mai 1865, en autorisant la recherche du poisson

en temps prohibé, n'a pas dit que le refus par certaines personnes de s'y soumettre constituerait une contravention justiciable des Tribunaux de simple police. Elle n'a pas même édicté la peine spéciale applicable à un tel fait. Il n'appartient évidemment pas au Tribunal de police de suppléer au silence de la loi, alors surtout que, d'une façon générale, le Tribunal est incompetent en matière de délits de pêche. A. B.

ARTICLE 459.

Justice de paix de Fontainebleau
(Seine-et-Marne).

Président : M. SILAS RICHARD,
juge de paix.

20 février 1872.

Vêtements de deuil. — Mandataire
expres ou tacite. — Veuve renonçant
à la communauté. — Dette à la charge
de la succession du mari.

Lorsqu'au décès du mari une personne, surtout la mère ou la sœur de la veuve, achète des vêtements de deuil pour cette dernière, elle exécute un mandat, expres ou tacite, que le vendeur doit naturellement supposer et qui ne peut, en conséquence, entraîner aucune responsabilité de la part de l'acheteur; et, en outre, si la veuve mariée sans contrat ou sous le régime de la communauté légale a renoncé à la communauté, le vendeur ne peut poursuivre que les héritiers du mari.

Ainsi jugé,

Le 20 février 1872, par M. le juge de paix du canton de Fontainebleau, dans les circonstances suivantes :

Le sieur Long, marchand de nouveautés, a fait citer devant le Tribunal de paix le sieur Chaix, limonadier, et le sieur Brion, jardinier, ses voisins, pour s'entendre condamner solidairement à payer au demandeur la somme de 46 fr. 50 pour

fournitures de marchandises et 1 fr. 80 pour les deux billets d'avertissement, aux intérêts et aux dépens.

Le sieur Long a prétendu que les marchandises avaient été achetées par M^{me} Chaix et M^{me} Brion, pour le compte de M^{me} veuve Vallet, leur sœur et fille, avec condition que si M^{me} Vallet ne payait pas, les deux dames susnommées s'engageaient à payer.

Les défendeurs ont répondu que leurs femmes n'avaient été que les mandataires de la veuve Vallet, et qu'ils demandaient le renvoi de l'affaire à un mois, d'accord avec le sieur Long, pour donner à celui-ci le temps de se faire payer par le notaire chargé de la liquidation de la succession, la veuve Vallet ayant renoncé à la communauté.

Le délai expiré sans avoir obtenu satisfaction du notaire, le demandeur, qui s'était désisté de sa poursuite contre le sieur Chaix à la première audience, a réitéré ses conclusions seulement contre le sieur Brion père; celui-ci a répliqué qu'il persistait dans son système de défense.

Les débats ayant été déclarés clos, il a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 23 mai 1838 et l'article 1481 du Code civil ; — Attendu que la demande du sieur Long a été abandonnée dès le début de la première audience, à l'égard de Chaix, et nullement prouvée contre Brion ; — Que la femme de ce dernier, en achetant des vêtements de deuil pour sa fille devenue veuve, a fait unique-

ment une commission conforme à la décence et à l'usage en pareilles circonstances ; — Que le deuil de la veuve, même renonçant à la communauté, comme dans l'espèce, est aux frais des héritiers du mari ; — Que, surabondamment, il a été produit dans la cause par le sieur Brion une quittance du demandeur portant un *pour acquit* d'une fourniture à la date du 20 octobre 1871, lorsque les vêtements de deuil ont été achetés à une date antérieure de deux jours seulement, c'est-à-dire le 17 du même mois, et qu'enfin la crainte de l'insolvabilité du débiteur ne suffit point pour autoriser le créancier à diriger son action sur le premier venu ; — Attendu que tout procès qui succombe est condamné aux dépens (art. 130, C. pr. civ.) ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déboutons Long de sa demande comme mal fondée et non recevable et le condamnons à tous les frais de l'instance. »

Observations. — L'article 1481 ayant formellement disposé que le deuil de la veuve, même renonçante, est à la charge des héritiers du mari, il est certain que le marchand qui a fourni ce deuil ne peut en réclamer le paiement qu'à ces héritiers seulement, à moins que la personne qui s'est chargée d'en faire l'acquisition n'ait déclaré répondre personnellement du paiement, au cas où le prix ne serait pas acquitté par qui de droit, ou que le marchand n'ait fait de cette responsabilité une condition préalable lors de la livraison de ses marchandises. Rien de tel n'apparaissait en fait, dans l'espèce; c'est donc avec raison que le juge a rejeté la demande intentée contre la mère de la veuve, alors qu'elle aurait dû l'être contre les héritiers du mari.

C. M,

ARTICLE 460.

Justice de paix du canton de Vervins
(Aisne).

Président : M. VUILLEMOT, juge de paix.

20 août 1870.

Action possessoire. — Eaux. — Source.
Bassin. — Trouble.

L'usage des eaux courantes est susceptible de possession utile, et dès lors le trouble causé à cette possession peut donner ouverture à la plainte.

Le propriétaire d'un fonds inférieur qui est en possession plus qu'annale des eaux d'une source née sur un fonds supérieur, et qui les reçoit à leur passage dans un bassin pratiqué dans sa propriété, est recevable à actionner au possessoire le propriétaire intermédiaire qui intercepte ces mêmes eaux à leur passage au moyen de travaux apparents, de façon à ne rendre au demandeur que son trop-plein et encore d'une façon intermittente.

Par exploit du ministère de Dusard, huissier à Vervins, en date du 28 juillet 1870, une instance a été introduite à la requête de Lamared contre Varoteaux, pour voir dire qu'il serait maintenu en possession de l'eau d'une source qui, depuis de longues années, alimente un bassin existant sur son héritage situé commune de Braye, lieu dit *le Courtil*, et que Varoteaux serait en outre condamné en 25 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

Un jugement interlocutoire en date du 6 août 1870 a ordonné la visite des lieux litigieux.

Le 9 du même mois d'août, il a été procédé à cette visite, ainsi que le constate le procès-verbal qui en a été dressé, et le 20 du même mois jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties en-

tendues, statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Considérant en droit que l'usage des eaux courantes est susceptible de possession comme les autres biens, et que telle est, en effet, la disposition formelle de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 ; — Considérant que le propriétaire du fonds inférieur qui reçoit l'eau courante qui traverse un fonds supérieur, puise, dans l'article 644 du Code Napoléon, un droit à la possession de cette eau ; — Que, d'après l'état de la jurisprudence, c'est au pétitoire seulement que le propriétaire du fonds supérieur, qui a apporté un trouble à l'usage de l'eau courante que reçoit celui du fonds inférieur, peut être admis à faire valoir tous les droits contraires à la possession annale acquise par ce dernier, aussi bien ceux qui lui seraient conférés par l'article 644 précité que ceux qui procéderaient de titres distincts et particuliers ; — Que, quand au juge du possessoire, il doit accueillir la plainte par cela seul qu'il rencontre d'une part une possession annale, et, d'autre part, un trouble à cette possession ; — Considérant en fait que, examen fait des lieux lors de la visite du 9 août courant, il a été par nous reconnu que la source d'eau dont il s'agit au procès prend naissance dans un fonds supérieur, situé terroir de Braye, appartenant au sieur Valentin Delaby, propriétaire en cette commune ; que, par suite de la pente naturelle du sol, elle s'écoulait en ligne droite depuis de longues années sans être arrêtée par aucun ouvrage d'art ni aucun obstacle le long d'une haie vive qui sépare la propriété de Varoteaux d'avec celle de Louis Hallez ; qu'elle se déversait

ensuite dans un bassin existant dans le jardin du demandeur, d'où elle allait alimenter un autre bassin établi par Varoteaux dans la partie inférieure de son fonds il y a trente années au moins ; — Que, au mois de mars dernier, Varoteaux a fait creuser au point le plus élevé de son fonds un bassin qui se trouve avoir 1 mètre de profondeur, 5 mètres de largeur et 6 mètres de longueur ; qu'il y a placé au mois d'avril suivant des pièces de bois, afin de les y faire séjourner pendant un certain laps de temps (une année au moins), pour en augmenter la dureté nécessaire à leur fabrication en colliers de chevaux de culture, et qu'il a ensuite rempli ce bassin en détournant le cours de l'eau que recevait Lamared, de telle sorte que le bassin existant dans le jardin de celui-ci n'est plus alimenté que par le trop-plein qui s'écoule au moyen d'une rigole du nouveau bassin que Varoteaux a fait établir ; — Considérant donc que Varoteaux, en déplaçant le lit du cours d'eau dont il s'agit, en diminuant le volume de cette eau, a, par une semblable entreprise, apporté un trouble à la possession annale qui appartient à Lamared en vertu de la loi, c'est-à-dire d'un titre juste et non précaire ; — Par ces motifs, maintenons et gardons Lamared en la possession annale de l'eau provenant de la source dont il s'agit, tel que le cours en existait avant l'entreprise de Varoteaux ; ordonnons la destruction de tout ouvrage d'art établi par ce dernier, de nature à modifier le volume de cette eau nécessaire à l'alimentation du bassin de Lamared, et faisons défense à Varoteaux de ne plus, à l'avenir, troubler celui-ci dans sa possession ;

— Condamnons Varoteaux à payer au demandeur 10 francs à titre de dommages-intérêts, et le condamnons en outre aux dépens de l'instance liquidés à 27 fr. 15, non compris le coût, la levée et la signification du présent jugement ; — Ainsi jugé et prononcé, etc.»

Observations. — Voir en ce sens, Cass., 5 février 1835, ANNALES, 1835, p. 237; Cass., 20 février 1839; Cass., 11 juin 1844, ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 110. A. B.

ARTICLE 461.

Justice de paix de Fontainebleau
(Seine-et-Marne).

Président : M. SILAS RICHARD, juge de paix.

21 octobre 1867.

Assurance contre la grêle. — Police. — Adhésion. — Projets. — Obligation sans cause. — Nullité.

Un contrat d'assurance ne peut être définitif qu'après l'accomplissement des conditions imposées par les statuts mêmes de la Société, et notamment par la remise aux mains de l'assuré de l'acte constitutif de l'engagement de la Société.

Spécialement celui qui a payé une première prime d'assurance et signé une adhésion entre les mains d'un courtier, n'est pas tenu envers la Société pour tout le temps indiqué dans l'acte d'adhésion, tant que le projet de contrat n'a pas été mis à exécution par la délivrance du titre émané de la Société elle-même et qui l'oblige envers l'assuré.

Ainsi décidé,

Le 21 octobre 1867, par jugement de M. le juge de paix du canton de Fontainebleau, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Moreau, jardinier, a souscrit, le 30 mai 1865, à l'ordre du sieur Riché, agent de la compagnie d'assu-

rance *l'Iris*, aujourd'hui ex-agent de cette société, un billet de 68 fr. 50 pour assurances mutuelles contre la grêle ; que ce billet a été passé par Riché fils, à l'ordre de Riché père, qui en a fait toucher le montant par le sieur Bordereau, banquier à Fontainebleau ; ce qui est établi par la représentation dudit billet, par Moreau ; — Attendu que Moreau reconnaît avoir posé sa signature sur l'adhésion-police produite au soutien de la demande et enregistrée le 2 octobre 1867 ; mais, attendu qu'il affirme n'avoir signé cet acte que dans la croyance de ne s'engager que pour l'année 1865 et jusqu'à concurrence du billet souscrit par lui, le 30 mai ; que c'est le lendemain de la souscription du billet, au moment de prendre le repos du soir, après les fatigues de la journée, qu'il a été obligé de signer précipitamment l'adhésion-police, sans qu'on lui ait donné lecture des clauses que l'on invoque aujourd'hui contre lui ; que, d'un autre côté, aucune cotisation ne lui a été réclamée pour l'année 1866, et qu'enfin, il est inadmissible qu'il ait voulu assurer, pour une période de neuf années, des terrains dont il n'a plus déjà la culture en partie ;

« En droit ; — Attendu qu'il est superflu d'examiner le mérite des allégations de Moreau, puisque l'adhésion-police signée par lui et par l'agent Riché n'est qu'un simple projet d'assurance, n'ayant en soi rien d'obligatoire tant que la proposition du futur sociétaire n'a pas été agréée par qui de droit et dans les formes voulues ; — En effet, les statuts de la société *l'Iris* subordonnent de la manière la plus explicite, l'engagement de la société envers le

proposant (art. 7) à une admission de la demande d'adhésion, admission prononcée par le conseil d'administration, le directeur entendu (art. 8) ; et en cas d'admission, le sociétaire reçoit une police signée du directeur (art. 9) ; — Attendu, conséquemment, que l'assurance ne peut être définitive qu'après l'accomplissement des conditions imposées par les statuts eux-mêmes et notamment par la remise aux mains du proposant de l'acte constitutif de l'engagement de la société *l'Iris* ; — Attendu, ceci posé, que la preuve matérielle de l'admission du proposant ne saurait résulter d'une inscription sur un répertoire général d'un n° 14743, nul ne pouvant, d'ailleurs, se créer un titre à soi-même (art. 1331, C. civ.) ; — Or, attendu que Moreau nie avoir jamais été mis en possession d'aucun titre établissant le lien de droit de la société *l'Iris*, envers lui ; qu'en conséquence, c'est au demandeur à faire la preuve de sa prétention (art. 1315, C. civ.) ; — Attendu que, mis en demeure de fournir la preuve qui lui incombe, le sieur Douladoure, avocat, directeur général de la compagnie *l'Iris*, ne produit pas les pièces à l'appui de sa demande, se bornant à réclamer l'insertion, dans ledit jugement, des conclusions écrites par lui ; ce qui sera exécuté par le greffier ; — Attendu qu'il est de l'essence de tout contrat synallagmatique de renfermer des obligations réciproques (art. 1102, C. civ.) ; qu'une obligation successive à la charge de Moreau, pour une période de neuf années, envers la société, tant que cette dernière n'est point efficacement liée envers le proposant, ne saurait être qu'une obligation sans

cause, et qu'une obligation sans cause ne produit aucun effet, conformément à l'article 1131 du Code civil; — Attendu que toute partie qui succombe est condamnée aux dépens (art. 130, C. pr. civ.); — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déboutons la compagnie *l'Iris* de ses conclusions comme mal fondées et non recevables, et la condamnons à tous les frais de l'instance. »

Observations. — En présence des faits relevés par le jugement, nous croyons que M. le juge de paix a fait bonne justice, en déboutant la compagnie *l'Iris* des fins de sa demande. En effet, il ne paraît pas avoir été suffisamment établi aux débats que le souscripteur de l'adhésion ait eu l'intention de s'engager pour plus d'une année, ni qu'il ait connu les clauses et conditions de son engagement. Dans de telles circonstances, il est très-naturel de conclure que le contrat n'a pas pu être considéré comme parfait ni engager le souscripteur au delà de son intention.

Mais faut-il dire que le contrat n'est définitif que lorsqu'il y a remise par la compagnie de la police d'assurance, contenant les clauses et conditions du pacte, et les signatures des administrateurs? C'est ce qui peut paraître douteux en présence de la jurisprudence à peu près constante des Cours et Tribunaux. En effet, il a été décidé que, alors même que les statuts d'une compagnie portent que les assurances ne pourront être faites par les sous-agents, néanmoins les conventions d'assurance faites par ceux-ci engagent la compagnie envers les assurés, s'il

résulte de certaines circonstances que les assurés ont dû croire à l'existence d'un mandat conféré par la compagnie, par exemple, si ceux qui ont assuré étaient publiquement reconnus comme agents accrédités de la compagnie. Jugé même formellement que la quittance de la prime de la première année, délivrée par un agent, remplace provisoirement la police, et par suite engage la compagnie en cas de sinistre survenu avant la délivrance de cette police. Colmar, 2 mars 1825; Cass., 15 février 1826; 28 janvier 1837. Or, si la compagnie peut se trouver engagée par la signature d'une simple promesse d'assurances donnée par ses agents, il semblerait juste de décider que l'assuré est réciproquement engagé par sa propre signature, alors surtout que rien ne démontre que la compagnie ait désavoué les agents.

Cependant on s'accorde à reconnaître, conformément aux solutions du jugement de M. le juge de paix de Fontainebleau, que c'est seulement la signature de la police et sa délivrance à l'assuré qui consomme la convention et la rend obligatoire vis-à-vis de lui. La signature est la condition de validité de tout acte sous seing privé; jusqu'à ce qu'elle ait été apposée, la déclaration de l'assuré, la rédaction même de la police faite en vertu de cette déclaration, ne constituent que de simples projets.

D'où vient donc cette contradiction apparente, dans la manière d'apprécier deux situations qui paraissent entièrement semblables? La raison en est que lorsque l'assuré a signé vis-à-vis de la compagnie représentée par l'un de ses agents un projet d'adhésion, avec versement

de la première prime, il est à partir de ce moment dans les mains de la compagnie, qui est nantie à la fois d'un premier paiement et d'une souscription signée, d'où il résulte une présomption que la compagnie a accepté ou acceptera l'assurance et les obligations en vue desquels le paiement d'une prime a été fait. Dès lors, si un sinistre a lieu, avant la réalisation de la promesse d'assurance, par la remise de la police, la compagnie peut être, selon les circonstances, tenue de faire face aux présomptions qui pèsent contre elle. Au contraire, si un long temps s'est écoulé entre le versement de la première prime et la remise de la police, notamment si elle n'a pas encore été délivrée lors de l'échéance de la seconde prime, il y a présomption que la compagnie n'a pas accepté la convention projetée, et l'assuré à qui cette nouvelle prime est réclamée peut légitimement se targuer de ce que le projet n'a pas reçu son exécution, ou tout au moins que le contrat n'a pu avoir que la durée représentée par le paiement de la première prime. A. B.

ARTICLE 462.

Justice de paix du canton est de Figeac (Lot).

Président : M. SERIEYS, juge de paix.

17 février 1873.

Acte de commerce. — Compétence du juge de paix. — Vente de taureau. — Marchand de bestiaux. — Cultivateur.

Le cultivateur qui achète un taureau pour l'usage de sa ferme, soit à un autre cultivateur, soit à un marchand de bestiaux, ne fait pas acte de commerce; par suite, si l'acheteur intente devant le juge de paix

une action en restitution du prix et en dommages-intérêts pour vice rédhibitoire, le vendeur ne saurait opposer l'incompétence de ce juge ni demander son renvoi devant le Tribunal de commerce.

La partie qui, en traitant avec un commerçant, n'a pas fait acte de commerce, a le choix de l'actionner devant le juge civil ou devant le juge commercial.

Le sieur Amadiou a vendu au sieur Gary un taureau moyennant le prix de 80 francs. L'animal a péri sept jours après. L'acheteur a actionné le vendeur en remboursement du prix et en dommages-intérêts, et a basé sa demande sur le motif que le taureau était atteint lors de la vente de la phthisie pulmonaire, et que d'ailleurs il lui avait été vendu avec garantie de tout vice rédhibitoire. La qualité de commerçant de bestiaux a été donnée au défendeur par le demandeur, qui est simplement cultivateur. Ces faits posés le défendeur a pris à l'audience les conclusions suivantes :

« Attendu que le sieur Amadiou est marchand de bestiaux, que cette qualité lui est donnée dans la citation même, et que dès lors elle ne saurait être contestée; — Attendu qu'il s'agit au procès de la vente d'un taureau, et que le défendeur par suite ne peut être appelé que devant le Tribunal de commerce; — Attendu conséquemment que M. le juge de paix est incompétent pour connaître du litige, que cette incompétence est d'ordre public et ne saurait même être couverte par le consentement exprès ou tacite des parties; — Plaise à M. le juge de paix se déclarer incompétent, et condamner le sieur Gary à payer à Amadiou la somme de 150 francs à titre de dommages-intérêts. »

Sur cette exception d'incompé-

tence il a été rendu, à la date du 17 février 1872, le jugement qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Attendu qu'il est acquis aux débats et non contesté que le sieur Gary n'est pas commerçant mais simple cultivateur, qu'il a acheté le taureau dont il s'agit pour son usage particulier et non pour le revendre, qu'en agissant de la sorte il n'a pas fait acte de commerce dans le sens défini par l'article 632 du Code de commerce, et que par suite la vente, objet du litige, ne saurait être de la compétence exclusive des juges consulaires, et qu'elle peut être soumise à une autre juridiction au choix de la partie qui n'a pas fait acte de commerce ; — Considérant que cette opinion est consacrée définitivement par la jurisprudence et notamment par la Cour d'appel de Paris (arrêt du 30 septembre 1843) et par la Cour de cassation (arrêts du 10 novembre 1858 et du 22 février 1859) ; — Sans examiner si le sieur Amadiou est réellement commerçant de bestiaux, dans la véritable acception du mot, ce qui est douteux, nous rejetons, comme non fondée, l'exception qu'il a formée et l'en déboutons de même que de sa demande en 150 francs de dommages-intérêts, et, nous déclarant compétent, nous retenons la cause, et disons qu'il sera statué au fond. »

Observations. — Voir ci-contre le jugement de la justice de paix de Roubaix du 29 septembre 1871, et les observations à sa suite.

C. M.

ARTICLE 463.

Justice de paix du canton ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

29 septembre 1871.

Compétence du juge de paix. — Vente de matériaux par un non-commerçant à un commerçant. — Déclinatoire. — Restant de somme due. — Jugement par défaut.

La partie qui, en traitant avec un commerçant, n'a point fait acte de commerce, a le choix de porter sa réclamation devant le juge civil ou devant le juge commercial.

Spécialement, le propriétaire non-commerçant, qui vend à un entrepreneur les matériaux d'une maison à démolir, peut faire citer ce dernier devant le juge civil pour avoir paiement du prix de ces matériaux.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur la demande, s'il n'est réclamé qu'une somme de 200 francs restant due, bien que le prix total fût supérieur à ce chiffre.

Ainsi décidé,

Le 29 septembre 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu sur la compétence, que la partie qui, en traitant avec un commerçant, n'a pas fait un acte de commerce, a le choix de porter sa réclamation devant le juge civil qui est son juge naturel et légal, ou devant le Tribunal de commerce, juge exceptionnel de son adversaire ; — Attendu que cette solution doctrinale, fondée sur l'article 10 de l'ordonnance de 1673, d'abord controversée, adoptée par plusieurs Cours souveraines et conformément à l'opinion des auteurs, notamment

de Nougner (*Tribunal de commerce*, t. I^{er}, p. 530), est aujourd'hui consacrée par des arrêts de la Cour de cassation du 12 décembre 1836, du 6 novembre 1843 et surtout du 22 février 1859; — En fait, attendu qu'il résulte des énonciations de l'exploit introductif d'instance, des explications et des justifications fournies à l'appui par le sieur Masson-Mathois, demandeur, que celui-ci, propriétaire et non commerçant, a, le 10 juin 1870, vendu au sieur Dillières-Wilmot, entrepreneur, les matériaux d'une maison à démolir lui appartenant et située à Roubaix, rue du Bois, moyennant le prix de 250 francs, sur lequel il a été payé comptant 50 francs par l'acheteur, aujourd'hui, et est, depuis l'enlèvement par lui opéré de ces matériaux, redevable de la somme de 200 francs, objet du litige; — Attendu que cette vente de décombres et matériaux n'a, en ce qui concerne le sieur Masson-Mathois aucun caractère de commercialité; — Attendu que le défendeur, à l'appel de la cause, s'est borné, en excipant de sa qualité de commerçant et de justiciable du Tribunal de commerce, à décliner la compétence de la juridiction civile, et s'est immédiatement retiré, faisant défaut; — Attendu que dans cet état et par son silence, le sieur Dillières-Wilmot est censé n'avoir aucun moyen de défense; — Par ces motifs, jugeant par défaut et en premier ressort, déclarons le sieur Dillières-Wilmot non recevable et, dans tous les cas, mal fondé dans l'exception declinatoire par lui proposée, et nous déclarant compétent, adjugeons au demandeur ses conclusions, et condamnons par conséquent le sieur Dillières-Wilmot à payer au sieur Masson-Mathois la

somme de 200 francs pour les causes avant dites et expliquées, outre les intérêts judiciaires et tous dépens. »

Observations. — Solutions exactes sur la première question. Voir l'arrêt cité ci-dessus, du 22 février 1859, *ANNALES*, 1860, p. 39. — Sur la seconde question, jugé que la compétence du juge de paix est déterminée par la quotité de la somme demandée, et notamment que ce magistrat est compétent, encore même que cette somme, n'excédant pas 200 francs, soit le reliquat d'une créance encore plus forte, et que le défendeur ait contesté l'existence de la créance totale. Cass., 23 août 1858, *ANNALES*, 1859, p. 22. Cette jurisprudence, que nous avons eu d'ailleurs l'occasion de rappeler déjà plusieurs fois, ne paraît plus pouvoir varier désormais.

A. B.

ARTICLE 464.

Justice de paix du canton de Trévoux (Ain.)

Président : M. TRUCHARD-DUMOLIN,
juge de paix.

15 septembre 1871.

Compétence du juge de paix. — Exécution de jugement. — Liquidation.

Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en paiement d'une somme même inférieure à 200 francs, réclamée en vertu d'un acte de liquidation homologuée par le Tribunal civil.

Ainsi décidé,

Le 15 septembre 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton de Trévoux, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il est un principe de droit incontestable, c'est que les juges de paix

ne connaissent pas de l'exécution des jugements; qu'en effet, dans son livre cinquième du Code de procédure, le législateur trace toutes les règles relatives à l'exécution des jugements et aucune d'elles ne concerne le juge de paix; — Attendu qu'en présence de dispositions aussi formelles de la loi, il ne peut dépendre du caprice d'un plaideur de bouleverser à son gré les juridictions, et de demander le payement d'un prix d'adjudication soit devant le juge de paix du domicile du défendeur, parce que la demande est inférieure à 200 francs, soit devant le Tribunal civil; — Que dans ces circonstances, le juge de paix saisi doit prononcer d'office l'incompétence *ratione materiæ*; — En fait : — Attendu dès lors que le juge de paix saisi d'une demande de 135 fr. 29, réclamée au défendeur, en vertu d'un acte de liquidation, reçu M^e Givre, notaire, doit se déclarer incompetent, parce qu'il s'agit de l'exécution d'une liquidation homologuée par jugement du Tribunal civil de Trévoux, en date du 24 janvier 1861; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Nous déclarons incompetent et condamnons le demandeur aux dépens. »

Observations. — De même que les Tribunaux consulaires, les juges de paix ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements. A plus forte raison un juge de paix est-il incompetent pour connaître de l'exécution des jugements émanés des Tribunaux supérieurs. Or, l'homologation par le Tribunal de première instance d'un acte de liquidation est un véritable jugement dont l'exécu-

tion ne peut être poursuivie, en cas de difficulté, que devant ce même Tribunal. Voir sur l'incompétence des juges de paix en matière d'exécution : Justices de paix de Sauve, 14 avril 1856, BULLETIN, t. II, p. 181; Ussel, 22 mars 1864, *ibid.*, t. VII, p. 92; Allaire, 31 mai 1867, *ibid.*, t. IX, p. 251. A. B.

ARTICLE 465.

Justice de paix du c. ouest de Mayenne (Mayenne).

Président : M. NOURISSON, juge de paix.

12 février 1872.

Action personnelle et mobilière. — Demande en restitution d'une pièce de vingt francs égarée. — Preuve. — Serment supplétoire.

Lorsque la demande n'est pas suffisamment établie, qu'au contraire l'exception qui y est opposée n'est pas totalement dénuée de preuve, il y a lieu pour le juge de déferer le serment supplétoire au défendeur. (C. civ., art. 1367.)

Le sieur Daniel a fait citer le sieur Ragot-Peignan, chapelier, devant le juge de paix de Mayenne pour : « — Attendu que le samedi, 11 novembre dernier, une pièce d'or de 20 francs est tombée du porte-monnaie du sieur Daniel dans le magasin du sieur Ragot, laquelle est restée en la possession de ce dernier; — Attendu que malgré des démarches de toutes sortes, le sieur Ragot s'est refusé jusqu'à ce jour à la remise de cette pièce; — Attendu que les voyages multipliés du sieur Daniel l'autorisent à réclamer une juste et équitable indemnité; — Par ces motifs, s'entendre condamner le sieur Ragot : 1^o à restituer au sieur Daniel la pièce de 20 francs dont s'agit; 2^o et à lui payer une somme de

100 francs à titre d'indemnité pour les voyages par lui faits en vue de la restitution ;—S'entendre en outre condamner aux dépens, dans lesquels seront compris le coût de deux avertissements de M. le juge de paix, sous toutes réserves de droit. »

Le sieur Ragot réplique : que le samedi, 11 novembre dernier, le demandeur était entré chez lui acheter un chapeau ; que pour en acquitter le prix, montant à 14 francs, il avait retiré de son porte-monnaie un billet de 50 francs, sur lequel il lui fut rendu le surplus ; que le demandeur était alors sorti de son magasin, et qu'à peine avait-il fait quelques pas dans la rue, que lui, Ragot, trouvant une pièce de 20 francs sur le sol du magasin, son premier mouvement avait été de rappeler le demandeur et de s'enquérir auprès de lui s'il n'avait pas perdu cette pièce ; que Daniel en ce moment même avait vérifié le contenu de son porte-monnaie et qu'il avait trouvé la somme exacte qui lui avait été rendue sur le billet de 50 francs. Mais que quelques jours plus tard, Daniel lui avait réclamé la pièce perdue comme étant sa propriété. Qu'alors il avait répondu : que les 20 francs avaient été réclamés depuis par le légitime possesseur et qu'il les lui avait rendus ; mais que cette réponse n'était pas la vérité exacte, puisque la pièce de 20 francs était bien à lui défendeur ; qu'il s'était souvenu l'avoir reçue le jour même d'une femme Manceau, qu'elle était restée sur le comptoir, qu'elle n'était tombée qu'au moment où Daniel était déjà dans la rue ; qu'il ne pouvait en donner la preuve parce qu'il n'avait pour témoin de ce fait qu'une demoiselle de magasin à ses

gages, que la réponse faite à Daniel n'était que pour sauvegarder l'honneur de ce dernier ; mais qu'il affirmait que la pièce de 20 francs était bien sa propriété à lui défendeur.

A son tour, le sieur Daniel soutient : qu'en effet, il reconnaissait qu'à peine sorti de chez Ragot, celui-ci l'avait rappelé, et qu'ils avaient vérifié ensemble le contenu de son porte-monnaie et que le reliquat des 50 francs s'y trouvait bien, que ce n'est que quelques jours plus tard que sa femme lui avait remis son porte-monnaie à son départ pour Mayenne, l'avait alors vérifié, et qu'elle s'était aperçue qu'il y manquait 20 francs.

A l'audience du 5 février, a été déféré au sieur Ragot le serment supplétoire sur le fait de savoir si la pièce de 20 francs lui appartenait personnellement ; le sieur Ragot a prêté ce serment ; et le 12, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX :—Statuant en premier ressort ; — Attendu que le demandeur, en voulant acquitter une dette de 14 francs, n'avait nullement besoin de changer un billet de 50 francs s'il avait eu en ce moment en sa possession une pièce de 20 francs ; — Attendu qu'il est parfaitement reconnu par le demandeur, qu'aussitôt que Ragot eut trouvé la pièce de 20 francs, il le rappela, et que vérification faite du contenu du porte-monnaie, il ne manquait aucune somme dans ce dernier ; — Attendu que le demandeur, informé de la perte qu'il aurait pu faire, aurait dû s'apercevoir en ce moment qu'il lui manquait 20 francs ; — Attendu qu'il n'a fait aucune réclamation, qu'il a au contraire remercié Ragot

de sa délicatesse ; — Attendu que la réclamation de Daniel n'est venue que plus tard, alors que Ragot avait lui-même reconnu que la pièce de 20 francs était tombée de son portefeuille, qu'il en était le légitime possesseur ; — Attendu que Daniel n'a nullement prouvé que la pièce trouvée par Ragot lui appartenait ; — Attendu, au contraire, que la vérification du porte-monnaie, faite à l'instant même de la découverte des 20 francs, est une semi-preuve en faveur du défendeur que cette pièce n'appartenait pas à Daniel ; — Attendu que ce commencement de preuve a permis au juge de déférer au défendeur le serment supplémentaire ; — Vu l'article 1367 du Code civil, avons donné acte au défendeur du serment qu'il a fait à la précédente audience, devant nous, par lequel il a affirmé que la pièce de 20 francs lui appartenait bien et légitimement ; — En conséquence, déclarons la demande de Daniel mal fondée, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Dans une affaire de ce genre, où les preuves manquent de part et d'autre, le juge n'a évidemment autre chose à faire que de rejeter purement et simplement la demande comme non justifiée, en se basant sur le principe que c'est au demandeur à établir le bien fondé de la prétention ; ou bien de déférer le serment supplétoire à celle des deux parties qui lui paraît présenter à l'appui de ses conclusions les présomptions les plus favorables. Dans l'espèce, il était établi et non dénié qu'au moment où la pièce litigieuse avait été trouvée à terre, le demandeur avait vérifié

son porte-monnaie, et avait reconnu qu'il n'y manquait rien. Cette vérification, contradictoire en quelque sorte, faite entre les deux parties, constituait une présomption bien forte en faveur du boutiquier, qui avait d'ailleurs fait preuve de sa bonne foi entière en offrant lui-même la restitution de la pièce, si elle était reconnue manquer dans le porte-monnaie du sieur Daniel. Par suite, c'est avec raison que le juge, en présence d'une demande fort peu justifiée, et croyant utile de déférer le serment décisoire, l'a de préférence déféré au défendeur.

A. B.

ARTICLE 466.

*Justice de paix de Bagnères-sur-Bigorre
(Hautes-Pyrénées).*

Président : M. COUGET, juge de paix.

2 et 19 mars 1873.

Commencement de preuve par écrit. — Lettre à un tiers. — Obligation unilatérale. — Acceptation indirecte. — Irrévocabilité.

Peut être admise comme commencement de preuve par écrit une lettre adressée à un tiers, lorsqu'il a servi d'intermédiaire dans la négociation qui cause le litige.

Un contrat unilatéral devient parfait dès que la promesse est acceptée, même indirectement, par l'exécution des conditions imposées.

La municipalité de Bagnères avait acquis deux maisons pour les démolir et créer une rue nouvelle sur leurs emplacements ; mais elle fut arrêtée dans son projet par un locataire qui ne voulut pas déguerpir sans indemnité, et on ne pouvait pas l'y contraindre : c'était Pecanet. M. Gandy, adjoint au maire, était en négociations avec lui ; lorsque intervint M. Uzac, lequel, pour

aplanir la difficulté, offrit de donner 200 francs si la rue était terminée au 20 juillet 1869. Cette offre fut faite à M. Gandy et à M. Puyforcat, qui s'était constitué l'intermédiaire officieux des parties.

Voyant que la convention allait aboutir, M. Uzac, afin de bien préciser ses intentions, écrivit à Puyforcat, le 10 juin, la lettre suivante : « M. Puyforcat, voici les termes de la proposition que j'ai faite à M. Gandy : je donne 200 francs pour que la démolition des maisons se fasse immédiatement aussi, que le passage soit livré à la circulation avant la saison, c'est-à-dire au 20 juillet prochain. Je crois être clair : je donne cette somme pour que les étrangers qui descendront dans mon hôtel aient la faculté de se rendre à la poste et au télégraphe par cette voie. Vous comprendrez qu'il faut qu'elle soit *convenable*. Si ces conditions, *sine quâ non*, sont remplies d'ici là, je suis prêt à verser les 200 francs entre les mains du représentant de la mairie. »

Le même jour, il fut convenu entre M. le maire et Pecantet que le bail demeurerait résilié ; que la démolition des maisons serait mise en adjudication avec la condition expresse que les adjudicataires la commenceraient le 24 juin et qu'elle serait terminée, et tous les matériaux enlevés au 15 juillet suivant.

Pecantet ayant vainement réclamé les 200 francs précités, a cité Uzac pour le faire condamner à les lui payer. Sur la résistance de ce dernier, il a offert de prouver au moyen de la lettre précitée dont il était possesseur, et ensuite par témoins : 1° que le cité s'était engagé à verser les 200 francs en ses mains si les condi-

tions étaient remplies ; 2° que M. le maire lui en avait fait l'abandon comme prix de la résiliation du bail ; 3° que Puyforcat avait été l'intermédiaire des parties ; 4° que la rue était en état au 20 juillet.

Uzac soutenait l'irrecevabilité de la preuve testimoniale, prétendant que sa lettre ne formait pas un commencement de preuve par écrit, et que Pecantet ne pouvait l'invoquer, puisqu'elle n'était pas à son adresse ; il ajoutait, au fond, que la rue n'était pas *convenable* au 20 juillet.

Jugement du 2 mars 1872.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que tout écrit émanant de celui à qui on l'oppose et qui rend vraisemblables les faits allégués, constitue un commencement de preuve ; qu'il suffit de lire la lettre prédatée pour demeurer convaincu qu'elle remplit les conditions exigées par l'article 1347 du Code civil ; qu'en effet : cette lettre résume les offres et propositions faites à M. l'adjoint au maire ; qu'elle indique les désirs de son auteur, les motifs qui lui font offrir les 200 francs et les conditions sous lesquelles il offre de les verser dans les mains du *représentant* de la mairie ; qu'elle admet la possibilité d'un tiers comme représentant de la mairie, et que le demandeur offre de prouver qu'il était, lui, le représentant, et que le cité le savait fort bien ; — Attendu que l'objection tirée de ce que la lettre est adressée à un tiers n'est pas sérieuse, puisque c'était ce tiers qui avait servi d'intermédiaire pour porter les propositions et rendre les réponses ; qu'en ce moment, Uzac considérerait ce tiers comme le représentant de Pecantet, sans quoi on ne compren-

draît pas pourquoi il lui aurait écrit ; que Puyforcat a si bien compris ainsi son rôle, qu'il a remis la lettre à Pecantet ; — En conséquence, admettons la preuve, etc. »

Après l'enquête, qui a paru concluante, même au défenseur d'Uzac, celui-ci a pris de nouvelles conclusions, soutenant qu'il n'y avait pas de lien de droit entre Pecantet et son client ; qu'il n'y avait eu entre eux ni conventions ni pourparlers, puisqu'ils ne s'étaient pas rencontrés, et que la lettre prouvait que la ville seule ou son administrateur légal était en droit de prétendre à la somme dont s'agit.

Mais le 19 mars 1872, nouveau jugement qui, vidant l'interlocutoire, rejette les nouvelles conclusions par les motifs suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en droit, que la loi n'exige pas, dans les contrats comme celui dont il s'agit et pour des valeurs d'aussi faible importance, l'emploi de formalités rigoureuses et de formules sacramentelles ; qu'elle les laisse sous la sauvegarde de la bonne foi ; — Que si l'une des parties exécute sa promesse sous la foi d'un engagement réciproque, elle doit pouvoir contraindre l'autre partie à en faire autant ; — Qu'il n'était pas nécessaire d'ailleurs, ainsi que le prétend Uzac, qu'il y eût une stipulation directe entre lui et Pecantet pour former un lien de droit entre eux ; que cette condition n'est nullement mentionnée dans l'article 1108 du Code civil, qui énumère celles qui sont exigées pour qu'il y ait contrat, et que le juge ne peut pas se montrer plus rigoureux que la loi ; — Que l'engagement

d'Uzac était *unilatéral et conditionnel* ; mais qu'il remplissait les conditions exigées par l'article 1101 du même Code ; qu'il a été accepté par le maire et aussi par Pecantet indirectement en se mettant à l'œuvre immédiatement, comme le demandait Uzac ; — Qu'en supposant, bien que le contraire soit prouvé, que ce dernier ne se fût engagé qu'envers la ville à verser les 200 francs, rien ne supposait à ce que celle-ci cédât à Pecantet le bénéfice éventuel de cet engagement ; — Attendu que Pecantet, en consentant à la résiliation de son bail, a tenu compte, non-seulement des avantages réels que la municipalité lui a faits, mais encore de la promesse éventuelle qu'Uzac avait faite et dont la municipalité lui abandonnait le bénéfice, ainsi que des chances que lui donnait la stipulation rigoureuse du procès-verbal d'adjudication des matériaux ; — Qu'il ne serait donc, ni légal ni équitable de lui refuser une action contre Uzac, si les conditions imposées par celui-ci étaient remplies ; — Attendu, en fait, que l'enquête et les autres documents produits ont établi la vérité des faits interloqués, etc. »

Observations. — La lettre dont le demandeur excipait au soutien de la prétention, bien qu'écrite à un tiers, constituait bien certainement une sorte d'engagement conditionnel, puisqu'elle formulait une promesse de verser une somme déterminée moyennant l'accomplissement de certains travaux, et qu'en outre, elle était adressée à une personne chargée de servir d'intermédiaire dans les négociations entamées à ce sujet entre les parties. Tout au

moins cette lettre devait-elle constituer un commencement de preuve par écrit, puisqu'elle émanait de celui contre lequel la demande était formée, et c'est avec raison que le juge, faisant application à l'espèce de l'article 1347 du Code civil, a admis le demandeur à fournir la preuve testimoniale des faits allégués et de l'engagement contracté. En droit comme en fait, la sentence que nous rapportons ci-dessus nous paraît avoir fait bonne justice. A. B.

ARTICLE 467.

Justice de paix du c. de Remiremont (Vosges).

Prés. : M. DANIS, juge de paix.

8 novembre 1871.

Femme mariée. — Communauté. — Solidarité. — Dette contractée par une mineure. — Absence de date certaine. — Caution.

Si, aux termes de l'article 1124 du Code civil, le mineur est incapable de contracter, il faut, pour qu'il y ait lieu de prononcer la nullité des engagements pris par lui, qu'il soit démontré qu'il n'a pas profité de ces engagements, et qu'il a au contraire éprouvé une lésion.

Spécialement il y a lieu de condamner une femme mariée au paiement de la somme par elle empruntée alors qu'elle était encore mineure, s'il est constant qu'elle en a profité, et notamment que la somme lui a été prêtée pour subvenir aux dépenses de son prochain mariage.

La communauté n'est pas tenue de cette dette contractée avant le mariage par un acte n'ayant pas date certaine au moment de sa célébration. Le mari ne peut être appelé dans l'instance que pour assister et autoriser sa femme.

Ainsi décidé,

Le 8 novembre 1871, par jugement

de M. le juge de paix du canton de Remiremont, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant, en fait, que par le billet sous seing privé, du 27 septembre 1864, énoncé en la citation, la défenderesse, alors mineure (étant née le 24 juillet 1844), s'est reconnue débitrice du demandeur, sous le cautionnement pur et simple de son père, comme défendeur, d'une somme de 100 francs, pour argent prêté, stipulée remboursable dans un an avec intérêts de 5 pour 100 l'an; — Que les signatures apposées au bas de ce billet ne sont point déniées; — Considérant que peu de temps après et alors que ledit billet n'avait pas encore acquis une date certaine, la même défenderesse a épousé le sieur Antoine, sans contrat de mariage et conséquemment sous le régime de la communauté légale; — Considérant que par l'exploit des 11 et 12 de septembre dernier, le demandeur a fait citer les défendeurs en reconnaissance des signatures apposées sur le billet précité et pour se voir condamner conjointement et solidairement, les époux Antoine, comme débiteurs principaux, et le sieur Poignant, comme caution, au paiement de la somme de 100 francs de capital portée audit billet avec les intérêts, date du prêt et les dépens; — Considérant que les époux Antoine repoussent cette demande, en ce qui les concerne, en se fondant : 1° sur la nullité de l'obligation que la femme aurait contractée alors qu'elle était encore mineure; 2° sur ce fait que lors de l'apurement d'un compte qui aurait été rendu à cette dame, par son père et tuteur légal, de sa gestion en cette qualité, celui-

ci se serait chargé de l'acquit de cette obligation, ainsi que cela résulterait d'un acte reçu de M^e Magnien, notaire à Remiremont, le 14 février 1866; — Que le demandeur soutient au contraire qu'ayant prêté les 100 francs à la défenderesse, sa nièce, quoique mineure, mais pour lui acheter des objets qui lui étaient utiles, surtout au moment où elle allait se marier, elle ne peut se soustraire à la condamnation qu'il sollicite; que ce dernier fait, sans avoir été dénié d'une façon positive par les époux Antoine, est avoué par leur père et beau-père comme défendeurs; — Considérant, en droit, que s'il est vrai qu'aux termes de l'article 1124 du Code civil, les mineurs sont incapables de contracter, il faut, pour pouvoir prononcer la nullité des engagements pris par eux, qu'il soit démontré qu'ils n'ont pas profité de cet engagement et qu'ils ont au contraire éprouvé une lésion; — Considérant que tout démontre dans la cause que les deniers prêtés par le demandeur à la défenderesse mineure âgée de près de vingt ans, et alors sur le point de se marier, ont profité à celle-ci; qu'elle l'a reconnu implicitement en chargeant son ancien tuteur de l'acquit de son engagement dans le compte de tutelle rendu à sa majorité, compte produit par elle et son mari; qu'elle doit donc être condamnée au paiement du répété avec intérêts et dépens; — Considérant, en ce qui concerne ledit mari, que c'est à tort qu'il a été appelé dans l'instance autrement que pour assister et autoriser sa femme, car d'une part il n'est que signataire du titre et d'autre part la communauté qui existe entre eux n'est point tenue de cette dette mobilière con-

tractée avant le mariage, par la femme, par un acte n'ayant pas une date certaine au moment de sa célébration, conformément à l'article 1410 du Code civil; — Considérant, en ce qui regarde la caution, que le billet ne stipule aucune solidarité; que cette solidarité ne se présument pas et devant être écrite, le juge ne peut la prononcer;

« Par ces motifs; — Donnant acte aux parties de leurs dires et déclarations, tenons pour reconnues les signatures apposées sur le billet sous seing privé dudit jour, 27 septembre 1864; — Disons que c'est à tort et sans droit que le sieur Antoine a été appelé dans l'instance autrement que pour assister et autoriser sa femme et que la solidarité n'existe point entre elle et son mari, pas plus qu'à l'égard de la caution; — Sans avoir égard aux exceptions soulevées par ladite défenderesse et reconnaissant qu'elle a profité des deniers fournis par le demandeur, la condamnons à payer à ce dernier la somme répétée de 100 francs de capital avec les intérêts date du prêt et la dépense liquidée à 15 fr. 80, non compris la minute et l'expédition du présent jugement; — Disons que cette condamnation ne pourra être poursuivie contre elle, durant sa communauté avec le sieur Antoine, son mari, que sur la nue propriété de ses immeubles personnels, conformément à l'article 1410 du Code civil; lui réservons tel recours que de droit contre son ancien tuteur légal qui s'était chargé du paiement d'icelle et contre lequel elle n'a pas récensoirement conclu; — Condamnons le sieur Poignant, défendeur, comme caution simple de sa fille à payer au demandeur ladite somme

de 100 francs avec les intérêts et les dépens. »

Observations. — La question de savoir ce que l'on doit entendre par l'incapacité des mineurs a été fort controversée, et a donné lieu, en doctrine, à trois ou quatre systèmes différents. La vérité est que les rédacteurs du Code civil eux-mêmes se sont servis d'une expression improprie ou trop générale en rangeant les mineurs dans le nombre des incapables au même titre que les femmes mariées et les interdits ; d'autres articles du même Code établissent nettement la différence qu'il faut faire entre ces diverses incapacités.

Lorsque l'interdit a lui-même souscrit une obligation, ou formé une convention quelconque, sans l'assistance de son tuteur, il a, pendant dix ans, à partir de la levée de l'interdiction, le droit de faire annuler l'acte en établissant seulement qu'il était interdit au moment où il l'a passé. Il en est de même de la femme mariée, qui peut pendant dix ans à compter de la dissolution du mariage, faire prononcer la nullité d'un contrat, à la seule condition de prouver sa qualité de femme mariée à la date de l'acte (art. 1304, C. civ.).

Il en est tout autrement pour le mineur ; l'acte qu'il a passé ne serait nullement attaquant par le seul fait qu'il aurait été souscrit pendant la minorité ; il faudra qu'il établisse qu'il a été lésé par la convention. C'est ce qui résulte de l'article 1305 du Code civil, et de l'interprétation souveraine de cet article par arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1844 (Devil, 44, t. I, p. 49). D'où la conclusion que le résultat de l'incapacité du mineur est de ne

pouvoir être lésé, et non pas de ne pouvoir contracter (Fenet, t. XIII, p. 283). Ce système, aujourd'hui appliqué à peu près généralement en jurisprudence, est enseigné notamment par Proudhon, t. I, chap. xvi, sect. 2 et 3 ; Duranton, t. X, p. 80 à 88 ; P. Pont, *Revue de législation*, t. XXI, p. 217—242 ; Marcadé, t. IV, p. 404 et 715 et suiv. C. M.

ARTICLE 468.

Justice de paix de Domèvre-en-Haye (Meurthe).

Président : M. BRULFER, juge de paix (1).

7 juin 1870.

Frais et honoraires. — Notaire. — Bail sous seing privé. — Compétence du juge de paix.

Les frais et honoraires réclamés par un notaire pour la rédaction d'un acte sous seing privé doivent être considérés comme des frais d'officier ministériel, aussi bien que s'il s'agissait d'un acte authentique ou tout autre rentrant dans les fonctions notariales ; les demandes en paiement de tels faits ou toutes contestations y relatives sont du ressort du Tribunal civil.

Le juge de paix saisi de telles contestations doit se déclarer, même d'office, incompetent, quel que soit le taux de la demande.

Le sieur Léonard Barad, cultivateur à Rosières-en-Haye, a fait citer M^e Jeanson, notaire audit lieu, devant la justice de paix du canton de Domèvre, pour : — Attendu que le 2 mars 1870, Barad a versé au sieur Jeanson la somme de 142 fr. 50 pour frais relatifs à un bail sous seing privé entre lui, demandeur, et son fils, d'une part, et les époux Desalme, d'autre part ; — Attendu que Jeanson ne justifie pas du juste em-

(1) Actuellement juge de paix de Bayon (Meurthe-et-Moselle).

ploi de cette somme de 142 fr. 50; que, sur la réclamation faite par le requérant, il a soutenu être en droit de conserver cette somme pour honoraires de ses agissements; que cette prétention est exagérée, et qu'il y a lieu de contraindre le sieur Jeanson à restituer ladite somme, sauf à l'autoriser à retenir sur cette somme celle de 30 francs, plus que suffisante pour les conseils qu'il a pu donner au requérant à l'occasion de cette affaire; — S'entendre condamner, ledit Jeanson, à restituer au concluant 112 fr. 50, aux intérêts du jour de la demande et aux dépens.

Le sieur Barad, par l'organe de son avocat, pour prévenir, sans doute et faire écarter l'exception d'incompétence qui pouvait être produite, soutenait que le sieur Jeanson n'avait agi, en se chargeant de la confection du bail sous seing privé dont s'agit, que comme un simple particulier, à qui avait été confié un travail de rédaction, moyennant salaire, et non pas en sa qualité de notaire; que la rétribution qu'il avait exigée, abusant de sa confiance, était exorbitante, et que celle qui lui était offerte aujourd'hui, alors que lui, demandeur, s'est fait renseigner sur la juste rémunération qui peut être due pour la rédaction d'un bail sous seing privé, sur une feuille de papier timbré de 1 franc, renfermant les clauses et conditions ordinaires des baux, lui paraissait très-suffisante.

M^r Jeanson, défendeur, sans vouloir soulever aucun déclinatoire, avait immédiatement accepté le débat au fond : il alléguait n'avoir pas seulement réclamé la somme de 142 fr. 50 pour se rémunérer de son travail de rédaction du bail Barad-Desalme, qui n'a point présenté, il

est vrai, de difficultés spéciales, encore qu'il eût fallu établir des déclarations à annexer à chacun des originaux, mais aussi à titre d'honoraires, pour les consultations qu'il a dû donner aux parties, conférences qu'il a eues avec elles lors de la négociation de cette affaire, les démarches qu'il a pu faire avant d'en arriver à rédiger l'acte dont s'agit; voilà pourquoi, sur la note qu'il a remise au demandeur, figurent ces mots : *et cætera*; il s'est cru en droit de percevoir les droits alloués aux notaires, d'après le tarif de l'arrondissement, pour la confection des baux authentiques, surtout s'il rappelle qu'il n'avait encore réclamé à Barad, son client, aucune rémunération pour un travail antérieur à peu près identique à celui-là, c'est-à-dire pour l'établissement d'un projet de bail authentique Xouillot, et pour vacations à des déclarations de successions échues autrefois aux MM. Barad; il n'a donc point, selon lui, exagéré le chiffre de ses prétentions, c'est pourquoi il a persisté à refuser toute restitution. Il a soutenu, contrairement à l'opinion de la partie adverse, avoir précisément agi, dans toutes ces circonstances, en qualité de notaire, dans l'intérêt de ses clients et non pas comme particulier, chargé d'un simple travail de rédaction.

Dans cet état de la cause, après un premier jugement préparatoire ordonnant l'enregistrement du bail sous signature privée produit, est intervenue, le 7 juin 1870, la décision suivante :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues à nos audiences des 17 et 24 mai dernier; — Considérant que

si la demande formée par un avocat, en paiement d'honoraires qui lui sont dus, est une action personnelle et mobilière de la compétence du juge de paix, quand elle n'exède pas le taux fixé par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, il ne saurait en être de même des demandes relatives au paiement des droits et vacations des officiers ministériels, tels que notaires, avoués, greffiers de justice de paix et de Tribunaux civils, huissiers, commissaires-priseurs, quelque minime que soit la somme réclamée; que ces demandes, quoique personnelles et mobilières, doivent être portées, aux termes de l'article 60 du Code de procédure, devant le Tribunal civil d'arrondissement; que par ces mots : *Frais faits devant un Tribunal*, la loi entend les frais faits dans le ressort de ce Tribunal, qu'il s'agisse de frais judiciaires ou de frais extrajudiciaires; que l'article 51 de la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), spéciale aux notaires, dispose « que les honoraires et vacations des notaires seront réglés, à l'amiable, entre eux et les parties, sinon par le Tribunal civil de la résidence du notaire, sur l'avis de la Chambre, et sur simples mémoires, sans frais; » que, dans l'espèce, il s'agit bien de frais et honoraires d'actes, et de vacations; — Qu'il appartient aux juges du droit commun de statuer sur le mérite des diverses prétentions du notaire Jeanson; — Que c'est également au Tribunal civil d'arrondissement à connaître de l'action en restitution de frais et honoraires payés à un officier ministériel par son client, bien qu'il s'agisse d'une somme inférieure à 200 francs; — Que, d'ailleurs, le texte déroga-

rend le juge d'exception absolument incompétent; que cette incompétence, *ratione materiæ*, doit être déclarée d'office, en l'absence même des parties; — Considérant, enfin, que nos efforts, jusque dans ces derniers temps, pour concilier les parties en cause, n'ont pu aboutir; — Déterminé par ces motifs, nous déclarons incompétent; renvoyons celles-ci à se pourvoir comme elles aviseront, frais à la charge du demandeur. »

Observations. — Celui qui charge un notaire de la rédaction des actes importants qu'il veut faire, mais auxquels il ne croit pas devoir donner la forme authentique, ne peut pas être considéré comme s'étant adressé au premier venu, à un simple particulier à qui il a donné mandat de rédiger un acte sous son inspiration. C'est évidemment parce qu'il a confiance dans les connaissances spéciales du notaire, dans son habitude de rédiger des baux, qu'il lui demande de rédiger même un bail sous seing privé; c'est donc bien en qualité d'officier ministériel que le notaire agit en pareil cas, et ses frais peuvent être considérés comme frais faits par un officier ministériel. — Jugé à propos des huissiers, dans le sens de la première décision, que le juge de paix ne peut connaître d'une demande formée par un huissier en paiement d'une somme à lui due, comme *negotiorum gestor*, et pour frais d'actes, démarches, etc., et doit renvoyer le demandeur devant le Tribunal civil. Justice de paix de Villenauxe, 24 mars 1866, BULLETIN, XI, 343.

A. B.

ARTICLE 469.

Justice de paix du canton de Castres
(Tarn).

Président : M. FAURÉ - ROUILH,
juge de paix.

5 décembre 1871.

*Louage de services. — Domestique. —
Maitre-valet de ferme. — Demande en
paiement de gages. — Cahier de char-
ges. — Jugement. — Interprétation, —
Compétence du juge de paix.*

Un maitre-valet de ferme ou métairie rentre dans la catégorie des gens de service à gages ; en conséquence, la contestation qui naît entre lui et son maitre rentre dans la compétence du juge de paix, aux termes de l'article 5, § 3, de la loi de 1838.

En matière personnelle et mobilière, la simple contestation du titre ne dessaisit pas le juge de paix, qui est compétent pour apprécier la clause d'un cahier de charges.

Ainsi décidé,

Le 5 décembre 1871, par jugement de M. le juge de paix de Castres, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande formée par Cayré a pour objet de faire condamner Barbazo à lui payer la somme de 208 fr. 60, dont 150 francs pour gages, 13 francs pour huile et sel, 45 fr. 60 pour 240 litres de vin, montant de gages en argent et de gages en nature ; — Attendu que le demandeur, reconnaissant avoir reçu l'huile et le sel, la demande se trouve réduite à 195 fr. 60 ; — Attendu que Barbazo ne conteste pas devoir audit Cayré la somme dont s'agit, et que, par conséquent, il y a lieu de le condamner à la payer ; — Attendu que, par exploit du 24 novembre, Barbazo a formé contre Fourgassié, adjudicataire des biens

de Barbazo père, sur lesquels Cayré était maitre-valet, une demande en garantie tendant à le faire condamner à le relever et garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui, ladite demande basée sur une clause du cahier des charges ainsi conçue : « Les adjudicataires exécuteront les baux courants, à charge par eux de donner « congé, s'ils le veulent, aux époques « d'usage. Les gages en argent se-
« ront, pour l'année courante, à la « charge des adjudicataires en entier, « ainsi que le vin, et seront tenus, « en outre, d'un tiers des gages en « nature ; » — Attendu que, pour repousser tant la demande principale que la demande en garantie, ledit Fourgassié excipe des moyens suivants, à savoir : 1° que le juge de paix serait incompétent pour statuer sur la demande d'un agent de culture de la catégorie des maitres-valets ; 2° qu'il serait incompétent *ratione materiæ*, en ce sens qu'il aurait à s'occuper de l'exécution d'un jugement du Tribunal civil, à l'interpréter dans ses dispositions, dont il ne peut connaître ; 3° qu'il serait encore incompétent pour statuer sur l'action dirigée contre ledit Fourgassié, qui ne serait distrait de ses juges naturels qu'à la suite d'un concert frauduleux, dans le sens prévu par l'article 181 du Code de procédure civile ; 4° enfin il soutient, comme dernier moyen, que le juge de paix n'a pas qualité pour se prononcer sur la question de savoir si, par application de la disposition des cahiers des charges, qui était préparé en vue d'une adjudication fixée au 26 juin dernier, c'est-à-dire la veille de la perception de tous les fruits de la propriété, l'adjudicataire

peut être tenu de payer les émoluments dus au maître-valet, lorsqu'il ne devenait adjudicataire que le 30 octobre dernier ; — Attendu que les diverses exceptions soulevées par l'assigné en garantie ne nous paraissent pas reposer sur un fondement sérieux : si, en effet, nous examinons la question d'incompétence qui pourrait être soulevée à raison de la qualité de maître-valet, nous dirons que cet agent de culture doit être compris dans la catégorie des gens de travail, louant leurs services pour un prix d'argent ou de gages déterminés, à tant l'année, et que les contestations s'élevant entre les gens de travail et leur maître, ont été placées par la loi de 1838, art. 5, § 3, dans les attributions du juge de paix. L'action ne saurait donc, quelles que soient, à ce point de vue, les prétentions dudit Fourgassié, perdre son caractère personnel et mobilier. La compétence du juge de paix peut être d'autant moins déniée sur ce premier point que, comme le soutient Cayré, le maître-valet a, en vertu du cahier des charges, qui fait la loi des parties, une action directe contre les adjudicataires. Au reste, Fourgassié reconnaît lui-même le lien de solidité de l'argument, puisque, sur ce point, il s'en remet à justice ; — Sur le deuxième moyen d'incompétence *ratione materiæ*, tiré de ce que le juge de paix ne peut, sans excéder ses attributions définies par la loi, interpréter un jugement du Tribunal ; — Attendu qu'il est essentiel de remarquer qu'il ne s'agit nullement, dans l'espèce, de l'interprétation d'un jugement, mais de l'application d'une clause du cahier des charges que l'on consulterait ou que l'on invoquerait comme

un article du Code civil ; — Attendu qu'à ce point de vue, le juge de paix n'excède pas ses attributions ; car il a été décidé (Cass., 11 avril 1836) qu'un juge de paix n'excède pas ses pouvoirs *en appréciant* la clause d'un cahier des charges. Bien plus, le juge de paix, s'il allait jusqu'à interpréter un titre, se trouverait encore d'accord avec la jurisprudence de la Cour suprême, qui a décidé qu'en matière personnelle la simple contestation du titre ne fait pas perdre à l'action son caractère mobilier ; pour l'apprécier, il faut bien juger la validité du titre lorsque la conséquence de l'interprétation doit être limitée à la somme demandée ; — Sur le troisième moyen d'incompétence tiré de ce que ledit Fourgassié ne serait appelé en garantie que dans le but de le soustraire à ses juges naturels, par suite d'un concert frauduleux prévu par l'article 181 du Code de procédure civile, existant entre le maître et le maître-valet ; — Attendu qu'il n'est démontré, ni par aucun écrit, ni par l'évidence, ni par aucun fait de la cause, que ce concert existe ; qu'il y a donc lieu de considérer cette exception comme une allégation sans preuves, mise en avant pour le besoin de la cause ; — Sur le dernier moyen : — Attendu que l'exception dudit Fourgassié ne repose pas sur des bases plus sérieuses que celles énoncées ci-dessus, lorsqu'il prétend que l'adjudication n'ayant eu lieu que le 30 octobre au lieu de s'accomplir le 26 juin, il ne saurait être lié par les clauses du cahier des charges, si l'on observe surtout qu'il était lui-même poursuivant, que le cahier des charges a été rédigé par son avoué, qu'il en connaissait parfaitement toutes les

dispositions, toutes les clauses et conditions, et que, en devenant adjudicataire, il a agi en parfaite connaissance de cause; que, au surplus, si ces conditions ne lui convenaient pas, il pouvait s'en affranchir en n'enchérissant pas; — Attendu que, par toutes ces considérations, il y a lieu de nous déclarer compétent, soit sur la demande principale, soit sur la demande en garantie, en vertu du principe que le juge du fond est aussi le juge de l'exception; — Attendu, en conséquence, que Barbazo doit être condamné à payer à Cayré la somme de 195 fr. 60, et Fourgassié condamné à garantir et relever Barbazo des condamnations prononcées contre lui, avec dépens;

« Par ces motifs: — Jugeant publiquement, contradictoirement en premier ressort, vidant le renvoi et le délibéré, sans avoir égard aux diverses exceptions d'incompétence soulevées par Fourgassié, mais au contraire les rejetant, nous déclarons compétent; — Et statuant au fond, condamnons Barbazo à payer à Cayré la somme de 195 fr. 60 pour les causes énoncées dans l'exploit introductif d'instance, avec intérêt et dépens liquidés à 4 fr. 80, à ce non compris, etc.; — Et disant droit à la demande en garantie formée par Barbazo, condamnons Fourgassié à le relever et garantir de toutes les condamnations prononcées contre lui en faveur ou au profit de Cayré, en capital, intérêt et frais, le condamnons aussi aux frais de la demande en garantie liquidés à..... »

Observations. — Sur la première question, il ne paraît pas y avoir de doute possible. Un domestique de

ferme, quel que soit d'ailleurs son rang, du moment où il est engagé au mois ou à l'année, et moyennant des gages réglés, soit en argent, soit en nature, rentre dans la classe des gens de service à gages, dont les engagements, en cas de contestation, relèvent de la juridiction des juges de paix. La qualification de maître-valet ou de premier valet ne peut rien changer à cette règle de compétence.

Sur la seconde question, il est très-vrai que les juges de paix ne sont pas compétents pour connaître de l'exécution des jugements, et particulièrement de ceux qui émanent, comme un jugement d'adjudication, du Tribunal civil. Aussi évidemment, s'il s'était agi au procès de difficultés nées sur l'exécution du jugement d'adjudication lui-même, par exemple du payement du prix, le juge de paix n'aurait pas été compétent pour en connaître, alors même que la somme restant due n'eût pas été supérieure à 200 francs; mais telle n'était point la contestation, elle portait non pas sur l'exécution du jugement, mais seulement sur l'interprétation et l'application d'une clause du cahier des charges, et l'action était, de sa nature, essentiellement personnelle et mobilière, Voir l'arrêt du 11 avril 1836, qui décide qu'un juge de paix peut, sans sortir de ses attributions, apprécier les clauses d'un cahier des charges, ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 591.

A. B.

ARTICLE 470.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,
juge de paix.

12 avril 1872.

Louage de services. — Mandat. — Gens de travail. — Salaire. — Demande en paiement. — Incompétence du juge de paix prononcée d'office.

Le fait d'accepter de garder un établissement de commerce pendant l'absence de son propriétaire, s'éloignant devant les troupes allemandes, ne donne pas à la personne, ainsi accidentellement préposée à la garde et au besoin au débit des marchandises, le droit de porter devant la justice de paix une demande de salaire excédant dans tous les cas 200 francs.

Cette personne, à raison de la nature de son engagement, ne saurait être en effet classée soit parmi les gens de travail, soit parmi les domestiques ou gens de service, et le juge de paix saisi doit d'office se déclarer incompétent.

Ainsi décidé,

Le 12 avril 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné le 5 avril 1872 ; — Attendu que les époux Delton concluent contre le sieur Privé au paiement de la somme totale de 296 francs, composée : 1° de 240 francs pour les salaires de la femme Delton, comme gardienne de sa maison de commerce, à raison de 2 francs par jour, du 17 septembre 1870 au 22 janvier 1871 ; 2° et de 56 francs pour la valeur du vin et de l'eau-de-vie par lui conservés, quoique, suivant la femme Delton, étant sa propriété à elle ; — Attendu que le défendeur en même temps qu'il déclare

offrir 1 fr. 25 par jour pour la garde de son établissement soit 158 fr. 75 pour cent viugt-sept jours, se porte reconventionnellement demandeur et conclut au paiement de 879 fr. 60 dont 679 fr. 60 pour marchandises dont aurait indûment disposé la demanderesse, et 200 francs représentant la valeur des chasselas, des pommes, poires et légumes par elle récoltés ; — Attendu que les époux Delton contestent cette demande et refusent l'offre de 1 fr. 25 par jour ; — Attendu que le Tribunal, s'il se trouvait compétemment saisi, aurait le devoir, conformément à l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, de renvoyer sur le tout les parties à se pourvoir devant le Tribunal de première instance sans préliminaires de conciliation, la demande reconventionnelle excédant les limites de sa compétence et les deux demandes ayant entre elles une connexité incontestable ; — Mais attendu que les époux Delton ont mal procédé en portant leur action devant la justice de paix ; — Que le deuxième chef de leur demande, relatif au vin et à l'eau-de-vie que retiendrait indûment le défendeur, est étranger à aucune obligation découlant pour ce dernier de l'état de domesticité ; — Attendu qu'en outre et dans tous les cas la femme Delton, à raison de la nature de son engagement vis-à-vis le défendeur, ne saurait être classée soit parmi les gens de travail soit parmi les domestiques ou gens de service ; — Que, comme préposée même accidentellement à la garde et au besoin au débit des marchandises du sieur Privé, marchand épiciier à Brétigny-sur-Orge, alors que ce dernier s'est retiré devant les troupes allemandes, les réclamations

qu'elle peut avoir à faire à ce dernier restent, au point de vue de la compétence, dans le droit commun et ne sauraient tomber sous l'application du paragraphe 3 de l'article 5 de la loi de 1838 précitée; — Attendu que l'incompétence du Tribunal existe à raison de la matière; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, nous déclarons d'office incompetent; — Renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître et condamnons les époux Delton aux dépens. »

Observations. — Il paraît incontestable que les obligations réciproques contractées par les parties ne pouvaient être en aucune façon assimilées à celles qui résultent de la domesticité; elles participaient plutôt du mandat ou de la gestion d'affaires, et par suite ne rentraient pas dans la compétence spéciale établie par l'article 5, § 83, de la loi du 25 mai 1838. Dans ces conditions le juge de paix ne pouvait être compétent pour en connaître que dans les limites tracées par l'article 1^{er} de cette loi; or le taux de la demande principale aussi bien que celui de la demande reconventionnelle étant supérieur à 200 francs, le juge de paix devait nécessairement se dessaisir.

C. M.

ARTICLE 471.

Justice de paix de Lamothe - Aohard
(Vendée).

Président : M. LÉQUYER, juge de paix.

15 septembre 1871.

Louage. — Perte de l'animal loué. — Action en responsabilité. — Excès de travail. — Enquête. — Chaleur. — Force majeure. — Maladie antérieure.

Il ne suffit pas qu'un fait soit dommageable pour engager la responsabilité de son auteur, il faut encore que ce fait soit imputable à une faute de la part de ce dernier.

Spécialement, si une bête de trait (dans l'espèce un bœuf), louée à un cultivateur, vient à périr à la suite d'une journée de travail, le cultivateur ne saurait être responsable de cette perte s'il résulte des circonstances de la cause que la perte de l'animal est due à une maladie déjà ancienne et à la chaleur exceptionnelle du jour où il a travaillé.

Gendreau, laboureur, demeurant à Nient-le-Dolent, devait une petite somme d'argent à Louineau, fermier, demeurant même commune. Celui-ci, pour rentrer dans ses débours, demanda au premier son bœuf pour l'atteler à l'un des siens afin de labourer. Gendreau y consentit moyennant 7 francs par jour, son fils, âgé de dix ans, devant aussi aider à cette besogne. Après une journée de travail le bœuf périt. Gendreau prétend que si son bœuf a péri, c'est que Louineau l'a surmené, et demande une indemnité de 150 francs. Son adversaire explique que la bête était déjà malade; qu'il ne l'a point surmenée, et que l'accident est dû à la fatigue antérieure de l'animal et à la forte chaleur.

Le 15 septembre 1871, jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Gendreau a loué au nommé Louineau un bœuf à l'effet de labourer ses terres; que celui-ci s'en est servi dans la matinée du 17 juillet dernier pour le labour de sa pièce de terre dite *les Landes rouges*; que sans doute, au dire du vétérinaire qui a soigné le bœuf dont s'agit, celui-ci aurait succombé à la suite d'un excès de travail et aussi à cause de la chaleur intertropicale de

ce jour 17 juillet ; — Que le demandeur, à qui incombait la preuve de cet excès de travail, ne prouve pas que le défendeur ait surmené l'animal dont est cas ; — Qu'au contraire, il résulte de l'enquête et contre-enquête auxquelles nous nous sommes livré, que la perte de la bête doit être attribuée à la maladie dont elle était atteinte précédemment et aussi à la chaleur ; que la perte en question ne serait que le résultat d'une maladie jointe à un cas de force majeure ; qu'il ne suffit pas toutefois qu'un fait soit dommageable pour affecter la responsabilité de son auteur ; qu'il faut que ce fait soit imputable à une faute de la part de ce dernier ; que l'existence de cette faute n'est pas actuellement justifiée en ce qui concerne Louineau ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement en premier ressort, déboutons le demandeur de ses prétentions qui ne sont pas fondées, et le condamnons à tous les dépens liquidés à 66 fr. 35, y compris l'enregistrement du présent jugement. »

Observations. — Dans les questions de responsabilité, le fait exerce nécessairement une influence prédominante, et le juge a, par suite, le pouvoir d'appréciation le plus étendu. Dans l'espèce, le demandeur alléguait bien que l'animal avait péri par suite d'un excès de travail ; mais d'une part, cette allégation n'a pas été établie ; d'autre part, il paraît constant que l'animal était antérieurement atteint de maladie grave ; dans ces conditions, la faute, qui seule pouvait entraîner la responsabilité du défendeur, n'étant suffisamment démontrée, le juge a dû débouter le demandeur, à qui in-

combait essentiellement la charge de prouver le fait dommageable.

C. M.

ARTICLE 472.

Justice de paix du c. nord de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Président : M. HOUCKE, juge de paix.

29 décembre 1871.

Dénunciation de vol. — Instruction. — Accusation reconnue fausse. — Action en dommages-intérêts.

Peut être condamné à des dommages-intérêts celui qui, sans preuves suffisantes, a accusé une personne d'un délit ou d'un crime, et provoqué contre elle une information qui n'a révélé aucune charge et a, au contraire, démontré l'intégrité de la personne accusée.

Ainsi décidé,

Le 29 décembre 1871, par jugement de M. le juge de paix de Boulogne-sur-Mer, rendu dans les termes suivants :

« NOUS JUGE DE PAIX : — Attendu que le 18 septembre dernier le docteur Allatt a déposé, au parquet du Tribunal de première instance de Boulogne-sur-Mer, une plainte par laquelle il dénonçait le vol d'une certaine quantité de laines et de plumes extraites des literies de sa maison ; que cette plainte, à côté de certaines énonciations relatives au personnel de la domesticité et au service respectif de chacun, ainsi qu'aux diverses circonstances concernant la soustraction signalée, portait cette déclaration de la part de son auteur : « Je suis persuadé, « en ma conscience, que la femme « V*** est la voleuse ; » — Attendu que l'information qui a suivi n'a ré-

véélé aucune charge contre la femme V***, et a fait au contraire reconnaître et confirmer l'intégrité de sa réputation; — Attendu que la femme V*** réclame aujourd'hui au docteur Allatt 200 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice que cette plainte téméraire lui a causé; — Attendu que tout citoyen a le droit et même le devoir de dénoncer les crimes ou délits dont il est victime ou qui sont à sa connaissance; que ce droit de dénonciation emporte comme conséquence nécessaire la faculté d'indiquer les faits, les indices et les présomptions qui peuvent être de nature à guider et éclairer les investigations de la justice; — Attendu néanmoins qu'on ne doit user de ce droit qu'avec une certaine réserve et une grande circonspection; — Qu'il ne faut pas, comme le dit Faustin-Hélie dans son *Traité de l'instruction criminelle*, « d'une conjecture faisant une certitude, affirmer là où il y a à peine un indice, accuser quand le doute seul est permis; » — Attendu, en effet, que l'obligation imposée par l'article 30 du Code d'instruction criminelle, aux simples particuliers, de donner avis des crimes ou délits d'une certaine nature, spécifiée audit article, est une obligation toute morale, qui n'a pas de sanction pénale, et n'est écrite dans la loi que pour les crimes ou les délits dont le plaignant a été personnellement le témoin, et qu'il connaît directement; — Qu'il résulte même des dispositions de l'article 338 du même Code, que, dans le cas où une démonstration a été faite par un particulier, l'accusé qui aura été acquitté pourra obtenir des dommages-intérêts contre son dénonciateur; — Attendu

que, pour accuser la femme V***, le plaignant se fonde sur cette circonstance, qu'il a fallu, pour perpétrer le vol, la connivence d'une femme, et qu'en l'absence de la dame Allatt, du 20 juillet au 19 août suivant, ladite femme V*** est restée chargée du service des chambres notamment, de même que de celui de la maison, de sept heures du matin à huit ou neuf heures du soir; — Attendu, dès lors, en présence du résultat de la plainte, que le docteur Allatt, par l'accusation formelle et positive qu'il a formulée, a outrepassé son droit, et encouru une responsabilité personnelle pour le préjudice causé en conséquence à la demanderesse; — Attendu que le préjudice moral dont se plaint la femme V*** n'a pu être que de courte durée, et n'est guère à redouter, en présence d'une information qui a constaté qu'elle jouissait à juste titre de la confiance des personnes chez lesquelles elle était employée comme domestique ou comme femme de service; — Que sous un autre rapport, l'honorabilité notoire du docteur Allatt, en le mettant à l'abri du reproche d'intention malveillante, atténue dans une juste mesure la responsabilité encourue; — Qu'il y a donc lieu, en raison de ces circonstances diverses, de réduire le chiffre des dommages-intérêts réclamés; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, condamnons le défendeur à 25 francs de dommages-intérêts; le condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Dans l'espèce, il y avait eu dénonciation écrite, instruction commencée contre la personne désignée, et cette instruc-

tion avait abouti au relâche de cette personne. Par suite, la responsabilité du dénonciateur était bien réellement engagée, et le juge a pu, à bon droit, le condamner à des dommages-intérêts. Nous approuvons donc cette sentence, à raison surtout de ce qu'elle a tenu grand compte de la bonne foi du dénonciateur, victime lui-même d'un vol non contestable, et n'a accordé au demandeur qu'une indemnité très-moquée dans son chiffre. — On sait qu'une dénonciation verbale, faite de bonne foi et sans intention de nuire, et avec la seule intention d'éclairer la justice, ne suffirait pas pour motiver une condamnation à des dommages-intérêts. Voir, dans ce sens, plusieurs décisions de justice de paix, relevées dans notre TABLE DÉCENNALE de ce BULLETIN, v° *Dénonciation*. A. B.

ARTICLE 473.

Tribunal de simple p. de Valenciennes
(Nord).

Président : M. SABÈS, juge de paix.

25 avril 1872.

Lieux publics. — Café. — Heure de fermeture. — Locataire en garni.

Un cafetier ne peut conserver chez lui, après l'heure fixée pour la fermeture des cafés, son locataire en garni sous prétexte qu'il fait partie de son habitation.

Ainsi décidé,

Le 25 avril 1872, par jugement du Tribunal de simple police de Valenciennes, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« LE TRIBUNAL : — Oui, etc.;
— Attendu que le règlement muni-

cipal de Valenciennes du 28 novembre 1836, dans son article 4, défend aux cafetiers « de recevoir « ou garder, sous quelque prétexte « que ce soit, chez eux, des personnes étrangères à leurs habitations, après l'heure de fermeture « (onze heures du soir) » ; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins entendus et des aveux de Liénard que, le 25 mars dernier, Liénard a gardé jusqu'à minuit le sieur D*** dans son café ; — Attendu que Liénard allègue pour se justifier de ce fait que cet officier n'est pas « étranger à son habitation », puisqu'il habite une chambre garnie dans sa maison ; — Attendu qu'une chambre garnie louée au mois par un cafetier, avec entrée séparée de la salle commune, à un locataire qui en a seul la libre disposition, ne saurait être considérée comme faisant partie de l'habitation de ce cafetier, dans le sens de l'article susvisé ; — Que cette habitation ne comprend en effet que les locaux dont le cafetier et sa famille ont journellement la libre disposition pour les besoins de leur industrie et qui sont indistinctement soumis à la règle de la fermeture à onze heures ; — Attendu que toute assimilation à l'habitation du cafetier d'une chambre louée en garni serait en contradiction avec le droit incontestable du locataire de recevoir chez lui après onze heures du soir ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que si D*** loge dans la maison de Liénard, il ne loge pas dans la partie de cette maison affectée à l'habitation du cafetier et qu'il est par suite « étranger à cette habitation » ; — Attendu que la contravention reprochée à Liénard ré-

sultant de ce seul fait, il devient inutile de rechercher si les témoins ont pu ou non se tromper à l'égard des autres personnes, qu'ils déclarent avoir vues et entendues se sauver dans l'intérieur de la maison, sans toutefois les reconnaître, et que Liénard prétend n'être autres que ses domestiques ; — Attendu enfin que de son propre aveu Liénard est en état de récidive ; — Attendu toutefois qu'il y a dans la cause des circonstances atténuantes ; — Jugeant en dernier ressort et vidant son délibéré ; — Dit le sieur Liénard convaincu en état de récidive, mais avec circonstances atténuantes, de la contravention qui lui est reprochée et qui est prévue par l'article 4 du règlement municipal de Valenciennes du 28 novembre 1856 et punie par les articles 471, n° 15, et 474 du Code pénal dont il est donné lecture et qui sont ainsi conçus... — Et faisant application de ces articles ainsi que de l'article 463 du même Code ; — Condamne par corps Liénard en cinq francs d'amende et aux dépens... »

Observations. — Il a été jugé que l'arrêté municipal qui défend aux cabaretiers, limonadiers et autres donnant à boire et à manger, de retenir du monde après l'heure qu'il détermine, est inapplicable aux aubergistes à l'égard des voyageurs, passagers et pensionnaires qu'ils logent chez eux. Ces personnes mêmes peuvent indifféremment se faire servir à boire et à manger, soit dans la salle destinée spécialement à cet usage. Cass., 15 mars 1855. Mais cette exception existe en faveur des aubergistes seuls, ou des cafetiers qui exercent en même

temps la profession d'aubergiste proprement dite, c'est-à-dire qui peuvent recevoir des voyageurs attardés. En ce sens, Cass., 5 novembre 1863. Par suite, l'exception n'est pas applicable au cafetier qui ne fait que louer une ou plusieurs chambres garnies à des habitants sédentaires. En effet, il n'y a pas, en ce cas, la même raison d'utilité et d'urgence, pour excuser l'inobservation de l'heure réglementaire. Le locataire en garni peut se faire servir chez lui ce que bon lui semblera, puisqu'il a un domicile permanent ; mais il n'est, vis-à-vis du café proprement dit, qu'un consommateur ordinaire, soumis aux mêmes prescriptions que le public du dehors. En ce qui concerne l'espèce particulière dont le juge de police de Valenciennes était saisi, l'exception qu'admet l'arrêté municipal en faveur des personnes *faisant partie de l'habitation*, ne nous paraît pas applicable à l'individu logé en garni chez le cafetier, et nous approuvons pleinement sur ce point les motifs développés dans la sentence, motifs auxquels nous ne saurions rien ajouter. A. B.

ARTICLE 474.

Tribunal de simple police de Châtillon (Indre.)

Président : M. BUSSY, juge de paix.

16 décembre 1871.

Ban de vendanges. — Arrêté municipal. — Vignes closes. — Chasseur. — Procès-verbal.

Un règlement de police et de sûreté ayant un caractère permanent, n'est obligatoire qu'autant qu'il a été soumis à l'approbation du préfet, et après qu'il s'est écoulé un

mois depuis la remise de l'ampliation constatée par cette autorité.

Un garde-vigne n'a pas qualité pour dresser un procès-verbal relatif à la police et à la sûreté des campagnes.

Les bans de vendange ne sont applicables qu'aux propriétés non closes.

Les vendanges, dans la commune de Ch^{***}, se font à volonté pendant un espace de temps qui dure un mois environ. L'ouverture des vignes est annoncée par la publication du ban de vendanges.

Lorsque la totalité ou la presque totalité des vignes sont vendangées, le grappillage est autorisé, également après publication.

Dans cet intervalle de temps, des chasseurs prétendant que le permis de chasse leur donne le droit de chasser dans tout terrain dépouillé de sa récolte, à moins d'opposition du propriétaire, ont voulu s'introduire et chasser dans les vignes dépouillées de leur récolte, sans attendre la publication du ban de grappillage.

Pour ceux-là, la condamnation en conformité de l'article 47 du Code pénal n'était pas douteuse; mais un chasseur ayant été rencontré dans une vigne close et non vendangée, procès-verbal lui fut dressé par un garde-vigne.

Le ministère public a soutenu la prévention en alléguant que le maire, dans l'intérêt de la sécurité des propriétaires de vignes et de leurs vendangeurs, avait le droit d'interdire la chasse dans les vignes ou plutôt d'interdire aux chasseurs l'entrée des vignes vendangées ou non, closes ou non closes.

Le prévenu a soutenu qu'un arrêté de cette nature n'existait pas, qu'il n'en était produit aucun; — Que le

seul arrêté qui avait été pris était la publication du ban de vendanges conçu dans les termes ordinaires, et que, dès lors, l'état de *clôture* de la vigne où il a été rencontré, joint à la permission du propriétaire de la vigne, devaient entraîner la nullité du procès-verbal.

Le 16 décembre 1871, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouï le prévenu en ses dires et explications, ensemble le ministère public en ses conclusions et réquisitions; — Considérant que si, comme le soutient l'organe du ministère public, la défense faite à toute personne autre que le propriétaire ou ses vendangeurs de s'introduire dans les vignes jusqu'à une époque qui serait ultérieurement fixée, que contient l'article 3 de l'arrêté du maire de Châtillon en date du 27 septembre dernier, est un règlement de police et de sûreté concernant les chasseurs et devant s'appliquer même aux propriétés closes; — Considérant que, pour être obligatoire, il serait nécessaire qu'un arrêté eût été pris spécialement à cet effet, qu'il aurait alors un caractère permanent et aurait dû être soumis à l'approbation du préfet; — Qu'il ne serait, dès lors, exécutoire qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par ladite autorité; — Considérant que l'article 3 de l'arrêté dont l'application est requise porte la date du 27 septembre dernier, et le procès-verbal celle du 13 octobre suivant; — Qu'il ne s'est donc pas écoulé le temps nécessaire pour qu'un arrêté de cette nature soit devenu exécutoire au moment où son autorité était invoquée; — Considérant, en outre,

qu'un garde-vigne n'aurait pas qualité pour dresser un procès-verbal relatif à la police et à la sûreté des campagnes ; — Considérant, d'ailleurs, que l'arrêté susdaté n'est autre chose que la publication d'un ban de vendanges ; — Qu'aux termes formels du décret sur la police rurale des 28 septembre et 6 octobre 1791, section V, art. 1^{er}, n^{os} 2 et 3, les bans de vendanges ne sont applicables qu'aux propriétés non closes ; — Considérant que, en fait, il a été reconnu à l'audience que la vigne dans laquelle se trouvait l'inculpé est close ; — Que dès lors l'arrêté ne peut recevoir d'application en l'absence de toute plainte de la part du propriétaire de l'enclos ; — Que, dès lors, aucun procès-verbal n'a pu être valablement dressé en exécution du dit arrêté ; — Par ces motifs, statuant par jugement en premier ressort, déclare nul le procès-verbal dont s'agit et renvoie l'inculpé sans dépens. »

Observations. — Jugé, dans le sens de la première solution, qu'un règlement permanent ne pouvant être exécutoire qu'un mois après l'approbation du préfet, il en résulte que le règlement approuvé le 12 mai n'est pas exécutoire le 31, lorsque d'ailleurs le jugement constate qu'il n'existe point au procès de récépissé antérieur du sous-préfet constatant la remise à lui faite de l'ampliation de ce règlement. Cass., 7 mai 1857, ANNALES, 1857, p. 280. Sur la dernière solution, voir, dans le même sens, Cass., 24 février 1861, ANNALES, 1861, p. 300. Jugé même qu'un fossé entourant les vignes peut être considéré comme une clôture suffisante pour affranchir leur propriétaire de l'observation du ban de vendange. Même arrêt et Cass., 11 septembre 1847, ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 308.

C. M.

ARTICLE 475.

Justice de paix du canton de Conques
(Aude).

Président: M. ALIBERT, juge de paix.

5 avril 1872.

Action possessoire. — Bande de terrain.

— *Enquête. — Possession ancienne.*

— *Annalité. — Servitude de passage.*

La possession annale exigée pour servir de base à la complainte, doit être nécessairement celle de l'année immédiatement antérieure au trouble. Vainement le complainant invoquerait une possession beaucoup plus longue et même immémoriale; s'il n'établit pas sa possession annale dans ces conditions, le juge du possessoire ne peut y avoir égard.

Par exploit sous sa date, le sieur Mauvel a fait citer le sieur Donce à comparaître devant le Tribunal, pour: «Attendu que le requérant était en possession depuis an et jour, avant l'entreprise dont il sera parlé ci-après, d'un terrain situé à Villegly formant une bande étroite, confrontant du midi jardin de Donce, sol de Franc, et sol d'Antoine Tissié, du nord le requérant; — Attendu que dans le courant de janvier dernier le sieur Donce, assigné, s'est permis d'incorporer ce terrain à sa propriété et d'y construire; — Attendu que ce trouble porté à la possession du requérant doit cesser. — Voir par la meilleure voie possessoire maintenir et au besoin réintégrer le sieur Mauvel dans la possession du terrain dont s'agit; se voir faire, lesieur Donce, inhibitions et défenses de troubler à l'avenir ledit Mauvel dans la jouissance du terrain en litige; et pour l'avoir fait, s'entendre condamner à payer au requérant une somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts; s'entendre,

en outre, condamner à rétablir les lieux dans leur état primitif, c'est-à-dire à détruire la construction qu'il a établie sur une partie du terrain en contestation; à enlever les matériaux provenant de cette destruction; sinon et faute de ce faire dans le délai que M. le juge de paix lui impartira, autoriser le requérant à procéder lui-même aux travaux nécessaires pour rétablir les lieux dans leur état primitif, le tout aux frais de Donce; condamner ce dernier aux dépens.»

Le sieur Donce, dans sa défense, a dit qu'il lui est impossible de répondre à la demande de son adversaire, laquelle, étant indéterminée, le prive de la faculté, qui lui est due, d'examiner si la demande est fondée, afin d'y adhérer ou bien de préparer sa défense; que le demandeur ne dit pas si la possession qu'il allègue lui est acquise, à titre de propriétaire ou bien comme usager, exerçant sur le terrain, de lui défendeur, une servitude quelconque; que par suite et vu l'obscurité de la demande, il conclut à son relaxe avec dépens.

Le demandeur, en répliquant, a déclaré n'avoir rien à ajouter, et s'en tenir rigoureusement aux termes de la citation.

Après ces débats, jugement qui ordonne une visite des lieux, et admet de plus le sieur Mauvel, demandeur, à prouver par toutes les voies de droit la possession annale dont il excipe, réservant au sieur Donce la preuve contraire.

Cette visite des lieux ainsi que l'enquête eurent lieu, et furent constatées par procès-verbaux séparés à la suite desquels, le 5 avril 1872, intervint le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par ses conclusions formulées dans l'exploit introductif d'instance, le sieur Mauvel demande à être maintenu en possession d'un terrain situé à Villegly, formant une bande étroite, telle qu'elle est indiquée et désignée par ledit exploit; — Attendu que par le jugement interlocutoire ledit sieur Mauvel ayant été admis à prouver la possession annale, il y a lieu d'examiner si ledit Mauvel a rempli ledit interlocutoire; — Attendu que si des trois témoins de l'enquête principale, tous sont unanimes pour parler d'une servitude de passage exercée antérieurement pendant une longue période de temps sur le terrain contesté, cependant il n'en est aucun qui indique un fait quelconque, propre à établir la possession annale dudit sieur Mauvel; — Attendu que, d'après les termes de l'article 23 du Code de procédure civile, la complainte possessoire ne peut être formée que par celui qui possède le terrain contesté depuis une année au moins avec les conditions énumérées dans l'article 2229 du Code civil; — Attendu que la possession annale exigée doit être celle de l'année immédiatement antérieure au trouble; — Vainement le complainant invoquerait une possession beaucoup plus longue et même immémoriale; tant qu'il n'établirait pas sa possession annale avec les conditions qui viennent d'être indiquées, le défendeur aurait le droit de repousser sa demande, et le juge ne pourrait avoir égard à cette longue possession; — Attendu, d'autre part, et puisque les trois témoins de l'enquête principale ne parlent que d'une servitude de passage qu'auraient exercé les au-

teurs du sieur Mauvel pour arriver à leur propriété, sans s'expliquer sur la possession annale de ce dernier; qu'il résulte du procès-verbal de visite des lieux que le sieur Donoe, en construisant son mur, a laissé en dehors de sa propriété un terrain destiné au passage du sieur Mauvel, pour aboutir à son champ; qu'alors le juge saisi, qui doit se renfermer strictement dans les limites du possessoire, ne peut pas plus apprécier la question d'extension que de restriction de propriété; — Attendu, par suite, que la question à juger est exclusivement celle de savoir si le demandeur avait avant la construction du mur, prise pour trouble, la possession exclusive et caractérisée d'une plus grande étendue de terrain que celle qui lui a été abandonnée; — Attendu, ainsi qu'il vient d'être établi, que l'examen attentif de l'enquête et des débats ne justifie aucunement cette prétention du demandeur; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons le sieur Mauvel mal fondé dans sa demande au possessoire, l'en déboutons, le condamnons aux dépens, etc. »

Observations. — Pour être utile à autoriser la complainte, la possession doit être continue, publique et non équivoque; elle doit en outre n'avoir jamais cessé depuis plus d'une année avant le trouble. C'est ainsi que le juge du possessoire peut baser sa décision qui admet la complainte sur la possession à la fois immémoriale et annale. Mais il ne pourrait la baser sur la possession immémoriale seule. Toutes preuves

qu'un demandeur pourrait apporter à l'appui de sa longue possession, si ancienne qu'elle soit, sont inefficaces et sans résultat au point de vue possessoire, s'il ne justifie pas de la possession de la dernière année. Dans ce dernier cas, il pourrait agir au pétitoire, pour y revendiquer la propriété, mais il ne saurait demander à être maintenu dans sa possession annale qu'il n'a plus. Cette règle, qui est la base fondamentale des actions possessoires, n'a jamais été douteuse, et elle résulte d'ailleurs des termes impératifs de l'article 23 du Code de procédure civile.

A. B.

ARTICLE 476.

*Justice de paix de Vitry-le-Français
(Marne).*

Président : M. OUDART, juge de paix.

8 juin 1870.

Action personnelle et mobilière. — Preuve.

— *Livre de commerce. — Présomption.*

— *Commencement de preuve par écrit.*

— *Serment supplétoire. — Aveu. — Indivisibilité.*

Si les livres de commerce ne font pas foi en justice contre les personnes non marchandes, ils peuvent, quand ils sont régulièrement tenus, former un commencement de preuve, qui, réuni à d'autres présomptions favorables, permettent au juge de déférer le serment supplétoire au marchand demandeur.

Ainsi décidé,

Le 8 juin 1870, par jugement de M. le juge de paix du canton de Vitry-le-Français, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions, et M^{me} Gouget, en ses déclarations, et après en

avoir délibéré conformément à la loi, statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Attendu qu'aux termes de la citation introductive d'instance, Gouget a fait citer Giraux-Vallet pour le faire condamner à lui payer la somme de 200 francs pour prêt qu'il lui a verbalement fait le 15 avril 1867, à quoi Giraux a répondu : — Qu'il reconnaissait bien que ledit jour, 15 avril 1867, une demoiselle de magasin de M. Gouget lui avait remis la somme de 200 francs, mais que huit jours après il avait rendu les 200 francs dont s'agit à M^{me} Gouget elle-même ;

« Attendu que dès lors le fait matériel du prêt dont il s'agit, qui est le fondement de la demande, n'est pas en discussion au procès, puisque, d'une part, il est inscrit à la date du 15 avril 1867, sur le livre-journal de la maison Gouget, servant aussi de livre de caisse, et que d'autre part, il est avoué par le défendeur que ce prêt lui a été fait à cette même date pour la même cause, et dans les mêmes circonstances que celles annoncées par le demandeur ; — Mais que la question qui donne lieu au procès est celle de savoir si ce prêt a été, oui ou non, remboursé ; — Attendu que pour la solution de cette question, tant en fait qu'en droit, il est indispensable de rappeler ici préalablement, dans tous leurs détails, les allégations du demandeur, et d'examiner comment elles sont combattues par la défense, allégations et défenses par nous recueillies dans le cours de l'interrogatoire sur faits et articles, que nous avons dû faire subir aux deux parties à nos audiences des 11 et 18 mai 1870 ; — Attendu que suivant les allégations

du demandeur, Giraux-Vallet étant à Vitry-le-Français le 15 avril 1867, jour de foire, et y ayant acheté un cheval dont il ne pouvait en ce moment-là payer le prix intégral, est venu chez M. Gouget, son parent, ou du moins celui de sa femme, dans le but de lui emprunter la somme de 200 francs, dont il avait besoin, et qu'en effet, bien qu'en l'absence de M. et M^{me} Gouget, cette somme lui fut remise à l'instant même par la demoiselle de magasin tenant le comptoir ; — Qu'à son retour, le surlendemain 17 avril, Gouget ayant vérifié les opérations et écritures de sa maison faites en son absence, reçut l'explication du fait qui vient d'être énoncé, et ne s'inquiéta nullement des conséquences, persuadé que son parent ne manquerait pas, comme d'ailleurs il l'avait promis à la demoiselle de magasin, de venir au plus tard dans la huitaine rembourser la somme prêtée ; — Que cependant la semaine et même le mois s'étant écoulés sans recevoir la visite de Giraux, on commença dans la maison à trouver cette négligence un peu bien extraordinaire ; mais comme déjà antérieurement au 15 avril, Giraux avait pris à crédit à la maison de commerce des marchandises pour une somme d'environ 1 200 à 1 300 francs, à l'occasion du mariage de son fils, et comme on supposait, non sans raison, que Giraux, qui n'était pas venu acquitter cette facture, éprouvait quelque gêne par suite des dépenses relativement considérables qu'il venait de faire, et enfin, comme à défaut de la visite de Giraux on recevait quelquefois celle de sa femme, qui alors ne manquait pas de dire à sa cousine M^{me} Gouget d'être sans inquiétude,

M. Gouget, occupé d'ailleurs des affaires considérables de sa maison de commerce, laissa cette rentrée en souffrance, mais non sans envoyer de temps en temps, comme on le fait assez généralement avec tous les débiteurs en retard, des lettres de rappel ; — Qu'un fait plus particulièrement indéniable, c'est que Giraux a reçu et dû recevoir de la maison Gouget quatre lettres, *tout au moins* : la première portant la facture des marchandises livrées avant le 15 avril 1867 ; la deuxième portant l'extrait de son compte-courant inscrit sur le grand-livre, et portant tout à la fois la facture des marchandises et les 200 francs, montant du prêt du 15 avril, ladite lettre devant porter la date de l'un des premiers jours de janvier 1868 ; la troisième du mois de janvier 1869 dans les mêmes conditions, avec cette mention ou *post-scriptum* que vu le temps écoulé Giraux ne se refusait sans doute pas à ajouter les intérêts au capital ; et enfin la quatrième plus pressante, au moment où M. Gouget venait de cesser son commerce et où il devait nécessairement s'occuper de ses recouvrements, c'est-à-dire vers la fin de mars 1869, ou dans les premiers jours d'avril ; — Qu'enfin Giraux est venu le 16 novembre 1869 pour se libérer, et qu'en effet il acquitta sa facture de marchandises ; mais comme à ce moment et pour la première fois, il prétendit avoir remboursé le prêt de 200 francs entre les mains de M^{me} Gouget, et comme M^{me} Gouget était absente, on convint de laisser cet article en suspens jusqu'au retour de M^{me} Gouget, à l'affirmation de laquelle Giraux promit de s'en rapporter ; — A son retour M^{me} Gou-

get écrivit à son cousin et lui assura de la manière la plus formelle qu'elle n'avait pas reçu le remboursement dont il s'agit, lettre qui ne fut pas répondue, ni par Giraux ni par personne des siens ; elle en écrivit une deuxième peu de temps après, dans laquelle, sans être plus affirmative, elle était plus animée et plus pressante, lettre qui cette fois fut répondue, non par Giraux-Vallet lui-même, mais par son fils, qui se faisant fort de son père, assurait à sa cousine qu'ils étaient des honnêtes gens, mais que des registres de commerce n'étaient pas d'une sûreté suffisante ; — Enfin troisième lettre nouvelle de M^{me} Gouget persistant dans ses affirmations, puis assignation en justice ;

« Attendu qu'à l'appui de ses allégations, Gouget a représenté : — 1^o son livre-journal constatant le prêt de 200 francs à la date du 15 avril 1867, et que nous avons inutilement feuilleté pour y trouver la rentrée en caisse de cette somme, alors cependant que l'on y voit à chaque jour la mention des plus minimes erreurs de caisse ; — 2^o et son livre de comptes courants, où l'on voit figurer au débit de Giraux-Vallet le prêt dont il s'agit à la date du 15 avril 1867, précédé du montant de diverses fournitures antérieures, et le paiement de la facture de marchandises à la date du 16 novembre 1869, étant observé que Gouget, n'ayant pas d'associé, les registres dont il vient d'être parlé servent aussi bien aux écritures de sa maison de commerce qu'à celles concernant sa fortune personnelle, et même les dépenses les plus minimes de ménage et de toilette, ainsi que nous avons pu nous en assurer

en feuilletant ces livres ; d'où il résulte que ces écritures ont tout à la fois ici valeur probante de registres de commerce et de papiers domestiques ; — Attendu qu'à toutes ces allégations Giraux s'est contenté, quant à la question de fait, de répondre qu'il avait dans la huitaine du prêt, sans pouvoir autrement préciser le jour, remboursé ladite somme de 200 francs entre les mains de M^{me} Gouget, et même, il a ajouté à la dernière audience et pour plus de précision : — 1^o que c'était dans la matinée ; — 2^o que M^{me} Gouget était en toilette du matin ; — 3^o et que la somme par lui versée était en pièces de 20 francs ; — Mais quant aux lettres ou factures par lui reçues de la maison Gouget, il a affirmé qu'il n'en avait pas trouvé dans ses papiers, et qu'il n'avait rien à montrer ; — Attendu que M^e Salleron, avoué, conseil de Giraux, a posé des conclusions au point de vue du droit et a dit que la demande dépassant le chiffre de 150 francs, n'était pas susceptible de preuve par témoins, ni par présomptions ; qu'il n'y avait à l'appui de la demande ni preuve écrite, ni commencement de preuve : que l'aveu du défendeur ne pouvait être divisé contre lui, et que quant à la preuve à tirer des registres d'un marchand contre un particulier non-marchand, elle était repoussée par la loi ; — Que s'il y avait lieu de déférer le serment supplétoire, c'était au défendeur et non au demandeur, et qu'enfin il concluait à ce que la demande fût déclarée non recevable et en tous cas mal fondée ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que si la demande n'est pas appuyée par une preuve directe

et complète, il est au moins incontestable que le fait qui en forme le point de départ est accusé par une mention régulière faite sur le livre-journal d'une maison de commerce importante et honorable, et que cette inscription, de tous points conforme à l'aveu réitéré du défendeur, forme légalement un commencement de preuve par écrit qui permet au juge, s'il rencontre à l'appui, dans la cause, des présomptions graves, précises et concordantes, de faire usage de la faculté réservée par l'article 1366 du Code Napoléon, et de déférer au demandeur le serment supplétoire pour trancher la difficulté du procès (Marcadé, t. V, p. 59; Toullier, Curasson et autres); — Et attendu en effet qu'il résulte des débats dans la cause, diverses présomptions en faveur de la sincérité et légitimité de la demande; — La première tirée de l'importance et de l'honorabilité de la maison de commerce de Gouget, ajoutée à la parfaite honorabilité des personnes de sa maison, le tout ne permettant pas de supposer un seul instant qu'une somme portée sur le registre-journal comme sortie de caisse, n'y aura pas été inscrite à sa rentrée, et qu'elle aura été portée et maintenue pendant trois ans sans motifs légitimes au débit du compte courant du sieur Giraux sur le registre du grand-livre de cette maison; — La deuxième résultant de ce que Giraux ne représente aucune des factures, aucune des lettres de rappel, par lui nécessairement reçues de la maison Gouget, ni aucune écriture privée de sa propre maison, ni enfin aucun document écrit à l'appui de sa prétention, pas même une simple allégation d'un témoignage quelconque,

rien enfin que sa simple affirmation, appuyée il est vrai sur son honorabilité qui n'est pas mise en suspicion dans la cause; — La troisième venant de ce que Giraux est resté trois années sans venir acquitter ce qu'il devait à la maison Gouget pour fournitures de marchandises, délai qui dépasse de beaucoup les facilités les plus favorables accordées à la clientèle, et qui fait présumer non sans motif que Giraux, à partir du mariage de son fils, s'est trouvé dans une gêne prolongée, d'où cette induction naturelle qu'il a bien pu ne pas trouver immédiatement, dans la huitaine du prêt dont il s'agit, la somme de 200 francs qu'il avait à rembourser; et qu'il n'y a pas à rechercher si le remboursement a pu se faire à une date postérieure, puisque Giraux lui assigne formellement et exclusivement une date à l'un des huit jours qui ont suivi le prêt dont il s'agit; — Attendu que ces trois présomptions, jointes à celles moins graves mais pertinentes qui résultent de l'ensemble des débats, sont graves, précises et concordantes, et qu'elles nous permettent de déférer le serment supplétif au demandeur; — Attendu toutefois qu'avant de passer outre, il convient d'examiner la valeur des objections présentées au point de vue du droit de la part du défendeur; — Attendu qu'à la première objection, disant qu'aux termes de l'article 1341 du Code Napoléon, quand la demande est au-dessus de 150 francs le demandeur n'est point admis à faire la preuve par témoins ou par des présomptions, il convient de répondre en invoquant l'article 1347 qui excepte le cas où il y a un commencement de preuve par écrit, c'est-à-dire un

acte qui, sans prouver complètement le fait allégué, le rend vraisemblable ; qu'à la vérité ce même article 1347 indique comme commencement de preuve un acte émané de la personne contre laquelle la demande est formée, mais qu'il résulte de la dissertation des commentateurs que cette dernière disposition n'est point limitative, et qu'on doit en excepter les actes qui, bien qu'écrits de la main du créancier, ont été rendus nécessaires par les règles du commerce et par l'incurie du débiteur ; — Attendu que la deuxième objection consiste à dire que, suivant l'article 1329 du Code Napoléon, les registres d'un marchand ne peuvent faire foi en justice contre les personnes non marchandes ; mais on oublie d'ajouter que cet article se termine ainsi : *sauf ce qui sera dit à l'égard du serment* ; — Que cette restriction apporte à la règle une limitation remarquable ; — Qu'il en résulte que si ces registres ne font pas preuve, ils peuvent quand ils sont régulièrement tenus, former un commencement de preuve que l'on peut compléter par des présomptions ; or l'article 1367 exige pour permettre au juge de déférer le serment supplétoire au demandeur : — 1° que la demande ne soit pas pleinement justifiée ; — 2° qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuve ; — Et enfin, qu'il résulte du rapprochement de ces deux articles que les livres d'un commerçant sont un commencement de preuve qui, réuni à d'autres présomptions favorables que la prudence du juge peut seul apprécier, l'autorise à déférer le serment supplétoire au marchand demandeur (Toullier, *Droit civil français*, t. IX,

2° partie, n° 368) ; — Attendu, quant à l'objection que l'aveu du défendeur ne peut être divisé contre lui (art. 1356 du Code Napoléon) ; que dans la cause il n'est pas question de forcer le défendeur (quoique cependant cela soit enseigné par certains auteurs recommandables, et même décidé ainsi par certains arrêts d'espèce) à faire la preuve de sa libération, c'est-à-dire du fait annoncé par la deuxième partie de son aveu, mais qu'il s'agit de joindre la présomption résultant de son aveu pris dans son ensemble, à la présomption de sincérité résultant de l'inscription à la date du 15 avril 1867 du prêt dont il s'agit, et d'en tirer cette conséquence à savoir, que cette inscription est conforme à la vérité, et qu'elle établit d'une manière incontestable le fait et la date du prêt qui fait le point de départ de la demande ; — Attendu, quant à l'objection possible qui consisterait à dire, comme cela se dit vulgairement, qu'un fait négatif ne peut se prouver (comme, par exemple, dans l'espèce le fait qui est à prouver par le demandeur de la non-libération de son débiteur), que Toullier a fait de ces arguments bonne justice en son traité de *Droit civil français*, t. IV, n° 48, se terminant ainsi : « Bannissons donc du barreau la fausse et « triviale maxime qu'on ne prouve « point une négative ; »

« Par ces motifs ; — Et attendu que, comme l'a décidé la Cour suprême par un arrêt du 14 août 1814, les juges sont nécessairement autorisés à déférer le serment sur des faits dont la partie a personnellement connaissance, bien que ces faits ne lui soient pas personnels ; — Attendu qu'il paraît dès lors juste

de déférer le serment supplétif au demandeur conformément à l'article 1367 du Code Napoléon ; — Disons que M. Gouget prêterait à l'instant même le serment que nous lui déférons, que la somme de 200 francs qu'il réclame lui est réellement due, et que M. Giroux ne l'a remboursée, ni à lui, ni à sa femme, ni à personne de sa maison ; — Et à l'instant M. Gouget, s'avancant à la barre dans l'enceinte réservée, a prêté devant nous, la main droite levée, le serment que nous venons de lui déférer dans les termes ci-dessus ; — En conséquence nous déclarons la demande entièrement justifiée, et nous condamnons le défendeur à payer ladite somme de 200 francs avec les intérêts à compter du jour de la demande ; — Et le condamnons, en outre, en tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Il paraît à peu près hors de doute que les livres des commerçants ne peuvent pas être opposés à une personne non commerçante pour valoir contre elle de commencement de preuve par écrit, à l'effet de leur permettre de recourir à la preuve testimoniale. La plupart des auteurs se décident en ce sens, et avec eux nombre d'arrêts et, notamment, Cass., 7 août 1810; Paris 26 novembre 1836; Cass., 30 avril 1838, etc. Mais on admet généralement que, par application de l'article 1329 combiné avec l'article 1367 du Code civil, le serment peut être déféré au marchand qui, outre ses livres régulièrement tenus, présente en sa faveur des présomptions dont les Tribunaux sont d'ailleurs appréciateurs, et qui jouit d'une bonne réputation. En ce sens, Toullier,

t. VIII, n° 68; Delvincourt, t. II, p. 616; Duranton, t. XIII, n° 496; Rolland de Villargues, v° *Livres de commerce*, n° 38. — Toutefois il importe de remarquer que dans l'opinion de ces auteurs, cette délation de serment ne peut avoir lieu que dans le cas où il s'agit de *fournitures* faites par un commerçant, parce que c'est uniquement cette hypothèse que prévoit l'article 1329; d'où il suit que la disposition de cet article relative à la délation du serment ne s'appliquerait pas à un prêt que le commerçant prétendrait avoir fait à un non-négociant, en un mot à toute obligation qui n'a pas pour cause des fournitures. Voir notamment, outre les auteurs cités ci-dessus, Aubry et Rau, 3^e édit., t. VI, p. 409, note 2; Zachariæ, t. III, p. 514, note 4; Merlin, *Rép.*, v° *PRESCRIPTION*. — La solution indiquée en tête de ce jugement est donc certainement juste, en droit, autant qu'elle s'appliquerait au commerce même du marchand demandeur, c'est-à-dire et surtout à des fournitures par lui faites. Mais elle devient contestable, lorsqu'il s'agit d'un prêt d'argent en dehors du commerce habituel du marchand. Cette distinction, basée sur les textes, se justifie d'ailleurs pleinement en fait. Le marchand qui livre des fournitures n'a habituellement d'autre trace de ces livraisons que l'inscription faite sur ses registres de commerce; il n'en demande point de reçu, et l'on comprend que si, au bout d'un certain temps, il n'a point été payé, on ne puisse lui refuser de fournir des présomptions à l'appui des mentions de ses livres, et au besoin de prêter le serment supplétoire. Au contraire, pour un prêt

d'argent, le négociant a à s'imputer à faute de n'en point avoir retiré de reçu, et de ne point s'être assuré un titre pour justifier sa créance. Lorsqu'il n'a point de reçu ni aucun titre constatant l'obligation qu'il allègue, on ne peut lui attribuer le droit d'y suppléer par la seule mention faite sur ses livres, ou tout au moins de se créer à lui-même un commencement de preuve qui pourrait donner de dangereuses facilités à la mauvaise foi.

Dans l'espèce particulière et très-certainement délicate qu'a eue à apprécier M. le juge de paix de Vitry-le-Français, les livres du commerçant se trouvaient corroborés par l'aveu même du défendeur, au moins dans sa première partie. Il y avait donc de graves présomptions, ces écritures étant fort régulières d'ailleurs, que si la mention du prêt était exacte, la même exactitude se fût rencontrée en cas de remboursement. En fait, et sauf les réserves de droit ci-dessus formulées, nous avons tout lieu de penser que le jugement a dû faire bonne justice.

A. B.

ARTICLE 477.

Justice de paix du canton de Bourmont
(Haute-Marne).

Président : M. J. MAECHAL, juge de paix.

25 avri. 1872.

Service funèbre. — Demande en paiement des droits dus au curé. — Levée du corps. — Cierges. — Offres. — Dépens.

Lors qu'il n'existe pas ce règlement diocésain fait en conformité des articles 20 du décret du 12 juin 1804 et 29 du décret du 12 juin 1804 et 29 du décret du 30 décembre 1809, fixant les droits à payer au clergé

pour les inhumations, le juge appelé à statuer sur une demande en paiement de frais et honoraires formée par un desservant pour un service funèbre, doit baser sa décision sur l'usage et les règles que l'autorité ecclésiastique et le clergé des communes voisines font prévaloir en pareille circonstance.

Ainsi décidé,

Le 25 avril 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Bourmont, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Considérant que par sa citation, M. le desservant de Gonaincourt réclame au sieur Rozier le paiement d'une somme totale de 20 francs composée : 1° de 12 francs pour le service d'enterrement et l'inhumation de sa mère décédée ; 2° de 3 francs pour levée du corps ; 3° de 5 francs pour quatre cierges fournis par les officiers de l'église et placés autour de la bière ; — Considérant que le sieur Rozier reconnaît les services funèbres rendus par M. le curé, offre pour ce fait une somme de 12 francs et refuse de rien payer pour la levée du corps et le luminaire ; — Considérant que, la question ainsi placée, il s'agit de savoir si la demande est fondée sur tous ses chefs, si les offres sont suffisantes ou insuffisantes, et enfin quel doit être le prix des services rendus ; — Considérant qu'aucune difficulté n'existerait, s'il nous était produit un règlement fait en conformité des articles 20 du décret du 12 juin 1804 et 29 du décret du 30 décembre 1809, et fixant les droits à payer au clergé pour les inhumations ; que ce règlement serait exécutoire envers et contre tous ; — Considérant qu'aucun règlement de cette nature

n'existe dans le diocèse de Langres et qu'il y a lieu, suivant les principes posés dans les articles 1135 et 1159 du Code civil, de s'appuyer sur l'usage, en tenant compte des suites que l'équité, les règles déjà admises par l'autorité ecclésiastique et le clergé des communes voisines font prévaloir en pareille circonstance ; — Considérant qu'il est avéré que l'ancien desservant immédiat de Gonaincourt, pendant son exercice, se contentait d'une somme maximum de 12 francs pour sa participation à tous enterrements, sans exiger aucune part dans le luminaire qui était ioné à Bourmont par les familles et leur était rendu ensuite après l'office ; que cette somme était déjà, avant lui, le prix ordinaire qu'il n'a fait que conserver et suivre ; — Considérant que, dans un projet de tarif préparé par M^r l'évêque de Langres, les services d'inhumation sont divisés en quatre classes, plus deux grandes classes ; que les deux grandes classes dont les chiffres sont inaccessibles aux petites communes paraissent être spéciales aux grandes villes et aux riches populations agglomérées ; que les quatre autres classes sont destinées à faire loi pour les populations généralement pauvres des communes rurales ; que ce projet de tarif, outre les droits dus aux fabriques dont nous n'avons pas à nous occuper ici, fixe les honoraires du curé à 6 francs pour la quatrième classe ; à 9 francs pour la troisième ; à 12 francs pour la seconde et à 18 francs pour la première ; — Considérant que, recherchant l'esprit qui a dicté cette taxation à Monseigneur, il résulte pour nous la conviction que ce prélat a voulu concilier

les convenances sociales et les besoins de son clergé avec la position de fortune des membres qui recourent à ce ministère ; que chacun a le droit de choisir la classe que ses ressources lui indiquent, sans être forcé d'accepter celle qui lui serait imposée et qui serait au-dessus de ses facultés ; que ce projet de tarif restant simple projet tant qu'il n'aura pas été approuvé par le gouvernement, il nous semble juste et équitable de nous en servir cependant, en écartant les deux classes les moins élevées plus spéciales aux indigents, la plus haute classe spéciale à des fortunes privilégiées, pour conserver seulement à deuxième classe qui se rapporte aux personnes d'une fortune moyenne et au-dessus de la moyenne, d'où ressort le chiffre de 12 francs qui serait, aux yeux de l'autorité diocésaine, suffisamment rémunérateur pour un service d'enterrement et les honoraires du curé, dans une commune comme Gonaincourt, village pauvre et de 180 habitants ; — Considérant que, dans les communes voisines et dans tout le canton, ce chiffre de 12 francs est le plus universellement admis par le clergé et n'est même dépassé nulle part dans ce pays ; — Considérant donc que, l'usage conservé et maintenu par l'ancien desservant, les précédents habituels du canton, les intentions de Monseigneur résultant de son projet de tarif, nous édifient sur le prix réel qui doit être accordé à M. le curé de Gonaincourt dans la circonstance actuelle ; — Considérant que le défendeur a souscrit à ce chiffre avant l'instance et a fait offre d'une somme de 12 francs ; — Considérant, en outre, que Monseigneur ne fait au-

cune réserve dans son tarif, n'entre dans aucun détail des fonctions du prêtre pour un enterrement; qu'il se borne à dire que « les offices, prières, cérémonies et autres fonctions du prêtre sont toujours les mêmes pour chaque genre de services, quelle qu'en soit la classe, les classes ne se distinguant que par les ornements, le luminaire, les décors et la sonnerie. » Il en résulte que le prêtre doit faire tout ce qui concerne ses fonctions, dans les prix du tarif, sans augmentation d'aucun genre pour quoi que ce soit; — Considérant, en effet, que la levée du corps est une partie essentielle du service d'un enterrement; que le service funèbre ne peut se comprendre qu'avec la présence du corps à l'église; que la cérémonie a lieu pour ce corps, à cause de lui et rien que pour lui, que sans lui elle n'aurait pas lieu; que pour nous comme pour tout le monde, le service commence pour le prêtre à la levée du corps et à son transport à l'église, se continue par la messe et autres prières d'usage et se termine par la mise en terre; que tout cela sans exception constitue l'ensemble complet des funérailles taxé au prix unique de 12 francs; — Considérant donc que, la réclamation de la somme de 3 francs pour levée du corps est sans titre et sans droit; — Quant au luminaire, considérant que dix cierges ont été allumés pour la présente inhumation; que Rozier reconnaît n'en avoir fourni que six, achetés par lui dans le commerce au prix de 1 fr. 25 l'un; — Considérant qu'il ne s'est point opposé à ce supplément de luminaire, dont le nombre paraît être fixé par l'usage, qui exige quatre cierges allumés

à l'autel pour une grande messe et quatre cierges autour de la bière; que sa non-opposition à cette fourniture emporte acquiescement tacite de sa part, consentement à ce qui a été fait et obligation subséquente d'en payer le prix; — Considérant que le demandeur et le défendeur nous fournissent eux-mêmes les éléments nécessaires pour l'appréciation du prix de ces cierges, fixés par eux à 1 fr. 25 l'un; — Mais aussi, considérant que, d'après le décret du 26 décembre 1813, les cierges qui sont placés autour du corps, à l'autel, aux chapelles et aux autres parties de l'église appartiennent moitié à la fabrique et moitié au curé; que ceux fournis en nature sont partagés par portions égales en raison du poids de la totalité des cierges et que ceux fournis ou loués doivent aussi être censés avoir été fournis moitié par la fabrique moitié par le curé, jusqu'à preuve contraire; qu'en l'absence de cette preuve, les quatre cierges prêtés par l'église le jour de l'enterrement Rozier sont indistinctement la propriété indivise du curé et de la fabrique de Gonaincourt; — Considérant que M. le curé a le droit de réclamer, concurremment avec la fabrique ou séparément, sa part de propriété dans ces cierges, mais est sans droit de réclamer la part qui revient à la fabrique, soin qui incombe au trésorier seul; — Considérant qu'en revendiquant le prix de ces quatre cierges, M. le curé excède ses droits et que le prix de deux seulement doit lui être alloué; — Considérant que les parties échouent respectivement sur des points de leurs demandes et que les frais doivent être partagés; — Condamnons le sieur Rozier à

payer à M. le curé la somme de 12 francs pour prix de service d'enterrement et 2 fr. 25 pour prix de supplément de luminaire; comptons les dépens.»

Observations. — A défaut de conventions formelles et lorsque les parties ne se sont pas entendues à l'avance sur le prix du travail ou du service commandé, le magistrat appelé à statuer sur la contestation qui naît à propos de l'évaluation de ce service, n'a que deux moyens de juger. Il peut commettre un expert à ce connaissant, ou apprécier lui-même, en basant son évaluation sur l'usage. En l'espèce, il s'agissait de frais du culte, et ce, dans un diocèse où il n'existait pas de tarif régulièrement approuvé par les autorités compétentes. Le juge saisi ne pouvait donc que s'en rapporter aux prix consacrés par l'usage dans le diocèse. Son jugement, en fait comme en droit, échappe à toute critique.

C. M.

ARTICLE 478.

Justice de paix du cant. de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

Président : M. IMBERT, juge de paix.

2 mars 1872.

Gens de travail. — Demande en paiement de journées. — Forfait. — Exception. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur les contestations relatives aux engagements des gens de travail et de ceux qui les emploient à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (L. 25 mai 1838, art. 5, § 3.)

Mais si à une demande en paiement de journées de travail s'élevant à plus de 200 francs, le défendeur oppose une contes-

tation sur les bases du marché intervenu, et soutient notamment avoir traité avec le demandeur moyennant un prix déterminé et à forfait, et si cette allévation n'est pas d'ailleurs sérieusement combattue, le juge de paix ne peut connaître d'un marché qui excède les limites ordinaires de sa compétence d'après les termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, et doit se déclarer d'office incompétent.

Suivant exploit de Pradeau, huissier à Saint-Yrieix, en date du 28 février dernier, enregistré, Auzeméry a fait citer Charmes pour comparaître en l'audience de ce jour, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 475 fr. 80 qu'il lui doit pour divers travaux exécutés, à la journée, pendant les mois de novembre, décembre et janvier derniers, au village du Puymérle, commune de Ladignac, ainsi qu'aux dépens, ce à quoi il a conclu, sous toutes réserves.

Charmes a répondu qu'il avait employé Auzeméry à la réparation de deux chaussées d'étang qu'il possède dans la commune de Ladignac, moyennant un prix fait de la somme de 320 francs, sur laquelle il a avancé à Auzeméry celle de 250 francs, que déduction faite il reste devoir 70 francs, somme qu'il entend conserver entre ses mains, à titre de garantie, jusqu'au moment où Auzeméry aura terminé ses travaux, conformément à leurs conventions verbales. Il a ajouté que les chaussées dont il s'agit sont mal confectionnées, que notamment les interstices qui y apparaissent, en plusieurs endroits, laissent échapper beaucoup d'eau; il a demandé au surplus une expertise pour vérifier l'exactitude de ces faits; il a conclu en conséquence à ce qu'il nous plaise de déclarer la demande non recevable

quant à présent et de condamner ce dernier aux dépens.

Le 2 mars 1872, jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Attendu que l'action du demandeur, telle qu'elle est formée, rentre dans notre compétence exceptionnelle édictée par l'article 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838, ainsi conçu : « Les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année, et de ceux qui les emploient » ; — Mais attendu que les parties ne sont pas d'accord sur les principales bases du marché intervenu entre elles, que notamment le défendeur soutient avoir traité avec le demandeur moyennant un prix déterminé et à forfait ; que ce dernier n'a rapporté et n'offre même de rapporter aucune preuve contre cette allégation qui doit être alors prise seule en considération, puisqu'il est de principe que tout demandeur doit prouver sa demande ; — Attendu qu'en pareil état de choses la cause ne peut être jugée par nous qu'en vertu des dispositions de l'article 1^{er} de la loi précitée, ainsi conçue : « Les juges de paix connaissent de toutes actions personnelles ou mobilières, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 200 francs » ; — Attendu que la demande étant supérieure à cette dernière valeur,

elle échappe à notre compétence ; — Attendu que les règles de compétence sont d'ordre public ; — Par ces motifs, déclarons d'office notre incompétence et renvoyons les parties et la cause devant les juges qui doivent en connaître, sans préliminaire de conciliation. »

Observations. — Le défendeur, en soutenant sans être sérieusement démenti qu'il avait traité moyennant un prix déterminé et à forfait, transportait le débat sur un terrain tout autre que celui où l'avait d'abord placé la citation. Il ne s'agissait plus d'une contestation sur un engagement d'ouvriers au jour ou au mois, mais bien sur un marché de constructions, sur des travaux donnés à l'entreprise, c'est-à-dire sur un contrat ne rentrant pas dans les termes de l'article 5, § 3, de la loi de 1838. Par suite, le juge était en réalité saisi d'une action personnelle et mobilière ordinaire, dont le taux dépassait la compétence générale du juge de paix. Ce magistrat devait donc nécessairement se déclarer incompétent et renvoyer les parties au Tribunal civil. — Jugé en ce sens que la disposition de l'article 5 précité ne concerne que les contestations relatives à des travaux susceptibles d'être arrêtés et discontinués à la fin de chaque journée, et non à ceux qui, comme une entreprise de constructions, sont d'une durée illimitée et que l'ouvrier ne peut interrompre qu'après leur achèvement. Orléans, 14 mai 1844, *ANNALES*, 1^{re} série, t. IV, p. 113.

C. M.

ARTICLE 479.

Justice de paix du canton sud-est d'Angers (Maine-et-Loire).

Président : M. GUILLOT DE LA POTERIE,
juge de paix.

17 février 1872.

*Indemnité pour non-jouissance. — Cave.
— Infiltration. — Demande à fin d'exécution de travaux d'une valeur indéterminée. — Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une demande tendant à faire condamner un propriétaire à faire faire à ses frais, à titre d'indemnité pour non-jouissance d'une cave louée, certains travaux dont le prix n'est pas déterminé, et en outre à des dommages-intérêts ; une telle demande, à raison de son caractère indéterminé, excède le taux de la compétence du juge de paix fixé par l'article 4 de la loi du 25 mai 1838.

Le demandeur ne peut, en l'absence du défendeur, modifier sa demande, à l'effet de la faire rentrer dans la compétence du juge de paix.

Dinut, locataire d'une portion de maison appartenant à Vion, prétendant qu'une cave qui dépend de cette location était devenue inhabitable par suite d'infiltrations provenant d'une fosse d'aisances voisine, avait formé contre son propriétaire une demande tendant à voir dire que celui-ci sera tenu de faire faire les travaux nécessaires pour que le demandeur puisse jouir de ladite cave ; sinon et faute de ce faire dans le délai qui sera fixé, voir autoriser ledit demandeur à faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de Vion qui sera condamné à en rembourser le prix sur la simple représentation des quittances des ouvriers ; dans l'un et l'autre cas, s'entendre condamner à payer à Dinut 500 francs

à titre de dommages-intérêts et aux dépens, sous réserve de tous autres dommages-intérêts à articuler.

La cause ayant été appelée à l'audience du 17 février, le défendeur n'a pas comparu ; le demandeur a demandé défaut contre lui et, modifiant les conclusions de son exploit introductif d'instance, il a conclu à ce qu'il plaise au juge de paix condamner dès à présent Vion à lui payer la somme de 500 francs pour dommages-intérêts résultant de la non-jouissance de sa cave ; subsidiairement, ordonner un transport sur les lieux ou nommer un expert à l'effet de constater l'état desdits lieux et de faire son rapport pour être ensuite conclu et statué ce que de droit.

Le 13 février 1872, jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le défendeur Vion ne comparait pas, quoique dûment cité ; qu'il y a lieu de prononcer défaut contre lui ; — Mais, attendu que la demande ne doit être accueillie que si les conclusions sont justes et vérifiées ; — Que la demande, telle qu'elle est libellée dans l'exploit introductif d'instance, est indéterminée ; — Qu'elle tend, en effet, à voir condamner le défendeur à faire faire à ses frais, à titre d'indemnité pour non-jouissance d'une cave louée, certains travaux dont le prix n'est pas spécifié et, en outre, à payer 500 francs de dommages-intérêts ; — Qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, cette demande excède notre compétence ; — Que le demandeur n'a pu à l'audience, en l'absence du défendeur, modifier les

conclusions qu'il avait signifiées à ce dernier ; — Que cette demande est ainsi non recevable ; — Qu'il y a lieu de renvoyer le demandeur devant le Tribunal compétent et de le condamner aux dépens ; — Par ces motifs et par jugement en premier ressort, donnons défaut de Vion ; déclarons Dinut non-recevable dans la demande pour cause d'incompétence, le renvoyant à se pourvoir devant qui de droit et le condamnons aux dépens taxés et liquidés à... »

Observations. — Le juge de paix peut faire droit, même par défaut, à une demande en indemnité pour non-jouissance, parce que la présomption est que le propriétaire qui ne comparait pas ne conteste pas le droit à l'indemnité. Mais le résultat de cette non-comparution du défendeur est aussi que le débat doit être nécessairement maintenu sur le terrain où l'a placé la citation, et que le demandeur ne peut pas, à l'audience, en l'absence de son adversaire, modifier ses conclusions. En effet, le défendeur eût peut-être comparu, et eût pu opposer des moyens de défense s'il avait connu ces nouvelles conclusions. Dans l'espèce, le demandeur avait dans sa citation conclu à l'exécution de certains travaux dont la valeur était indéterminée. Or l'article 4 de la loi du 25 mai 1838 ayant limité jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance, celle qu'il attribue en premier ressort aux juges de paix en cette matière, il en résulte qu'en présence d'une demande indéterminée et par conséquent sans limites, le juge de paix saisi devait,

même par défaut, se déclarer incompétent.

A. B.

ARTICLE 480.

Tribunal de police du cant. du Thillot (Vosges).

Président : M. TANANT, juge de paix.

31 mars 1872.

Tapage nocturne. — Trouble à la tranquillité des habitants. — Voiture à bras. — Travail bruyant. — Marteau. — Intention malveillante. — Contreven-tion.

On ne peut considérer comme tapage nocturne tombant sous l'application de l'article 479, n° 8, le fait d'avoir conduit sur la voie publique une voiture à bras, s'il n'est pas prouvé que ce fait a été accompagné de l'intention formelle de troubler la tranquillité des habitants.

Le fait de frapper à grands coups de marteau sur des tonnes vides, et ce à la nuit tombée, et avec l'intention de troubler les voisins, peut être considéré comme tapage nocturne punissable de la peine portée par l'article 479, n° 8.

Ainsi décidé,

Le 21 mars 1872, par jugement du Tribunal de simple police du canton du Thillot, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — En ce qui concerne le sieur Teussaint : — Attendu que les faits mis à sa charge ne sont pas justifiés par l'enquête ; qu'on ne peut admettre comme tapage nocturne le fait d'avoir conduit sur la voie publique une voiture à bras, s'il n'est pas prouvé que cette action était faite intentionnellement pour troubler la tranquillité d'un ou plusieurs habitants ; — Le renvoie des fins de la plainte, sans dépens ;

« En ce qui concerne le sieur Arnould : — Attendu qu'il est constant, ainsi qu'il résulte des débats

de la cause et de l'audition des témoins, que le samedi 22 février dernier, entre six heures et demie et sept heures du soir, alors qu'il faisait nuit noire, le sieur Arnould frappait fortement à l'aide de marteau sur des tonneaux vides placés devant la porte de sa maison, que ce bruit insolite a semblé au sieur Choque fait dans l'intention de le troubler et de lui être désagréable, que pareille impression s'est produite dans l'esprit du témoin Potticher qui traversait la place du village au moment où se faisait ce bruit; — Que l'on ne peut admettre que le sieur Arnould, ainsi que le prétend la défense, travaillait uniquement dans l'intérêt de son commerce, puisque pour opérer il n'était éclairé par aucune lumière et qu'il n'est pas supposable qu'un travail même grossier puisse se faire dans l'obscurité profonde; — Attendu, en outre, que, si l'ordonnance de novembre 1829, évoquée par la défense, qui limite assez tard pour Paris les heures du travail des professions bruyantes, peut également s'appliquer aux grands centres de population, à défaut de règlement local, il ne peut en être de même pour les hameaux et villages, et notamment pour ceux de nos montagnes dont les habitants, après les pénibles travaux du jour, cherchent le repos aussitôt la nuit tombée; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, faisant application de l'article 479, n° 8, du Code pénal, de l'article 142 du Code d'instruction criminelle ci-après lus et transcrits, mais admettant, en faveur de l'inculpé, des circonstances atténuantes, en raison notamment de la bonne réputation dont il jouit dans le village, suivant les disposi-

tions de l'article 463 du Code pénal aussi lu et transcrit ci-après; — Condamne le sieur Arnould en 5 francs d'amende et à tous les dépens liquidés à...

Observations. — Le trouble à la tranquillité publique est, comme nous avons eu occasion de le dire bien des fois dans ce *Bulletin*, un élément constitutif de la contravention de tapage injurieux ou nocturne prévue par l'article 479 et 8 du Code pénal; et le juge de police est souverain pour apprécier si cet élément existe au cas où le procès-verbal ne s'est pas expliqué sur ce point, ou lorsque la preuve contraire aux énonciations de ce procès-verbal a été régulièrement faite à son audience. Cass., 7 novembre 1860, *ANNALES*, 1861, p. 181. Dans l'espèce, le juge avait à statuer sur deux faits de tapage différents; il était dans ses pouvoirs de reconnaître dans l'un des deux l'élément constitutif dont nous parlons, et de ne point le reconnaître dans l'autre; par suite, d'acquitter le second prévenu et de condamner le premier. Peut-être cependant y aurait-il lieu de critiquer à un seul point de vue les termes de l'un des considérants de la sentence. Le juge a cru devoir rechercher l'intention des prévenus; l'un aurait eu et l'autre n'aurait pas eu l'intention de troubler les habitants. En matière de contravention, la volonté de la commettre, la préméditation n'est pas nécessaire pour motiver la répression; il suffit que le fait lui-même existe. Par suite, un tapage nocturne serait punissable s'il avait, en fait, troublé les habitants, alors même que le prévenu n'aurait pas eu le désir de nuire.

C'est ainsi qu'il a été jugé que le juge de paix ne saurait acquitter un conducteur de diligence qui aurait sonné du cor pendant la nuit, sous prétexte qu'il ne l'aurait fait que par une nécessité de sa profession, et sans intention de causer du trouble. Cass., 21 août 1857, ANNALES, 1858, p. 55. C. M.

ARTICLE 481.

Justice de paix du c. nord de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais.)

Président : M. HOUCKE, juge de paix.

1^{er} septembre 1871.

Femme mariée. — Somme prêtée. — Obligation. — Mari responsable. — Dépenses du ménage. — Communauté.

S'il est de principe que la femme mariée ne peut s'obliger ni obliger la communauté, sans y avoir été autorisée par son mari ou par justice, elle peut cependant s'obliger sans l'autorisation de celui-ci, et l'obliger lui-même lorsqu'il s'agit de frais et dépenses faits en vue des besoins du ménage et de l'entretien de la famille, et que les dettes contractées pour cet objet ne peuvent être considérées comme disproportionnées avec les ressources de la communauté.

Ainsi décidé,

Le 1^{er} septembre 1871, par jugement de M. le juge de paix de Boulogne-sur-Mer, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, que la femme B***, défenderesse, citée conjointement avec son mari, a fait l'aveu judiciaire d'avoir reçu de la demanderesse, à titre de prêt, et hors la présence de son mari, une somme de 100 francs dans le courant de janvier dernier, et une seconde somme de 60 francs, le 17 mars suivant, soit au total une somme de 160 francs, dont l'impor-

tance lui est réclamée; que la défenderesse garde le silence sur l'emploi qu'elle a fait d'une partie des sommes prêtées; — Attendu, que la demanderesse a affirmé qu'elle n'avait prêtée les sommes susindiquées que sur la déclaration de la femme B*** qu'elle avait un besoin urgent de la première somme, celle de 100 francs, pour la remettre à son mari lui-même, et de celle de 60 francs pour l'employer au paiement du loyer de leur maison; — Attendu, s'il n'y a, dans l'état de la cause, relativement à l'emploi donné à la première somme prêtée, d'autre justification que l'allégation et la parole de la demanderesse même, qu'il y a, relativement à l'emploi de la seconde somme prêtée, celle de 60 francs, des moyens de preuve plus pertinents et plus concordants; — Qu'en effet, des documents de la cause, comme des explications et de l'aveu des parties, il résulte que le loyer des défendeurs a été acquitté le jour même de l'emprunt, et que le prix de ce loyer se trouve correspondre exactement au chiffre de la somme empruntée; — Attendu que la circonstance que le sieur B***, par sa position personnelle et particulière, serait en situation d'obtenir d'ailleurs et par d'autres voies, s'il était besoin, l'argent nécessaire à l'acquit des dettes de son ménage; que cette circonstance ne saurait détruire l'effet des présomptions graves et précises qui lui sont opposées, lorsque surtout il ressort que c'est à sa femme qu'est laissé le soin de faire un paiement de la nature de celui qui est constaté, et qu'il est d'ailleurs avéré que celle-ci ne manque pas de recourir à l'emprunt, notamment près de la demanderesse;

— Attendu que, s'il est de principe, aux termes de l'article 1427 du Code civil, que la femme mariée ne peut s'obliger ni engager sa communauté, sans y avoir été autorisée par son mari, ou par justice, il faut reconnaître que la femme, considérée comme ayant reçu un mandat spécial et tacite du mari, peut valablement s'obliger sans l'autorisation de celui-ci, et, dans ce cas, l'obliger lui-même, toutes les fois qu'il s'agira de frais et dépenses faits en vue des besoins du ménage et de l'entretien de la famille, et que les dettes, quant à ce contractées, ne pourront pas être considérées comme notoirement disproportionnées avec les ressources de la maison ; — Attendu que le mari défendeur ne reproche, dans l'espèce, à sa femme aucune dépense excessive, aucune satisfaction de bijoux ou d'habitudes dispendieux ou exagérés pour leur état, et autorisant à supposer un mauvais emploi de la somme prêtée ; — Jugéant contradictoirement et en premier ressort, condamnons les époux B*** à payer conjointement et solidairement la somme de 60 francs avec intérêt selon droit ; les condamnons aux dépens ; — Et pour le surplus de la demande, condamnons la femme B*** personnellement à payer avec intérêts, selon droit, la somme de 100 francs. »

Observations. — Jugé en ce sens que le mari ne peut se refuser à payer, sous prétexte qu'il ne les aurait pas autorisées, les dépenses faites par la femme, dans l'administration du ménage, si la femme est dans l'habitude de faire elle-même ces dépenses, et si d'ailleurs elles sont motivées par les besoins de la

maison. Schirmeck, 18 décembre 1865, *Bulletin*, VIII, 295 ; — Jugé aussi que s'il n'y a ni abus ni excès, le mari est tenu solidairement avec la femme au paiement des fournitures à elle faites pour les besoins du ménage. Raucourt, 12 septembre 1867, *Bulletin*, X, 109. Il paraît logique d'appliquer cette doctrine non-seulement aux achats, mais même aux emprunts faits par la femme, dans les cas où il résulte des circonstances de la cause que les emprunts ont été contractés avec l'assentiment formel ou tacite du mari et pour les besoins de la vie commune.

C. M.

ARTICLE 482.

Justice de paix du canton est de Laval (Mayenne.)

Président : M. AUBERT, juge de paix.

15 septembre 1871.

Domages aux champs. — Troupeau. — Prairie. — Expert nommé par ordonnance de référé. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande d'indemnité pour dommages aux champs.

Le fait qu'un expert aurait été nommé en référé par le président du Tribunal civil afin d'apprécier le dommage, ne change point la compétence et ne peut avoir pour effet de soustraire la connaissance du fond du procès à la juridiction du juge de paix.

Barthélemy, chargé de l'approvisionnement de la deuxième armée de la Loire, avait introduit dans une prairie de Boissière un troupeau de cinq à six cents bœufs qui avaient gravement endommagé cette prairie. Aussitôt la sortie des animaux, Boissière avait assigné Barthélemy en référé devant M. le président du

Tribunal civil de Laval, pour voir nommer un expert chargé d'apprécier le dommage. Sur le défaut de Barthélemy, M. le président avait, par ordonnance du 24 décembre 1870, nommé Riffault-Martel, expert à Laval, pour estimer les dégâts. Riffault-Martel, ayant régulièrement procédé à l'opération qui lui avait été confiée, fit dépôt de son rapport au greffe de la justice de paix du canton est de Laval, et Boissière assigna Barthélemy devant cette justice de paix en paiement de la somme de 3210 francs, fixée par l'expert. Premier jugement qui condamna par défaut Barthélemy en paiement de la somme de 3210 fr., et opposition de Barthélemy à ce jugement, dont il demande la réformation comme ayant été rendu par un juge dessaisi. Sur cette opposition, jugement suivant du 15 septembre 1871 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la question d'incompétence ; — Attendu qu'aux termes des articles 806 et 807 du Code de procédure civile la demande, dans tous les cas d'urgence, peut être portée à une audience tenue à cet effet par le président du Tribunal de première instance ; — Attendu que la loi confère aux Tribunaux civils plénitude de juridiction ; qu'en matière de référé spécialement, la jurisprudence, se fondant sur la saine interprétation de la loi, reconnaît au président du Tribunal de première instance droit et pouvoir de statuer, au provisoire, sur les difficultés qui s'élèvent sur des matières dont le principal appartient même à des juges d'exception ; que cela résulte notamment d'un arrêt de la Cour de Nancy du 6 juil-

let 1850, et d'un autre arrêt de la Cour de Douai du 20 janvier 1852 (Dalloz, *Rec. périod.*, 1851, 2^e part., p. 112 ; 1853, 2^e part., p. 54 ; Bioche, *Dict. des juges de paix*, référé n° 1) ; que si quelque doute pouvait exister sur l'étendue des pouvoirs attribués en matière de référé au président du Tribunal civil par l'article 807 du Code de procédure, il serait levé par les termes du réquisitoire à la suite duquel l'arrêt conforme plus haut cité de la Cour de Nancy a été rendu et où on lit : « Le titre des « référés, livre V, vient après les « trois premiers livres qui concernent « toutes les juridictions, savoir : « Livre I, de la Justice de paix ; livre II, « des Tribunaux inférieurs ; livre III, « des Cours d'appel ; il suit de là que « la juridiction des référés, créée « pour statuer provisoirement sur « tous les cas d'extrême urgence, « s'applique à toutes les juridictions ; « que la difficulté s'élève sur une « question dont la connaissance appartient au fond soit au juge de « paix, soit au Tribunal civil, soit « au Tribunal de commerce, soit à « des arbitres, soit même à la Cour « d'appel, le président du Tribunal « civil est seul compétent pour statuer provisoirement en référé ; » — Attendu qu'un arrêt récent de la Cour d'Amiens, du 22 décembre 1869, a confirmé ce principe d'une manière qui ne laisse plus de place au doute ; — Attendu, au surplus, que Barthélemy ne conteste pas le droit qu'avait le président du Tribunal civil de Laval de statuer en référé sur la demande à fins de nomination d'expert et d'expertise que lui a présentée Boissière ; qu'il se borne à prétendre que l'effet de l'ordonnance rendue par ce magistrat a été

de soustraire à notre compétence la connaissance du fond de l'affaire; mais c'est là une opinion que contredisent les arrêts cités et une erreur, puisque aux termes de l'article 809 du Code de procédure civile, les ordonnances sur référé ne faisant aucun préjudice au principal ne sont pas et ne peuvent pas être attributives de juridiction; — Attendu que si l'opinion de Barthélemy était admise, il en résulterait un déplacement de juridiction contraire à l'esprit et au vœu de la loi; qu'en effet il suffirait d'une ordonnance sur référé pour transporter de la juridiction du premier degré à la juridiction du second la connaissance d'une affaire dévolue au premier; que telle n'a pu être l'intention du législateur lorsqu'il a créé la procédure sur référé; qu'en la faisant sommaire, rapide, motivée par l'urgence, ne pouvant donner lieu qu'à des mesures provisoires, conservatoires, et en lui refusant surtout le droit de préjuger le principal, il a maintenu intacte, complète, entière la connaissance de ce principal entre les mains du juge du fond; — Attendu que les juridictions sont d'ordre public, et qu'il n'appartient à aucun plaideur de les changer, modifier ou déplacer à son gré, par calcul ou par erreur; — Attendu que si, des principes posés, il découle que les ordonnances sur référé ne sont point attributives de juridiction, qu'elles laissent la connaissance du principal au juge auquel la loi l'a dévolue, il en résulte forcément que l'ordonnance rendue par M. le président du Tribunal civil de Laval, le 24 décembre dernier, n'a point eu l'effet que lui attribue Barthélemy, et qu'elle n'a pas soustrait la con-

naissance du fond de l'affaire à notre juridiction; — En conséquence et par ces motifs, nous déclarons compétent. »

Observations. — C'est à tort, selon nous, que le président du Tribunal civil de Laval a ordonné, en référé, l'expertise qui lui était demandée. Un arrêt de la Cour d'Amiens du 22 décembre 1869, reconnu, il est vrai, ce droit au président des référés, même en matière de dommages aux champs, c'est-à-dire dans une question rentrant essentiellement dans la compétence des juges de paix. Nous avons publié à ce sujet une remarquable étude de notre collaborateur M. Sorel, aujourd'hui juge au Tribunal de Compiègne, qui combat énergiquement cette doctrine, et attribue au juge de paix qualité pour ordonner une expertise en pareil cas. « Le juge de paix, en effet, disait M. Sorel, présente tous les avantages de célérité qui rendent précieuse la juridiction des référés; il est placé plus près des justiciables, est visible à toute heure, et par suite peut prescrire aussi vite que le président du Tribunal l'expertise jugée nécessaire, à l'occasion de dommages sur lesquels il sera ultérieurement appelé à statuer. » Nous persistons à croire cette doctrine exacte, et nous ne désespérons pas de la voir triompher devant tous les Tribunaux. Voir au surplus sur ce point l'article de M. Sorel, *ANNALES*, 1870, p. 152 et suivantes.

Quoi qu'il en soit, et à supposer que le juge du référé ait le droit de statuer dans tous les cas d'urgence quels qu'ils soient, et même en matière de dommages aux champs, il est bien certain que l'ordonnance

qu'il rend n'a pas pour effet de changer l'ordre des juridictions, ni d'aller contre les prescriptions formelles de la loi qui ont attribué compétence aux juges de paix pour toutes actions en paiement d'indemnité pour dommages aux champs. Ce second point ne pourrait être douteux. Aussi le jugement que nous rapportons ici a-t-il été, sur appel, confirmé le 11 mars 1872, par le Tribunal civil de Laval.

A. B.

ARTICLE 483.

Tribunal de simple police d'Issoudun (Indre).

Président : M. DESJEU, juge de paix.

23 février 1872.

Votés. — Constructions sans autorisation. — Agent voyer. — Chemin de grande communication. — Compétence. — Jugement préparatoire rendu par un autre juge.

Si, aux termes de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, les jugements rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause sont frappés de nullité, il n'en est pas ainsi lorsque le juge de police, après avoir prononcé un premier jugement prescrivant une mesure d'instruction, est remplacé par un autre juge qui statue définitivement sur la contravention.

Celui qui a construit sans autorisation sur et au long d'un chemin de grande communication n'est pas fondé à exiger pour sa défense d'une prétendue autorisation qui lui aurait été donnée verbalement par l'agent voyer; une telle autorisation ne pourrait, en pareil cas, être donnée que par le préfet.

Ainsi décidé,

Le 23 février 1872, par jugement du Tribunal de simple police d'Issoudun, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu le témoin dans sa déposition,

le mandataire de l'inculpé dans ses moyens de défense et le ministère public dans ses réquisitions et son résumé de l'affaire; — En ce qui concerne la compétence; — Attendu que la première chose dont le Tribunal ait à s'occuper, c'est de la compétence; que le jugement du 16 février dernier, ayant été rendu par M. le juge de paix du canton sud-ouest, il s'agit de savoir si un autre juge que lui peut statuer définitivement sur la contravention poursuivie; — Attendu que si, aux termes de l'article de la loi du 20 avril 1810, les jugements rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause sont frappés de nullité, il a cependant été décidé par arrêt de la Cour de Cassation du 4 décembre 1857, que les dispositions de cet article ne sont point violées lorsque le juge de paix, après avoir par un jugement préparatoire prononcé un sursis, est remplacé par un autre juge qui statue définitivement; que par ces mots : *toutes les audiences de la cause*, on doit entendre les audiences relatives à la contestation que le jugement définitif a pour but de terminer et non les audiences qui ont précédé un premier jugement prescrivant une mesure d'instruction; — Attendu que le jugement du 16 février dernier n'a pour but que d'avoir des explications de l'agent voyer sur les faits relatés en son procès-verbal; qu'il ne s'agit donc que d'une mesure d'instruction; que par conséquent le juge de paix présidant cette audience est compétent pour statuer définitivement sur la contravention qui lui est soumise; — En ce qui concerne la contravention : — Attendu qu'elle est

constatée par un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire et que cette preuve n'est point offerte par l'inculpé ; que seulement il invoque le bénéfice d'une permission que lui aurait donnée l'agent voyer, mais que ce fonctionnaire, qui vient d'être entendu comme témoin, nie formellement avoir donné aucune permission et qu'en eût-il donné une la contravention n'en subsisterait pas moins, car ce droit n'appartient qu'au préfet quand il s'agit, comme dans l'espèce, d'un chemin de grande communication ; qu'il y a donc lieu de faire application à l'inculpé des dispositions de l'article 479, n° 11, du Code pénal ; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort : — Se déclare compétent ; — Déclare Vinçon coupable de la contravention qui lui est reprochée et, lui faisant application des dispositions de l'article 479, n° 11, du Code pénal, dont il a été donné lecture à l'audience et qui est ainsi conçu, etc. ; — Mais admettant des circonstances atténuantes conformément aux articles 463 et 483 du même Code ; — Le condamne en 6 francs d'amende. »

Observations. — Un jugement préparatoire qui ordonne une mesure d'instruction ne préjuge rien sur le fond de la contestation. Par suite, on comprend très-bien qu'un autre juge puisse sans aucun inconvénient être appelé à statuer sur la suite du procès ; en effet, les débats au fond ont lieu complètement devant lui, sur la question même dont il est saisi, c'est-à-dire la question du fond ; on ne saurait donc alléguer qu'il n'ait pas assisté à toutes les audiences de la cause ni

que sa religion n'ait pas été complètement éclairée. Voir, à cet égard, les motifs très-concluants de l'arrêt du 4 décembre 1857, rapporté dans nos ANNALES, 1858, p. 102. — Sur la seconde solution, jurisprudence constante. Voir notre TABLE GÉNÉRALE, v° *Voirie*, n° 1 et 2.

C. M.

ARTICLE 484.

Tribunal de simple police d'Antrain (Ille-et-Vilaine).

Président : M. CH. BARON, juge de paix.

15 mars 1872.

Chemin rural. — Plantation d'arbres. — Distance. — Procès-verbal. — Nullité. — Dépens. — Commune.

Doit être annulé le procès-verbal du garde champêtre qui n'a pas été affirmé conformément à la loi. Un visa approbatif du maire ne saurait suppléer à cette formalité.

Lorsque la distance des plantations n'a pas été réglée par l'autorité administrative le long des chemins ruraux comme elle l'a été pour les routes et chemins vicinaux, il n'y a pas de contravention punissable dans le fait par un propriétaire de planter des arbres sur son fonds, à une distance de 50 centimètres seulement d'un chemin rural.

La commune, propriétaire du chemin, doit être condamnée aux frais du procès intenté dans son intérêt au propriétaire des arbres, alors même qu'elle ne se serait pas portée partie civile.

Suivant procès-verbal dressé par le garde champêtre de la commune de la Fontenelle, le 15 février dernier, enregistré et revêtu non de l'affirmation de ce garde, mais du visa approbatif du maire, il est constaté que le sieur Duhamel a planté divers pieds de châtaigniers sur son terrain le long d'un chemin rural à une distance de 50 centimètres seu-

lement du bord de la voie publique, et que cette plantation est de nature à nuire un jour au chemin par l'humidité qu'entretenait l'ombrage des arbres.

Le sieur Duhamel a dit n'avoir fait que suivre un usage assez constant.

Le ministère public a déclaré qu'à défaut d'arrêté spécial, il abandonne la poursuite.

Le 15 mars 1872, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Statuant par jugement contradictoire en dernier ressort ; — Ouï le ministère public et le défendeur ; — Considérant, en la forme, que le procès-verbal du garde champêtre n'a pas été affirmé, sous serment, par son auteur, et n'est pas revêtu de la sanction sous laquelle les lois placent, en général, les déclarations de tous les témoins entendus devant les Tribunaux, et en particulier les faits constatés par les gardes champêtres dans leurs procès-verbaux, ce que la loi sur la chasse et sur le Code forestier notamment prescrivent à peine de nullité ; — Considérant, au fond, que la distance des plantations n'a pas été réglée par l'autorité administrative le long des chemins ruraux comme elle l'a été le long des routes et des chemins vicinaux ; — Considérant que le visa approuvatif du maire ne peut suppléer ni au défaut d'accomplissement de la formalité substantielle de l'affirmation, ni à l'absence d'un arrêté de l'autorité municipale ou préfectorale dûment publié ou notifié ; — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle portant que le Tribunal annulera la citation et

tout ce qui aura suivi, si le fait ne présente ni délit ni contravention ; — Vu les articles 157 et 158 du tarif criminel, du 18 juin 1811, portant que ceux qui se sont constitués parties civiles sont personnellement tenus des frais, qu'ils succombent ou non, sauf recours, et que les communes sont assimilées aux parties civiles, dans les procès instruits à leur requête ou même d'office ; — Déclare nul et non avenu le procès-verbal dressé par le garde champêtre dans l'intérêt de la commune de la Fontenelle, et cette commune responsable des frais liquidés à 3 fr. 60, non compris le présent ; — Renvoie Duhamel des fins de la poursuite sans dépens. »

Observations. — Sur la première solution, jugé que le procès-verbal d'un garde champêtre doit être affirmé devant le juge de paix ou le maire. Cass., 20 février 1862, *ANNALES* 1862, p. 344. Le simple visa du maire qui ne constate pas que le garde a affirmé son procès-verbal comme sincère et véritable, n'est en réalité rien, et ne saurait remplacer une formalité déclarée substantielle par la loi. — En ce qui concerne la distance des plantations le long des chemins et routes, le juge de police ne peut intervenir et reconnaître une contravention qu'au cas où un arrêté administratif a réglé la distance à observer ; alors surtout que ce règlement existe pour les routes et chemins vicinaux, et qu'il n'existe pas pour les chemins ruraux, les propriétaires voisins de ces derniers chemins sont autorisés à supposer qu'ils sont libres de planter sur leur terrain où bon leur semble, pourvu qu'ils n'anticipent pas sur sa lar-

geur, et le juge de police ne peut suppléer une interdiction qui n'existe pas. — Sur la troisième question, nous ne partageons pas l'opinion de M. le juge de paix d'Antrain, bien qu'elle s'appuie d'ailleurs sur de nombreuses et respectables autorités. Il ne nous paraît ni juridique ni équitable de faire supporter à une commune les frais d'un procès dans lequel elle n'est point partie. Il est vrai que par application de l'article 158 du décret du 18 juillet 1811, certains auteurs enseignent que les communes doivent être assimilées aux parties civiles, toutes les fois qu'il s'agit de délits commis contre leurs propriétés, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les procès sont instruits avec ou sans la participation de la commune. Mais il y a lieu de faire remarquer que l'article 158 ne parle que des crimes et délits, et ne fait pas mention des contraventions. Nous pensons donc qu'une règle très-évidemment exorbitante du droit commun ne doit pas être étendue au delà de ses termes exprès et qu'elle ne saurait recevoir d'application devant un Tribunal de simple police. C'est ce que nous enseignons dans notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^e édition. V^e Commune, n^o 7 et suiv. Voir notamment n^o 8 et 9, les autorités citées dans les deux sens sur cette question très-controversée. A. B.

ARTICLE 485.

Justice de paix du canton de Landresies (Nord).

Président : M. CAPLET, juge de paix.

3 novembre 1870.

Nantissement. — Compensation. — Demande en paiement de marchandises vendues. — Abandon de l'objet donné en nantissement. — Vente non justifiée.

Ni le nantissement, ni l'abandon du gage ne libèrent le débiteur : par suite le créancier reste maître de refuser l'abandon qui lui est offert et d'exercer son action.

Une marchandise déposée chez un tiers ne peut être considérée comme lui ayant été vendue, lorsqu'il n'a été ni demandé ni offert aucun prix au sujet de cette marchandise.

Aux termes d'un jugement rendu par défaut, le 27 octobre 1870, les frères Zéphyrin et François Druesnes ont été condamnés à payer au sieur Soufflet-Tornant une somme de 165 francs, pour prix de marchandises.

Par exploit du 31 octobre, les frères Druesnes ont formé opposition audit jugement, et le 3 novembre a été rendu la jugement contradictoire suivant, dont les énonciations font connaître les prétentions respectives des parties :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'opposition des sieurs Druesnes au jugement par défaut du 27 octobre dernier a été fourni dans le délai voulu par la loi ; — Recevons, en la forme, les sieurs Druesnes opposants au jugement dont s'agit ; — Et statuant au fond : — Attendu que les frères Druesnes ne contestent pas qu'ils étaient débiteurs solidaires envers le sieur Soufflet d'une somme de 165 francs, pour prix de marchandises, mais qu'ils allèguent, dans leur exploit d'opposition, qu'ils se seraient libérés par la vente d'une certaine quantité de houblon qu'ils auraient faite au sieur Soufflet et que par leurs conclusions orales ils prétendent que ce dernier doit se tenir soldé au moyen de l'abandon qu'ils entendent lui faire du houblon dont s'agit ;

Sur le premier moyen : — Attendu que les frères Druesnes

reconnaissent qu'en se désaisissant du houblon en question au mois de mars dernier, il n'a été stipulé ni même agité entre eux et Soufflet aucun prix au sujet de cette marchandise; — Qu'à défaut de cette condition essentielle de tout contrat de cette nature la vente n'est pas parfaite; — Attendu, d'un autre côté, qu'il est allégué par Soufflet et reconnu par les sieurs Druenes que le houblon de ces derniers a été déposé et se trouve encore chez un sieur Renaux de Forest pour garantir le paiement tant de la créance du sieur Soufflet que celle d'un sieur Jean-Baptiste Legrand de Forest; — Que c'est donc à tort que les défendeurs opposent une prétendue vente faite au sieur Soufflet et que dès lors le houblon en question ne peut être considéré, entre les mains de Renaux, que comme un gage destiné à assurer le paiement des créances Soufflet et Legrand;

« Sur le deuxième moyen : — Attendu que c'est également à tort que les sieurs Druenes entendent se libérer par l'abandon au profit de Soufflet de l'objet donné en nantissement; — Qu'aux termes des articles 2078 et suivants, du Code civil, le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage ni se l'approprier; que le gage, reste, jusqu'à l'expropriation, s'il y a lieu, la propriété des débiteurs, et est à ses risques et périls; — Que toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités prescrites par la loi est nulle; — Que, comme conséquence de ces principes, il faut décider que ni le nantissement ni l'abandon du gage ne libèrent le débiteur et qu'ils ne font point, objet

à ce que le créancier exerce son action en justice; — Qu'au surplus, dans l'espèce, le sieur Soufflet paraît ne point avoir un droit exclusif sur le gage; — Attendu enfin qu'il n'y a pas lieu d'examiner si le nantissement a été donné avec les formalités voulues par la loi; — Parces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons les sieurs Druenes mal fondés en leur opposition et les en déboutons, etc. »

Observations. — Ce jugement, dont toutes les solutions sont exactes, a été, sur appel, confirmé par le Tribunal civil d'Avesnes, par jugement du 29 avril 1871. C. M.

ARTICLE 486.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims
(Marne.)

Président : M. CH. DE SOUTBONNE,
juge de paix.

16 mars 1872.

Femme mariée. — *Contrat de mariage.*

— *Dettes contractées par la femme avant le mariage, mais depuis la signature du contrat.* — *Charges de communauté.*

Les conventions ou promesses portées à un contrat de mariage sont censées faites sous la condition que le mariage aura lieu, et lorsque le mariage a été célébré, il y a rétroactivité de ces conventions jusqu'au jour où le contrat de mariage a été passé.

En conséquence, lorsque, par leur contrat, des époux ont fait exclusion des dettes personnelles antérieurement à la célébration de leur mariage, cette clause doit s'exécuter en ce sens que les dettes exclusivement personnelles, antérieures au contrat, ne tombent à la charge de la communauté, mais que celle-ci doit supporter les dettes contractées postérieurement à la date du contrat de mariage.

Les demoiselles Valette, modistes à Reims, ont fait ester les époux

Pierrot Noël à comparaître devant notre Tribunal pour s'entendre condamner conjointement et solidairement entre eux à leur payer la somme de 70 fr. 25 pour fournitures de modes.

A l'appel de la cause le sieur Pierrot a répondu qu'aux termes de son contrat de mariage reçu par M^e Bocquet, notaire, le 2 juin 1870, il avait été stipulé que les dettes antérieures à la célébration de son mariage resteraient à la charge de celui des époux qui les avait contractées ; que la célébration de son mariage n'avait eu lieu que le 8 juin même mois, et que les fournitures faites à sa femme jusqu'à ce jour (8 juin), et qui se montaient à 57 fr. 15, devaient rester à la charge de celle-ci.

Les demoiselles Valette ont prétendu de leur côté que la stipulation portée dans le contrat de mariage des époux Pierrot Noël produisait son effet non-seulement à partir du jour de la célébration (8 juin), mais encore du jour du contrat (2 juin). Qu'entre le 2 et le 8 juin les fournitures faites à la dame Pierrot Noël se sont élevées à la somme de 18 francs ; que celles faites postérieurement au 8 juin se sont élevées à 13 fr. 10, ce qui formait un total de 31 fr. 10, qui devait incomber à la charge de la communauté.

Elles concluent, en conséquence, à ce qu'il plaise au Tribunal, condamner personnellement M^e Pierrot Noël à leur payer la somme de 39 fr. 15, montant des fournitures faites antérieurement au 2 juin, et pour le surplus, condamner conjointement et solidairement les époux Pierrot Noël à leur payer la somme de 31 fr. 10, formant le total des

70 fr. 25, objet de leur réclamation.
Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui contradictoirement les parties en leurs motifs et conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en dernier ressort : — Attendu qu'il est établi aux débats que les fournitures faites à M^e Pierrot Noël par les demoiselles Valette s'élèvent à la somme de 70 fr. 25, ce qui n'est pas contesté par les parties ; — Attendu que le mariage des époux Pierrot Noël dont le contrat a été passé le 2 juin 1870 n'a été célébré que le 8 juin même mois ; — Attendu qu'aux termes de ce contrat les époux Pierrot Noël ont fait exclusion des dettes personnelles antérieures à la célébration de leur mariage ; — Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce qui nous est soumise, de décider si les dettes contractées par la femme Pierrot Noël entre le 2 et le 8 juin 1870 lui sont exclusivement personnelles ou doivent tomber à la charge de la communauté ; — Attendu que, comme tous les contrats, le contrat de mariage oblige toutes les personnes qui y ont été parties et que les obligations qui y sont insérées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont consenties ; — Attendu que toutes les conventions ou promesses portées à un contrat de mariage sont censées faites sous la condition que le mariage auralieu ; d'où il s'ensuit que si le mariage projeté et en vue duquel les engagements ont été pris se réalise, toutes les stipulations portées dans ledit contrat doivent être exécutées ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que quand le mariage a été célébré, il y a rétroactivité de conventions jus-

qu'au jour où le contrat de mariage a été passé (Domat, *Lois civiles*, tit. 1, Rolland de Villargues, 181) ; — Attendu, dès lors, que les dettes contractées par la femme Pierrot Noël entre le 2 et le 8 juin 1870, doivent tomber à la charge de la communauté ; — Déterminé par ces motifs, condamnons personnellement la femme Pierrot Noël à payer aux demoiselles Valette la somme de 39 fr. 15, montant des fournitures à elle faites avant le 2 juin 1870, et pour le surplus, condamnons conjointement et solidairement les époux Pierrot Noël à payer auxdites demoiselles Valette la somme de 31 fr. 10, formant le total des 70 fr. 25, objet de leur réclamation. »

Observations. — Il a été jugé dans le sens de la présente décision, que les conventions arrêtées par le contrat de mariage, bien que subordonnées à la condition de la célébration du mariage, produisent effet à partir du contrat, et non pas seulement du jour de cette célébration (Cass., 26 janv. 1847, D. P., 47, I, 63). Cette jurisprudence, adoptée à l'occasion d'une donation d'immeuble faite par l'un des époux à l'autre, est-elle applicable à la clause de séparation de dettes? C'est ce qui nous paraît au moins très-controversable. Il est en effet étrange de décider que lorsqu'une clause a pour effet d'exclure précisément de la communauté toutes les dettes antérieures à la *célébration* du mariage, on puisse y déroger par une rétroactivité du contrat tout entier. Il peut se passer un très-long temps entre la signature du contrat et la célébration. Des difficultés ont pu survenir entre les futurs conjoints ou leurs familles qui

aient retardé très-sensiblement un mariage projeté. L'interprétation proposée laisserait donc à l'un des futurs la faculté de grever dans une notable proportion la communauté en contractant des dettes entre l'époque de la signature du contrat et la célébration. N'est-ce pas là aller à la fois contre l'esprit et la lettre de la clause spéciale dont nous parlons? Dans l'espèce de l'arrêt de 1847, il s'agissait d'une donation faite en vue du mariage, dont la célébration était la condition suspensive.

Le mariage ayant été célébré, c'est-à-dire la condition ayant été accomplie, la donation est devenue parfaite, et a produit son effet à partir de sa date, c'est-à-dire de celle du contrat où elle était stipulée. Mais nous ne croyons pas que le principe de rétroactivité du contrat de mariage puisse être étendu jusqu'à contredire même les termes des clauses qui y sont exprimées. Il a été jugé que les dettes mobilières contractées par la femme dans l'intervalle du contrat de mariage à sa célébration tombent dans la communauté, si elles n'en ont pas été exclues par la clause de séparation des dettes, d'où la conséquence qu'au cas où cette clause existe, elles doivent rester à la charge de la femme seule. Justice de paix de Strasbourg (canton ouest), 18-25 avril 1860, BULLETIN DES DÉCISIONS, III, 343. Nous avons approuvé cette doctrine, que nous persistons à croire exacte, tout en reconnaissant d'ailleurs que la doctrine de M. le juge de paix du premier canton de Reims est enseignée par un certain nombre d'auteurs.

A. B.

ARTICLE 487.

Tribunal de simple police de Trévoux
(Ain.)

Président : M. TRUCHARD-DUMOLIN,
juge de paix.

1^{er} septembre 1871.

*Passage. — Voiture de bois. — Terrain
ensemencé. — Exception. — Enclave.
— Nécessité.*

Celui dont l'héritage est enclavé et qui passe sur le terrain d'autrui, ne commet aucune contravention même avant la fixation du lieu de passage et avant le paiement de l'indemnité.

Si l'enclave est déniée, le juge de police est compétent pour vérifier et apprécier les circonstances matérielles de temps et de lieu qui peuvent ôter au fait de passage le caractère de contravention.

Ainsi décidé,

Le 1^{er} septembre 1871, par jugement du Tribunal de simple police de Trévoux, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — En fait ; — Attendu, qu'il résulte du procès-verbal du garde champêtre de Saint-Jean-de-Thurigny, du 26 mai 1871, que le contrevenant Durand a pénétré dans l'étang Platel, ensemencé de blé, avec cinq voitures de bois ; — Attendu que le sieur Platel, propriétaire a pris fait et cause pour son fermier Durand à l'audience du 9 juin dernier, et a conclu à être renvoyé de la poursuite du ministère public parce que le bois qu'il a fait exploiter par son fermier prénommé, est enclavé ; — En droit ; — Attendu qu'il est constant en juris-

prudence que celui dont l'héritage est enclavé et qui passe sur le terrain d'autrui, ne commet aucune contravention, même avant la fixation du lieu de passage et avant le paiement de l'indemnité (Cour de cassation, 21 avril 1860) ; — Attendu que, si l'enclave est déniée, le juge de police est compétent pour vérifier et apprécier les circonstances matérielles de temps et de lieu qui peuvent ôter au fait de passage, le caractère de contravention (Cour de cassation, 29 novembre 1861) ; — Attendu que, le fait d'enclave étant dénié, il est indispensable de constater l'état matériel des lieux en litige ; — Par ces motifs, le Tribunal, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, ordonne avant faire droit que le lundi 20 septembre courant, à neuf heures du matin, le Tribunal de simple police du canton de Trévoux se transportera à Saint-Jean-de-Thurigny, sur l'étang Platel, à l'effet de vérifier si le bois du sieur Platel est à l'état d'enclave ou non ; — Dit que cette vérification aura lieu en présence comme en l'absence des parties en cause sans nouvelle sommation, dépens réservés. »

Observations. — La jurisprudence est constante sur ce point. Voir l'arrêt du 7 juillet 1834, ANNALES, 1834, p. 330. Voir aussi Cass., 29 novembre 1861, *Ibid.*, 1862, p. 283. Cass., 16 septembre 1853, ANNALES, 1856, p. 111. C. M.

ARTICLE 488.

Justice de paix du cant. nord de Tarbes
(Hautes-Pyrénées).

Présid. : M. JACOMET, juge de paix.

17 mai 1870.

Action possessoire : 1^o Lettre d'invitation.

— Omission. — *Fin de non-recevoir.*

— 2^o *Délai d'un an.* — Dies a quo. —

Dies ad quem.

I. Depuis la loi du 5 mai 1855, qui rend obligatoire la lettre d'invitation devant le juge de paix, l'omission de cette formalité rend la demande non recevable, aussi bien en matière possessoire qu'en toute autre matière.

II. L'action possessoire n'est recevable qu'autant qu'elle a été formée dans l'année du trouble (art. 23, C. proc.). L'action exercée à raison d'un trouble survenu le 5 mai, doit donc être intentée, au plus tard, le 4 mai suivant, le 5 mai étant le premier jour d'une année nouvelle.

Ainsi décidé,

Le 17 mai 1870, par jugement de M. le juge de paix du canton nord de Tarbes, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le 5 mai 1869, le sieur Cazenave-Mun fit voler en éclats des planches que Fourcade avait placées sur la crête du mur séparatif de leurs jardins respectifs, en leur donnant une saillie de 50 centimètres du côté de la propriété de Cazenave pour conserver et maintenir soi-disant un prétendu droit de stillicide ; — Attendu que, sur le fondement de ce trouble violent, Fourcade porta devant nous contre Cazenave, une action en réintégrande que nous accueillîmes par notre jugement du 15 juin suivant, lequel sur l'appel fut confirmé dans toutes ses parties par jugement du Tribunal civil de Tarbes ; — Attendu que sur cette

action en réintégrande, Cazenave avait enté une demande reconventionnelle ayant pour objet la revendication de la mitoyenneté du mur dont s'agit ; — Que considérant cette demande reconventionnelle comme une sorte de représaille de l'action principale, nous crûmes devoir la rejeter, avec d'autant plus de raison qu'elle n'avait pas été précédée de l'essai de conciliation voulu par la loi ; — Attendu qu'aujourd'hui Cazenave convertit son ancienne demande reconventionnelle en demande principale et revendique aussi encore la mitoyenneté audit mur ; — C'est en effet l'objet de sa citation du 5 mai courant, et à l'appui de sa demande il offre, en cas de contestation, de prouver sa possession plus qu'annale, en signalant comme faits de possession l'adossement contre le mur dont s'agit, de quelques rosiers et autres arbustes, et demande en outre 300 francs de dommages-intérêts et les dépens ; — Attendu que cette demande ainsi formulée est combattue par Fourcade dans la forme au moyen de trois fins de non-recevoir prises, la première du défaut de conciliation préliminaire, la seconde de ce que l'action n'a pas été intentée dans le délai prescrit par l'article 23 du Code de procédure, la troisième prise de la chose jugée résultant du jugement confirmatif du 17 janvier dernier, et qu'il s'agit dès lors, avant tout, d'examiner et d'apprécier ces diverses fins de non-recevoir ;

« Sur la première exception prise du défaut de conciliation : — Attendu, sur ce point, que nous ne pouvons d'abord nous défendre d'une réflexion pénible, à savoir que Cazenave, dont nous avons rejeté la de-

mande reconventionnelle dans le premier procès, précisément parce qu'il l'avait portée devant nous sans un billet d'invitation préalable, n'ait pas eu l'idée, devant nous nanti au principal de la même action, de remplir la formalité qu'il avait une fois négligée; cela dit, apprécions la valeur de l'exception proposée; — Attendu que, si sous l'empire de la loi du 25 mai 1838, art. 17, l'avertissement n'était que facultatif, il n'en saurait être ainsi de la loi du 5 mai 1855 qui, par son article 2 modificatif de l'article 17 de celle de 1838, a rendu cet avertissement obligatoire; que vainement il a été prétendu que l'action n'est pas moins recevable parce que la nouvelle loi, en prescrivant l'avertissement, n'attache à son infraction qu'une seule peine, celle de faire supporter les frais de la citation par l'huissier personnellement et sans représentation; — Que si cette prétention pouvait être accueillie, ce serait la négation même de la loi, et autant vaudrait la supprimer, car il dépendrait d'une partie où de l'huissier de l'éluder constamment; or on ne saurait raisonnablement aller jusqu'à vouloir que le sort d'une loi où l'ordre public est engagé, pût être ainsi livré à la discrétion d'une partie ou d'un huissier; — Que cette fin de non-recevoir nous paraît donc fondée et qu'il convient de l'accueillir;

« Sur la deuxième fin de non-recevoir, prise de ce que l'action n'a pas été intentée dans le délai prescrit par l'article 23 du Code de procédure; — Attendu que la première fin de non-recevoir étant accueillie, nous pourrions nous dispenser d'examiner la deuxième; qu'aussi, n'est-ce que surabondamment que nous l'appré-

cierons; — Attendu, à cet égard, qu'aux termes de l'article 23 du Code de procédure les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles sont formées dans l'année du trouble; que, dans l'espèce, le trouble dont excipe le sieur Cazenave ayant eu lieu le 5 mai 1869, il nous paraît que l'action, pour être recevable, aurait dû être intentée le 4 mai courant au lieu du 5, car, comme on l'a dit dans l'intérêt de Fourcade, il ne saurait y avoir deux 5 mai dans la même année; que ce qui a été dit en réponse sur le *dies a quo* et le *dies ad quem* s'applique parfaitement, sans doute, aux délais des exploits en général, mais qu'il ne saurait, ce nous semble, trouver place en matière de recevabilité d'action et que, quand la loi dit qu'une action pour être recevable doit être intentée dans l'année, c'est qu'il faut qu'elle le soit effectivement avant l'expiration de l'année, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce; par où cette deuxième fin de non-recevoir nous paraîtrait fondée et devrait être accueillie;

« Sur la troisième fin de non-recevoir, prise de la chose jugée : — Attendu que cette fin de non-recevoir, qui est aussi examinée surabondamment, est basée sur les motifs du jugement confirmatif de notre première décision; que si l'on ne peut dire que la chose jugée résulte précisément de ce jugement, en ce sens que la possession annale de Fourcade n'était pas l'objet de l'instance, puisque s'agissant de réintégrande il suffisait de la possession actuelle et momentanée, il est certain qu'au point de vue de l'instance dont il s'agit aujourd'hui et si nous

avions à statuer au fond, les considérations graves, importantes, si justement et si judicieusement déduites de l'aspect des lieux, et qui ont amené le Tribunal à penser que toutes les circonstances sont favorables à une possession de Fourcade préexistante au trouble violent qui avait donné lieu à la réintégration, seraient décisives pour nous faire rejeter l'action du sieur Cazenave; qu'elle devrait même être rejetée sous un autre rapport, car si, aux termes de l'article 653 du Code Napoléon, tout mur entre cours et jardins dans les villes et campagnes est présumé mitoyen, ce n'est qu'à la condition qu'il n'y aura ni titre, ni marque du contraire; or ne peut-on pas considérer comme marque du contraire soit le retrait que présente le mur dont il s'agit et qui ne paraît avoir été créé qu'en vue d'un stillicide sur la propriété voisine, soit le pavillon existant à la suite dont le versant occidental de la toiture dépasse de 50 centimètres le parement du mur et déverse ainsi ses eaux d'égout dans la propriété de Cazenave; — On le pourrait si bien, qu'à notre sens ce retrait et ce pavillon se dressent sur les lieux comme deux témoins incessants et vivants pour proclamer la possession unique et exclusive de Fourcade; qu'ainsi, au fond, comme dans la forme, l'action de Cazenave ne pourrait se soutenir et devrait dès lors être repoussée; — Par ces motifs; — Déclarons irrecevable l'action du sieur Cazenave. »

Observations. — La première décision paraît très-contestable. L'avertissement par simple lettre, qui était facultatif sous l'empire de la

loi du 25 mai 1838, est devenu obligatoire depuis la loi du 5 mai 1855.

— Quelle est la sanction de cette obligation? — La loi de 1855 l'indique : « En cas d'infraction de la part de l'huissier, il supportera sans répétition les frais de l'exploit. » Aussi M. Bourbeau n'hésite-t-il pas à dire qu'en aucun cas l'inobservation de l'avertissement n'entraîne la non-recevabilité de la demande (voir M. Bourbeau, *De la justice de paix*, n° 445). La même question pouvait se poser sous la loi de 1838, lorsque le juge de paix avait interdit aux huissiers de citer en justice, sans qu'il eût au préalable appelé les parties devant lui. L'huissier seul supportait la pénalité établie par l'article 19; la citation était valable (argument tiré de l'article 1030 du Code de procédure civile). Voyez notamment Benech, *Des justices de paix*, p. 458.

La seconde décision paraît conforme à la lettre de l'article 23 du Code de procédure civile, et l'on pourrait être tenté de dire avec le jugement ci-dessus rapporté : si le trouble a eu lieu le 5 mai, le 4 mai suivant est le dernier jour de l'année du trouble; le lendemain, 5 mai, est le premier jour de la seconde année. — Cependant, la doctrine enseigne un système contraire. — « L'action, dit M. Bourbeau, doit être intentée dans l'année, à partir du trouble, sans le compter, ou dans l'an et jour en le comptant » (*op. cit.*, n° 353). On ne comprend pas dans l'année accordée pour agir le *dies a quo*; mais le *dies ad quem* y est compris. M. Chauveau dit de même : « Le premier jour du terme ne doit pas compter, puisqu'il n'est pas complet, et le dernier jour doit être accompli pour que la durée légale

soit entière, ce qui peut prolonger de quelques heures le temps de la prescription » (*Lois de la proc. civ.*, art. 23, question 101 bis). C'est l'application de la règle générale en matière de prescription : *Dies a quo non computatur in termino*. — Sic : Zachariæ, Aubry et Rau, § 212, note 2 ; Marcadé, art. 2261, note 2, etc... *Contra* : Merlin et Hureaux. — Si l'on s'écarterait de cette règle générale et si l'on comprenait dans l'année que l'article 23 du Code de procédure civile accorde pour exercer l'action possessoire le jour dans le cours duquel le trouble a eu lieu, cette année ne serait point entièrement utile pour agir et la prescription de cette action ne serait point complète, puisque le premier jour n'y figurerait pas pour vingt-quatre heures.

H. MAISONNIER,
Docteur en droit,
Avocat à la Cour de Pau.

ARTICLE 489.

Justice de paix du canton de Landrecies
(Nord).

Président : M. CAPLET, juge de paix.

28 septembre 1871.

Action possessoire. — Canal. — Rivière.
— Pêche. — Trouble. — Servitude
d'aqueduc. — Non-recevabilité de
l'action.

S'il est de principe que le propriétaire d'un moulin est légalement présumé propriétaire et possesseur du canal artificiel destiné à dériver une partie des eaux d'une rivière non navigable ni flottable à l'effet de les amener à son usine et de la mettre en mouvement, cette présomption n'est pas applicable au canal artificiel, construit pour déplacer, sur une partie de son cours, le lit d'une rivière et donner ainsi une direction nouvelle à la totalité des eaux.

Le propriétaire de l'usine n'a droit, en

pareil cas, qu'à une servitude d'aqueduc sur les héritages traversés par la rivière ainsi détournée, et ne peut prendre pour trouble à sa possession, que tout fait de nature à porter atteinte à l'exercice de cette servitude et au mouvement de l'usine.

Spécialement, le fait par un tiers de pêcher dans le canal de dérivation, ne saurait être considéré comme un trouble de nature à autoriser la plainte, quand le propriétaire ne justifie pas de la possession d'un droit exclusif et personnel de pêche.

Par exploit de le sieur Bourge a fait citer le sieur Cinglant à comparaître devant la justice de paix pour le faire condamner à payer au demandeur une somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice que le sieur Cinglant a causé au sieur Bourge en pêchant dans le biez ou canal artificiel qui donne le mouvement à son moulin, et pour le cas où le sieur Cinglant contesterait au sieur Bourge le droit de pêche dont s'agit, attendu que d'après l'article 546 du Code civil et la jurisprudence, le sieur Bourge est présumé possesseur du canal artificiel qui alimente son usine, entendre le sieur Cinglant maintenir le sieur Bourge dans la possession plus qu'annale qu'il a du biez en question, etc.

Le sieur Cinglant a prétendu que le canal litigieux a été creusé pour remplacer l'ancien lit de la rivière, lequel a été par suite de ce travail complètement supprimé ; que, par conséquent, il doit être considéré comme un cours d'eau naturel ; que, d'après la législation actuelle, le droit de pêche appartient aux riverains ; qu'il a pêché avec l'autorisation des riverains du cours d'eau dont s'agit et que le sieur Bourge n'ayant pas la possession annale et exclusive du bief, il concluait à ce

que ce dernier fût débouté de sa demande.

A la demande des parties, il a été procédé à la visite des lieux litigieux et, lors de cette opération, il a été constaté : 1° qu'il s'agit au procès d'une rivière non flottable ni navigable ; 2° que vers la fin du dix-septième siècle le propriétaire de ce cours d'eau, appelé *la Rivière*, dans son intérêt, déplacé le lit de cette rivière dans une partie de la traversée de ses terres ; 3° et que le point où le sieur Cinglant s'est livré à la pêche est situé à 170 mètres de l'usine du sieur Bourge, à un endroit où la rivière est aujourd'hui limitée d'un côté par la propriété d'un sieur Burlion et, de l'autre, par celle d'un sieur Godfrain.

Et le 28 septembre 1874, jugement qui statue en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu également le jugement préparatoire du 10 août dernier et le procès-verbal de visite des lieux du 14 du même mois ; — Attendu qu'il est constant en fait que vers la fin du dix-septième siècle, le prince de Chimay, propriétaire des héritages traversés par la Rivière, cours d'eau non flottable ni navigable, se proposant de faire construire le moulin qui appartient aujourd'hui au sieur Bourge a, pour obtenir une chute d'eau, fait détourner le cours de cette rivière sur une longueur d'environ 400 mètres dans la traversée de ses terres ; que, par suite de ce travail, l'ancien lit de la rivière a été supprimé et que son emplacement est aujourd'hui à l'état d'herbage et réuni à la propriété qu'il

traversait ; — Attendu que c'est le cours d'eau ainsi modifié que le sieur Bourge désigne sous le nom de *biez*, et qui, après avoir longé d'un côté la pâture d'un sieur Burlion et, de l'autre, celle de Godfrain, arrive à la propriété de Bourge et donne le mouvement à son usine ; — Attendu qu'il est certain et reconnu par les parties que ce canal reçoit toutes les eaux de la Rivière et remplace entièrement l'ancien lit de la rivière que l'on retrouve en aval du moulin ; — Qu'il s'agit donc dans l'espèce, non pas d'un simple canal d'amenée dérivant une partie des eaux de la rivière, mais bien d'un lit nouveau donné au cours d'eau tout entier ; — Attendu que s'il est de principe que le propriétaire d'un moulin est légalement présumé propriétaire et possesseur du canal artificiel destiné à dériver une partie des eaux d'une rivière non flottable ni navigable, à l'effet de les amener à son usine et de la mettre en mouvement, cette présomption n'est pas applicable au canal artificiel construit pour déplacer sur une partie de son cours le lit d'une rivière et donner ainsi une direction nouvelle à la totalité des eaux (voir Cass., 13 février 1854 ; 26 avril 1854 ; 3 décembre 1866 ; 17 décembre 1867 ; 19 mars 1870 ; 27 juin 1870) ; — Attendu que Curasson, t. II, p. 337, enseigne que lorsque l'usine a été construite sur le gros de la rivière, il n'y a point d'autre canal que la rivière elle-même dont les riverains conservent le domaine et les émoluments ; — Que Demolombe, dans son *Traité des servitudes*, t. I, p. 167, 172 et 173, est d'avis que le propriétaire de la portion de l'héritage où se trouve l'usine n'a

droit qu'à une servitude d'aqueduc sur les autres portions traversées par le canal, et qu'il est inexact de dire que celui qui est propriétaire et possesseur de l'usine est nécessairement et par cela seul propriétaire du lit et des bords du canal ; — Attendu, dès lors, que les faits de possession réelle doivent seuls guider le juge dans l'examen d'une question de cette nature ; — Attendu que, lors de la visite des lieux litigieux, il a été constaté que le sieur Bourge a récemment fait curer le biez de son moulin et fait déposer les boues provenant de ce curage sur les propriétés riveraines ; — Qu'il est seul chargé de l'entretien de la digue qui borde le canal au midi, et qu'il a le droit de prendre des terres dans la propriété de Godfrain pour l'entretien de cette digue ; — Mais attendu qu'il est reconnu par le sieur Bourge que les boues provenant de ce curage ne lui appartiennent pas, qu'elles restent au contraire la propriété des riverains qui en usent à leur gré toutes les fois qu'un curage est opéré, et qu'un acte reçu par M^e Deruez, notaire à Landrecies, le 7 février 1843, consacre ce droit au profit du sieur Burlion ; — Que, d'un autre côté, à l'endroit des propriétés des sieurs Burlion et Godfrain le lit de la rivière, bien qu'ayant été creusé de main d'homme, est à l'état naturel, c'est-à-dire qu'il ne se compose d'aucune travée soit en bois, soit en maçonnerie, formant inédfication sur le terrain qu'il occupe ; qu'il s'élargit ou se rétrécit au gré des eaux qui baignent ses rives ; — Qu'il est aussi reconnu par le demandeur que les sieurs Burlion et Godfrain ont seuls la possession des francs-bords du canal, qu'ils les

plantent sans observation de distance, émondent les arbres qui y croissent et récoltent les herbes que les berges et la digue même, entretenue par Bourge, sont susceptibles de produire ; — Attendu que de l'ensemble de ces faits il résulte bien que le sieur Bourge a, en travers des héritages de Burlion et Godfrain, une servitude d'aqueduc pour l'alimentation de son moulin, mais qu'il n'a sur ce point aucune possession exclusive du canal dont s'agit ni de ses bords, puisqu'il ne peut même s'approprier les vases provenant du curage par lui effectué ; — Que, par conséquent, tout fait qui n'est point de nature à porter atteinte à la possession de cette servitude ou au mouvement de l'usine ne peut légitimer une action en complainte de la part du sieur Bourge ;

« En ce qui concerne le droit de pêche dans le canal dont s'agit : — Attendu que le droit de pêche dans les rivières non flottables ni navigables était, avant 1789, rangé au nombre des privilèges seigneuriaux, mais que, par l'abolition de la féodalité, il a été restitué aux propriétaires riverains comme une juste compensation des inconvénients attachés au voisinage des rivières ; — Que toutes les lois rendues depuis le décret de la Convention nationale du 30 juillet 1793, et notamment la loi du 15 avril 1829, ne laissent aucun doute sur ce point ; — Qu'il est donc évident qu'à défaut de titres ou de possession contraires, le droit de pêche dans la Rivière à l'endroit des propriétés de Burlion et Godfrain appartient à ces derniers ; — Que d'ailleurs, sans entendre cumuler le possessoire et le pétitoire, il est à remarquer que par acte du notaire

Manouvrier, de Prisches, du 30 juin 1793, les époux Défontaine-Maury, alors propriétaires du moulin et des héritages riverains du biez, ont aliéné l'usine seulement et qu'ils ont fait réserve de pouvoir eux et leurs hoirs pêcher dans le biez du moulin ; —

« En ce qui touche les dommages-intérêts réclamés par Bourge à raison du fait par Cinglant d'avoir, le 19 juillet dernier, pêché dans le bief du moulin à l'endroit des propriétés de Burlion et Godfrin : — Attendu qu'en matière civile, le droit français n'offre que des idées peu précises sur les questions que peut présenter l'exercice du droit de pêche ; que ce n'est donc qu'à l'aide des principes généraux sur le droit de propriété que l'on peut apprécier le différend qui divise les parties ; — Attendu que le livre III du Code civil ayant pour titre : *Des différentes manières dont on acquiert la propriété*, porte, art. 714 : « Il est des choses « qui n'appartiennent à personne et « dont l'usage est commun à tous » ; — Attendu que par son silence sur les choses qui font l'objet de cet article, le législateur de 1803 semble avoir voulu consacrer les *Institutes*, de Justinien, où on lit comme se rapportant au texte précité : « Les « animaux sauvages pris sur la terre, « dans les eaux ou dans l'air, appartiennent à ceux qui s'en emparent, « même sur le terrain d'autrui, si le « propriétaire de ce terrain ne s'y « oppose pas » ; — Attendu que Toullier, t. IV, p. 34 et 35, sur la même question, s'exprime en ces termes : « La pêche des rivières « non navigables appartient aux riverains, et les délits commis autrement qu'en temps prohibé ou avec « des engins défendus ne peuvent

« être poursuivis que sur la plainte « du propriétaire riverain, ainsi que « l'a décidé un arrêt de la Cour de « cassation rendu le 5 février 1807 » ; — Attendu que Bourge n'ayant pas justifié de la possession exclusive du cours d'eau dont s'agit, non plus que de la possession exclusive d'un droit personnel de pêche à l'endroit des propriétés des sieurs Burlion et Godfrin, et n'ayant d'ailleurs établi à la charge de Cinglant aucun fait susceptible de le troubler soit dans la possession de sa servitude d'aqueduc, soit dans le mouvement de son usine, il y a lieu, par application des principes ci-dessus visés, de décider que son action a été à tort et mal à propos intentée ; — Par ces motifs ; — Statuant par jugement en premier ressort, déclarons le sieur Bourge mal fondé en sa demande tant en maintenance possessoire qu'à fin de dommages-intérêts ; — L'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Sur la première question, jurisprudence constante. Voir notamment l'arrêt de la Cour de Grenoble du 27 juin 1870, ANNALES, 1871, p. 237 et les arrêts cités à la suite. — Or il est certain que, si le propriétaire d'une usine n'est pas fondé à revendiquer la propriété et la possession d'un cours d'eau rectifié et déplacé en entier, il ne peut interdire la pêche dans ce cours d'eau que s'il justifie d'un droit exclusif et personnel de pêche. En tous cas le fait de pêcher, comme celui de puiser de l'eau ou de laver du linge dans ce cours d'eau ne sauraient être qualifiés troubles à la possession de la servitude d'aqueduc, alors d'ailleurs qu'aucun de ces actes n'a pour effet de nuire au mou-

vement de l'usine. Nous approuvons donc entièrement la sentence, parfaitement motivée, d'ailleurs, de M. le juge de paix de Landrecies.

C. M.

ARTICLE 490.

Justice de paix du canton de Saulxures (Vosges).

Président : M. GRANDURY, juge de paix.

24 février 1872.

Action possessoire. — Arbres. — Enlèvement. — Exception de propriété. — Enquête. — Possession. — Dommages-intérêts.

L'exception de propriété ne peut être utilement proposée devant le juge du possessoire ; le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après que l'instance au possessoire est terminée. (C. proc. civ., art. 27.)

Ainsi décidé,

Le 24 février 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Saulxures, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur l'exception de propriété proposée par le défendeur, le jour de l'enquête : — Attendu qu'aux termes de l'article 27 du Code de procédure civile, le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après que l'instance sur le possessoire est terminée ; qu'ainsi l'exception du sieur Arnould n'est pas fondée ; que, le fût-elle, cette exception serait frappée de déchéance, parce que les exceptions dilatoires, et celle-là en est une, doivent, d'après l'article 186 du même Code, être présentées *in limine litis*, c'est-à-dire avant toute défense au fond ; ainsi le défendeur qui débute par une défense est réputé renoncer au bénéfice des ex-

ceptions dilatoires qui peuvent exister à son profit ; — Par ces motifs, rejetons l'exception proposée par le défendeur ; — Statuant sur la demande ; — Vu le jugement interlocutoire rendu le 16 de ce mois, ensemble le procès-verbal de visite des lieux contentieux, et celui d'enquête dressés par nous aujourd'hui même ; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux que le terrain situé au-dessous du mur de soutènement de la propriété du sieur Arnould, notamment la portion où se trouvaient les quatre arbres coupés, est en nature de pré et partout gazonné ; que cette portion, comme le prétend le défendeur, n'est pas en friche ; — Attendu que des dispositions des deux premiers témoins, les sieurs Philippe et Mansuy, il est établi que, depuis huit ans, le demandeur, par les siens, a fauché et récolté ce terrain, jusqu'au mur dont il s'agit ; que le troisième témoin, le sieur Rémy, a déclaré avoir, il y a vingt-huit ou vingt-neuf ans, avec d'autres ouvriers, et d'après les indications des sieurs Claudel et Manni, alors propriétaires des immeubles objet du litige, construit ce mur sur les limites de leurs propriétés respectives ; qu'il a même été reconnu par le défendeur que le sieur Aubert seul avait coupé les trois dernières fois la rangée de noisetiers et plusieurs arbres existant au-dessous du mur de soutènement, dans laquelle rangée de noisetiers se trouvaient les quatre arbres enlevés par Arnould au mois de juillet 1871 ; par conséquent, le demandeur en avait, avant le trouble dont il se plaint, la possession plus qu'annale, ainsi que du terrain en question ; — Attendu qu'Aubert a fait la preuve par lui offerte

et que le défendeur n'a point administré la preuve contraire que nous lui avions réservée; — Sur les dommages-intérêts: — Attendu que le préjudice causé au demandeur consiste uniquement dans la valeur des arbres coupés, il n'y a pas lieu de lui allouer d'autres dommages-intérêts; — Sur les dépens: — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les frais; — Par ces motifs; maintenons et gardons le sieur Laurent Aubert, demandeur, dans la possession et jouissance du terrain ci-devant désigné, ainsi que des arbres crus sur ce terrain; faisons défense au sieur Laurent Arnould de ne plus le troubler à l'avenir, et pour l'avoir fait, nous le condamnons à payer au demandeur la somme de 4 francs, représentant la valeur des arbres coupés et enlevés; nous le condamnons en outre aux dépens liquidés à...

Observations.—L'exception préjudicielle de propriété, qui peut toujours être utilement soulevée dans toutes les contestations où la solution du procès est nécessairement subordonnée au jugement préalable de cette question, est sans valeur et irrecevable en matière possessoire. En effet, le caractère propre de la complainte est de porter sur la possession seulement, en réservant d'ailleurs aux parties tous leurs droits à faire valoir devant les juges du fond. C'est pour cela que la jurisprudence décide unanimement que le juge du possessoire doit baser sa décision avant tout sur les faits de possession, et que s'il peut consulter les titres, ce n'est que pour caractériser cette possession au cas où il s'élève des doutes sur son uti-

lité. — On comprend d'ailleurs que l'action possessoire serait toujours arrêtée à son début s'il était loisible au défendeur de soulever la question préjudicielle de propriété. Aucun n'y manquerait, et la plupart du temps le complaignant serait retenu par la crainte de se voir conduire devant le Tribunal civil, où les frais sont nécessairement plus considérables. C'est au surplus ce que la loi a voulu éviter en statuant par un article formel que le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après le jugement de l'instance possessoire. A. B.

ARTICLE 491.

Tribunal de simple police de Trévoux (Ain.)

Président : M. TRUCHARD-DUMOLIN, juge de paix.

21 juillet 1871.

Bail. — Demande en paiement de loyer. — Taux de la demande. — Contestation sur le bail. — Incompétence du juge de paix.

L'action en paiement de loyers est une demande personnelle dont le juge de paix peut connaître, bien que le bail soit contesté, pourvu que la somme demandée n'exécède pas 200 francs.

Mais si la somme réclamée excède 200 francs, le juge est incompétent pour statuer sur l'action, lorsque le défendeur nie formellement l'existence du bail allégué.

Ainsi décidé,

Le 21 juillet 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton de Trévoux, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En droit : — Attendu que l'action en paiement de loyers n'est pas une action immo-

bilière ni mixte, mais bien une action personnelle; que, dès lors, le juge de paix qui en est saisi peut en connaître, bien que le bail soit contesté et que la demande ne soit pas fondée sur le seul défaut de paiement de loyers, pourvu que la somme réclamée ne dépasse pas 200 francs, en conformité de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; — Mais que si la somme réclamée dépasse 200 francs, le juge de paix en connaîtra seulement quand l'action sera fondée uniquement sur le défaut de paiement de loyers, en vertu de l'article 3 de ladite loi de 1838 et de celle du 2 mai 1855; toutefois il devra se déclarer incompétent, quand le bail sera contesté; Que c'est ainsi que le décide la jurisprudence et notamment l'arrêt de la Cour de cassation du 26 août 1857; — En fait: — Attendu que la veuve Berge réclame au sieur Vignard le paiement de 220 francs, montant d'une année de location échéant le 21 novembre 1871, d'une maison située à Trévoux, rue Guichard; — Attendu que le défendeur Vignard nie formellement l'existence du bail allégué; — Attendu, dès lors, que cette action ne rentre plus dans les limites de notre compétence; — Par ces motifs: — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Nous déclarons incompétent, renvoyons en conséquence la demanderesse à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître et la condamnons aux dépens. »

Observations. — Cette question est controversée. MM. Dalloz, *Compét. civ. des juges de paix*, n'admettent pas que le juge de paix puisse être compétent, quelque

faible que soit le taux de la demande, du moment où le bail est contesté. Mais leur opinion n'a pas prévalu, et la doctrine de l'arrêt du 26 août 1857 est généralement suivie par la jurisprudence. Voir sur ce point nos observations à l'appui de cet arrêt, *ANNALES*, 1858, p. 14 et suiv. Voir aussi notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v^o *Louage*, n^o 42 et suiv.

CH. M.

ARTICLE 492.

Justice de paix du canton de Tôtes (Seine-Inférieure).

Président : M. EUDES, juge de paix.

13 juin 1872.

Gardes nationaux mobilisés. — Décret du 22 octobre 1870. — Habillements militaires. — Tailleur. — Demande en paiement intentée contre la commune. Non-recevabilité de la demande.

Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 22 octobre 1870, c'est l'Etat qui paye seul la solde et l'habillement des gardes nationaux mobilisés pendant la guerre, et ce, au moyen des ressources fournies par les communes.

Une commune a donc satisfait à toutes ses obligations lorsqu'elle justifie avoir payé entre les mains du percepteur la totalité de la somme à laquelle elle a été taxée par le préfet pour pourvoir tant à l'habillement qu'à la solde des mobilisés.

En conséquence, n'est pas recevable ni fondée la demande intentée par un tailleur contre une commune, pour habillements qu'il aurait fournis à des gardes nationaux mobilisés, alors surtout qu'il est constant que la commune n'a rien commandé à ce tailleur.

Ainsi décidé,

Le 13 juin 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Tôtes, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX: — Attendu qu'Auguste demande au maire de la commune de Vassonville le paiement de la somme de 147 francs

pour habillements faits et fournis aux gardes nationaux mobilisés de ladite commune, en exécution du décret du 22 octobre 1870; — Attendu que le maire refuse formellement de payer cette somme à Auguste, prétendant que sa commune ne lui doit rien; qu'elle a versé le contingent qu'elle devait, aux termes du décret susdaté, et qu'elle n'a rien commandé au demandeur, ce qui est reconnu par ce dernier; — Attendu que l'article 1^{er} du décret porte que les gardes nationaux mobilisés seront *habillés*, équipés et soldés par l'État, au moyen de contingents fournis par les départements et les communes; — Attendu que cet article ne peut laisser aucun doute sur son intention et son interprétation; que c'est l'État seul qui habilte et solde les mobilisés et non les communes, mais à l'aide de ressources fournies par celles-ci et les départements, à la charge seulement de les verser au Trésor, savoir : la portion applicable à l'habillement le 30 novembre 1870, et celle relative à la solde les 15 et 30 décembre suivant; — Attendu que la commune de Vassonville justifie que son contingent a été fixé par le préfet à la somme de 1 735 fr. 36; qu'elle justifie également par deux quittances du percepteur qu'elle a payé cette somme les 20 juin et 13 juillet 1871; — Attendu que par ces paiements la commune a pleinement satisfait à la seule obligation qui lui était imposée par le décret-loi, et qu'on ne peut rien lui réclamer de plus; que la commune n'a contracté aucune obligation personnelle envers Auguste; — Attendu que les communes ne sont pas plus obligées de payer l'habillement que la solde; que si

on admettait l'un, il n'y aurait pas de raison pour rejeter l'autre; — Attendu que cela est si vrai, que les commandes ont été faites par les chefs de corps d'après les ordres de l'autorité supérieure; — Attendu, dès lors, que le demandeur ne devait pas s'adresser à la commune de Vassonville pour obtenir le paiement de ce qu'il prétend lui être dû; — Attendu que la loi du 22 septembre 1871 n'a rien changé, dans l'espèce, aux dispositions du décret du 22 octobre; qu'elle n'a pour but que de répartir également les dépenses qu'il a occasionnées, comme toutes les charges publiques, entre chaque citoyen proportionnellement à sa fortune, et non par départements, et à raison du nombre d'hommes envoyés sous les drapeaux, comme le portait ce décret, contrairement aux principes de la répartition de l'impôt en France; — Par ces motifs; — Déclarons non recevable et mal fondée l'action d'Auguste contre le maire de la commune de Vassonville, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Il était certain et d'ailleurs reconnu par le demandeur lui-même que la commune défenderesse ne lui avait fait aucune commande et n'était par suite en aucune façon engagée à lui payer les fournitures qu'il pouvait avoir livrées à des mobilisés, qu'ils fussent ou non habitants de cette commune. Ce n'est donc point l'exécution d'un contrat formel ou tacite que l'on prétendait réclamer en justice. Le demandeur ne puisait son prétendu droit que dans le décret du 22 octobre 1870 qui avait ordonné que les mobilisés seraient habillés d

Paide des ressources fournies par les communes. Or ce décret, essentiellement fiscal, n'imposait pas aux communes de pourvoir directement à l'habillement, mais bien de verser une contribution dont l'Etat se réservait de faire lui-même usage par l'entremise des chefs de corps chargés de commander et de surveiller l'habillement. Du moment où la commune défenderesse avait satisfait à ses obligations et acquitté entre les mains de qui de droit la somme à laquelle elle avait été taxée pour l'usage spécial dont s'agit, elle ne pouvait plus être recherchée et elle était entièrement libérée vis-à-vis de l'Etat, et à plus forte raison vis-à-vis des fournisseurs. Il est même douteux que la commune, en présence du texte si formel de l'article 1^{er} du décret susvisé, eût eu le droit de se décharger de la contribution à elle imposée, en pourvoyant elle-même aux besoins de ses mobilisés.

A. B.

ARTICLE 493.

Justice de paix du canton de Clermont (Oise.)

Président : M. PELLETIER, juge de paix.

7 novembre 1871.

Assurances contre l'incendie. — Demande en paiement de prime. — Agent.

Un agent d'assurances n'est pas fondé à se prétendre subrogé aux droits de la compagnie contre un tiers pour lui réclamer le montant de la prime de la première année, sous prétexte qu'il aurait versé cette prime à la compagnie qu'il représente, pour le compte de ce tiers, alors surtout que d'une part il n'a pas remis la police à celui à qui il prétend avoir fait souscrire une assurance, et que d'autre part il n'a en réalité rien versé à la compagnie, parce que celle-ci lui abandonne à titre de remise ou courtage la totalité de la prime de la première année.

Un prétendu souscripteur ne saurait être considéré comme engagé par une promesse d'assurances, lorsqu'il n'a effectivement rien versé, et qu'un article de la police stipule formellement qu'elle n'aura d'effet qu'après le paiement de la prime de la première année.

Ainsi décidé,

Le 7 novembre 1871, par jugement de M. le juge de paix de Clermont, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Thierry reconnaît que la compagnie d'assurance contre l'incendie *la Confiance*, qu'il représente comme agent général, n'a aucun droit à exercer contre Bonnay, pour raison des 12 fr. 05 formant le montant de la prime de la première année, au moyen de la quittance qu'il a signée lui-même en sadite qualité, et qu'en conséquence c'est en son nom personnel, et comme ayant payé pour Bonnay ladite somme, qu'il élève la réclamation faisant l'objet de son action ; — Attendu qu'en sa qualité de demandeur, Thierry doit prouver que Bonnay est bien réellement son débiteur ; — Attendu que dans l'impossibilité où il est de justifier d'un engagement direct de Bonnay vis-à-vis de lui, il invoque à l'appui de sa demande 1^o la quittance donnée par lui-même à Bonnay sur la police ; 2^o la déclaration faite par Bonnay qu'il n'a réellement rien payé ; 3^o et le versement qu'il a fait lui-même, Thierry, à la compagnie, en inscrivant les 12 fr. 05 en recette dans ses comptes, d'où il conclut que la somme qui était due par Bonnay, ayant été réglée en compte par lui à la compagnie, il en est devenu créancier en ses lieu et place ; — Attendu qu'il résulte de l'examen du registre de

comptabilité de Thierry que les 12 fr. 05, montant de la prime de la première année, qui doit toujours être payée comptant, n'ont réellement donné lieu de sa part à aucun déboursé, ayant été retenus par lui, à la fin du mois de janvier 1871, dans son compte de dépenses vis-à-vis de la compagnie comme remise de 100 pour 100 à lui accordée sur la prime de première année; — Attendu que, dans ces conditions, Thierry est mal venu à se prétendre subrogé aux droits de la compagnie, les conditions prescrites par les articles 1236 et 1250 du Code civil n'étant pas remplies, et la subrogation ne pouvant résulter à son profit d'une quittance qu'il a donnée lui-même, comme agent de la compagnie, puisqu'il ne pouvait remplir le double rôle de représentant de la compagnie et de payeur au nom de Bonnay; — Attendu que Thierry reconnaît d'ailleurs avoir toujours retenu, comme garantie de sa créance, le double de la police qui devait être remis aux mains de Bonnay, ce qui fait supposer que la signature donnée par Bonnay, sans versement d'aucune somme, laissait l'assurance en suspens, jusqu'à ce qu'il eût versé la prime de la première année, ainsi que l'indique l'article 5 des statuts des polices de la compagnie, qui stipule que la police n'a d'effet qu'après le paiement de la prime de la première année; — Attendu qu'il n'a pu dépendre de Thierry, en vue de s'assurer une remise égale à cette prime, de modifier, de son autorité privée, la position de Bonnay qui, n'ayant rien versé et sachant que la compagnie n'était avisée de l'assurance qu'à la fin du mois, si le paiement de la première prime l'avait

rendue définitive, pouvait, en vertu dudit article 5, se croire encore libre, en ne payant pas, de rendre l'assurance non avenue, s'il avait regret d'avoir cédé aux pressantes sollicitations de Thierry, et qu'il était facile à Thierry, pour que l'opération devint de suite définitive par la remise d'un double de la police, de se faire souscrire à l'instant même par Bonnay une reconnaissance directe de la somme qu'il était censé payer pour lui; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que Thierry, ne justifiant pas d'un titre de créance contre Bonnay ni d'une avance faite pour lui, est sans droit contre ce dernier; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, déclarons Thierry mal fondé dans sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — L'engagement de l'assuré vis-à-vis de la compagnie d'assurance n'est parfait qu'autant que la police, c'est-à-dire le titre qui engage à son tour la compagnie vis-à-vis de lui, a été signée par les directeurs et remise à l'assuré; jusque-là il ne peut y avoir qu'un projet auquel l'assuré reste libre de ne pas donner suite; à plus forte raison en est-il ainsi, s'il n'a rien versé. Voir ci-dessus, sur cette question, le jugement de M. le juge de paix de Fontainebleau, *BULLETIN*, 1872.

C. M.

ARTICLE 494.

Justice de paix du canton de Gysoing
(Word).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

16 avril 1873.

Somme préléée n'excédant pas 150 francs.

— *Intérêts conventionnels. — Engagement verbal. — Preuve testimoniale.*

Le prêt à intérêts fait verbalement peut être prouvé par témoins, lorsqu'il n'excède pas la somme de 150 francs.

Ainsi décidé,

Le 16 avril 1872, par la sentence suivante de M. le juge de paix de Cysoing :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant que le sieur Grandsire, demandeur, réclame au sieur Napoléon Dubus, fils, défendeur, en sa qualité de seul enfant survivant et héritier de Louis Dubus, père, décédé, la somme de 144 francs, composée de 120 francs qu'il a verbalement prêtés à ce dernier, le 1^{er} juillet 1867, et de 24 francs pour quatre années d'intérêts; que ledit sieur Dubus, fils, reconnaissant l'emprunt fait par son père, offre de rembourser purement et simplement le capital du prêt, attendu qu'il ne peut porter intérêts de plein droit, l'article 1907 du Code civil exigeant que la stipulation desdits intérêts soit écrite; — Considérant que, de son côté, le sieur Grandsire allègue et demande à prouver par témoins que ladite somme de 120 francs a été par lui prêtée au sieur Dubus père sur les pressantes sollicitations de ce dernier, alors qu'il était sous le coup d'une saisie-brandon, et pour trois mois seulement; que le 4 octobre 1867, et nombre de fois en 1868, 1869 et 1870, il n'a cessé de réclamer le remboursement; qu'il fut toujours répondu par l'emprunteur en ces termes : « Je n'oublie pas le grand service que vous m'avez rendu; n'ayez aucune crainte, je vous remettrai la somme avec de

« bons intérêts; » — Considérant que le paragraphe de l'article 1907 invoqué porte que le taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit, c'est-à-dire que si les parties ont seulement stipulé des intérêts, sans déterminer ce taux, il ne peut être que celui de la loi; que l'article 1906 même du Code, disposant que l'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés ne peut les répéter ni les imputer sur le capital, suppose lui-même un prêt à intérêts tacite; qu'ainsi la demande du sieur Grandsire rentre dans les règles du droit commun; — Considérant que tous les faits, conventions et obligations qui n'excèdent pas 150 francs peuvent être prouvés par témoins, suivant l'article 1341 du Code civil; que les faits dont la preuve est offerte et demandée sont, comme le veut l'article 34 du Code de procédure, d'une vérification utile et admissible; ordonnons, avant faire droit, que le demandeur fera preuve des faits par lui allégués, sauf au défendeur de faire la preuve contraire, dépens réservés; et seront les témoins entendus par-devant nous, le 23 avril, dix heures du matin, parties présentes ou dûment appelées, pour, après ladite enquête faite et rapportée, être par les parties conclu et par nous statué ce qu'il appartiendra. »

Observations. — Considérés sous le rapport de la cause qui les produit, les intérêts sont : *conventionnels*, lorsqu'ils courent en vertu de la convention des parties; *judiciaires* (moratoires ou compensatoires), quand ils résultent de condamnations, et enfin *légaux*, c'est-à-dire dus sans stipulation, par suite

des dispositions seules de la loi.

En principe, et sauf le cas où la loi fait elle-même courir les intérêts de plein droit, et attribue à une demande en justice l'effet d'en faire produire, il ne peut être dû d'intérêts, en matière civile notamment, qu'en vertu d'une stipulation.

Les parties peuvent convenir que les intérêts courront, ou du jour du contrat, ou d'une époque fixée, ou encore du jour de l'arrivée de tel événement. Toutes les stipulations sur les intérêts conventionnels sont obligatoires, tant qu'elles n'ont rien d'usuraire. (Toullier, t. VI, n° 270; Duranton, t. X, n° 492.)

Lorsque le prêt a lieu par écrit, l'intention des parties relativement aux intérêts doit être clairement exprimée. Car, d'une part, il ne peut être suppléé, dans le cas où le prêt est fait par écrit, à l'absence de stipulation d'intérêts; d'un autre côté, si la stipulation présente quelque doute, il faut appliquer le principe de l'article 1162 du Code civil, qui veut qu'on interprète toujours en faveur de celui qui s'est obligé.

La stipulation des intérêts étant permise, elle peut intervenir au moment du prêt ou après, par écrit ou verbalement. Mais le prêt à intérêts fait verbalement a un inconvénient, la difficulté d'en faire la preuve, lorsque la somme prêtée excède 150 francs, s'il est dénié par l'emprunteur.

Décidé que les juges peuvent allouer des intérêts, lorsque le titre n'en contient pas la stipulation, si, d'ailleurs, il résulte des débats, que l'intention des parties a été d'en faire produire à la somme prêtée (C. Cass., 30 brumaire, an XII, *Journ. du Pal.*, t. IV, p. 82, nouv. édit.) Jugé aussi,

par le Tribunal de commerce de Valenciennes, le 5 mars 1872, que les intérêts pour recouvrements de factures commerciales sont dus, sans stipulation, à partir du jour ou terme fixé et accepté pour le payement.

La clause sans intérêts, pendant tel temps ou jusqu'à l'échéance seulement, insérée, dans une obligation, emporte de la part des parties l'intention de faire courir les intérêts à compter de l'expiration du délai ou du jour de l'échéance, sans qu'il soit nécessaire que le débiteur ait été mis en demeure (Bourges, 11 juin 1825; Bordeaux, 28 mai 1832, 14 avril 1839; Toulouse, 19 janvier 1844. — *Contra* : Agen, 19 juin 1824; Bourges, 25 avril 1826). C. M.

ARTICLE 493.

Justice de paix de Fontainebleau
(Seine-et-Marne).

Président : M. SILAS RICHARD, juge de paix.

28 novembre 1871.

Billet à ordre. — Commerçants. — Protêt.
Incompétence.

Le juge de paix doit se déclarer d'office incompetent lorsqu'il s'agit d'un billet à ordre souscrit au profit d'un commerçant par un commerçant, pour une cause se rattachant à son commerce.

Il peut procéder de même au cas d'une opération que la loi déclare essentiellement acte de commerce, telle qu'un achat de vaches à un nourrisseur par un autre nourrisseur, pour les revendre en nature ou en exploiter les produits.

Ainsi décidé,

Le 28 novembre 1871, par M. le juge de paix du canton de Fontainebleau, dans les deux espèces que voici :

Première espèce.

Le sieur Aubry, quincaillier, poursuit le sieur Gosseran, maître charpentier, en paiement d'un billet à ordre pour valeur en marchandises, et des frais du protêt; le demandeur requiert l'adjudication de ses conclusions; le défendeur fait défaut.

Alors est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui le demandeur en ses dires, moyens et conclusions ; — Vu l'article 170 du Code de procédure civile et l'art. 632 du Code de commerce ; — Attendu que le billet dont s'agit renferme la clause à ordre ; que le souscripteur et le bénéficiaire sont tous les deux commerçants, et que Gosseron, maître charpentier, a souscrit le billet pour une cause se rattachant à son commerce ; qu'enfin le protêt est un acte essentiellement commercial, et qu'il n'y a rien de pareil en matière civile ; — Attendu que toute partie qui succombe, etc.... ;

« Par ces motifs, statuant par défaut et en premier ressort, sans entrer dans l'examen du fond, renvoie la cause et les parties devant le Tribunal compétent et condamnons le demandeur aux frais de l'instance, etc.... »

Deuxième espèce.

Le sieur Joseph Salomon, nourrisseur à Melun, a fait citer le sieur Paillard, nourrisseur à Fontainebleau, pour s'entendre condamner à payer au demandeur la somme de 180 francs, pour prix de bestiaux, et a requis l'adjudication de ses con-

clusions, repoussées par le défendeur.

Aussitôt est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Vu l'article 170 du Code de procédure civile et l'article 632 du Code de commerce ; — Attendu que la créance est commerciale, puisque l'achat dont s'agit a eu lieu en vue de la revente ; car il importe peu que l'acheteur se soit proposé de revendre la chose sous la même forme ou sous une forme nouvelle ou d'en tirer profit en qualité de nourrisseur ; — Attendu que toute partie qui succombe, etc.... ;

« Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Sans entrer dans l'examen du fond, renvoyons la cause et les parties devant le Tribunal compétent, et condamnons le demandeur aux frais de l'instance, etc. »

Observations. — Les billets à ordre souscrits par un commerçant sont réputés avoir été faits pour les besoins de son commerce, d'où la conséquence que, lorsque aucune preuve n'est apportée pour détruire cette présomption, la demande en paiement doit être portée devant le Tribunal de commerce, et que le juge de paix est absolument incompétent pour en connaître, quel que soit d'ailleurs le taux de la demande. En ce sens : Cass., 21 février 1859, ANNALES, 1868, p. 187 ; Rouen, 21 déc. 1859, etc., etc. A plus forte raison, doit-il en être ainsi lorsqu'il ressort des circonstances du procès que le billet a une cause commerciale.

A. B.

ARTICLE 496.

Justice de paix du canton du Thillot
(Vosges).

Président : M. TANANT, juge de paix.

15 février 1872.

Vente. — Porc. — Prix convenu. — Retard dans la livraison. — Protêt. — Frais.

Lorsqu'un porc a été vendu à forfait, il y a lieu à une réduction proportionnelle du prix, si par suite du retard apporté à la livraison l'animal a perdu sensiblement de son poids au jour où il a été livré.

Si le marché a été stipulé payable comptant, et si le vendeur, après avoir refusé le paiement qui lui était offert, fait traite sur l'acheteur sans le prévenir, celui-ci ne peut être tenu des frais du protêt.

Ainsi décidé,

Le 15 février 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton du Thillot, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte de l'enquête (dépositions des deux premiers témoins) : 1° que le porc, sujet de la contestation, a été vendu par un sieur Grandgirard à Pinot, demandeur, à raison de 56 francs les 50 kilogrammes ; que ce porc pesait réellement 96 kilogrammes, ce qui représente une somme de 107 fr. 52, mais que Pinot ne l'a réellement payé que 105 francs ; d'où il semble résulter que Pinot, qui ne fait pas d'habitude le commerce de ce genre d'animaux, n'aurait jamais consenti à le revendre avec perte ; — 2° Que les deux autres témoins, Mougenot et la veuve Millotte affirment, sous la foi du serment, avoir assisté à la conclusion du marché entre Pinot et Burner, marché qui s'est passé chez le boucher Febouy, ce qui n'a pas été dé-

nié par la contre-enquête, et qu'il a été fait moyennant un prix fixe de 110 francs à forfait, sous condition que Pinot conduirait l'animal chez Burner le mercredi suivant sans faute ; — Attendu que les témoins de la contre-enquête, Mengin et Gillet, n'ont assisté qu'aux préliminaires du marché et non à sa conclusion, puisqu'ils ne sont pas entrés chez Febouy, où il a été réellement terminé ; que les préliminaires entamés sur le prix au poids peuvent avoir été changés au moment de la conclusion, puisque les deux derniers témoins de l'enquête le déclarent formellement ; que le dire de Burner, au sortir de chez Febouy, ne peut contredire des affirmations aussi nettes ; — Attendu en outre qu'il n'y a pas contestation sur l'identité de l'animal livré par le demandeur au défendeur ; mais attendu que des débats de la cause et de l'aveu même du sieur Pinot, il résulte que l'animal vendu n'a pas été livré le jour convenu ; que le retard apporté dans la livraison a pu nuire au poids réel de l'animal et aux convenances de l'acquéreur ;

« En ce qui concerne le mode de paiement : — Attendu que Burner, ce que reconnaît Pinot, n'avait nullement autorisé le demandeur à disposer sur lui pour le prix du porc ; qu'il considérait ce marché comme fait au comptant, puisqu'au moment de la livraison chez la sœur de Burner, une somme de 107 francs, que n'a pas voulu accepter Pinot, se trouvait disposée pour le paiement ; — Que Pinot ne l'a nullement avisé de sa disposition, et que c'est avec raison que le défendeur a laissé protester l'effet à lui présenté ; — Par ces motifs, nous, juge de paix,

assisté du greffier, jugeant en premier ressort ; — Admettant en principe le marché à forfait, condamnons Burner à payer à Pinot la somme de 110 francs, moins celle de 5 francs à laquelle nous évaluons le retard dans la livraison, soit en tout 105 francs avec les intérêts au taux légal courant du jour de la demande ; — Laissons à chacun les frais des témoins qu'ils ont appelés dans l'enquête et la contre-enquête ; repoussons la demande de Pinot pour les frais du protêt qu'il supportera seul, et condamnons Burner en tous les autres dépens. »

Observations. — En matière de vente d'objets mobiliers, le défaut de livraison dans le délai convenu peut motiver la résolution de la vente contre le vendeur, alors même que le contrat ne contiendrait pas de clause résolutoire expresse. Cass., 28 nov. 1843. A plus forte raison peut-il y avoir lieu à de simples dommages-intérêts ou à une réduction du prix, si l'acheteur qui consent à accepter la livraison tardive justifie d'un préjudice à lui causé par ce retard, soit par diminution de valeur de la chose vendue, soit par toute autre cause. — Quant au mode de paiement, il est certain que le vendeur doit respecter la convention sur ce point comme sur toutes les autres conditions du marché. Notamment lorsqu'au lieu d'accepter le paiement comptant, comme cela a été convenu, il fait traite sur l'acheteur, sans le prévenir du jour de la présentation de la traite, il peut mettre ce dernier dans l'embarras, et ne doit s'en prendre qu'à lui seul si l'acheteur ne la paye pas à présentation. Il ne

saurait donc exiger les frais du protêt dans de pareilles circonstances, parce qu'il a à s'imputer à faute de ne pas avoir accepté la somme qui lui était due, lorsqu'elle lui était offerte. A. B.

ARTICLE 497.

Justice de paix du canton ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

3 mai 1873.

Société chorale. — Cotisation. — Demande en paiement. — Exception.

Les cercles, sociétés musicales, artistiques ou autres de plaisir et d'agrément ne constituent ni des sociétés civiles ni des sociétés commerciales ; en conséquence, les règles édictées par le Code civil, le Code de commerce et le Code de procédure civile, notamment celles qui sont relatives à la dissolution par la mort ou la déconfiture d'un ou plusieurs membres, ne sont pas nécessairement applicables à ces diverses sociétés.

Les membres d'une réunion de ce genre ont individuellement qualité pour poursuivre l'accomplissement des obligations contractées par les sociétaires envers le cercle, et pour en obtenir l'exécution même intégrale, lorsque l'obligation est indivisible, et spécialement pour actionner un sociétaire en paiement de sa cotisation annuelle.

Ainsi décidé,

Le 3 mai 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ont les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que contre la demande en condamnation au paiement de la somme de 12 francs pour la cotisation de l'année dernière, à titre de membre de la société chorale de Roubaix, intentée par le sieur Govaëre, vice-président de cette so-

ciété, contre le sieur Ernest Fontaine, caissier en cette ville, ce dernier a, par son mandataire et son conseil, présenté et développé des conclusions tendant, au principal, à faire déclarer la demande non recevable, le cercle musical demandeur, considéré comme société civile, étant dissous par la déconfiture de deux de ses membres (art. 1863, § 4, C. civ.); — Subsidiairement, à faire dire que le vice-président, administrateur de cette société, l'ancien président, étant un des membres tombés en déconfiture, n'a pas la qualité qu'il s'est attribuée dans l'exploit de citation pour agir en justice au nom de tous les sociétaires, et que la demande est encore irrecevable en tant qu'elle concerne les sociétaires qui n'y figurent pas, *offrant, ce dont il est requis acte, de payer personnellement au demandeur la part lui revenant dans la cotisation, plus les frais judiciaires*; — Attendu que le sieur Fontaine s'est de plus porté reconventionnellement demandeur, en concluant à ce que, en raison du préjudice que lui cause l'instance engagée, le sieur Govaëre soit condamné en 120 francs de dommages-intérêts; — Attendu, en droit, que le Code civil, en l'article 1832, définit la société « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes « conviennent de mettre *quelque chose* « *en commun*, dans la vue de partager le « *bénéfice* qui pourra en résulter; » — Que les diverses espèces de sociétés commerciales, réglées d'ailleurs par le droit civil et dénommées au titre III du 1^{er} livre du Code de commerce, ont aussi toutes en vue un bénéfice, une spéculation ou un lucre, et spécialement qu'il en est de même par rapport à la société anonyme qui

ne peut exister qu'avec l'autorisation du gouvernement, parce que, dans cette espèce de société constituée en termes abstraits, le capital social est seul engagé, sans que les associés contractent aucune obligation personnelle; — Attendu que dans les cercles musicaux, comme dans les sociétés artistiques, littéraires, scientifiques, mutuelles, de pure prévoyance et d'assurance entre les membres et même dans les sociétés de plaisir et d'agrément, il n'est mis en commun que des talents, des connaissances, de l'adresse, des travaux, des garanties réciproques et des cotisations, pour réaliser l'objet proposé, en dehors de toute préoccupation de bénéfice, de lucre ou de spéculation; d'où il suit que ces cercles et ces sociétés ne constituent ni des sociétés civiles ni des sociétés commerciales, et que, par conséquent, les règles édictées par le Code civil, le Code de commerce et le Code de procédure civile, notamment celles qui sont relatives à la dissolution par la mort ou la déconfiture d'un ou plusieurs membres, dont l'application est demandée, et à la désignation, sous peine de nullité, au prescrit de l'article 61 du Code de procédure civile, de tous les associés individuellement, dans l'exploit signifié au nom d'une *société civile*, ne sont pas nécessairement applicables aux diverses sociétés dont il s'agit; — Attendu, en effet, qu'il a été ainsi jugé, spécialement en ce qui concerne les sociétés d'assurance mutuelle contre les risques de la navigation intérieure, par le Tribunal civil de Valenciennes, en son jugement du 25 janvier 1860, par la Cour de Douai, en son arrêt confirmatif du 18 juillet 1860 (*Jurispru-*

dence de la Cour de Douai, 7^e livraison, 1860, p. 289 et suiv.), et par la Cour de cassation, sur le pourvoi dirigé contre cet arrêt de la Cour de Douai, à l'audience de la Chambre civile, du 8 décembre 1862, dans la même affaire des sociétés de mutualité d'assurance d'Ostrevent et de Saint-Julien, ce jugement et ces arrêts ayant posé en principe que des sociétés de cette nature, même lorsqu'elles n'ont pas été expressément autorisées par l'administration, peuvent être « des associations *sui generis* » « très-licites, très légaies, non assujetties à aucune condition particulière, ayant une personnalité morale, pouvant ester à ce titre en justice et y être représentées par leurs présidents, gérants, ou administrateurs; — Que ces associations ne présentent à aucun titre le caractère d'une société soit civile, soit commerciale; — Que les associés, dans ces conditions, ne plaident pas par procureur, qu'ils agissent eux-mêmes et directement par l'organe des représentants de leur choix qui les personnifient et les engagent par leurs actes et leurs conclusions en justice; — Et, enfin, que ces sociétés demeurent régies par les principes du droit commun et par les dispositions des articles 6 et 1134 du Code civil, en vertu desquels les conventions, qui ne dérogent en rien à l'ordre public et aux bonnes mœurs, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et doivent être sanctionnées par la justice; » — Attendu que les arrêts invoqués par le défendeur au soutien de sa thèse, notamment les arrêts de la Cour de cassation du 8 novembre 1836 (D. P., 36, I, 412) et du 29 juin 1847

(S. V., 48, I, 212) sont antérieurs à l'arrêt de la même Cour du 8 décembre 1862, et que si, en 1847, cette Cour avait dénié aux administrateurs d'un cercle littéraire ou musical, qualité pour agir en justice, au nom de ce corps, la même Cour suprême, par cet arrêt, avait jugé que les membres d'une réunion de ce genre ont individuellement qualité pour poursuivre l'accomplissement des obligations contractées par des tiers, et à plus forte raison par les sociétaires, envers le cercle et pour en obtenir l'exécution même intégrale, lorsque l'obligation est indivisible; — Attendu, en conséquence, qu'en supposant même que l'arrêt de 1862 laisse subsister entière la doctrine de l'arrêt de 1847, comme le Code civil, en l'article 1218, déclare « l'obligation indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport dans lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle, » il faudrait encore, dans cette hypothèse, reconnaître que le demandeur a qualité, puisque, en fait, l'obligation d'une cotisation annuelle à laquelle se sont soumis les sociétaires du cercle musical a pour objet, suivant les statuts, de faire face aux dépenses, de concourir aux progrès de la musique et d'en propager le goût; — Que, sous ce rapport, l'exécution partielle n'est pas possible, et que le fractionnement proposé de la cotisation par centimes et la répartition offerte entre les sociétaires, au nombre de plus de sept cents, est inadmissible, comme contraire à la nature de l'engagement particulier du sociétaire et au but général de la

société; — Attendu donc, en résumé, que la demande principale est recevable et que, de plus, elle est bien fondée, puisque le défendeur, depuis plusieurs années, membre de la société chorale de Roubaix, ayant, conformément à ses engagements et aux statuts, acquitté ses cotisations annuelles « sur la quittance du Trésorier, » a, par ses conclusions subsidiaires, reconnu lui-même, au fond, ce bien fondé, du moins en partie; d'où il suit, au contraire, que le défendeur est mal fondé, tant dans ses exceptions et conclusions que dans sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts, qui d'ailleurs ne serait, en l'espèce, justifiée, en aucune hypothèse et à nul titre; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement, en premier ressort et faisant droit sur toutes les conclusions des parties; — Disons bien fondée la demande principale, — Non recevables et mal fondées les exceptions et la demande reconventionnelle du défendeur; — L'en déboutons, en le délaissant, en raison de notre incompétence, à se pourvoir, à ses risques et s'il y persiste, devant qui de droit, pour faire statuer sur le chef de ses conclusions relatif à la dissolution de la société chorale de Roubaix; — En conséquence, condamnons Ernest Fontaine à payer à cette société dont il est membre, sur quittance du trésorier, la somme de 12 francs, outre les intérêts judiciaires de droit et le condamnons, de plus, en tous dépens. »

Observations. — Il est très-certain que les sociétés ou cercles artistiques ou autres ne constituent pas des sociétés civiles dans les termes

du droit. Nous avons eu occasion de l'établir déjà, notamment à propos d'une décision de M. le juge de paix du canton de Montdoubleau rapportée ci-dessus, p. 94. Par suite, les présidents, secrétaires ou trésoriers de ces sociétés ne sont pas recevables à intenter en cette qualité des demandes en justice au nom du cercle ou de la compagnie qu'ils prétendent représenter. Mais l'action leur compète comme membres de la société agissant personnellement et individuellement, et elle doit être accueillie, si l'obligation dont ils réclament l'accomplissement est indivisible, et si chacun de ceux envers lesquels elle a été contractée a le droit d'en exiger l'exécution intégrale. — L'engagement de payer une cotisation est-il, en thèse générale, indivisible, et le fractionnement de cette cotisation peut-il être considéré comme inadmissible, cela est plus douteux. Toutefois il faut reconnaître que la cotisation, surtout dans une société artistique, ayant pour objet non pas de procurer un avantage individuel à chacun des membres de la société, mais bien de concourir à un but général, à un intérêt élevé, qui ne peut être atteint que par les efforts et le concours de tous, le juge saisi a pu déclarer que, dans l'espèce, l'obligation était indivisible, et que l'exécution entière de l'engagement souscrit pouvait être poursuivie par un seul des membres du cercle. — En fait, d'ailleurs, il faut reconnaître que dans une société très-nombreuse comme celle dont il s'agit au procès actuel, il deviendrait bien difficile de poursuivre judiciairement le recouvrement des cotisations si l'on devait exiger que tous les membres de la société se

portassent nominativement demandeur. Le grand nombre des parties en cause grossirait démesurément les frais de la procédure, et la société reculerait le plus souvent devant les dépenses que pourrait lui occasionner un procès intenté dans de telles conditions. Dans l'intérêt de la morale et du respect des engagements librement consentis, il est à désirer que l'action intentée par un seul des membres de la société soit admise par les Tribunaux, toutes les fois que l'obligation contractée pourra être déclarée indivisible. — Mais en dehors de ce cas, l'action devra toujours et nécessairement être intentée par tous les membres du cercle ou contre eux tous.

A. B.

ARTICLE 498.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,
juge de paix.

1^{er} mars 1872.

Dommages aux champs. — Lapins.
Expertise. — Responsabilité.

Le fait imputé à un propriétaire de spéculer sur la proximité d'un bois peuplé de lapins, en choisissant tel ou tel mode de culture, ne saurait se présumer, et doit être prouvé par la partie qui l'allègue.

Le propriétaire d'un bois qui ne justifie pas avoir pris les mesures nécessaires pour détruire les lapins qui s'y retirent, est responsable du dommage qu'ils causent.

Dans tous les cas, l'indemnité doit être calculée eu égard à cette circonstance que le voisinage des bois déprécie forcément les terres au point de vue de la culture et de son produit.

La non-présence du défendeur à l'expertise ordonnée, qu'elle soit calculée ou involontaire, ne saurait ôter à l'avis des experts sa valeur juridique, quand le défen-

deur a été valablement sommé d'assister leurs opérations.

Ainsi décidé,

Le 1^{er} mars 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré précédemment ordonné ; — Vu le jugement du 9 février 1872 ; — Attendu que le sieur Charron conclut en définitive au paiement de la somme principale de 90 francs, avec intérêts tels que de droit et les dépens ; — Attendu qu'il n'est pas méconnu par le représentant des défenderesses que 15 francs ont été offerts, en leur nom, au sieur Charron, lorsqu'il a commencé à se plaindre du dommage causé, disait-il, par les lapins se trouvant dans leur bois ou garenne existant dans le voisinage de sa terre ; — Attendu qu'il a été plaidé pour elles, que le demandeur avait spéculé sur la proximité de ladite terre avec leur propriété boisée, et que dès lors il était non recevable et mal fondé dans sa demande ; — Attendu que cette prétendue spéculation ne saurait se présumer, qu'elle n'est pas du reste établie ; — Que M^{lre} Pomme ne justifient avoir personnellement pris aucune mesure pour détruire les lapins se retirant dans leur propriété ; — Qu'il est de notoriété publique que défunt M. Pomme, leur frère, les conservait pour le plaisir de la chasse ; — Attendu que le rapport dressé par MM. Piffret et Courtin, le 5 février 1872, est régulier en la forme ; que pour n'avoir pas été nommé contradictoirement avec les défenderesses, lesquelles alors faisaient défaut, ces messieurs n'en paraissent

pas moins au Tribunal avoir fait une juste appréciation des droits respectifs des parties, sauf toutefois à avoir égard à la circonstance que le voisinage des bois déprécie forcément les terres au point de vue de la culture et de son produit, et par suite à réduire la somme de 90 francs indiquée par les experts comme le montant de l'indemnité; — Attendu que M^{lle} Pomme ont été sommées d'assister à l'expertise; — Pour ces motifs, statuant par jugement définitif et en dernier ressort, ayant tel égard que de raison au rapport dont s'agit, fixons à 75 francs le montant de l'indemnité due par M^{lle} Pomme, en conséquence les condamnons à payer au sieur Charron ladite somme de 75 francs avec intérêts tels que de droit et les condamnons aux dépens liquidés à...

Observations. — Voir, sur ces questions, de nombreuses décisions analysées dans notre TABLE DÉCENNALE DU BULLETIN, v^o *Dommages aux champs*, n^{os} 20 à 34; voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., *codem verbo*. C. M.

ARTICLE 499.

Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. BERGASSE-LAZIROULES,
juge de paix.

5 mars 1872.

Dommages aux champs. — Meule. — Paille. — Incendie. — Compétence du juge de paix. — Mineur. — Responsabilité du père.

Une meule de paille située dans un champ doit être considérée comme une récolte, et en conséquence le juge de paix est compétent pour connaître, en premier ressort, d'une demande en dommages faits à cette

meule de paille à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Par exploit du 17 février dernier, Pierre Mourgues et Elisabeth Feyt, mère et fils, domiciliés à Cazes-Mondenart, ont fait citer, devant le juge de paix de Lauzerte, Guillaume Auduraud père, comme civilement responsable de son fils mineur, Honoré Auduraud, cultivateur au même lieu de Cazes-Mondenart, pour s'entendre condamner à lui payer : 1^o la somme de 350 francs, pour prix de 100 quintaux de paille que ledit Honoré Auduraud, mineur, incendia, près le village de Cazes, le 3 décembre dernier, entassée en meule dans leur champ; 2^o celle de 150 francs pour le préjudice causé et aux dépens.

Le 5 mars, jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que, d'après la loi du 25 mai 1838, art. 5, §1, le juge de paix connaît sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, etc.; — Attendu que par récoltes on doit entendre tous les fruits produits par la terre, que ces fruits en soient ou non détachés; — Que si la loi a établi une différence entre les récoltes pendantes par les racines et les fruits et grains coupés ou détachés du sol, ce n'est que pour établir la distinction des biens; que l'article 434 du Code pénal donne le nom de *récoltes* aux fruits de la terre qui se trouvent dans les champs en tas ou en meules; — Attendu que la meule de paille incendiée in-

volontairement par Honoré Auduraud, jeune enfant de sept à huit ans, et dont la valeur est réclamée par Pierre Mourgues et Elisabeth Feyt, mère et fils, se trouvait au milieu des champs, et dans un de ceux qui l'avaient produite; que l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 doit, par les expressions qu'il emploie, s'entendre de la manière la plus générale, que les termes en sont précis, qu'il est ainsi commenté et expliqué par Curasson, l'un des plus savants juriconsultes qui a écrit sur la compétence des juges de paix; — Attendu que, par jugement interlocutoire, rendu le 20 février dernier, nous avons nommé d'office MM. Demeaux, notaire, et Jourde, greffier, experts non récusés par les parties, aux fins de vérifier par tous les moyens possibles : 1° quelle était la quantité de paille formant la meule incendiée par Honoré Auduraud en décembre dernier; 2° d'estimer la valeur de la paille détruite; 3° d'évaluer l'importance du dommage; — Que le sieur Demeaux n'ayant pas cru devoir remplir la mission à lui confiée par nous, le sieur Jourde a seul procédé, en présence des parties, à l'expertise susdite, et que de son rapport qui sera enregistré dans les délais de droit et déposé au greffe, il résulte : 1° que la meule de paille appartenant à Pierre Mourgues et Elisabeth Feyt, mère et fils, se composait de 70 quintaux, dont 52 de très-bonne qualité, estimés à 3 francs le quintal, et de 17 quintaux de qualité inférieure à cause de la dépréciation que lui avaient fait subir soit le mauvais temps, soit sa position en plein air, estimés à 1 fr. 75 le quintal; 2° que les dommages causés par l'incendie à une haie et à

des arbres voisins de la meule de paille peuvent être évalués à la somme de 20 francs; — Par tous ces motifs, jugeant en audience publique, contradictoirement et en premier ressort, condamnons le sieur Guillaume Auduraud, pris comme civilement responsable de son fils mineur et habitant avec lui Honoré Auduraud, à payer à Pierre Mourgues et Elisabeth Feyt, mère et fils : 1° une somme de 188 fr. 12 pour valeur de la paille brûlée; 2° une somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts, les deux sommes réunies formant celle de 208 fr. 12, le condamnons en outre à tous les dépens liquidés à la somme de 40 fr. 10, non compris l'enregistrement, l'expédition et la signification du présent jugement, s'il y a lieu. »

Observations. — Cette question a été controversée. Bioche enseigne que le dommage causé à un tas de blé déjà battu et laissé sur l'aire dans les champs, ne peut être considéré comme un dommage fait aux récoltes. Cette opinion nous paraît manifestement erronée. Le blé en gerbe, battu ou non battu, tant qu'il n'est pas enlevé du sol qui l'a produit, est bien une récolte dans le sens de l'article 5 de la loi de 1838; la paille en meule est également une récolte ou partie de cette récolte. En ce sens, notamment Poitiers, 8 juillet 1838. — Nulle part la loi n'a dit que la compétence du juge de paix ne dût s'étendre qu'aux récoltes pendant par racines; par suite, les mots *fruits et récoltes* doivent s'entendre dans le sens le plus large, et nous n'apercevons aucune raison sérieuse de créer une distinction que la loi n'a pas faite. A. B.

ARTICLE 500.

Tribunal de simple police de Laval
(Mayenne).

Président : M. AUBERT, juge de paix.

28 septembre 1871.

*Animal domestique. — Chien. — Dom-
mage à la propriété mobilière d'autrui.
— Cas de légitime défense. — Volailles.
— Domestique.*

Le fait de tuer un chien appartenant à autrui, lorsque l'animal s'est introduit dans une propriété et y commet des devastations, par exemple au moment où il étrangle des volailles, doit être considéré comme un acte de légitime défense, et ne tombe pas sous l'application de l'article 479, n° 1, du Code pénal, qui punit le dommage causé à la propriété mobilière d'autrui.

Ce principe est applicable au préposé du propriétaire comme au propriétaire lui-même.

Il n'est dû, en pareil cas, aucuns dommages-intérêts au maître du chien qui a à s'imputer à faute de l'avoir laissé à l'état de divagation.

Ainsi décidé,

Le 28 septembre 1871, par jugement du Tribunal de simple police de Laval, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — En ce qui concerne Charpentier : — Considérant que Charpentier est prévenu d'avoir, le 3 septembre courant, au lieu dit *la Châtrière*, commune de Laval, volontairement tué un chien appartenant à Malherbe, et d'avoir ainsi contrevenu aux dispositions de l'article 479, n° 1, du Code pénal, qui punit le dommage volontairement causé à la propriété mobilière d'autrui ; — Considérant que Charpentier ne nie pas le fait qui lui est imputé, mais repousse tant l'action publique exercée contre lui que l'action civile qui lui est intentée par

Malherbe, en arguant que, dans l'accomplissement de l'acte qui lui est reproché, il s'est trouvé dans le cas de légitime défense de la propriété de Dubois, son maître ; — En droit : — Considérant que la loi, en accordant protection aux animaux d'autrui, n'a point étendu cette protection à tous les cas où la destruction de ces animaux peut avoir lieu ; qu'elle écarte notamment des cas où sa protection s'exerce ceux où la légitime défense de sa personne ou de sa propriété fait à l'agent qui y a recours une nécessité de la destruction ; — Considérant que ce droit naturel de la destruction, quoique écrit dans des dispositions qui ne sont pas applicables à l'espèce, n'en régit pas moins toute la matière ; — Qu'à la vérité on ne la rencontre pas dans le texte de l'article 479 du Code pénal dont l'application est ici demandée, mais qu'il ne faut pas en induire qu'il ne régit pas cet article comme les articles 453 et 454, du même Code, où il se trouve virtuellement écrit ; qu'en effet, tous les auteurs s'accordent à reconnaître que l'article 479, en ce qui touche la destruction des animaux d'autrui, n'est que le complément des articles 453 et 454 ; qu'il sort de là que cet article 479, n'étant destiné qu'à compléter les articles 453 et 454, doit être régi par les mêmes principes ; qu'il ne pouvait du reste en être autrement, si tant est que le législateur a compris la destruction des animaux dans l'ordre des dommages que punit l'article 479, sans quoi il se fût mis en contradiction avec lui-même ; qu'en effet, par suite de l'extension que la jurisprudence a donnée au mot *propriété mobilière* dont se sert l'article 479, et qui permet d'atteindre la

destruction des animaux domestiques d'autrui autres que ceux désignés dans les articles 453 et 454, il se trouverait que le législateur, qui n'a accordé, quoiqu'il les jugeât les plus utiles, qu'une protection restreinte aux animaux dont s'occupe les articles 453 et 454, aurait couvert les autres, c'est-à-dire les moins nécessaires, d'une complète protection ; que telle n'a pu être sa pensée, et non plus celle des cours qui ont jugé que l'article 479 était applicable à la destruction volontaire des animaux d'autrui ; qu'il faut donc admettre en principe que le droit de destruction, en cas de nécessité, peut être exercé aussi bien à l'égard des animaux que protège le n° 1 de l'article 479 qu'à l'égard de ceux dont s'occupent les articles 453 et 454 ; — Considérant qu'on a plaidé que ce droit de destruction était contredit par les dispositions de l'article 12, tit. II, de la loi du 28 septembre 1791, qui ne parle que des bestiaux ; or, un chien ne pouvant être rangé dans la classe des bestiaux, il s'ensuit que la loi de 1791 ne lui est pas applicable ; qu'on ne doit pas d'ailleurs interpréter cette loi en ce sens qu'elle fait une obligation à celui qui souffre le dommage de s'emparer des animaux qui lui font préjudice ; que ce mode de procédure, praticable vis-à-vis des bestiaux, ne saurait l'être vis-à-vis de certains autres animaux, tels, par exemple, que les chiens et les chats, dont l'approche, parfois dangereuse, est presque toujours impossible ; qu'il faut donc, en admettant que la loi de 1791 soit applicable à toute espèce d'animaux domestiques, dire que cette loi n'a eu en vue que la saisie des animaux qui peuvent être appréhendés, et

non celle de tous les animaux, voire même de ceux qu'on rencontre errants et qui fuient à l'approche de l'homme. — En fait : — Considérant qu'il résulte des débats et de l'enquête que, le 3 septembre courant, Charpentier, domestique de Dubois, avait été chargé par celui-ci de la garde de sa ferme ; qu'alors qu'il était occupé à soigner les animaux de son maître, un sieur Gaubert, passant par la cour de Dubois, a averti Charpentier qu'un chien étranglait une poule dans un champ voisin ; qu'étant allé s'assurer du fait, Charpentier a, en effet, aperçu un chien acharné après une poule, et reconnu que cette poule appartenait à son maître ; qu'il a appelé le chien, mais n'a pu l'approcher parce qu'il s'est enfui ; qu'il est alors allé chercher un fusil, est revenu dans le champ, y a retrouvé le chien toujours acharné après la poule, l'a de nouveau, mais aussi vainement appelé, et, le voyant une seconde fois s'enfuir, a tiré dessus et l'a tué à 17 ou 18 mètres de la poule étranglée ; — Considérant qu'il n'est pas contesté que la poule dont s'agit appartient à Dubois, et que le champ où le chien a été tué dépend de la ferme exploitée par Dubois ; qu'ainsi c'est pour défendre la propriété de son maître et sur le terrain de celui-ci que Charpentier a agi ; qu'il s'est donc trouvé dans un de ces cas de nécessité prévus par la loi, et qui donnent à celui qui souffre d'un dommage causé par des animaux le droit de les détruire ; — Considérant que, pour que la destruction de l'animal tué par Charpentier n'eût pas été, à la rigueur, nécessaire, il aurait fallu que le prévenu ne se trouvât pas dans le cas de légitime dé-

fense de la propriété de son maître, tout au moins qu'il eût pu s'emparer du chien ou qu'il en eût connu le propriétaire; qu'aucune preuve de cette absence de nécessité n'a été faite; qu'au contraire, il a été démontré par les allégations de Charpentier, non contredites par les débats ou l'enquête, que ce n'est qu'après des efforts vains et réitérés pour s'emparer de l'animal que le prévenu a agi, et que, s'il connaissait l'animal qu'il a abattu pour l'avoir déjà plusieurs fois aperçu rôdant autour de la ferme, il est certain qu'il ignorait à qui il appartenait; que la nécessité de destruction s'imposait donc au prévenu comme le seul moyen de défendre la propriété de son maître, menacée par un animal qu'il rencontrait errant, et de l'état duquel il ne pouvait douter;— Considérant que Charpentier, bien qu'agissant pour autre que lui-même, n'en a pas moins légalement agi; que le principe qu'on peut défendre les autres comme soi-même et la propriété des autres comme la sienne propre, découle des dispositions de l'article 328 du Code pénal, dont l'application est ici commandée par la situation du prévenu; qu'en effet Charpentier est domestique de Dubois, et que c'est en cette qualité qu'il a été, dans la journée du 3 septembre, et pendant l'absence de son maître, spécialement chargé par celui-ci de la garde de sa propriété; qu'au surplus Dubois, en le substituant à lui, le 3 septembre, dans la garde de sa ferme, l'a, par ce fait même, substitué à tous les droits qu'il tenait de la loi de défendre sa propriété; qu'il doit donc, comme l'eût fait Dubois, participer du bénéfice de légitime défense et être renvoyé

de la plainte, comme l'eût été Dubois lui-même en pareil cas; — Relativement aux conclusions à fins civiles: — Considérant que Malherbe, se prétendant propriétaire du chien tué par Charpentier, s'est porté partie civile et a conclu à ce que Charpentier fût condamné envers lui à 300 francs de dommages-intérêts; à ce que Dubois fût déclaré civilement responsable de Charpentier, son domestique, et, comme tel, condamné solidairement avec celui-ci au paiement de ladite somme de 300 francs; — Considérant qu'il est de principe que la réparation d'un préjudice causé doit prendre sa source dans un délit ou dans un quasi-délit; — Considérant, comme l'enseignent les auteurs Chauveau-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 207; Dalloz, *Dict.*, v° RESPONSABILITÉ, n° 101), et comme l'ont jugé la Cour de cassation (19 décembre 1817) et la Cour de Rennes (25 avril 1836), que la défense de soi-même et de sa propriété, autorisée par la loi positive comme par la loi naturelle, exclut tout crime ou délit; qu'elle exclut également toute faute; qu'il ne peut, par suite, en résulter une action en dommages-intérêts en faveur de celui qui, par quelque motif que ce soit, l'a rendue nécessaire;— Considérant que Charpentier ayant, dans la destruction du chien de Malherbe, agi en cas de nécessité et de légitime défense de la propriété de son maître, n'est, par suite, tenu à aucuns dommages-intérêts envers Malherbe, qui doit s'imputer à faute d'avoir laissé son chien vaguer à l'abandon et est présumé avoir, par cet abandon, renoncé à sa propriété (Faustin-Hélie, *Traité du droit pénal*,

t. IV, chap. LXXVI); — En ce qui a trait à Dubois; — Considérant que Dubois, appelé en cause comme civilement responsable de Charpentier, son domestique, doit partager le sort de celui-ci et participer de son renvoi des fins de la plainte; — Statuant en dernier ressort et faisant application à Malherbe et à Charpentier et Dubois de l'article 159 du Code d'instruction criminelle; — Déclare le fait reproché à Charpentier non punissable d'après la loi; en conséquence le renvoie, ainsi que Dubois, des fins de la plainte sans dépens; — Déboute Malherbe de la demande en dommages-intérêts et le condamne aux dépens. »

Observations. — Le fait de laisser divaguer un chien, lorsque ce chien, à raison de son naturel particulier, peut être classé parmi les animaux malfaisants ou féroces, constitue par lui-même une contravention prévue et punie par l'article 475, n° 7, du Code pénal; et il a été jugé que le maître du chien peut

être poursuivi, alors même qu'il n'aurait attaqué ou blessé que des animaux et non des hommes (Cass., 10 août 1832). Dans l'espèce, s'il y avait une contravention, elle était imputable au propriétaire du chien, qui devait être considéré comme malfaisant, puisqu'il attaquait et étranglait les animaux domestiques d'autrui. En laissant divaguer à l'abandon un chien dont le naturel était malfaisant et dangereux, le plaignant était donc le premier et le seul coupable, puisqu'il avait encouru la peine portée par l'article 475 précité. Quant au prévenu, s'il avait employé, pour défendre la propriété de son maître, un moyen un peu sévère, la destruction de l'animal, il n'en est pas moins vrai qu'il était en état de légitime défense, et que, par suite, il devait être renvoyé de la poursuite. Nous n'avons rien à ajouter sur ce point aux motifs très-complets, et d'ailleurs fort exacts en droit, du jugement du Tribunal de police de Laval. A. B.

ARTICLE 501.

Justice de paix du cant. de Draguignan
(Var).

Président : M. FAGUET, juge de paix.

23 mai 1872.

Action possessoire. — Enclave.

Passage. — Tolérance.

Ne peut pas être considéré comme enclavé le fonds pour lequel on réclame la maintenue possessoire d'un chemin dont on se sert depuis plus d'un an, lorsqu'il est reconnu en fait que l'on peut aussi se rendre à ce fonds par un chemin de desserte accédant à la voie publique.

Le demandeur prétendrait en vain, pour établir l'enclave, que ce n'est que par tolérance qu'il se sert de ce dernier chemin, s'il résulte des circonstances de la cause que l'usage ne lui en a jamais été contesté.

Le sieur Preiré, propriétaire d'une terre au quartier d'Encapis, commune de Draguignan, se disant enclavé, a fait citer par-devant M. le juge de paix de Draguignan le sieur André et les époux Barnaud, qui s'étaient permis, depuis une vingtaine de jours, de barrer chez eux un passage dont il se servait depuis longtemps pour se rendre à sa propriété; il demandait à être maintenu en possession de ce passage.

Le jour où l'affaire fut appelée, les défendeurs reconnurent : 1° que Preiré jouissait depuis plus d'un an du passage dont s'agit, mais à titre précaire selon eux; 2° qu'ils ne lui avaient barré ce passage que depuis vingt jours environ; mais ils déniaient formellement le fait d'enclave de sa propriété. En présence de cette contradiction des parties sur le fait matériel de l'enclave, il fut rendu, le 21 mai, un jugement interlocutoire donnant acte à Preiré des diverses reconnaissances faites devant le juge par les défendeurs,

et ordonnant la visite des lieux litigieux, et à l'audience suivante, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire du 21 du courant et notre procès-verbal en date du 24 du même mois, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — En fait : — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux que la propriété Preiré, outre le chemin faisant l'objet du procès actuel, est bordée au sud et à l'est par un chemin ou sentier se dirigeant vers la rivière *la Nartuby*, où il vient se souder à un chemin assez large qui, longeant la rive droite de ce cours d'eau, aboutit en amont à l'ancienne route de Flagosc à Trans, à un endroit dit *le Pont-de-Bois*; — Attendu qu'il ressort ainsi que la propriété Preiré a une issue sur la voie publique autre que le chemin litigieux; qu'il ne saurait y avoir doute à ce sujet; qu'en effet, la seconde partie de cette voie par nous décrite, celle longeant la rivière, est un chemin destiné à desservir les différents héritages qui le bordent, fait incontestable, admis et reconnu par jugement du Tribunal de Draguignan du 2 mars 1869 (affaire Olivier c. Cartier); que la première partie de ladite voie, celle qui borde diverses propriétés, est aussi large, aussi praticable que le chemin litigieux; mais que, selon le demandeur, qui reconnaît du reste s'en servir parfois, ce ne serait que par tolérance qu'il passerait sur une partie de ce chemin, notamment aux points où il borde la propriété du sieur Meifret, dit *Martin*; — En droit : — Attendu que le propriétaire du fonds qui se sert pour l'exploiter d'un libre

passage sur l'héritage voisin, ne peut, sous prétexte que ce passage n'est que de pure tolérance, réclamer à titre d'enclave un passage sur d'autres propriétés, tant que celui dont il se sert n'est pas contesté; que le juge ne doit s'occuper que de l'état actuel des choses; — Attendu enfin que, pour qu'un héritage soit enclavé, il faut qu'il n'ait pas d'issue sur la voie publique; — Par ces motifs, déclarons Preiré mal fondé dans sa demande, en conséquence l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations.— Lorsqu'il existe le long d'une propriété un chemin de desserte, à l'usage des différents fonds qui le bordent, cette propriété ne saurait être considérée comme enclavée, la présomption légale étant que le chemin est destiné à l'usage commun de tous les propriétaires limitrophes. Le propriétaire de ce fonds ne saurait donc exciper de l'enclave pour réclamer le passage sur des voisins. Il exciperait en vain de ce que ce ne serait que par tolérance qu'il a usé du chemin de desserte, si rien ne prouve que le passage par le chemin lui ait jamais été refusé ou contesté. L'enclave ne commencerait à exister légalement que du jour où, par une décision de justice, le chemin aurait été déclaré propriété privée, et où l'accès en aurait été fermé à tous autres qu'au propriétaire du chemin.

A. B.

ARTICLE 502.

Justice de paix du canton de Cysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

2 avril 1872.

Action possessoire. — Enclave. — Passage.
— *Droit à l'indemnité prescrit.* —
Prairie. — Défrichement pour culture intensive. — Aggravation de la servitude. — Trouble. — Complainte.

Lorsque le propriétaire d'un fonds enclavé change la destination d'origine de son héritage, de telle sorte que le passage qui lui a été accordé précédemment, en vertu de l'article 682 du Code civil, par le propriétaire du fonds voisin, devienne insuffisant, il ne peut, sous prétexte qu'il a prescrit le droit à indemnité, exiger gratuitement de ce propriétaire un passage plus fréquent et approprié aux nouveaux besoins de son fonds.

Spécialement, le fait, par le propriétaire d'une parcelle de prairie enclavée qui a prescrit, par une possession gratuite de plus de trente ans, le droit à l'indemnité pour le passage sur la portion voisine intermédiaire aux époques de la récolte des foins, de défricher, labourer et cultiver d'une manière intensive tout ou partie de cette parcelle de prairie constitue une aggravation de la servitude primitive, un trouble donnant lieu à l'action possessoire.

Ainsi décidé,

Par M. le juge de paix du canton de Cysoing, suivant jugement, en date du 2 avril 1872, ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que dans la commune de Louvil, autour des fossés dits *des Hautes-Crêtes*, existe, depuis un temps immémorial, une vaste prairie naturelle nommée *les Bas-Prés*, divisée en un grand nombre de parcelles appartenant à divers propriétaires, parmi lesquels se trouvent le sieur Henri Mouque, cul-

tivateur à Louvil, et la dame veuve Philippe Briansiaux, propriétaire à Lille ; — Attendu qu'il résulte de l'aveu des parties et de l'état des lieux que la parcelle de ladite dame, reprise au cadastre sous le numéro 169, ainsi que plusieurs autres appartenant à différents propriétaires non en cause, est enclavée ; que la portion du sieur Mouque, figurée au plan cadastral sous le numéro 170, et qui se confronte avec la précédente, aboutit seule à un chemin ; — Attendu que les passages pour lesdites parties enclavées se sont exercés, depuis plus de trente ans, sans obstacle et sans indemnité, *à pied* pour la fauchaison ou fenaïson, et *avec voiture* pour l'enlèvement des foin, sur les parcelles intermédiaires et en partant de la portion du sieur Mouque, uniquement accessible, comme il est dit, à la voie publique ; — Attendu que le sieur Amand Dupuich, fermier de la veuve Briansiaux, avec l'autorisation de cette dernière, a depuis moins d'un an défriché, labouré une partie de la parcelle de prairie compétente à ladite dame et cultivé intensivement le sol de cette portion ; — Attendu que le sieur Mouque, principal débiteur de la servitude légale, considérant que ces défrichement, labour et culture intensive, en amenant une circulation beaucoup plus grande et à des époques différentes de celles ci-dessus reprises des récoltes du foin, constituaient une innovation à l'ancien état de choses, une aggravation volontaire du passage lui faisant éprouver un grave préjudice, a intenté contre le sieur Dupuich une action en complainte tendant à se voir maintenir et garder dans la possession où il est depuis plus d'un et

jour de sa parcelle de prairie, faire défense audit sieur Dupuich de ne plus l'y troubler, en abusant, ainsi qu'il l'a fait, du droit de passage qu'il peut avoir comme fermier de la veuve Briansiaux, et le condamner en 50 francs de dommages-intérêts pour les dégâts causés à sa partie de prairie, avec dépens ; — Attendu que M^{me} veuve Briansiaux s'est présentée, a demandé à être reçue et a été reçue partie intervenante dans la cause ; qu'elle a exposé, par l'organe de M. Emile Favreuil, géomètre à Lille, son mandataire, que la servitude légale de passage, pouvait s'étendre autant que l'exigeait l'utilité, quelle qu'elle fût, du fonds dominant ; que, suivant l'article 544 du Code civil, le propriétaire, pouvant aussi jouir et disposer de son bien de la manière la plus absolue, avait incontestablement le droit d'en changer la culture et même de donner à sa propriété une nouvelle destination si ses intérêts l'exigeaient ; qu'il était présumable que l'enclave n'était que le résultat de la division du fonds opérée anciennement par suite d'aliénation partielle, et que, dans tous les cas, le droit à l'indemnité se trouvait prescrit ; — Attendu qu'il n'appert d'aucun titre que la totalité de la prairie dite *les Bas-Prés* ait, à une époque plus ou moins reculée, appartenu à un seul et même propriétaire ; qu'il n'est dit non plus dans les actes produits que la portion du sieur Mouque devra passage sans indemnité ou avec indemnité, ou encore simplement passage ; — Attendu que le point unique demeuré constant est que la veuve Briansiaux, avec d'autres, a, par un exercice gratuit de plus de trente ans, prescrit le droit du sieur Mouque à

réclamer une indemnité pour le passage sur sa parcelle de prairie, aux époques de la récolte des foin, des propriétaires de toutes les parties de pré enclavées, et que, l'endroit où la servitude doit être exercée étant bien déterminé, ledit sieur Mouque ne pourrait réaliser l'intention qu'il manifesterait de clore entièrement sa portion ; — Attendu que ce que la loi semble consulter pour l'exercice de la servitude de passage dans le cas de l'article 682, c'est plutôt l'avantage du propriétaire du fonds servant, concilié avec la stricte nécessité résultant de la situation des lieux, que celui du propriétaire enclavé ; — Attendu que c'est surtout lorsque le créancier de cette servitude forcée n'a d'autre titre pour l'exonération de l'indemnité que son exercice gratuit toléré pendant trente ans qu'elle doit être interprétée favorablement pour le débiteur ; que le droit de cette servitude, de la part de celui qui la doit, ne consistant alors qu'à souffrir sans indemnité telle ou telle charge, il s'agit d'apprécier la nature primitive des biens, la possession, de voir ce dont l'une des parties a usé et ce que l'autre a entendu souffrir gratuitement ; — Attendu, sur la prescription du droit d'indemnité, que, cette prescription ne faisant acquérir que ce qui a été possédé, il en résulte que, si le propriétaire du fonds ne peut s'opposer à l'exercice du droit que, de telle ou telle manière et gratuitement, son adversaire exerce depuis plus de trente ans, ce dernier ne peut non plus dans son seul intérêt, et en s'appuyant principalement sur ladite prescription, aggraver la servitude ; que cela est conforme à la disposition de l'article 702 et de-

coule du principe qu'on ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui ; — Attendu que si d'après la lettre dudit article le propriétaire du fonds dominant ne peut faire aucun changement qui aggrave la servitude à sa volonté, il n'est cependant pas moins vrai qu'il peut obtenir un surcroît de servitude s'il lui devient nécessaire ; sans cela, la disposition qui veut que le propriétaire puisse retirer de sa chose tout l'avantage qu'elle peut lui offrir serait, pour ainsi dire, illusoire et l'intérêt de l'agriculture méconnu ; que, si un passage est déjà dû pour le service d'un héritage enclavé, la servitude à laquelle sont soumis les fonds voisins est même susceptible de se modifier si l'héritage change de nature ou reçoit une destination agricole nouvelle qui rende cette modification nécessaire ; mais que, dans l'un comme dans l'autre cas, c'est à la charge par le propriétaire du fonds dominant de payer une indemnité proportionnée au dommage ou au supplément de dommage qu'il peut occasionner ; — Attendu que, par le changement de mode de culture de la portion du terrain enclavé, le sieur Dupuich a dépassé la possession primitive et la destination d'origine, et empiré par là la condition du fonds asservi ; qu'il a refusé de payer aucune indemnité ; que, si les dix ou douze fermiers ou propriétaires des autres parcelles enclavées défrichaient et cultivaient de la même manière ou diversement la terre de leurs parties, la propriété du sieur Mouque notamment aurait à supporter des passages continuels et sérieusement onéreux ; — Attendu que, le sieur Mouque laissant à la veuve Briansiaux la faculté, soit de

rétablir la partie de prairie naturelle défrichée, soit de la remplacer par une autre artificielle, ou, à défaut, de consentir à lui payer une indemnité annuelle de 6 francs, il n'échet d'examiner si le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande en fixation d'indemnité lorsque les parties sont d'accord sur l'endroit par lequel la servitude doit s'exercer et que le montant de l'indemnité annuelle réclamée ne dépasse pas le revenu d'un capital de 200 francs ; qu'il suffit, l'action possessoire accueillie, de donner acte de cette déclaration ; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel, gardons et maintenons le demandeur dans la possession où il est, depuis an et jour, de la partie de prairie contiguë à celle enclavée de la veuve Briansiaux avec servitude de passage sans indemnité à l'époque et pour la récolte des foina seulement ; disons que le fait du sieur Dupuich, avec refus d'indemnité, d'avoir, pour la culture intensive d'une portion défrichée par lui de la parcelle appartenant à ladite dame, passé nombre de fois à d'autres époques et pour un autre objet constitue une aggravation de servitude, un trouble à cette possession ; faisons défense audit Dupuich de l'y troubler à l'avenir, et, pour l'avoir fait, le condamnons en 12 francs de dommages-intérêts et aux dépens, liquidés à 7 fr. 45, non compris le coût du présent jugement ; et suivant ses offres, condamnons la veuve Briansiaux à garantir Dupuich des condamnations prononcées contre lui tant en principal que frais ; — Donnons acte au sieur Mouque de la déclaration par lui faite, à savoir : que, moyennant indemnité annuelle de

6 francs ou telle autre qui pourrait être fixée par experts, il donne toute-fois son consentement pour la mise en rapport avec les nouveaux besoins de la propriété de M^{me} Briansiaux de la servitude de passage à travers son fonds et qui avait jusqu'à suffi aux époques de la récolte des foina seulement, sauf encore décharge d'une partie de l'indemnité, même nouveau règlement au cas où ultérieurement d'autres propriétaires enclavés défricheraient et cultiveraient les portions de prairie qui peuvent leur compéter, tous droits des sieur Mouque et veuve Briansiaux réservés à l'égard desdits autres propriétaires. »

Observations. — Un fait d'aggravation de servitude constitue un trouble de possession susceptible de servir de base à l'action en complainte (Cass., 10 août 1858, ANNALES, 1859, p. 30). Les changements dans l'exercice d'une servitude ne constituent un trouble à la possession de celui dont la propriété en est grevée qu'autant que la condition de ce fonds en est aggravée ; d'où il suit qu'un changement dans le mode d'exercice d'une servitude, qui ne fait éprouver aucun préjudice au propriétaire du fonds assujéti, ne peut servir de base à une action possessoire (Cass., 29 décembre 1858, ANNALES, 1860, p. 113). L'article 701 du Code civil doit être entendu *secundum subjectam materiam*, de manière à n'entraver que le moins possible la disposition de la propriété. « C'est surtout, dit Curasson, 2^e édit., t. II, p. 292, lorsque le créancier de la servitude n'a d'autre titre que la possession, qu'elle doit être interprétée favorablement

pour le débiteur. Le droit de servitude, de la part de celui qui la doit, ne consistant qu'à souffrir telle ou telle charge, ou à s'abstenir de telle ou telle chose, il s'agit d'apprécier la possession, de voir ce dont l'une des parties a usé, et ce que l'autre a entendu souffrir. Alors vient l'application de la maxime *Tantum prescriptum quantum possessum.* »

« La prescription, dit M. Pardessus, 8^e édit., t. II, p. 113, ne fait acquérir que ce qui a été possédé ; il en résulte que, si le propriétaire du fonds grevé ne peut s'opposer à l'exercice du droit que son adversaire exerce depuis trente ans, il n'a pas pour cela perdu la faculté de disposer son fonds comme il lui plaît, même quand cette disposition serait susceptible de nuire à la servitude acquise contre lui. C'est en cela que l'acquisition d'une servitude par titre est plus favorable que celle qui naît de la prescription. » Suivant l'article 702, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier. Le titre pour le passage en cas d'enclave est dans la loi, art. 682, ainsi conçu : « Le propriétaire dont les fonds enclavés peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner. » Le droit de se prévaloir de cette disposition n'appartient pas seulement au propriétaire ; il peut être invoqué par toute personne à laquelle compète sur le fonds enclavé un droit réel dont l'exercice

nécessite le passage (Aubry et Rau, 2^e édit., t. II, p. 62, note 1), par exemple, par l'usufruitier du fonds enclavé (Zachariæ, t. II, p. 625), ou par le fermier de ce fonds (Amiens, 25 mai 1813, *Journal du palais*, nouvelle édit., t. XIV, p. 602). Ce droit étant fondé sur l'utilité publique, aucun des voisins du propriétaire du fonds auquel il est acquis ne peut, en général, se soustraire à son exercice (Pardessus, n^o 219). Toutefois, si l'enclave est le résultat de la division d'un fonds, opérée par suite soit de partage, soit d'aliénation partielle, soit de donation, celui qui a besoin du passage doit s'adresser de préférence à ses copartageants, à son vendeur ou à l'acquéreur de la partie du fonds communiquant à la voie publique, au donateur ou aux héritiers de ce dernier, encore bien que l'acte de partage, de vente ou de donation ne fasse nullement mention du droit de passage. Les autres voisins peuvent alors se refuser à livrer le passage (Cass., 1^{er} mai 1811, *Journal du palais*, t. XII, p. 384 ; Caen, 26 mai 1824 ; Delvincourt, *Cours de Code civil*, édit. de 1824, t. I, notes, p. 390, note 7 sur p. 165 ; Toullier, t. III, n^o 550 ; Duranton, t. V, n^o 420 ; Curasson, *Actions possessoires*, p. 326 ; Taulier, *Théorie du Code civil*, t. II, p. 427), quoique le trajet sur leur fonds soit le plus court (Curasson, *loc. cit.*) et alors même qu'il est dit dans l'acte d'aliénation du fonds enclavé que les parties de ce fonds voisines de la voie publique ne devront aucun passage (Taulier, t. II, p. 428). D'après l'article 682, le passage n'est dû que pour l'exploitation du fonds enclavé, c'est-à-dire pour la culture et le défrichement et pour l'extraction des

produits du fonds et non pour l'usage d'une briqueterie qui y a été établie (Aubry et Rau, t. II, p. 62, note 2; Bruxelles, 22 mars 1817). Mais il est dû, quand même la nécessité de ce passage résulterait du mode de culture du fonds enclavé (Carou, n° 187). Dans ce cas, le propriétaire qui, avant le changement, n'avait sur le fonds voisin qu'un droit de passage à pied, peut demander un passage avec voiture, à la charge, bien entendu, d'une nouvelle indemnité (Agen, 18 juin 1823; Cass., 8 juin 1836, *Palais*, t. XLV, p. 324; Tribunal civil de Mâcon, 29 décembre 1858). La servitude légale du passage est accordée au propriétaire du fonds enclavé pour un temps indéterminé, tant que dure l'enclave, et ne reçoit d'autre modification que celle résultant du mode d'exploitation, auquel l'étendue du passage doit être appropriée (Delvincourt, t. I, notes, p. 389). Elle ne peut être réclamée qu'à la charge par le demandeur de payer une indemnité proportionnée au dommage que le passage peut occasionner. Mais cette règle doit recevoir exception dans le cas où l'enclave est le résultat de la division du fonds. Alors, le passage est dû sans indemnité, soit par les copartageants, soit par le vendeur ou les autres acquéreurs, soit enfin par le donateur ou ses héritiers, à moins qu'il n'ait été dit dans l'acte de partage, de vente ou de donation, que les portions voisines de la voie publique ne devront aucun passage (Delvincourt, t. I, p. 390, note 7 sur la page 165; Taulier, t. II, p. 427 et 428). Pour que le passage puisse être exercé, il suffit qu'il ait été procédé à la fixation de l'indemnité proportionnelle (Colmar, 26 mars 1816),

et jusque-là le propriétaire peut refuser le passage. Le voisin sur le fonds duquel le passage s'est exercé, par suite d'enclave, pendant trente ans, ne peut plus réclamer l'indemnité (Lyon, 12 juin 1824). Alors, le passage continue à s'effectuer gratuitement. La prescription ne commence à courir que du jour où le passage a eu lieu à titre de servitude légale, et non pas seulement à dater du règlement de l'indemnité (Cass., 11 août 1824, 23 août 1827). Le passage dans le cas de l'article 682 est fondé sur la nécessité et sur la loi et ne peut être réputé précaire et de simple tolérance. Il s'agit donc d'une véritable possession, qui ne fait pas acquérir le droit de passer, parce qu'il est déjà acquis, mais qui du moins fait acquérir la prescription de l'indemnité (art. 685), et sert à déterminer sur quel fonds le passage doit être exercé (Carré, *Droit français*, t. II, p. 260). On ne peut clore une propriété dans laquelle des fonds appartenant à un tiers sont enclavés. Dans ce cas, le voisin peut réclamer un passage pour l'exploitation de son fonds, en payant une indemnité proportionnée au dommage occasionné (Code civ., art. 688; Pardessus, n° 133; Toulhier, t. III, n° 160). Il est facile de voir que, si M. le juge de paix de Cysoing, dans les motifs de son jugement, a pris en considération diverses raisons touchant au pétitoire, ce n'a été que pour éclairer les parties sur leurs droits réciproques et leur éviter des frais inhérents à des procès en première instance. D'ailleurs, la Cour de cassation, par arrêt du 24 juin 1828 (*Palais*, t. XLIII, p. 104), a décidé que le pétitoire n'est pas cumulé avec le possessoire

par le juge de paix qui, appelé à statuer sur une action en complainte à l'occasion de l'exercice d'un droit de passage, apprécie les faits de la cause, qu'il qualifie d'abus de ce droit, dans les *motifs* de son jugement, quoiqu'il se borne dans le *dispositif* à maintenir le demandeur en sa possession. L'indemnité due au cas d'enclave au propriétaire du fonds assujetti constitue une créance ordinaire, et l'action en paiement se prescrit par trente ans. C'est devant le Tribunal civil et non devant le juge de paix que l'action en réclamation de passage et en fixation d'indemnité doit être portée (Curasson, p. 325, 326). Cependant, si les parties étaient d'accord sur l'endroit par lequel la servitude doit s'exercer, et qu'il n'y eût de contestation que sur la quotité de l'indemnité, il nous semble que, alors, la contestation pourrait être portée devant le juge de paix, dans le cas où le montant de l'indemnité offerte ou réclamée n'excéderait pas les limites de la compétence de ce magistrat. L'action en paiement de cette indemnité n'est plus alors qu'un quasi-contrat, une simple action personnelle (Curasson, p. 323 et 324 de la seconde édition, t. II). N. D.

ARTICLE 503.

Justice de paix de St-Georges-sur-Loire
(Maine-et-Loire).

Président : M. DEMAILLASSON,
juge de paix.

2 mai 1873.

Domages aux champs. — Arbres. — Abatage. — Fermier. — Bail. — Défense. — Incompétence.

Lorsque, dans un bail, il a été fait défense au fermier d'abattre ni couper par

pieds, têtes et branches aucuns arbres fruitiers, *marmenteaux* et autres morts ou vifs, et ce à l'exception des arbres émondables, et que le fermier a agi contrairement à cette défense, c'est à tort que l'on introduit devant le juge de paix une demande pour dommages aux champs, fruits et récoltes, et le juge de paix doit se déclarer incompétent.

Ainsi décidé,

Par M. le juge de paix du canton de Saint-Georges-sur-Loire, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du 8 avril dernier, plus notre jugement interlocutoire du 11 du même mois et notre procès-verbal de visite et d'enquête du 20 du même mois, le tout étant enregistré ; — Vidant le délibéré ; — Attendu que, par leur citation, les demandeurs ont conclu à ce que le défendeur soit condamné à leur payer, ès qualités qu'ils ont agi, une somme de 300 francs de dommages-intérêts pour avoir abattu dans la ferme et enlevé divers arbres à haut vent, essence chêne, et des souches ; — Attendu que l'article 5 de la loi des 25 mai-6 juin 1838 donne compétence aux juges de paix de juger, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux ; — Mais qu'il s'agit de distinguer ; — Attendu qu'il est incontestable que le juge de paix est compétent dans toute l'extension des termes de l'article susvisé, quand le dommage ne frappe que sur les fruits et récoltes purement et simplement ; mais qu'il cesse de

l'être quand le dommage porte atteinte à la valeur même du fonds, à moins que, dans ce cas, la demande ne s'élève pas à plus de 200 francs, par exemple, comme dans l'espèce, lorsqu'il y a eu coupe et enlèvement d'arbres, ce qui, du reste, imprime au fait dommageable le caractère d'un délit; — Attendu que, depuis la visite de lieux, il nous a été produit la grosse d'un acte, au rapport de M^e Oger, notaire à Saint-Georges-sur-Loire, en date du 16 janvier 1870, enregistré, duquel acte il résulte que le défendeur est fermier des biens sur lesquels il a commis les dévastations et dégâts qui lui sont reprochés et qui ont été constatés par notre susdit procès-verbal de visite du 20 avril dernier; — Attendu que l'article 6 de ce bail contient défense expresse au fermier *d'abattre ni couper par pieds, têtes ni branches aucuns arbres fruitiers, marmetteaux ni autres morts ou vifs, à l'exception des arbres émondables, et ce en temps et saisons convenables, etc.*; — Attendu que le défendeur a contrevenu réellement à ce qui lui était formellement interdit; — Qu'ainsi, en tous points, la connaissance d'une contestation de cette espèce échappe à la juridiction exceptionnelle des juges de paix, et appartient essentiellement à la juridiction ordinaire des Tribunaux de première instance; que c'est donc à tort que nous avons été saisi de la demande dont s'agit; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort; — Déclarons notre incompétence et condamnons les demandeurs aux dépens. »

Observations. — Il a été enseigné dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, au mot *Dommages aux champs*,

n^o 14, que le juge de paix est compétent pour statuer sur ces sortes de dommages, quelque graves qu'ils soient et quelle qu'en soit la cause, soit qu'ils proviennent de délits, comme de dévastation de récoltes sur pied, coupe ou mutilation d'arbres, etc., etc. Cette opinion nous paraît exacte et nous la maintenons dans son entier; cependant nous ne pouvons pas nous dissimuler que nous nous rangerions entièrement à la manière de voir de M. le juge de paix du canton de Saint-Georges-sur-Loire si la destruction des arbres effectuée par un fermier, sur la ferme qu'il exploite, avait été telle que la valeur de l'immeuble en fût elle-même dépréciée. Il n'y aurait plus, dans ce cas, en effet, un simple dommage aux champs, tel que celui pouvant résulter de la coupe ou de l'abatage de quelques arbres seulement sur la propriété affermée: il y aurait une dépréciation de la propriété elle-même, dont le fonds serait véritablement atteint. Or il est de jurisprudence que le juge de paix cesse d'être compétent lorsque le dommage porte non pas seulement sur les récoltes, mais sur le fonds même. (Cass., 24 janvier 1866, ANNALES, 1867, p. 76.) On remarquera que le fait d'abattre des arbres appartenant à autrui constitue un délit prévu par l'article 445 du Code pénal. Jugé que cet article doit être appliqué au fermier lui-même qui, contre la volonté du propriétaire, coupe des arbres sur la propriété qui lui est donnée à bail, comme il le serait à toute autre personne. Cass., 13 juin 1818, 1^{re} mai 1819, etc. C. M.

ARTICLE 504.

Justice de paix d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALF. BOULÉ, juge de paix.

9 mars 1873.

Domestiques. — Étrennes. — Réductibilité. — Héritiers. — Compte. — Livre. — Provisions. — Exécution provisoire et nonobstant appel.

Les étrennes promises à un domestique sont toujours réductibles quant à la quotité.

L'héritier du maître ne saurait diviser les articles du compte concernant le domestique, et doit, avant tout, représenter le livre spécial qu'a pu tenir le défunt.

Les créanciers d'une succession n'ont pas d'action directe contre le légataire universel en usufruit.

Conclure au paiement d'une somme à titre de provision équivalant à demander l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant appel et sous caution jusqu'à concurrence de ladite somme, si elle n'excède pas 300 francs.

Ainsi décidé,

Le 9 mars 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, dans les termes qui suivent :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné à l'audience du 24 février dernier ; — Vu notre jugement du 3 février qui a reçu M^{lle} Bernier opposante au jugement par défaut du 17 novembre 1871 ; — Attendu que le rapport dressé par M^r Imbault, notaire à Arpajon, chargé comme expert de procéder au compte d'entre les parties, ledit rapport en date du 18 février 1872, est régulier en la forme ; — Qu'il est en outre juste au fond ; — Qu'en effet, les étrennes même promises étant une libéralité, celui qui les donne reste toujours libre d'en fixer la quotité ;

— Que la rétribution de 400 francs par mois allouée par le défunt au sieur Montagne, alors que la femme de ce dernier était employée dans la maison et que lui-même fournissait tout son temps, ne saurait être maintenue, l'importance des services originaires rendus n'étant plus la même ; — Qu'il convient de réduire à 50 francs par mois les gages du sieur Montagne à partir du 12 septembre 1871 ; — Que les 200 francs dont M^{lle} Bernier prétend faire une cause de supplément d'actif au profit de la succession du sieur Bernier, son frère, ne paraissent pas avoir été payés audit sieur Montagne ; — Que M^{lle} Bernier devrait, pour que sa prétention puisse être accueillie, apporter une quittance datée du 20 mars 1870 et une autre encore datée du 20 mai 1870 ; qu'il ne lui appartient pas de diviser à son gré les articles du compte ; — Que le sieur Montagne est de bonne foi quand, dans tous les cas, il déclare s'en référer sur ce point au livre de son défunt maître ; — Attendu que ce livre n'est pas produit ; — Attendu que c'est à bon droit que l'expert a rejeté du compte les dommages et intérêts réclamés par le sieur Montagne pour son déplacement en vue d'un nouvel établissement et les intérêts d'un prétendu emprunt contracté ; — Attendu que le jugement frappé d'opposition ayant statué sur la créance du sieur Montagne calculée jusqu'au 11 novembre 1871 seulement, il convient de réserver au sieur Montagne tous ses droits à partir du même jour ; — Qu'il se trouve créancier, en ajoutant 33 fr. 45 pour déboursés, de 1 180 fr. 85 au 11 novembre 1871 ; — Attendu que M^{lle} Bernier agit

comme héritière pour un quart du défunt et comme sa légataire universelle en usufruit, mais le tout sous bénéfice d'inventaire seulement ; — Attendu que les créanciers d'une succession n'ayant pas d'action directe contre le légataire universel en usufruit, M^{lle} Bernier ne peut être condamnée qu'en sa qualité d'héritière sous bénéfice d'inventaire ; — Attendu que le sieur Montagne a conclu au paiement d'une somme de 200 francs à titre de provision ; — Attendu que ce mode de conclure équivaut à demander l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant appel et sans caution jusqu'à concurrence de ladite somme de 200 francs ; — Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi du 25 mai 1838, le Tribunal peut ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution, lorsque la somme n'excède pas 300 francs ; — Attendu qu'à raison du peu d'aisance du sieur Montagne, de la nature privilégiée (C. civ., art. 2101, 4^e) de sa créance, et du peu de diligences faites par les héritiers pour liquider la succession, dont l'ouverture remonte au 31 janvier 1871, l'exécution provisoire telle qu'elle est demandée doit être ordonnée ; — Attendu que la demande reconventionnelle de M^{lle} Bernier tendant à faire condamner le sieur Montagne à payer à la succession des dommages et intérêts à donner par état pour défaut de soins au jardin, au potager, aux arbres, arbustes et plantes, est une demande indéterminée, excédant la compétence du Tribunal ; — Par ces motifs ; — Renvoyons sur la demande reconventionnelle les parties devant les juges qui doivent en connaître,

retenons la demande principale, et statuant sur icelle et par jugement nouveau ; — Condamnons M^{lle} Bernier, qui a été reçue opposante au jugement du 17 novembre 1871, à payer, en sa dite qualité d'héritière sous bénéfice d'inventaire pour un quart du sieur Bernier, son frère, au sieur Montagne, la somme principale de 295 fr. 20, représentant la quote-part à sa charge dans la somme ci-dessus indiquée, la condamnons aux intérêts tels que de droit et aux dépens liquidés (non compris ceux du jugement du 17 novembre dernier) à ; — Ordonnons l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution jusqu'à concurrence de 200 francs, suivant la demande, et réservons au sieur Montagne le surplus de sa créance à partir du 11 novembre 1871. »

Observations. — Sur l'exécution provisoire, voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit, v^o Jugement, n^o 111 et suiv. A. B.

ARTICLE 505.

Justice de paix du canton ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

12 avril 1873.

Louage d'ouvrage ou de service. — Comptable. — Renvoi sans motif sérieux. — Demande en paiement d'indemnité. — Interruption de travail. — Fête religieuse.

Le fait par un employé de commerce, et notamment par un comptable, de s'être absenté de son bureau un vendredi saint pour assister aux offices ne constitue pas une inexécution de ses obligations qui puisse motiver la résiliation du contrat et le renvoi immédiat et sans congé, alors surtout qu'il résulte des circonstances de la

cause que le service de comptabilité du commis n'a pas souffert de cette absence momentanée, et a été au contraire régulièrement tenu.

En conséquence, le comptable renvoyé brusquement, et sans autre motif valable, a droit d'obtenir une indemnité, évaluée conformément à l'usage des lieux.

Ainsi décidé,

Le 12 avril 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu, en droit, que le Code civil, après avoir, en l'article 1710, défini le louage d'ouvrage « un contrat par lequel une des parties « s'engage à faire quelque chose « pour l'autre, moyennant un prix « convenu entre elles, » se borne, surtout depuis l'abrogation de l'article 1781, à proscrire, en l'article 1780, le louage de services pour tout le temps de la vie, sans édicter spécialement aucune règle par rapport à la durée et à la résolution de l'engagement ; — Attendu cependant que la loi du 22 germinal an XI, qui détermine les obligations entre les ouvriers et ceux qui les emploient, a posé le principe que les contrats de louage d'ouvrage ne pourront être résolus, sauf l'indemnité en faveur de l'une ou de l'autre des parties, que dans les cas « d'inexécution des engagements de part et « d'autre, de mauvais traitements « de la part du maître, d'inconduite de la part de l'ouvrier ou apprentice ; » — Attendu, de plus, que, suivant les jurisconsultes les plus autorisés : Zachariæ, t. III, § 362 ; Troplong, n° 66, et le tribun Mouricault (Fenet, t. XIV, p. 322), les règles du Code civil pour le louage

des biens s'appliquent par analogie, et autant que la nature des choses le permet, aux autres louages et par conséquent au *loyer* ou au louage de travail, d'ouvrage ou d'industrie ; — Attendu que, d'accord avec Pothier, n° 372, Troplong, n° 881, ajoute même que la tacite reconduction a lieu dans le louage d'ouvrage ou de services et que la durée de cette reconduction est celle qui est assignée par l'usage ; — Attendu donc que l'obligation pour les maîtres ou patrons et pour les ouvriers, employés ou gens de travail, engagés verbalement, de fait et sans autre convention, suivant le prix arrêté pour le salaire de la semaine, de la quinzaine ou du mois, de se donner réciproquement, pour mettre fin au louage, un *congé* dit de *prévenance* ou à la *paye* prochaine, c'est-à-dire une semaine, une quinzaine ou un mois à l'avance, sous peine, pour celle des parties qui, sans motif légitime, aura manqué à ses engagements (le patron en renvoyant immédiatement l'ouvrier ou en lui refusant le travail, et l'ouvrier en abandonnant instantanément l'ouvrage), de se rendre passible d'une indemnité, habituellement fixée à une somme égale au salaire de la période de paye courante et de la pleine période suivante, constitue une de ces règles consacrées par l'usage à Roubaix, en matière de louage d'ouvrage, et analogue à celles qui sont suivies pour le louage des choses ; — Attendu, par conséquent, que ces règles, fondées en droit et en équité, ayant un caractère de parfaite égalité et d'entière réciprocité entre les patrons et les ouvriers ou employés, et sauvegardant les intérêts des uns et des autres, ainsi que ceux du travail, de

l'industrie et de la société, doivent être sanctionnées par la justice; — Attendu, en fait, que Armand Doërr, ancien officier alsacien, qui était depuis le 22 février dernier employé comme comptable, au traitement de 100 francs par mois, au service de Charles Felhoen, courtier en bière, à Roubaix, ayant été, sans raison ni motif, prétend-il, et sans congé ni *prévenance*, renvoyé de ce service, le 29 mars dernier, demande la condamnation de son ancien patron au paiement de la somme de 133 fr., se composant, suivant les termes de l'exploit de citation, de 33 fr. 33 pour solde d'un mois d'appointements et de 100 francs, *pour le mois à échoir fin courant et pour tenir lieu de mois de prévenance*; — Attendu que des explications données à l'audience il résulte que le 29 mars dernier, le vendredi saint, Doërr s'est cru obligé et autorisé, dit-il, à solenniser ce grand jour par la cessation du travail et l'assistance aux offices religieux, sans que d'ailleurs son service de comptabilité, régulièrement tenu et n'exigeant pas habituellement un travail constant et continu, en souffrit; — Attendu que, si les circonstances où s'est produite cette interruption momentanée de service ne rendent pas l'employé complètement excusable, il ne saurait dans tous les cas être réputé avoir, par ce seul fait, inexécuté et rompu ses engagements et justement encouru la peine de la résiliation du contrat et du renvoi immédiat et sans congé; — Attendu que Felhoen n'allègue d'ailleurs aucun autre motif sérieux de plainte contre son ancien comptable, par rapport au service ou à la conduite, et qu'au contraire il a proposé à

l'audience de lui faire l'abandon d'une somme de 20 francs, reçue par Doërr à titre d'avance, ce qui peut même, dans une certaine mesure et en principe, être considéré comme impliquant la reconnaissance du bien fondé de la demande; — Attendu, enfin, qu'au regard des règles fondées sur la loi et consacrées par l'usage, exposées ci-dessus, la demande en paiement de 133 fr. 33, à titre d'indemnité, sauf déduction des 20 francs avancés, n'a rien d'exagéré; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort; — Condamnons Felhoen à payer à Doërr, pour les causes avant dites et expliquées, la somme de 133 fr. 33, avances déduites, outre les intérêts judiciaires, à partir du jour de la demande, et le condamnons de plus aux dépens. »

Observations. — C'est une question controversée que celle de savoir si, lorsqu'il s'agit d'une contestation entre un négociant et son commis, c'est la juridiction civile ou la juridiction commerciale qui serait compétente. D'assez nombreuses décisions ont jugé que le Tribunal de commerce est seul compétent pour statuer sur l'action en paiement de salaire ou relative au salaire du commis d'un commerçant. En ce sens, notamment, Bordeaux, 4 août 1840; Paris, 16 janvier 1843; Bordeaux, 10 janvier 1843. Nous n'avons pas approuvé cette doctrine; le salaire d'un commis ou les contestations qui peuvent s'engager sur la nature de l'engagement, l'exécution ou le mode de résiliation du contrat ne rentrent en aucune façon dans les faits *relatifs au trafic du patron*, ni par conséquent dans les cas spécialement et limita-

tivement prévus par l'article 634 du Code de commerce. Voir, en ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., n^{os} 24 et suivants, où nous établissons en outre que le commis ne peut être considéré comme un serviteur à gages, dans le sens de l'article 5 de la loi de 1836, et que, par suite, l'action doit être portée, selon le taux de la demande, soit devant la justice de paix, soit devant le Tribunal civil. Dans l'espèce du procès-actuel, la demande n'excédait pas 200 francs; par suite, elle rentrait bien dans la compétence générale du juge de paix, déterminée par l'article 1^{er} de la loi de 1838.

C. M.

ARTICLE 506.

Justice de paix du canton est de Figeac
(Lot).

Prés. : M. SERIEYS, juge de paix.

22 juin 1872.

Engagement. — Ouvriers. — Résiliation.
— Clause pénale. — Indemnité. —
Pouvoir du juge. — Compétence.

Le juge de paix est compétent pour connaître de la contestation qui s'élève entre un maître tailleur et l'ouvrier engagé par lui à l'année et pour quatre années.

L'abandon prolongé par l'ouvrier de l'atelier du maître tailleur, et ce surtout après la sommation extrajudiciaire qui lui a été faite d'y rentrer, est une cause suffisante de résiliation.

Lorsque le contrat d'engagement prévoit deux cas de résiliation et deux indemnités différentes selon les cas et les époques, le juge a la faculté, si la résiliation intervient à une époque intermédiaire, de ne pas appliquer strictement l'une ou l'autre indemnité, mais d'accorder des dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé, eu égard à l'époque de la résiliation.

Par acte du 20 juin 1872 (Delfour, huissier), le sieur Burguière, mar-

chand tailleur à Figeac, a fait citer à comparaitre devant le juge de paix du canton est de Figeac les mariés Filhon pour :

« Attendu que, par acte passé le 15 février 1872 devant M^e Courrieu, notaire à Figeac, les mariés Filhon se sont engagés à travailler pendant le laps de quatre années dans l'atelier et pour le compte dudit sieur Burguière, moyennant un salaire de 1 000 francs par an que celui-ci s'obligeait à leur payer sous les conditions exprimées audit acte; — Attendu que, d'après une des clauses de ce traité, dans le cas où la résiliation en serait prononcée contre les mariés Filhon pour refus de travail ou insubordination, ils doivent payer au sieur Burguière, à titre de dommage, savoir : la somme de 100 fr. si la résiliation est prononcée en temps ordinaire, et celle de 300 fr. si elle est prononcée au commencement des saisons dites soit *d'hiver*, soit *d'été*; — Attendu qu'après avoir volontairement perdu un certain nombre de journées de travail, les mariés Filhon ont définitivement quitté l'atelier du requérant au moment où il y avait le plus de besogne; que, régulièrement mis en demeure d'y reprendre leur place par acte extrajudiciaire du 14 juin courant, ils n'ont pas déféré à cette sommation; — Attendu que le prétexte allégué par les mariés Filhon pour se dispenser de tenir leurs engagements n'a pas le moindre fondement, ainsi qu'ils le reconnaissent implicitement eux-mêmes dans l'acte extrajudiciaire qu'ils ont fait notifier au requérant le 13 du courant, et dans lequel ils se déclarent prêts à lui payer, s'il l'exige, la somme de 100 francs à titre de dommages,

comme si la résiliation du traité avait lieu par leur faute; — Attendu toutefois que ce n'est pas seulement la somme de 100 francs qui serait due dans ce cas au requérant, mais bien celle de 300 francs, qui a été stipulée pour le cas où la résiliation serait prononcée contre eux au commencement des saisons d'hiver ou d'été; qu'en effet, au moment où les mariés Filhon ont quitté l'atelier du requérant, il était manifestement pressé et se trouvait dans une de ces périodes de travail forcé qui se produisent dans la confection des vêtements au renouvellement des diverses saisons, et que les parties, dans leur traité, ont désignées sous le nom de *commencement de saisons*; — Par ces motifs et autres à déduire à l'audience, voir prononcer la résiliation du traité fait avec eux le 15 février 1872 et s'entendre par suite condamner solidairement à payer au requérant la somme de 300 francs à titre de dommages, et aux dépens. »

Les parties se sont présentées. Le sieur Burguière a développé ses conclusions et en a demandé l'adjudication par application de l'article 1152 du Code civil.

Les mariés Filhon ont repoussé la demande du sieur Burguière par les motifs exprimés dans l'acte extrajudiciaire qu'ils lui ont fait notifier le 13 juin courant, et déclaré persister dans les prétentions qu'ils y ont émises et qui sont les suivantes :

« Que les requérants, pour diverses causes, et notamment pour refus par le sieur Burguière de les régler et payer mensuellement, entendaient résilier purement et simplement les conventions intervenues entre les parties le 15 février dernier, et qu'en

conséquence ils cesseront à partir de ce jour tout travail chez le sieur Burguière; et que, voulant faire reste de raison audit Burguière et nonobstant la légitimité des causes de résiliation, ils sont prêts à subir, si on l'exige, la clause pénale attachée à la résiliation survenue par leur fait et à compenser la somme de 100 francs qu'ils devraient à raison de ladite résiliation avec les sommes que ledit Burguière leur doit à eux-mêmes, le tout jusqu'à due concurrence. »

Les mariés Filhon ont enfin ajouté qu'ils n'ont pas volontairement cessé de travailler et qu'ils y ont été contraints pour soigner leur unique enfant pendant la maladie dont il est décédé; qu'ils étaient sans fortune et que dans tous les cas ils se réservaient de faire valoir tous leurs droits devant les Tribunaux si le sieur Burguière les assignait.

Le 22 juin 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Sur la première question, relative à notre compétence : — Attendu que l'article 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838 confère au juge de paix la connaissance, sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail, au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient; — Attendu que tous les caractères de ce genre de contestation se retrouvent dans celle qui nous est soumise; qu'en effet, par l'acte passé devant M^e Courrier, notaire, le 15 février 1872, le

sieur Burguière et les mariés Filhon ont convenu que ceux-ci travailleraient pour le compte du premier *à l'année*, moyennant 1 000 francs par an et pendant quatre années ; que le sieur Burguière y a agi comme maître tailleur et les époux Filhon comme ouvriers ; enfin que les travaux confiés à ces derniers ne l'ont été ni à prix fait ni pour une durée illimitée ; — Attendu, par ces diverses considérations, que la contestation dont il s'agit tombe complètement sous l'application de la loi précitée, nous nous déclarons compétent ; — Et statuant au fond ; — Sur la deuxième question, relative à la résiliation du traité du 15 février 1872 : — Attendu que l'abandon prolongé par les mariés Filhon de l'atelier du sieur Burguière, surtout après la sommation extrajudiciaire qui leur a été faite d'y rentrer, est une cause suffisante de résiliation ; — Considérant d'ailleurs que les mariés Filhon et le sieur Burguière ont conclu à cette résiliation, les premiers implicitement par leur acte extrajudiciaire du 13 de ce mois, et le second directement par sa demande introductive d'instance, sous la seule différence que le sieur Burguière demande l'indemnité de 300 francs et que les mariés Filhon ont offert celle de 100 ; — Attendu dès lors qu'il y a lieu d'ordonner la résiliation du traité précité ; — Sur la troisième question, relative à l'indemnité de 100 ou de 300 francs stipulée par ledit traité dans les deux cas de résiliation qu'il prévoit, et à son application conformément à l'article 1152 du Code civil : — Attendu que la clause de résiliation insérée dans le traité du 15 février 1872 prévoit deux cas où elle peut intervenir, l'un

en saison ordinaire, pour lequel il a été stipulé une indemnité de 100 fr. ; et l'autre au commencement des saisons d'hiver et d'été, auquel est attachée une indemnité de 300 fr. ; — Attendu que, pour que cette clause pût être strictement appliquée, il faudrait, ce qui est invraisemblable, que les cas de résiliation dont il s'agit se réalisassent précisément aux époques indiquées au traité et qu'il suffît qu'ils puissent survenir à une époque intermédiaire pour qu'elle cesse d'être applicable ; — Attendu que, dans cette dernière hypothèse, le juge est nécessairement appelé à apprécier si le moment où la résiliation doit être prononcée est ou non celui convenu ; — Attendu que cette faculté d'appréciation appartient incontestablement au juge, ainsi que le consacrent d'ailleurs deux arrêtés, l'un de la Cour de Lyon, en date du 16 juin 1832, et l'autre de la Cour de Nîmes, du 17 décembre 1849, lesquels décident que l'article 1152 n'empêche pas que le juge ne puisse examiner quel a été le préjudice, et réduire, s'il y a lieu, la somme stipulée pour dommages, proportionnellement à ce préjudice et même à la fortune de celui qui l'a causé ; — Attendu conséquemment que, l'article précité n'étant pas d'une application absolue, il y a lieu d'examiner d'abord si la saison actuelle est celle dite *commencement de saison*, comme le prétend le sieur Burguière, et ensuite quel est le préjudice causé ; — Attendu, en l'espèce, que, les commencements de saison partant ordinairement pour l'hiver du mois d'octobre et pour l'été du mois d'avril, et se terminant environ quatre mois après, mais avec une décroissance proportionnelle, la saison dite

d'été a commencé le 1^{er} avril, duré jusqu'au moment actuel deux mois et vingt-deux jours, et parcouru de la sorte les deux tiers de sa période ; — Attendu donc qu'à tort le sieur Burguière a prétendu que la saison présente était encore celle dite *commencement de saison*, alors qu'elle est en partie passée, et qu'il est de notoriété que le sieur Burguière voyage et fait confectionner les commissions qu'il prend dans le courant du mois de mars, au plus tard, pour les livrer en avril ; — Attendu, dès lors, que l'époque présente n'est qu'intermédiaire entre celle dite *commencement d'été* et celle dite *ordinaire* ; — Attendu, quant au préjudice causé par les mariés Filhon au sieur Burguière, qu'il y a lieu de trouver une atténuation de leur responsabilité dans la nécessité où ils ont été de suspendre leur travail pendant la maladie de leur enfant ; — Attendu que les débats nous ont mis à même d'apprécier ce préjudice, et qu'en le fixant à la somme de 150 francs, c'est accorder au sieur Burguière une suffisante réparation du dommage qui lui a été causé, surtout si l'on envisage la modicité de fortune des mariés Filhon ; — En ce qui concerne les dépens : — Attendu qu'ils sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, nous déclarons résilié, à partir de ce jour, le traité passé entre le sieur Burguière et les mariés Filhon, devant M^e Courrieu, notaire, le 15 février 1872, et nous condamnons lesdits mariés Filhon solidairement à payer au sieur Burguière, à titre de dommage, la somme de 150 francs seulement, au lieu de celle de 300 francs qu'il a réclamée, et en outre aux dépens, liquidés, etc. »

Observations. — La compétence du juge de paix dans l'espèce est incontestable. En effet, bien que le contrat entre le patron et l'ouvrier eût été passé par-devant notaire et pour une durée de quatre ans, il n'en est pas moins vrai que l'engagement de l'ouvrier avait lieu à l'année et que son salaire était fixé à une somme déterminée par année. Par suite, les contestations à naître sur un tel engagement rentraient bien dans les termes de l'article 5, § 9, de la loi du 23 mai 1838. — Quant à l'indemnité qui devait être attribuée au demandeur, nous croyons qu'il y avait lieu de s'en tenir aux termes rigoureux de l'acte qui l'avait si expressément stipulée. Il résulte des faits exposés dans le jugement lui-même qu'au moment où l'ouvrier avait déserté l'atelier, on était au cours d'une saison et non plus au commencement de cette saison, puisqu'il s'était écoulé deux mois au moins depuis ce commencement. Nous pensons que, dans ces conditions, il n'y avait lieu de condamner le défendeur qu'à l'indemnité la plus faible, celle de 100 francs, l'acte ne stipulant que cette somme à titre de clause pénale pour le cas où l'abandon du travail par l'ouvrier n'aurait pas lieu à un commencement de saison. Le juge doit, autant que possible, lorsque l'acte a lui-même fixé le montant des clauses pénales, assurer l'exécution stricte de ces clauses. Ainsi il est bien certain que, dans l'espèce, le juge avait plein pouvoir pour décider si les contractants se trouvaient dans l'une ou l'autre des époques prévues ; mais nous ne pensons pas qu'il lui appartint de créer une époque intermédiaire pour en

faire ressortir une indemnité intermédiaire. — La jurisprudence décide, il est vrai, que le juge peut modifier le dédit et en tempérer l'application ; mais elle accorde ce droit au juge du fait surtout lorsqu'un dédit a été stipulé pour le seul cas d'inexécution d'une obligation. Si cette obligation a été partiellement exécutée et laissée seulement inachevée, il est certain, que dans ce cas, l'acte n'a pas tout prévu, puisqu'il n'a rien stipulé en cas d'exécution partielle. On comprend donc qu'alors le juge soit admis à suppléer à ce qui manque au contrat. Mais, lorsque le contrat a réglé non pas un dédit unique, mais a été jusqu'à prévoir une alternative, nous croyons que le juge doit nécessairement appliquer soit l'une, soit l'autre des clauses pénales édictées par l'acte.

A. B.

ARTICLE 507.

Justice de paix du canton de Trévoux (Ain.)

Président : M. TRUCHARD-DUMOLIN,
juge de paix.

21 juillet 1871.

Bail. — Demande en paiement de loyers.
— Défaut d'exécution. — Preuve
testimoniale inadmissible.

L'action en paiement de loyers est une action personnelle ; par suite, si elle est inférieure à 200 francs, le juge de paix est compétent pour en connaître, alors même que le bail est contesté.

En cas de dénégation d'un bail verbal qui n'a reçu aucune exécution, la preuve par témoins en est inadmissible ; si l'une des parties allègue qu'il y a eu commencement d'exécution, et que l'autre le dénie, la preuve par témoins de ce commencement d'exécution est également inadmissible.

Ainsi décidé,

Le 21 juillet 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton de Trévoux, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu que le sieur Braillard, demandeur, réclame le paiement de 64 francs, pour quatre mois de location, à partir du mois de septembre dernier, d'une maison située à Lyon, montée du Change, 3, et offre la preuve du commencement d'exécution de ce bail dénié par les mariés Gazelle, défendeurs ; — En droit : — En ce qui concerne la compétence : — Attendu que l'action en paiement de loyers n'est pas une action immobilière ni mixte, mais bien une action personnelle, lors même que le bail est contesté (Cour de cass., 14 novembre 1832) ; — Attendu que, du moment où cette action est inférieure à 200 francs, que le bail soit contesté ou non, elle reste dans les attributions du juge de paix, par application sinon de l'article 3, du moins de l'article 1^{er} de la loi de 1838 (Cour de cass., 26 août 1857) ; — En ce qui concerne le fond : — Attendu que l'article 1715 du Code civil dispose qu'en cas de dénégation d'un bail verbal, n'ayant reçu aucune exécution, la preuve par témoins est inadmissible ; et que l'article 1716 dispose à son tour qu'en cas de contestation sur le prix d'un bail verbal dont l'exécution a commencé, s'il n'existe pas de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'expertise ; — Attendu que nulle disposition du Code ne prévoit le cas où l'exécution du bail verbal sera déniée ; qu'en effet, les articles 1715 et 1716 pré-

cités s'appliquent seulement au cas où le commencement d'exécution est constant; mais attendu qu'au cas de dénégation de ce commencement d'exécution, si l'on admettait la preuve testimoniale pour l'établir, ce serait l'admettre indirectement pour prouver l'existence du bail, et dès lors, par voie de conséquence forcée, arriver à une preuve formellement interdite par les articles 1715 et 1716 précités (Cour de cass., 14 janvier 1840); — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort; — Disons que la preuve testimoniale du commencement d'exécution du bail verbal, allégué par le demandeur Brailard, est non recevable; — Renvoyons en conséquence les mariés Gazelle de la demande dont s'agit et condamnons le demandeur en tous les dépens. »

Observations. — Sur la question de compétence, voir dans le même sens un jugement de la même date émané de la justice de paix de Trévoux, et nos observations à la suite, BULLETIN, ci-dessus, p. 205. Sur la deuxième question, il est manifeste que la prohibition de la preuve testimoniale édictée par l'article 1715 à l'égard d'un bail non écrit qui n'a pas encore reçu d'exécution, doit s'étendre au fait lui-même de l'exécution. S'il en était autrement, il suffirait à toute partie d'alléguer le commencement d'exécution pour arriver par un détour à tenter la preuve par témoins du bail non écrit, et, par suite, à violer la règle de l'article précité. C. M.

ARTICLE 508.

Trib. de police de St-Georges-sur-Loire
(Maine-et-Loire).

Président : M. DEMAILLASSON,
juge de paix.

6 mai 1872.

Lieux publics. — Heure de fermeture. — Arrêté préfectoral. — Arrêté municipal conforme. — Permission. — Contravention.

Lorsque l'heure de fermeture des lieux publics a été réglée par arrêté préfectoral, puis par arrêté municipal conforme, le juge de police est tenu d'appliquer les arrêtés, et nul n'est recevable à exciper d'une tolérance qui aurait été octroyée au delà de l'heure réglementaire par les autorités locales.

Ainsi décidé,

Le 6 mai 1872, par jugement du Tribunal de simple police de Saint-Georges-sur-Loire, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouï les prévenus en leurs moyens de défense et le ministère public en ses réquisitions; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal passé par la gendarmerie, que l'établissement du sieur Jubin n'était pas encore fermé après l'heure réglementaire et qu'il y avait des consommateurs; — Que ce fait constitue la contravention prévue par l'arrêté préfectoral et l'arrêté municipal dont il a été donné lecture, fixant l'un et l'autre, *sans exception*, la fermeture des lieux publics à dix heures du soir; — Attendu que l'heure était dépassée, et que vainement on invoque une habitude locale pour la veille de Noël, en dehors des prescriptions des arrêtés susvisés, afin de renvoi sans dépens des fins du procès-verbal; — Attendu qu'il n'appartient à per-

sonne de contrevenir à la loi et à un règlement, fût-ce même ceux qui auraient fait la loi ou le règlement, parce que, pour que leur œuvre soit respectée, ils doivent les premiers s'y soumettre, jusqu'à ce que les dispositions établies soient abrogées ou modifiées légalement; — Attendu que, dans l'espèce, les règlements sont intacts et qu'ils auraient dû être observés; — Attendu, enfin, que la contravention est certaine, mais que les prévenus ont pu être de bonne foi en dépassant l'heure réglementaire, en raison de tolérances spéciales; que, néanmoins, cette considération ne saurait les innocenter, et que, sans les absoudre, il y a lieu d'être indulgent à leur égard, en sauvegardant le principe; — Par ces motifs; — Vu l'article 471, n° 15, du Code pénal, ainsi conçu...; — Vu pareillement l'article 162 du Code d'instruction criminelle, dont les dispositions suivent...; — Par jugement en dernier ressort, condamne les contrevenants chacun à 1 franc d'amende, mais tous solidairement aux dépens. »

Observations. — La Cour de cassation a formellement jugé que, lorsqu'un règlement a été pris pour déterminer l'heure de fermeture des lieux publics, l'administration compétente pour prendre ce règlement ne peut cependant par des autorisations spéciales dispenser un ou plusieurs débitants de s'y conformer. Le juge de police ne pourrait donc acquitter un cabaretier prévenu de contravention au règlement, en se fondant sur une autorisation spéciale et formelle donnée par le maire. (Cass., 13 avril 1861, *ANNALES*, 1861, p. 349.) A plus forte raison le

juge de police ne pourrait-il se fonder, pour acquitter le prévenu, sur une prétendue tolérance ni sur des habitudes locales et anciennes.

A. B.

ARTICLE 509.

Justice de paix du canton de Lourdes (Hautes-Pyrénées).

Président : M. SALLES, juge de paix.

24 mai 1872.

Affouage. — Délivrance. — Arrêté municipal. — Répartition. — Compétence du juge de paix. — Commune. — Autorisation de plaider.

La répartition de l'affouage entre les habitants d'une commune est un acte administratif qui appartient exclusivement au conseil municipal, et la réclamation intentée contre la commune à raison de cette répartition, par un habitant qui se plaint de n'y avoir pas été compris, ne peut être portée que devant le conseil de préfecture.

En conséquence, le juge de paix, saisi d'une telle contestation, doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit.

La femme Cassus, veuve Laffont, a fait assigner par-devant M. le juge de paix du canton de Lourdes le maire de la commune d'Angles, pour :

« Attendu qu'il doit convenir que depuis bien des années la requérante se trouve comprise au rôle des copartageants de la coupe affouagère de la commune d'Angles, qui a eu lieu dans cette commune d'une manière régulière; que cette année comme les précédentes, elle s'est trouvée comprise dans ce rôle, et que, par suite, elle avait droit à l'attribution d'un lot dans la coupe, d'autant mieux qu'elle s'était parfaitement conformée à la condition imposée, à savoir : la plantation de

deux jeunes arbres sur le terrain communal ; — Que, la veille au soir du jour où la coupe devait avoir lieu, le maire fit publier que chaque chef de ménage voulant droit à la coupe devait fournir un ouvrier, homme ou femme, suivant qu'il y aurait des hommes ou des femmes dans la maison ; — Que la requérante se présenta le lendemain au bois accompagnée d'une ouvrière, ainsi d'ailleurs qu'elle l'avait fait les années précédentes ; mais que le sieur Bérard, garde-coupe, se permit de renvoyer la requérante et son ouvrière, en disant qu'elle n'avait pas droit à la coupe parce qu'elle ne fournissait pas un ouvrier mâle ; — Que cet acte arbitraire fut signalé par la requérante à M. le maire, qui lui répondit que cela ne le regardait pas ; — Qu'en présence de cette réponse, la requérante, par exploit de moi, huissier, en date du 23 mars dernier, enregistré, fit défense, soit au maire, soit au garde, de laisser enlever par quiconque son lot dans la coupe sous peine d'en être déclarés responsables ; qu'ils n'ont tenu aucun compte de cette défense, et qu'aucun lot ne fut fait pour la requérante qui en a été ainsi privée ; — Attendu que, la commune revendiquant pour elle la responsabilité d'un pareil acte, c'est à elle à réparer le dommage occasionné ; que ce dommage consiste dans la valeur du bois dont la requérante a été privée et surtout dans la privation du bois nécessaire au chauffage au moment où ce bois était le plus indispensable, et dans la difficulté de s'en procurer, outre les soins et les désagréments causés ; — A ces causes, condamner à lui payer la somme de 200 francs à titre de dom-

mages-intérêts pour les causes plus haut énoncées, avec dépens. »

La cause ayant été appelée à l'audience du 17, le défendeur a pris les conclusions suivantes :

« Vulacitation à lui signifiée à la requête de l'adversaire le 15 mai 1872 ; — Vu l'article 17, § 4, de la loi du 18 juillet 1837 ; — Vu les articles 103, 81 et 82 du Code forestier ; — Vu l'arrêté publié dans la commune à son de caisse le 17 mars 1872 ; — Vu la délibération du 3 avril 1872 ; — Considérant que le maire a agi dans la limite de ses attributions, et qu'il ne peut être recherché pour les actes que la loi lui confère que par l'autorité administrative ; — Considérant que le fait dont se plaint la femme adversaire a eu lieu par sa faute, puisqu'elle a refusé d'obéir aux prescriptions d'un arrêté légalement pris, ou qu'elle n'a pas attaqué conformément à la loi ; — Attendu, d'ailleurs, que le renvoi de l'ouvrière du parterre de la coupe n'a pas été ordonné par le maire, et qu'il ne saurait, dès lors, à aucun point de vue, en être déclaré responsable ; — Par ces motifs, le maire d'Angles conclut qu'il plaise à M. le juge de paix délaisser la cause pour incompétence, et condamner la femme adversaire aux dépens et en 200 francs à titre de dommages-intérêts ; — Dans le cas où il retiendrait la cause, rejeter comme injustes et mal fondées, en tout cas comme non justifiées, toutes les demandes, fins et conclusions de la femme adversaire ; la condamner aux dépens et en 200 francs à titre de dommages-intérêts. »

Et le 24 mai 1872, jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, que, suivant procès-verbal de l'administration générale des forêts, en date du 6 octobre 1871, la délivrance et permis d'exploiter de la coupe pour l'exercice de 1871, dans le bois appartenant à la commune d'Angles, a été faite au sieur Baptiste Bernard, lequel a été agréé par l'administration et est demeuré, en qualité d'entrepreneur responsable, soumis à toutes les charges et conditions imposées aux adjudicataires pour l'exploitation des coupes, et qui sont spécifiées dans le cahier des charges générales et particulières approuvé pour ledit exercice ; — Que la clause finale du cahier des charges (art. 41) porte que les adjudicataires se conformeront, au surplus, aux dispositions du Code forestier et de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, qui les concernent ; — Que le 17 mars 1872, il a été publié à son de caisse dans la commune d'Angles que chaque chef de ménage voulant droit à la coupe, devait fournir un homme ou femme suivant qu'il y avait des hommes ou des femmes dans la maison ; — Qu'il résulte d'une délibération du conseil municipal de la commune en date du 3 avril dernier, qu'il existe un règlement du conseil municipal mis en usage depuis des temps immémoriaux, enjoignant au garde-coupe l'ordre de ne recevoir sur le parterre de la coupe que des ouvriers du sexe masculin, pour représenter la maison où il y aurait un homme chef de ménage, ou non ; qu'avant l'exploitation de la coupe actuelle, le conseil municipal s'est réuni et a décidé à l'unanimité que ce règlement immémorial fût maintenu par rapport à son efficacité ; — Que, par

arrêté du conseil de préfecture, en date du 19 avril 1872, la commune d'Angles a été autorisée à défendre sur l'action de la veuve Laffont ; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 17, § 4, de la loi du 18 juillet 1837, les conseils municipaux règlent par leurs délibérations les affouages en se conformant aux lois forestières ; — Attendu qu'aux termes de l'article 81 du Code forestier, les bois de chauffage se délivrant par coupe, l'exploitation en est faite aux frais des usagers, par un entrepreneur spécial nommé par eux et agréé par l'administration forestière ; qu'aux termes de l'article 82 du même Code, les entrepreneurs de l'exploitation des coupes délivrées aux usagers se conformeront à tout ce qui est prescrit aux adjudicataires pour l'usage et la vidange des ventes : ils seront soumis à la même responsabilité et passibles des mêmes peines en cas de délits ou conventions ; qu'aux termes de l'article 103 du même Code, les coupes des bois communaux destinées à être partagées en nature pour l'affouage des habitants ne pourront avoir lieu qu'après que la délivrance en aura été préalablement faite par les agents forestiers, et en suivant les formes prescrites par l'article 81 pour l'exploitation des coupes affouagères délivrées aux communes dans les bois de l'Etat, le tout sous les peines portées par ledit article ; — Attendu que la veuve Laffont se plaint seulement d'avoir été exclue de la répartition de la coupe ; la contestation a pour base un acte administratif, la délibération du conseil municipal ; — Attendu que la loi du 10 juin 1793, sect. V, art. 1 et 2, attribue aux directions de

département (aujourd'hui les conseils de préfecture) la connaissance des contestations relatives au mode de partage des biens communaux ; qu'il y a parité de raison pour attribuer aux conseils de préfecture la contestation relative à la répartition de l'affouage ; c'est d'ailleurs ce qu'a décidé le conseil d'Etat, le 16 mars 1836 , pour le partage des autres fruits communaux (Prudhon , n° 914 ; Serrigny , t. II, n° 803 ; Migneret , n° 206) ; — Attendu que la contestation entre une commune et l'un de ses habitants , en cette qualité d'habitant , n'est ni une question de propriété ni une question de droit d'usage ; — Que la répartition de l'affouage par le conseil municipal est une opération administrative , faite sous la tutelle de l'administration supérieure , qui doit avoir l'autorité nécessaire pour terminer la contestation élevée par l'un des membres de la communauté ; — Que si les Tribunaux avaient le droit de connaître des réclamations individuelles contre le rôle de répartition arrêté par le conseil municipal ou contre la formation ou la délivrance des lots , il faudrait aller jusqu'à dire qu'ils pourraient connaître des réclamations contre le toisé des maisons dans les communes , où les futaies sont ainsi distribuées en vertu d'un usage maintenu par l'article 105 du Code forestier , et qu'en conséquence , ils auraient le droit d'ordonner des expertises pour vérifier et refaire ce toisé et rétablir ainsi l'égalité proportionnelle entre les ayants droit ; — Attendu que de pareilles procédures seraient monstrueuses ; — Que les conseils de préfecture , au lieu d'autoriser la commune à défendre à de pareilles

contestations , devraient les retenir et les juger , et , dans le cas où le réclamant persisterait à saisir les Tribunaux , ils devraient provoquer l'exercice du conflit ; — Attendu que ce sont là les vrais principes d'affouage ; — Attendu que tous les faits de cette affaire attestent que les formalités exigées par les lois en matière d'affouage ont été remplies administrativement ; que si , par suite de l'inobservation par la veuve Laffont des obligations qui lui étaient imposées par le règlement de l'exploitation de la coupe , elle n'a pas eu un lot attribué , elle ne peut porter sa réclamation que devant le conseil de préfecture , seul compétent pour résoudre le problème ; que , dès lors , le moyen d'incompétence proposé par le maire d'Angles est fondé ; — Attendu qu'il est juste que la veuve Laffont soit condamnée en des dommages-intérêts envers le maire pour l'avoir témérairement obligé à se défendre et pour les faux frais que cette défense lui occasionne ; — Attendu que la partie qui succombe doit les dépens ; — Par ces motifs , vidant notre délibéré , statuant en premier ressort , et disant droit ; — Délaissons la cause par incompétence , renvoyons les parties à se pourvoir devant qui de droit ; — Condamnons la veuve Laffont en 20 francs de dommages-intérêts et aux dépens , outre ceux du présent jugement. »

Observations. — Jugé dans le même sens que les contestations élevées entre des habitants et la commune sur la répartition des affouages sont de la compétence exclusive de l'autorité administrative. Nancy,

15 février 1845, D. P., 45, II, 69. — Mais l'autorité administrative n'est compétente pour connaître que des contestations élevées sur le mode de jouissance et la répartition des affouages. C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les questions qui touchent au fond du droit. Ainsi l'administration est seule compétente pour prononcer si, d'après un usage allégué dans une commune, les célibataires n'ont droit qu'à un demi-lot d'affouage. Besançon, 1^{er} février 1844, D. P., 1845, II, 70. C. M.

ARTICLE 510.

Justice de paix du canton de Gamaches (Somme).

Président : M. GODEFROY, juge de paix.

23 mars 1872.

Haie mitoyenne. — Arbres à haute tige. — Usage local. — Prescription trentenaire. — Bornage. — Dépens.

La disposition de l'article 73 du Code civil, qui donne à chacun des propriétaires voisins le droit de faire abattre les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne, ne s'applique pas aux arbres dont l'un des deux a eu la propriété exclusive pendant plus de trente ans.

Il en est ainsi notamment lorsqu'en vertu d'usages locaux anciens et reconnus, la haie mitoyenne ne se divise pas dans le sens de la longueur, mais en deux parties d'égale étendue, dont chacun des voisins taille et exploite les deux côtés. Lorsqu'un tel usage a été mis en pratique par deux propriétaires, l'un des deux ne peut être obligé d'arracher les arbres se trouvant depuis plus de trente ans dans la partie de la haie qu'il a toujours exclusivement exploitée.

Par exploit de Lefèvre, huissier à Gamaches, du 13 mars 1872, le sieur Papegay a fait citer la veuve Boulanger pour voir dire et ordonner : au premier chef, qu'en conformité

de l'article 673 du Code civil, elle serait tenue d'extirper et enlever les arbres qu'elle possède dans la haie mitoyenne qui sépare leurs propriétés ; et au deuxième chef, qu'il serait planté des bornes pour délimiter ces mêmes propriétés.

A l'audience du 16 mars, la veuve Boulanger a dit qu'elle consentait à la pose des bornes et à l'enlèvement de ceux des arbres qui n'avaient pas une existence trentenaire ; le demandeur a répliqué qu'en vertu de l'article 673, il avait le droit de demander l'abatage de tous les arbres plantés ou non depuis plus de trente ans.

A la demande des parties, une accession des lieux a été ordonnée, et à l'audience du 23 mars, où la cause a été renvoyée, il a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur le premier chef : — Attendu que la disposition de l'article 673 du Code civil qui confère à chacun des propriétaires de la haie mitoyenne le droit de requérir l'abatage des arbres qui s'y trouvent est fondée sur la présomption que ces arbres appartiennent en commun aux deux voisins au même titre que la haie ; — Que ce droit, ou mieux encore cette faculté, est imprescriptible, et que l'un des deux voisins peut requérir l'abatage des arbres communs, lors même qu'ils existent dans la haie depuis plus de trente ans ; — Qu'en effet, dans ce cas, la prescription n'a pas lieu entre ceux qui jouissent en commun, *pro indiviso* ; mais que la prescription peut commencer à courir dès l'instant où l'un des deux voisins aurait joui séparément et comme proprié-

taire exclusif ; — Attendu que, dans l'espèce, il ne s'agit pas d'une mitoyenneté légale qui confère à chacun des communistes un droit sur le tout et sur chaque partie du tout, mais bien d'une mitoyenneté conventionnelle qui trouve la base dans les usages locaux du département de la Somme ; — Que dans le recueil de ces usages on lit ce qui suit : « Il existe sur l'aménagement des haies « mitoyennes dans le département de « la Somme un usage très-répandu « et presque général, en vertu duquel la haie ne se divise pas dans « le sens de sa longueur, mais en « deux parties d'égale étendue dont « chacun des voisins taille et exploite l'un des deux côtés ; les « deux voisins n'en sont pas moins « propriétaires du terrain de leur « côté jusqu'au pied de la haie, et « ce n'est qu'à titre de servitude « qu'ils supportent l'égout du bout « qui ne leur appartient pas ; ce « mode de division pour la jouissance « ne détruit pas la mitoyenneté de « la clôture, seulement les arbres « qui y croissent cessent d'être communs par l'effet d'une convention « tacite et réciproque ; » — Attendu qu'il n'est pas méconnu que la veuve Boulanger ait toujours joui de la partie de haie où se trouvent lesdits arbres, dans ces conditions de mitoyenneté conventionnelle et d'usage ; et que le demandeur reconnaît lui-même que ces arbres appartiennent à la défenderesse, qui en a toujours joui séparément ; — Que conséquemment ceux des arbres possédés exclusivement et à titre de propriétaire par la veuve Boulanger, depuis plus de trente ans, sont couverts par la prescription et ne tombent pas sous l'application de

l'article, 673 qui ne concerne que les arbres dont la jouissance a été commune ; — Attendu que le procès-verbal de notre accession des lieux constate que la haie séparant les propriétés des parties a une longueur de 147^m,15 ; qu'elle est partagée en trois sections : la première, vers la rue du Four, de 22^m,95, appartenant à la veuve Boulanger ; la deuxième, de 27^m,25, à la suite, appartenant à Papegay ; et la troisième et dernière, de 96^m,95, à la veuve Boulanger ; — Que dans la première section il se trouve neuf arbres entiers de haute futaie, dont six seulement ont une existence plus que trentenaire, et dix-sept jeunes arbres coupés à tête ; — Que dans la deuxième section, appartenant à Papegay, il n'existe pas d'arbres de haut jet ; — Que dans la troisième, à la veuve Boulanger, il se trouve trente-deux arbres de haute futaie, sur lesquels vingt et un n'ont pas une existence trentenaire ; — Attendu, que si les arbres qui ont plus de trente ans sont couverts par la prescription, il n'en est pas de même des autres, dont l'enlèvement doit être ordonné en conformité de l'article 671 du Code civil ;

« Sur le second chef : — Attendu qu'il est également rapporté dans notre procès-verbal d'accession des lieux que l'expert, pour ce commis, après avoir recherché les limites et vérifié la ligne totale et ses subdivisions, a proposé la pose de quatre bornes dans ces conditions, savoir : la première, sur la rue du Four, à 28^m,17 de l'angle d'un bâtiment appartenant au sieur Pelletier ; la deuxième borne, à 22^m,95 de celle-ci, à l'endroit où se termine la première

section de la haie et où commence la seconde; la troisième borne, à une distance de 27^m,25 de la seconde, au point où se termine la deuxième section, appartenant à Papegay; et la quatrième et dernière, borne à une distance de 96^m,95 de la troisième, c'est-à-dire à l'extrémité de la ligne vers les champs; — Attendu que du consentement des parties l'expert a procédé en notre présence à la plantation de ces quatre bornes, qu'il a reliées à une ligne d'opération indiquée audit procès-verbal afin qu'elles ne pussent varier; — Qu'il ne s'agit donc plus que de consacrer la pose et l'existence de ces bornes;

« Par ces divers motifs; — Au premier chef, condamnons la veuve Boulanger à extirper et enlever ceux des arbres qui, se trouvant dans la haie, n'ont pas une existence trentenaire, savoir : trois arbres complets et dix-sept jeunes arbres coupés à tête qui sont dans la première section de la haie et vingt et un arbres étant dans la troisième section; — Rejetons la demande de Papegay en ce qui concerne les autres arbres; — Disons que l'abatage à faire par la veuve Boulanger aura lieu sous un délai de vingt jours, sinon autorisons Papegay à y faire procéder aux frais de la citée; — Au deuxième chef, disons que les quatre bornes plantées comme il est dit ci-dessus indiqueront la délimitation des propriétés des parties, en même temps que la jouissance et l'aménagement de la haie; — Condamnons la veuve Boulanger aux frais et dépens, à l'exception de ceux concernant la délimitation et le bornage, qui seront supportés en commun. »

permis de déroger à la loi par des conventions particulières, quand ces conventions ne sont contraires ni aux bonnes mœurs ni à l'ordre public; or les règles générales sur le droit de mitoyenneté sont de celles que les particuliers peuvent certainement modifier par des engagements réciproques. Dans l'espèce, les parties avaient adopté un genre de mitoyenneté qui ne ressemblait en rien à la mitoyenneté légale, puisque la haie, au lieu de rester, selon le vœu de la loi, la propriété commune des deux voisins, avait été partagée en deux ou trois portions, dont chacune appartenait distinctement à l'un des voisins. Il y avait là une convention formelle, basée sur un usage local, mais librement consentie par les parties ou leurs auteurs et qui devait être respectée. La défenderesse était donc bien seule propriétaire des arbres que le demandeur prétendait abattre en excipant à tort des termes de l'article 673, inapplicables à l'espèce. Mais le demandeur ne pouvait-il pas se baser sur l'article 671 pour requérir qu'ils fussent abattus, à raison de ce que, s'ils appartenaient bien à son adversaire, ils n'en étaient pas moins placés à une distance de son fonds moindre de 2 mètres? Le juge de paix a décidé avec raison que ceux pour lesquels la distance légale était prescrite par trente ans devaient être conservés, mais qu'il n'en était pas de même pour les arbres à haute tige plus jeunes, l'article 671 étant en cela parfaitement applicable.

A. B.

Observations. — Il est toujours

ARTICLE 511.

Tribunal de simple police d'Orléans
(Loiret).

Président : M. GASTIN, juge de paix.

8 juin 1872.

Echenillage. — Bourses et toiles de chenilles. — Distinction de celles du printemps d'avec celles de l'hiver précédent.

La peine édictée contre les propriétaires et fermiers qui n'ont point échenillé avant le 20 février n'est pas applicable à ceux qui n'auraient pas détruit les bourses et toiles de chenilles *formées depuis l'éclosion qui a suivi immédiatement le 20 février.*

Le procès-verbal dressé pour relever une contravention, *après la formation de nouvelles toiles et bourses*, doit constater que celles qu'il a vues sont d'origine antérieure au 20 février.

Ainsi décidé,

Le 8 juin 1872, par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Considérant que, quand le législateur a prescrit l'échenillage et a édicté une peine contre ceux qui ne le feraient pas, il a désigné lui-même le temps où il devait y être procédé, ainsi que le mode qu'il fallait employer ; — Que le temps, suivant le style d'alors, était le 1^{er} ventôse, et suivant le style d'aujourd'hui, le 20 février : que le mode était l'enlèvement des bourses et des toiles et leur incinération immédiate ; — Considérant que ces prescriptions sont de toute sagesse ; — Qu'en effet le législateur a choisi le moment où les chenilles ne sont pas écloses et où il est possible de les détruire toutes, en brûlant, sur-le-champ, comme il l'ordonne, les bourses et toiles qui les contiennent ; — Que ce moyen de destruction est radical ; — Que

c'est donc contre ceux qui contreviendraient à ces dispositions, si bien combinées, qu'a été édictée l'amende pour le défaut d'échenillage ; — Considérant qu'il faut être par conséquent dans les conditions prévues par la loi, c'est-à-dire n'avoir point détruit avant le 20 février les bourses et toiles qui existaient alors, pour avoir encouru l'amende ; — Considérant qu'il ne suffit pas que les arbres, haies ou buissons portent des bourses ou des toiles, *après la naissance des chenilles*, si l'on n'en reporte pas l'existence au 20 février ; qu'en effet, si elles n'existaient point à cette époque, ce sont de nouveaux nids que les chenilles se sont créés, et ces nouveaux nids ne sont pas ceux que le législateur de l'an IV a entendu faire détruire, sous peine d'amende, puisqu'ils n'existaient pas à l'époque où il veut qu'on les détruise, et qu'on ne peut pas supposer à la loi l'intention d'ordonner la destruction, par le feu, de ce qui n'avait point d'existence ; — Considérant que cette année les chenilles fourmillent de toutes parts ; que, si la température exceptionnellement humide et froide du mois de mai en a beaucoup fait périr, il en reste encore une très-grande quantité qui, pour se mettre à l'abri de la pluie et du froid, forment de nouvelles bourses, de nouvelles toiles, dans lesquelles elles se réfugient quand les intempéries de l'air les y contraignent ; — Considérant qu'on ne saurait raisonnablement appliquer la loi de l'an IV à ces nids de formation récente, lesquels peuvent être journellement remplacés par d'autres, puisque les chenilles sont maintenant éparpillées et errantes de tous côtés et qu'elles ne peuvent

être toutes enveloppées dans un fait de destruction, comme elles pouvaient l'être avant leur éclosion, par l'incinération des bourses où elles étaient renfermées ; — Qu'une telle application n'aurait point lieu avec le concours de circonstances que la loi a prévu et qui pouvait seul la conduire au but de destruction qu'elle se proposait d'atteindre ; — Considérant qu'en fait de pénalité on ne peut étendre la peine d'un cas à un autre, et que la loi doit être restreinte au cas pour lequel elle a été faite ; — Considérant, dans l'espèce, que le procès-verbal du garde champêtre constate bien que celui-ci a vu, le 16 mai dernier, des bourses et des toiles de chenilles sur l'un des arbres du sieur Front, mais qu'il ne dit pas à quelle époque elles appartiennent, si elles sont antérieures au 20 février, ou si leur origine date du printemps, ce qu'il était cependant facile de reconnaître, les anciennes étant fixées sur le bois de l'année dernière, mais évidées, abandonnées de leurs habitants et tout aplaties, tandis que les nouvelles sont tendues, garnies de quelques chenilles, construites sur des tiges et des pousses nouvelles, sur des feuilles vertes, et qu'elles s'attachent même à des fruits naissants, tels que des pommes, toutes circonstances qui prouvent que ces nids sont de création récente ; — Considérant donc que le procès-verbal ne contient point les éléments de preuve suffisants pour établir la contravention prévue et réprimée par la loi du 26 ventôse an IV, preuve qui ne peut résulter que de la désignation

de la nature ancienne des bourses et des toiles et de leur formation antérieure à celles du printemps ; — Par ces motifs, renvoie Front des fins de l'action du ministère public, sans dépens. »

Observations. — L'existence de bourses ou chenilles, deux ou trois mois après l'époque fixée pour l'opération, ne suffit évidemment pas pour établir que les arbres sur lesquels elles se trouvent n'ont pas été échenillés. Or, comme il n'y a de contravention qu'au cas où l'échenillage n'a pas été fait avant le 20 février, et que, depuis ce délai, il a pu se former de nouvelles bourses, le juge de police ne peut faire droit au procès-verbal qui en établit l'existence qu'autant que ce procès-verbal constate en même temps que l'échenillage prescrit n'a pas été fait au temps voulu, quel que soit d'ailleurs le moyen par lequel l'agent rédacteur arrive à faire cette constatation, soit en l'induisant de l'état et de l'ancienneté des bourses, soit même de la commune renommée. Si, dans l'espèce, le garde champêtre eût constaté que le prévenu avait négligé d'écheniller ses arbres avant l'époque réglementaire, le juge de police eût été tenu de faire droit à cette constatation, et n'aurait certainement pu motiver le relaxe que par une preuve juridique qui eût infirmé les énonciations du procès-verbal sur ce point. Voir en ce sens un jugement du Tribunal de police de Lussac en date du 28 mai 1859, BULLETIN, t. II, p. 31.

C. M.

ARTICLE 512.

Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. BERGASSE-LAZIROULES,
juge de paix.

15 mars 1872.

Preuve testimoniale. — Commencement de preuve par écrit. — Vente. — Arbres. — Dommages-intérêts.

La défense édictée par l'article 1341 du Code civil n'est pas d'ordre public, il est facultatif aux parties d'y renoncer.

Quand, dans une cause civile, une pièce écrite est présentée, c'est au juge qu'il appartient d'apprécier si cette pièce peut servir de commencement de preuve par écrit et d'ordonner en conséquence l'audition de témoins. (Art. 1347, C. civ.)

Le sieur Bouysson a fait citer devant le Tribunal de paix de Lauzerte, le sieur de Laurent-Lassenne, pour s'entendre condamner à lui remettre chez lui la quantité de cent seize pieds de chênes qu'il lui avait vendus, ou à lui payer 120 francs pour la valeur de ces arbres, et celle de 50 francs à titre de dommages-intérêts.

Le sieur de Laurent-Lassenne n'ayant point comparu, ni mandataire pour lui, il fut rendu un jugement de défaut allouant la demande. Ce jugement expédié et signifié, le sieur de Laurent-Lassenne a fait opposition, et il a été procédé, sur la demande des parties, à une enquête et contraire enquête des témoins présentés par toutes parties. Le 15 mars, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant sur la demande formée par le sieur Bouysson contre de Laurent-Lassenne, disant droit au fond ; — Attendu que c'est sur la demande ex-

presse des parties que nous avons autorisé la preuve testimoniale prohibée dans l'espèce par la loi (art. 1341, Code civil), puisqu'il s'agissait d'une vente d'arbres moyennant le prix de 200 francs ; que cette prohibition n'est pas d'ordre public, et qu'il est facultatif aux parties d'y renoncer ; que si cette théorie a été l'objet d'une vive controverse parmi les auteurs anciens, elle est aujourd'hui très-généralement admise ; que d'ailleurs, dans l'affaire présente, la preuve testimoniale devrait être admise, puisqu'il y avait un commencement de preuve par écrit, résultant d'une pièce présentée à l'audience et reconnue par le sieur Laurent-Lassenne, défendeur, qui en était le signataire ; que le juge est souverain pour apprécier si cette pièce peut servir de commencement de preuve par écrit, et qu'il en est ainsi d'après le contenu du billet : « Je soussigné de Laurent-Lassenne, « déclare avoir reçu 60 francs à « compte sur 200 francs, prix des « arbres de ma garenne, vendus à « Bouysson. Château de Lassenne, « 12 janvier 1872. Signé : DE LAU- « RENT-LASSENNE. » — Attendu que des explications fournies par le sieur de Laurent-Lassenne et des faits qu'il a en vain essayé d'établir, il résulte que dans le courant du mois de décembre 1871, il vendit au sieur Bouysson tous les arbres qu'il venait de couper dans sa garenne pour le prix de 200 francs ; que ce n'était pas quatre cent douze pieds d'arbre qu'il vendait, mais bien tous ceux qui étaient abattus, se faisant fort d'en fournir au moins quatre cent douze, chiffre minimum ; que cela résulte des interrogatoires des divers témoins et surtout de cette

circonstance bien établie et recon- nue vraie par les parties, que le jour où Bouyssou fit charrier les arbres abattus par de Laurent, ce dernier ne se trouvait pas sur les lieux, ni personne pour le représenter ; qu'en conséquence, il ne lui était pas possible de compter les arbres qu'on lui enlevait ; que Bouyssou ne faisait non plus compter les arbres ni dans la garenne, ni à l'endroit où les ouvriers de de Laurent les lui transportaient ; qu'en conséquence, de Laurent, dont les arbres étaient répandus en bien des endroits différents et qui a avoué n'en avoir jamais connu le nombre, ne pouvait savoir le nombre des arbres enlevés par Bouyssou, et que si Bouyssou ne comptait pas non plus ceux que les ouvriers enlevaient, c'est, comme il l'a d'ailleurs très-bien expliqué, qu'il savait que le nombre minimum de quatre cent douze arbres à lui vendus par de Laurent était dépassé ; — Attendu que le sieur de Laurent prétend n'avoir à remettre aujourd'hui que cinquante-neuf pieds d'arbres à Bouyssou, que ce nombre auquel il ne s'est arrêté qu'après de nombreuses tergiversations et en avoir indiqué bien d'autres, sans enfin pouvoir expliquer pourquoi il le fixait, ne diffère relativement qu'assez peu de celui de cent seize réclamé par Bouyssou, et basé par ce dernier sur le compte qu'il a eu à part dans la garenne en présence de témoins ; qu'en conséquence, tout démontre que de Laurent avait réellement vendu à Bouyssou tous les arbres abattus dans sa garenne lors de leurs conventions verbales ; — Attendu qu'en ne permettant pas à Bouyssou d'enlever une partie des arbres abattus et achetés par lui, de

Laurent lui a porté un préjudice pour l'appréciation duquel nous possédons tous les éléments nécessaires ;

« Par ces motifs, nous, juge de paix susdit, jugeant contradictoirement et en premier ressort, disons que le sieur de Laurent-Lassenne sera tenu de payer au sieur Bouyssou la somme de 58 francs pour la valeur de cent seize pieds d'arbres dont il s'est indûment emparé, et celle de 30 francs à titre de dommages-intérêts ; mais que sur ces deux sommes, de Laurent retiendra celle de 26 francs que Bouyssou restait lui devoir ; condamnons le sieur de Laurent en tous les dépens, liquidés à la somme de 54 fr. 20, y compris l'enquête, non compris l'enregistrement, l'expédition et la signification du présent jugement s'il y a lieu. »

Observations. — La question de savoir si les parties peuvent, d'un commun accord, consentir à l'admission de la preuve testimoniale, dans le cas où elle est prohibée, a été l'objet de longues controverses. Toullier, notamment, a soutenu que la prohibition de la loi est absolue, d'accord sur ce point avec un certain nombre d'auteurs. Mais cette opinion n'a pas prévalu. Jugé que la partie qui a consenti à se soumettre à la preuve testimoniale, en dehors des cas où cette preuve est autorisée, est censée avoir renoncé au bénéfice de l'article 1341, et n'est pas fondée à prétendre que c'est à tort que les juges l'ont admise. Bourges, 16 décembre 1826 ; Rennes, 25 février 1841 ; Bordeaux, 16 janvier 1846 ; Cass., 3 août 1847. En ce sens, également : Duranton, t. XIII, n° 308, 329 ; Thomine, t. I, n° 295 ;

Carré et Chauveau, p. 497; Curasson, *Compétence des juges de paix*, t. I, n° 15; Boileux, art. 1341, Favard, v° ENQUÊTE, sect. I, § 1, n° 3, etc., etc. — Au surplus, on remarquera que dans l'espèce du présent jugement, il existait dans la cause un commencement de preuve par écrit, ce qui, aux termes de l'article 1347 du Code civil, autorisait le juge, indépendamment même du consentement des parties, à recevoir la preuve testimoniale. Aussi le Tribunal de Moissac, saisi de l'appel du sieur de Laurent, a-t-il entièrement confirmé la sentence rapportée ci-dessus.

A. B.

ARTICLE 513.

Justice de paix de canton du Givors (Rhône).

Président : M. LACROIX, juge de paix.

25 janvier 1872.

Responsabilité. — Entrepreneur. — Pierre brisée. — Convention. — Dommages-intérêts.

Lorsqu'une même personne a fait marché avec un maçon pour la construction d'un tombeau ou caveau de famille, et avec un tailleur de pierre pour la fourniture et la pose d'une pierre tumulaire, si le maçon place lui-même cette pierre hors la présence du tailleur de pierre et sans son autorisation, il le fait à ses risques et périls, et devient responsable du dommage qu'il lui cause par sa faute.

En conséquence, en cas de bris de la pierre tumulaire, il y a lieu de condamner le maçon à indemniser le tailleur de pierre de la valeur de cette pierre, sauf à lui à faire son profit des débris, et ce, sans qu'il y ait lieu pour le juge d'examiner si la pierre de taille était ou n'était pas de bonne qualité.

Le sieur Gette, tailleur de pierre, a fait citer le sieur Lanique, maçon,

par-devant le juge de paix de Givors, pour le faire condamner à lui payer avec intérêts et dépens la somme de 180 francs, montant de la valeur d'une pierre tumulaire formant plafond de caveau que ledit sieur Gette devait placer sur le tombeau de la famille Crouzat, et qui a été cassée par Lanique, chargé de la confection du caveau seulement.

A l'appel de la cause, Lanique explique qu'il a reçu en effet du sieur Crouzat, docteur-médecin à Grigny, la commande de la construction d'un caveau tumulaire au cimetière de Grigny; que, ce caveau achevé, trouvant sur place la pierre de taille qui devait former sa couverture, il avait cru, comme il le croit encore, avoir le droit de la mettre en place; que, si cette pierre s'est cassée pendant qu'il la roulait sur le sol et malgré toutes les précautions prises, c'est qu'elle était de mauvaise qualité; qu'il ne peut dès lors être responsable vis-à-vis de Gette. En conséquence, et sans avoir à discuter le prix de cette pierre de taille, qu'il ne trouve du reste pas exagéré, il demande son renvoi d'instance sans dépens.

Gette répond que cette pierre était d'excellente qualité; qu'il était convenu avec Crouzat de lui fournir cette couverture pour le même prix et aux mêmes conditions que celle qu'il avait fournie au maire de Grigny. Or, ayant placé lui-même la couverture du caveau de ce dernier, il n'avait pas entendu laisser à Lanique, qui n'avait du reste, avec lui, aucune convention à cet égard, le soin de placer celle du caveau de Crouzat. Il demande au surplus que ledit Crouzat soit entendu à cet égard. Ce dernier, présent à l'audience et prié d'éclairer la justice sur la nature des

conventions intervenues entre lui et les deux contestants, explique qu'il avait commandé séparément la maçonnerie du caveau à Lanique, et la pierre de taille formant couverture de ce caveau à Gette dans les mêmes conditions que celle fournie au maire de Grigny; que dans les premiers jours d'octobre, ayant été avisé par Gette que cette couverture était arrivée de la carrière, il demanda à Lanique si son travail était prêt à recevoir cette couverture. Lanique lui ayant répondu que le caveau serait achevé le 8, il en donna avis à Gette. A partir de ce moment, il crut que le tout avait été heureusement terminé, lorsqu'il apprit que la couverture s'était cassée, et qu'une contestation s'était élevée entre le tailleur de pierre et le maçon.

Ces explications terminées, Gette répond et dit qu'il est d'habitude dans le pays que les maçons, dès qu'ils ont terminé un caveau, en donnent avis au tailleur de pierre fournisseur de la couverture, mais ne se permettent jamais de la mettre en place sans sa présence ou sans son autorisation; que sa pierre était parfaitement saine; que chacun connaît, du reste, la solidité de la pierre de Villebois; qu'à son arrivée à la gare de Givors il la fit décharger et recharger sur une voiture de roulage; qu'avec son fils et le voiturier ils sont arrivés à Grigny le 10 octobre, munis de tous les ustensiles nécessaires au placement de cette pierre, comptant trouver le caveau achevé et lui appliquer sa couverture; mais voyant qu'il n'était même pas commencé, bien qu'il fût arrivé deux jours après l'époque convenue, il déposa sa pierre de taille sur le cimentière, et s'en revint à Givors très-contrarié de ce manque de parole;

qu'il ne peut pas s'expliquer pour quel motif Lanique s'est permis de faire un travail qui ne le regardait nullement, à moins que ce ne soit ou pour se faire payer la pose de cette couverture, ou plutôt encore parce que, ayant fait ce caveau trop rapidement et dans une saison trop froide, il avait voulu garantir ses cimentés des injures de l'air et des rigueurs de la température, et il persiste dans ses conclusions.

Lanique réplique que toutes les suppositions de Gette sont gratuites et sans fondement; qu'il avait le droit de placer cette couverture comme tout entrepreneur doit employer les matériaux qu'on lui fournit; que si cette pierre de taille avait été de bonne qualité, elle ne se serait pas brisée malgré toutes les précautions prises, et il conclut de nouveau à son renvoi d'instance sans dépens.

Le 25 janvier, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant que, Crouzat ayant commandé séparément la maçonnerie d'un caveau tumulaire à Lanique et la couverture de ce caveau à Gette, sans qu'aucune convention spéciale soit intervenue entre ces deux fournisseurs pour exécuter ce travail en commun, il en résultait naturellement pour chacun d'eux l'obligation de s'occuper exclusivement de l'objet de sa convention, d'en remplir les conditions et d'en demeurer responsable; — Considérant qu'en arguant du droit qu'a tout entrepreneur d'employer les matériaux qu'on lui fournit, Lanique fait une assimilation qui n'a pas sa raison d'être, puisque,

d'une part, sa convention avec Crouzat se bornait à la maçonnerie du caveau, et que d'autre part Gette ne lui a rien fourni; — Considérant qu'il n'y a pas lieu de rechercher si cette pierre de taille était ou n'était pas de bonne qualité; que cette circonstance, indifférente à Lanique, ne diminuait pas d'un centime le prix de son travail, et n'intéressait que Crouzat seul, qui, seul aussi, avait le droit d'en demander compte à Gette; — Considérant qu'en prenant la précaution de demander à Crouzat quel jour le caveau serait prêt à recevoir sa couverture, et en se transportant au cimetière avec la force et les outils nécessaires à cette opération, Gette laissait suffisamment supposer qu'il n'entendait pas laisser ce soin à Lanique; que les convenances autant que la prudence commandaient à ce dernier, qui, du reste, ne nie pas avoir ignoré ces détails, d'attendre tout au moins la présence de Gette; — Considérant encore qu'après avoir exécuté son travail de maçonnerie, Lanique avait rempli toute sa convention vis-à-vis de Crouzat, et que ce dernier n'avait dès lors plus d'action pour l'achèvement de ce caveau que contre Gette, fournisseur de la couverture; — Considérant enfin qu'en se permettant, soit dans le but de mettre sa maçonnerie, trop précipitamment ou trop tardivement faite, à couvert, soit dans le but de se faire payer par Crouzat ce supplément de travail, soit enfin dans tout autre but que nous n'avons pas à rechercher, en se permettant disons-nous, de mettre en mouvement une pierre d'un tel poids et d'une telle dimension sans la présence de Gette ou sans son autorisation, Lanique n'a pu le faire qu'à ses risques et périls, et que

dès lors il est responsable du dommage causé à Gette par son fait, et lui en doit réparation; — Par ces motifs, nous, juge de paix, vu les articles 1382 et 1383 du Code civil, et statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, condamnons Lanique à payer à Gette la somme de 180 francs pour les causes ci-dessus, sauf à faire son profit des débris de la pierre, aux intérêts de ladite somme dès le jour de la demande en justice, et aux dépens, liquidés à 9 fr. 25. »

Observations. — Il est certain que le maçon, en se chargeant de transporter et de mettre en place une pierre qui ne lui appartenait pas, et en entreprenant un travail qui n'était point compris dans son marché, s'est rendu volontairement et personnellement responsable de la pose et des accidents qui pourraient survenir. Rien ne démontre que la mise en place de la pierre n'eût pas réussi pleinement si elle eût été effectuée par le tailleur de pierre, nécessairement plus expérimenté en cette matière et directement intéressé au succès de l'opération. C'est donc avec raison que le juge a condamné le maçon au payement de la pierre brisée entre ses mains, sans rechercher s'il y avait eu ou non maladresse de sa part, et si la pierre était ou non de bonne qualité. A. B.

ARTICLE 514.

Justice de paix du canton de Bellême
(Orne.)

Président : M. PARFAIT, juge de paix.

5 juillet 1872.

Réparation pécuniaire du dommage causé par un incendie. — Non-responsabilité.

— *Fait d'autrui. — Défaut de mise en demeure. — Dommages-intérêts indirects ne pouvant être prévus. — Débouté.*

La responsabilité du fait d'autrui dont on n'est pas complice ne peut résulter que de la loi ou d'une convention expresse ou tacite.

Le débiteur d'une obligation de faire, pour être constitué en faute et passible de dommages-intérêts, doit être mis en demeure.

Le débiteur mis en demeure ne doit jamais la réparation des pertes qui ne sont qu'une suite éloignée et indirecte du défaut d'exécution.

Ainsi jugé,

Le 5 juillet 1872, par jugement du Tribunal de paix de Bellême, conçu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'action intentée par le sieur Bourdon contre le sieur Baron en paiement d'une somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice que lui aurait causé le défendeur, en ne se livrant pas, suivant les conventions, d'une certaine quantité de paille à lui vendue par adjudication publique remontant à plus de trois mois, faite à la requête des héritiers Lefèvre par M^e Aunet, notaire à Bellême, laquelle paille, entassée dans un hangar monté sur poteaux, dépendant de la même succession, acquis par le demandeur et sis à Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, lieu de la Trouverie, aurait occasionné le 26 mai dernier un incendie destructeur tant du hangar que de la paille en question ;

« En fait : — Attendu que le hangar brûlé, couvert en tuiles, monté sur poteaux en bois, ne se fermait qu'au moyen d'une claie en paille ; que ses murs, jusqu'à la hauteur de 1 mètre, étaient en simple torchis ; — Que, le

26 mai dernier, vers onze heures du matin, alors que ce bâtiment était encore rempli de la paille provenant des récoltes de la succession Lefèvre, adjugée au sieur Baron, un incendie a consumé cet immeuble avec tout son contenu ; que les constatations judiciaires et l'enquête qui en a été la suite ont bien vite révélé que la cause de ce sinistre était due à l'imprudence de deux enfants de trois à quatre ans, dont l'un, le plus âgé, est une des mineures Lefèvre, orpheline confiée par son tuteur, le sieur Pottier, aux soins d'une nourrice, voisine du lieu du sinistre ; — Qu'en effet cette jeune fille a avoué qu'elle avait pris une allumette sur le guéridon et qu'ensuite elle était allée *jouer avec la paille* à la porte du hangar ; qu'il est facile d'induire de cette déclaration quelles ont été les conséquences de ce jeu dangereux, qui pouvait entraîner l'incendie de tout le village ; — Attendu que le demandeur s'est rendu adjudicataire du hangar par acte passé devant ledit M^e Aunet, le 23 février 1872, avec stipulation qu'il n'en aurait la jouissance qu'au 1^{er} novembre prochain ; qu'il prétend que, si Baron s'était livré de la paille à lui vendue par acte du même notaire en date du 4 du même mois, dans le délai imparti par le cahier des charges, c'est-à-dire *immédiatement*, l'incendie du hangar n'eût pas eu lieu, faute d'aliment, et les enfants Lefèvre n'auraient pu communiquer le feu à la paille négligemment laissée par le défendeur ; ce sinistre, d'après le demandeur, est donc imputable à la négligence de Baron, qui doit en être déclaré responsable, conformément aux articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Attendu que le deman-

leur offre de prouver, à l'appui de son argumentation, que Baron a reconnu cette responsabilité et offert une réparation pécuniaire de 100 fr., refusée comme insuffisante, et sollicite une expertise pour évaluer le dommage; — Attendu que le défendeur conclut au rejet pur et simple de l'action, et en 50 francs de dommages-intérêts contre Bourdon, tout en reconnaissant qu'aux termes de l'article 1^{er} du cahier des charges de la vente mobilière du 4 février dernier, il devait se livrer immédiatement de la paille adjudgée, mais en soutenant : 1^o que, la paille étant vendue au poids, la délivrance ne pouvait lui en être faite qu'en la pesant, et par le sieur Pottier, tuteur des mineurs Lefèvre, qui n'a jamais provoqué cette délivrance; 2^o et que, fût-il même déclaré en faute et eût-il été mis en demeure de se livrer, il ne peut être, lui Baron, légalement responsable, ni directement ni indirectement, d'un fait auquel il est étranger et à l'occasion duquel il pourrait lui-même exercer un recours en garantie contre les auteurs de l'incendie, c'est-à-dire contre les personnes à la surveillance desquelles étaient confiés les enfants Lefèvre;

« En droit : — Attendu que le délit et le quasi-délit, qui supposent, l'un l'intention de nuire, et l'autre l'absence de cette intention, n'existent et ne donnent lieu à la réparation du dommage causé qu'aux deux conditions suivantes : 1^o il faut que le fait reproché soit illicite; 2^o et que le fait soit imputable à l'agent, en un mot qu'il y ait faute de sa part : soit de commission, d'après l'article 1382 du Code civil, qui prévoit les faits positifs; soit d'omission, d'a-

près l'article 1383, qui vise les faits négatifs ou d'abstention; — Attendu, en outre, qu'il est de principe : 1^o que les fautes sont personnelles; 2^o que la responsabilité du fait d'autrui, dont on n'est pas complice, ne peut résulter que de la loi ou d'une convention expresse ou tacite; 3^o et que cette responsabilité du fait d'autrui, contraire au droit commun, telle que celle prononcée par l'article 1384 du Code civil contre les parents, maîtres, commettants et instituteurs, à l'égard des délits et quasi-délits de leurs enfants, serviteurs, préposés et élèves, ne peut être étendue par analogie à d'autres personnes (Toullier, Roland de Villargues, Zachariæ); — Attendu encore que le débiteur d'une obligation de faire, pour être constitué en faute et passible de dommages-intérêts, doit être mis en demeure; qu'aux termes de l'article 1139 du Code civil, par *mise en demeure* on doit entendre une sommation ou un autre acte équivalent, à moins que la convention ne porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera mis en demeure; qu'il résulte de ce texte que la maxime de droit romain : *Dies interpellat pro homine*, est abrogée; — Attendu qu'aux termes des articles 1150 et 1151 du Code civil, le débiteur en demeure et en retard d'exécuter son obligation, et dès lors passible de dommages-intérêts, ne doit jamais la réparation des pertes qui ne sont qu'une suite éloignée et indirecte du défaut d'exécution, quand même il y aurait eu dol de sa part, et que, s'il n'y a pas dol, il ne doit que les dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat. Pothier, en effet, l'inspirateur de nos

Codes, a dit : « La règle qui doit être « suivie, c'est qu'on ne doit pas « comprendre dans les dommages- « intérêts dont un débiteur est tenu « à raison de son dol (*à fortiori*, s'il « n'y a pas dol) ceux qui non-seule- « ment n'en sont qu'une suite éloi- « gnée, mais qui n'en sont pas une « suite nécessaire et qui peuvent « avoir d'autres causes ; » — Attendu qu'en faisant l'application de ces principes à l'espèce actuelle, il devient évident que la responsabilité directe ou indirecte de l'incendie du 26 mai dernier ne peut incomber au sieur Baron ; en effet, il n'est nullement établi que l'incendie n'eût pas eu lieu sans l'entassement de paille qui existait dans le hangar, car ce hangar peu solide ne fermait qu'au moyen d'une claie en paille où les enfants ont pu mettre facilement le feu ; et ce point fût-il même établi, 1° Baron n'a fait aucun acte illicite et générateur du sinistre, ce qu'on appelle une *faute active* ; il n'a été, en un mot, ni auteur ni complice de l'incendie ; 2° a-t-il commis une faute passive d'omission, de négligence ou d'imprudence ? Pas davantage. Aucun article de loi ne lui prescrivait d'enlever sa paille dans un délai plus ou moins long ; il serait absurde d'ailleurs de prétendre que l'existence d'un amas de paille dans un hangar est la cause de l'incendie de ce hangar ; avec ce système, tous les propriétaires de paille commettraient des actes illicites ; 3° il ne peut répondre à aucun degré des enfants Lefèvre, auteurs de l'incendie, qui ne sont ni ses enfants, ni ses serviteurs, ni ses préposés, ni ses élèves, et il ne s'est pas engagé sans doute à répondre d'eux. Cette responsabilité, qu'on veut déplacer à cause de l'in-

solvabilité du véritable débiteur, incomberait, à défaut du tuteur, qui n'habite pas avec ses pupilles, à la nourrice chargée de les élever ; 4° aucune sommation ni acte équivalent n'ont été faits à Baron pour la mise en demeure, dont le vendeur n'est pas dispensé formellement par l'acte d'adjudication ; 5° enfin, eût-il même été mis en demeure, on ne peut équitablement ni raisonnablement soutenir que les dommages-intérêts devraient comprendre le dégât causé par un incendie qui n'est pas même une suite indirecte du défaut de livraison et qui dès lors n'a pu être prévu lors de la vente ; d'ailleurs, le sieur Pottier, tuteur, ne devait-il pas lui-même provoquer cette livraison et le pesage de la paille en question ? ce qu'il n'a pas fait. Tout au plus Baron devrait, non au sieur Bourdon, mais au sieur Pottier, une indemnité pour retard de livraison représentant la privation de jouissance du hangar pendant trois mois ; — Attendu, dès lors, que l'offre de preuve et d'expertise faite par le demandeur est inadmissible, puisque le principe de la responsabilité de Baron est écarté ; — Attendu, quant à la demande reconventionnelle de 50 francs, qu'aucun dommage appréciable n'a été causé au défendeur, qui devra se tenir pour satisfait si les dépens sont mis à la charge de son adversaire ; — Par ces motifs ; — Disons à tort et mal fondée l'action du sieur Bourdon, l'en déboutons et en dé lions le sieur Baron sans dépens. »

Observations. — Les motifs très-développés de cette sentence ne nous laissent rien à ajouter à l'appui des solutions, d'ailleurs très-exactes,

qu'elle contient. — Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, *v° Responsabilité*, n° 3. N. D.

ARTICLE 515.

Justice de paix du canton de Lauzerte (Tarn-et-Garonne).

Président : M. BERGASSE-LAZIROULES, juge de paix.

4 juin 1871.

Fourniture de pain. — Prescription annuelle. — Reconnaissance implicite de la dette par la demande de nommer un liquidateur.

La reconnaissance que fait le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrit interromp la prescription. Cette reconnaissance s'induit de toutes les circonstances de la cause.

Le sieur Bonnafour, boulanger à Lauzerte, a fait citer devant le juge de paix de Lauzerte la veuve Durand, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tutrice légale de Marius Durand, son fils mineur, demeurant avec elle, pour avoir payement d'une somme de 137 fr. 40, qui lui est due pour reliquat de fournitures de pain faites par son père. Le demandeur a expliqué qu'il avait plusieurs fois, mais inutilement, réclamé cette somme à la veuve Durand, et qu'à cause de l'état extrême de gêne dans lequel elle se trouvait, il n'avait osé la poursuivre en justice; mais qu'aujourd'hui qu'il savait que la veuve Durand allait toucher une somme de 500 francs d'un sieur Castex, il lui réclamait ce qui lui était bien légitimement dû; que la veuve Durand a reconnu la demande du requérant, puisque, lors de sa première comparution à l'audience, elle a demandé une vérification de compte, et qu'en outre, par l'inter-

médiaire de diverses personnes, elle lui a fait offrir une fois 80 francs et une autre fois 100 francs; mais qu'il n'a pu accepter, ces offres étant insuffisantes; il a conclu, en conséquence, à la condamnation pure et simple de la veuve Durand.

La veuve Durand a déposé les conclusions suivantes :

« Attendu que le sieur Hector Bonnafour, demandeur, est sans qualité au procès, puisqu'il n'est pas dit dans son contrat de mariage que son père lui ait donné les créances qui provenaient de la boulangerie, qui était, à cette époque, sur sa tête et lui appartenait en propre; que la demande d'aliments faite à la veuve Durand et à son fils mineur est sans fondement et inopportune; qu'on ne peut qualifier d'aliments, tels qu'ils sont prévus par la loi, le compte d'un sieur Gilis, étranger à la famille, ni le compte du père de la défenderesse, privé de dates, de détails, n'ayant nullement servi aux besoins de la famille Durand et dont l'opportunité aurait dû être appréciée par le Tribunal du vivant de l'emprunteur, qui, à l'époque du prétendu compte, ne devait pas vivre avec la famille Durand; — Par ces motifs, et sur ces deux chefs, la comparante oppose une double fin de non-recevoir; — Subsidièrement, attendu que les éléments du compte et les circonstances morales qui s'y rattachent sont de nature à faire présumer la libération; que tout porte à penser que Bonnafour père s'est reconnu satisfait en 1856; que si plus tard ledit compte a été exhumé et réveillé officieusement par le fils, ce n'a été que pour donner satisfaction à certaines susceptibilités et à cer-

tains commérages de localité ; — Attendu dès lors qu'il est dans l'intérêt de la comparante, comme dans ses devoirs de tutrice de repousser à tous les points de vue la demande injuste formée contre elle par tous les moyens que la loi met à sa disposition ; qu'elle n'a jamais fait d'aveux, directement ni indirectement, concernant cette prétendue dette ; qu'elle peut affirmer au contraire, comme elle affirme selon la disposition du paragraphe 2 de l'article 2275 du Code civil, qu'elle n'a jamais su, ni avant, ni après la mort de son mari, qu'une somme quelconque fût par lui due à Bonnafour ; usant du bénéfice de l'article 2272 du même Code, elle déclare, en raison dudit compte de 137 fr. 40, et agissant tant pour elle que pour son fils mineur, opposer la prescription, par suite demander sa mise hors d'instance ; — Mais attendu que c'est pour obtenir paiement du susdit compte qu'une saisie-arrêt a été pratiquée le 25 avril dernier, à la requête de Bonnafour et au préjudice de la veuve Durand ou de son enfant mineur, entre les mains du sieur Cartex, son débiteur ; que cette mesure, aggravée par le retard que l'on a mis à porter le compte en litige devant la juridiction du juge de paix, a porté et porte encore un préjudice notable à la comparante, étant privée de mettre son fils en apprentissage et de pourvoir aux divers besoins de la vie ; — Par ces motifs, agissant par action reconventionnelle, elle conclut à 150 francs de dommages-intérêts, le tout avec dépens et sous toutes réserves de droit.»

A son tour, le sieur Bonnafour a déposé des conclusions écrites, tendant à ce qu'il plaise à M. le juge de

paix reconnaître qu'il y a eu de la part de la veuve Durand reconnaissance de la dette la rendant irrecevable à opposer la prescription ; que ces faits résultent : 1° de ce que la veuve Durand n'a pas contesté l'existence du compte, mais l'a au contraire implicitement reconnue en demandant en audience de conciliation la nomination d'un liquidateur qui serait chargé d'établir ce compte et de vérifier les registres du demandeur ; 2° de ce qu'après avoir reconnu la sincérité de la créance, le liquidateur, au nom de la veuve Durand, a fait proposer une transaction et offert de payer une somme de 80 francs ; que ces deux faits peuvent être établis par la preuve testimoniale, s'ils étaient déniés ; condamner la veuve Durand au paiement de 137 fr. 40 et à tous les dépens.

La veuve Durand a répliqué qu'en réclamant la nomination d'un liquidateur à l'audience où elle avait été appelée par simple billet d'invitation, elle n'avait en rien entendu reconnaître la dette de son mari envers Bonnafour, dette qu'elle prétendait au contraire n'avoir jamais existé.

Le 4 juin 1871, jugement qui statue en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Bonnafour réclame une somme de 137 fr. 40 pour reliquat d'un compte de fournitures de pain faites depuis le 8 mars 1850 jusqu'au 4 janvier 1860 à feu Durand, mari de la défenderesse, et à feu Gaston son père ; qu'il convient d'examiner tout d'abord comment est présenté ce compte et comment il est établi ; — Attendu que depuis le 8 mars 1850

Durand a pris du pain à la boulangerie Bonnafour et à des intervalles assez égaux jusqu'au 27 septembre de la même année; qu'à partir de cette époque Durand a moins fréquenté la boulangerie et n'y reparait plus pour demander crédit depuis le 14 octobre de cette année jusqu'au 25 mai 1851, seul jour de cette année où il prend du pain à crédit; que cela indique que Durand, qui, d'après les dires mêmes de sa femme, ne se servait alors chez aucun autre boulanger, prenait du pain tantôt à crédit, tantôt en payant, et quelquefois aussi il ne payait qu'une partie du pain pris, laissant un reste à solder, ce qui explique cette mention répétée plusieurs fois sur le livre de compte : « Pour reste de pain non « entièrement payé »; que, lorsqu'en 1850, le 4 octobre, Durand donne un à-compte de 60 francs, il reste devoir alors 5 fr. 70, et ne s'adresse plus au crédit de Bonnafour qu'une fois, en mai 1851, c'est-à-dire sept mois après avoir donné le premier à-compte; — Attendu qu'en 1856 Durand donne un nouvel à-compte de 50 francs, et que cela indique clairement que la mention souvent répétée sur le registre de Bonnafour : « Régulé avec Durand le « pain que Gaston, son père, a pris » est exacte et doit être tenue pour vraie; car, s'il en était autrement, Durand serait devenu le créancier de Bonnafour, puisqu'en donnant un nouvel à-compte de 50 francs, il aurait donné plus qu'il ne devait, hypothèse inadmissible quand on sait que Durand était dans un état voisin de la misère et qu'il était obligé d'avoir recours au crédit de son boulanger; que, si chaque livraison de pain faite à Durand et à Gaston n'est

pas toujours détaillée, cela s'explique par les habitudes de ces deux personnes, qui tantôt payaient, tantôt ne donnaient qu'une partie du pain emporté par elles; — Attendu que le compte présenté par Bonnafour, ou du moins la partie de celui qu'il prétend lui être dû, se divise en trois articles principaux, formant ensemble la somme de 137 fr. 45 : l'un composé de divers articles formant une somme de 17 fr. 17, et provenant de pain livré tant à Durand qu'à Gaston; l'autre se portant à 29 fr. 03, et représentant un transport de compte dû par Gillis, peintre, à Bonnafour (tout le détail de ce compte existe sur le registre à main courante), que Durand se serait chargé de solder lui-même; un autre enfin se montant à 92 fr. 26 et provenant d'un règlement fait avec Gaston, mais sans être approuvé par ce dernier et sans que les fournitures y soient détaillées et désignées à leurs dates respectives; que le premier compte de 16 fr. 17 est un compte comme les tiennent tous les petits marchands en général, qui ne sont pas classés parmi les négociants vrais, et qu'il n'y a à lui reprocher aucune irrégularité, aucune lacune; que le second, de 27 fr. 03, est aussi régulier à l'égard de celui qui l'a contracté, le sieur Gillis, mais qu'il n'y a rien qui indique que Durand se soit chargé de le solder; que le troisième compte, enfin, de 92 fr. 26, s'il n'est pas détaillé, paraît pourtant certain, quand on considère les habitudes de tous les consommateurs et de tous les boulangers de ces pays-ci, qui se servent très-peu de tailles, ou ne s'en servent que pour, après les avoir réglées, inscrire la somme totale

due sur un registre particulier. En compulsant d'ailleurs le registre de Bonnafour, qui contient deux cent quatre-vingt-une feuilles, il est facile de se convaincre qu'il n'en agissait pas autrement avec ses nombreux clients, qui acceptaient tous ce mode de faire, sans que jamais ils aient eu à relever la moindre erreur; — Attendu que, de tous les faits ci-dessus relatés, il y a lieu de conclure que le registre présenté par Bonnafour est bien tenu; que le compte présenté par lui à la veuve Durand est régulier, à l'exception de celui de 27 fr. 03, figurant sous le nom de Gilis; qu'il y a lieu de prendre en sérieuse considération dans l'affaire l'excellente réputation de probité et de moralité du demandeur et de sa famille; — Attendu qu'Hector Bonnafour a qualité pour intenter l'action dirigée par lui contre la veuve Durand, puisque dans son contrat de mariage de Dupuy, notaire, 22 février 1861, on lit cette clause : « Art. 4. De plus, le « dit Etienne Bonnafour abandonne « à son fils la clientèle de sa boulangerie avec ses ustensiles de toute « nature et les créances actives résultant de son industrie de boulanger; ensemble toutes les provisions de farine, pain, etc., etc. », et que l'application de l'article 583 et de l'article 948 du Code civil indiqués par la défenderesse ne peut avoir lieu dans l'espèce; — Attendu que c'est en qualité d'héritière de son père, comme aussi en son nom personnel et comme tutrice de son fils mineur, que la veuve Durand a été citée, et qu'il lui est réclamé une somme de 137 fr. 43 pour fournitures de pain faites à son père et à son mari; qu'il est alors inutile de se

préoccuper de la question d'aliments, question qui, d'ailleurs, selon Demolombe, un des commentateurs les plus accrédités du Code civil, pourrait ne pas tourner en faveur de la défenderesse; — Attendu qu'il reste établi que la veuve Durand n'a pas fait elle-même des offres ou des démarches devant aboutir à une transaction quelconque; mais qu'il est très-étrange que le sieur Brugnères, liquidateur choisi par la veuve Durand à l'audience sur simple billet d'avertissement, ait proposé ou fait proposer 80 francs à Bonnafour, sans qu'il y fût autorisé par quelque aveu ou quelque parole de cette femme; que cette proposition faite par le sieur Brugnères, homme très-expérimenté en fait de comptabilité, semblerait indiquer que le liquidateur était très-porté à croire à la sincérité de la demande de Bonnafour; mais que la demande d'un expert pour examiner les registres et le compte, de la part de la femme Durand, si elle n'est pas une reconnaissance de compte, ou du moins d'une partie du compte, mérite pourtant d'être examinée, pour savoir si après cela la veuve Durand est encore recevable à opposer la prescription; — Attendu qu'aux termes de l'article 2248 du Code civil, la prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur fait du droit de celui contre lequel il prescrit; que la jurisprudence et la doctrine sont unanimes pour dire que cette reconnaissance peut s'induire de toutes les circonstances de la cause; — Attendu qu'à l'audience où elle s'est présentée sur simple billet d'invitation, la veuve Durand a implicitement reconnu l'existence du compte de Bonnafour,

que cela résulte aussi de ses dires à l'audience où elle s'est présentée régulièrement citée, et aussi d'une déclaration écrite et signée par M. Daynia, qui nous remplaçait à la première audience en conciliation ; que si le juge doit autant que possible éviter d'invoquer la connaissance qu'il a des faits et des aveux qui se sont produits à l'audience qu'il présidait comme conciliateur, il peut sans nul doute tenir compte de ces faits et de ces aveux, surtout lorsque, comme dans l'espèce, en interrogeant les parties, il les amène à établir elles-mêmes la réalité des faits, aveux et reconnaissances ; que cette doctrine est enseignée par tous les auteurs qui ont traité de la compétence et des diverses attributions des juges de paix ; — Attendu que la demande formellement faite par Durand de la nomination d'un liquidateur, et plus tard sa réponse à nous faite lors de sa comparution régulière, indiquent clairement que la défenderesse ne contestait pas l'existence d'un compte dû, mais voulait seulement que l'homme de confiance choisi par elle s'assurât du chiffre de la somme réellement due ; qu'il paraît impossible de donner une autre explication de la demande de la défenderesse ; et que si plus tard, se ravisant sur les conseils de mauvais aloi à elle donnés, elle a invoqué à son profit le bénéfice de la prescription, ce n'a été que pour trouver un moyen bien peu honnête, quand il est employé de la sorte, de se soustraire au paiement d'une somme qu'elle sait être réellement due ; — Par tous ces motifs, jugeant publiquement et en premier ressort, donnons acte au demandeur des dires, demande de nomina-

tion d'un liquidateur de la veuve Durand, la déclarons irrecevable à opposer la prescription, la condamnons à payer au sieur Bonnafour : 1° la somme de 16 fr. 17 ; 2° la somme de 92 fr. 25, le tout formant une somme de 108 fr. 42, avec les intérêts à partir du jour de la demande en justice ; — Sur la demande reconventionnelle formée par la veuve Durand, la disons mal fondée, l'en déboutons et condamnons la défenderesse à tous les dépens. »

Observations. — La prescription, en matière civile, repose sur une présomption de paiement. Elle ne saurait donc être utilement invoquée par le débiteur toutes les fois que, soit par ses propres déclarations devant le juge, soit par des offres faites au créancier, il a implicitement reconnu l'existence de la dette.
A. B.

ARTICLE 516.

Jest. de paix de Wanteuil-le-Haudouin (Oise).

Président : M. LANGLOIS, juge de paix.

21 juin 1872.

Logements militaires. — Occupation étrangère. — Habitants absents. — Arrêté municipal.

Tous les habitants d'une même commune sont tenus au logement des militaires nationaux et étrangers, de passage ou séjournant dans leur commune, porteurs de billets de logement délivrés par l'administration municipale.

Les habitants absents au moment d'une occupation étrangère sont tenus du paiement des frais de logement des soldats étrangers mis à leur charge par l'administration municipale.

Ainsi décidé,

Le 21 juin 1872, par jugement de

M. le juge de paix du canton de Nanteuil, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu le demandeur en ses dires, moyens et conclusions susindiqués, jugeant en dernier ressort ; — Considérant que le défendeur ne comparait pas ni personne pour lui ; que son absence ne peut arrêter le cours de la justice ; donnons défaut contre lui, et pour le profit ; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 ; — Vu les articles 10 et suivants des décret et règlement des 23 mai 1792 et 18 janvier 1793 sur les logements militaires ; — Attendu que tous les habitants d'une même commune sont tenus au logement des militaires nationaux et étrangers, de passage ou séjournant dans leur commune, porteurs de billets de logement délivrés par l'administration municipale ; — Attendu que beaucoup d'habitants de Nanteuil, lors de l'invasion des troupes allemandes, avaient quitté leurs demeures soit par crainte de mauvais traitements, soit pour toute autre cause, de telle sorte que ceux des habitants qui étaient restés chez eux ne pouvaient plus suffire pour loger toutes les troupes qui ont séjourné à Nanteuil pendant la durée du siège de Paris ; — Attendu que, pour parer à cette insuffisance, l'administration municipale de Nanteuil a pris une délibération par laquelle elle a décidé qu'elle ferait participer aux logements militaires les habitants absents, en faisant mettre à l'auberge, à leurs frais, les militaires qu'ils devraient loger ; — Attendu que le sieur Franck se trouvait alors au nombre des habitants ayant quitté leur domicile, et que c'est par suite

de son absence que l'administration municipale de Nanteuil a envoyé pour son compte et à ses frais, chez le sieur Goubier, aubergiste, deux soldats allemands, qui y sont restés depuis le 17 décembre 1870 jusqu'au 12 janvier 1871 ; — Attendu que le sieur Goubier réclame au sieur Franck, pour le logement de ces deux hommes et la préparation de leurs aliments, 2 francs par jour, pendant vingt-six jours, soit 52 fr. ; — Attendu que la demande du sieur Goubier n'a rien d'exagéré et qu'elle est juste au fond ; — Par ces motifs ; — Condamnons le sieur Franck à payer au sieur Goubier la somme de 52 francs, montant de la demande, avec les intérêts du jour de cette demande ; plus, à payer les frais, liquidés à..., etc. »

Observations. — Les lois des 23 janvier-7 avril 1790, 8-10 juillet 1791 et 23 mai 1792, sur le logement des gens de guerre, ayant chargé directement l'autorité municipale d'assurer le logement des troupes de passage chez les habitants de la commune, il est certain que cette autorité a le droit de prendre les mesures nécessaires pour y pourvoir lorsque, par suite de l'absence d'un grand nombre d'habitants, les habitants restés dans la commune ne peuvent suffire à loger toutes les troupes de passage. Notamment un arrêté municipal peut, sans excès de pouvoir, décider que la charge du logement militaire sera proportionnellement répartie, aussi bien entre les habitants absents qu'entre les présents, et ce en envoyant à l'auberge, aux frais des premiers, les militaires qu'ils devraient loger. Par suite, si un tel arrêté est valable,

l'aubergiste qui a reçu et hébergé des militaires en vertu de billets de logement réguliers, émanés de l'autorité compétente, a une action directe et personnelle contre l'habitant par qui ces militaires devaient être logés.

A. B.

ARTICLE 517.

Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. BERGASSE-LAZIROULLES
juge de paix.

2 janvier 1878.

*Animaux sauvages. — Lièvre. — Chasseur.
— Propriétaire. — Piqueur. — Témoins.
— Récusation.*

Lorsqu'un lièvre a été lancé et est encore poursuivi par des chiens courants, tout autre que le propriétaire de ces chiens ne peut le tuer sans être passible de dommages-intérêts.

Les causes de reproche énoncées dans l'article 283 du Code de procédure civile sont énonciatives.

Le piqueur qui accompagne habituellement le chasseur, et qui est le garde particulier du père du demandeur, doit être récusé.

Un témoin récusé dans une enquête en justice de paix ne doit pas être entendu.

Le sieur Visse a fait citer le sieur Leigues devant M. le juge de paix du canton de Lauzerte, pour s'entendre condamner à lui payer une somme de 150 francs, tant pour la valeur d'un lièvre dont il s'est indûment emparé dans la matinée du 15 décembre dernier, que pour le dommage que cet acte lui a causé. Le juge de paix a ordonné une enquête.

A l'appel du témoin Vancor, et avant son audition, le défendeur a déclaré qu'il reprochait ce témoin pour les faits suivants : que Vancor est garde particulier du père du de-

mandeur avec lequel il habite ; que Vancor est le piqueur du demandeur, va constamment à la chasse avec lui et s'y trouvait le jour où l'on prétend qu'il se serait emparé d'un lièvre que courait la meute du sieur Visse.

Le demandeur interpellé a répondu par l'organe de M^e Visse, son père, et avocat du barreau de Moissac, que Vancor était réellement son garde particulier, mais qu'il n'était rien pour son fils, qui, quoique majeur, ne jouit en propre d'aucune des propriétés soumises à la surveillance de Vancor ; que d'ailleurs l'article 283 du Code de procédure civile, dans une de ses dispositions, parlant de serviteurs et domestiques, n'a pas entendu parler des gardes particuliers, qui, pas plus qu'un piqueur temporaire, ne sont considérés ni comme serviteurs ni comme domestiques ; que Vancor n'est pas piqueur en titre du demandeur, qu'il n'est pas salarié à cet effet, et que, s'il l'accompagne à la chasse, c'est plutôt pour lui être agréable qu'utile ; en conséquence, il conclut à ce que le témoin soit entendu et qu'il soit passé outre au reproche proposé par le défendeur, et que, dans le cas où M. le juge de paix croirait devoir accepter le reproche, le témoin soit néanmoins entendu dans sa déposition conformément aux dispositions de l'article 284 du Code de procédure civile. — Jugement :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Statuant sur le reproche ; — Attendu que les causes de reproche mentionnées en l'article 283 du Code de procédure civile, sont énonciatives et non limitatives ; qu'en conséquence, toutes autres causes qui peuvent activer

essentiellement l'impartialité des témoins et les faire respecter, peuvent et doivent être invoquées par la partie adverse et justifier le reproche formulé par elle ; que si Vancor n'est pas le garde particulier du demandeur, il l'est de son père avec lequel ce dernier habite, et lui doit obéissance et respect ainsi que les doivent tous les serviteurs et domestiques à la famille entière du maître qu'ils servent ; qu'il n'est pas nécessaire dans la cause de rechercher si un garde particulier est ou non un domestique, question qui, si elle devait être résolue, le serait d'ailleurs affirmativement ; mais que Vancor est le piqueur du demandeur, bien qu'à ce titre il ne reçoive aucun salaire, c'est-à-dire l'aide de la chasse, contribue à la prise du gibier, lui sert en un mot d'homme de peine, a dans la cause un intérêt trop direct, et occupe dans la maison du père du demandeur une position qui, venant s'ajouter aux considérations précédentes, ne peut lui laisser une entière liberté et doit entacher sa déposition d'une partialité qui, d'après la rumeur publique, a toujours fait le fond de son caractère et a été cause de la perte de divers emplois occupés par lui ; — Par tous ces motifs, disons que le reproche est suffisamment justifié et qu'il doit être accueilli ; — Attendu, sur les dernières conclusions de M^e Visse, que, si l'article 284 du Code de procédure civile exige impérativement que dans les enquêtes devant le Tribunal civil le témoin reproché soit entendu dans sa déposition par le juge-commissaire, sauf au Tribunal à supprimer cette déposition dans les débats, le même Code est muet quant aux formalités à observer dans les

enquêtes devant les Tribunaux de paix ; — Attendu que le juge de paix a un droit que n'a pas le juge-commissaire, celui de décider, sur le champ, du mérite du reproche ; que, s'il le trouve fondé, il ne peut y avoir aucune raison à recevoir une déposition inutile, puisqu'elle ne sera d'aucun poids dans la cause et qu'elle pourrait au contraire avoir une influence sur l'esprit du juge ; que d'ailleurs ce système, s'il est combattu par divers auteurs, a été sanctionné par arrêt de la Cour de cassation, le 2 juillet 1845 ; — Par ces motifs, admettons le reproche proposé contre le témoin, et disons que ce témoin ne sera pas entendu dans sa déposition. »

L'enquête terminée, jugement qui prononce ainsi :

« EN DROIT : — Attendu que les animaux sauvages tant qu'ils sont, suivant les expressions de la loi romaine, *in laxitate naturali*, n'appartiennent à personne, sont *res nullius*, et deviennent, en conséquence, la propriété du premier occupant ; — Attendu que par premier occupant, on ne peut entendre que celui qui a mis la main dessus, ou qui par des moyens quelconques a mis l'animal dans des conditions telles qu'il ne saurait plus lui échapper, qu'il doit inévitablement l'atteindre et le saisir ; — Attendu que si la Cour suprême a décidé, par arrêt du 29 avril 1862, que pour qu'un chasseur doive être réputé s'être emparé d'un animal sauvage, il est nécessaire qu'il ait mis la main dessus, expression qu'elle a prise au pied de la lettre, divers Tribunaux ont jugé qu'il suffit que l'animal soit tombé en la puissance du chasseur ; que nous ne sau-

rions adopter la doctrine de la Cour suprême, malgré tout notre respect pour ses décisions; que s'il en était autrement, la chasse deviendrait à peu près impossible et que le propriétaire d'une meute verrait toujours ses lièvres enlevés par des braconniers qui ne manqueraient pas d'aller occuper les passages suivis par ce gibier; que de ces faits il pourrait en résulter des rixes sanglantes, et que, des chasseurs qui verraient ainsi accorder un droit aussi injuste à un étranger, finiraient par méconnaître cet axiome si juste : « Nul n'a le droit de se faire justice à soi-même; » que, par conséquent, quand une meute a levé un lièvre, qu'elle le suit sans discontinuité, ce lièvre est, tout ce temps-là, dans l'impuissance d'échapper, est donc tombé en la puissance du chasseur et lui appartient tant que la poursuite se continue; — En fait : attendu que s'il est reconnu dans la cause que la meute du sieur Visse ait, le 15 décembre dernier, levé un lièvre; qu'elle l'ait très-longtemps poursuivi, et qu'il en résulte que pendant tout le temps de la poursuite le lièvre appartenait au sieur Visse; que s'il est reconnu aussi que Leigues ait ce même jour et dans le même quartier tué un lièvre, rien dans l'enquête n'est venu établir que ce lièvre tué fût celui couru par la meute de Visse; — Attendu que si un seul témoin a rapporté ces paroles comme les tenant de Leigues : « Je tuerai tous les lièvres que la meute de Visse courra, » cela ne prouve pas du tout que le 20 décembre Leigues ait tué le lièvre couru par la meute de Visse; que de ces paroles imprudentes dont l'explication n'a été corroborée par les

dires d'aucun autre témoin, on ne peut tirer la certitude du fait reproché à Leigues; — Par ces motifs, nous, juge de paix, jugeant contradictoirement et en premier ressort, disons que le lièvre tué par Leigues, le 15 décembre dernier, n'est pas celui que courait la meute de Visse, déclarons ce dernier mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons à tous les dépens. »

Observations. — Sur la première question, voir, dans le même sens, Justice de paix de Bury, 3 mars 1866, BULLETIN, t. IX, p. 44, Schirmeck, 10 octobre 1859. *Ibid.*, t. II, p. 282. — Sur les questions suivantes, voir ANNALES, 1^{re} série, t. III, p. 6.

C. M.

ARTICLE 518.

Action de paix du canton de Gyssing (Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILE,
juge de paix.

13 août 1872.

Action possessoire. — Contribuable. — Défaut d'autorisation du conseil de préfecture. — Servitude de passage. — Chemin d'exploitation. — Fermier. — Complainte. — Réintégration.

Les contribuables qui, aux termes de l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837, veulent exercer, à leurs frais et risques, une action possessoire dans l'intérêt de la commune sont soumis à la nécessité de l'autorisation du conseil de préfecture; l'article 55 de la même loi, qui dispense de cette autorisation, ne s'adresse qu'au maire.

Le détenteur à titre précaire, tel que le fermier, ne peut intenter l'action en complainte, à moins que le propriétaire n'intervienne dans l'instance, ce qui la rendrait régulière.

Les principes qui précèdent ne s'appliquent point à la réintégration. Toutefois

cette dernière action ne peut être exercée par le fermier ou autre possesseur précaire, lorsqu'il s'agit d'un passage non fondé en titre (même sur une carrière d'exploitation) et réclamé comme servitude.

Le sieur Bourbotte exploite, comme locataire, une ferme sise à Bachy et des terres contiguës à une prairie appartenant au sieur Huin. A proximité de ces immeubles se trouve un chemin dit *les Plantis*, formant passage carrossable dont le sieur Bourbotte se servait habituellement pour la plus grande facilité d'exploitation des terres qu'il cultive en qualité de fermier. Mais, tout à coup, le sieur Henri Huin a creusé, à l'est dudit chemin, un trou qui, suivant Bourbotte, empêcherait l'accès avec voiture chargée du passage en question. Le sieur Bourbotte a assigné Huin devant la justice de paix de Cysoing, demandé, à l'audience du 9 août 1872, que le chemin fût rétabli dans son état primitif, et conclu en outre à ce que ledit Huin fût condamné à 50 francs de dommages-intérêts, ainsi qu'aux frais.

A ladite audience, le défendeur Huin a allégué avoir creusé le trou sur son propre terrain, prétendu que les ayants droit à la communauté du chemin, au nombre desquels ne se trouvaient ni le sieur Bourbotte ni son propriétaire, ne faisaient aucune réclamation, et conclu à ce que le sieur Bourbotte fût déclaré non recevable dans son action et condamné aux dépens.

Le 13 août 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant à charge d'appel ; — Considérant que le sieur Henri Bourbotte, de-

mandeur, exploite, à titre de locataire, la ferme d'Hôtel, sise à Bachy, et les terres qui en dépendent ; — Qu'à l'ouest desdites terres, le sieur Henri Huin possède, comme propriétaire, depuis le 29 juin 1854, et en vertu d'un partage de famille, une pièce de prairie de 51^a,39 ; — Que cette pièce de prairie confronte, vers l'est à un chemin dit *les Plantis*, qui s'embranché d'un côté à la voie publique ou pavé du hameau d'Hôtel et aboutit, par l'autre extrémité, à divers champs, héritages particuliers ; — Considérant que, par exploit en date du 31 juillet dernier, enregistré, ledit sieur Bourbotte a fait citer devant nous le sieur Huin aux fins suivantes : « Attendu que le requérant a « le droit de passage sur le chemin « dit *les Plantis*, situé à Bachy, pour « l'exploitation de ses terres ; — Attendu que depuis plus d'un an et « jour, il exerce le libre accès du « passage sur ledit chemin ; — Attendu que tout récemment le sieur « Henri Huin s'est permis de creuser « ou faire creuser un trou en plein « chemin ; qu'il empêche par ce fait « et qu'il met entrave au libre accès « de la circulation avec voiture de « mon dit requérant pour l'exploitation de ses terres ; — Par ces motifs, le requérant conclut et demande à ce qu'il plaise au Tribunal « ordonner le rétablissement du chemin dans son état primitif, et, pour « avoir troublé le requérant, le condamner en 50 francs de dommages-intérêts, ainsi qu'aux frais « et dépens, sous toutes réserves ; » — Considérant qu'à notre précédente audience, du 6 de ce mois, les parties se sont présentées en personne ; que le sieur Bourbotte, sans produire de titre au bail, ni invo-

quer le cas d'enclave, ni même prétendre en faveur de son propriétaire à la communauté du chemin dit *les Plantis*, a soutenu qu'ayant, de temps immémorial, pour l'exploitation des terres qui lui sont affermées, passé avec voiture sur ledit chemin, qu'il regardait du reste comme public, il avait le droit, soit comme contribuable de Bachy, soit comme fermier des champs et de la Cense d'Hôtel, et dans ce dernier cas à titre de servitude, d'user de ce chemin et d'intenter l'action possessoire pour trouble à son libre exercice de passage; — Que le sieur Huin s'est borné à conclure à l'irrecevabilité de la demande en complainte ou réintégrande du sieur Bourbotte et à déclarer qu'au surplus le trou creusé l'a été sur son propre terrain, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par l'examen des bornes; — Que la cause a été, le 6 août, mise en délibéré pour le jugement être prononcé à l'audience suivante; — Considérant qu'il y a lieu avant tout de décider si en l'état des faits le sieur Bourbotte, agissant en qualité de contribuable de Bachy, dans l'intérêt de la commune, ou en celle de fermier dans son propre intérêt privé, ou celui du propriétaire, a valablement intenté son action possessoire; — Considérant que les contribuables qui, aux termes de l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837, veulent exercer, à leurs frais et risques, une action possessoire dans l'intérêt de la commune sont soumis à la nécessité de l'autorisation du conseil de préfecture; que l'article 55 de la même loi, qui dispense de cette autorisation, ne s'adresse qu'au maire; — Que le sieur Bourbotte ne rapporte pas l'au-

torisation exigée par ladite loi; — Considérant que l'article 23 du Code de procédure veut que les actions possessoires ne puissent être intentées que par ceux qui sont en possession paisible par eux ou leurs auteurs, et à titre non précaire, depuis un an au moins, de l'héritage litigieux; qu'ainsi les possesseurs à titre précaire ne peuvent jamais former l'action en complainte possessoire; qu'il est incontestable qu'un fermier est un possesseur à titre précaire; — Que le principe consacré par l'article 23 du Code de procédure avait été déjà reconnu par le Code civil; qu'en effet, les articles 1726 et 1768 imposent au fermier le devoir de dénoncer le trouble au propriétaire, et à ce dernier l'obligation de garantir son fermier des troubles apportés à sa jouissance; — Qu'aux termes de l'article 2228, le fermier ne possède qu'au nom du propriétaire, et celui-ci est censé posséder par son fermier: d'où résulte la conséquence qu'un fermier, ne jouissant pas pour soi, en son nom et à titre de propriétaire, ne peut intenter aucune action qui exige cette qualité; — Considérant que, comme complainte, la demande formée par le sieur Bourbotte à titre de fermier est donc nulle, *ab initio*, pour défaut de qualité; que l'intervention du propriétaire pouvait seule régulariser cette action; — Que le demandeur a été par nous prévenu de cette circonstance en petite conciliation; — Considérant que le fermier ou toute autre personne qui cultive peut cependant former une demande en réintégrande, mais qu'il est non recevable dans son action en rétablissement et en maintenue d'un droit de passage (même sur un

chemin d'exploitation ou de desserte) dont il est privé par une voie de fait, lorsque ce droit n'est réclamé qu'à titre de servitude et fondé uniquement sur une possession immémoriale, les servitudes discontinues ne pouvant, hors le cas d'enclave, s'établir que *par titres* (art. 691); que cette doctrine est professée par la majorité des auteurs et résulte d'arrêts de cassation, des 5 mars 1828, 2 février 1840 et autres; — « Attendu, « dit le premier arrêt cité, affaire « Rohart et Catrice, que l'action en « réintégrande suppose nécessaire-
« ment une possession réelle et ac-
« tuelle, et une dépossession par
« violence et voie de fait; — Qu'il
« est impossible de trouver ce dou-
« ble caractère dans l'œuvre quel-
« conque pratiquée par le défendeur
« sur son propre terrain; — Attendu
« qu'aux termes de l'article 691 du
« Code civil, les servitudes discon-
« tinues ne peuvent s'établir que par
« titres, et que, dès lors, les actions
« relatives à des servitudes discon-
« tinues ne peuvent être exercées
« par un fermier; »

« Par tous ces motifs, déclarons le
sieur Bourbotte non recevable, etc. »

Observations. — On a souvent discuté, surtout avant la loi du 18 juillet 1837, la question de savoir si les habitants d'une commune peuvent exercer *ut singuli*, c'est-à-dire en leur nom personnel et dans leur intérêt exclusif, les droits et actions qui leur appartiennent seulement *ut universi*. La doctrine et la jurisprudence ont fait à cet égard la distinction suivante. Ou le fond du droit est contesté, c'est-à-dire l'on conteste à la commune la propriété, la jouissance; ou, tout en reconnaissant la

propriété de la commune, l'on dénie seulement le droit à la jouissance de l'habitant qui réclame, en se fondant, par exemple, sur ce qu'il ne fait pas partie de la commune. Dans le premier cas, la commune seule a qualité pour agir; dans le second, les habitants peuvent agir individuellement (Henrion de Pansey, *Des biens communaux*, 1^{re} partie, chap. xxxii, p. 244; Pardessus, *Des servitudes*, n° 336; Proudhon, *Traité du domaine de propriété*, n° 935 et 936; Garnier, *Des chemins*, n° 328; Cass., 16 juillet 1822, 25 juillet 1826, 31 mars 1835). Mais la loi du 18 juillet 1837 a mis un terme à toute controverse sur ce point, en accordant à tout contribuable inscrit au rôle de la commune le droit d'exercer à ses frais et risques, avec l'autorisation du conseil de préfecture, les actions qu'il croirait appartenir à la commune, et que la commune préalablement appelée à en délibérer aurait refusé ou négligé d'exercer (art. 49, § 3). Décidé, par application de ces principes, que les contribuables qui, aux termes du dit article 49, § 3, veulent exercer, à leurs frais et risques, une action possessoire dans l'intérêt de la commune sont soumis à la nécessité de l'autorisation du conseil de préfecture; l'article 55 de la même loi du 18 juillet 1837, qui dispense de cette autorisation, ne s'adresse qu'au maire (Cass., 7 mars 1860).

La possession exigée pour l'exercice de l'action en complainte n'est pas la simple détention, mais la possession ou jouissance par soi-même (on par autrui pour soi) de l'objet en litige, possession à titre de maître, *animo domini*, et réunissant d'ailleurs toutes les conditions requises (la durée exceptée) pour opé-

rer la prescription. A cet égard, tous les auteurs sont d'accord. — Elle doit donc être continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et *non précaire*, ou à titre de propriétaire. *Non précaire ou à titre de propriétaire*, ces deux locutions sont synonymes : la première est employée par l'article 23 du Code de procédure, et l'autre par l'article 2229 du Code civil. Suivant Vazeille (*Prescript.*, n° 122), le mot *précaire* sert à désigner la détention des choses à tout autre titre que celui de propriétaire : « Ainsi, dit-il, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, sont des possesseurs précaires désignés par l'article 2236 du Code civil. L'on trouve infailliblement tous les autres en parcourant le cercle des possesseurs qui n'ont pas la propriété. Le créancier engagé, le séquestre, les tuteurs, les curateurs quand ils ont une gestion, les agents qui administrent le bien d'autrui, soit en vertu de procuration ou de commission, soit officieusement, sont aussi des détenteurs précaires. » — Ils ne pourraient donc opposer leur possession au propriétaire de la chose, ni par conséquent se la faire adjuger à son préjudice par la voie de l'action possessoire.

La réintégrande diffère de la complainte sous plusieurs rapports. Voir sur ce point le DICTIONNAIRE GÉNÉRAL ET RAISONNÉ DES JUSTICES DE PAIX, p. 578 et suivantes. Cette action est valablement intentée par celui qui ne possède qu'à titre précaire, tel qu'un fermier (Cass., 10 novembre 1819, ANNALES, 1^{re} série, t. IV, p. 326); mais, les servitudes discontinues ne pouvant s'établir que par un titre, un fermier est non recevable dans son

action en rétablissement et en maintenance d'un droit de passage dont il est privé par une voie de fait (*ibid.*, C. civ., art. 691).

Les chemins d'exploitation, qu'on appelle aussi *chemins privés* ou *de desserte*, peuvent être réclamés soit à titre de propriété exclusive ou commune, soit à titre de servitude. Lorsque ces chemins existent à titre de propriété, ils sont soumis aux principes qui régissent les autres héritages consacrés à des usages différents, et donnent lieu à l'action possessoire dans les mêmes circonstances. La possession comme propriétaire est quelquefois difficile à établir parce que les titres du demandeur ou du défendeur sont muets sur ce point. Les circonstances doivent guider le juge dans l'appréciation de la possession; et, par exemple, quoique celui qui se prétend troublé n'ait pas de titre, et qu'il n'ait exercé que des faits de passage, il devrait cependant être maintenu, s'il résultait de la disposition des lieux une forte présomption de propriété en sa faveur, comme s'il possédait une maison ayant ses vues et son entrée immédiate sur le chemin litigieux. C'est par un motif semblable qu'il a été décidé que, les chemins et sentiers d'exploitation, communs à plusieurs propriétaires, étant moins une servitude discontinuée que l'exécution d'une convention présumée entre les propriétaires voisins pour la desserte de leurs fonds respectifs, celui qui y est troublé peut intenter l'action possessoire, quoiqu'il ne produise aucun titre (Cass., 29 novembre 1814, 19 novembre 1828). A plus forte raison il devrait être maintenu si au fait de passage et à la disposition des lieux venaient se joindre

des actes de possession qui n'ont pu émaner que du propriétaire seul (Augier, t. II, p. 33).

Si le droit d'user du chemin est réclamé, non à titre de copropriété, mais à titre de servitude, une possession même immémoriale, fondée sur des faits de passage, serait inutile (Cass., 2 février 1840).

N. D.

ARTICLE 519.

Justice de paix du canton ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

22 septembre 1871.

Action possessoire. — Aqueduc. — Conduite d'eau. — Servitude continue et apparente. — Destination du père de famille. — Possession. — Trouble. — Rétablissement imparfait.

Les conduites d'eau par un aqueduc en maçonnerie sont des servitudes continues et apparentes à l'égard desquelles la destination du père de famille vaut titre, et qui peuvent donner lieu, en cas de trouble, à l'action possessoire.

Le fait par le défendeur d'avoir, depuis la citation, rétabli et rouvert l'aqueduc, mais d'une manière incomplète et insuffisante, ne met pas obstacle à l'exercice de l'action, et le demandeur est fondé à réclamer, devant le juge du possessoire, la destruction complète du nouvel œuvre qui fait encore obstacle à l'écoulement des eaux.

Ainsi décidé,

Le 22 septembre 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oûi les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu, en droit, que les conduites d'eau par un aqueduc en maçonnerie sont des servitudes con-

tinues et apparentes à l'égard desquelles la destination du père de famille vaut titre, aux termes de l'article 692 du Code civil et qui peuvent donner lieu à l'action possessoire ; — Attendu, en fait, que, sans dénégation de la part du défendeur qui, par sa non-comparution et son silence, est censé n'avoir aucun moyen de défense, le demandeur, par son mandataire, expose qu'il a la possession plus qu'annale et caractérisée de deux maisons sises à Roubaix, en la rue des Arts, sous les n^{os} 418 et 420, contiguës à une autre maison appartenant actuellement au défendeur et précédemment au demandeur qui, étant propriétaire de trois maisons, avait, il y a plusieurs années, fait construire, pour l'écoulement des eaux pluviales et ménagères des deux maisons par lui conservées, un aqueduc traversant la maison vendue au défendeur ; — Attendu que, suivant le même exposé et contrairement à cette destination du père de famille, le défendeur depuis moins d'un an, c'est-à-dire depuis dix mois environ, trouble le complainant dans la jouissance et possession de cette conduite d'eau qu'il a complètement obstruée, en faisant alors construire une maçonnerie au droit de sa propriété ; — Attendu que, reconnaissant ainsi le bien fondé de la complainte, le défendeur, d'après une autre déclaration du demandeur, a, depuis la citation, rouvert et rétabli, mais d'une manière imparfaite et incomplète l'aqueduc et, qu'en cette considération, ce dernier retire ses conclusions relatives à des dommages-intérêts et à l'exécution provisoire du jugement, persistant au surplus dans tous les autres chefs

de la demande; — Dans cet état et par ces motifs, jugeant par défaut et en premier ressort; — Maintenons le demandeur en possession et jouissance tant de ses maisons et dépendances que de la servitude d'issue d'eau et d'aqueduc sur le terrain et à travers la maison du sieur Deladerrière-Sorel; — Ordonnons de démolir la maçonnerie par lui établie, et de manière à laisser, comme par le passé, les eaux pluviales et ménagères s'écouler désormais sans aucun obstacle; — Disons que, faute par Deladerrière-Sorel de ce faire dans les deux jours de la signification du présent jugement, le demandeur est autorisé à faire opérer cette démolition aux frais du défendeur qui sera tenu de rembourser ces frais sur mémoires d'ouvriers par nous visés et ordonnancés; — Condamnons, enfin, le sieur Deladerrière-Sorel aux dépens et commettons, pour la signification du jugement, l'huissier Fontaine, près ce siège.»

Observations. — Jugé déjà par la Cour de cassation que la servitude de faire écouler des eaux sur un fonds inférieur a tous les caractères d'une servitude continue et apparente, susceptible dès lors d'être prescrite, lorsqu'elle se manifeste par des œuvres apparentes et permanentes propres à faciliter cet écoulement. Par suite, cette servitude peut être l'objet d'une action possessoire. Voir *ANNALES*, 1852, p. 74. A plus forte raison en est-il ainsi lorsque la servitude d'aqueduc a été établie par destination du père de famille. Voir aussi *Cass.*, 30 juin 1841, *ANNALES*, 1^{re} série, t. II, p. 43.

A. B.

ARTICLE 520.

Just. de paix de Nanteuil-le-Haudouin
(Oise).

Président : M. LANGLOIS, juge de paix.

12 juillet 1872.

Apprentissage. — Suspension de travail.
Force majeure.

L'apprenti dont le travail a été suspendu par force majeure, pendant la durée de l'apprentissage, doit à la fin de l'apprentissage remplacer le temps qu'il n'a pu employer pour le compte du maître; et en cas d'inexécution de cette obligation, il y a lieu à des dommages-intérêts au profit du maître.

Jugé, dans ce sens, le 12 juillet 1872, dans les circonstances que le dispositif du jugement fera suffisamment connaître :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu le demandeur et le défendeur en leurs dires, moyens et conclusions, statuant en premier ressort; — Attendu que, d'après conventions verbales intervenues entre le sieur Catroux, en son nom personnel, et le sieur Fromentin, au nom de son fils mineur, ledit sieur Catroux devait enseigner le métier de charpentier au mineur Fromentin, à la condition que ce dernier travaillerait avec lui pendant deux années, à raison de 15 centimes par heure de travail; — Attendu que ces deux années, commencées le 28 mai 1870, pour finir le 28 mai 1872, se sont trouvées interrompues par la guerre entre la France et l'Allemagne, qui a occasionné pendant sa durée la cessation des travaux de toute nature; — Attendu que par suite le sieur Catroux n'a pu employer le mineur Fromentin depuis le 11 août 1870 jusqu'au 6 mars 1871 (six mois vingt-quatre jours), mais

qu'aussitôt la reprise des travaux il a recommencé à l'occuper chez lui sans interruption qu'au 28 mai 1872; — Attendu qu'à partir de cette dernière époque, le mineur Fromentin, considérant ses deux années d'apprentissage comme terminées, a quitté le sieur Catroux pour aller travailler ailleurs; — Attendu que le sieur Catroux, qui a payé à son apprenti pour le temps pendant lequel il l'a occupé une somme s'élevant à près de 600 francs, prétend qu'il ne peut être rémunéré des soins et enseignements qu'il lui a donnés qu'en exigeant de lui le complément des deux années fixées comme durée de l'apprentissage conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi des 22 février-4 mars 1851, qui décide que l'apprenti est tenu de remplacer, à la fin de l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de quinze jours; — Attendu que, le sieur Fromentin se refusant formellement à compléter ses deux années, il y a lieu d'examiner si l'obligation par lui contractée envers le sieur Catroux doit se résoudre en dommages-intérêts pour cause d'inexécution de cette obligation, en conformité des articles 1142 et suivants du Code civil, ainsi que le prétend le demandeur, qui conclut à 300 francs de dommages-intérêts; — Attendu que, malgré les termes de l'article 1148 du même Code, qui dispose qu'il n'y a lieu à aucuns dommages-intérêts lorsque, par suite de force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, on doit décider dans l'espèce que le mineur Fromentin pouvait, après le 28 mai 1872, compléter le temps

perdu pendant la guerre, en continuant à travailler avec le sieur Catroux, aux mêmes conditions, pendant un laps de temps sinon d'égale durée, au moins assez long pour compenser entre les parties l'interruption forcée du travail pendant l'occupation allemande; — Attendu que, faute par le mineur de l'avoir fait, il a causé au sieur Catroux un préjudice à apprécier eu égard aux circonstances; — Par ces motifs: — Condamnons le sieur Fromentin père, comme responsable de son fils mineur, à payer au sieur Catroux la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, aux intérêts de cette somme du jour de la demande, et aux dépens. »

Observations. — Cette solution nous paraît incontestablement exacte et l'argument tiré de la force majeure ne pouvait être sérieusement opposé dans l'espèce. En effet, si, par suite des événements, l'apprenti avait été empêché de continuer son travail, et s'il ne devait aucuns dommages-intérêts pour l'inexécution de son engagement pendant toute la durée de la guerre, il est certain que rien ne l'avait empêché de se conformer, la guerre finie, aux prescriptions de l'art. 11 de la loi du 22 février 1851. Il n'aurait pu échapper aux conséquences de l'inexécution de cette nouvelle obligation que si une cause nouvelle et péremptoire l'avait mis dans l'impossibilité de rentrer chez son maître et de remplacer le temps qu'il lui devait par suite de la suspension forcée de son travail. L'apprenti n'ayant pas justifié de cette impossibilité, son refus entraînait nécessairement pour lui l'obligation d'indemniser le maître. A. B.

ARTICLE 321.

Justice de paix du cant. nord d'Issoudun
(Indre).

Prés. : M. DESJEUXX, juge de paix.

8 mai 1871.

Compensation. — Dette liquide. — Loyers.
Dépens.

Pour que la compensation s'opère de plein droit, il faut que les deux dettes soient également liquidées et exigibles.

N'est pas liquide ni exigible et par suite ne saurait donner lieu à compensation une somme due en vertu d'un jugement, alors que ce jugement est frappé d'appel; n'est pas non plus liquide et exigible une somme due pour loyer d'un bail verbal ni pour fournitures de marchandises suivant facture, tant qu'il peut y avoir contestation sur le prix des loyers et des fournitures.

Le sieur Longuet a cité le sieur Canon devant M. le juge de paix du canton nord d'Issoudun pour ouïr dire qu'il est opposant au jugement par défaut qui l'a condamné à payer à Canon la somme de 91 fr. 05; qu'en effet Longuet, loin d'être débiteur de Canon, est, au contraire, son créancier d'une somme relativement importante, ainsi qu'il en sera justifié; que c'est à bon droit que Longuet a fait opposition au jugement dont s'agit; que cette opposition est régulière en la forme et juste au fond; par ces motifs, ouïr recevoir Longuet dans son opposition au jugement rendu par défaut contre lui, au profit de Canon, par M. le juge de paix du canton nord-est d'Issoudun à l'audience du 18 mars 1871; ouïr déclarer nul et de nul effet ledit jugement; ouïr décharger Longuet des condamnations prononcées contre lui par ce jugement et s'entendre, ledit Canon, condamné en tous les dépens.

Longuet a en outre conclu à ce

qu'il plaise au Tribunal, « attendu que Longuet doit à Canon : 1° pour loyer de plusieurs chambres échu le 22 janvier dernier, dont le prix n'a jamais été contesté. . . . 170 fr. 00

« 2° Pour fourniture de marchandises. 21 05

« Total. . . . 191 05

« Que d'un autre côté Longuet a fait pour le compte de Canon du travail pour. 58 80

« En sorte qu'il redoit. 132 fr. 25

« Attendu que d'un autre côté, par jugement du 24 février 1871, Canon a été condamné solidairement avec autres à payer à Longuet 1342 fr. 55; que la dette de 21 fr. 05, pour fourniture, qui peut ne pas être considérée comme liquide, a été créée au cours du bail verbal, mais antérieurement à l'exigibilité d'une partie des loyers plus élevée que cette somme elle-même; qu'elle s'est trouvée éteinte par les 58 fr. 80 jusqu'à due concurrence;

« Attendu que les loyers constituent une dette en argent liquide et exigible, qui, même sans titre ni écrit, peut être réclamée par voie d'exécution; que la compensation s'est opérée entre Canon et Longuet par l'existence simultanée des deux obligations (art. 1259 et suiv. du Code civil et 819 du Code de procédure civile);

« Attendu qu'en cet état c'est malicieusement et sans droit que Canon a cité Longuet en paiement de 191 fr. 05, alors qu'il reconnaissait lui-même n'être créancier que de 132 francs; que c'est par le même sentiment qu'il a fait pratiquer une saisie-arrest entre les mains de ses codébiteurs solidaires, procédure

qui, si elle était suivie de jugement, dépasserait en frais la somme principale du débat ; — Par ces motifs, déclarer Canon purement et simplement non recevable, en tous cas mal fondé dans sa demande, l'en débouter et le condamner aux dépens. »

Canon a ensuite conclu à ce qu'il plaise au Tribunal dire « que sa créance contre Longuet n'est pas liquide, qu'elle ne peut faire compensation avec celle qu'il doit à ce dernier, puisque le jugement qui l'a condamné était frappé d'appel par Longuet lui-même, et que les condamnations qu'il prononce, l'appel étant suspensif, ne sont donc plus liquides ni même exigibles ; — Par ces motifs, rejeter l'opposition de Longuet contre le jugement par défaut rendu le 18 mars dernier, confirmer ledit jugement et condamner Longuet aux dépens. »

Le 6 mai 1871, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties dans leurs conclusions et plaidoiries ; — Attendu que l'opposition de Longuet est régulière en la forme et que d'ailleurs elle n'est point contestée par Canon, il y a lieu de la recevoir ; — Attendu que, pour que la compensation s'opère de plein droit, par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs, il faut que les deux dettes soient également liquides et exigibles ; qu'il y a donc lieu de rechercher si, dans l'espèce, ces deux conditions indispensables existent ; — Attendu que Longuet est créancier de Canon en vertu : 1° d'un jugement du Tribunal de commerce d'Is-

soudun du 28 février dernier, qui est frappé d'appel par Longuet lui-même ; 2° et d'un mémoire de son état ; — Que, d'un autre côté, Canon est créancier de Longuet : 1° pour loyer verbal ; 2° pour fourniture de marchandises sur facture ; que le mémoire d'ouvrage et la facture, non plus que le chiffre du loyer verbal, n'ont été reconnus et approuvés qu'au cours de l'instance, que l'on ne trouve pas trace d'une approbation antérieure ; — Attendu que la somme due par Canon à Longuet en vertu du jugement qui vient d'être énoncé a cessé d'être liquide et exigible dès le moment où ce jugement a été frappé d'appel ; qu'en effet une créance n'est ni liquide ni exigible quand il est impossible, comme dans l'espèce, d'en connaître le montant et qu'il pourrait même se faire que, par un appel incident possible de la part de Canon, elle disparût complètement ; que, si celle que Canon doit pour ouvrage à lui fait par Longuet est exigible, elle n'est pas liquide, car son mémoire ne fait pas titre et le chiffre en est toujours discutable ; que la somme due par Longuet à Canon pour loyer verbal et marchandises est dans le même cas ; qu'il n'est pas possible d'admettre avec Longuet qu'un loyer verbal est liquide par cela seul qu'il peut être réclamé par voie d'exécution en vertu de l'article 819 du Code de procédure civile ; que le chiffre est au contraire parfaitement discutable ; que la loi elle-même le reconnaît, puisque l'article 1716 du Code civil prescrit l'expertise en cas de contestation sur le prix du bail verbal ; que l'article 819 du Code de procédure civile a bien moins pour objet le paiement du loyer que

d'assurer le gage du propriétaire, car c'est de la saisie-gagerie qu'il s'occupe et il ne parle du commandement que comme mise en demeure de payer avant de pratiquer la saisie ; que c'est à tort que Longuet prétend que son mémoire d'ouvrage doit être imputé d'abord sur la facture de Canon et ensuite sur le loyer ; que, comme il n'y a pas paiement, l'imputation ne pourrait se faire qu'autant qu'il y aurait eu compensation de plein droit ; mais que, les dettes respectives des parties ne réunissant pas les conditions exigées par la loi, la compensation ne s'est point opérée et la libération n'a pu avoir lieu ; que Boileux, cité par Longuet, s'exprime ainsi, dans son commentaire sur l'article 1291 du Code civil, p. 596 : « On appelle « dette liquide celle dont l'existence « est certaine et dont la quotité se « trouve déterminée : *quum certum* « *est an et quantum debeatur* ; ainsi la « compensation a lieu de plein droit « toutes les fois qu'à la vue des titres « qui constatent l'une et l'autre « dette, on peut déterminer le « quantum de chacune d'elles ; » or, dans l'espèce, où sont les titres à la vue desquels on pourrait déterminer le chiffre de chacune d'elles sans qu'il fût sujet à contestation ? On les chercherait en vain ; — Que d'ailleurs Longuet, sur le billet d'avertissement en conciliation devant nous, qui lui avait été donné par Canon, devait se trouver le lendemain à midi dans notre cabinet, avec son adversaire, pour fixer le prix du loyer qu'il contestait ; mais qu'il n'est point venu, prétextant d'autres affaires ; — Qu'il résulte de tous les motifs qui viennent d'être déduits que la compensation n'a pu s'opérer

de plein droit et que les parties restent respectivement créancières et débitrices l'une de l'autre ; — Attendu qu'il résulte des débats que, les parties étant actuellement d'accord sur le chiffre de leurs créances respectives, il y a lieu d'en admettre la compensation jusqu'à due concurrence ; — Attendu, quant aux dépens, que, la compensation n'ayant pu s'opérer par la seule force de la loi, parce que les dettes n'étaient point liquides, c'est à bon droit que Canon a formé devant nous une demande tendant à faire fixer le chiffre de sa créance, afin de pouvoir opposer la compensation à Longuet, s'il devenait son créancier, par suite du procès qui existe entre eux ; que Longuet doit donc supporter les frais de cette demande ; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Recevons Longuet opposant à notre jugement par défaut du 18 mars dernier, et statuant à nouveau, rejetons l'exception de compensation proposée par Longuet, confirmons ledit jugement, et disons que les 191 fr. 05, montant en principal de la condamnation, ainsi que tous intérêts et accessoires de ladite somme, se compenseront jusqu'à due concurrence avec les sommes dont Longuet est créancier de Canon ; enfin, condamnons Longuet aux dépens. »

Observations. — Les solutions de ce jugement sont conformes à une jurisprudence constante. Voir notamment notre DICTIONN. GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Compensation*, n^{os} 7 et s., et les arrêts cités. A. B.

ARTICLE 522.

Trib. de police de St-Georges-sur-Loire
(Maine-et-Loire).

Prés. : M. DEMAILLASSON, juge de paix.

6 mai 1872.

*Prairie. — Etang. — Navigation. —
Rapport de police. — Appréciation du
juge. — Question posée. — Renvoi.*

Le fait d'avoir navigué sur une prairie, momentanément convertie en étang, par suite d'une crue d'une rivière, ne constitue aucune contravention.

En conséquence, le Tribunal de police, saisi d'un tel fait en vertu d'un rapport du garde champêtre, doit renvoyer le prévenu, sauf au demandeur à se pourvoir devant le juge civil, s'il justifie d'un préjudice.

Ainsi décidé,

Par le Tribunal de Saint-Georges-sur-Loire, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Oui le prétendu contrevenant dans ses dires et le ministère public en ses conclusions ; — Attendu que Launay a dit qu'il ne croyait pas être en contravention en raison du fait qui lui est reproché, la prairie, ancien étang, se trouvant, ainsi que les autres pro-

priétés voisines, convertie par les eaux provenant d'une crue extraordinaire, et qu'au surplus il n'a commis aucun dommage ; — Attendu, en effet, qu'aucun dommage n'est signalé dans le rapport du garde champêtre, que le fait *simple* d'avoir navigué sur la prairie, convertie momentanément en étang, pour transport de bois, ne saurait constituer une contravention en l'absence de texte de loi et de règlement à cet égard ; — Que, si l'inculpé a agi sans droit, c'est au propriétaire à l'actionner devant les Tribunaux civils ; — Par ces motifs, dit que le Tribunal de police a été indûment saisi et renvoie le sieur Launay des fins du rapport sans dépens. »

Observations. — Il pouvait y avoir lieu, dans cette espèce, à une action civile en dommages-intérêts, sauf au demandeur à faire la preuve d'un préjudice réel à lui causé par le fait de la navigation sur la prairie inondée ; mais, un tel fait n'étant point prévu par la loi répressive, le juge de police devait nécessairement renvoyer le prévenu.

O. M.

ARTICLE 523.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement
de Paris.

Président : M. CARRÉ, juge de paix.

4 octobre 1872.

Compétence. — Domestiques. — Contrat
d'engagement. -- Avances faites aux
maîtres.

Résultent d'un engagement entre maîtres et domestiques les avances d'argent faites par le domestique pour le service de son maître ; et, dès lors, sont de la compétence du juge de paix les réclamations de ces avances, à quelque valeur qu'elles s'élèvent.

Il est d'usage dans beaucoup de maisons que les domestiques fassent des avances pour les besoins du ménage, spécialement pour la cuisine. Ces avances sont remboursées par les maîtres chaque semaine ou chaque mois. Si une contestation s'élève lors du règlement, et si le chiffre des avances dépasse 200 francs, le juge de paix peut-il connaître du différend ? Sur cette question la doctrine n'est pas fixée. Un jugement du Tribunal de la Seine du 8 janvier 1847 — le seul document de jurisprudence que nous connaissions en cette matière — s'est prononcé pour la compétence.

C'est aussi l'opinion que M. le juge de paix du 1^{er} arrondissement de Paris a adoptée par les motifs suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Hubert, domestique au service du baron de la Villestreux, réclame à ce dernier une somme de 300 francs, représentant les avances faites par lui pour la table de son maître ; — Que le baron de la Villestreux pose

des conclusions d'incompétence sur le motif que l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 n'étend la juridiction du juge de paix, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, que dans le cas de contestations entre maîtres et domestiques relatives aux gages seulement ; — Attendu que l'article susvisé n'emploie pas le mot spécial et restreint *gages*, mais bien l'expression large et générale *engagements* ; — Qu'en se servant de ce terme, le législateur a voulu que tous les différends nés entre maîtres et domestiques, et dérivant de leurs rapports de maîtres et de domestiques, fussent jugés par les Tribunaux de paix ; — Que c'est en tant que domestique du baron de la Villestreux, et comme conséquence forcée de sa qualité de domestique, que Hubert a avancé l'argent nécessaire au ménage du défendeur ; — Que s'il n'apparaît pas que le baron de la Villestreux ait, par écrit ou verbalement, chargé Hubert de faire ces avances, il est acquis qu'à des époques déterminées les comptes du domestique étaient réglés et ses avances remboursées ; que, dès lors, il est intervenu entre le maître et le domestique un contrat tacite qui, pendant plusieurs mois, a été respecté par le baron de la Villestreux ; — Par ces motifs, nous déclarons compétent, retenons l'affaire et disons qu'il sera plaidé au fond. »

Observations. — L'article 5 de la loi de 1838, en attribuant aux juges de paix les contestations relatives aux *engagements respectifs des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages*, a restreint la compétence de ces magistrats à ce qui a rapport à la domesticité. Ainsi, s'il

s'agissait de réclamations d'argent déposé ou de papiers de famille ou valeurs laissés entre les mains du maître, le juge de paix ne serait plus compétent que dans les limites de l'article 1^{er} de la loi de 1838 (Cass., 22 frim. an IX). — Mais les avances faites soit par le maître, soit même par le domestique, pour les besoins du ménage et l'approvisionnement, se rattachent évidemment aux fonctions de la domesticité, et les contestations qui peuvent naître à l'occasion du règlement de ces avances sont bien, par conséquent, des contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et des domestiques, dont le juge de paix doit connaître, à charge d'appel, quel que soit le taux de la demande. Voir le jugement du Tribunal de la Seine cité plus haut, ANNALES DES JUSTICES DE PAIX, 1^{re} série, t. IV, p. 416.

A. B.

ARTICLE 524.

Justice de paix du X^e arrondissement de Paris.

Présid. : M. BEAUME, 1^{er} suppléant.

2 octobre 1872.

Douanes. — Messageries. — Fausse déclaration. — Bonne foi. — Excuse non admissible.

Le voiturier qui a fait lui-même et signé une déclaration en douane s'est rendu personnellement responsable de l'inexactitude de cette déclaration et ne saurait exciper de sa bonne foi pour se faire relaxer de la poursuite.

La Compagnie des messageries nationales a été, par jugement du 14 août 1872, condamnée par défaut en 10 000 francs d'amende et à la confiscation des objets saisis, pour fausse déclaration à la douane de

marchandises par elle transportées.

La Compagnie fait opposition à ce jugement et demande à être déchargée de la condamnation à l'amende en se fondant sur ce qu'elle offre de faire connaître à la douane les noms et demeure de l'expéditeur et du destinataire. Elle excipe en outre de sa bonne foi, en établissant qu'elle n'a fait que transmettre à la douane la déclaration, telle qu'elle a été libellée par l'expéditeur, et qu'elle ignorait le contenu des colis confiés à ses soins.

Le 2 octobre 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'opposition de la Compagnie anonyme des messageries nationales est régulière en la forme ; — Recevons ladite Compagnie opposante au jugement de ce Tribunal en date du 14 août dernier ; — Et statuant sur le mérite de cette opposition ; — Attendu qu'en matière de douanes, la loi atteint également ceux qui agissent pour leur propre compte et ceux qui agissent pour le compte d'autrui ; — Qu'au surplus, la Compagnie a fait elle-même et signé la déclaration et s'est rendue par ce fait personnellement responsable de l'inexactitude de cette déclaration ; — Attendu en outre que l'excuse tirée de la bonne foi n'est pas admissible en matière de contravention de douanes ; — Par ces motifs, déboutons la Compagnie anonyme des messageries nationales de son opposition au jugement du 14 août dernier ; disons que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, et condamnons ladite Compagnie aux dépens. »

Observations. — La question soulevée par le procès a été l'objet de longues discussions et même de solutions très-contradictoires émancipées de la Cour de cassation, qui a souvent varié sur ce point. C'est ainsi que des arrêts anciens ont décidé, contrairement à la présente solution, que les agents de transport dont la bonne foi est prouvée et qui font connaître les vrais auteurs de la fraude doivent être renvoyés des poursuites exercées contre eux comme détenteurs d'objets de contrebande; les coupables ainsi découverts doivent être seuls punis (Cass., 21 nov. 1828. Voir aussi Cass., 18 nov. 1826, 21 juillet 1827, 30 mai 1828). Mais cette jurisprudence paraît abandonnée par la Cour suprême, qui, par des arrêts plus récents, a dénié aux Tribunaux de répression le droit d'apprécier l'intention et la bonne foi des contrevenants en matière de douanes. C'est ainsi qu'il a été jugé : 1° que le détenteur de marchandises de contrebande doit être puni de l'amende, alors même qu'il établirait n'avoir pas connu la qualité des marchandises à lui déposées, et qu'il en aurait fait connaître le véritable propriétaire (Cass., 11 décembre 1829); 2° que l'administration a le droit de poursuivre les contraventions, soit contre les conducteurs, soit contre les détenteurs, sans être tenue de rechercher les propriétaires, alors même que ceux-ci lui seraient signalés par les conducteurs ou détenteurs (Cass., 3 juillet 1841). Si un simple détenteur ou conducteur, qui a pu ignorer la nature des marchandises saisies, peut être personnellement responsable de sa contravention, à plus forte raison doit-il en

être ainsi de l'agent de transport qui a personnellement fait et signé la déclaration à la douane. L'inexactitude de cette déclaration ne peut être évidemment reprochée qu'à celui qui l'a faite, et il ne saurait être admis à prétendre qu'il a été trompé lui-même par l'expéditeur. En effet, celui-ci serait à son tour en droit d'alléguer qu'il avait exactement renseigné l'agent de transport, et que ce dernier seul est le vrai coupable. Toutes les parties excipant alors de leur bonne foi, la répression de la fraude deviendrait en fait impraticable. Voir, sur ce point, les motifs très-développés et très-nets de l'arrêt de 1841. Dalloz, *Rép.*, v° *DOUANES*, n° 999. N. D.

ARTICLE 525.

Jurisd. de paix du canton d'Arpajon (Seine-et-Oise).

Président : M. ALP. BOULÉ, juge de paix.

26 juin 1878.

Action possessoire. — Mur. — Jet de terre. — Scellement de crochets. — Espaliers. — Présomption. — Mitoyenneté.

Le fait de poser des terres jadis contre un mur, qu'il soit ou non mitoyen, constitue un trouble à la possession du voisin, à défaut d'avoir employé les précautions d'usage.

Le scellement de crochets et la pose d'espaliers sur un mur ne sauraient, quelque long que soit le temps depuis lequel ces ouvrages existent, faire l'objet, de la part de leur auteur, d'une articulation pertinente et admissible pour prouver sa copossession du mur, la nature inoffensive de ces actes et leur clandestinité leur ôtant dès le principe toute efficacité au point de vue de la possession *animo domini* de la mitoyenneté du mur.

Ainsi décidé,

Le 28 juin 1872, par M. le juge de paix d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Banzinard, après sommation restée infructueuse du 23 avril dernier, du ministère de Béranger, huissier à Montlhéry, prend pour trouble à sa possession, qu'il prétend annale, le fait, de la part du sieur Marais, son voisin, d'avoir déposé le long du mur séparatif, et dont il se dit propriétaire exclusif, un tas de terre, et ce depuis moins d'un an, comme aussi d'avoir scellé dans ledit mur des crochets pour palisser de la vigne ; — Attendu que le sieur Marais soutient que le mur dont s'agit est mitoyen, et ce par suite d'une convention verbale, intervenue depuis au moins quarante-cinq ans et lors de sa construction par le sieur Banzinard, entre ce dernier et son beau-père à lui défendeur, le sieur Bance ; que les crochets en fer et fils de fer ont été placés par ce dernier à une époque contemporaine de son établissement, et que les pieds de vigne s'y appliquant ont été plantés par ledit sieur Bance depuis plus de trente-trois ans ; — Attendu que des constatations par nous faites lors de notre transport le 8 juin, il résulte que le mur dont s'agit a été construit sur le terrain du sieur Banzinard, avec égout de son côté ; que, d'après le titre produit par le demandeur, sa maison et la cour qui en dépend ne forment qu'un seul tout, et que la cour y est indiquée comme close de murs ; que l'état actuel des lieux répond à la désignation fournie en l'acte du 30 juillet 1850, reçu par M^e Thirouin, notaire à Montlhéry ; — Qu'en possession de la maison et de ses dépendances, le sieur Banzi-

nard n'est pas astreint à prouver une possession particulière du mur dont s'agit ; — Attendu, au contraire, que l'exception de mitoyenneté soulevée par le défendeur le met dans la nécessité de justifier d'actes de nature à engendrer à son profit la copossession dudit mur ; — Que les seuls faits de possession qu'il invoque sont les entreprises qui ont motivé l'action en complainte ; — Que de ces faits, l'un, le dépôt de terres, est récent, et l'autre, la pose des crochets et l'établissement d'espaliers, remonte à plus d'un an avant le jour de la citation ; — Attendu que les terres jectisses, entassées contre le mur jusqu'à une hauteur d'au moins 50 centimètres, constituent un trouble qui doit être réprimé quand même, le sieur Marais ne pouvant, même en le supposant en possession de la mitoyenneté du mur, procéder à ce dépôt sans recourir aux précautions d'usage ; — Attendu que le scellement de crochets et la pose d'espaliers ne sont pas des faits caractéristiques d'une possession *animo domini* ; — Que leur clandestinité possible, et dans tous les cas la tolérance toujours présumée de la part du propriétaire du mur, à raison soit du désir de vivre en bon voisin, soit du peu d'intérêt à faire cesser des entreprises trop légères pour nuire à la solidité de son mur, ôtent à ces actes, dès le commencement de leur existence et malgré leur durée plus ou moins longue, toute efficacité au point de vue d'une possession pouvant permettre de prescrire ; — Attendu que l'articulation du défendeur ne se trouve donc, sur ce point, ni pertinente ni admissible ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort et sans nous arrêter à

l'offre de preuve du sieur Marais, disons que ce dernier a troublé la possession du demandeur en déposant les terres jectisses dont s'agit et en n'obtempérant pas à la sommation du sieur Banzinard d'enlever notamment ses crochets et ses espaliers; en conséquence, maintenons ce dernier dans la possession exclusive du mur dont s'agit; ordonnons que dans le mois du jour du présent jugement, et sans qu'il soit besoin de le lui signifier, le défendeur enlèvera le tas de terre dont s'agit et fera desceller les crochets se trouvant dans le mur et reboucher les trous; faisons défense au sus-nommé de troubler à l'avenir le demandeur dans sa possession, et, attendu que le préjudice allégué n'est pas sensiblement appréciable, condamnons le sieur Marais, pour tous dommages et intérêts, aux dépens. »

Observations.— Il a été jugé par arrêt de la Cour de Pau, du 18 août 1834, que le fait d'un des voisins d'adosser contre un bâtiment séparatif de propriété le mur d'une plate-bande, d'y appuyer des espaliers, d'y fixer des crochets en fer pour soutenir les arbres, ne constitue que l'exercice d'actes de simple tolérance et de bon voisinage, qui ne peuvent faire acquérir la prescription de la mitoyenneté (ANNALES, 1^{re} série, t. V, p. 103). La sentence qui précède contient, au point de vue de la possession, une nouvelle application des mêmes principes.

A. B.

ARTICLE 526.

Justice de paix du canton de Salon
(Bouches-du-Rhône).

Président : M. GIMON, juge de paix.

30 juillet 1872.

Bail. — Non-paiement. — Mise en demeure. — Résiliation.

Lorsqu'il a été expressément convenu que, faute de paiement d'un semestre de loyer à son échéance et à l'expiration d'une époque déterminée dans la convention, le bail serait résilié de plein droit, il n'est plus permis au juge de paix d'accorder, sans le consentement du propriétaire, un nouveau délai au locataire pour le paiement du semestre échu ni de différer la résiliation du bail.

Le locataire en retard est suffisamment mis en demeure par l'exploit de citation, surtout lorsque cet acte a été précédé d'un billet d'avertissement sur lequel le débiteur s'est présenté devant le juge et a promis de payer dans un délai convenu.

Par exploit de Ravoire, huissier à Salon, du 18 juillet 1872, le sieur Etienne Aymard, propriétaire à Lançon, a fait citer le sieur Joseph Cartinel, aubergiste audit lieu, à comparaitre, le 20 du même mois, à l'audience de M. le juge de paix du canton de Salon, aux fins de s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 francs, montant d'un semestre de loyer, échu depuis quelques dernières, d'une maison servant d'auberge et de café, sise à Lançon, quartier de Saint-Joseph, que ledit Cartinel tient à location, sous le loyer de 400 francs par an, suivant convention sous seings privés, en date du 16 août 1869, enregistrée, et, pour défaut de paiement, d'entendre ordonner que son bail sera résilié et qu'il déguerpisse de ladite maison dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à

intervenir, lequel sera exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution, *etiam manu militari*.

Les parties s'étant présentées à l'audience, le sieur Aymard a expliqué sa demande et conclu ainsi qu'en son exploit de citation.

Le sieur Cartinel a reconnu devoir la somme de 200 francs réclamée par le sieur Aymard ; mais il a dit que, se trouvant en ce moment dans l'impossibilité de la payer, il sollicitait une prorogation de délai jusqu'à la fin d'août prochain.

Le demandeur a refusé d'accorder le délai sollicité par Cartinel, en disant que celui-ci ne serait pas plus en mesure de se libérer à la fin d'août qu'aujourd'hui, et que son auberge et son café sont de jour en jour dépréciés faute d'approvisionnements suffisants pour les besoins du service. Le sieur Aymard ajoute qu'il lui importe de reprendre son établissement avant qu'il soit complètement désachalandé et qu'à cet effet il réclame l'exécution de la convention précitée, qui porte que dans le cas où le preneur laisserait écouler trois mois sans payer un terme échu, le bail serait résilié de plein droit.

Néanmoins le sieur Aymard a accordé au sieur Cartinel un délai de huitaine à dater du jugement à intervenir, à l'expiration duquel délai sans paiement le bail sera résilié.

Sur quoi le jugement suivant a été rendu :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par convention privée du 16 août 1869, enregistrée au bureau de Salon le 23 novembre 1871, le sieur Aymard a baillé à loyer au

sieur Cartinel un immeuble servant d'auberge et de café, avec mobilier, atténuances et dépendances, le tout sis à Lançon, au quartier de Saint-Joseph, pour le terme de neuf années, ayant commencé le 19 août 1869 pour finir le 19 août 1878, et moyennant le loyer annuel de 400 francs, payables en deux termes égaux de 200 francs chacun, au 29 septembre et aux fêtes de Pâques de chaque année, le premier paiement de 200 francs devant avoir lieu le 29 septembre 1869, le second aux fêtes de Pâques d'après, ainsi desuite d'année en année jusqu'à la fin du bail ; — Attendu qu'il est justifié par le demandeur et reconnu par le défendeur que celui-ci doit au premier une somme de 200 francs pour le semestre de loyer échu et exigible depuis le 31 mars dernier ; que dès lors la demande est fondée ; — Attendu que l'acte de bail précité stipule que les paiements du loyer seront effectués à Lançon, dans la maison d'habitation du sieur Aymard, et que, dans le cas où le preneur laisserait écouler trois mois sans payer un terme échu, le bail serait résilié de plein droit, ainsi convenu de pacte exprès ; — Que, cette convention faisant la loi des parties, notre devoir, comme juge, est de nous y conformer et qu'il ne nous est pas permis d'y contrevenir en accordant au débiteur déjà en retard de plus de trois mois, tant pour se libérer que pour différer la résiliation du bail, un délai plus long que celui de huit jours auquel le sieur Aymard a définitivement conclu ; d'autant que le sieur Cartinel a été mis en demeure de payer d'abord par un billet d'avertissement sur lequel il avait comparu devant nous,

avec promesse de se libérer dans cinq jours, et ensuite par la citation susénoncée (arguments des articles 1499 et 1656 du Code civil); — Par ces motifs, statuant en premier ressort, condamnons le sieur Cartinel à payer au sieur Aymard la somme de 200 francs qu'il doit à celui-ci pour le semestre échu le 31 mars dernier de la maison servant d'auberge et de café, attenances et dépendances, le tout sis à Lançon, quartier de Saint-Joseph; lui accordons huit jours d'aujourd'hui comptables pour se libérer de ladite somme; ordonnons que, faute de paiement passé ce délai de huit jours, le bail sera et demeurera résilié, et le sieur Cartinel sera tenu de déguerpir et de restituer le mobilier qu'il avait reçu en nature, sur le pied d'une nouvelle estimation, la plus ou la moins-value payée par qui de droit, en conformité de la convention précitée sinon; autorisons le sieur Aymard à l'expulser et à se remettre en possession de son immeuble, mobilier, attenances et dépendances, et ce par toutes les voies de droit; condamnons de plus ledit Cartinel aux dépens, taxés à 11 fr. 35, en ce non compris le coût, la signification et les frais d'exécution du présent jugement, en quoi il est également condamné; — Disons en outre que le présent jugement sera exécuté provisoirement, nonobstant appel et sans caution. »

Observations. — Le juge de paix appelé à prononcer sur une demande en résiliation de bail fondée sur le défaut de paiement des loyers peut, selon les circonstances, accorder des délais au débiteur, si la condition résolutoire à défaut de paiement n'est

pas formellement exprimée dans le contrat. Mais si cette condition existe, comme dans l'espèce, ou même s'il résulte des circonstances que le locataire est dans l'impossibilité de s'acquitter, le juge ne saurait accorder des délais, sans méconnaître la loi du contrat et léser gravement les intérêts du bailleur. Voir, sur ces questions, notre *Dictionnaire Général*, v^o *Louage*, n^{os} 34 et suiv. C. M.

ARTICLE 627.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix
(Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

5 juillet 1872.

Responsabilité. — Mineur. — Vol. — Cabaretier. — Père de famille. — Surveillance.

Le père ne saurait être tenu de réparer le dommage causé par un vol commis par son fils, alors qu'aucune faute ne lui est imputable et qu'il est certain qu'il n'a pu empêcher le fait qui a donné lieu à l'action en responsabilité, et si surtout la personne qui a été victime du vol a elle-même à se reprocher un défaut de surveillance.

Ainsi décidé,

Le 5 juillet 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que le fils de L**, mineur, et demeurant avec son père, ayant été condamné correctionnellement à une année d'emprisonnement par le Tribunal de Lille, pour avoir frauduleusement et en diverses fois soustrait une somme totale de 614 fr. 50 au préjudice du cabaretier P**, »

celui-ci a intenté contre L*** père, en raison de sa responsabilité civile, une demande en dommages-intérêts réduite à 200 francs ; — Attendu que L***, simple ouvrier tisserand, père de sept enfants, sans autre ressource que son travail, n'encourt aucunement, ainsi que l'a reconnu, sur interpellation, le demandeur lui-même, le reproche soit de relâchement de la discipline domestique, soit de mauvais exemple ; — Attendu que le jeune condamné, aussi ouvrier tisserand, âgé de seize ans, était peut-être abusivement et trop facilement reçu dans le cabaret de P*** ; — Attendu que les exigences d'un travail journalier et presque continu ne permettaient évidemment pas au père, que rien jusqu'à là, paraît-il, n'avait mis en garde, de suivre partout son fils dans ses fréquentations et ses agissements, et d'exercer sur ce jeune homme au cabaret une surveillance qui a été insuffisante de la part du débitant lui-même ; — Attendu donc qu'il est établi que le défendeur n'a pu empêcher le vol commis par son fils ; — Attendu, en droit, que dans ces circonstances, et suivant la disposition finale de l'article 1384 du Code civil, il n'y a lieu à responsabilité ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Disons P*** non recevable et mal fondé dans sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le devoir du père de famille est de surveiller la conduite de ses enfants mineurs demeurant avec lui, et la sanction de ce devoir est dans la responsabilité que la loi fait peser sur lui, à raison des dommages que ces enfants peu-

vent causer à autrui. Toutefois le juge, aux termes de la disposition finale de l'article 1384, peut décharger le père de cette responsabilité, lorsqu'il est certain qu'il a rempli tous ses devoirs de surveillance et qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable commis par son fils. Dans l'espèce, le magistrat saisi de la demande nous paraît avoir fait un sage et équitable usage du pouvoir que la loi lui confère. Le tort le plus grave incombait évidemment au cabaretier, qui n'eût pas dû donner si facilement accès dans son cabaret à un jeune homme de seize ans, et qui, en l'y admettant à cet âge, facilitait et encourageait sa corruption précoce.

A. B.

ARTICLE 528.

Trib. de simple police de Valenciennes (Nord).

Président : M. SABÈS, juge de paix.

3 octobre 1872.

Passage sur le terrain d'autrui. — Fait de chasse. — Délit. — Incompétence.

Le fait d'avoir passé en chassant sur le terrain d'autrui non dépouillé de ses récoltes ne saurait constituer la contravention prévue par l'article 475, n° 9, du Code pénal.

Si ce fait a eu lieu avec le consentement de celui qui avait le droit de chasse sur ce terrain, aucune peine n'est encourue, le droit de chasse impliquant le droit de passage.

Si au contraire il a eu lieu sans ce consentement, la peine édictée par l'article 11 de la loi de 1844 contre les infractions au droit de chasse est seule applicable, puisque le droit de passer en chassant n'est qu'une modalité de ce droit plus général.

Ainsi décidé,

Le 3 octobre 1872, par le jugement suivant, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le sieur Florimond Sion reconnaît avoir, le 1^{er} septembre dernier, passé en chassant sur une pièce de terre en luzerne, sise à Wallers, lieu dit *le Bois-Montois*, appartenant au sieur Ambroise Caron, et ce, sans avoir obtenu du propriétaire la permission de chasser ; — Attendu que cette pièce de terre n'était pas encore dépouillée de ses fruits, la seconde coupe de la luzerne n'ayant pas encore été faite ; — Attendu qu'il résulte des articles 475, n° 9, du Code pénal et 11 de la loi du 3 mai 1844, que le droit du propriétaire de chasser sur sa terre implique pour celui-ci, *au point de vue de la responsabilité pénale*, le droit de passer sur cette terre, qu'elle soit ou non couverte de fruits et encore bien que ces fruits appartenissent à un fermier ; — Qu'en effet, d'une part, l'article 475 reconnaît le droit de passage au propriétaire sans distinguer entre celui qui a affermé sa terre et celui qui l'exploite, alors que cet article aurait pu n'accorder ce droit qu'au *propriétaire de la récolte* ; et que, d'autre part, la loi de 1844 n'édicte une aggravation de peine pour la chasse sur les terres non dépouillées de leurs fruits que dans le cas où cette chasse a eu lieu sans le consentement du *propriétaire du terrain* ; — Attendu que l'article 11 de la loi de 1844, en punissant le délit de chasse qui porte atteinte au droit du propriétaire, punit les infractions aux diverses modalités de ce droit, notamment le fait de passage ; — Attendu qu'on ne saurait scinder un fait délictueux unique, pour en faire sortir à la fois un délit et une contravention ; — Attendu que le fait imputé au sieur Flori-

mond Sion ne constitue pas la contravention prévue par l'article 475, n° 9, du Code pénal, mais paraît au contraire constituer le délit prévu et puni par l'article 11 de la loi du 3 mai 1844 ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort et statuant en conformité de l'article 160 du Code d'instruction criminelle ; — Se déclare incompétent et renvoie la cause et le prévenu devant M. le procureur de la République pour être par ce magistrat conclu ce qu'il appartiendra. »

Observations.— Cette question est controversée et a donné lieu à des solutions très-diverses : voir notamment, en sens contraire, Tribunal de police de Marle, 30 septembre 1862, BULLETIN DES DÉCISIONS, t. V, p. 19 ; et Tribunal de police de Florenzac, 20 janvier 1863, *ibid.*, p. 101. — La Cour de cassation elle-même a varié. mais l'arrêt du 24 avril 1852, rapporté dans nos ANNALES, 1852, p. 362, a statué au moins pour partie dans le sens de la présente décision. Il a été en effet jugé, par cet arrêt, que, la loi du 3 mai 1844 n'ayant pas reproduit la disposition de celle de 1790, qui interdisait au propriétaire lui-même de chasser sur ses terres non dépouillées de récoltes, il n'y a pas de délit dans le seul fait d'avoir chassé dans une pièce de blé vert, lorsqu'il a eu lieu du consentement du propriétaire du terrain et des récoltes ; qu'en conséquence, doit être annulé pour excès de pouvoir le jugement du Tribunal de simple police qui condamne pour ce fait un individu aux peines édictées par l'article 475, n° 9, du Code pénal. — Le jugement ci-dessus va plus loin encore, puisqu'il déclare que le Tribunal de

police est incompétent pour connaître, d'un tel fait alors même qu'il a eu lieu sans le consentement du propriétaire du terrain ou de ses fruits. Cette doctrine paraît être encore celle de l'arrêt de 1852 ; car il y était dit que « le Tribunal de simple police, incompétent pour statuer sur le fait de chasse et rechercher s'il constitue un délit, ne peut détacher du fait principal la circonstance aggravante, et retenir, en l'isolant, la connaissance du fait de passage sur des terres non dépouillées de leurs fruits. » — Voir, toutefois sur l'interprétation de cet arrêt et l'application du principe qu'il pose, nos observations à la suite du jugement du Tribunal de police de Marle, *loc. cit.* — Voir aussi, contrairement à la doctrine du jugement ci-dessus, Ant. Blanche, *Des contraventions de police*, p. 274, et Cass., 4 juillet 1845.

C. M.

ARTICLE 529.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims
(Marne).

Président : M. CH. DE BOURBONNE,
juge de paix.

28 septembre 1872.

*Bail. — Enregistrement. — Double droit.
— Réclamation ultérieure contre le locataire. — Loi de 1871. — Enregistrement obligatoire. — Impôt des portes et fenêtres.*

Le bailleur qui a volontairement et sans nécessité fait enregistrer le bail, antérieurement à la loi qui a rendu cet enregistrement obligatoire, n'est pas fondé à répéter le montant de l'enregistrement contre le preneur ou ses ayants droit. Ceux-ci ne peuvent, en pareil cas, être tenus que du montant de l'enregistrement obligatoire de leur bail à dater du jour où la loi du 23 août 1871 a mis cet enregistrement à la charge du locataire.

Le locataire n'est pas tenu de l'impôt des portes et fenêtres nouvellement ouvertes au cours de sa location, alors que ces portes et fenêtres ne sont pas à son usage exclusif.

Ainsi décidé,

Le 28 septembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du premier canton de Reims, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oul contradictoirement les parties en leurs motifs et conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en premier ressort ; — Attendu que M. Flamand a fait citer à comparaître par-devant nous M^{me} veuve Vitu, M. Emile Vitu et M^{lle} Estelle Vitu, ses enfants majeurs, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 150 francs, composée de celle de 103 fr. 50, montant de l'enregistrement du bail par lui consenti à M. Vitu, leur auteur, aujourd'hui décédé, et de celle de 46 fr. 50, montant d'une imposition de trois portes et fenêtres, en plus des quinze qu'elle a toujours acquittées depuis le commencement de son bail et dont elle a justifié du paiement par des reçus réguliers ; — En ce qui touche la somme de 103 fr. 50, montant de l'enregistrement du bail : — Attendu que suivant bail verbal, en date du 7 juillet 1864, M. Flamand avait loué pour dix ou quinze années à M. Vitu, alors épiciier, et au choix de ce dernier, une portion de maison sise à Reims, rue des Elus, n° 13, moyennant une somme de 1500 francs par an ; — Attendu que, le 4 juin 1866, M. Flamand a fait enregistrer tardivement ce bail aux droits de 103 fr. 50, qu'il veut faire aujourd'hui supporter à M^{me} veuve Vitu et à ses enfants ; — Attendu que s'il a

plu à M. Flamand de faire enregistrer ce bail, au double droit à cause du délai périmé, et ce par suite d'une prétendue difficulté survenue entre lui et ses locataires, aucune instance n'ayant eu lieu et aucune transaction n'étant intervenue à cette époque, cette affaire n'étant venue simplement qu'au bureau de conciliation, et par simple lettre, il s'ensuit que le droit commun qui régissait alors les parties doit faire tomber au compte de M. Flamand seul le coût de l'enregistrement de ce bail ; — Mais attendu qu'une loi nouvelle étant intervenue (celle du 25 août 1871, exécutoire à Reims le 28 du même mois) met à partir de cette date à la charge du locataire l'enregistrement obligatoire de son bail et que M^{me} Vitu et ses enfants ont offert, *in limine litis*, de payer les droits d'enregistrement qui tombent, à leur charge, soit sept ans et dix mois, aux droits de 20 centimes par 100 francs, formant la somme de 27 fr. 20 ; — Attendu dès lors que M. Flamand est sans droits aucuns pour répéter contre les défendeurs la somme de 103 fr. 50, montant du double droit d'un acte qu'il lui a plu de faire enregistrer à ses risques et périls ; — D'où il s'ensuit que M. Flamand doit être débouté de ce chef de demande ; — En ce qui touche la somme de 46 fr. 50, montant de trois portes et fenêtres supplémentaires, dont la perception aurait été oubliée par M. Flamand sur les quittances qu'il délivrait à M^{me} veuve Vitu et à ses enfants : — Attendu que la maison de la rue des Elus, n° 13, est louée à deux locataires et comporte vingt-sept portes et fenêtres, sur lesquelles M^{me} veuve Vitu et ses enfants en ont toujours

payé quinze et M. Bertrand, l'autre locataire, en a toujours payé neuf, ce qui forme un total de vingt-quatre portes et fenêtres ; — Attendu qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 4 frimaire an VII (24 novembre « 1798), lorsque le même bâtiment sera occupé par le propriétaire et un ou plusieurs locataires, « ou par plusieurs locataires seulement, la contribution des portes et fenêtres d'un usage commun sera acquittée par les propriétaires ou usufruitiers ; » — Attendu, en outre, qu'aux termes de l'instruction ministérielle du 12 frimaire an VII, également ainsi conçue : « La porte « d'entrée, les fenêtres du palier et « de l'escalier, qui n'appartiennent « pas plus à un locataire qu'à un « autre, restent à la charge du propriétaire ; » — Attendu qu'il est établi aux débats que la maison de M. Flamand, louée à deux locataires, possède une ouverture commune à ces deux locataires ; qu'en effet, la porte d'entrée de la rue est commune entre eux deux, ainsi que la porte du corridor commun qui aboutit à une cour commune ; qu'en outre, la cage de l'escalier séparatif des deux bâtiments est éclairée par une fenêtre commune à tous deux ; ce qui constitue les trois portes et fenêtres objet de la réclamation de M. Flamand ; — Attendu qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 4 frimaire an VII et de l'instruction ministérielle du 12 frimaire de la même année, susvisées, la contribution de ces ouvertures reste à la charge du propriétaire, lorsque celles-ci n'appartiennent pas plus à l'un qu'à l'autre locataire ; — D'où il s'ensuit que, M^{me} veuve Vitu et ses enfants ayant toujours soldé à M. Flamand

la contribution des quinze portes et fenêtres qui leur incombe, le surplus, c'est-à-dire les trois ouvertures du corridor et de l'escalier, doit rester à la charge exclusive de M. Flamand, lequel se trouve sans droits aucuns pour répéter contre les défendeurs le paiement d'une contribution qu'il doit seul supporter ; — Déterminé par ces motifs : — Donnons acte à M^{me} veuve Vitu et à ses enfants de l'offre des 27 fr. 20, montant de l'enregistrement de son bail du 28 août 1871 au 24 juin 1879; disons qu'en payant cette somme à M. Flamand, elle se trouvera complètement libérée vis-à-vis de ce dernier ; — En conséquence, déboutons M. Flamand de ces deux chefs de demande et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Avant la loi de 1871, l'enregistrement des baux verbaux n'était pas obligatoire. Par suite et à défaut de conventions spéciales, celui-là seul devait en supporter les frais qui avait cru devoir faire enregistrer l'acte dans son intérêt personnel. A plus forte raison, le coût de l'enregistrement doit-il rester à la charge de la partie qui a fait enregistrer, lorsque l'enregistrement est tardif et que le double droit a été encouru. Cette règle de droit commun ne pourrait recevoir exception que si l'une des parties, ayant dérogé aux conventions du bail et ayant causé un préjudice à l'autre, l'avait par son fait et par sa faute obligé à recourir aux Tribunaux pour se faire rendre justice. En ce cas, très-évidemment, le juge saisi serait fondé à mettre les frais de l'enregistrement à la charge de celle des parties qui succomberait dans

ses prétentions. — Dans l'espèce du jugement ci-dessus, le bailleur n'avait pas eu de contestation sérieuse avec son locataire : il n'y avait eu ni décision judiciaire ni même transaction consentie en conciliation ; le bailleur devait donc rester seul chargé des frais de l'enregistrement provoqué par lui et sans nécessité démontrée. Aussi pensons-nous qu'en donnant acte aux défendeurs de leur offre de supporter la part de droits d'enregistrement qui leur incombait en vertu de la loi de 1871, le Tribunal de paix du premier canton de Reims a accordé aux réclamations du demandeur toute la satisfaction qui pouvait leur être due. La seconde solution, relative à l'impôt des portes et fenêtres, est la stricte application de la loi de frimaire, et nous n'avons rien à ajouter, sur ce point, aux motifs très-nets et très-complets de la sentence de M. le juge de paix de Reims.

A. B.

ARTICLE 530.

Justice de paix du canton de Salon
(Bouches-du-Rhône).

Président : M. GIMON, juge de paix

6 juillet 1872.

Novation. — *Substitution d'un débiteur à un autre.* — *Défaut d'acceptation par le créancier.* — *Vente* — *Harnachement militaire.*

La novation par la substitution d'un débiteur à un autre débiteur ne se présume pas. Il faut qu'elle soit expresse et que le créancier ait formellement déchargé le premier débiteur et accepté le nouveau comme seul obligé.

Suivant exploit du 19 juin 1872, M. Charles B***, maître sellier au 6^e régiment de chasseurs à cheval

en garnison à Tarascon, avait fait citer M. de P***, capitaine de cavalerie en retraite, demeurant à Salon, à comparaître le 22 du même mois à l'audience de M. le juge de paix du canton de Salon, aux fins de s'entendre condamner à lui payer, avec intérêts et dépens, la somme de 195 francs, montant d'un harnachement complet, que ledit M. B*** avait vendu et livré audit M. de P*** dans le courant de janvier 1871.

A l'audience du 22 juin, M^e Alfred Ravel, avocat et mandataire de M. B***, a expliqué et soutenu la demande de son mandant et a conclu ainsi qu'en l'exploit de citation.

M. de P*** a conclu au déboulement de la demande avec dépens et a dit que M. B*** lui avait vendu au prix de 195 francs un harnachement complet, dont il avait reçu livraison dans le courant de janvier 1871, mais qu'ayant été mis à la retraite au mois de mars suivant, il avait cédé ce harnachement, alors encore tout neuf, à M. D***, adjudant sous-officier au 6^e régiment de chasseurs, qui était sur le point d'être nommé sous-lieutenant, en chargeant cet officier d'en payer le prix à M. B***, lequel, au moyen de cette substitution dont il avait eu connaissance et à laquelle il avait adhéré, devait s'adresser pour le paiement audit sieur D***, devenu son véritable et seul débiteur.

M^e Ravel a répondu que M. B*** n'a jamais accepté de délégation de M. de P*** sur M. D***; qu'au contraire, depuis la livraison du harnachement, son mandant n'avait pas cessé d'en demander le prix directement à M. de P***, qui le savait fort bien par les diverses lettres qu'il a reçues

de M. B***, et notamment par un mandat de 195 francs que celui-ci avait tiré sur lui alors à Marseille, en septembre 1871, mandat qui fut protesté faute de paiement, M. de P*** ayant changé de demeure en cette ville et l'huissier n'ayant pu trouver sa nouvelle adresse. — Jugement.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le demandeur justifie avoir vendu et livré à M. de P***, dans le courant de janvier 1871, un harnachement complet au prix de 195 francs, qui lui sont encore dus; — Attendu que le sieur P*** reconnaît avoir reçu cette livraison, mais qu'il prétend avoir cédé le harnachement un mois après sa réception, et sans qu'il en eût encore fait usage, à M. D***, adjudant, qui allait passer au grade d'officier, avec indication à celui-ci d'en payer le prix de 195 francs à M. B***, sellier, lequel aurait accepté cette délégation et aurait ainsi consenti à substituer pour le paiement le second débiteur au premier; ce qui est nié, quant à l'acceptation de délégation et à la substitution, par le mandataire du demandeur; — Attendu que la novation par la substitution d'un débiteur à un autre débiteur ne se présume pas; qu'il faut qu'elle soit expresse et que le créancier ait formellement déchargé le débiteur originaire et accepté le nouveau débiteur qui lui a été donné comme seul obligé au paiement de la dette; que rien n'indique dans la cause actuelle que M. B*** ait accepté la délégation que M. de P*** dit avoir faite à M. D*** de payer le prix du harnachement en son acquit et décharge, ni qu'il ait déchargé ledit M. de P*** de sa dette, en le tenant formelle-

ment quitte de l'obligation de la payer ; — Attendu que les dépens doivent être à la charge de la partie succombante ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, condamnons M. de P*** à payer à M. B*** la somme de 195 francs qu'il lui doit pour prix du harnachement dont il a reçu vente et livraison en janvier 1871, et ce avec intérêts à partir du jour de la demande ; le condamnons en outre aux dépens. »

Observations.—Le Code appelle *délégation* tout acte par lequel un débiteur donne à son créancier un débiteur nouveau, soit que le créancier prenne ce nouveau débiteur pour seul obligé à la place de l'ancien, soit qu'il le reçoive seulement pour coobligé et sans libérer le premier débiteur ; en sorte que la délégation opère novation dans le premier cas et ne l'opère pas dans le second. Pour déclarer que la novation s'est accomplie, le juge doit donc nécessairement rechercher non pas seulement s'il y a eu délégation, mais si le créancier a manifesté *expressément* la volonté d'avoir le nouvel obligé pour unique débiteur et de décharger celui qui a fait la délégation. Telle est la disposition formelle de l'article 1275 du Code civil, très-exactement appliquée par le jugement.

A. B.

ARTICLE 531.

Justice de paix du canton de Cysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

20 juillet 1872.

Jours et fenêtres. — Egoût des toits. —
Citation au pétitoire. — Action réelle.
— Incompétence du juge de paix.

La demande en suppression de jours et rétablissement de toits existant depuis plus d'un an et jour est une action pétitoire, réelle de sa nature, et doit être renvoyée au Tribunal civil.

Ainsi décidé,

Le 29 juillet 1872, par M. le juge de paix de Cysoing, dans les circonstances suivantes :

En 1827, un sieur Grégoire Narguet, charpentier à Sainghin, recueille la succession de son père, dans laquelle se trouvent compris deux maisons et un terrain actuellement, par division, la propriété des parties et de leurs enfants. Le 28 avril 1841, les époux Narguet-Dubrunfant acquièrent de Narguet, Grégoire, la maison et le terrain y attenant front à la route départementale n° 19, appartenant aujourd'hui à la défenderesse et à ses quatre enfants. Le 2 mars 1842, les époux Narguet-Dubrunfant revendent aux époux Loridant-Narguet, déjà propriétaires, depuis le 2 août 1841, d'un terrain à l'est, confinant à la totalité de l'héritage Grégoire Narguet, ladite maison et le fonds en dépendant. Le 16 novembre 1846, lesdits époux Narguet-Dubrunfant achètent à Grégoire Narguet la deuxième maison au sud et 4^e, 60 de terrain, cour et jardin, confinant au nord à la maison des époux Loridant-Narguet. Il est stipulé dans les divers contrats que les immeubles sont vendus avec leurs servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes.

Lors de ces ventes, des fenêtres avec volets existaient dans le mur ou pignon de la maison des époux Loridant-Narguet. De plus, une vue droite existait au sud-est dans le mur

de la maison des époux Narguet-Dubrunfaut.

En 1844, les époux Loridant-Narguet, sur le terrain par eux acquis le 2 août 1841, élèvent une construction à usage de grange et atelier, et percent une porte et une fenêtre dans le pignon de ces bâtiments, du côté de la propriété des époux Narguet-Dubrunfaut, sans observer la distance prescrite par le Code civil. Depuis ladite année 1844, les eaux des toits desdites constructions dégouttent sur le terrain desdits époux Narguet-Dubrunfaut.

Le 6 décembre 1860, le sieur Raymond Loridant décède, laissant sa veuve commune en biens et quatre enfants, et le 3 décembre 1865 le sieur Edouard Narguet meurt, laissant aussi sa femme avec deux enfants.

Le 30 décembre 1870 intervient entre la veuve Loridant-Narguet et la veuve Narguet-Dubrunfaut une convention d'après laquelle les parties s'engagent à la première demande de l'une d'elles à supprimer les fenêtres, vue et porte ci-dessus rappelées.

Le 21 mai 1871, la veuve Narguet-Dubrunfaut bouche la vue existant dans le mur de sa maison au sud-est. Elle exige que la veuve Loridant rentre également de son côté dans les conditions du droit commun ; celle-ci s'y refuse.

Par exploit de l'huissier Loiseau, de Cysoing, en date du 14 juillet 1872, la veuve Narguet-Dubrunfaut assigne devant le Tribunal de paix de Cysoing, en justice réglée, la veuve Loridant-Narguet pour : « Attendu que la citée a trois fenêtres établies sans observation de la distance prescrite par le Code civil,

ainsi qu'une porte ; que, en outre, les eaux des toits des bâtiments de ladite citée s'écoulent sur le terrain de madite requérante ; — Attendu que, par convention du 30 décembre 1870, la veuve Loridant-Narguet s'est engagée à supprimer à la première demande de la veuve Narguet-Dubrunfaut lesdites fenêtres et porte ; que jusque maintenant toutes sommations ont été vaines ; — S'entendre condamner à boucher lesdites fenêtres et porte et placer des gouttières ou nochères le long des toits des bâtiments, dans les huit jours de la prononciation du jugement à intervenir, en 25 francs de dommages-intérêts et aux dépens. »

A l'audience, la veuve Loridant-Narguet reconnaît que la convention alléguée est vraie et répond que par arrangement elle consent : 1° à boucher la porte et la vue percées dans le mur des constructions à usage de grange et d'atelier ; 2° à placer une gouttière ou nochère le long des toits desdits maison et bâtiments ; et 3° à mettre aux fenêtres du pignon de la maison des grilles de fer maillé et verre dormant. Elle expose qu'elle est propriétaire par indivis avec des enfants dont un est encore mineur des immeubles, et qu'elle ne pouvait, pas plus que la défenderesse, qui se trouve dans le même cas, faire seule un acte d'aliénation, de transaction valable ; que, pour maintenir le bon accord dans les deux familles, ses enfants et elle consentent à ce qui vient d'être dit, mais à rien de plus ; qu'au cas de non-acceptation par la défenderesse, elle décline la compétence du Tribunal de paix, se réserve de faire valoir devant qui de droit tous moyens de nullité de la convention du 30 dé-

cembre 1870, d'invoquer la destination du père de famille, la prescription, etc. La veuve Narguet-Dubrunfaut réplique que, tant en son nom qu'au nom de ses enfants, elle exige l'entière suppression des fenêtres.

Le 27 juillet 1872, jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Accordons acte à la veuve Loridant-Narguet de ses déclarations ; — Attendu que nos efforts pour concilier les parties ne peuvent aboutir ; vu l'exploit introductif d'instance ; — Considérant que l'action contre un voisin qui établit des jours et fenêtres dans un mur de clôture mitoyen ou non, soit sans observer les distances, soit sans prendre les précautions indiquées par les articles 676 à 679 du Code civil, ou contre celui qui n'établit pas ses toits de manière que les eaux pluviales découlent sur son terrain (art. 681), ne tombe dans la compétence du juge de paix qu'autant qu'elle est formée au possessoire ; que cette action est réelle et dirigée au pétitoire et tombe dans le domaine de la justice ordinaire, à laquelle il appartient seule de connaître ; — Qu'il y a lieu d'accueillir l'exception opposée par la défenderesse ; — Considérant que dans l'hypothèse où la veuve Narguet-Dubrunfaut aurait déclaré convertir en action possessoire sa demande qui, par les conclusions de l'exploit introductif, n'a pas ce caractère, ladite dame n'aurait plus été recevable, les troubles remontant à plus de trente ans pour les uns et à vingt-huit ans pour les autres ; — Statuant à charge d'appel ; nous déclarons incompetent et renvoyons les parties à se

pourvoir devant les juges qui doivent en connaître. »

Observations. — Les actions possessoires, sans en excepter la réintégrande (Dalloz, *Répertoire*, v^o ACTION POSSESSOIRE, n^o 25), sont de véritables actions réelles (Belime, *Traité des actions possessoires*, chap. x, n^o 210). Dans l'espèce, l'action intentée par la veuve Narguet-Dubrunfaut, pour suppression de jours et besognes mal plantées, l'était au pétitoire, puisqu'elle tendait expressément à faire cesser un état de choses existant depuis vingt-huit et trente ans, sans aucune sorte de conclusions à fins possessoires, et qu'elle se fondait aussi sur une convention remontant à plus d'un an, dont la validité était même contestée.

La nature de l'action se détermine par les conclusions prises par le demandeur dans l'exploit introductif d'instance, plutôt que par la qualification qu'il lui a donnée ; toutefois, pour apprécier le véritable objet de ces conclusions, pour juger si elles ont trait au fait de la possession ou au droit de propriété, il faut moins s'arrêter au sens littéral des termes dans lesquels elles sont conçues qu'à l'intention du demandeur. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'action ne cesse pas d'être possessoire : 1^o quoique le demandeur fonde sa demande en maintenue, non-seulement sur sa possession mais encore sur son droit de propriété (Cass., 1^{er} mars 1849 ; Amiens, 3 juillet 1822) ; 2^o lorsque le demandeur, sans prendre de conclusions pour être déclaré propriétaire, prétend seulement que la possession dans laquelle il demande à être maintenu a été exercée par lui à titre de pro-

priétaire *animo domini* (Cass., 30 nov. 1818). Mais, quoique qualifiée possesseur, l'action serait pétitoire et le juge de paix devrait se dessaisir, si le demandeur avait conclu à ce que le défendeur fût déclaré non propriétaire. Dans ce cas, c'est le droit à la propriété et non le fait de la possession qui forme l'objet du litige (Cass., 3 oct. 1810). Il en serait de même si le demandeur, outre le rétablissement des lieux, concluait à une somme de... pour dépréciation de la valeur du terrain (Cass., 10 août 1842). N. D.

ARTICLE 532.

Juge de paix du canton ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

5 juillet 1872.

Injures. — Cabaretier. — Réciprocité. — Demande en dommages-intérêts mal fondée. — Rejet.

Lorsque les torts sont réciproques et qu'à des injures il a été répondu par d'autres injures, il n'y a pas lieu de faire droit à l'action civile en dommages-intérêts intentée par l'une des parties.

Ainsi décidé,

Le 5 juillet 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu qu'il résulte des débats que le 12 juin dernier, vers sept heures et demie du matin, la femme V***, en quête de son mari, qui a des habitudes invétérées d'ivrognerie et qui depuis treize jours avait déserté la maison conjugale, le sachant dans le cabaret des époux B***, deman-

deurs, s'y rendit et, y trouvant enfin le malheureux vieillard buvant du genièvre, fit de très-vifs reproches, d'abord à celui-ci et ensuite à la cabaretière, qui était intervenue et qui, ayant vécu longtemps en relations suivies dans le voisinage de V***, connaissait ses déplorables habitudes ; — Attendu que les époux B***, qui auraient dû comprendre et excuser l'irritation et l'emportement d'une pauvre mère de famille, élèverent la prétention, que le cabaretier a voulu maintenir à l'audience, nonobstant les défenses contenues dans les règlements sur la police des cabarets, d'avoir le droit de continuer à donner à boire au consommateur genièvre du autant qu'il lui plairait ; — Attendu qu'entre cette femme exaspérée, chassée du cabaret, et la cabaretière, il y eut, d'abord de la part de la première et ensuite de la part de la seconde, un échange de ces investives malheureusement trop en usage en pareils lieux et entre gens grossiers ; — Attendu donc que les torts sont réciproques et qu'en admettant que les premières injures aient été proférées par la femme V***, la femme B***, en répondant par d'autres injures, s'est ainsi fait justice elle-même, en se donnant une compensation (*injuria mutua pensatione, tolluntur*), et ne saurait par conséquent obtenir, en outre, les 100 francs de dommages-intérêts qu'elle réclame ;

« Par ces motifs ; — Disons les époux B*** mal fondés dans leur demande, les en déboutons et les condamnons aux dépens. »

Observations. — Les torts réciproques et la provocation ne sont pas, au point de vue de l'action pu-

blique, une excuse suffisante, lorsqu'il s'agit d'une injure verbale et publique emportant l'imputation d'un vice déterminé. Mais, en matière civile, le juge saisi d'une action en dommages-intérêts ne doit nécessairement accorder une indemnité à l'une des parties qu'autant qu'elle prouve qu'elle a seule éprouvé un dommage, qu'elle a été seule insultée ou injuriée. Si les torts sont réciproques, et si, même injuriée la première, elle s'est fait justice à elle-même en répondant par d'autres injures, elle n'a pas droit à réclamer judiciairement une réparation, puisque le dommage, si dommage il y a, est égal de part et d'autre.

A. B.

ARTICLE 533.

**Tribunal de simple police de Reims
(Marne).**

*Président : M. CH. DE BOURBONNE,
juge de paix.*

3 juin 1872.

*Embarras de la voie publique. — Dépôt
de matériaux. — Procès-verbal. —
Construction. — Nécessité.*

Le dépôt de matériaux sur la voie publique ne constitue une contravention qu'autant que ce dépôt a eu lieu sans nécessité.

Spécialement, le dépôt de matériaux nécessaires à une construction ne constitue pas une contravention, alors surtout que les matériaux déposés n'encombrent qu'une partie de la voie publique et laissent à la circulation un espace libre pour deux voitures passant simultanément.

Ainsi décidé,

Le 3 juin 1872, par jugement du Tribunal de simple police de Reims, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oûi le pré-

venu en ses moyens de défense et le ministère public en ses réquisitions ; — Attendu que les faits imputés au sieur Lemaire, entrepreneur de maçonnerie, sont ceux d'avoir les 20 et 22 mai derniers encombré la voie publique, rue de la Gare, par de nombreux matériaux qui occupaient la moitié de la chaussée, et qu'à raison de ces dépôts il est requis par le ministère public de lui faire application de l'article 471, § 4, du Code pénal ; — Attendu qu'aux termes de l'article 471, § 4, du Code pénal, le dépôt des matériaux ou de choses quelconques qui empêchent ou diminuent la sûreté du passage ne constitue une contravention de police qu'autant que ce dépôt a eu lieu sans nécessité ; — Attendu que, s'il est constaté que Lemaire avait déposé de nombreux matériaux dans la rue de la Gare, il est établi que ces matériaux y ont été déposés par suite d'une nécessité absolue ; qu'en effet, Lemaire construit, dans cette rue non encore terminée et en voie de percement, une maison de quatre étages, en pierres de taille, laquelle doit être finie et livrée dans un laps de temps très-rapproché, et que le dépôt momentané et nécessaire de ces matériaux sert exclusivement à la construction de cette maison devant laquelle ils sont déchargés, taillés et rangés au fur et à mesure de leur destination ; — Attendu que si Lemaire occupe, non pas, comme le déclare le procès-verbal dressé contre lui, la moitié de la rue, mais seulement 3^m,50, il est établi et constaté que cette rue a 9 mètres de largeur ; que, par conséquent, les 3^m,50 restants laissent à la circulation un espace plus que suffisant pour le passage même simultané de

deux voitures ; — Attendu que le droit de construire est de droit commun et que, le dépôt des matériaux nécessaires à une construction n'étant que l'accessoire obligatoire de ce droit, il en résulte que l'autorité municipale n'a pas le droit de défendre ce que les lois permettent, ce qui, dans ce cas, serait attentatoire à la liberté individuelle ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante et qu'il résulte de nombreux arrêts de cassation qu'en matière d'embarras de la voie publique, l'autorité municipale est sans droits aucuns pour réglementer en matière de construction le dépôt des matériaux sur la voie publique et la durée de ce dépôt ; que cette réglementation, si elle était prise par l'autorité municipale, aurait pour effet, au mépris de l'article 471, § 4, du Code pénal, de conférer à ladite autorité municipale le droit d'appréciation de la question de *nécessité*, qui appartient exclusivement à l'autorité judiciaire ; — Qu'en effet, si l'article 3, n° 1, tit. XI, de la loi des 16-24 août 1790 a confié à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux tout ce qui intéresse la commodité et la sûreté du passage dans les rues, places et voies publiques, cette disposition a été modifiée par l'article 471, § 4, du Code pénal, pour un cas tout spécial, celui de matériaux déposés sans nécessité ; — Attendu, dès lors, que Lemaire, en restant dans le droit commun, a été et est encore dans la nécessité, pour la construction qu'il exécute, de déposer ses matériaux sur la voie publique, laquelle est bordée en outre par un trottoir de 3 mètres de largeur ; — Attendu que ce dépôt momentané et nécessaire laisse libre une largeur de voie de

5^m,50, et qu'en tous cas il ne gêne ni n'empêche la circulation ; — Déterminé par ces motifs, déclare nuls et de nul effet les deux procès-verbaux relevés contre lui et le renvoie sans dépens. »

Observations. — Jugé par de nombreux arrêts que l'appréciation de l'excuse de nécessité en matière de dépôt sur la voie publique est souveraine de la part du juge de police (Cass., 7 juillet 1853, *ANNALES*, 1854, p. 116 ; 10 mars 1859, *ibid.*, 1859, p. 366). — Mais le juge ne peut relaxer le prévenu qu'en reconnaissant et en constatant, dans sa sentence, la nécessité du dépôt sur la voie publique de l'objet de la contravention. Cass., 13 mars 1856, *ANNALES*, 1856, p. 336. Voir aussi 16 février 1854, 13 octobre 1859, etc.

A. B.

ARTICLE 534.

Tribunal de simple police de Bolbec (Seine-Inférieure).

Prés. : M. LEMARÉCHAL, juge de paix.

4 avril 1872.

Embarras de la voie publique. — Commissaire-priseur. — Vente publique. — Nécessité. — Renvoi.

Le commissaire-priseur qui procède à une vente aux enchères, autorisée par justice, d'objets mobiliers ou marchandises, et ce devant la porte de la maison et sur la voie publique, agit dans un intérêt public et dans un cas de nécessité, alors surtout que le magasin devant lequel il fait la vente est trop exigu pour que les acheteurs puissent y trouver place.

En conséquence, il ne commet pas la contravention à l'article 471, n° 4, du Code pénal, qui réprime le fait d'embarras de la voie publique sans nécessité.

Ainsi décidé,

Le 4 avril 1872, par jugement du

Tribunal de simple police de Bolbec, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le paragraphe 4 de l'article 471 du Code pénal est applicable à toute personne qui encombre la voie publique, mais ne punit que l'encombrement fait sans nécessité ; — Attendu qu'il n'est pas reproché au sieur Lebrun d'avoir entièrement entravé la circulation dans la grande rue de Bolbec, mais que le procès-verbal constate seulement qu'il a encombré le trottoir devant la maison Loiret ; que d'ailleurs il n'est pas non plus établi que cet encombrement ait eu lieu en dehors des heures de la vente ; — Attendu que, si les commissaires-priseurs ou autres officiers ministériels étaient obligés de procéder aux ventes aux enchères de meubles dans l'intérieur des habitations, ces ventes ne pourraient avoir la plupart du temps la publicité requise et exigée par la loi, et que notamment c'est ce qui aurait eu lieu dans le cas présent, vu l'exiguïté du magasin du sieur Loiret ; — Attendu que le sieur Lebrun, agissant en sa qualité de commissaire-priseur, et en procédant sur la voie publique à une vente aux enchères, autorisée par justice, d'objets mobiliers ou marchandises, et ce devant la porte de la maison où ces objets ou marchandises étaient déposés, a agi dans un intérêt d'ordre public et pour l'exécution de la loi, et qu'il se trouvait ainsi dans un cas de nécessité ; — Que, dès lors, l'excuse par lui présentée est légale et doit être admise ; — Par ces motifs, dit que les faits consignés au procès-verbal susvisé ne constituent pas la contravention prévue soit par l'article 25 du règlement

municipal de la ville de Bolbec, soit par le paragraphe 4 de l'article 471 du Code pénal ; en conséquence, renvoie le sieur Lebrun des fins de l'action, sans dépens. »

Observations. — Il a été jugé que l'article 471, n° 4, du Code pénal, est applicable à toutes personnes, même à celles agissant avec un caractère public, notamment à l'huissier qui, procédant à l'exécution d'un mandat de justice, fait un dépôt de meubles sur la voie publique (Cass., 14 octobre 1851) et au commissaire-priseur qui fait une vente aux enchères publiques, soit à la demande d'un particulier, soit par ordre de justice (Cass., 14 mai 1857). Aux termes de cette jurisprudence, le caractère public des officiers ministériels, procédant à des actes de leurs fonctions, n'est pas suffisant pour autoriser une exception en leur faveur et pour justifier l'embarras apporté par leur fait à la circulation. Mais, pour eux comme pour tous autres, le juge peut admettre l'excuse tirée de la nécessité. Le présent jugement a reconnu formellement cette nécessité dans le fait que l'exiguïté du magasin ne permettait pas d'y procéder à la vente publique du mobilier et a dû contraindre le commissaire-priseur à vendre sur la voie publique. Or il est de jurisprudence constante que le juge de paix est souverain pour constater la nécessité. Le jugement du Tribunal de simple police de Bolbec est donc, à ce point de vue, inattaquable. Voir, en ce sens, notamment Cass., 10 août 1861, 20 février 1862, 18 août 1864 et 29 août 1867, ANNALES, 1868, p. 216. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Voie publique*.
A. B.

ARTICLE 535.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix
(Mord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

12 juillet 1872.

*Pension alimentaire. — Mari décédé. —
Demande en supplément de pension. —
Compétence du juge de paix.*

La limite de 150 francs à laquelle est fixé par l'article 6 de la loi de 1838 le taux de la compétence du juge de paix en matière de pension alimentaire s'applique non pas seulement à l'importance de la demande, mais à la pension elle-même.

En conséquence, le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande à fin d'augmentation de 150 francs par an seulement, alors que la pension alimentaire déjà fixée par le Tribunal civil s'élève à une somme supérieure à ce chiffre.

Ainsi décidé,

Le 12 juillet 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que par jugement du Tribunal civil de première instance de Lille, du 1^{er} mai 1868, les enfants de Romaine Voreux, veuve Ducoulombier en première nocces, veuve Costeux en secondes et veuve Denoulet en troisièmes nocces, après déclaration par le Tribunal que « les ressources de Denoulet, lors encore « existantes et consistant uniquement « dans le produit de son travail, qui « ne lui rapportait que 10 fr. 50 par « semaine, étaient insuffisantes pour « subvenir convenablement à ses « obligations alimentaires envers sa « femme qui vivait à Roubaix, séparée de fait de son mari résidant « à Tourcoing, » ont été condam-

nés à payer à leur mère une pension alimentaire de 30 francs par mois ou de 360 francs par an ; — Attendu que, suivant les énonciations de l'exploit introductif d'instance, se fondant sur ce motif « que, si le Tribunal ne lui a pas alloué une « somme plus élevée, c'est parce « qu'alors elle était encore sous « puissance de mari qui n'était pas « complètement dépourvu de ressources et que, aujourd'hui que « son mari est décédé, cette pension « est insuffisante, » Romaine Voreux se porte devant la justice de paix demanderesse en condamnation de son fils Henri Ducoulombier, qu'elle considère comme étant dans une position très-avantageuse, à lui payer personnellement, outre sa part dans la pension de 360 francs, à titre d'augmentation, une somme de 150 francs par an ; — Attendu que contre cette demande le défendeur a opposé l'exception préjudicielle d'incompétence ; — Attendu que la loi du 25 mai 1838, au dernier paragraphe de l'article 6, attribue aux juges de paix compétence pour connaître « des demandes en « pensions alimentaires n'excédant « pas 150 francs par an » ; — Attendu que si quelques auteurs, notamment Delfaux, p. 114, expriment l'opinion que les juges de paix peuvent connaître des demandes en augmentation jusqu'à concurrence de 150 francs par an, quand même la pension aurait déjà atteint ce taux, cette opinion ne semble pas devoir être adoptée ; — Attendu, en effet, qu'il est évident que, dans la pensée du législateur, la limite de 150 francs est applicable à l'importance, non pas de la demande seulement, mais aussi de la pension ; —

Attendu que, s'il en était autrement, le demandeur pourrait, discrétionnairement et suivant ses convenances, se constituer lui-même, en cette matière, le maître des juridictions, qui cependant sont d'ordre public et légal, puisqu'il suffirait, pour faire rentrer dans la compétence du juge de paix une demande qui en sortirait par son importance et devrait être portée devant le Tribunal civil, soit de fractionner cette demande en alléguant, à chaque nouvelle instance, quelque modification dans l'état de la fortune ou des besoins des parties; soit, lorsqu'il s'agirait d'une augmentation de 150 francs, de saisir directement la justice de paix de cette demande en augmentation, au lieu de retourner au Tribunal civil qui a accordé la pension primitive, pour en établir l'insuffisance et la faire élever au chiffre convenable; — Attendu que, dans l'espèce, si la demande était retenue, il se produirait, en outre, cette anomalie que le juge d'exception et de juridiction inférieure aurait, pour bien apprécier la demande en ses motifs formels et ses conclusions, à se livrer à une sorte de révision, dans ses considérants et ses dispositions, du jugement du Tribunal civil, pour décider, par exemple, si, lorsque le Tribunal, ayant constaté que le dernier mari, vivant séparément et n'ayant d'autre ressource qu'un salaire de 10 fr. 50 par semaine, ne pouvait subvenir à ses obligations alimentaires envers sa femme et n'était par conséquent pour elle ni une charge ni une aide, a mis la pension à la charge des enfants, il y a lieu ou non de considérer le décès du mari comme sans influence sur la position de la femme

et de maintenir la pension au taux fixé par le Tribunal, ou bien, en comparant la situation d'alors à l'état actuel, d'admettre ou de rejeter l'augmentation requise; — Attendu que toutes ces considérations mènent à une solution négative de la question de compétence; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, nous déclarons incompetent, renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître, et condamnons la demanderesse aux dépens. »

Observations. — La solution adoptée par le juge de paix du canton ouest de Roubaix, dans cette question controversée, nous paraît seule exacte; aussi croyons-nous qu'elle doit être universellement adoptée devant les Tribunaux de paix. L'article 6 de la loi de 1838, en attribuant aux juges de paix compétence pour connaître des demandes en pension alimentaire *n'excédant pas 150 francs par an*, n'a pas pu avoir pour effet de leur attribuer le droit de réviser et de modifier les jugements antérieurement rendus par les Tribunaux civils, juridiction supérieure. Or c'est ce droit que s'attribuerait le magistrat cantonal s'il se déclarait compétent pour accorder une augmentation de la pension déjà fixée par un jugement du Tribunal civil; aussi croyons-nous que le juge de paix devrait se déclarer incompetent pour statuer sur une demande en augmentation, alors même que le Tribunal civil aurait réduit à une somme de 100 francs, par exemple, la demande intentée devant lui, et que l'augmentation demandée dans l'instance

nouvelle n'excéderait pas 50 francs. Il nous paraît certain que la juridiction qui a statué la première fois a seule le droit d'apprécier l'opportunité de modifier sa sentence et d'accorder une augmentation, comme seule elle aurait le droit d'octroyer au débiteur d'aliments un dégrèvement basé sur la diminution de sa fortune. A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque la pension déjà accordée excède la compétence du juge de paix, et que, par suite, l'ensemble des intérêts engagés est de beaucoup supérieur au taux fixé par la loi pour la compétence des juges de paix en cette matière. C. M.

ARTICLE 536.

Justice de paix du canton de Saulxures
(Vosges).

Présid. : M. GRANDURY, juge de paix.

17 mai 1872.

Vice rédhibitoire. — Porc. — Ladrerie.
— *Vice caché. — Demande en restitution de prix et en dommages-intérêts.*

La loi du 20 mai 1838 n'ayant statué que sur les vices rédhibitoires des animaux des espèces chevaline, bovine et ovine, les dispositions générales des articles 1641 et 1643 du Code civil demeurent applicables aux ventes des animaux qui n'appartiennent à aucune de ces trois espèces.

Spécialement, le boucher qui a acheté un porc pour son commerce est recevable et fondé à demander la résolution de la vente et la restitution du prix, s'il résulte des constatations après l'abatage que ce porc était atteint de *ladrerie* et impropre à la consommation.

Mais l'acheteur n'est pas fondé à réclamer en outre des dommages-intérêts, s'il résulte des circonstances de la cause que le défendeur a vendu de bonne foi un animal atteint d'un vice caché qu'il ignorait.

Ainsi décidé,

Le 17 mai 1872, par jugement de

M. le juge de paix du canton de Saulxures, en ces termes :

NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par l'exploit introductif d'instance, le sieur Gley demande, pour cause de vices rédhibitoires cachés, la résolution, au tort du défendeur, de la vente que celui-ci lui a faite, le 18 avril dernier, d'un porc livré le 24 même mois, et, outre 60 francs de dommages-intérêts, le remboursement de la somme de 127 fr. 50 par lui payée à Poirot pour prix de cet animal ; — Attendu que le porc dont s'agit a été tué le jour même de la livraison et qu'il résulte d'un certificat de M. Mausuy, vétérinaire à Remiremont, en date du 29 avril présente année, enregistré, que les chairs des différentes parties du corps de cet animal, au voisinage de la colonne vertébrale surtout, et particulièrement dans le tissu musculaire de la langue, étaient parsemées de petits points ronds, blancs, opaques ou demi-transparentes, de la grosseur d'une forte tête d'épingle ou d'un petit pois, qui n'étaient autre chose que des vers vésiculeux, appelés *cysticerques*, caractérisant l'affection du porc connue sous le nom de *ladrerie*, affection qui rend la viande mauvaise et impropre à la consommation ; — Attendu que, d'après les ordres de M. le maire de Gérardmer, le demandeur a été obligé d'enfouir le porc dont s'agit, le 4 mai courant ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1641 du Code civil, le vendeur est tenu de la garantie, à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise

ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus, et que suivant l'article 1643 du même Code, le vendeur est tenu des vices cachés quand même il ne les aurait pas connus, à moins que dans ce cas il n'ait été stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie; — Attendu que le défendeur a reconnu que lors de la vente qu'il a faite à Gley, le 18 avril dernier, du porc dont il s'agit, il n'a pas été question de garantie ni de non-garantie; que conséquemment la garantie existe de plein droit; — Attendu qu'il est constant que le demandeur, qui est boucher, a acheté cet animal pour le tuer et le vendre ensuite; qu'il a été obligé, au contraire, de l'enfourer à cause des vices dont il était atteint; que, s'il les eût connus, il ne l'aurait certainement pas acquis; qu'ainsi la demande du sieur Gley est juste et fondée; — Attendu que, pour repousser cette demande, le sieur Poirot excipe d'abord de la loi du 20 mai 1838, qui ne parle nullement de vices rédhibitoires pour l'espèce porcine; puis il déclare ignorer si le porc atteint des vices susénoncés est bien celui qu'il a vendu au demandeur; — Sur le premier moyen de défense: — Attendu que, cette loi n'ayant statué que sur les vices rédhibitoires des animaux des espèces chevaline, bovine et ovine, il est évident que les articles 1641 et 1643 du Code civil restent applicables aux ventes des animaux qui n'appartiennent à aucune des trois espèces prévues par la loi précitée, notamment à l'espèce porcine; — Sur le second moyen: — Attendu que le défendeur ne nie pas que le porc en question soit celui qu'il a vendu au sieur Gley, le 18 avril dernier; qu'il dit seulement

qu'il l'ignore; — Attendu qu'il a reconnu que le 24 du même mois, le demandeur, après avoir tué et ouvert l'animal, était allé prévenir son fils, qui habite Gérardmer, que la viande en était mauvaise et qu'il ne pouvait la débiter; et qu'alors ce dernier lui avait répondu que son père viendrait le lendemain à la foire et s'arrangerait avec lui;

« Attendu qu'il a aussi avoué que le 25 dudit mois d'avril, étant à la foire de Gérardmer, il s'était rendu chez le sieur Gley; qu'il avait vu dans sa boucherie le porc qu'il lui avait livré la veille; que ce jour-là il n'avait pas méconnu que ce fût le sien; qu'il s'était borné uniquement à dire qu'il ne ~~voulait~~ pas le reprendre parce que le marché avait eu lieu au hasard et non au cent, comme il avait été convenu le 18 avril; — Attendu que cette réponse fait nécessairement supposer que Poirot reconnaissait pour sien le porc tué qui lui était représenté par le demandeur; — Attendu d'ailleurs que la loi ne fait aucune distinction entre les deux manières de vendre dont il vient d'être parlé; que dans l'un et l'autre cas la garantie pour vices cachés est due, à moins de conventions contraires, lesquelles n'existent pas dans la cause; — Attendu que de ce qui précède il résulte pour nous la conviction que le porc atteint du vice ci-devant énoncé est bien celui que le défendeur a vendu au demandeur; qu'ainsi il n'y a pas lieu, pour la former, d'ordonner l'enquête demandée au besoin et très-subsidiairement par le sieur Gley; — Sur les dommages-intérêts réclamés: — Attendu qu'il est certain que Poirot a vendu de bonne foi une chose at-

teinte d'un vice caché qu'il ignorait ; que par conséquent il ne peut être tenu à des dommages-intérêts ; — Sur les dépens : — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les frais ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons résolue, au tort du défendeur, la vente par lui consentie au profit du demandeur le 18 avril dernier ; en conséquence, condamnons ledit sieur Jean-Claude Poirot à rembourser au sieur Félix Gley la somme de 127 fr. 50 que celui-ci lui a versée pour prix du porc dont il s'agit ; le condamnons en outre aux dépens, liquidés à 17 fr. 25, non compris l'enregistrement des jugements préparatoire et définitif et honoraires du vétérinaire ; — Disons qu'il n'y a pas lieu d'accorder des dommages-intérêts au sieur Gley, que nous déboutons de ce chef de demande. »

Observations. — Voir exactement dans le sens de la présente solution notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^e édit., v° *Vices rédhibitoires*, n° 32. Voir aussi Cass., 6 décembre 1865, *ANNALES*, 1866, p. 338.

A. B.

ARTICLE 537.

Justice de paix du canton de Neuilly (Seine).

Président : M. LE SENNE, juge de paix.

1^{er} octobre 1879,

Louage. — Dégâts occasionnés par la guerre. — Réparations faites par le locataire. — Demande en remboursement intentée contre le bailleur. — Gestion d'affaires.

Le locataire qui de ses deniers a fait réparer les dégâts occasionnés par la guerre dans la maison qu'il occupe est fondé à

réclamer au propriétaire le paiement de ses déboursés.

Suivant exploit du 15 mai dernier, la dame Rousseau a fait citer le sieur Girard à l'audience de la justice de paix de Neuilly, du 24 du même mois, pour : attendu que ladite dame, locataire de Girard, avait d'après ses ordres fait rétablir dans les lieux à elle loués et pour le compte de ce dernier un parquet détruit par la guerre, que Girard lui devait 177 francs par elle déboursés pour la valeur de ce parquet, s'entendre condamner à lui payer ladite somme avec intérêts et dépens.

Après remise de la cause, un jugement rendu par défaut contre Girard, le 4 juin, l'a condamné à payer les 177 francs réclamés, avec intérêts et dépens. Girard a formé opposition à l'exécution de ce jugement et a fait citer la dame Rousseau à l'audience du 20 pour entendre dire qu'il serait relevé de toute condamnation et que le jugement par défaut serait considéré comme nul.

Sur cette opposition, le 24 septembre, la dame Rousseau a développé sa demande, qui a été combattue par Girard ; subsidiairement, elle a conclu à être autorisée à reprendre le parquet en nature, ce qui a été accepté par Girard, à la condition de retrouver l'ancien parquet dessous. Alors la dame Rousseau a fait entendre à la barre quatre témoins, dont les dépositions faites sous la foi du serment ont été consignées dans un procès-verbal dressé à cette date et enregistré. Après une dernière remise d'office, les deux parties présentes à l'audience, ayant de nouveau repris

leurs conclusions et défense sans tomber d'accord, un jugement de débouté d'opposition a été rendu dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Vu les explications contradictoires des parties et le procès-verbal d'enquête ci-dessus visé ; — Attendu que l'opposition est régulière ; — Au fond, attendu qu'au commencement de l'année 1871, après le siège et avant l'insurrection, la dame Rousseau a fait poser un parquet en bois de sapin au rez-de-chaussée, dans la boutique servant de café qui lui était louée par Girard, avenue de Neuilly, n° 115 ; qu'elle en réclame la valeur à celui-ci ; — Que Girard conclut textuellement pour sa défense en disant que son ancienne locataire ne justifie d'aucun ordre, et que, s'il y avait destruction du parquet par le feu ou autrement, elle devait le prévenir par un acte de mise en demeure pour le faire réparer, afin qu'il en fit faire l'estimation [pour joindre aux autres dégâts causés à sa propriété par l'effet de la guerre, pour obtenir une indemnité relative ; — Attendu que, si la dame Rousseau ne prouve pas positivement avoir fait exécuter ce travail par ordre de Girard, celui-ci n'établit pas davantage que ce soit contre son gré ni malgré sa défense ; — Attendu, comme l'établit l'enquête, que durant l'investissement, au mois d'octobre 1870, une grande partie du parquet avait été brûlée par le feu allumé le long des murs et au milieu de la pièce ; qu'en outre, des frises et des planches avaient été enlevées, de sorte que ce parquet ne pouvait plus servir ; — Qu'il est certain que cette dé-

vastation était le fait des hommes d'armes qui, pendant l'investissement, avaient été installés dans la maison Girard, tandis que le propriétaire qui l'habitait ainsi que la dame Rousseau et les autres locataires, s'était réfugié dans Paris en même temps que l'administration municipale de Neuilly, et ce devant l'injonction de l'autorité supérieure ; — Qu'il ressort de l'enquête non-seulement qu'un nouveau parquet était devenu indispensable, mais encore qu'il a été posé sur l'ancien à l'aide de frises superposées pour servir de lambourdes dans les endroits détériorés ; ce qui prouve que le travail a été fait avec économie ; — Attendu que si, dans les circonstances dont il s'agit, un tiers eût de son chef fait poser le parquet en litige au su ou à l'insu du propriétaire de l'immeuble, il aurait incontestablement, en vertu de l'action *negotiorum gestorum*, son recours contre Girard pour l'utilité qu'il lui aurait ainsi procurée ; qu'on ne comprend pas pourquoi le locataire serait traité plus défavorablement et privé de cette action contre le bailleur ; — Attendu que d'après l'article 1375 du Code civil, le propriétaire dont la chose a été bien administrée doit rembourser au gérant « toutes les dépenses utiles ou « nécessaires qu'il a faites ; » que cette règle du droit s'accorde avec le sentiment de l'équité ; qu'en fait, la dame Rousseau justifie par factures acquittées avoir payé au marchand de bois Blainville fils et au menuisier Lamy 196 fr. 05, bien qu'elle ne réclame que 177 francs ; — Attendu d'ailleurs que Girard a obtenu une indemnité comme victime de la guerre pour sa propriété avenue de Neuilly, n° 115, et qu'il

est présumable que le chiffre assez rond de cette indemnité comprend les dégâts causés au parquet en litige ; — Attendu que, dans cette situation, il n'y a pas lieu de statuer sur la demande subsidiaire de la dame Rousseau, et que l'instance actuellement pendante devant le Tribunal de la Seine est à d'autres fins et sans influence sur celles qui nous occupent présentement ; — Par ces motifs, recevons Girard opposant en la forme ; au fond, le déboutons de son opposition ; disons que le jugement par défaut du 4 juin dernier sera exécuté en son entier, et condamnons l'opposant aux dépens, etc. »

Observations.—L'intérêt de tout propriétaire est de maintenir sa propriété en bon état et de la rendre habitable, tant pour lui que pour ses locataires, ceux-ci ayant droit à une indemnité dans le cas où ils viendraient à être privés de tout ou partie de leur jouissance. Par suite, celui qui, même à l'insu du propriétaire, fait exécuter à ses frais des réparations urgentes ou nécessaires, a évidemment l'action *negotiorum gestorum* pour se faire rembourser ses avances. Comme le dit avec beaucoup de raison M. le juge de paix de Neuilly, ce droit, qui serait très-certainement reconnu à un tiers, ne peut sous aucun prétexte être refusé au locataire, alors qu'il est démontré que celui-ci n'a fait exécuter que des travaux véritablement utiles, et qu'il y a apporté toute l'économie désirable ; en un mot, quand il a agi au mieux des intérêts du bailleur.

C. M.

ARTICLE 538.

Tribunal de simple police de Sauve (Gard).

Président : M. DE SAINT-MARTIN,
1^{er} suppléant du juge de paix.

9 septembre 1872.

Bruits et tapages. — Attroupements. — Complicité. — Garde champêtre. — Circonstances atténuantes.

Peut être réputé complice de bruits et tapages injurieux l'individu qui a fait partie des attroupements qui les ont causés.

Ainsi décidé,

Le 9 septembre 1872, par le Tribunal de simple police du canton de Sauve, en ces termes :

« LE TRIBUNAL :—Attendu qu'il résulte de l'exposé fait par le ministère public que le 27 août dernier, à huit heures et demie du soir, des bruits et tapages injurieux se sont produits sur la place publique de Durfort contre le garde champêtre de cette commune ; que des injures grossières ont été proférées contre lui et contre sa femme avec accompagnement de cris ; que la tranquillité publique en a été troublée pendant un temps assez long ; — Attendu que M. le maire crut devoir alors intervenir pour faire cesser ce désordre ; qu'à sa vue les tapageurs se dispersèrent, à l'exception de deux, les sieurs Arnaud fils et Félix Pagès ; que ces derniers interrogés par le magistrat alléguèrent n'avoir poussé aucun cri, ce qu'ils ont de nouveau répété à l'audience ; — Attendu que pour être réputé complice de bruits et tapages injurieux, il n'est pas nécessaire d'avoir été vu participant personnellement au tapage et aux cris ; qu'il suffit d'avoir

été vu dans les attroupements qui les ont causés ; que la responsabilité du délit est répartie sur le groupe tout entier et incombe pour sa part à chaque membre en particulier, qui, par cela seul qu'il fait partie du rassemblement, encourage et fortifie par sa présence les auteurs du désordre ; — Attendu que cette jurisprudence est suffisamment établie par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, notamment du 5 juillet 1822, du 26 mai 1826 et du 5 septembre 1835 ; — Attendu néanmoins qu'il est juste d'admettre des degrés dans la culpabilité ; que les sieurs César Arnaud fils et

Félix Pagès n'ont pas cru devoir s'enfuir, que ce fait donne lieu de penser que leur rôle a dû être moins actif que celui de leurs camarades qui se sont enfuis, et que dès lors il est juste de leur attribuer le bénéfice des circonstances atténuantes ; Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, condamne, etc. »

Observations. — Cette solution est conforme à la jurisprudence désormais constante de la Cour de cassation. Voir, en ce sens, notre *Dictionnaire général*, 8^e édit., v^o *Ta-page*, n^o 2. A. B.

AVIS.

Les nouvelles lois fiscales, en augmentant dans une proportion très-sensible les charges de l'administration des *ANNALES* et du *BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS*, ont forcé le conseil d'administration d'adopter la résolution suivante :

« Le prix de l'abonnement au *BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX* sera, à l'avenir, augmenté de 2 francs pour les nouveaux abonnés à ce recueil, c'est-à-dire porté de 6 francs à 8 francs.

« Toutefois les conditions faites jusqu'ici aux abonnés antérieurs au 1^{er} janvier 1873 ne sont pas modifiées. Pour ces derniers, le prix de l'abonnement annuel **EST MAINTENU**, comme par le passé, à 6 FRANCS SEULEMENT. »

En conséquence de cette décision, les couvertures du *Bulletin* porteront désormais, en tête, l'indication du nouveau prix, soit 8 francs, sans que cette indication puisse préjudicier aux droits acquis.

ARTICLE 539.

Tribunal de police du c. de Saint-Dizier
Haute-Marne).

Président : M. GUILLEMIN, juge de paix.

25 octobre et 8 novembre 1872.

Voirie.—Construction sans autorisation.

— *Plan général d'alignement. — Mur élevé en retraite sur la voie publique.*

— *Entrepreneur. — Connexité. — Jonction de causes. — Contravention.*

— *Amende.—Démolition de la besogne mal plantée.*

Bien qu'il ait été dressé deux procès-verbaux distincts contre un propriétaire et un entrepreneur, l'un pour avoir commandé et l'autre pour avoir exécuté une construction sur la voie publique sans avoir préalablement demandé et obtenu l'autorisation de l'autorité compétente, comme il ne s'agit que d'un seul et même fait, il y a connexité entre les deux instances, et il y a lieu d'en ordonner la jonction.

L'alignement et l'autorisation ne sont pas seulement nécessaires lorsque les constructions joignent immédiatement la voie publique, mais encore quand le propriétaire les fait élever même en retraite sur la partie retranchable de son terrain, clos ou non clos, contiguë à cette voie, et affectée par un plan général d'alignement à l'élargissement ultérieur de la rue déjà existante.

L'entrepreneur qui a construit un mur dans ces conditions, sans s'être fait repré-

senter l'autorisation du maire, commet une contravention de voirie et doit être condamné à l'amende.

A l'égard du propriétaire il y a lieu, outre l'amende, d'ordonner la démolition de la besogne mal plantée.

Pierre Paquot, entrepreneur, et Jean Vincent, jardinier, tous deux demeurant à Saint-Dizier, sont prévenus d'avoir : le premier, construit, et le second fait construire, à Saint-Dizier, un mur sur la voie publique, sans autorisation et en dehors de l'alignement.

A l'appel de la cause, le ministère public expose qu'en raison de la connexité existant entre les deux instances, il conclut à leur jonction.

Les prévenus prétendent avoir des intérêts opposés l'un de l'autre pour les faits en raison desquels ils sont aujourd'hui traduits devant le Tribunal, et, s'appuyant sur ce que deux procès-verbaux ont été séparément dressés, s'opposent à la jonction demandée par le ministère public.

Jugement du 25 octobre 1872 :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le sieur Vincent est poursuivi pour avoir fait construire un mur sur la

voie publique sans autorisation et en dehors de l'alignement déterminé par le plan général de la ville de Saint-Dizier, et le sieur Paquot, pour avoir, comme entrepreneur dudit Vincent, opéré la construction de ce mur; que, bien qu'il ait été dressé un procès-verbal distinct entre chacun des prévenus, il ne s'agit que d'un seul et même fait et que, partant, il y a connexité complète; — Ordonne la jonction des deux instances introduites par le ministère public contre les sieurs Vincent et Paquot, par les exploits des 27 et 30 septembre dernier, enregistrés, et dit qu'il sera statué sur chacune d'elles par un seul et même jugement. »

Cette décision prononcée, lecture est donnée, par le greffier, de deux procès-verbaux dressés par le commissaire de police de la ville de Saint-Dizier, savoir : l'un, contre Vincent, le 24 septembre 1872, enregistré le 26 du même mois; l'autre, contre Paquot, le 25 septembre même année, enregistré le 28 dudit mois.

Puis il est procédé à l'interrogatoire des prévenus, qui, chacun en ce qui le concerne, reconnaissent avoir établi, à environ 50 centimètres seulement du mur qui borde actuellement la voie publique, un autre mur, sans s'être pourvus d'une autorisation qui, déclarent-ils, ne leur paraît point nécessaire.

Le sieur Paquot présente ses moyens de défense, après quoi le sieur Vincent, par son conseil, prend les conclusions suivantes :

« Attendu que la prévention reproche au concluant d'avoir, à Saint-Dizier, dans le mois de septembre, contrevenu à l'article 471, § 15, du

Code pénal, en faisant construire un mur sur la voie publique sans autorisation, et en dehors du plan d'alignement de la ville, approuvé par M. le préfet; — Attendu que le procès soulève la question de savoir si les terrains compris dans un plan d'alignement sont par là même frappés de la servitude *non ædificandi*, c'est-à-dire d'une servitude qui ne permet plus à celui qui en est propriétaire d'y élever de constructions sans autorisation, en attendant qu'ils fassent définitivement partie de la voie publique; — Attendu que le mur élevé par Vincent est séparé de la voie publique par un mur ancien qui n'a pas été touché par la construction nouvelle et n'a été l'objet d'aucun travail confortatif ou non confortatif; — Qu'à ce point de vue, en droit, la construction n'ayant point été faite sur la voie publique, le concluant n'avait pas besoin de l'autorisation de l'autorité compétente (édit de décembre 1807, lois des 19-22 juillet 1791 et 18 septembre 1807); — Attendu que la prohibition établie par le décret-loi de 1607 et la loi de 1791, frappe les terrains joignant immédiatement la voie publique actuelle, mais qu'elle ne peut être étendue aux terrains qui, séparés par un mur de cette voie publique, sont destinés, par suite d'un plan d'alignement nouveau, à faire partie de la voie publique projetée qui résultera de l'application du plan d'alignement; — Attendu que, s'il en était autrement, le sieur Vincent serait dépouillé du droit, qui appartient à tout propriétaire, d'user de sa chose ainsi qu'il le juge convenable, ce qui ne peut avoir lieu légalement que par l'effet d'une expropriation régulière et du paiement

d'une indemnité préalable ; — Que c'est donc le cas pour le Tribunal de police de déclarer que, dans l'espèce dont il s'agit, Vincent pouvait bâtir librement et sans autorisation sur son terrain clos, et que dès lors il n'a commis aucune contravention, ainsi que l'a décidé la Chambre criminelle de la Cour de cassation, le 17 mai 1838 (affaire Coulin), conformément à la doctrine admise par deux arrêts solennels des 25 juillet 1829 et 24 novembre 1837 ; — Par ces motifs, dire que Vincent, en construisant le mur dont il s'agit, sans autorisation, n'a fait qu'user de son droit de propriété, et en conséquence le renvoyer de la prévention, sans dépens. »

Ces conclusions ayant été développées, le ministère public résume l'affaire et conclut à ce qu'il soit fait à chacun des prévenus application de l'article 471, § 15, du Code pénal.

A l'audience du 8 novembre 1872, il a été prononcé le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vidant son délibéré et statuant en premier ressort ; — Vu le jugement préparatoire du 25 octobre 1872, l'arrêté pris par le préfet de la Haute-Marne le 1^{er} mars 1870, publié à Saint-Dizier le lendemain, et le plan général d'alignement de cette ville, y annexé ; — Attendu qu'aux termes de l'édit du mois de décembre 1607 et de la déclaration du 16 juin 1693, nul ne peut construire sur un terrain joignant la voie publique, sans avoir au préalable obtenu un alignement et une autorisation de l'autorité compétente ; que cette prescription a été rendue applicable aux

entrepreneurs par la déclaration du 10 avril 1783 ; que ces dispositions sont encore en vigueur ; que, s'il en était besoin, elles trouveraient leur confirmation dans les articles 162, 330, 331, 335 de l'arrêté du maire de Saint-Dizier, du 25 avril 1850, dûment approuvé ; 30 et 46 du règlement général de police permanent pour le département pris par le préfet de la Haute-Marne, le 27 octobre 1851, tous deux publiés ; — Attendu que l'alignement et l'autorisation ainsi prescrits, le sont par mesure d'ordre public et d'intérêt général ; que l'édit de 1607 n'admet pas d'exception ; que dès lors ils ne sont pas seulement nécessaires lorsque les constructions joignent immédiatement la voie publique, mais encore quand le propriétaire les fait élever, même en retraite, sur la partie de son terrain, clos ou non, contiguë à cette voie et affectée par un plan général d'alignement à l'élargissement ultérieur de la rue déjà existante ; qu'il en est ainsi alors même que ces constructions n'ont aucun caractère confortatif du mur qui clôt le terrain du côté de ladite rue : — Qu'en effet, les plans généraux d'alignement des villes, arrêtés par les préfets en conformité de l'article 1^{er} du décret du 25 mars 1852 et du numéro 50 de l'état A, y annexé, ont pour résultat légal d'attribuer à la voie publique les terrains contigus destinés à l'élargir et de les grever de la servitude légale qui en est la conséquence ; que, dès que ces plans sont régulièrement intervenus, les terrains, clos ou non, qui s'y trouvent désignés comme affectés à l'élargissement de rues déjà existantes, sont soumis *ipso facto* aux règlements de la petite

voirie ; que s'il en était autrement on pourrait à l'avance se soustraire à l'obligation de suivre l'alignement du plan, en établissant derrière son mur de clôture toutes sortes de constructions devant plus tard servir de façade, prolonger indéfiniment le rétrécissement et les déféctuosités des rues, et faire obstacle aux améliorations réclamées par la sûreté du passage et la salubrité publique ; — Attendu qu'en ce qui concerne la voirie urbaine, les alignement et autorisation dont il vient d'être question ont été placés, par les lois des 14 et 22 décembre 1789, 16 et 24 août 1790, 19 et 22 juillet 1791, 16 septembre 1807, 18 et 22 juillet 1836, dans les attributions des maires ; — Attendu que, d'après le plan général d'alignement de la ville de Saint-Dizier, approuvé par arrêté du préfet de la Haute-Marne pris, ensuite de l'accomplissement de toutes les formalités prescrites en cette matière, le 1^{er} mars 1870, la rue de Prinvault, qui dépend de la voirie urbaine, doit être amorcée sur la place du même nom par un pan coupé de 5 mètres et avoir, entre façades, une largeur uniforme de 8 mètres ; qu'à l'entrée même de cette rue et à la naissance de l'angle qu'elle forme avec la place, l'insuffisance actuelle de largeur est de 4^m,50 ; qu'à cet endroit, et jusqu'aux bâtiments du sieur Vincent, le jardin qui dépend de la propriété que celui-ci possède sur les rue et place de Prinvault, se trouve en partie affecté à l'élargissement de la rue et a son amorce avec la place ; que par suite cette portion de jardin, et l'ancien mur en dépendant et qui lui sert de clôture sur la voie publique, sont en saillie sur l'alignement donné

par le plan, desdits 4^m,50, ainsi que du terrain nécessaire pour le pan coupé ; — Attendu qu'il est établi, tant par les deux procès-verbaux dressés par le commissaire de police de Saint-Dizier, les 24 et 25 septembre 1872, que par les déclarations des prévenus, non-seulement que, dans le courant de ce même mois de septembre, le sieur Vincent a fait exécuter par le sieur Paquot, son entrepreneur, un mur en pierre, sur la partie de son jardin qui se trouve comprise dans l'angle formé par les rue et place de Prinvault, et sur le terrain qui en longeant cette rue s'étend jusqu'à ses bâtiments, mais encore que ce mur a été établi à 50 centimètres seulement en arrière de la clôture en pierre actuelle ; que par suite, cette construction est élevée sur la partie joignant immédiatement la voie publique et retranchable, d'après le plan, du jardin du sieur Vincent ; d'où il suit que les prescriptions ci-devant définies lui sont applicables ; — Que le sieur Paquot ayant construit ce mur sans s'être fait représenter, et le sieur Vincent l'ayant fait élever, sans avoir demandé et obtenu, ainsi que cela est constant, l'autorisation et l'alignement que le maire de Saint-Dizier pouvait seul donner, se trouvent avoir contrevenu aux dispositions de l'édit de décembre 1607 et des déclarations des 16 juin 1693 et 10 avril 1783, ainsi qu'aux arrêtés de police des 25 avril 1850 et 27 octobre 1851, et par suite avoir commis la contravention qui est punie par l'article 471, §§ 5 et 15, du Code pénal, dont lecture a été donnée par le juge et qui est ainsi conçu, etc. ; — Attendu qu'aux termes de l'article 161 du Code d'instruction cri-

minelle, lorsque les prévenus sont convaincus de contravention, il doit être statué sur les dommages-intérêts par le jugement même qui prononce la peine; que, dans l'espèce, la réparation du dommage ne peut être que la démolition de la construction mal plantée; — Attendu que les sieurs Vincent et Paquot, se sont rendus coupables du même fait; qu'il doit donc leur être fait application de l'article 156 du décret du 18 juin 1811; que la durée de la contrainte par corps doit être fixée à l'égard de chacun d'eux; — Déclare les sieurs Jean Vincent et Pierre-Gabriel Paquot convaincus d'avoir contrevenu à l'édit de décembre 1607 et aux déclarations des 16 juin 1693 et 10 avril 1783, et de ne pas s'être conformés aux arrêtés et règlements de police des 25 avril 1850 et 27 octobre 1851, le premier en faisant établir et le second en construisant un mur, sans autorisation ni alignement de l'autorité municipale, dans la partie retranchable, d'après le plan d'alignement de la ville de Saint-Dizier, du jardin que le sieur Vincent possède sur et joignant les rue et place de Prinvaux; les condamne en chacun une amende de 2 francs et en outre le sieur Vincent à démolir, dans la huitaine, le mur ainsi construit; les condamne encore, solidairement entre eux, en tous les dépens, lesquels sont liquidés à...; — Fixe contre chacun desdits Vincent et Paquot à trois jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — La Cour de cassation, après avoir varié quelque temps sur la question qui a fait l'objet de la présente décision, a cependant fixé sa jurisprudence dans le

sens des solutions exprimées ci-dessus. C'est ainsi qu'il a été jugé, dans les termes les plus explicites et contrairement au moyen de défense développé par les prévenus, que la fixation du plan d'alignement a pour effet de frapper d'une servitude *non ædificandi* les terrains destinés à faire ultérieurement partie de la voie publique; qu'en conséquence le propriétaire qui construit sur des terrains compris dans l'alignement est coupable de contravention, bien que les terrains soient encore séparés de la voie publique par un mur de clôture et que les travaux opérés n'aient rien de confortatif pour ce mur de clôture (Cass., 21 décembre 1844, ANNALES, 1^{re} série, t. II, p. 421). La jurisprudence contraire de l'arrêt du 25 juillet 1839, invoqué par les prévenus, doit être considérée comme définitivement abandonnée. Mais il faut qu'il existe un plan général d'alignement, régulièrement arrêté et approuvé par le préfet. Dans les communes où ce plan n'existe pas, ou n'existe encore qu'à l'état de projet, le propriétaire serait fondé à suivre la limite de la voie publique telle qu'elle est actuellement, et par suite il n'aurait besoin d'aucune autorisation, s'il bâtit en retraite, et derrière son mur de clôture, alors même qu'il serait dans les projets ultérieurs de la commune d'adopter un nouveau plan général d'alignement ayant pour effet d'élargir la voie publique. Dans l'espèce actuelle, le plan général existait légalement; ni le propriétaire ni l'entrepreneur ne pouvaient construire sur la partie retranchable sans avoir demandé et obtenu l'autorisation de l'autorité municipale : c'est donc avec raison

que le Tribunal saisi les a condamnés tous deux à la peine de la contravention. — Sur le devoir du juge de police d'ordonner la démolition de la construction élevée sans autorisation, voir, notamment, Cass., 8 février 1845, 12 juillet 1853, ANNALES, 1856, p. 76; voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Alignement*, et *Voirie*, n^o 21. A. B.

ARTICLE 540.

Tribunal de simple police de Tarare (Rhône).

Président : M. N^{...}, juge de paix.

19 juillet 1872.

Diffamation. — Publicité. — Ministre du culte. — Défaut d'autorisation préalable. — Incompétence du juge de paix.

Une action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre un ministre du culte, pour fait d'abus ecclésiastique, sans qu'au préalable la partie demanderesse se soit pourvue devant le conseil d'Etat pour obtenir l'autorisation nécessaire.

Le décret du 19 septembre 1870, qui a abrogé l'article 75 de la constitution de l'an VIII, n'est pas applicable aux ministres du culte, qui ne sont point des fonctionnaires publics.

Le juge de police saisi d'une action intentée par un particulier, non autorisé, contre un ministre du culte, à raison d'une prétendue diffamation, doit se déclarer, même d'office, incompétent.

M^{...} veuve Taillant, s'étant présentée le dimanche, 5 mai dernier, vers six heures du soir, à l'église Sainte-Madeleine, pour faire baptiser un enfant, après avoir prévenu la veille qu'on viendrait à cette heure-là pour ce baptême, fut, dit-elle, en présence du parrain, de la marraine de l'enfant et d'une nombreuse assistance, injuriée et diffamée dans l'église même par M. l'abbé Burellier,

vicairé de service ce jour-là, qui, conformément à un usage établi dans la paroisse, ne voulait faire ce baptême qu'après neuf heures du soir. (Il s'agissait d'un enfant naturel.)

Après la cérémonie du baptême et au moment où M. l'abbé Burellier dressait l'acte habituel sur les registres de catholicité, M^{...} veuve Taillant, s'étant approchée de lui pour obtenir quelques explications au sujet des propos offensants tenus quelques instants auparavant, a prétendu avoir été victime de voies de fait de la part dudit M. Burellier, qui, en outre, l'expulsa violemment de la sacristie.

Par ces motifs, elle forma contre ce dernier, devant le Tribunal de simple police, une action en payement de 2 000 francs, à titre de dommages-intérêts.

A l'audience, la demanderesse expliqua au Tribunal que les imputations et les faits qu'elle reprochait au défendeur avaient été proférés et accomplis, alors que ce dernier remplissait sa mission de ministre du culte et qu'il était dans l'exercice de ses fonctions.

Il a été donné à cette affaire la solution suivante :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il est parfaitement établi et justifié, non-seulement par la demande de M^{...} veuve Taillant, mais par la déclaration formelle de celle-ci à notre audience, que les allégations et faits reprochés à M. l'abbé Burellier et par lui désavoués, auraient été proférés ou accomplis alors que ce dernier, vicairé de semaine et de service le jour indiqué, remplissait les fonctions de

son ministère sacerdotal et se trouvait en plein exercice du culte catholique ; — Attendu, ce point établi, qu'il est de jurisprudence constante et formelle que l'action civile ne peut être intentée au ministre du culte, pour faits d'abus ecclésiastiques, avant que la partie privée poursuivante se soit pourvue devant le conseil d'Etat, pour en obtenir une autorisation nécessaire ; — Attendu que cette jurisprudence, qui ne fait aucun doute alors qu'il s'agit d'un droit commun, est encore moins douteuse alors qu'il s'agit d'une simple contravention ; — Attendu, il est vrai, qu'on pourrait alléguer que la loi du 18 germinal an X aurait été abrogée par le décret du gouvernement de la défense nationale du 19 septembre 1870 ; mais qu'il est à remarquer que ce décret, outre l'article 75 de la constitution de l'an VIII, n'abroge que les lois générales et spéciales ayant pour but d'entraver des poursuites contre des fonctionnaires de tout ordre ; — Attendu, dès lors, qu'il y a lieu d'examiner attentivement si les ministres du culte sont des fonctionnaires publics, s'ils tiennent leur pouvoir du gouvernement, s'ils agissent en son nom, sous sa direction médiate ou immédiate, et s'ils sont, par délégation, dépositaires d'une partie (quelle qu'elle soit) de la puissance publique ; — Attendu que la solution négative de cette question ne présente aucun doute ; — Attendu, en outre, qu'il est de jurisprudence bien établie que les ministres du culte ne sont point des fonctionnaires publics, qu'ils n'ont jamais été considérés comme tels sous aucun pouvoir, que l'article 75 de la constitution de l'an VIII ne leur a jamais été appli-

qué ; — Attendu qu'il est de principe, soit en matière civile, soit en matière criminelle : 1^e que les abrogations expresses sont de droit étroit et ne peuvent jamais être étendues par analogie ; 2^e que l'abrogation tacite d'une loi ne peut résulter que de dispositions contraires à la loi postérieure ou inconciliables avec elle ; — Que, partant de ce principe, il est incontestable que la loi du 18 germinal an X, loin du reste d'être tombée en désuétude, a toujours été appliquée depuis son origine jusqu'à nos jours, qu'elle n'est pas abrogée, qu'elle est donc en vigueur et conserve toute sa force ; — Attendu qu'il appartient au juge, dans un intérêt d'ordre public, de se prononcer d'office et *de plano* sur une question d'incompétence ; — Attendu que l'article 130 du Code de procédure civile, etc... — Par ces motifs, dit, par forme de jugement contradictoire en premier ressort, qu'il se déclare incompétent, et condamne M^{me} veuve Taillant aux dépens. »

Observations. — Ce jugement tranche, dans les termes les plus péremptoires, une question fort délicate, celle de savoir si depuis le décret du 19 septembre 1870, les poursuites intentées par les particuliers contre des ministres du culte sont encore subordonnées à l'autorisation préalable du conseil d'Etat. Le décret de 1870, en abolissant formellement l'article 75 de la constitution de l'an VIII, paraît, dans son paragraphe 2, avoir eu pour objet d'abroger également toutes dispositions analogues et conséquemment dans ce nombre, celle de la loi de germinal an X. Mais les ministres et

desservants du culte catholique sont-ils des fonctionnaires publics ? Au moins ceux qui appartiennent à des cures ou paroisses et sont salariés par l'Etat, ne peuvent-ils être considérés comme tels ? Cette question est très-controversée ; voir cependant, dans le sens de la négative, Cass., 27 avril 1840, 8 janvier 1847, etc.) Il est à désirer qu'une décision de la Cour suprême intervienne pour fixer les incertitudes de la jurisprudence sur l'interprétation à donner au décret de 1870. On remarquera que, dans l'espèce ci-dessus, le Tribunal de police était fondé à déclarer, mais par un autre moyen, son incompétence. La diffamation alléguée avait eu, même au dire de la plaignante, un caractère de publicité très-déterminé. A ce titre, le fait reproché constituait un véritable délit, dont le Tribunal correctionnel devait seul connaître ; le juge de police pouvait donc se dessaisir.

C. M.

ARTICLE 541.

Justice de paix du canton de Châtillon-de-Michaille (Ain).

Président : M. CHARVET, juge de paix.

14 août 1871.

Action possessoire. — Passage. — Enclave. — Demande reconventionnelle. — Possession annale. — Enquête.

En matière de servitudes discontinues, et notamment de servitude de passage, la possession ne peut se conserver que par des actes répétés, surtout lorsqu'il s'agit de passage pour la desserte de propriétés produisant au moins une et souvent plusieurs récoltes par an.

Spécialement, et même en cas d'enclave, le propriétaire qui se prétend troublé dans sa possession du passage sur un fonds voisin, doit prouver qu'il en a joui sans opposition

dans l'année ; des faits de passage, antérieurs de plusieurs années au trouble de droit, seraient sans effet au point de vue possessoire.

Par exploit du 31 juillet 1871, le sieur Calvos, propriétaire à Villes, a cité, devant le juge de paix de Châtillon, le sieur Bouvier, aussi propriétaire au même lieu, en paiement de la somme de 80 francs, à titre de dommages-intérêts avec dépens, pour avoir passé avec voiture sur son pré, lieu dit à *Anti*, territoire de Villes.

Bouvier a répondu : qu'il n'a usé que de son droit et que Calvos doit être débouté de sa demande ; que, reconventionnellement, il demandait à être maintenu dans la possession annale de son droit de passage sur le pré dudit Calvos, pour la desserte de sa terre au même lieu dit, prenant pour trouble de droit à sa dite possession annale l'exploit introductif d'instance.

Calvos a répliqué : qu'il contestait l'état d'enclave de la terre de Bouvier et au besoin sa possession annale dudit passage.

Après visite des lieux litigieux et enquête, a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues, statuant par jugement en premier ressort ; — Vu l'exploit introductif d'instance, en date du 29 juillet ; — Vu notre jugement préparatoire du 31 juillet ; — Vu notre procès-verbal de visite de lieux et d'enquête du 8 août de la même année ; — Attendu que le sort de la demande principale est subordonné à la demande reconventionnelle et que dès lors il y a lieu à statuer préala-

blement sur celle-ci ; — Attendu que la terre de Bouvier, dite d'Anti, territoire de Villes, est dans un état complet d'enclave, suivant notre procès-verbal de visite de lieux précité, et qu'ainsi était admissible la preuve offerte par lui à l'effet d'établir sa possession annale de passage sur le pré de Calvos pour la desserte de sa terre ; — Attendu que Bouvier a pris pour trouble de droit l'exploit introductif d'instance précité et qu'ainsi il y a lieu pour lui d'établir des faits de possession de passage pendant l'année qui a précédé ledit trouble ; — Que si, dans certains cas, suivant Belime, la possession, une fois appréhendée, peut se conserver par l'intention tant qu'il n'y a pas eu abandon et jusqu'à ce que l'adversaire démontre une prise de possession, il n'en est pas de même pour les servitudes discontinues, car, en cette matière, il ne suffit pas de prouver un usage antérieur à la dernière année, parce que le fonds servant tend toujours à reconquérir sa liberté, les héritages étant réputés libres, et que la possession ne peut se conserver que par des actes répétés, surtout lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, de passage pour la desserte de propriétés produisant souvent plusieurs récoltes dans l'année et de là nécessitant des actes répétés de passage, tant pour fructifier que pour défructifier ; — Attendu que, de notre procès-verbal d'enquête précité, il résulte que les dépositions des quatre premiers témoins ne se rapportent qu'à des faits de passage antérieurs de plusieurs années au trouble de droit et dès lors sans effet au point de vue possessoire ; — Qu'enfin, avant la clôture de notre procès-verbal d'enquête, Bouvier a produit un cin-

quième et dernier témoin, Jean-Claude Gret, dont la déposition a certaine importance, puisqu'elle constate que Bouvier a passé sur le pré de Calvos, en juin 1869, la récolte en trèfles provenant de sa terre d'Anti, et en 1870 la récolte en froment de la même terre ; — Attendu que la preuve dont s'agit repose ainsi sur un unique témoin et que si la vieille maxime *Testis unus, testis nullus*, a été abrogée par notre droit civil, néanmoins il est de notre devoir de peser la valeur de ce témoignage ; — Attendu que cet unique témoin a quelque intérêt à la solution du procès, puisqu'il a avoué lui-même être propriétaire d'une terre au finage d'Anti, et que par conséquent il a besoin d'un passage pour la desserte de sa terre, circonstance qui n'est pas de nature à nous inspirer toute confiance dans l'exactitude de sa déposition, qui n'est appuyée d'aucune autre dans le même sens ; — Attendu, en ce qui concerne la demande principale, que le passage de Bouvier avec voiture sur la jeune haie de de Calvos et sur son pré a causé à celui-ci un dommage que nous avons pu apprécier, lors de notre visite sur les lieux litigieux ; — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, déboutons Bouvier de sa demande reconventionnelle en maintenue possessoire de servitude de passage sur le pré de Calvos ; et faisant droit sur la demande principale, condamnons Bouvier à payer à Calvos la somme de 5 francs à titre de dommages-intérêts, et en outre le condamnons aux dépens. »

Observations. — La servitude de

passage fondée en titre sur l'enclave, peut donner ouverture à l'action possessoire. Mais le propriétaire enclavé a, comme dans toute action du même ordre, l'obligation de prouver qu'il a vraiment la possession annale de cette servitude, et qu'il n'a point cessé de la conserver et d'en jouir pendant l'année qui a précédé le trouble. Si depuis longtemps il n'en a point usé, il n'a pas la possession annale et ne peut plus agir au pétiloire, pour se faire attribuer, à charge d'indemnité, le passage qu'il prétend lui être nécessaire pour la desserte de son fonds. Dans l'espèce qui précède, le défendeur, reconventionnellement demandeur en maintenue possessoire, n'avait pu établir que des faits de passage très-anciens et en tous cas antérieurs de plus d'une année à l'action du demandeur. C'est donc avec raison que le juge de paix a rejeté la demande reconventionnelle et condamné le défendeur à des dommages-intérêts pour fait de passage effectué avec voiture et de manière à préjudicier au fonds traversé sans droit. Aussi, ce jugement a-t-il été, sur l'appel interjeté par le défendeur, confirmé purement et simplement par le Tribunal civil de Nantua. A. B.

ARTICLE 542.

Justice de paix du canton de la Fresnaye
(Sarthe).

Président : M. ROBERT $\frac{3}{4}$, juge de paix.

13 décembre 1871.

Dommages aux champs. — Cerfs.

Responsabilité. — Force majeure.

La responsabilité du propriétaire d'un bois, relativement aux dégâts causés aux récoltes voisines par les animaux réfugiés

dans ce bois, n'est pas absolue, et peut être convertie par la force majeure, notamment par ce fait que la chasse aurait été interdite pendant certain temps, et que le propriétaire aurait été mis dans l'impossibilité de détruire les animaux nuisibles.

Toutefois, celui qui a volontairement peuplé son bois d'animaux sauvages, et spécialement de cerfs, est responsable de tout dommage que ces animaux ont pu causer aux récoltes, et n'est pas fondé à exciper de la force majeure pour s'exonérer de cette responsabilité.

Le sieur Dubois, cultivateur à Louvière, a fait citer devant M. le juge de paix du canton de la Fresnaye le sieur Paul Prattier, propriétaire au château de Bretel, aux fins suivantes :

« Attendu que ledit sieur Dubois est fermier de deux pièces de terre sises à la Fresnaye, l'une, nommée *Louche*, contenant environ 2^h 50, joignant d'un côté un pré dépendant de la ferme de Louvière, d'autre côté M. Hébert Dilette ; cette pièce de terre était ensemencée en blé pour être récoltée l'été dernier, et est située à environ 125 mètres de la forêt de Perseigne ; l'autre pièce de terre, nommée *la Métairie*, contenant environ 4^h 50, joignant d'un côté M. Lecomte et d'autre côté un chemin, distante d'environ 80 mètres de ladite forêt de Perseigne ; — Que les cerfs que M. Prattier a mis et entretient dans la forêt de Perseigne ont ravagé le blé qui devait être récolté à la saison dernière sur ladite pièce de terre de Louche, ainsi que la récolte des fruits des arbres complantés sur le champ de la Métairie, et qu'ils ont endommagé considérablement lesdits arbres ; — Que ces ravages et dommages ont été causés avant et dans le courant du mois d'août dernier ; qu'il en a été

donné avis à M. Prattier, qui n'en a pas tenu compte ; — Que M. Prattier est responsable de ces ravages et dommages ; — Par ces motifs, et autres à déduire et suppléer : — S'entendre condamner ledit Prattier à payer au demandeur, avec intérêts et dépens, la somme de 150 francs pour réparation du préjudice à lui causé par les cerfs de la forêt de Perseigne, ainsi qu'il est ci-devant expliqué, savoir : 130 francs pour les dégâts faits au blé de la pièce de Louche, et le surplus, ou 20 francs, pour un dommage causé aux pommes et aux arbres de la pièce de la Métairie. »

A l'appel de la cause, le sieur Prattier n'a comparu ni personne pour lui.

Le sieur Dubois a requis défaut contre ledit Prattier, et pour le profit l'adjudication de son exploit d'assignation. Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui le demandeur ; — Attendu que le sieur Prattier ne comparait ni en personne, ni par fondé de pouvoirs, quoique régulièrement cité, c'est-à-dire que la citation a été remise à une personne dont le nom n'est pas indiqué, mais désignée comme étant au service du régisseur du défendeur, et attendu plus d'une heure au delà de celle fixée par la citation ; — Attendu qu'aux termes de l'article 19 du Code de procédure civile, si, au jour indiqué par la citation, l'une des parties ne comparait pas, la cause sera jugée par défaut ; — Mais attendu que la demande n'est pas entièrement justifiée et qu'elle est susceptible de l'être, que la non-comparution du défendeur n'est pas

toujours suffisante pour le condamner, et que d'ailleurs, il a fait connaître indirectement au demandeur qu'il ne pouvait se présenter à cette audience ; — Par ces motifs, donnons défaut contre Prattier, défendeur, et, pour le profit, ordonnons que le demandeur fera, à notre audience du 12 décembre prochain, preuve par titres, ou par témoins, que les cerfs que le sieur Prattier a mis et entretient dans la forêt de Perseigne ont ravagé le blé qui devait être récolté à la saison dernière sur la pièce de Louche, ainsi que la récolte des fruits des arbres plantés sur le champ de la Métairie, et qu'ils ont endommagé considérablement lesdits arbres ; que ces ravages et dommages ont été causés avant et dans le courant du mois d'août dernier ; qu'il en a été donné avis au sieur Prattier, qui n'en a pas tenu compte, sinon sera fait droit ; — Et sera le présent jugement notifié au défendeur par le ministère de M***, etc. »

Sur l'opposition du sieur Prattier a été rendu, le 12 décembre 1871, le jugement contradictoire qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX, — Parties ouïes : — Vu l'article 5 de la loi du 23 mai 1838 ; — Vu l'exploit introductif d'instance de Dauplay, huissier à Saint-Paterne, par lequel le sieur Dubois demande 150 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par les cerfs que M. Prattier a mis et entretient dans la forêt de Perseigne, dont il est adjudicataire du droit de chasse ; — Vu notre jugement interlocutoire du 28 novembre dernier, ordonnant la preuve soit par titres, soit par té-

moins, des faits énoncés dans la demande ; — Vu notre procès-verbal d'enquête en date de ce jour, où quatre témoins ont été entendus et sont unanimes à reconnaître que la récolte de blé qui devait être récoltée à la saison dernière sur la pièce de Louche, ainsi que la récolte des fruits des arbres complantés sur la pièce de la Métairie, sont considérablement endommagées ; que ces dommages et ravages ont été causés avant et dans le courant du mois d'août dernier ; que les traces et empreintes de pas de cerfs dans les champs précités, venant et retournant dans la direction de la forêt de Perseigne, ne laissent aucun doute que ce sont lesdits cerfs, mis et entretenus dans ladite forêt par le défendeur, qui sont la cause unique de la perte éprouvée par le demandeur et évaluée à 150 francs ; — Attendu que le jugement interlocutoire du 28 novembre dernier, donnant défaut contre le sieur Prattier, lui a été notifié le 5 du courant par le ministère de Daupley, huissier à Saint-Paterne, commis par nous à cet effet, en la personne de M. Savary, régisseur de M. Prattier ; — Attendu que le mandataire de M. Prattier a déclaré ne contester ni les dommages ni l'estimation, mais a fait remarquer qu'il ne croit pas que M. Prattier soit responsable des dégâts causés par les cerfs mis par lui dans la forêt de Perseigne, vu qu'il n'a pu les détruire en temps opportun, la chasse étant interdite aux époques où il aurait pu procéder à leur destruction ; — Statuant sur la demande ; en droit : — Attendu que la responsabilité du propriétaire d'un bois, quant aux dégâts causés aux récoltes voisines par les animaux

sauvages réfugiés dans ce bois, n'est pas absolue, qu'une telle responsabilité n'est encourue qu'autant que cette faute est imputable au propriétaire ; — Attendu que l'action qui naît de cette nature ne peut trouver son principe que dans les articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Qu'il s'agit donc de rechercher d'abord si, dans les circonstances invoquées, la cause se trouve sous l'application desdits articles ; — Attendu qu'il n'y a faute qu'autant que celui auquel on l'impute était en pouvoir de l'éviter ; — Que la force majeure couvre la faute et exonère la responsabilité qui y était attachée ; — En fait : — Attendu qu'il est constant que les cerfs, qui se multiplient au point d'être devenus nuisibles aux récoltes des champs limitrophes de la forêt de Perseigne, ont été mis dans cette forêt et y sont entretenus par M. Prattier, qui, aux termes des articles 1382, 1383 et 1385 du Code précité, doit être responsable des dégâts commis par lesdits cerfs ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, condamnons le sieur Prattier à payer au demandeur, avec intérêts de droit et à titre de dommages-intérêts pour les causes susénoncées, la somme de 150 francs ; le condamnons en outre aux dépens, taxés à la somme de 49 fr. 40, non compris l'enregistrement, expédition, signification et mise à exécution du présent jugement. »

Observations. — Nous avons rapporté dans ce BULLETIN plusieurs jugements qui décident à juste titre que la responsabilité du propriétaire de bois ou du locataire de chasse, à l'égard des dommages causés aux

récoltes par les animaux sauvages qui s'y trouvent naturellement, peut être convertie par la force majeure, notamment au cas où, par suite de la guerre, de l'occupation étrangère ou d'arrêtés administratifs, ce propriétaire a été mis dans l'impossibilité absolue d'empêcher la reproduction de ces animaux, et de les détruire pour empêcher ou atténuer le mal. Mais il n'en saurait être de même quand les animaux nuisibles, loin de s'être fixés naturellement dans ces bois, y ont été volontairement amenés et entretenus par le propriétaire. Parce seul fait, ce propriétaire a engagé sa responsabilité de la manière la plus absolue et il ne peut plus exciper de la force majeure, car c'est le fait seul de l'introduction des animaux qui est la cause première du dommage causé aux voisins. Or ce fait était personnel au propriétaire du bois ; il reste nécessairement et toujours tenu des conséquences, et les voisins sont fondés à invoquer le principe général des articles 1382 et suivants, pour se faire indemniser, au cas où ils justifient d'un préjudice sérieux. C. M.

ARTICLE 543.

Tribunal de simple police de Granville (Manche).

Président : M. LABARRE, juge de paix.

11 octobre 1872.

Abandon de voiture. — Voie publique. — Rivage de la mer. — Compétence du Tribunal de police.

Les dispositions de l'article 475, n° 3 du Code pénal sont applicables, indépendamment de tout règlement de police, et spécialement elles s'appliquent à la circulation dans tous les lieux, places et voies publiques, qui n'ont pas été l'objet de règlements spéciaux.

En conséquence, le rivage de la mer, et spécialement une plage que fréquentent les baigneurs, doit être assimilé à la voie publique ordinaire, en ce sens que le fait d'y avoir laissé un cheval et une voiture à l'abandon, constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 3.

A l'audience du 27 septembre dernier, le commissaire de police a exposé : que le sieur G*** avait, le 12 dudit mois de septembre, à huit heures et demie du matin, abandonné son cheval attelé à une voiture sur la grève du Nord, à Granville, pendant qu'il était à ses réservoirs pour y prendre du poisson ; que le cheval était parti au galop par la grève sans y causer heureusement d'accident ; qu'aux cris poussés par les baigneurs et autres, l'agent de police Guesnon l'avait arrêté au bas de la cale du Nord ; que le fait d'abandon de la voiture et du cheval constitue une contravention à l'article 475, n° 3, du Code pénal.

Le prévenu, tout en reconnaissant les faits à lui reprochés, prétend qu'il n'a commis aucune contravention, attendu que la circulation sur la grève n'est pas réglementée, et que son cheval et sa voiture circulaient sur la grève et non sur la cale (1).

Le prévenu soutient en outre que le Tribunal de police est incompétent pour statuer sur la prévention. Après plusieurs remises, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Statuant en premier ressort : — Sur la question de compétence ; — Vu l'article 475, n° 3, du Code pénal dont il a été donné lecture et ainsi conçu... ; — Attendu que les dispositions de cet

(1) Il existe un règlement pour la cale.

article doivent recevoir leur application indépendamment de tout règlement de police ; — Attendu que l'article 475, n° 3, du Code pénal s'applique à la circulation dans tous les lieux, places et voies publics qui n'ont pas été réglementés par des règlements spéciaux ou des lois spéciales ; — Attendu que, d'après l'article 538 du Code civil, les lais, relais et rivage de la mer font partie du domaine public, et ne sont par suite la propriété de personne ; qu'ils sont par leur nature accessibles de toute manière à tout le monde ; que chacun a le droit d'en jouir au même titre selon leur destination ; — Attendu que la partie de la grève ou plage où le cheval et la voiture du sieur G*** ont été trouvés circulant sans conducteur à portée de les guider et conduire, est, surtout à partir du 1^{er} juillet jusqu'au 1^{er} octobre de chaque année, une sorte de place publique fréquentée par une foule de personnes de tout âge et même par des personnes infirmes qui s'y promènent ou y stationnent à leur gré ; — Attendu, dès lors, que la plus grande sécurité doit être assurée aux personnes qui fréquentent cette plage ; qu'en l'absence de toute loi ou règlement exprès, il n'est pas douteux que les prescriptions de l'article 475, n° 3, du Code pénal ne soient applicables à cette plage aussi bien qu'aux places et voies publiques ordinaires ; — Attendu que la contravention reprochée à G*** tomberait nécessairement sous le coup de cet article si elle avait eu lieu sur une place ou une voie publique ordinaire ; — Attendu que cet article édicte des peines de simple police ; — Par ces motifs, se déclare compétent ; — Statuant ensuite sur le fond ; — Oui de

nouveau le sieur G*** dans ses dires, et le ministère public dans ses conclusions ; — Attendu que le fait reproché au sieur G*** constitue la contravention prévue et réprimée par l'article 475, n° 3, du Code pénal ci-dessus transcrit ; faisant l'application de cet article, condamne ledit sieur G*** à 6 francs d'amende, etc. »

Observations. — L'abandon sur la voie publique d'une charrette attelée soumet le conducteur, non à la peine portée par l'article 474, n° 4, qui réprime les embarras de la voie publique, mais à celle prononcée par l'article 475, n° 3, du Code pénal contre les conducteurs de voitures qui ne se conforment pas aux règlements qui les obligent de se tenir constamment à la portée de leurs chevaux (Cass., 2 octobre 1854). La peine est applicable alors même qu'il n'existe pas de règlement local (Cass., 12 septembre 1850, 21 juin 1855). L'obligation imposée aux conducteurs de voitures de se tenir à la portée de leurs chevaux est d'ailleurs générale et absolue, et elle existe pour eux en tout endroit où l'exige la sécurité publique et, par suite, aussi bien sur une plage fréquentée par le public que sur des routes ou chemins proprement dits. L'article 475, n° 3, ne fait à cet égard aucune distinction. A. B. .

ARTICLE 544.

Justice de paix du canton d'Asstert
(Lot-et-Garonne).

Président : M. PETIT-LAFITTE,
juge de paix.

28 octobre 1872.

Action personnelle et mobilière. — Ren-

vois successifs de la cause. — Défaut-congé.

Dans une cause où il y a eu plusieurs renvois successifs, sur la demande et le consentement des parties, sans conclusions préalablement prises par elles, il y a lieu, non à jugement contradictoire, mais à prononcer défaut-congé, sur la réquisition du défendeur, contre le demandeur qui ne comparait pas au jour d'audience fixé par le dernier renvoi.

Ainsi décidé,

Le 28 octobre 1872, par M. le juge de paix du canton d'Astaffort, rendu dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Attendu que les différents renvois de la cause ont eu lieu sans conclusions préalables et sur la demande des parties ; que c'était le jour d'aujourd'hui fixé par elles à la précédente audience ; qu'elles devaient être entendues contradictoirement aux fins de lier le débat et en entendre décision ; — Attendu que, malgré les renvois successifs de la cause et auxquels il doit être mis un terme, le demandeur n'a point comparu ce jourd'hui ni personne pour lui, aux fins de soutenir sa demande, et qu'il y a lieu dès lors à lui faire l'application de ce principe de bonne justice : « Actore non probante, reus absolvitur » ; — Par ces motifs, et vu les articles 19 et 154 du Code de procédure, faisant droit à la réquisition des défendeurs, avons donné défaut contre Capdegèle, demandeur, et pour le profit renvoyons les sieurs Bouchet, Gourel et Larmes de la demande formée contre eux par Capdegèle, par la citation du 24 août dernier ; — Condamnons Capdegèle aux dépens, liquidés à la somme de... etc. »

Observations. — Lorsque, après plusieurs renvois successifs demandés ou consentis par les parties, aucune d'elles ne se présente à la dernière audience indiquée, il y a présomption qu'elles ont pu se concilier, et la cause doit être purement et simplement supprimée comme arrangée. Mais si le demandeur seul ne comparait pas, les défendeurs se présentant à l'audience, le juge doit nécessairement rendre un jugement de défaut-congé et condamner le demandeur aux frais. Il ne saurait dépendre de la négligence ou du mauvais vouloir du demandeur de tenir indéfiniment ses adversaires sous la menace d'un procès, et le juge de paix est fondé à appliquer en pareil cas, dans toute leur rigueur, les principes généraux du Code de procédure. A. B.

ARTICLE 545.

Justice de paix du canton de Châtillon-sur-Indre.

Président : M. BUSSY, juge de paix.

10 juillet 1871.

Réintégrande. — Fossé. — Comblement. Détention matérielle.

Pour être recevable et fondé à exercer la réintégrande à l'occasion d'un bien dont on a été dépouillé par voie de fait ou violence, il suffit d'en avoir eu la détention matérielle au moment de la voie de fait.

Spécialement, le fait de combler le fossé dont un propriétaire voisin avait la jouissance au moment du trouble, constitue une violation pouvant donner ouverture à la réintégrande.

Ainsi décidé,

Le 10 juillet 1871, par jugement de M. le juge de paix de Châtillon-sur-Indre, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes dans leurs conclusions respectives ; — Attendu que la dame R*** a formé contre le sieur C*** une demande à l'effet d'être réintégrée dans la détention d'un fossé qu'elle avait fait ouvrir dans la cour du domaine de C*** ; — Attendu qu'il est reconnu en fait par le sieur C*** lui-même, qu'il a de son propre chef recomblé le fossé dont s'agit, au lieu de s'adresser à justice, pour se faire maintenir dans la possession qu'il allègue du terrain sur lequel le fossé a été ouvert ; — Qu'il ne saurait se prévaloir du jugement par nous rendu le 29 juillet 1870, pour autoriser la voie de fait dont s'agit ; — Attendu, en droit, que personne ne peut se faire justice à soi-même, et que pour se faire maintenir en la détention d'une chose dont on a été dépouillé par voie de fait ou violence, il suffit d'en avoir eu la détention au moment de la voie de fait ; — Attendu qu'il n'est pas justifié d'un préjudice pouvant donner lieu à allocation de dommages-in-

térêts ; — Par ces motifs, et par jugement en premier ressort, les droits des parties réservés au possessoire comme au pétitoire, nous réintégrons la dame R*** en jouissance et détention du fossé dont s'agit, et ordonnons en conséquence que ledit sieur C*** sera tenu dans la huitaine de la signification du présent jugement, rouvrir le fossé et le remettre dans l'état où il était avant la voie de fait ; et dans le cas où il ne ferait pas ledit travail dans le délai ci-dessus fixé, autorisons la demanderesse à le faire faire aux frais du défendeur, qui devra lui en rembourser le montant sur la simple représentation de la quittance des ouvriers employés à ce travail ; et condamnons ledit sieur C*** aux dépens pour tous dommages. »

Observations. — La jurisprudence est constante sur ce point. Voir en ce sens notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^e édit., v^o *Action possessoire*, n^o 33 et suiv., et les nombreux arrêts cités.

C. M.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

POUR L'ANNÉE 1872.

ABANDON DE VOITURE. Le fait d'avoir abandonné un cheval et une voiture sur une plage constitue la contravention prévue par l'article 475, n° 3, p. 321.

ABREUVOIR. — V. *Action possessoire.*

ACTE de commerce. Le cultivateur qui achète un taureau pour l'usage de sa ferme, soit à un autre cultivateur, soit à un marchand de bestiaux, ne fait pas acte de commerce; par suite, si l'acheteur intente devant le juge de paix une action en restitution du prix et en dommages-intérêts pour vice rédhibitoire, le vendeur ne saurait opposer l'incompétence de ce juge, p. 143. — La partie qui, en traitant avec un commerçant, n'a pas fait acte de commerce, a le choix de l'actionner devant le juge civil ou devant le juge commercial, *ibid.*, et 146. — V. *Billet à ordre.*

— *sous seing privé.* Celui qui produit en justice un acte sous seing privé dont la signature est déniée ou méconnue, doit prouver la vérité de cette signature, et à défaut de preuve, la pièce doit être rejetée, p. 38.

ACTION personnelle et mobilière. — V. *Compétence, Preuve testimoniale, Serment supplétoire.*

— *possessoire.* Ne peut être intentée par le détenteur à titre précaire tel que le fermier, à moins que le propriétaire n'intervienne dans l'instance, p. 269. — N'est recevable qu'autant qu'elle a été formée dans l'année du trouble, p. 119 et 197. — Doit être précédée d'un avertissement en conciliation, *ibid.* — Doit être basée sur des faits de possession, et non pas seulement sur des titres ou des présomptions de propriété, p. 3. — Cependant il est du devoir du juge de consulter les titres pour caractériser la possession, *ibid.* — Un acte de possession, à quelque époque qu'il remonte, suffit pour autoriser l'action en complainte, toutes les fois que depuis il ne s'est fait aucun acte de possession con-

traire au premier, *ibid.* — L'exception de propriété ne peut être utilement proposée devant le juge du possessoire; le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après que l'instance au possessoire est terminée, p. 204. — La possession d'un droit d'abreuvement ne peut point être établie par la preuve testimoniale; dès lors, en l'absence de titre, une telle possession, quelle qu'en soit la durée, ne peut point servir de base à une action possessoire, p. 37. — Un propriétaire demanderait vainement à prouver qu'il a depuis longtemps joui d'un puits se trouvant sur le terrain du voisin ou contribué aux travaux de réparation de ce puits, pour établir au possessoire le droit à la jouissance du puits, si ces faits ne sont appuyés ni par un titre ni par la destination du père de famille, p. 117. — S'il est de principe que le propriétaire d'un moulin est légalement présumé propriétaire et possesseur du canal artificiel destiné à dériver une partie des eaux d'une rivière non navigable ni flottable à l'effet de les amener à son usine et de la mettre en mouvement, cette présomption n'est pas applicable au canal artificiel, construit pour déplacer, sur une partie de son cours, le lit d'une rivière, p. 200. — Spécialement le fait par un tiers de pêcher dans le canal de dérivation, ne saurait être considéré comme un trouble de nature à autoriser la complainte, quand le propriétaire ne justifie pas de la possession d'un droit exclusif et personnel de pêche, *ibid.* — Une sentence arbitrale ancienne qui a réglé la jouissance des eaux entre les parties ou leurs auteurs, peut être considérée comme un titre suffisant pour donner à la possession le caractère utile, p. 85. — Le fait par un propriétaire de déboucher et de rétablir en leur ancien état des canaux bouchés et obstrués depuis longtemps en vertu d'une sentence ancienne, et d'user des canaux pour prendre les eaux, constitue un trouble dont la répression peut être demandée devant le juge du

possessoire, *ibid.* — Le propriétaire qui a sa possession annale et non précaire de ces eaux est en droit de réclamer, outre le rétablissement des eaux, des dommages-intérêts proportionnés au préjudice, *ibid.* — Le propriétaire d'un fonds inférieur qui est en possession plus qu'annale des eaux d'une source née sur un fonds supérieur, et qui les reçoit à leur passage, est recevable à actionner au possessoire le propriétaire intermédiaire qui intercepte ces mêmes eaux, p. 141. — Il n'y a pas lieu à complainte pour fait de passage sur la propriété de son voisin, lorsque l'héritage exploité est enclavé et que cette exploitation est conforme à celle pratiquée depuis un grand nombre d'années et dans les termes de la loi, p. 57. — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur les propositions de travaux pour faciliter le passage, de règlement de passage et d'indemnité due dans le sens de l'article 682, lorsque surtout aucun chiffre n'est produit, *ibid.* — Lorsque le défendeur, tout en reconnaissant la possession plus qu'annale du demandeur, invoque et demande à prouver par témoins une convention aux termes de laquelle le demandeur lui aurait concédé un droit de servitude sur son terrain, le juge de paix doit repousser cette demande en preuve comme inadmissible, et maintenir le demandeur dans sa possession, p. 114. — Le fait de déposer des terres contre un mur, mitoyen ou non, constitue un trouble, donnant ouverture à l'action possessoire, à défaut d'avoir employé les précautions d'usage, p. 283. — Le droit de jet de liquides et d'immondices ne peut constituer qu'une servitude discontinue et non apparente, et ne peut dès lors servir de base à une action possessoire s'il n'est pas établi par titre, p. 60. — Les contribuables qui, aux termes de l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837, veulent exercer, à leurs frais et risques, une action possessoire dans l'intérêt de la commune sont soumis à la nécessité de l'autorisation du conseil de préfecture, p. 269. — La suppression de ventouses qui ne permettent ni la vue ni le jet ne peut être demandée par voie d'action possessoire, p. 36. — V. *Aqueduc, Eaux, Enclave, Passage, Possession annale.*

ADHÉSION. — V. *Assurances.*

AFFOUAGE. La répartition de l'affouage entre les habitants d'une commune est un acte administratif qui appartient exclusivement au conseil municipal, et la réclamation intentée contre la commune

à raison de cette répartition, par un habitant qui se plaint de n'y avoir pas été compris, ne peut être portée que devant le conseil de préfecture, p. 244. — En conséquence, le juge de paix, saisi d'une telle contestation, doit se déclarer incompétent, *ibid.*

ALIGNEMENT. — V. *Voirie.*

AMENDE. — V. *Douanes.*

ANIMAUX domestiques. Le fait de tuer un chien appartenant à autrui, lorsque l'animal s'est introduit dans une propriété et y commet des dévastations, par exemple au moment où il étrangle des volailles, doit être considéré comme un acte de légitime défense, et ne tombe pas sous l'application de l'article 479, n° 1, du Code pénal, qui punit le dommage causé à la propriété mobilière d'autrui, p. 221. — Ce principe est applicable au préposé du propriétaire comme au propriétaire lui-même, *ibid.* — Il n'est dû, en pareil cas, aucuns dommages-intérêts au maître du chien, qui a à s'imputer à faute de l'avoir laissé à l'état de divagation, *ibid.*

— *sauvages.* Lorsqu'un lièvre a été lancé et est encore poursuivi par des chiens courants, tout autre que le propriétaire de ces chiens ne peut le tuer sans être passible de dommages-intérêts, p. 267.

APPRENTI, APPRENTISSAGE. L'apprenti dont le travail a été suspendu par force majeure, pendant la durée de l'apprentissage, doit à la fin de l'apprentissage remplacer le temps qu'il n'a pu employer pour le compte du maître; et en cas d'inexécution de cette obligation, il y a lieu à des dommages-intérêts au profit du maître, p. 273.

APPROBATION PRÉFECTORALE. — V. *Police administrative.*

AQUEDUC. Les conduites d'eau par un aqueduc en maçonnerie sont des servitudes continues et apparentes à l'égard desquelles la destination du père de famille vaut titre, et qui peuvent donner lieu, en cas de trouble, à l'action possessoire, p. 274. — Le fait par le défendeur d'avoir, depuis la citation, rétabli et rouvert l'aqueduc, mais d'une manière incomplète et insuffisante, ne met pas obstacle à l'exercice de l'action, et le demandeur est fondé à réclamer, devant le juge du possessoire, la destruction du nouvel ouvrage, *ibid.*

ARBRES. — V. *Dommages aux champs, Haie mitoyenne.*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. — V. Lieux publics.

ASSURANCES. Un contrat d'assurance ne peut être définitif qu'après l'accomplissement des conditions imposées par les statuts mêmes de la Société, et notamment par la remise aux mains de l'assuré de l'acte constitutif de l'engagement de la Société, p. 142. — Un souscripteur n'est pas définitivement engagé quand il n'a effectivement rien versé, et qu'un article du contrat stipule que la police n'aura d'effet qu'après le paiement de la première prime, p. 208.

ATTROUPEMENTS. — V. Bruits et tapages.**AUBERGISTE. — V. Lieux publics, Responsabilité.****AUTORISATION du conseil de préfecture. — V. Action possessoire.**

BACS ET BATEAUX. Celui qui pour se soustraire au paiement du prix de sa place sur un bateau, conformément au tarif réglé par arrêté municipal, a à tort allégué qu'il était abonné, alors qu'il est constant qu'il n'a pris son abonnement que le lendemain, commet une contravention à la loi du 6 frimaire an VII, relativement à la police et à l'administration des bacs et bateaux, et est passible, outre la restitution des droits, d'une amende qui ne peut être moindre de la valeur d'une journée de travail, p. 40. — Les contraventions en cette matière sont de la compétence des Tribunaux de simple police, *ibid.*

BAIL. L'action en paiement de loyers est une action personnelle; par suite, si elle est inférieure à 200 francs, le juge de paix est compétent pour en connaître, alors même que le bail est contesté, p. 205 et 242. — En cas de dénégation d'un bail verbal qui n'a reçu aucune exécution, la preuve par témoins en est inadmissible; si l'une des parties allègue qu'il y a eu commencement d'exécution, et que l'autre le dénie, la preuve par témoins de ce commencement d'exécution est également inadmissible, p. 242. — Le bailleur qui a volontairement et sans nécessité fait enregistrer le bail, antérieurement à la loi qui a rendu cet enregistrement obligatoire, n'est pas fondé à répéter le montant de l'enregistrement contre le preneur ou ses ayants droit. Ceux-ci ne peuvent, en pareil cas, être tenus que du montant de l'enregistrement obligatoire de leur bail à dater du jour où la loi du

23 août 1871 a mis cet enregistrement à la charge du locataire, p. 290. — Si, après l'expiration du terme fixé par le bail écrit, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère alors un nouveau bail, par tacite réconduction, et dont les effets sont les mêmes que ceux des baux faits sans écrit. Dans ce cas le bailleur ne peut expulser le preneur qu'en donnant congé suivant l'usage des lieux, p. 124. — Lorsqu'il a été expressément convenu que faute de paiement d'un semestre de loyer à son échéance et à l'expiration d'une époque déterminée dans la convention, le bail serait résilié de plein droit, il n'est plus permis au juge de paix d'accorder, sans le consentement du propriétaire, un nouveau délai au locataire, p. 185. — Le terme d'octobre 1870, bien que stipulé payable d'avance le 1^{er} juillet 1870, n'en tombe pas moins sous l'application de l'article 4 de la loi du 21 avril 1871 sur les loyers, l'exigibilité de ce terme de loyer fixée conventionnellement au jour qu'il commence, ne changeant pas l'époque de son échéance comme durée, p. 126. — Le locataire n'est pas tenu de l'impôt des portes et fenêtres nouvellement ouvertes au cours de sa location, alors que ces portes et fenêtres ne sont pas à son usage exclusif, p. 290.

BANS DE VENDANGES. Ne sont applicables qu'aux propriétés non closes, p. 167. — Un garde-vigne n'a pas qualité pour dresser un procès-verbal relatif à la police des campagnes, *ibid.*

BIENS COMMUNAUX. — V. Enclave.

BILLET A ORDRE. Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en paiement d'un billet à ordre souscrit au profit d'un commerçant par un commerçant, p. 214. — Ou qui est coté valeur en marchandises et qui a circulé entre les mains de plusieurs endosseurs commerçants, 104. — Le demandeur, qui a payé de ses deniers le billet à ordre et qui n'est pas régulièrement subrogé par écrit, ne peut se prévaloir du paiement par lui fait pour actionner le souscripteur ou ses ayants cause, qu'en excipant des termes des articles 159 et 187 du Code de commerce, et par suite le juge de paix est incompétent pour attribuer au demandeur le bénéfice de la subrogation légale résultant de ces articles, *ibid.*

BROCANTEUR. Dans les localités où il n'existe pas de règlements anciens imposant aux brocanteurs l'obligation d'inscrire sur un registre leurs achats et ventes, il

n'appartient pas à l'autorité municipale de réglementer l'exercice de cette industrie, p. 137.

BRUITS ET TAPAGES. Peut être réputé complice de bruits et tapages injurieux l'individu qui a fait partie des attroupements qui les ont causés, p. 43 et 307. — Le fait de crier à tue-tête sur la voie publique, pendant la nuit, constitue la contravention prévue par l'article 479, n° 8, si la tranquillité des habitants a été troublée, p. 43. — On ne peut considérer comme tapage nocturne tombant sous l'application de l'article 479 n° 8, le fait d'avoir conduit sur la voie publique une voiture à bras, s'il n'est pas prouvé que ce fait a été accompagné de l'intention formelle de troubler la tranquillité des habitants, p. 183. — Le fait de frapper à grands coups de marteau sur des tonnes vides, et ce à la nuit tombée, et avec l'intention de troubler les voisins, peut être considéré comme tapage nocturne, *ibid.* — Le juge de police est compétent pour apprécier l'intention injurieuse de l'auteur du tapage, p. 32.

CAHIER DE CHARGES. — V. *Titre.*

CANAL. — V. *Action possessoire, Francs-bords.*

CERCLE littéraire ou artistique. Ne constitue pas une société civile, p. 94 et 214. — Le secrétaire d'un cercle n'a pas qualité pour actionner seul un des membres du cercle en paiement de sa cotisation, p. 94. — Mais les membres du cercle ont qualité pour s'actionner lorsque l'obligation est indivisible, p. 214.

CHASSE. — V. *Animaux sauvages, passage sur le terrain d'autrui.*

CHEMIN. Lorsque la distance des plantations n'a pas été réglée par l'autorité administrative le long des chemins ruraux comme elle l'a été pour les routes et chemins vicinaux, il n'y a pas de contravention punissable dans le fait par un propriétaire de planter des arbres sur son fonds, à une distance de 50 centimètres seulement d'un chemin rural, p. 190. — La commune, propriétaire du chemin, doit être condamnée aux frais du procès intenté dans son intérêt au propriétaire des arbres, alors même qu'elle ne se serait pas portée partie civile, *ibid.* — V. *Voirie.*

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — V. *Lieux publics.*

CLOTURE. — V. *Communauté, Passage.*

COALITIONS. — V. *Ouvriers.*

COMMENCEMENT DE PREUVE. Peut être admise comme commencement de preuve par écrit une lettre adressée à un tiers, lorsqu'il a servi d'intermédiaire dans la négociation qui cause le litige, p. 151.

COMMISSAIRE-PRISEUR. — V. *Embaras de la voie publique.*

COMMUNAUTÉ, COMMUNISTE. Lorsque vis-à-vis d'un terrain commun et trop près d'un passage commun, l'un des communistes a fait pratiquer une ouverture, et qu'il a obtenu la sommation qui lui a été faite de la boucher, pour la faire dans un autre endroit, de manière à ne pas gêner le passage, celui qui l'actionne quand même doit être débouté de sa demande, p. 27. — Le propriétaire d'une cour joignant un passage commun entre plusieurs peut se clore du côté de cette cour, si d'ailleurs l'établissement de la clôture ne constitue pas un empiètement sur le fonds indivis, *ibid.* — L'action intentée par l'un des communistes pour obtenir la suppression de cette clôture manque de base juridique, *ibid.* — Le propriétaire dont le droit fondé en titre avait pour objet de traverser la cour du voisin pour accéder à sa grange, ne peut plus exercer ce droit de passage si le propriétaire du fonds servant devient acquéreur de l'immeuble au profit duquel avait été instituée la servitude, *ibid.*

COMPENSATION. Ne s'opère de plein droit qu'autant que les deux dettes sont également liquides et exigibles, p. 277.

COMPÉTENCE. Le juge de paix est compétent pour connaître des contestations relatives aux avances faites par le domestique pour le service de son maître, p. 281. — Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en paiement d'une somme même inférieure à 200 francs, réclamée en vertu d'un acte de liquidation homologuée par le Tribunal civil, p. 147. — V. *Demandes réunies.*

COMPTABLE. — V. *Louage de services.*

CONGÉ. — V. *Louage.*

CONNEXITÉ. — V. *Demandes réunies, Voirie.*

CONSEIL JUDICIAIRE. Le prodigue, pourvu d'un conseil judiciaire, peut valablement contracter une dette, pour l'administration de ses biens; et notamment il peut être personnellement condamné au paiement des denrées achetées par lui

pour la nourriture de son bétail et l'entretien de sa culture, p. 26.

CONSTRUCTION. — V. *Embarras de la voie publique, Voirie.*

CONTRAT d'engagement. — V. *Ouvriers.*

— de mariage. — V. *Mariage.*

— *unilatéral.* Devient parfait lorsque la promesse est acceptée, par l'exécution des conditions imposées, p. 151.

COURS D'EAU. — V. *Eau.*

CROCHETS. — V. *Mitoyenneté.*

CUMUL DES AMENDES. — V. *Embarras de la voie publique.*

DÉFAUT-CONGÉ. Il y a lieu à défaut-congé lorsque après plusieurs remises, le demandeur ne comparait pas et que le défendeur demande son renvoi d'instance, p. 322.

DÉGATS DE GUERRE. — V. *Louage.*

DEMANDES RÉUNIES. La compétence du juge de paix ne se détermine pas d'après le total de deux ou plusieurs demandes réunies dans un même exploit donné au nom de plusieurs demandeurs, mais bien par l'importance de chaque demande isolée des autres, lorsque d'ailleurs ces demandes n'ont entre elles aucune connexité ni solidarité, p. 54.

DÉNÉGATIONS D'ÉCRITURE. Aux termes de l'article 14 du Code de procédure civile, lorsque, devant la justice de paix, l'une des parties dénie la signature d'un acte qu'on lui oppose et qu'elle prétend n'avoir point signé, le juge doit lui donner acte de cette déclaration, parafer la pièce arguée et renvoyer la cause devant les juges qui doivent en connaître, p. 38. — En prononçant le renvoi ordonné par cet article, le juge de paix ne doit pas renvoyer la cause entière, il doit, au contraire, retenir la cause principale et surseoir à y statuer jusqu'après le jugement à rendre par le Tribunal civil sur l'incident rentrant exclusivement dans sa compétence. *ibid.*

DENIER A DIEU. Doit être restitué quand la location, en prévision de laquelle il avait été donné, vient à être rompue par le fait du propriétaire, p. 31.

DÉNONCIATION. — V. *Dommages-intérêts.*

DÉPENS. La condamnation aux dépens peut être prononcée solidairement, lors-

qu'elle est prononcée à titre de dommages-intérêts, p. 5.

DÉPOT. — V. *Responsabilité.*

— de matériaux. — V. *Embarras de la voie publique.*

DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE. — V. *Action, possessoire.*

DIFFAMATION. Une réparation est due à raison de toute allégation de nature à nuire à l'honneur ou à la réputation de la personne à laquelle le fait est imputé, 45. — L'imputation d'avoir volé un rouleau de toile et une pièce de droguet dans un magasin est un fait assez précis, assez déterminé pour constituer une diffamation, 72. — Le juge de paix est compétent pour apprécier les dommages-intérêts qui peuvent être dus pour réparation du préjudice causé par des imputations diffamatoires répandues non pas dans les lieux publics, mais dans des conversations privées, et colportées aux domiciles de diverses personnes, *ibid.* — Dans le cas où la diffamation a été commise par une femme mariée, il y a lieu de prononcer solidairement contre le mari la condamnation aux dépens, s'il n'a pas empêché celle-ci de se livrer à la diffamation en sa présence, *ibid.* — Le juge de police saisi d'une action intentée par un particulier non autorisé, contre un membre du culte, à raison d'une prétendue diffamation, doit se déclarer, même d'office, incompétent, p. 314. — V. *Dommages-intérêts.*

DOMESTIQUES. Les étrennes promises à un domestique sont toujours réducibles, p. 234. — L'héritier du maître ne saurait diviser les articles du compte concernant le domestique, *ibid.* — V. *Compétence, Louage de services.*

DOMMAGES AUX CHAMPS. Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande d'indemnité pour dommages aux champs, p. 186. — Le fait qu'un expert aurait été nommé en référé par le président du Tribunal civil afin d'apprécier le dommage, ne change point la compétence, *ibid.* — Une meule de paille située dans un champ doit être considérée comme une récolte, et en conséquence le juge de paix est compétent pour connaître, en premier ressort, d'une demande en dommages faits à cette meule, p. 219. — Lorsque, dans un bail, il a été fait défense au fermier d'abattre ni couper par pieds, têtes et branches aucuns arbres fruitiers, *marmentaux* et autres morts ou vifs, et ce à l'exception des arbres émondables, et que

le fermier a agi contrairement à cette défense, c'est à tort que l'on introduit devant le juge de paix une demande pour dommages aux champs, et le juge de paix doit se déclarer incompétent, p. 232. — Le fait imputé à un propriétaire de spéculer sur la proximité d'un bois peuplé de lapins, en choisissant tel ou tel mode de culture, n'esaurait se présumer, et doit être prouvé par la partie qui l'allègue, p. 218. — Le propriétaire d'un bois qui ne justifie pas avoir pris les mesures nécessaires pour détruire les lapins qui s'y retirent, est responsable du dommage qu'ils causent, *ibid.* — Il en est de même de celui qui a volontairement peuplé son bois d'animaux sauvages. Il ne pourrait exciper de la force majeure, p. 318.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. Peut être condamné à des dommages-intérêts celui qui, sans preuves suffisantes a accusé une personne d'un délit ou d'un crime et provoqué contre elle une information, p. 163. — Une action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre un membre du culte pour faits d'abus ecclésiastiques, sans qu'au préalable la partie demanderesse se soit pourvue devant le conseil d'Etat, pour obtenir l'autorisation, p. 314. — V. *Dépens, Diffamation.*

DOUANES. Le voiturier qui a fait lui-même et signé une déclaration en douane, s'est rendu personnellement responsable de l'inexactitude de cette déclaration, et ne saurait exciper de sa bonne foi pour se faire relaxer de la poursuite, p. 282.

Eaux. Les habitants d'une commune, d'un village ou d'un hameau ne sont pas fondés à se prévaloir des dispositions de l'article 643 du Code civil pour exiger l'usage des eaux d'un puits, p. 62. — D'ailleurs le besoin d'eaux que pourraient avoir quelques habitants seulement ne serait pas suffisant pour faire consacrer une pareille servitude si elle pouvait être établie, *ibid.* — La servitude de puisage étant par sa nature discontinue et non apparente, ne peut résulter que d'un titre; en l'absence de titre, des faits de puisage, quelles qu'en fussent la fréquence et la durée, ne sauraient constituer que des actes de tolérance impuissants à créer un droit susceptible de prescription, *ibid.* — V. *Action possessoire.*

ÉCHENILLAGE. La peine édictée contre les propriétaires et fermiers qui n'ont point échenillé avant le 20 février n'est pas applicable à ceux qui n'auraient pas détruit les bourses et toiles de chenilles

formées depuis l'éclosion qui a suivi immédiatement le 20 février, p. 251. — Le procès-verbal dressé pour relever une contravention, après la formation de nouvelles toiles et bourses, doit constater que celles qu'il a vues sont d'origine antérieure au 20 février, *ibid.*

EMBARRAS de la voie publique. Le dépôt de matériaux nécessaires à une construction ne constitue pas une contravention, alors surtout que les matériaux déposés n'encrochent qu'une partie de la voie publique, p. 298. — Le commissaire-priseur qui procède à une vente aux enchères, autorisée par justice, d'objets mobiliers ou marchandises, et ce devant la porte de la maison et sur la voie publique, agit dans un intérêt public et dans un cas de nécessité, alors surtout que le magasin devant lequel il fait la vente est trop exigü pour que les acheteurs puissent y trouver place, p. 299. — En conséquence il ne commet pas la contravention à l'article 471, n° 4, du Code pénal, qui réprime le fait d'embarras de la voie publique sans nécessité, *ibid.* — Le fait d'avoir déposé des arbres sur un chemin rural de manière à l'embarrasser, constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 4, p. 49. — Le juge de police doit prononcer autant d'amendes qu'il y a eu de dépôts distincts, *ibid.*

ENCLAVE. Ne peut être considéré comme enclavé le fonds pour lequel on réclame la maintenance possessoire d'un chemin dont on se sert depuis plus d'un an, lorsqu'il est reconnu en fait que l'on peut aussi se rendre à ce fonds par un chemin de desserte accédant à la voie publique, p. 225. — Des terrains communaux ne sauraient être assimilés à la voie publique; en conséquence un fonds entouré de tous côtés doit être considéré comme enclavé, alors même que l'un des terrains qui le bordent aurait appartenu ou appartiendrait encore à la commune, p. 118. — La servitude de passage, en cas d'enclave, étant réputée fondée en titre, son caractère de non-apparence et de discontinuité ne fait pas obstacle à ce qu'elle s'acquière par prescription; par suite, la possession annale d'une telle servitude est utile et peut être invoquée devant le juge du possessoire, en cas de trouble, *ibid.* — Le fait qu'à une certaine époque le passage aurait été fermé par une barrière, ne saurait changer le caractère utile de la possession, s'il est constant qu'à cette époque le propriétaire du fonds servant ne refusait jamais la clef de la barrière afin de laisser

passer les voitures du propriétaire du fonds enclavé, et si surtout depuis longtemps et notamment depuis plus d'un an et jour la barrière n'existe plus, *ibid.* — Le fait par le défendeur d'avoir creusé un fossé de façon à rendre impraticable le passage avec voiture, et par suite d'entraver le desservissement du fonds enclavé, est un trouble essentiellement de nature à motiver la plainte, *ibid.* — Le fait par le propriétaire d'une parcelle de prairie enclavée qui a prescrit, par une possession gratuite de plus de trente ans, le droit à l'indemnité pour le passage sur la portion voisine intermédiaire aux époques de la récolte des foins, de défricher, labourer et cultiver d'une manière intensive tout ou partie de cette parcelle de prairie, constitue une aggravation de la servitude primitive, un trouble donnant lieu à l'action possessoire, p. 226. — En matière de servitudes discontinues, et notamment en cas de servitude de passage, la possession ne peut se conserver que par des actes répétés, surtout lorsqu'il s'agit de passage pour la desserte, de propriétés produisant au moins une et souvent plusieurs récoltes par an, p. 316. — Dès lors le propriétaire enclavé qui se prétend troublé dans sa possession du passage sur le fonds voisin, doit prouver qu'il en a joui sans opposition dans l'année; des faits de passage antérieurs seraient sans effet au point de vue possessoire, *ibid.* — V. *Passage*.

ENGAGEMENT. — V. *Ouvriers*.

ENTREPRENEUR. — V. *Responsabilité*.
Voirie.

ESCALIERS. — V. *Mitoyenneté*.

ETABLISSEMENT INCOMMODE OU DANGEREUX. Celui qui a été autorisé par arrêté préfectoral à ouvrir une usine pour la fabrication de la dynamite ou toute autre matière explosive, doit suspendre sa fabrication, si l'arrêté vient à être rapporté par arrêté du conseil de préfecture, jusqu'à ce qu'une nouvelle autorisation régulière lui ait été accordée par l'autorité supérieure compétente, p. 130. — En conséquence, il y a lieu, pour le juge de police, de faire droit au procès-verbal dressé contre le propriétaire de l'usine ou son préposé qui, nonobstant la notification à lui faite de l'arrêté du conseil de préfecture, a continué à fabriquer des cartouches ou de la dynamite, et de condamner le prévenu à l'amende, par application de l'article 471, n° 213, du Code pénal, *ibid.*

ÉTANG. — V. *Prairie*.

EXPULSION DE LIEUX. — V. *Bail*,
Louage.

FEMME MARIÉE. Peut s'obliger sans l'autorisation spéciale du mari et l'obliger lui-même, lorsqu'il s'agit de dépenses nécessaires aux besoins du ménage, p. 183. — Spécialement le fait de louer une chambre pour l'enfant commun, est un acte d'administration domestique qu'elle peut faire seule et sans autorisation spéciale, p. 126. — Il y a lieu de condamner une femme mariée au paiement de la somme par elle empruntée alors qu'elle était encore mineure, s'il est constant qu'elle en a profité, et notamment que la somme lui a été prêtée pour subvenir aux dépenses de son prochain mariage, p. 133. — La communauté n'est pas tenue de cette dette contractée avant le mariage par un acte n'ayant pas date certaine au moment de sa célébration. Le mari ne peut être appelé dans l'instance que pour assister et autoriser sa femme, *ibid.*

FRAIS ET HONORAIRES. Les demandes en paiement de frais et honoraires des notaires doivent être portées devant le Tribunal civil, p. 153. — Et ce, alors même qu'il s'agit de la rédaction d'actes sous seing privé, *ibid.*

FRAIS DU CULTE. — V. *Service funèbre*.

FRANCS-BORDS. La présomption de propriété des frans-bords au profit du propriétaire du canal est une présomption simple et non légale; cette propriété peut être prescrite par le riverain, p. 22. — La partie qui se prévaut de la possession des frans-bords à l'encontre du propriétaire de l'usine, doit la justifier, p. 100. — V. *Jet de pelle*.

GAGE. — V. *Nantissement*.

GARDE NATIONALE MOBILISÉE. C'est l'Etat seul qui paye la solde et l'habillement des mobilisés pendant la guerre; et ce, au moyen des ressources fournies par les communes, p. 206. — La commune a donc satisfait à ses obligations quand elle a payé la somme à laquelle elle a été taxée, *ibid.*

GENS DE SERVICE A GAGES. — V. *Louage de services*.

GESTION D'AFFAIRES. Celui qui volontairement gère l'affaire d'autrui est soumis à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès, p. 89, 91. — Il est

responsable des fautes ou des infidélités qui ont compromis la chose gérée, *ibid.* — Si l'obligation est indivisible de sa nature, il demeure tenu pour le tout, p. 91.

HAIE MITOYENNE. La disposition de l'article 73 du Code civil, qui donne à chacun des propriétaires voisins le droit de faire abattre les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne, ne s'applique pas aux arbres dont l'un des deux a eu la propriété exclusive pendant plus de trente ans, p. 248. — Il est ainsi notamment lorsqu'en vertu d'usages locaux anciens et reconnus, la haie mitoyenne ne se divise pas dans le sens de la longueur, mais en deux parties d'égale étendue, dont chacun des voisins taille et exploite les deux côtés, *ibid.*

HEURE DE FERMETURE. — V. *Lieux publics.*

IMMEUBLE INDIVIS. — V. *Louage.*

INDEMNITÉ POUR NON-JOUISSANCE. L'article 4 de la loi du 25 mai 1838, qui étend la compétence du juge de paix jusqu'à 1 500 francs, à l'égard des indemnités réclamées par le fermier ou locataire pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, n'est pas applicable au cas de réparations urgentes prévu par l'article 1724 du Code civil, p. 107. — En conséquence le juge de paix saisi d'une demande d'un locataire contre un propriétaire à raison de non-jouissance provenant de réparations urgentes, doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties devant le Tribunal, *ibid.* — De même le juge n'est pas compétent pour statuer sur une demande tendant à faire condamner un propriétaire à faire faire, à titre d'indemnité pour non-jouissance d'une cave louée, certains travaux dont le prix n'est pas déterminé, p. 182.

INJURES. Lorsque les parties se sont réciproquement injuriées, il n'y a pas lieu de faire droit à l'action civile en dommages-intérêts, p. 297. — V. *Diffamation.*

INTÉRÊTS. Le prêt à intérêt fait verbalement peut être prouvé par témoins, lorsqu'il n'excède pas la somme de 150 francs, p. 210. — Le créancier est libre, sans que le débiteur soit fondé à s'en plaindre, de faire l'abandon des intérêts d'un capital qui lui est dû, pour faire rentrer sa demande dans les limites de la compétence du juge de paix, p. 88.

JET DE PELLE. Le propriétaire d'un canal a la servitude de jet de pelle sur le fonds voisin, p. 22. — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur l'indemnité qui peut être due au riverain pour le dépôt des curaisons ou leur enlèvement, *ibid.*

JOURS. La demande en suppression de jours existant depuis plus d'an et jour est une action réelle, pétitoire et doit être renvoyée au Tribunal civil, p. 274.

JUGEMENT. Lorsqu'à une première audience, les parties ont comparu devant le juge de paix et pris respectivement leurs conclusions, le jugement rendu après enquête, et même en l'absence de l'une des parties, a le caractère contradictoire; en conséquence cette partie n'est pas recevable ni fondée à attaquer ce jugement par la voie de l'opposition, p. 70.

— *par défaut.* L'opposition à un jugement par défaut qui, originairement, ne contient pas sommairement les moyens de l'opposant ou qui, par suite du désistement de ces moyens, n'en contient plus, n'est pas frappée de nullité, p. 68.

LIEUX PUBLICS. Lorsque l'heure de fermeture des lieux publics a été réglée par arrêté préfectoral, puis par arrêté municipal conforme, le juge de police est tenu d'appliquer les arrêtés, et nul n'est recevable à exciper d'une tolérance qui aurait été octroyée au delà de l'heure réglementaire par les autorités locales, p. 243. — Lorsqu'un arrêté préfectoral prescrit la fermeture des lieux publics à une heure déterminée, le juge de police ne peut acquitter un aubergiste et les personnes trouvées en contravention dans son auberge en admettant des excuses non autorisées par la loi, et notamment celle tirée de ce que ces personnes étaient des gens à ses ordres, p. 111. — Le juge de police peut modérer la peine par l'application des circonstances atténuantes, *ibid.*

LIVRES DE COMMERCE. Ne font pas foi en justice contre les personnes non marchandes, mais peuvent former un commencement de preuve par écrit permettant de déférer le serment supplétoire, p. 171.

LOCATAIRE. — V. *Louage.*

LOGEMENT MILITAIRE. Est une dette de l'habitation, p. 80, 98. — Celui à l'habitation duquel ont été adressés des militaires pour y loger, est valablement assigné, pour une créance relative au logement,

devant le juge de la situation de l'habitation, p. 80. — Les habitants absents au moment d'une occupation étrangère sont tenus de payer les frais de logements des soldats étrangers mis à leur charge par l'administration municipale, p. 263. — L'aubergiste qui a logé et nourri, même par ordre de l'autorité municipale, des soldats allemands, ne peut intenter valablement aucune poursuite contre la personne dont la location en garni avait cessé avant l'invasion et qui n'avait dans la commune nulle espèce d'habitation, p. 99.

LOUAGE. Lorsque la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le locataire a le droit de se faire restituer le terme payé d'avance, p. 48. — Le congé donné par un copropriétaire indivis d'un domaine sans la participation de l'autre copropriétaire, n'est pas valable s'il n'a pas l'assentiment de ce dernier, p. 109. — Le locataire qui, de ses deniers, a fait réparer les dégâts occasionnés par la guerre dans la maison qu'il occupe est fondé à réclamer au propriétaire le paiement de ses déboursés, 305. — *V. Bail.*

— *de services.* Un maître valet de ferme entre dans la catégorie des gens de service à gages; le juge de paix est compétent pour connaître de la contestation qui naît entre lui et son maître, p. 158. — Le fait par un comptable de s'être absenté un vendredi saint pour assister aux offices, ne constitue pas une inexécution de ses obligations qui puisse motiver le renvoi immédiat et sans congé, quand surtout son service n'en a pas souffert, p. 235. — Le comptable renvoyé ainsi brusquement a droit à une indemnité, *ibid.* — Le fait d'accepter de garder un établissement de commerce pendant l'absence de son propriétaire, ne donne pas le droit à la personne chargée à cette garde de porter devant la justice de paix une demande de salaire excédant 200 francs, p. 161. — Cette personne ne saurait être classée parmi les gens de service à gages, *ibid.* — *V. Domestiques, Ouvriers.*

MANDAT. — *V. Gestion d'affaires.*

MARIAGE. Les conventions ou promesses portées à un contrat de mariage sont censées faites sous la condition que le mariage aura lieu, et lorsque le mariage a été célébré, il y a rétroactivité de ces conventions jusqu'au jour où le contrat de mariage a été passé, p. 193. — En conséquence, lorsque, par leur contrat, des époux ont fait exclusion des dettes personnelles antérieurement à la célébration de leur mariage, cette clause doit

s'exécuter en ce sens que les dettes exclusivement personnelles, antérieures au contrat, ne tombent à la charge de la communauté, mais que celle-ci doit supporter les dettes contractées postérieurement à la date du contrat de mariage, *ibid.*

MINISTRE DU CULTE. — *V. Dommages-intérêts, Diffamation.*

MINEURS. — *V. Femme mariée.*

MITOYENNETÉ. Le scellement de crochets et la pose d'espaliers sur un mur, ne sauraient, quel que soit le temps depuis lequel ces ouvrages existent, faire l'objet, de la part de leur auteur, d'une articulation pertinente et admissible pour prouver sa copossession du mur, la nature inoffensive de ces actes et leur clandestinité leur ôtant dès le principe toute efficacité au point de vue de la possession *animo domini* de la mitoyenneté du mur, p. 283. — *V. Haie.*

NANTISSEMENT. Ni le nantissement ni l'abandon de gage ne libèrent le débiteur; par suite le créancier reste maître de refuser l'abandon qui lui est offert et d'exercer son action, p. 192.

NON-JOUISSANCE. — *V. Indemnité.*

NOTAIRE. — *V. Frais et honoraires.*

NOVATION. La novation par la substitution d'un débiteur à un autre débiteur ne se présume pas. Il faut qu'elle soit expresse et que le créancier ait formellement déchargé le premier débiteur et accepté le nouveau comme seul obligé, p. 292.

OCCUPATION ÉTRANGÈRE. — *V. Logement militaire, Louage.*

OCTROI. Le droit d'octroi, sur les matières déclarées imposables par un tarif régulier, est dû par cela seul que la matière introduite est susceptible d'être livrée à la consommation locale personnelle ou industrielle, abstraction faite de la destination déclarée par l'introduit, p. 128. — Il en est ainsi spécialement pour la graine de navet, laquelle est torréfiée comme graine oléagineuse, en proportion de la quantité d'huile qu'elle est réputée contenir, *ibid.* — L'introduit de certaine quantité d'une telle graine ne pourrait, pour se soustraire au paiement du droit d'octroi, exciper de ce que, par la nature de son commerce, elle serait uniquement destinée à être vendue pour semences, *ibid.*

OUVRIERS. Le juge de paix est compétent pour statuer sur les contestations relatives aux engagements des gens de travail à quelque valeur qu'il la demande puisse s'élever, p. 180. — Et notamment sur celles qui s'élèvent entre un maître tailleur et l'ouvrier engagé par lui à l'année et pour quatre années, p. 238. — Lorsque le contrat d'engagement prévoit deux cas de résiliation et deux indemnités différentes selon les cas et les époques, le juge a la faculté, si la résiliation intervient à une époque intermédiaire, de ne pas appliquer strictement l'une ou l'autre indemnité, mais d'accorder des dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé, eu égard à l'époque de la résiliation, *ibid.* — Les modifications demandées aux conditions habituelles du travail ne peuvent dispenser l'ouvrier de continuer sa quinzaine commencée, sauf à se mettre en quinzaine de congé si le patron refuse d'accepter ces nouvelles conditions qui lui sont proposées, p. 63. — La loi du 23 mai 1864 sur les coalitions, qui a pour objet de créer spécialement une matière criminelle, est sans influence sur les contrats civils et n'a apporté aucune modification aux engagements respectifs des patrons et des ouvriers, résultant soit des conventions, soit des usages locaux, *ibid.*

PASSAGE SUR LE TERRAIN D'AUTRUI. Celui dont l'héritage est enclavé et qui passe sur le terrain d'autrui, ne commet aucune contravention même avant la fixation du lieu de passage et avant le paiement de l'indemnité. — Si l'enclave est déniée, le juge de police est compétent pour vérifier et apprécier les circonstances matérielles de temps et de lieu qui peuvent ôter au fait de passage le caractère de contravention. — Le fait d'avoir passé en chassant sur le terrain d'autrui non dépourvu de ses récoltes ne saurait constituer la contravention prévue par l'article 473, n° 9, du Code pénal, p. 288. — Si ce fait a eu lieu avec le consentement de celui qui avait le droit de chasse sur ce terrain, aucune peine n'est encourue, le droit de chasse impliquant le droit de passage, *ibid.* — Si au contraire il a lieu sans ce consentement, la peine édictée par l'article 11 de la loi de 1844 contre les infractions au droit de chasse est seule applicable, puisque le droit de passer en chassant n'est qu'une modalité de ce droit plus général, *ibid.*

PAYEMENT à valoir. — Les versements faits par un débiteur à valoir sur plusieurs créances de même nature, doivent s'imputer

sur la plus ancienne, à moins que le débiteur n'ait indiqué ou accepté une autre imputation, p. 32.

PÊCHE. Le fait par un individu d'avoir refusé de se soumettre à la recherche du poisson en temps prohibé, réch-rche autorisée par la loi du 31 mai 1866, ne constitue pas la contravention prévue par l'article 471, n° 15, du Code pénal, p. 138. — Un tel fait, à supposer qu'il entraîne une pénalité, ne peut être justiciable que du Tribunal de police correctionnelle, seul compétent pour réprimer les délits commis en matière de pêche; *ibid.* — En conséquence, le juge de simple police, saisi du procès-verbal d'un garde-pêche, dressé dans de telles circonstances, doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties devant qui de droit, *ibid.*

PENSION ALIMENTAIRE. La limite de 150 francs à laquelle est fixé par l'article 6 de la loi de 1838 le taux de la compétence du juge de paix en matière de pension alimentaire, s'applique non pas seulement à l'importance de la demande, mais à la pension elle-même, p. 301. — En conséquence, le juge de paix est incompétent pour connaître d'une amende à fin d'augmentation de 150 francs par an seulement, alors que la pension alimentaire déjà fixée par le Tribunal civil s'élève à une somme supérieure à ce chiffre, *ibid.*

PLAGE. — V. *Abandon de voiture.*

POLICE ADMINISTRATIVE. Un règlement de police et de sûreté ayant un caractère permanent n'est obligatoire qu'autant qu'il a été soumis à l'approbation du préfet et après qu'il s'est écoulé un mois depuis la remise de l'ampliation constatée par cette autorité, p. 167.

POLICE DES THÉÂTRES. Le fait par un spectateur, pendant une représentation théâtrale, de jeter sur la scène une botte ou bouquet de foin, ne constitue aucune contravention, p. 82.

POSSESSION. La possession annale exigée pour servir de base à la complainte, doit être celle de l'année immédiatement antérieure au trouble, p. 163. — Toutefois le plaignant justifie sa possession annale d'un fonds en nature de bois, en prouvant qu'il a fait la dernière coupe, bien qu'elle remonte à plus d'une année; en effet ce genre de possession ne s'exerce qu'à des intervalles souvent éloignés, p. 3 et 22. — La possession annale des berges boisées d'un canal de moulin pent

appartenir à la fois et au riverain et à l'usiner : au premier, pour la jouissance du bois ; du second, pour l'exercice de la servitude de *jet de pelle*, p. 22. — Lorsque deux propriétaires voisins se disputent la possession exclusive d'une *venelle* séparative de leurs héritages, si l'un n'a joui que de l'égout de ses eaux pluviales sur le terrain litigieux (ce qui peut se rattacher à l'exercice d'une simple servitude de stillicide), tandis que l'autre a non-seulement joui de même dudit terrain pour l'égout de ses eaux pluviales, mais encore qu'il a fait sans trouble des actes caractéristiques d'une possession à titre de maître exclusif, la maintenue possessoire doit être prononcée en faveur de celui-ci, p. 3. — La présomption de mitoyenneté d'une *venelle* peut être victorieusement combattue, soit par l'origine du terrain litigieux, soit par ses transformations successives à la suite des diverses constructions respectivement faites, soit par les actes de possession anciens et nouveaux des riverains, soit enfin par les inductions à tirer de l'état matériel des eaux, p. 3.

PRAIRIE. Le fait d'avoir navigué sur une prairie momentanément convertie en étang par suite d'une crue d'une rivière, ne constitue aucune contravention, p. 280.

PRESCRIPTION. La reconnaissance que fait le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrit interrompt la prescription. Cette reconnaissance s'induit de toutes les circonstances de la cause, p. 261.

PREUVE TESTIMONIALE. La prohibition de la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes, édictée par l'article 1341 du Code civil, reçoit exception au cas où il existe un commencement de preuve par écrit, p. 32. — Au surplus cette prohibition n'est pas d'ordre public et il est facultatif aux parties d'y renoncer, p. 253. — Quand, dans une cause civile, une pièce écrite est présentée, c'est au juge qu'il appartient d'apprécier si cette pièce peut servir de commencement de preuve par écrit et d'ordonner en conséquence l'audition de témoins, *ibid.*

PROCÈS-VERBAL. — V. *Échenillage, Pêche.*

PROVISION. Conclure au paiement d'une somme à titre de provision équivaut à demander l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant appel, p. 234.

RÉCUSATION. — V. *Reproche.*

RÉINTÉGRANDE. — V. *Action possessoire.*

REPROCHE à témoins. — Les causes de reproche énoncées dans l'article 283 du Code de procédure civile, sont énonciatives, p. 100 et 267. — Un témoin récusé dans une enquête en justice de paix ne doit pas être entendu, p. 267. — Le piqueur qui accompagne habituellement le chasseur et qui est le garde particulier du père du demandeur, doit être récusé, *ibid.*

RESPONSABILITÉ. Le mari n'est responsable ni des délits ni des quasi-délits commis par sa femme, à moins qu'il n'y ait pris une part plus ou moins directe, p. 43. — Le père n'est pas responsable du vol commis par son fils, alors qu'aucune faute ne lui est imputable et qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à l'action en responsabilité, p. 287. — La responsabilité du fait d'autrui dont on n'est pas complice ne peut résulter que de la loi ou d'une convention expresse ou tacite, p. 257. — Le débiteur d'une obligation de faire, mise en demeure, ne doit pas la réparation des pertes qui de sont que la suite éloignée et indirecte du défaut d'exécution, *ibid.* — Lorsqu'une même personne a fait marché avec un maçon pour la construction d'un tombeau ou caveau de famille, et avec un tailleur de pierre pour la fourniture et la pose d'une pierre tumulaire, si le maçon place lui-même cette pierre hors la présence du tailleur de pierre et sans autorisation, il le fait à ses risques et périls, et devient responsable du dommage qu'il lui cause par sa faute, p. 213. — L'aubergiste qui a reçu en dépôt une voiture appartenant à autrui, n'est pas responsable de la perte de cette voiture, lorsqu'elle a été enlevée de vive force, sous l'apparence de réquisition, par des soldats étrangers, et qu'il n'a pu obtenir un reçu régulier, ni faire suivre la voiture, p. 193. — Si une bête de trait (dans l'espèce un bœuf), louée à un cultivateur, vient à périr à la suite d'une journée de travail, le cultivateur ne saurait être responsable de cette perte s'il résulte des circonstances de la cause que la perte de l'animal est due à une maladie déjà ancienne et à la chaleur exceptionnelle du jour où il a travaillé, p. 162.

SERMENT. Lorsque la demande et l'exception, sans être totalement justifiées, ne sont pas totalement dénuées de preuves, le juge peut déférer d'office le serment décisoir à l'une des parties, p. 32, 34 et 148.

SERVICE FUNÉBRE. Lorsqu'il n'existe pas de règlement diocésain fait en conformité des articles 20 du décret du 12 juin 1804 et 29 du décret du 30 décembre 1809, fixant les droits à payer au clergé pour les inhumations, le juge appelé à statuer sur une demande en paiement de frais et honoraires formée par un desservant pour un service funébre, doit baser sa décision sur l'usage et les règles que l'autorité ecclésiastique et le clergé des communes voisines font prévaloir en pareille circonstance, p. 177.

SERVITUDE. — V. *Action possessoire, Jour.*

SOLIDARITÉ. — V. *Dépens.*

TAPAGE. — V. *Bruits et tapages.*

TITRE. En matière personnelle et mobilière, la simple contestation du titre ne dessaisit pas le juge de paix, qui est compétent pour apprécier la clause d'un cahier de charges, p. 158.

TRAVAUX CONFORTATIFS. — V. *Voirie.*

TRÉSOR. L'ouvrier, dans l'espèce un bûcheron, qui, en abattant un chêne, pour le compte du propriétaire du sol et de l'arbre, découvre par le seul effet du hasard un trésor, a droit à la moitié qui revient à l'auteur de la découverte, p. 74.

USUFRUIT. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts pour abus de jouissance contre l'usufruitier d'une chose immobilière, si le droit de l'usufruitier est contesté par le nu-propriétaire, p. 50.

VENTE. Une marchandise déposée chez un tiers ne peut être considérée comme lui ayant été vendue, lorsqu'il n'a été ni demandé ni offert aucun prix au sujet de cette marchandise, p. 192. — Lorsqu'un porc a été vendu à forfait, il y a lieu à une réduction proportionnelle du prix, si par suite du retard apporté à la livraison l'animal a perdu sensiblement de son poids au jour où il a été livré, p. 213. — Le propriétaire non-commerçant, qui vend à un entrepreneur les matériaux d'une maison à démolir, peut faire citer ce dernier devant le juge civil pour avoir paiement du prix de ces matériaux, p. 146. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur la demande, s'il n'est réclamé qu'une somme de 200 francs restant due, bien que le prix total fût supérieur à ce chiffre, *ibid.*

VÊTEMENT DE DEUIL. Lorsqu'au dé-

cès du mari une personne, surtout la mère ou la sœur de la veuve, achète des vêtements de deuil pour celle dernière, elle exécute un mandat, exprès ou tacite, que le vendeur doit naturellement supposer et qui ne peut, en conséquence, entraîner aucune responsabilité de la part de l'acheteur ; et en outre, si la veuve mariée sans contrat ou sous le régime de la communauté légale a renoncé à la communauté, le vendeur ne peut poursuivre que les héritiers du mari, p. 139.

VEUVE RENONÇANTE. La veuve renonçante ne peut être inquiétée pour les dettes de communauté. Il en est ainsi alors même que la renonciation ne résulte pas de la déclaration au greffe du Tribunal civil si, par convention stipulée par acte authentique entre les parties, la renonciation à laquelle s'est obligée la veuve ne doit être réalisée au greffe que sur la réquisition des enfants du *de cuius*, p. 108. — Mais à défaut de renonciation dans la forme prescrite par la loi, les tiers sont fondés à répéter contre la femme commune sa part contributoire dans les dettes de communauté, sauf à celle-ci à mettre en cause les enfants du *de cuius* pour se faire déclarer conformément aux stipulations de l'acte liquidatif qui a réglé leurs droits, *ibid.* — Et s'il existe un mineur parmi les héritiers du mari, c'est au créancier qu'il incombe de faire les diligences nécessaires pour la nomination d'un tuteur, *ibid.*

VICE RÉDHIBITOIRE. La loi du 20 mai 1838 n'ayant statué que sur les vices rédhibitoires des animaux des espèces chevaline, bovine et ovine, les dispositions générales des articles 1641 et 1643 du Code civil demeurent applicables aux ventes des animaux qui n'appartiennent à aucune de ces trois espèces, p. 303. — Spécialement, le boucher qui a acheté un porc pour son commerce est recevable et fondé à demander la résolution de la vente et la restitution du prix, s'il résulte des constatations, après l'abatage, que ce porc était atteint de *ladrerie* et impropre à la consommation, *ibid.*

VOIRIE. Le propriétaire qui, ayant été autorisé à blanchir et à peindre le mur de face de sa maison, y a fait en outre des travaux confortatifs, bien que le mur soit sujet à reculement, contrevient aux règlements de voirie, et est passible des peines de l'article 471, n° 5, du Code pénal. Le juge de police doit en ce cas condamner les contrevenants non-seulement à l'amende, mais encore à la démolition de la

besogne mal plantée, p. 79. — Mais la démolition qu'il a lieu d'ordonner ne doit s'entendre que des travaux confortatifs indûment faits, et non pas du mur lui-même auquel ces travaux s'appliquent, *ibid.* — Lorsque le prévenu d'une contravention de voirie, consistant à avoir établi sans autorisation des clôtures entre les propriétés leur appartenant et un chemin communal, contrairement à un règlement de police émanant de l'autorité compétente, soutient n'avoir pas commis la contravention parce qu'il aurait la propriété du terrain par lui clos et que ce terrain ne toucherait pas un terrain communal, une telle exception préjudicielle, si elle est sérieuse et appuyée sur des titres, échappe à la compétence du Tribunal de simple police, qui doit surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par les juges qui doivent en connaître, p. 17. — Si des événements graves, tels que la guerre ou l'interruption des communications, ont mis les prévenus dans l'impossibilité de faire vider, dans le délai qui leur était imparti, l'exception préjudicielle par eux soulevée, il y a lieu pour le Tribunal de police de leur accorder un nouveau sursis, *ibid.* — Le marchepied d'une rivière navigable, alors même qu'il aurait été élargi et converti en quai ou boulevard dans sa traversée d'une ville, n'en fait pas moins partie de la grande voirie; il ne saurait appartenir au commissaire de police, en qualifiant, dans ses

procès-verbaux, ce quai ou boulevard de chemin communal, de le faire passer par cela seul dans la voirie rurale ou urbaine, *ibid.* — En conséquence, une contravention commise sur ce quai ou boulevard échappe à la compétence du Tribunal de simple police; les contraventions de grande voirie, et notamment les anticipations ou détériorations de toute nature commises sur les fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs-bords, etc., étant par les décrets des 29 floréal an X, 16 décembre 1811 et 10 avril 1812, dévolues à la connaissance des Tribunaux administratifs, *ibid.* — La compétence des Tribunaux de répression est d'ordre public; le Tribunal de police, saisi à tort d'une contravention de grande voirie, doit se déclarer, même d'office, incompétent, et renvoyer les prévenus devant le conseil de préfecture, p. 17. — Bien qu'il ait été dressé deux procès-verbaux contre un propriétaire et un entrepreneur pour les travaux faits sans avoir préalablement obtenu l'autorisation, il y a lieu d'ordonner la jonction des deux affaires à raison de leur connexité, p. 309. — L'autorisation et l'alignement sont nécessaires, même pour construire en retrait sur la voie publique, *ibid.* — L'entrepreneur doit être condamné à l'amende, *ibid.* — Le propriétaire, à la démolition de la besogne mal plantée, *ibid.*

VUE. — V. Jour.

FIN DE LA TABLE.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS

Insérés au BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

pendant l'année 1872.

DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.	DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.
1867			27 oct.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	48
20 mai.	LEYVASSEUR, juge.	114	7 nov.	RELLETIER, juge.	208
14 sept.	VUILLEMOT, juge.	62	7 nov.	MAZIAN, juge.	40
21 oct.	BRICHARD, juge.	142	7 nov.	CARRÉ, juge.	48
30 oct.	DES FOURNEAUX, juge.	118	7 nov.	PAYENNEVILLE, juge.	32
1868			8 nov.	RANIN, juge.	152
1869			9 nov.	DE BORDESAYE, juge.	38
16 déc.	MALIVER, juge.	100	17 nov.	DE LAMBRE, juge.	79
1869			24 nov.	CHASSY, juge.	17
1870			28 nov.	RICHARD, juge.	211
5 mai.	POGRADE, juge.	22	30 nov.	BONNIER, juge.	137
17 déc.	DENAS-MAISON, juge.	27	5 déc.	FAURE-ROUILLH, juge.	158
1870			12 déc.	ROBERT, juge.	318
7 avril.	GIRARDOT, juge.	38	16 déc.	BUSSET, juge.	167
17 mai.	JACOMET, juge.	197	20 déc.	LABBE, juge.	72
7 juin.	BRULFER, juge.	155	22 déc.	CARRÉ, juge.	31
8 juin.	QUANT, juge.	171	29 déc.	HOUCHE, juge.	163
24 juin.	CHASSY, juge.	17	1871		
5 juillet.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	50	2 janvier	PETIT, juge.	105
20 août.	VUILLEMOT, juge.	141	5 janvier	GRANDURY, juge.	70
29 oct.	GIRARDOT, juge.	29	9 janvier	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	109
3 nov.	CAPLET, juge.	192	9 janvier	SILAS-RICHARD, juge.	98
12 nov.	GIRARDOT, juge.	108	9 janvier	SILAS-RICHARD, juge.	89
17 nov.	BORDENAVE, juge.	5	11 janvier	CHEVRESON, juge.	130
1871			17 janvier	DAFFRY DELA MONNOIE, juge.	107
3 mars.	CHASSY, juge.	17	19 janvier	CARRÉ, juge.	68
16 mars.	NEUVEGLISE, juge.	133	22 janvier	COLOMBANI, juge.	60
6 mai.	DESJEUX, juge.	277	25 janvier	LACROIX, juge.	255
4 juin.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	261	31 janvier	DE MONRAVEL, juge.	82
16 juin.	HOUCHE, juge.	91	8 février	BOULENGER, juge.	80
16 juin.	DE BORDENAVE, juge.	45	9 février	BOULE, juge.	126
29 juin.	GUIBAL, juge.	54	12 février	NOURISSON, juge.	148
10 juillet.	BUSSET, juge.	323	15 février	LEGUAY, juge.	94
20 juillet.	DAUMAS, juge.	52	15 février	TANANT, juge.	213
21 juillet.	TRUCHARD-DUMOLIN, j.	205	17 février	SERIEYS, juge.	145
21 juillet.	TRUCHARD-DUMOLIN, j.	242	17 février	GUILLOT DELA POTERIE, juge.	182
4 août.	BONNIER, juge.	26	20 février	SILAS-RICHARD, juge.	139
14 août.	CHARVET, juge.	316	23 février	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	174
22 août.	FAGUET, juge.	85	23 février	DESJEUX, juge.	189
24 août.	EYMAR, juge.	88	24 février	GODEFROY, juge.	188
1 ^{er} sept.	HOUCHE, juge.	185	24 février	GOURNAY, juge.	211
1 ^{er} sept.	TRUCHARD-DUMOLIN, j.	196	24 février	GRANDURY, juge.	204
5 sept.	FAGUET, juge.	113	1 ^{er} mars.	BOULE, juge.	118
15 sept.	AUBERT, juge.	186	2 mars.	IMBERT, juge.	117
15 sept.	TRUCHARD-DUMOLIN, j.	147	2 mars.	IMBERT, juge.	180
15 sept.	LEGUYER, juge.	162	5 mars.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	219
20 sept.	ARNOULD, juge.	49	9 mars.	BOULE, juge.	234
22 sept.	BONNIER, juge.	274	15 mars.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	193
25 sept.	GIRARDOT, juge.	89	15 mars.	CH. BARON, juge.	253
28 sept.	AUBERT, juge.	221	16 mars.	DE BOURBONNE, juge.	190
28 sept.	CAPLET, juge.	200	19 mars.	COUGET, juge.	151
29 sept.	ALBERTI, juge.	37	21 mars.	TANANT, juge.	183
29 sept.	BONNIER, juge.	146	21 mars.	BOULENGER, juge.	128
23 oct.	CHEVANE, juge.	57	21 mars.	GODEFROY, juge.	248
24 oct.	CONSEIL DES PRUD'HOMES de Rouen.	65	2 avril.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	226
			4 avril.	LEMAIRECHAL, juge.	299
			5 avril.	ALIBERT, juge.	169
			12 avril.	BONNIER, juge.	235

DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.	DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.
1873			5 juillet.	BONNIER, juge.	287
12 avril.	BOULE, juge.	161	5 juillet.	PARFAIT, juge.	257
16 avril.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	209	5 juillet.	BONNIER, juge.	297
16 avril.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	124	6 juillet.	GIMON, juge.	292
25 avril.	SABES, juge.	165	12 juillet.	LANGLOIS, juge.	275
25 avril.	MARCHAL, juge.	177	12 juillet.	BONNIER, juge.	301
2 mai.	DEMAILLASSON, juge.	232	19 juillet.	N ^o .	314
3 mai.	BONNIER, juge.	214	20 juillet.	GIMON, juge.	285
6 mai.	DEMAILLASSON, juge.	243	27 juillet.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	294
6 mai.	DEMAILLASSON, juge.	280	13 août.	MANOUVRIEZ CECILLE, j.	269
17 mai.	GRANDURY, juge.	303	9 sept.	DE SAINT-MARTIN, j. sup.	307
24 mai.	SALLES, juge.	244	28 sept.	DE BOURBONNE, juge.	290
28 mai.	FAGUET, juge.	225	1er oct.	LESENNE, juge.	305
3 juin.	DE BOURBONNE, juge.	298	2 oct.	BEAUME, juge suppléant.	282
8 juin.	GASTIN, juge.	251	3 oct.	SABES, juge.	288
13 juin.	KUDES, juge.	206	4 oct.	CARRÉ, juge.	281
21 juin.	LANGLOIS, juge.	265	11 oct.	LABARRE, juge.	321
22 juin.	SERIEYS, juge.	238	25 oct.	GUILLEMIN, juge.	309
28 juin.	BOULE, juge.	282	28 oct.	PETIT-LAFITTE, juge.	322
			8 nov.	GUILLEMIN, juge.	309

FIN DES TABLES.











